Conseil de
l'Union européenne

Luxembourg, le 16 octobre 2017
(OR. en)

12816/17

COPS 300
COHOM 108
CFSP/PESC 840
CSDP/PSDC 523
FREMP 105
INF 179
JAI 870
RELEX 818

RÉSULTATS DES TRAVAUX

Origine:	Secrétariat général du Conseil
en date du:	16 octobre 2017
Destinataire:	délégations
Nº doc. préc.:	12714/17 COPS 294 COHOM 104 CFSP/PESC 834 CSDP/PSDC 514 FREMP 101 INF 172 JAI 857 RELEX 807 12715/17 COPS 295 COHOM 105 CFSP/PESC 835 CSDP/PSDC 515 FREMP 102 INF 173 JAI 858 RELEX 808
Objet:	Projet de rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en 2016

Les délégations trouveront en annexe le projet de rapport annuel de l'UE sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde en 2016, que le Conseil a adopté lors de sa 3566e session, tenue le 16 octobre 2017.

ANNEXE

RAPPORT ANNUEL DE L'UE SUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE EN 2016

PARTIES THÉMATIQUE ET GÉOGRAPHIQUE

Table des matières

PARTIE THÉMATIQUE

1. Introduction……..... 3

2. L'approche de l'UE en matière de droits de l'homme à l'égard des situations de conflit et de crise 12

3. Faire face aux principaux défis dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie..... 22

4. Les droits de l'homme dans l'ensemble des politiques extérieures de l'UE 49

PARTIE GÉOGRAPHIQUE

Pays candidats/pays candidats potentiels …..... 53

II. Pays de l'EEE/AELE 64

III. Politique européenne de voisinage.....67

IV. Russie et Asie centrale 121

Afrique 140

VI. Péninsule arabique..... 255

VII. Asie.....270

VIII. Océanie..... 338

IX. Amériques..... 367

Liste des acronymes et des sigles…….438

RAPPORT ANNUEL DE L'UE SUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE EN 2016

PARTIE THÉMATIQUE

1. INTRODUCTION

L'année 2016 a été difficile sur le plan des droits de l'homme et de la démocratie, avec l'amenuisement de l'espace dévolu à la société civile et l'émergence de crises humanitaires et politiques complexes. Un certain nombre de pays ont également fait part de leur intention de se retirer de la Cour pénale internationale. Dans ce contexte, l'Union européenne a fait preuve d'initiative et est restée fermement attachée à la promotion et à la protection des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde.

En juin 2016, elle a adopté sa stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité, intitulée "Vision partagée, action commune: une Europe plus forte", qui expose les intérêts et les principes majeurs qui sous-tendent l'action de l'UE dans le monde[1] et poursuit l'objectif de faire de l'Europe un acteur à l'unité renforcée et encore plus influent sur la scène mondiale. La stratégie globale réaffirme la place centrale que les droits de l'homme et la démocratie occupent dans le programme de l'UE en matière d'action extérieure; pour que les États et les sociétés puissent faire preuve de résilience, il faut que la démocratie soit forte et que les droits de l'homme soient respectés. La stratégie plaide également pour la prise en compte systématique de la question des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, qui constitue un principe fondateur du plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie (2015-2019)[2].

Le 20 juillet 2016 a marqué le premier anniversaire de l'adoption du plan d'action de l'UE, qui définit la principale politique de l'UE sur les droits de l'homme dans le cadre de l'action extérieure. Le plan d'action porte sur la question de la protection des droits de l'homme et du soutien à la démocratie dans tous les aspects de l'action extérieure de l'UE. Il constitue le principal outil de mise en œuvre du cadre stratégique 2012 de l'UE pour les droits de l'homme et la démocratie[3].

---

1 Conclusions du Conseil sur la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, 13202/16, 17 octobre 2016.

2 Conclusions du Conseil sur le plan d'action en faveur des droits de l'homme et de la démocratie (2015-2019), 10897/15, 20 juillet 2015.

3 Droits de l'homme et démocratie: cadre stratégique de l'UE et plan d'action de l'UE, 11855/12, 25 juin 2012.

L'année 2016 a également été marquée par le lancement du deuxième cycle des stratégies par pays en matière de droits de l'homme et de démocratie. Celles-ci revêtent une importance majeure dans la mise en œuvre des droits de l'homme au niveau des pays. En 2016, les stratégies ont toutes été actualisées afin de répondre aux défis actuels et de rendre compte de l'évolution de la situation depuis leur introduction, en 2011.

Composé de deux parties, le présent rapport donne un large aperçu des efforts déployés par l'UE en faveur des droits de l'homme vis-à-vis des pays tiers en 2016. La première partie, thématique, se penche en particulier sur l'approche en matière de droits de l'homme suivie en situation de conflits et de crises, sur les principaux défis en matière de droits de l'homme et sur la question des droits de l'homme dans les politiques extérieures de l'UE. La deuxième partie, géographique, s'étend sur les actions menées par l'UE dans les pays tiers, décrivant ainsi en détail la situation des droits de l'homme dans le monde.

REPRÉSENTANT SPÉCIAL DE L'UE POUR LES DROITS DE L'HOMME

Nommé en 2012, le représentant spécial de l'UE (RSUE) pour les droits de l'homme, Stavros Lambrinidis, a continué à œuvrer, sous l'autorité de la haute représentante et vice-présidente, à l'accroissement de l'efficacité et de la visibilité des droits de l'homme dans la politique étrangère de l'UE. En 2016, il a placé l'accent sur l'intensification du dialogue sur les droits de l'homme mené entre l'UE et les partenaires stratégiques ayant une forte présence au niveau régional et multilatéral. Le RSUE a ainsi présidé les dialogues sur les droits de l'homme que l'UE a menés avec le Mexique et l'Afrique du Sud, et il a effectué une deuxième visite officielle à haut niveau aux États-Unis. Une importance accrue a en outre été accordée au voisinage de l'UE: le RSUE s'est pour la première fois rendu en Biélorussie et il a continué à dialoguer activement avec l'Azerbaïdjan et l'Égypte en assurant un suivi cohérent aux visites qu'il y avait précédemment effectuées. En 2016, le RSUE a également maintenu les liens solides noués avec certains pays en transition: il a effectué sa cinquième visite au Myanmar/en Birmanie, s'est rendu à Cuba pour la toute première visite à haut niveau axée sur les droits de l'homme, a entamé les premiers entretiens préliminaires sur les droits de l'homme avec l'Iran, a organisé des rencontres politiques à haut niveau avec Bahreïn et a effectué pour la première fois des visites au Guatemala et au Honduras. Le RSUE a continué à s'employer à mieux faire connaître l'action menée par l'UE auprès des Nations unies et de mécanismes régionaux dans le domaine des droits de l'homme en vue de favoriser la prise en charge du processus au niveau régional et de réagir aux défis croissants qui mettent à mal l'acceptation de l'universalité des droits de l'homme et l'espace dévolu à la société civile, y compris au travers d'un dialogue et d'une coopération solides et bien établis avec les organismes et les mécanismes des Nations unies dans le domaine des droits de l'homme. Le RSUE a poursuivi la coopération à haut niveau qu'il entretient depuis longtemps avec le Conseil de l'Europe, notamment par une visite durant laquelle il s'est adressé au Comité des ministres du CdE, et il s'est également employé à intensifier la coopération avec le BIDDH de l'OSCE, l'Organisation des États américains et l'UNESCO.

Sur le plan thématique, le RSUE a continué de s'attacher en particulier à promouvoir l'espace accordé à la société civile et à protéger les défenseurs des droits de l'homme, à mettre fin à la répression et aux nouvelles lois restrictives visant des organisations non gouvernementales (ONG) dans certains pays, ainsi qu'à concourir à la libération de défenseurs des droits de l'homme et de prisonniers politiques placés en détention. Le RSUE a en outre particulièrement veillé à encourager le dialogue entre la société civile et le gouvernement et à en souligner l'importance pour la stabilité des sociétés.

En 2016, dans l'esprit de la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE, le RSUE a activement promu l'idée de la "sécurité durable" auprès de l'ensemble des parties prenantes. Ce concept, qui sous-tend les efforts déployés par le RSUE, met en évidence le fait que pour être maintenue à long terme, la sécurité doit respecter les libertés et les droits fondamentaux ainsi que les exigences de l'État de droit.

À la faveur des nombreuses visites qu'il a effectuées en 2016, de ses interventions orales lors de réunions multilatérales de haut niveau et de rencontres organisées avec des centaines d'acteurs clés de gouvernements, d'organisations internationales et de la société civile, le RSUE a également cherché à accroître la cohérence, l'efficacité et la visibilité de l'UE en tant qu'acteur mondial de premier plan en matière de droits de l'homme, ainsi qu'à militer en faveur des priorités essentielles de l'UE. Au rang de celles-ci figuraient la lutte contre la torture, l'abolition de la peine de mort, les droits économiques, sociaux et culturels, les entreprises et les droits de l'homme, la liberté d'expression et d'association, la liberté de religion ou de conviction, les droits des femmes et des enfants, ainsi que la promotion de l'obligation, pour les auteurs de violations des droits de l'homme, de répondre de leurs actes.

Soucieux de mieux faire connaître, au sein de l'UE et sur la scène internationale, le rôle crucial que l'UE joue dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde, le RSUE a lancé au mois de juin, en collaboration avec la haute représentante et vice-présidente, la campagne #EU4HumanRights, à laquelle participent tous les États membres de l'UE.

INSTRUMENTS DE L'UE

L'UE dispose, pour promouvoir et défendre les droits de l'homme, d'un large éventail de politiques, d'outils et d'instruments de financement extérieur. Il s'agit notamment de la diplomatie publique, sous la forme de déclarations de l'UE, par exemple, d'outils diplomatiques plus discrets, tels que les démarches[4] et les dialogues politiques, mais également des orientations dans le domaine des droits de l'homme et des stratégies par pays en matière de droits de l'homme, des dialogues réguliers sur les droits de l'homme, ainsi que des projets de coopération financière, notamment en vue de soutenir la société civile. L'UE s'efforce d'assurer une interaction optimale entre ces instruments, en veillant à les utiliser le plus efficacement possible et conjointement, afin de parvenir aux meilleurs résultats. Les questions relatives aux droits de l'homme ne devraient pas, par exemple, être abordées lors des seuls dialogues sur les droits de l'homme, mais être incluses dans le programme d'autres réunions, y compris les dialogues politiques ou ceux portant sur d'autres sujets, tels que la libéralisation du régime des visas, et les sommets.

Orientations dans le domaine des droits de l'homme: l'UE a adopté 11 séries d'orientations qui définissent des domaines prioritaires en matière d'action extérieure[5]. Les orientations ne sont pas juridiquement contraignantes, mais étant donné qu'elles sont adoptées au niveau ministériel, elles constituent un signal politique fort de la priorité que l'UE accorde à ces questions. Mises à jour régulièrement, elles servent d'outil pratique pour orienter les acteurs de l'UE, partout dans le monde, lorsqu'ils mettent en œuvre au niveau local les priorités de l'UE en matière de droits de l'homme.

---

4 Une démarche est un type de représentation diplomatique. C'est un contact officiel pris auprès du représentant d'un pays tiers ou d'une organisation internationale afin de convaincre un gouvernement, de l'informer ou de recueillir son avis officiel sur une question particulière. Elle peut se dérouler par écrit ou oralement.

5 Orientations pour la politique de l'UE à l'égard des pays tiers en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants - Mise à jour des orientations (2012), Orientations de l'UE relatives à la promotion et à la protection de la liberté de religion ou de conviction (2013), Lignes directrices visant à promouvoir et garantir le respect de tous les droits fondamentaux des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) (2013), Orientations de l'UE concernant la peine de mort: version révisée et mise à jour (2013), Lignes directrices de l'UE sur les dialogues en matière de droits de l'homme avec les pays tiers - Mise à jour (2008), Orientations de l'UE sur les enfants face aux conflits armés (2008), Garantir la protection - Orientations de l'UE concernant les défenseurs des droits de l'homme (2008), Lignes directrices de l'UE sur les violences contre les femmes et la lutte contre toutes les formes de discrimination à leur encontre (2008), Lignes directrices de l'UE concernant la promotion du droit humanitaire international (2009), Orientations de l'UE dans le domaine des droits de l'homme relatives à la liberté d'expression en ligne et hors ligne (2014), Orientations de l'UE pour la promotion et la protection des droits de l'enfant (2007).

Stratégies par pays en matière de droits de l'homme et de démocratie: ces stratégies sont, dans une large mesure, élaborées au niveau local par les délégations de l'UE et s'appuient sur une analyse de la situation d'un pays donné en matière de droits de l'homme. Elles fixent les priorités absolues de l'action de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie, définissent les principaux objectifs à long et court termes et indiquent les actions concrètes à mener pour réaliser ces objectifs dans tel ou tel pays. Entièrement mises à jour pour la période 2016-2020, ces stratégies intègrent désormais une analyse ciblée de la démocratie. Elles constituent un outil essentiel en ce sens qu'elles contribuent à assurer la cohérence des politiques et à préparer les visites et dialogues politiques de haut niveau.

Dialogues en matière de droits de l'homme: au fil des ans, des dialogues sur les droits de l'homme ont été mis en place avec un nombre de plus en plus important de pays. Ils visent notamment à débattre de questions d'intérêt mutuel, à renforcer la coopération en matière de droits de l'homme au sein d'enceintes multilatérales telles que les Nations unies, à permettre à l'UE d'avoir avec les pays partenaires un échange sur la préoccupation que lui inspirent les violations des droits de l'homme, à recueillir des informations et à s'efforcer d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme dans le pays partenaire en question. Ces dialogues sont des instruments essentiels aux activités que l'UE mène sur le plan bilatéral en la matière, y compris sur des thèmes spécifiques tels que la torture et les mauvais traitements, la peine de mort, la liberté de religion ou de conviction, la liberté d'expression en ligne et hors ligne, les handicaps, les droits des femmes et des enfants, l'égalité des sexes, les principes et droits fondamentaux au travail et la coopération au sein des instances multilatérales.

Préalablement aux dialogues sur les droits de l'homme, des consultations sont menées avec la société civile à Bruxelles et dans le pays dans lequel se tient le dialogue. Des réunions d'information sur les résultats des dialogues sont également organisées. Les forums et les dialogues politiques sont complétés tout au long de l'année par des réunions techniques avec les organisations de la société civile, au cours desquelles l'UE communique des informations sur ses activités et ses stratégies. Des séminaires spécifiques de la société civile ont également lieu en marge d'un certain nombre de dialogues sur les droits de l'homme.

En 2016, l'UE a organisé des dialogues et des consultations sur les droits de l'homme avec 42 pays et groupements régionaux partenaires. Le dialogue sur les droits de l'homme a repris avec l'Azerbaïdjan en 2016 (le précédent avait eu lieu en 2014), et l'UE a tenu pour la première fois un dialogue sur les droits de l'homme avec le Sri Lanka et un dialogue informel avec Bahreïn. L'UE et la Mongolie sont convenues de tenir leur premier dialogue sur les droits de l'homme en 2017, dans le cadre de leur accord bilatéral de partenariat et de coopération. L'UE et l'Iran, dont la dernière rencontre remonte à 2004, sont également convenus de tenir un dialogue sur les droits de l'homme. Celui-ci devait commencer par un échange de visites, et les premiers entretiens préliminaires sur les droits de l'homme ont eu lieu en 2016 dans le cadre du dialogue politique bilatéral à haut niveau. Les échanges sur les droits de l'homme se sont également poursuivis avec Cuba, en vue d'établir un dialogue en la matière dans le cadre de l'accord de dialogue politique et de coopération, signé récemment.

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme: l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) est l'un des principaux instruments de financement extérieur utilisés pour défendre et soutenir la démocratie et les droits de l'homme dans le monde. Tirant parti de ce qui constitue sa plus grande force, à savoir sa capacité à opérer sans avoir à obtenir le consentement du gouvernement hôte, l'IEDDH peut faire porter son action principalement sur des questions sensibles et des approches innovantes et coopérer directement avec des organisations de la société civile isolées ou marginalisées. Par rapport à son prédécesseur de 2007-2013, l'IEDDH qui couvre la période 2014-2020 a été adapté pour tenir compte de nouvelles réalités, adopte une approche plus stratégique et est plus facile à utiliser sur le plan des procédures.

Le budget de l'IEDDH a été accru, ce qui permettra à l'UE de renforcer son soutien à l'essor des sociétés civiles et au rôle spécifique qu'elles jouent en tant que moteurs de progrès dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie. Il y a lieu d'accroître la capacité de l'UE à réagir rapidement à des situations d'urgence concernant les droits de l'homme, à mener des missions d'observation électorale, à donner suite aux recommandations qu'elles formulent et à améliorer les processus démocratiques et électoraux, et de soutenir davantage les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme.

En 2016, dans le cadre du programme de soutien par pays, les délégations de l'UE ont passé des accords financiers pour un montant total de 82,01 millions d'euros en faveur de 101 pays du monde entier, en vue de favoriser l'essor des sociétés civiles, dans le but de défendre les droits de l'homme et les réformes démocratiques, notamment en contrant la tendance au rétrécissement de l'espace accordé à la société civile; de soutenir les actions menées par la société civile pour garantir le fonctionnement effectif de la CPI; de promouvoir l'égalité des sexes; de défendre les peuples autochtones; de défendre les droits des personnes appartenant à des minorités, des personnes faisant l'objet de discriminations fondées sur la caste, des personnes LGBTI et d'autres groupes vulnérables; de défendre la liberté d'expression et la liberté de religion ou de conviction; de lutter contre la peine de mort et la torture; d'accompagner les OSC préparant le terrain à la tenue d'élections et donnant suite aux recommandations des MOE; de défendre les droits économiques, sociaux et culturels, surtout pour les groupes particulièrement vulnérables aux discriminations, tels que les pauvres, les femmes, les enfants, les peuples autochtones, les migrants et les personnes appartenant à des minorités; de défendre les libertés syndicales.

Des marchés d'un montant total de 27,94 millions d'euros ont été passés à la suite de l'appel global à propositions en faveur des priorités de l'UE, répartis comme suit: une enveloppe de 5,11 millions d'euros a été octroyée aux organisations locales des défenseurs des droits de l'homme travaillant sur le terrain; une enveloppe de 4,46 millions d'euros a été attribuée au suivi et à la mise en œuvre effective des principales conventions internationales pertinentes dans le contexte du système de préférences généralisées (SPG +); la lutte contre la peine de mort a bénéficié d'un soutien de 6,55 millions d'euros; un montant de 6,61 millions d'euros a été libéré en vue de soutenir les migrants, y compris les demandeurs d'asile dans des pays tiers, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et les apatrides, et 5,21 millions d'euros ont été octroyés à des projets d'aide aux enfants associés à des forces, des groupes et des bandes armés et victimes de la violence armée. L'IEDDH a continué à fournir une assistance rapide aux défenseurs des droits de l'homme en danger et à renforcer leurs capacités à effectuer leur travail en faveur des droits de l'homme à moyen et à long termes, dans le cadre du mécanisme ProtectDefenders (15 millions d'euros) et du mécanisme de petites subventions d'urgence (3 millions d'euros), mis en place à la suite d'accords de 2015, ainsi que d'activités ayant pour vocation de contrer le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile menées au titre du mécanisme d'appui en situation de crise (3,5 millions d'euros).

Un montant de 19,20 millions d'euros a été accordé à des activités visant à soutenir des acteurs clés des mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme, tels que le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, aux activités menées individuellement et conjointement par le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, et le rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, à la Cour pénale internationale, à deux projets ciblant les droits des peuples autochtones (soutien au secrétariat technique des représentants autochtones aux enceintes des Nations unies par l'intermédiaire du Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (Docip) et amélioration de l'accès des peuples autochtones à la justice et au développement à l'aide d'un contrôle organisé au niveau local avec l'OIT), à une initiative mise en œuvre par Cartooning for Peace en faveur du respect de la culture et des libertés à l'aide de dessins de presse en tant que moyen d'expression universelle, et à un programme d'assistance technique et de renforcement des capacités visant à prévenir la détention des enfants et à protéger les enfants et d'autres demandeurs d'asile placés en détention, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Un programme de soutien ciblé, financé par l'IEDDH et combinant formation et assistance technique sur le thème de l'approche de la coopération au développement fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'homme, a en outre été lancé en 2016, pour un montant de 1,43 million d'euros.

L'ACTION DE L'UE AU NIVEAU MULTILATÉRAL

En 2016, l'UE a continué de défendre avec force la promotion et la protection universelles des droits de l'homme au niveau multilatéral, en travaillant en particulier dans le cadre de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) et du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH), mais également d'institutions spécialisées de l'ONU telles que l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans ces contextes, l'UE a mis en avant ses priorités thématiques et par pays, et elle a collaboré avec des pays de toutes les régions du monde en vue d'atteindre ses objectifs. L'UE a également soutenu de manière plus générale l'intégration de la question des droits de l'homme dans l'ensemble des travaux des Nations unies. Elle a continué d'appliquer un plan de travail stratégique annuel, de recourir à des arrangements avec les États membres de l'UE concernant la répartition des tâches et de mener des actions de sensibilisation ciblées, afin de rendre sa participation à ces enceintes plus efficace. L'UE a également coopéré étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), le Conseil de l'Europe (CdE) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

L'UE DANS LES ENCEINTES DES NATIONS UNIES COMPÉTENTES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

Partenariat UE-Nations unies sur les droits de l'homme

L'UE est très attachée aux organes des Nations unies chargés des droits de l'homme et plaide pour un système des droits de l'homme des Nations unies qui soit prompt à réagir, ait un rôle tangible et dont l'action soit suivie d'effets. L'UE soutient l'action en faveur des droits de l'homme menée dans le monde entier par le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et ses collaborateurs. Elle œuvre en faveur d'une coopération pleine et entière avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, y compris en permettant aux titulaires de mandat d'accéder en toute liberté à la population et à la société civile et de nouer des contacts avec elles. L'UE fait preuve d'un attachement indéfectible aux organes de suivi des traités des Nations unies et s'appuie, pour les travaux qu'elle mène au niveau des pays, sur leurs conclusions et recommandations. De même, l'UE soutient le processus d'examen périodique universel (EPU) et les mécanismes de contrôle de l'application des normes de l'OIT, et elle appelle tous les pays à y participer pleinement, notamment en donnant suite aux recommandations.

71e session de l'Assemblée générale des Nations unies, Troisième Commission

Dans le cadre de la Troisième Commission (Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles) de la 71e session de l'Assemblée générale des Nations unies, tenue en octobre et novembre 2016, l'UE a atteint la plupart de ses objectifs prioritaires. Les résolutions parrainées par l'UE concernant la liberté de religion ou de conviction, les droits de l'enfant (conjointement avec le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC)) et la République populaire démocratique de Corée (conjointement avec le Japon) ont été adoptées sans vote. D'autre part, des initiatives soutenues par l'UE, telles que les résolutions portant sur la situation des droits de l'homme en Syrie, en Iran, et en Crimée et dans la ville de Sébastopol, ont adressé de la part de la communauté internationale un signal fort aux responsables de violations des droits de l'homme. En outre, la résolution relative à un moratoire sur l'application de la peine de mort a recueilli un vote de soutien supplémentaire par rapport à la 69e session de l'Assemblée générale des Nations unies. L'UE a pris part à la plupart des dialogues interactifs avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations unies, et les États membres ont travaillé en étroite collaboration avec la délégation de l'UE auprès des Nations unies pour appuyer les positions de l'UE, y compris en se répartissant les tâches relatives aux résolutions et aux déclarations. Cette session a toutefois également été marquée par des tentatives visant à compromettre le système des droits de l'homme en tant que tel, avec notamment le dépôt d'une motion de non-action sur des résolutions par pays, l'introduction d'une clause relative à la souveraineté dans la résolution sur la peine de mort, la remise en cause des références de la CPI et une initiative visant à remettre en question le mandat d'une procédure spéciale des Nations unies. L'UE se doit par conséquent de continuer à faire preuve de vigilance et à se mobiliser pour soutenir activement les travaux de la Troisième Commission.

Sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 2016

L'UE a confirmé son attachement résolu aux droits de l'homme durant les trois sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme (en mars, en juin et en septembre 2016), ainsi qu'au cours de deux sessions extraordinaires consacrées à la Syrie et à la situation à Alep (octobre 2016) et au Soudan du Sud (décembre 2016). Parmi les résultats les plus importants obtenus par l'UE au cours de l'année écoulée figurent l'adoption d'une résolution parrainée par l'UE sur le Burundi, qui crée une commission d'enquête chargée d'examiner les violations des droits de l'homme commises dans ce pays, ainsi que l'adoption de résolutions sur la Syrie, la République démocratique du Congo, le Soudan et le Yémen. Dans le même ordre d'idées, le Conseil des droits de l'homme a adopté plusieurs résolutions thématiques importantes, au sujet notamment des peuples autochtones, de la mortalité maternelle, de la sécurité des journalistes et du terrorisme. Les sessions ont toutefois été marquées en parallèle par une confrontation et un clivage croissants au sein du Conseil des droits de l'homme.

2. L'APPROCHE DE L'UE EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME À L'ÉGARD DES SITUATIONS DE CONFLIT ET DE CRISE

INTÉGRER LES DROITS DE L'HOMME DANS LES DOMAINES DE LA PRÉVENTION DES CONFLITS, DE LA GESTION DES CRISES ET DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE

Les violations des droits de l'homme font partie intégrante des dynamiques de conflit et de crise à l'œuvre dans chacun des différents contextes dans lesquels des missions et opérations sont actuellement menées au titre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Il est par conséquent crucial que les politiques en faveur des droits de l'homme et de l'égalité des sexes soient pleinement intégrées à la planification, à la mise en œuvre, à la réalisation et à l'évaluation des missions et opérations de la PSDC. En mai 2015, le Conseil de l'Union européenne a soutenu l'idée de réaliser une étude de référence en vue de mesurer comment la question des droits de l'homme et de l'égalité des sexes est intégrée à la PSDC. Achevée en novembre 2016, cette étude recense 21 valeurs de référence qui permettront de mesurer les progrès accomplis et les résultats obtenus au fil du temps.[6]

En 2016, le Conseil a également adopté un nouveau code de conduite et de discipline pour les missions civiles de gestion de crises menées par l'UE.[7] Il doit permettre de s'assurer de la bonne application des normes les plus strictes en matière de professionnalisme et de conduite, comprenant notamment une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels.

---

6 Report on the Baseline Study on Integrating Human Rights and Gender into the European Union's Common Security and Defence Policy, document de travail du service européen pour l'action extérieure du 10.11.2016.

7 Code de conduite et de discipline pour les missions civiles de l'UE relevant de la PSDC, 12076/16, 9 septembre 2016.

En 2016, l'UE a continué de participer à des processus de justice transitionnelle partout dans le monde, dans des pays aussi variés que la Colombie, le Sri Lanka, la République centrafricaine et le Kosovo*, afin de soutenir les victimes, de veiller à ce que les auteurs d'actes répréhensibles aient à en répondre et de promouvoir la paix et la réconciliation.

Tout au long de l'année, l'UE s'est attachée à mettre en œuvre son cadre d'action en matière de soutien à la justice transitionnelle[8]. À cette fin, elle a évoqué cette question au cours de nombreux dialogues politiques menés avec des pays partenaires, organisé des formations à l'intention du personnel de l'UE et de ses États membres et renforcé son rôle en la matière par l'intermédiaire d'un réseau du personnel des institutions de l'UE et d'un groupe de travail composé de représentants des États membres. Les nouvelles stratégies par pays en matière de droits de l'homme et de démocratie comportent désormais une section consacrée à la justice transitionnelle.

En septembre 2016, afin de promouvoir le dialogue interrégional sur la justice transitionnelle en vue d'améliorer la coopération entre organisations régionales, la Belgique et l'UE ont organisé conjointement à Bruxelles une table ronde sur le thème de la promotion de la collaboration entre l'UE et l'Union africaine (UA) dans le domaine de la justice transitionnelle. Cet événement est venu à point nommé, l'Union africaine s'employant à parachever sa propre stratégie en matière de justice transitionnelle. En décembre 2016, les Pays-Bas ont organisé la première réunion des donateurs internationaux sur la justice transitionnelle, à laquelle ont participé l'UE et ses États membres, les Nations unies et d'autres pays tiers donateurs.

---

* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

8 Soutien de l'UE à la justice transitionnelle - Conclusions du Conseil, 13576/15, 16 novembre 2015.

L'UE continue d'être l'un des plus grands contributeurs financiers du monde en ce qui concerne les initiatives en matière de justice transitionnelle et fournit des financements en faveur de la justice, d'initiatives de recherche de la vérité, de programmes de réforme institutionnelle et de réparations, y compris dans le cadre d'un soutien à la société civile et aux groupes de victimes. L'appel à propositions global lancé en 2016 dans le cadre de l'IEDDH prévoit une subvention spécifique d'un montant de 5 millions d'euros consacrée à l'impunité et à la justice transitionnelle. Par ailleurs, en 2016, l'UE a financé un certain nombre d'initiatives en matière de justice transitionnelle au titre de divers instruments financiers. Pour ne citer que quelques exemples, l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix[9] a continué à fournir un soutien financier au plan des priorités de consolidation de la paix du Sri Lanka (8,1 millions d'euros) ainsi qu'aux activités menées par la commission pour la justice internationale et l'obligation de rendre des comptes (*Commission for International Justice and Accountability*) sur le déroulement des enquêtes pénales et la préservation des preuves de crimes de guerre potentiels en Syrie (1,5 million d'euros). Un programme financé par l'UE au titre du Fonds européen de développement (FED)[10], portant sur la réforme de l'appareil judiciaire en Guinée-Conakry (20 millions d'euros), comprend un volet visant à soutenir les efforts déployés par les organisations de victimes pour lutter contre l'impunité et participer au processus de réconciliation nationale. Enfin, l'instrument européen de voisinage (IEV)[11] a financé un programme de réforme de l'appareil judiciaire en Tunisie (15 millions d'euros), qui apporte un soutien aux acteurs de la chaîne pénale, ainsi que la mise en place d'un mécanisme de protection des victimes et des témoins.

COUR PÉNALE INTERNATIONALE (CPI)

L'UE a continué de s'employer à faire en sorte que les auteurs de génocides, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité aient à répondre de leurs actes et que justice soit rendue aux victimes de ces crimes. Le Statut de Rome est une réalisation unique et essentielle dans le domaine de la justice pénale internationale. De par son existence et son fonctionnement, la CPI constitue un garant important du respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme dans tous les pays. Dans ce cadre, l'UE a continué à soutenir la CPI, en lui apportant un appui politique dans des enceintes multilatérales telles que le Conseil de sécurité des Nations unies et le Conseil des droits de l'homme. L'UE a apporté une assistance financière à la Cour et à des acteurs de la société civile en vue de soutenir l'action que celle-ci mène.

---

9 Règlement (UE) n° 230/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument contribuant à la stabilité et à la paix.

10 Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005.

11 Règlement (UE) n° 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage.

Les notifications du retrait du Statut de Rome de l'Afrique du Sud, du Burundi et de la Gambie ont suscité une vive préoccupation. Le 21 octobre 2016, la haute représentante a publié une déclaration au nom de l'UE dans laquelle elle déplorait ces retraits et réaffirmait son soutien à la CPI. Lors de la quinzième session de l'assemblée des États parties, l'UE et ses États membres ont publié une déclaration faisant état de la préoccupation que leur inspirait la décision prise par l'Afrique du Sud, le Burundi et la Gambie, et invitant ces pays à prendre part à un dialogue constructif et ouvert. Il est également regrettable que la Russie ait décidé, plus tôt dans l'année, de retirer sa signature du Statut de la CPI.

La politique menée par l'UE pour soutenir la CPI et promouvoir l'universalité du Statut de Rome se fonde sur une décision du Conseil[12] ainsi qu'un plan d'action[13] sur la mise en œuvre de celle-ci, adoptés en 2011, qui définissent le cadre dans lequel l'UE a fait face aux événements récents. Dans la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE, la haute représentante a explicitement répété l'engagement de l'UE à maintenir le soutien qu'elle apporte à la CPI.
Par l'intermédiaire de ses délégations, à Bruxelles et lors de la quinzième session de l'assemblée des États parties, l'UE a noué un dialogue avec les autorités et les parties prenantes dans les pays concernés et au sein de l'Union africaine afin d'encourager l'Afrique à se mobiliser en faveur de la CPI et d'éviter les retraits.

DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE (DIH)

Les crises et les conflits armés ont continué à se multiplier en 2016, avec des conséquences désastreuses sur le plan humanitaire. Durant cette année, le nombre de personnes en situation de déplacement forcé a atteint un niveau sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale et la protection des civils dans les conflits est restée un vif sujet de préoccupation.

L'UE a maintenu une position ferme quant à la nécessité de protéger les travailleurs humanitaires ainsi que la vie et la dignité des personnes auxquelles ils viennent en aide, qui suppose de ménager un accès sûr pour l'acheminement de l'aide dans les situations de conflit. En octobre 2016, par exemple, la haute représentante et le commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises ont publié une déclaration sur la montée de la violence dans l'ouest d'Alep.[14]
Ils y soulignaient que le respect des principes humanitaires revêtait une importance vitale pour réduire les risques au minimum et assurer la protection des travailleurs humanitaires.

---

12 Décision 2011/168/PESC du Conseil du 21 mars 2011 concernant la Cour pénale internationale et abrogeant la position commune 2003/444/PESC.

13 Plan d'action faisant suite à la décision concernant la Cour pénale internationale, 12080/11, 11 juillet 2011.

14 Déclaration de Federica Mogherini, haute représentante/vice-présidente, et de Christos Stylianidis, commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, sur la montée de la violence dans l'ouest d'Alep, Bruxelles, 31 octobre 2016.

L'UE et ses États membres ont continué à figurer parmi les principaux défenseurs du droit international humanitaire (DIH), en particulier les conventions de Genève, ainsi que des principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance de l'action humanitaire. L'UE a continué à encourager la mise en œuvre des lignes directrices de l'UE concernant le DIH, qui constituent un outil innovant destiné à promouvoir le respect du DIH par les pays et les acteurs non étatiques tiers.

Le sommet mondial sur l'action humanitaire, qui s'est tenu à Istanbul les 23 et 24 mai 2016, a été une occasion importante pour la communauté internationale de réaffirmer son attachement au DIH et aux principes humanitaires fondamentaux. L'UE a pris des engagements forts et s'emploie à assurer leur mise en œuvre systématique.

Elle a également soutenu activement le processus qui a abouti à l'adoption de la résolution 2286 (2016) du Conseil de sécurité et le suivi ultérieur de celle-ci, notamment les recommandations formulées par le Secrétaire général des Nations unies. Des mesures doivent être prises de toute urgence pour renforcer la protection du personnel médical et humanitaire ainsi que celle des hôpitaux.

Toutefois, un dialogue plus régulier et systématique au niveau international est nécessaire pour permettre un meilleur respect du DIH. L'UE a continué d'apporter un soutien résolu à l'initiative conjointe de la Suisse et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) visant à mettre en place, sur une base volontaire, une réunion régulière des États qui pourrait être consacrée à l'examen des rapports nationaux sur la mise en œuvre du DIH. Les débats organisés par la Suisse et le CICR ont continué à mettre en évidence l'insuffisance des mécanismes de contrôle du respect du DIH.

MIGRATIONS

En 2016, la protection des droits des migrants et des réfugiés a été un élément central de toutes les politiques extérieures de l'UE en matière de migrations. Alors que les taux de migration sont restés élevés, 387 000 migrants étant entrés en Europe en 2016[15], l'UE s'est efforcée d'élaborer un système de gestion des migrations solide, qui respecte pleinement les droits fondamentaux et les droits de l'homme, sur le plan intérieur comme extérieur, et soit en mesure de fonctionner que les taux de migration soient normaux ou élevés.

[15] OIM, Migration flows Europe, http://migration.iom.int/europe/.

En juin 2016, dans le prolongement des engagements pris dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration[16] et lors du sommet de La Valette en 2015, l'UE a pris la décision historique de mettre en place un cadre de partenariat[17], qui a été approuvé par le Conseil européen. L'approche du cadre de partenariat permet à l'UE de coopérer de façon plus approfondie avec les principaux pays tiers d'origine et de transit afin de mieux gérer les migrations, dans le plein respect des obligations humanitaires et en matière de droits de l'homme. Dans le cadre de cette approche, l'UE a mis en place des partenariats renforcés avec cinq pays: le Mali, le Nigeria, le Niger, le Sénégal et l'Éthiopie. Jusqu'à présent, les résultats ont été positifs en ce qui concerne les droits de l'homme des migrants: au Niger, par exemple, le soutien de l'UE a facilité l'accès aux procédures de détermination du statut, favorisé de bonnes conditions d'accueil et permis d'apporter une aide aux demandeurs d'asile et aux réfugiés au titre du programme régional de développement et de protection pour l'Afrique du Nord. En outre, l'UE a soutenu l'agence nationale nigérienne de lutte contre la traite des personnes par l'intermédiaire du Fonds européen de développement et au moyen de formations dispensées par l'EUCAP Sahel Niger. D'autre part, un projet est en cours au Nigeria en faveur des enfants et des adolescents vulnérables et déplacés, touchés par le conflit qui fait rage dans l'État de Borno. L'UE a de surcroît lancé en octobre 2016 une plateforme de coopération en matière de trafic de migrants et de traite des êtres humains, dans l'objectif de renforcer la coordination entre les différents acteurs.

[16] Communication sur un agenda européen en matière de migration, COM(2015) 240 final, 13 mai 2015.
[17] Communication relative à la mise en place d'un nouveau cadre de partenariat avec les pays tiers dans le cadre de l'Agenda européen en matière de migration, COM(2016) 385 final, 20 juin 2016.

L'UE et les États membres ont consacré des efforts importants pour protéger les droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés aux frontières européennes, ainsi que pour démanteler le modèle économique des passeurs et des trafiquants d'êtres humains, tout en protégeant les frontières extérieures. En 2015 et 2016, l'opération SOPHIA et les opérations Triton et Poséidon de Frontex ont sauvé plus de 400 000 personnes en mer. L'opération SOPHIA de la Force navale de l'Union européenne - Méditerranée (EUNAVFOR MED) est menée dans le plein respect du droit international, y compris le principe de non-refoulement. Des conseillers spécialisés dans les questions relatives aux droits de l'homme, au droit des réfugiés et à l'égalité entre les hommes et les femmes ont été affectés à l'état-major d'opération, et le personnel a reçu une formation dans le domaine des droits de l'homme et du droit humanitaire. La formation des garde-côtes libyens et de la marine libyenne comporte des modules essentiels, dispensés en collaboration avec des organisations internationales et destinés à améliorer les capacités des membres de la marine libyenne et des garde-côtes libyens à porter secours en mer, dans le plein respect des droits de l'homme. L'état-major de l'EUNAVFOR MED opération SOPHIA a élaboré un manuel de formation traitant spécifiquement du traitement des migrants et mettant l'accent sur une approche tenant compte des questions d'égalité des sexes et sur l'identification des migrants vulnérables. L'opération SOPHIA fait également appel à des conseillers en matière de droit des réfugiés et d'égalité entre les sexes. En complément de la formation dispensée au titre de l'EUNAVFOR MED opération SOPHIA, une autre formation a été organisée dans le cadre du programme du réseau méditerranéen Seahorse à l'intention des garde-côtes libyens, sur le thème, notamment, des droits de l'homme et du principe de non-refoulement.

Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont des éléments centraux des programmes de renforcement des capacités et de formation mis en œuvre dans le cadre des missions et opérations de la PSDC. Le SEAE a également renforcé les capacités de son personnel en novembre 2016, en organisant, à l'intention des délégations de l'UE, des agents des États membres et d'autres personnes, une formation dans le domaine des droits de l'homme portant sur les droits des réfugiés et des migrants.

En 2016, les questions relatives aux droits des réfugiés et des migrants ont été régulièrement soulevées par l'UE dans le cadre des dialogues et autres discussions bilatérales consacrés aux droits de l'homme qu'elle a menés avec des pays tiers. En outre, la déclaration de New York a été adoptée au cours de la réunion de haut niveau sur la gestion des déplacements massifs des réfugiés et des migrants, qui s'est tenue le 19 septembre 2016. L'UE a soutenu activement l'inclusion d'engagements en faveur des réfugiés et des migrants et s'attachera désormais à promouvoir l'adoption des pactes mondiaux des Nations unies sur les réfugiés et les migrants. Elle a également soutenu activement l'élaboration par l'OIT de principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable, ainsi que de principes directeurs sur l'accès au marché du travail des réfugiés et autres personnes déplacées de force, et elle a entamé les préparatifs en vue de la Conférence internationale du travail de 2017, consacrée à ces questions.

En 2016, l'UE a continué à aborder systématiquement la question du trafic et de la traite des êtres humains dans ses dialogues et ses relations avec les pays d'origine, de transit et de destination des victimes de la traite, notamment dans le contexte du cadre de partenariat et des processus de Khartoum et de Rabat. Elle a également progressé de manière significative dans la mise en œuvre du plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants[18], adopté en mai 2015. Comme énoncé dans ce plan, la Commission a également évalué le cadre juridique relatif à la traite des êtres humains et elle est parvenue à la conclusion qu'approfondir l'échange de connaissances et de bonnes pratiques entre les parquets, les autorités répressives et la société civile pourrait contribuer à améliorer la situation actuelle et éviter le risque qu'une aide humanitaire réelle ne fasse l'objet de poursuites pénales. La Commission continuera à cette fin à collaborer avec les parties prenantes concernées et les agences de l'UE, telles que l'Agence des droits fondamentaux (FRA) et Eurojust, afin de fournir des informations utiles sur les règles existantes, leur applicabilité et leur interaction avec d'autres cadres juridiques au niveau international et national, ainsi que sur les outils susceptibles de faciliter l'activité des autorités judiciaires.

En ce qui concerne la détention de migrants, de demandeurs d'asile et de réfugiés, l'UE a coopéré étroitement à la campagne "Au-delà de la détention" du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et a financé, en 2016, un projet visant à aider le HCR à protéger les enfants migrants dans les centres de détention, dont le budget s'élevait à 1,2 million d'euros.

[18] Communication sur un plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants (2015-2020), COM(2015) 285 final, 25 mai 2015.

En 2016, l'UE a consacré une importante aide financière à la promotion des droits des réfugiés et des migrants. Cinq cents millions d'euros supplémentaires ont été versés au fonds fiduciaire pour l'Afrique[19], qui atteint désormais un montant de 2,9 milliards d'euros et dont l'objectif est de favoriser la stabilité et de remédier aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés en Afrique. Les programmes régionaux de développement et de protection en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique viennent en aide aux pays tiers confrontés à des flux migratoires mixtes et/ou accueillant un grand nombre de réfugiés, afin de répondre aux besoins des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en matière de protection et de développement, ainsi qu'aux besoins des communautés accueillant des migrants et des réfugiés, et pour soutenir la mise en place de systèmes nationaux efficaces en matière de protection. En outre, le fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne (fonds "Madad")[20] vise à satisfaire les besoins à long terme en matière de résilience des réfugiés syriens vivant dans les pays voisins et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ainsi qu'à soutenir les communautés et administrations d'accueil. Cela fait suite à la nouvelle approche politique de l'UE à l'égard des déplacements forcés, annoncée en avril 2016, qui vise à empêcher que les déplacements forcés ne se prolongent et à mettre un terme à la dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire dans ces situations de déplacement.

L'UE soutient également des projets menés par des organisations de la société civile afin de protéger les migrants hors de l'Union européenne dans le cadre de l'IEDDH. En 2016, l'UE a continué de mettre en œuvre des projets sélectionnés à la suite de l'appel à propositions global lancé dans le cadre de l'IEDDH en 2015, qui visent à protéger les droits de l'homme des migrants (6 millions d'euros). Des projets dans ce domaine ont également été sélectionnés à la suite de l'appel à propositions pour la mise en œuvre du programme de Rome (processus de Rabat) lancé en 2016 dans le cadre du programme thématique "Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent" en ce qui concerne les migrations et l'asile. Un exemple de partenariat fructueux de l'UE avec la société civile est la coopération avec la Croix-Rouge afin d'apporter un soutien aux travailleurs domestiques migrants et aux victimes de la traite des êtres humains dans quinze pays de différentes régions du monde dans le cadre de l'action de la société civile pour la promotion des droits fondamentaux des migrants (12,8 millions d'euros).

---

19 Décision de la Commission relative à la mise en place d'un fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, C(2015) 7293 final, 20 octobre 2015.

20 Accord portant établissement du fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne, 13 mars 2016.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le terrorisme international continue de faire peser une menace extrême sur la sécurité européenne et la paix mondiale. En 2016, l'Europe a subi de graves attentats terroristes, qui ont coûté la vie à de nombreuses personnes et perturbé la vie quotidienne des citoyens européens, et elle a également connu des tentatives avortées.

S'appuyant sur sa stratégie de lutte contre le terrorisme[21], adoptée en 2005, l'UE se concentre sur trois principaux volets d'action: a) assurer la sécurité des citoyens, b) prévenir la radicalisation et protéger les valeurs et c) coopérer avec les partenaires internationaux.

Sur le sujet de la sécurité, la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE est sans équivoque. Toutefois, le terrorisme ne saurait être vaincu uniquement par des mesures sécuritaires. Des mesures préventives sont nécessaires au niveau mondial afin de lutter de façon globale contre la radicalisation et le recrutement. Les mesures prises doivent en toutes circonstances défendre l'État de droit et le respect des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés.

L'UE s'emploie à trouver de nouvelles façons de lutter contre cette menace dans ses dimensions tant intérieure qu'internationale. De nouveaux actes législatifs ont été adoptés au niveau intérieur afin d'améliorer la coopération policière et judiciaire. Des activités sont également menées au sein de nos communautés, là où la radicalisation et le recrutement se produisent. Sur le plan extérieur, l'UE se concentre sur le renforcement des capacités dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, en Turquie et dans les Balkans occidentaux, ainsi que dans le Sahel et la Corne de l'Afrique.

En 2016, l'UE a également continué d'accroître les financements accordés à des partenaires qui travaillent sur de nouvelles stratégies visant à prévenir l'extrémisme violent. Elle a investi plus de 150 millions d'euros à ce jour, en poursuivant plusieurs objectifs, notamment comprendre ce phénomène complexe, collaborer avec les communautés locales et renforcer les capacités. Sur ce dernier point, l'institut maltais (Institut international pour la justice et l'État de droit) a continué à former des juges originaires du Bénin, du Tchad, du Mali, du Niger, du Cameroun, du Sénégal et du Burkina Faso aux affaires de terrorisme. Un autre objectif est d'endiguer l'afflux de combattants terroristes étrangers et de gérer leur retour.

[21] Conseil de l'Union européenne, 30 novembre 2005: La stratégie de l'Union européenne visant à lutter contre le terrorisme.

Enfin, l'utilisation abusive de l'internet et des médias sociaux par des terroristes constitue un autre problème auquel il faut s'attaquer, tout en respectant les droits fondamentaux à la liberté d'expression et à la liberté d'information. En 2016, l'UE a continué d'agir en ce sens dans le cadre du Forum de l'UE sur l'internet, lancé à la fin de 2015, qui vise à réduire l'accessibilité des contenus terroristes en ligne et à donner aux partenaires de la société civile les moyens de promouvoir des contre-discours efficaces afin de contrecarrer ces contenus.

En outre, l'UE a continué de mener des dialogues sur la lutte contre le terrorisme avec les principaux pays partout dans le monde. Onze de ces dialogues ont été tenus en 2016 (avec l'Algérie, le Canada, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, Israël, la Jordanie, le Liban, le Pakistan, le Qatar et la Turquie), la nécessité de respecter les droits de l'homme ayant été évoquée à chaque fois. La coopération avec les États-Unis constitue également un élément essentiel de la stratégie de l'UE visant à lutter contre le terrorisme. Par ailleurs, l'UE collabore étroitement avec les Nations unies et d'autres organisations en vue de parvenir à un consensus international et de promouvoir l'adoption de normes internationales concernant la lutte contre le terrorisme, conformément aux normes en matière de droits de l'homme.

3. FAIRE FACE AUX PRINCIPAUX DÉFIS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA DÉMOCRATIE

PROMOUVOIR UN ESPACE DE LIBERTÉ POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET SOUTENIR LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

Au cours des dix dernières années, les organisations de défense des droits de l'homme, les acteurs œuvrant en faveur de la démocratie et les mouvements de la société civile au sens large ont subi des restrictions croissantes à l'exercice de leurs activités. En 2016, alors qu'un nombre croissant d'organisations non gouvernementales, de mouvements sociaux et de militants ont été recensés, le phénomène de rétrécissement de l'espace dont dispose la société civile s'est étendu à une centaine de pays. Les restrictions imposées à la société civile et la répression menée à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme ont pris différentes formes, telles que le harcèlement administratif et judiciaire, des campagnes de dénigrement, des interdictions de voyager, la criminalisation de leur action, la stigmatisation, les arrestations et détentions arbitraires, les exécutions extrajudiciaires et le blocage de l'accès au financement, en particulier celui provenant de sources extérieures. Des acteurs étatiques comme non étatiques, notamment des groupes armés ou fondamentalistes, font peser des menaces en ligne et hors ligne sur les libertés de la société civile. La lutte contre le terrorisme et la législation en la matière ont à plusieurs reprises été utilisées comme prétexte pour manipuler, surveiller et restreindre l'information en ligne, et pour mettre en œuvre une censure et une surveillance.

Dans la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, la haute représentante a réaffirmé la conviction que l'approfondissement des relations avec la société civile renforcera la résilience des sociétés, et elle a exprimé sa ferme détermination à dénoncer le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile. En 2016, l'UE a continué à exprimer résolument, à différents niveaux, notamment à l'occasion des dialogues bilatéraux sur les droits de l'homme et au sein des enceintes multilatérales, sa préoccupation face aux restrictions injustifiées des libertés fondamentales dans des pays partenaires.

En ce qui concerne la liberté d'expression en ligne et hors ligne, l'UE s'est déclarée, au cours de l'année écoulée, gravement préoccupée par l'augmentation persistante, partout dans le monde, des actes d'intimidation, des pressions et de la violence exercés contre des journalistes. Dans ce contexte, la mise en œuvre des orientations de l'UE relatives à la liberté d'expression en ligne et hors ligne, adoptées en 2014, demeure une priorité majeure.

L'UE a évoqué la question de la liberté d'expression à différents niveaux de dialogue politique, notamment dans le cadre des dialogues et consultations en matière de droits de l'homme qu'elle mène avec des pays partenaires. Elle a également fait des déclarations publiques et entrepris des démarches à de nombreuses reprises en vue de promouvoir la liberté d'expression et d'appeler à une protection accrue des droits des journalistes et de la liberté des médias.

L'UE a poursuivi les efforts déployés pour que la liberté d'expression reste une priorité des Nations unies, en participant activement à toutes les enceintes multilatérales concernées et en soutenant le travail des rapporteurs spéciaux dotés de mandats connexes donnés par les Nations unies ou des organisations régionales.

En 2016, l'UE a soutenu l'adoption par le Conseil des droits de l'homme d'une résolution sur la sécurité des journalistes[22], ainsi que de la résolution sur la promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet[23], qui condamne "les mesures qui visent à empêcher ou à perturber délibérément l'accès à l'information ou la diffusion d'informations en ligne".

---

22 Cette résolution (A/HRC/33/L.6) a été présentée à l'initiative de l'Autriche, soutenue par le Brésil, la France, la Grèce, le Maroc, le Qatar et la Tunisie.

23 Cette résolution a été présentée par la Suède, le Brésil, le Nigeria, la Tunisie, la Turquie et les États-Unis, et a été soutenue par tous les États membres de l'UE.

L'UE a pris part activement à des débats sur la liberté d'expression en ligne menés au sein de la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN), du Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI), du processus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et de la *Freedom Online Coalition*, ainsi que dans le cadre des cyberdialogues menés avec des pays tiers, dont la Corée du Sud, l'Inde, la Chine, les États-Unis et le Japon.

L'UE a continué de promouvoir ses orientations relatives à la liberté d'expression en ligne et hors ligne dans toutes les délégations de l'UE, afin qu'elles puissent servir de base à l'élaboration de tous les futurs programmes. Un nouveau programme de soutien aux délégations vise à aider les délégations et les acteurs des médias des pays tiers à appliquer efficacement ces orientations.

De nouveaux projets destinés à soutenir la liberté d'expression et les médias ont reçu, dans leur globalité, 27 millions d'euros de financement. Les composantes relatives à la liberté d'expression et aux médias sont de plus en plus intégrées à des programmes à visée plus large dans le domaine de la gouvernance démocratique, notamment à des projets récemment conçus qui portent sur la lutte contre la corruption au Honduras, sur le soutien électoral au Rwanda ou en République centrafricaine, et sur la sécurité en Somalie.

En outre, un soutien d'urgence a été accordé à quelque 200 journalistes, blogueurs, écrivains et artistes en 2016, au titre du fonds d'urgence de l'IEDDH pour les défenseurs des droits de l'homme en danger.

Tout au long de l'année 2016, l'UE a continué d'exprimer, notamment dans le cadre des dialogues politiques qu'elle mène avec des pays tiers et au sein d'enceintes internationales, la préoccupation que lui inspire le nombre croissant de restrictions injustifiées des droits à la liberté de réunion pacifique et d'association. Plusieurs déclarations publiques ont été faites en 2016 pour appeler au respect du droit de manifester pacifiquement et du droit dont dispose toute association, enregistrée ou non, de chercher des financements et des ressources et d'y accéder, ainsi que pour plaider en faveur de la bonne mise en œuvre de normes fondamentales du travail, telles que la liberté d'association et le droit de négociation collective. L'UE estime que le partenariat avec la société civile joue un rôle indispensable pour faire en sorte que la population soit en mesure de comprendre ses droits et de les faire valoir, et pour surveiller l'action des pouvoirs publics. L'IEDDH a continué d'être un instrument extrêmement utile à cette fin.

L'Union européenne est consciente du rôle important que jouent les institutions nationales des droits de l'homme (INDH) en tant qu'acteurs des droits de l'homme et catalyseurs du développement, et elle renforce le soutien qu'elle leur apporte, sur le plan tant politique que financier. Lorsqu'elles agissent de manière autonome et avec suffisamment de moyens sur le plan financier et humain, les INDH peuvent tisser des liens entre la société civile, la population et les pouvoirs publics, d'une part, et les autorités nationales et les organismes régionaux et internationaux compétents en matière de droits de l'homme, d'autre part. Elles sont des acteurs essentiels et constituent un élément fondamental du cadre international, régional et national des droits de l'homme.

À l'intérêt politique que l'UE porte aux INDH, il convient d'ajouter l'aide financière qu'elle leur apporte au titre de l'IEDDH. En 2015, un programme ciblé triennal portant sur le renforcement des capacités des institutions nationales des droits de l'homme a démarré, avec une contribution de l'UE d'un montant de 5 millions d'euros. Ce programme vise non seulement à renforcer les capacités des INDH, mais aussi à soutenir la coopération de celles-ci avec leurs réseaux au niveau régional et international. Il met l'accent sur quatre domaines thématiques: les droits économiques, sociaux et culturels, les entreprises et les droits de l'homme, l'éducation aux droits de l'homme et le renforcement des principaux mandats des INDH.

En outre, l'UE a soutenu la résolution relative aux INDH adoptée lors de la 33e session du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle celui-ci se félicitait de la participation précieuse des INDH indépendantes et de leurs contributions à tous les mécanismes et processus pertinents des Nations unies, dans le respect de leurs mandats respectifs. Il y encourageait également les INDH à continuer de participer aux activités du Conseil des droits de l'homme, notamment dans le cadre de l'examen périodique universel, et à collaborer avec les procédures spéciales et les organes conventionnels.

En 2016, les **défenseurs des droits de l'homme** ont continué à subir des représailles du fait de leurs activités légitimes dans toutes les régions du monde. Les délégations de l'UE dans les pays tiers ont poursuivi leurs efforts pour renforcer davantage les actions de l'UE visant à soutenir les défenseurs des droits de l'homme. Conformément aux orientations de l'UE concernant les défenseurs des droits de l'homme, adoptées en 2004, les fonctionnaires de l'UE ont notamment condamné les menaces et attaques à l'encontre de défenseurs des droits de l'homme, entrepris des démarches, fait des déclarations publiques, suivi des procès et effectué des visites de prisons. Par ailleurs, l'UE a systématiquement évoqué avec les autorités de pays tiers les dossiers individuels de défenseurs des droits de l'homme dans le cadre de dialogues, de réunions en sous-comité et de consultations consacrés aux droits de l'homme, les défenseurs ayant été à l'ordre du jour de 80 % des dialogues sur les droits de l'homme menés par l'UE en 2016.

Le 10 décembre 2016, l'UE et ses États membres se sont joints aux Nations unies pour appeler chacun à défendre les droits de quelqu'un à l'occasion de la Journée des droits de l'homme. Partout dans le monde, les délégations de l'UE l'ont célébrée par diverses manifestations et dans une déclaration, la haute représentante et vice-présidente, Federica Mogherini, a attiré l'attention sur l'importance que revêt la protection des défenseurs des droits de l'homme.

En 2016, plus de 250 défenseurs des droits de l'homme et leurs familles ont reçu une aide de l'UE au titre du fonds d'urgence de l'IEDDH pour les défenseurs des droits de l'homme en danger. Ces subventions directes ont principalement servi à payer des frais judiciaires ou des soins médicaux ainsi qu'à financer l'installation d'équipements de sécurité, un transfert d'urgence ou toute une série d'autres mesures pratiques.

À la fin de 2016, six projets mondiaux sélectionnés à la suite de l'appel à propositions global lancé dans le cadre de l'IEDDH en 2015 et représentant un budget total de 5,5 millions d'euros ont commencé à être mis en œuvre. Ces projets visent à fournir un soutien à des organisations de défenseurs des droits de l'homme actives sur le terrain et portent principalement sur les situations les plus difficiles et les zones reculées.

LIBERTÉ DE RELIGION OU DE CONVICTION

Le droit fondamental à la liberté de religion ou de conviction continue d'être menacé dans de nombreuses régions du monde. En 2016, la mise en œuvre des orientations de l'UE relatives à la promotion et à la protection de la liberté de religion ou de conviction est restée une priorité majeure de l'action menée par l'UE sur cette thématique.

L'UE a évoqué la question de la liberté de religion ou de conviction au cours des dialogues et consultations consacrés aux droits de l'homme qu'elle a menés avec des pays partenaires. Des déclarations publiques et des démarches privées ont été effectuées afin de promouvoir la liberté de religion ou de conviction, condamner la violence à l'encontre de membres de minorités religieuses et appeler à lutter contre la discrimination fondée sur la religion ou les convictions.

L'UE continue à s'employer à ce que la liberté de religion ou de conviction demeure l'une des priorités des Nations unies, qui se caractérisent par une approche privilégiant les droits de l'homme. Lors de la 31e session du Conseil des droits de l'homme, qui s'est tenue en mars 2016, l'UE a présenté une résolution prorogeant le mandat du rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction pour une période de trois ans. La résolution a été adoptée par consensus. Ainsi qu'il en a été les années précédentes, la délégation de l'UE à Genève a également organisé en mars 2016 une manifestation parallèle sur la liberté de religion ou de conviction en marge de la 31e session du Conseil des droits de l'homme. En outre, l'UE a coorganisé une conférence publique à l'occasion du 30e anniversaire du mandat du rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction. Tout en conservant les actualisations des années précédentes, la résolution sur la liberté de religion ou de conviction adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies au cours de sa 71e session, qui s'est tenue en décembre 2016, souligne explicitement qu'il importe de mener une action préventive globale au niveau local, en y associant un large éventail de parties, y compris la société civile et les communautés religieuses, afin de lutter contre les actes de terrorisme.

L'UE a intensifié les efforts qu'elle déploie pour mieux faire connaître les orientations de l'UE et les questions liées à la liberté de religion ou de conviction auprès du personnel de l'UE et des représentants des États membres, en organisant des formations et des ateliers.

En 2016, des projets menés partout dans le monde visant à lutter contre la discrimination fondée sur la religion et les convictions ont continué à être mis en œuvre, ceux-ci ayant été sélectionnés au titre de l'appel à propositions global lancé dans le cadre de l'IEDDH en 2013 et dans sa liste de réserve. Le soutien apporté au titre de l'IEDDH à la promotion de la liberté de religion ou de conviction au cours de la période 2007-2016 correspond ainsi à un montant de plus de 15 millions d'euros. En 2016, l'appel global lancé dans le cadre de l'IEDDH a également porté sur les droits des membres de minorités religieuses.

En mai 2016, le président de la Commission européenne a créé la fonction d'envoyé spécial pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction à l'extérieur de l'Union européenne. Au cours du deuxième semestre de 2016, le titulaire de mandat actuel, Ján Figeľ, a porté une attention particulière au dialogue interreligieux, le Moyen-Orient constituant une région prioritaire.

L'UE soutient des initiatives menées dans le domaine du dialogue interculturel et interreligieux dans un esprit d'ouverture, de participation active et de compréhension mutuelle, notamment dans le cadre de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de l'Alliance des civilisations mise en place à l'initiative des Nations unies, de la fondation Anna Lindh et du processus d'Istanbul.

SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE ET AUX ÉLECTIONS

Si la démocratie se présente sous de nombreuses formes, elle a pour finalité essentielle de permettre aux citoyens d'exercer tous les droits de l'homme, qu'ils soient politiques et civils ou culturels, économiques et sociaux. Outre ses activités d'observation électorale, l'UE a mis en place des programmes de soutien à la démocratie partout dans le monde en vue de renforcer les institutions démocratiques et la participation des citoyens à l'élaboration des politiques.

En 2016, l'UE a continué de soutenir les processus électoraux dans le monde entier en déployant des missions d'observation électorale (MOE) et des missions d'experts électoraux (MEE), ainsi qu'en apportant une assistance technique et financière à des organismes de gestion électorale et à des observateurs nationaux, ou à des organisations de la société civile (OSC) participant à des activités d'observation électorale. Les MOE appliquent de manière systématique et rigoureuse des normes élevées en matière d'intégrité et d'indépendance, conformément à la déclaration de principes relative à l'observation internationale d'élections. L'UE coopère étroitement avec tous les groupes d'observateurs internationaux attachés à mettre scrupuleusement en œuvre cette déclaration.
Les MOE de l'UE sont des missions indépendantes, conduites par un observateur en chef, qui est généralement un membre du Parlement européen. Ces MOE demandent une étroite coordination de la part des institutions de l'UE, aussi bien entre elles qu'avec les États membres de l'UE, les partenaires internationaux et les organisations de la société civile (OSC). L'UE s'emploie en outre à assurer une totale complémentarité des activités d'observation électorale, de l'assistance électorale et des interactions politiques avec les pays bénéficiaires.

En 2016, des MOE ont été déployées au Pérou, au Gabon, en Jordanie, au Ghana, en Zambie, en Ouganda et en Haïti[24], conformément aux normes internationales. Des MEE ont en outre été menées au Niger, au Bénin, aux Comores, au Tchad, en Somalie, en République centrafricaine, au Maroc, en Haïti et au Burkina Faso. Enfin, des missions de suivi électoral ont été déployées au Kenya, à Madagascar et au Pakistan.

[24] La MOE déployée en Haïti a cessé ses activités avant la fin du processus électoral en raison des inquiétudes suscitées par l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle.

En 2016, l'UE s'est concentrée en priorité sur la suite donnée aux recommandations des MOE, conformément au principe directeur visant à accroître la cohérence entre les politiques de l'UE et dans l'utilisation qui est faite des instruments de l'UE. Une série de consultations informelles a été lancée avec des experts issus des États membres de l'UE, des partenaires internationaux, des OSC européennes, des observateurs en chef de l'UE et d'autres membres concernés du Parlement européen. Les échanges ont porté essentiellement sur les initiatives engagées pour soutenir la mise en œuvre des recommandations des MOE/MEE de l'UE et des missions électorales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)/Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE[25]. L'objectif était de répertorier et de consolider les "bonnes pratiques", conformément au plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2015-2019. Ces consultations ont également été l'occasion de réfléchir aux moyens par lesquels les institutions et les États membres de l'UE peuvent coordonner plus efficacement la suite qu'ils donnent aux MOE/MEE, y compris dans des enceintes multilatérales et internationales telles que le système des Nations unies, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'Organisation des États américains (OEA) et l'Union africaine (UA). Au niveau de l'UE, les recommandations des MOE sont dorénavant évoquées de manière systématique dans les dialogues politiques menés avec les pays partenaires et contribuent à orienter l'aide apportée par l'UE dans le cadre d'élections.

En 2016, l'UE a également poursuivi les travaux pilotes qu'elle menait dans 12 pays en vue d'accroître la cohérence de son action dans le domaine du soutien à la démocratie. Après avoir recensé les priorités ayant trait à la démocratie, les délégations de l'UE présentes dans les pays pilotes ont commencé à élaborer des plans d'action en faveur de la démocratie, en tenant davantage compte, dans la conception des programmes destinés à soutenir la transition démocratique, de l'analyse du contexte politique dans lequel l'UE apporte son aide. L'un des résultats majeurs de l'exercice pilote est que la démocratie occupe désormais une place plus importante dans les stratégies par pays en matière de droits de l'homme et de démocratie.

[25] Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (OSCE).

Cet exercice pilote a également démontré qu'il était nécessaire que l'UE accorde une plus grande attention aux interactions entre les institutions de l'État et les citoyens, en appuyant le pouvoir législatif, en renforçant les liens entre les partis politiques et les citoyens, et en stimulant les réformes de décentralisation et la démocratie locale. En 2016, l'UE a continué de soutenir les parlements en tant que composantes essentielles de systèmes politiques démocratiques. Le Parlement européen a apporté son aide aux parlements d'un certain nombre de pays partenaires, sous la forme de visites d'étude et d'échanges entre pairs au niveau des députés, sur des sujets tels que les relations entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, le cycle budgétaire, les travaux des commissions ou les relations entre les groupes politiques. Organisée au Parlement européen en mars 2016, la "semaine de l'Ukraine", à laquelle ont participé plus de 60 parlementaires ukrainiens, a renforcé le partenariat entre le Parlement européen et la Verkhovna Rada.

L'UE a également œuvré pour amener les institutions publiques à rendre davantage compte de leurs actions aux citoyens et pour lutter contrer la corruption. D'importants programmes en faveur de l'État de droit ont été approuvés en 2016, destinés en particulier à soutenir les réformes du secteur de la sécurité et la bonne gouvernance. L'UE a alloué un financement à des organisations et institutions actives dans la lutte contre la corruption en vue de consolider leur mandat. La lutte contre la corruption figure également parmi les domaines recensés dans les priorités de l'UE en matière de coopération avec le Conseil de l'Europe en 2015-2017; des projets sont d'ailleurs en cours dans des pays du Partenariat oriental et en Asie centrale au sujet de l'indépendance et du professionnalisme des magistrats, ainsi que de l'obligation du système judiciaire de rendre des comptes.[26]

Donner des moyens d'agir à la société civile demeure également une priorité pour l'UE. La société civile s'est avérée être un partenaire indispensable au cours de l'exercice pilote mené par l'UE en matière de soutien à la démocratie, et il sera essentiel, pour la mise en œuvre de la politique européenne de voisinage (PEV) révisée, de faire en sorte qu'elle joue un rôle accru.[27] Lors du forum de la société civile du Partenariat oriental, tenu en novembre 2016, un programme de bourses a été annoncé en vue d'encourager chez les militants de la société civile l'aptitude à donner des impulsions et le professionnalisme.

---

26 Cadre de coopération entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe pour les pays du Partenariat oriental pour la période 2015-2017.

27 Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Réexamen de la politique européenne de voisinage, JOIN(2015) 50 final, 18 novembre 2015.

L'UE a poursuivi sa coopération avec le Fonds européen pour la démocratie (FEDEM), qui agit indépendamment de l'UE mais en complément des instruments de celle-ci. Le FEDEM met l'accent sur les processus de transition et soutient des acteurs qu'il n'est pas possible d'atteindre par d'autres moyens, dans le voisinage européen et au-delà. L'UE a accordé au titre de l'instrument européen de voisinage (IEV) une enveloppe de 12 millions d'euros pour la période 2015-2018 afin de couvrir les dépenses de fonctionnement du FEDEM.

La bonne gouvernance et l'État de droit figurent parmi les valeurs universelles qui orientent l'action intérieure et extérieure de l'UE et qui sont également au cœur du programme de développement durable à l'horizon 2030. En 2016, l'UE a commencé ses travaux sur le nouveau consensus européen pour le développement[28], lequel consolidera encore le lien existant entre bonne gouvernance, institutions démocratiques responsables et développement durable.

LA PEINE DE MORT

Les efforts en faveur de l'abolition universelle de la peine de mort restent au cœur même des priorités de l'UE en matière de droits de l'homme. Tout au long de l'année 2016, l'UE n'a cessé d'exprimer sa ferme opposition à la peine de mort et a usé de toutes les voies diplomatiques à sa disposition pour plaider en faveur de son abolition partout dans le monde. La question de la peine capitale a été systématiquement abordée avec les pays favorables à son maintien et elle a continué de figurer à l'ordre du jour des dialogues politiques ou des dialogues spécifiquement consacrés aux droits de l'homme.

Plus de 140 pays ont désormais aboli la peine de mort, en droit ou dans la pratique, ce qui représente plus de deux tiers des pays de la planète. L'année 2016 a vu d'autres évolutions positives: trois pays ont totalement aboli la peine de mort (Nauru, la Guinée et la Mongolie), tandis que les États-Unis ont procédé au nombre d'exécutions le plus réduit depuis 1991, à savoir 20, contre 28 en 2015. Le congrès mondial contre la peine de mort, qui a lieu tous les trois ans, s'est tenu à Oslo et a réuni plus d'un millier de participants provenant du monde entier. L'UE a démontré son soutien à cet événement important tant par son aide financière que par sa participation active. Stavros Lambrinidis, représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme, a fait valoir des argument solides en faveur de l'abolition universelle, en présence d'autres représentants de haut niveau des États membres de l'UE.

[28] Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Proposition concernant un nouveau consensus européen pour le développement "Notre monde, notre dignité, notre avenir", COM(2016) 740 final, 22 novembre 2016.

L'année 2016 a toutefois également été marquée par des appels au rétablissement de la peine de mort lancés par certains dirigeants nationaux, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée ou la drogue. Certains pays ont en outre rompu leur moratoire de longue date. L'UE a exprimé son opposition à ces déclarations, s'efforçant de favoriser le dialogue pour mettre en avant d'autres mesures, plus efficaces, de lutte contre la criminalité.

Sur la base des normes minimales définies par le droit international et des orientations de l'UE concernant la peine de mort, l'UE a publié un certain nombre de déclarations publiques dans lesquelles elle déplorait le recours à la peine de mort, et elle a exhorté certains pays à envisager un moratoire. Cela a notamment été le cas pour la Biélorussie, l'Indonésie, l'Iran, le Japon, la Malaisie, le Pakistan, l'Arabie saoudite, Singapour et les États-Unis, sans compter les autres déclarations qu'elle a publiées et les démarches qu'elle a entreprises dans de nombreux autres pays. L'UE a accordé une attention considérable aux violations des normes minimales, soulignant que la peine de mort ne saurait être infligée aux mineurs, aux personnes présentant une déficience intellectuelle et en cas d'infractions qui ne figurent pas parmi "les plus graves", comme celles liées aux stupéfiants. Par ailleurs, l'UE a exprimé sa ferme opposition à la peine de mort à plusieurs occasions dans le cadre de la session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations unies a tenue en 2016.

L'UE a continué d'exprimer son opposition à la peine de mort dans toutes les enceintes multilatérales appropriées, en particulier les Nations unies, l'OSCE et le Conseil de l'Europe. Dans le cadre de la 71e session de l'Assemblée générale des Nations unies, l'UE a œuvré activement en faveur de la résolution relative à un moratoire sur l'application de la peine de mort, laquelle a été adoptée avec le soutien d'un nombre de pays tout aussi élevé qu'en 2014. La résolution comporte de nouveaux éléments, comme la reconnaissance du rôle joué par les institutions nationales des droits de l'homme, l'accent mis sur la nécessité de traiter les personnes passibles de la peine de mort avec humanité et dignité, les procédures de grâce et la nécessité de faire preuve de transparence.
Le RSUE pour les droits de l'homme a à nouveau mis en évidence le travail accompli par l'UE pour lutter contre la peine de mort lorsqu'il est intervenu à l'occasion de la manifestation de haut niveau organisée en septembre à New York dans le cadre de l'Assemblée générale et consacrée à la peine de mort et aux victimes.

Le 10 octobre 2016, pour célébrer la Journée européenne et la Journée mondiale contre la peine de mort, l'UE et le Conseil de l'Europe ont fait une déclaration commune dans laquelle ils ont réaffirmé qu'ils étaient opposés au recours à la peine capitale en toutes circonstances et qu'ils étaient déterminés à agir pour qu'elle soit abolie partout dans le monde. De nombreuses délégations de l'UE ont célébré cette date importante en organisant des débats, des productions théâtrales et des projections de films, en publiant des tribunes et en menant d'autres activités de sensibilisation de l'opinion publique.

L'UE a travaillé activement avec les autorités biélorusses sur cette question et a pris des initiatives destinées à sensibiliser la population. La Biélorussie est le seul pays d'Europe qui applique toujours la peine capitale. Au cours de l'année écoulée, les autorités ont accepté de lancer un débat public sur la peine de mort, et le ministre biélorusse des affaires étrangères, conjointement avec des partenaires internationaux, a organisé des conférences à Minsk en mars et en décembre 2016. L'UE a participé activement à ces deux conférences: le RSUE pour les droits de l'homme est intervenu lors de celle de mars, et il s'est en outre entretenu de façon approfondie de la question de la peine de mort avec les autorités, dans le cadre de discussions bilatérales.

Faisant suite à l'appel à propositions global lancé dans le cadre de l'IEDDH en 2015, six projets ont été sélectionnés et font l'objet de marchés en vue de soutenir des OSC actives dans la lutte contre la peine de mort dans le monde, l'enveloppe totale s'élevant à 6,5 millions d'euros (contribution de l'UE uniquement). Ces projets sont à l'heure actuelle mis en œuvre dans plusieurs pays, parmi lesquels l'Indonésie, les États-Unis, le Cameroun, la RDC, la Malaisie, l'Égypte, la Somalie et la Tunisie, où ils contribuent aux activités de formation des magistrats, d'information de la population, d'amélioration du suivi et de sensibilisation, tout en favorisant un dialogue plus large sur la peine de mort, y compris dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et de la lutte contre la drogue.

TORTURE ET AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS

Dans le prolongement de son plan d'action en faveur des droits de l'homme et de la démocratie (action 13) et des orientations pour la politique de l'UE à l'égard des pays tiers en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'UE a redoublé d'efforts pour lutter contre la torture et les mauvais traitements dans le monde en 2016.

En 2016, le forum annuel UE-ONG sur les droits de l'homme avait pour thème "Unis contre toute forme de torture - Appliquer à l'échelle mondiale une perspective transversale pour prévenir et interdire la torture et fournir réparation lorsqu'il y a eu torture". Réunissant des experts de premier plan provenant du monde entier, le forum a été l'occasion de mener des discussions approfondies et engagées et de partager des expériences. Il a plus particulièrement mis en évidence la nécessité d'apporter réparation aux victimes, le rôle de la torture comme facteur d'incitation aux migrations, les besoins spécifiques des groupes vulnérables, y compris les enfants et les peuples autochtones, et les considérations propres aux femmes. D'une manière générale, le forum a souligné qu'il importait de dénoncer la torture et les mauvais traitements, où qu'ils soient perpétrés, et de sensibiliser la population à leur sujet, ainsi qu'aux coûts que la torture entraîne pour l'ensemble de la société. Par ailleurs, les participants ont pris acte de la nécessité de lutter contre la torture dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et de la politique de sécurité.

La haute représentante a elle aussi participé au forum UE-ONG afin de mettre en exergue l'importance que cette question revêt pour l'UE. Elle a également publié une déclaration à l'occasion de la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, le 26 juin, dans laquelle elle soulignait le rôle majeur joué par la société civile dans la lutte contre la torture, ainsi que la responsabilité qui incombe aux États de respecter leurs obligations légales et leurs engagements. Elle s'est dite convaincue que grâce à une volonté politique et à des efforts conjoints au niveau mondial, il est possible de prévenir et, à terme, d'éradiquer la torture. Plusieurs délégations de l'UE ont également organisé à cette occasion des événements spécifiques en vue de sensibiliser l'opinion à l'importance de lutter contre la torture.

Le représentant spécial pour les droits de l'homme a contribué aux efforts en la matière lors des visites qu'il a effectuées partout dans le monde, abordant ce sujet publiquement et lors de conversations bilatérales qu'il a eues avec des dirigeants. Il a participé à deux événements de haut niveau organisés à Genève dans le cadre du Conseil des droits de l'homme, portant respectivement sur la prévention de la torture lors des gardes à vue et sur la réparation apportée aux victimes d'actes de torture. Organisée en coopération avec le Danemark et le Fonds spécial des Nations unies pour les victimes de la torture et conjointement avec l'Afrique du Sud, la seconde manifestation constitue un résultat tangible du dialogue sur les droits de l'homme mené en 2015 avec ce pays.

Dans ses dialogues sur les droits de l'homme, l'UE a continué à aborder systématiquement la question de la torture et des mauvais traitements, en particulier en engageant instamment les pays concernés à ratifier et à appliquer intégralement la convention contre la torture et son protocole facultatif, à aligner totalement leur législation sur la convention, à donner suite aux recommandations issues des mécanismes de surveillance nationaux et internationaux, et à faire en sorte que toutes les allégations de faits de torture ou de mauvais traitements fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites appropriées et impartiales, et que les victimes obtiennent réparation. Elle a aussi abordé, le cas échéant, les questions des disparitions forcées et des détentions secrètes. Au cours de ces dialogues, l'UE a proposé, notamment sur le plan financier, une aide concrète aux pays concernés, en fonction de leurs besoins, pour appuyer les efforts qu'ils déploient en vue d'éradiquer la torture et les mauvais traitements. Il convient par exemple de citer la visite organisée à Bruxelles, Strasbourg et Berlin pour le mécanisme national de prévention du Brésil. Cette visite a été l'occasion de renforcer les relations et les capacités, en donnant lieu à un partage d'expériences sur les meilleures manières de prévenir la torture.

L'UE a continué de promouvoir, tant par le dialogue politique que par un soutien financier, la réforme du système judiciaire dans plusieurs pays, dans le but de garantir l'indépendance du secteur judiciaire, l'accès à la justice et l'amélioration des conditions de détention. Une aide a été fournie pour soutenir la formation des policiers et de tous les autres intervenants du système pénal, une formation qui portait sur les droits de l'homme et la détection et la notification des cas éventuels de torture, y compris en ce qui concerne la bonne application du protocole d'Istanbul.

Des projets financés au titre de l'IEDDH encouragent également le renforcement des capacités et l'échange des bonnes pratiques en matière de prévention de la torture. Ainsi, dans le cadre du projet "Approche globale au niveau mondial de la lutte contre l'impunité pour les actes de torture", une base de données utile a été conçue, qui permet de consigner les cas de torture perpétrés dans des centres de réadaptation de pays situés dans le monde entier. Un autre projet encourage les États n'ayant encore jamais présenté de rapport au Comité des Nations unies contre la torture à le faire, en publiant des études sur l'impunité, en présentant des rapports alternatifs, en favorisant les échanges et en menant des actions de sensibilisation. Par l'intermédiaire de son cadre de coopération en matière de programmation avec le Conseil de l'Europe[29], l'UE apporte un soutien, notamment sur le plan du renforcement des capacités, aux systèmes pénaux des pays visés par la politique d'élargissement et de voisinage de l'UE en particulier. L'appel à propositions lancé dans le cadre de l'IEDDH en 2016 comportait un lot, doté d'une enveloppe de 13,5 millions d'euros, visant à soutenir la lutte contre la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ce lot prévoit également d'inclure des considérations relatives à la prévention de la torture et à la réadaptation des victimes dans le cadre des actions de lutte contre le terrorisme et des crises internationales, ainsi que des considérations sur la violence à caractère sexiste et les actes de torture à caractère sexuel. Cet appel lancé dans le cadre de l'IEDDH tient compte des recommandations formulées par la Cour des comptes dans son rapport spécial 2015 intitulé "L'aide de l'UE en faveur de la lutte contre la torture et de l'abolition de la peine de mort"[30], qui était globalement positif.

[29] Cadre de coopération entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe pour les pays du Partenariat oriental pour la période 2015-2017.

[30] Rapport spécial n° 9/2015 de la Cour des comptes européenne intitulé "L'aide de l'UE en faveur de la lutte contre la torture et de l'abolition de la peine de mort".

LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION

Égalité des sexes

En 2016, l'UE a poursuivi son programme en faveur de l'égalité des sexes, ainsi que des femmes, de la paix et de la sécurité, dans les dialogues sur les droits de l'homme qu'elle a menés avec la plupart des pays tiers, tandis que des délégations de l'UE du monde entier ont réalisé des activités spécifiques visant à promouvoir et à protéger les droits des femmes et des jeunes filles.
Ces délégations ont notamment mis en place des événements et des campagnes d'information et de sensibilisation, des dialogues politiques avec les pays partenaires, des activités de sensibilisation de l'opinion publique, ainsi que des projets et programmes de financement. Ces derniers ont contribué à prévenir la violence à caractère sexiste, à accroître la participation des femmes à la vie sociale et politique, et à promouvoir l'autonomisation économique des femmes. L'UE s'est pleinement mobilisée dans le cadre des efforts mondiaux visant à mettre un terme aux violences faites aux femmes et aux filles, et les institutions et délégations de l'UE ont à nouveau participé à la campagne des 16 jours d'activisme contre la violence de genre, menée sous l'égide des Nations unies du 25 novembre au 10 décembre 2016. L'UE et ses États membres se sont félicités que la réunion tripartite d'experts sur la violence contre les femmes et les hommes dans le monde du travail soit parvenue à arrêter une série de conclusions destinées à éclairer l'action normative qui débutera à la Conférence internationale du travail de 2018.

L'UE a également œuvré dans le contexte des Nations unies, notamment avec le Conseil des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme, ainsi qu'avec d'autres partenaires multilatéraux, dont l'OIT, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, l'Union africaine, l'Organisation des États américains, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), pour s'assurer que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et les droits humains de l'ensemble des femmes et des jeunes filles restent au cœur des priorités mondiales. L'UE a soutenu activement le comité consultatif des femmes syriennes de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, en vue de contribuer à ce que l'égalité des sexes soit pleinement prise en compte dans les pourparlers de paix. Les travaux se sont en outre poursuivis en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action 2015 des Nations unies pour la prévention de l'extrémisme violent, dont une partie est consacrée à l'autonomisation des femmes en tant que condition essentielle pour prévenir efficacement l'extrémisme violent. L'UE s'est attaquée aux causes profondes de la violence et de l'extrémisme par un éventail de projets sur mesure menés à petite échelle auprès de la société civile et des collectivités locales: des initiatives financées par l'UE et comprenant des actions spécifiques en faveur de l'égalité des sexes ont été menées dans la Corne de l'Afrique, au Pakistan et dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'UE a activement donné suite aux engagements qu'elle avait pris en 2015 à l'occasion de l'examen de haut niveau de l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. Le SEAE, y compris les délégations de l'UE, les missions et opérations menées dans le cadre de la PSDC et les représentants spéciaux de l'UE, a continué à mettre en œuvre des actions concrètes pour favoriser la participation des femmes aux processus de paix et de sécurité ainsi que leur rôle central à cet égard, mettre un terme aux violences à caractère sexuel et sexiste dans les situations de conflit et d'après-conflit, intégrer davantage la dimension de l'égalité des sexes dans les réponses apportées aux menaces émergentes, y compris le terrorisme et l'extrémisme violent, et renforcer les cadres de coopération, au niveau tant intérieur qu'extérieur. La conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan, qui s'est tenue en octobre 2016 et comportait une manifestation parallèle de haut niveau intitulée "Des femmes autonomes pour un Afghanistan prospère", a constitué une étape importante. Cet événement s'inscrivait dans le prolongement d'une coopération étroite entre partenaires européens et afghans en ce qui concerne l'élaboration du plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité, l'UE comptant parmi les premiers donateurs à en avoir soutenu la mise en œuvre dans le pays.

L'UE a également renforcé la manière dont elle rend compte des progrès accomplis dans la réalisation du programme concernant les femmes, la paix et la sécurité: elle a achevé en octobre 2016 le processus visant à adapter et à élargir la manière dont est mesurée la mise en œuvre des engagements de l'UE. Un rapport sur la mise en œuvre de ces engagements, fondé sur une nouvelle série d'indicateurs globaux des progrès, est en cours d'élaboration.

La conseillère principale du SEAE sur les questions relatives à l'égalité des sexes et la mise en œuvre de la résolution 1325 a encouragé une meilleure coordination, interne et externe, des travaux relatifs à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes, et aux femmes, à la paix et à la sécurité. Dans le contexte de l'adhésion envisagée de l'UE à la convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe, la conseillère principale du SEAE a plaidé dans diverses enceintes pour que les pays tirent parti de ce cadre relatif à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles et la violence domestique.

L'UE demeure attachée à la promotion, à la protection et au respect de tous les droits de l'homme ainsi qu'à la mise en œuvre complète et effective du programme d'action de Beijing, du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et des conclusions issues de leurs conférences d'examen, et, à cet égard, elle demeure attachée au respect de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation.[31] Dans cette optique, l'UE réaffirme être déterminée à promouvoir, protéger et faire respecter le droit de chacun d'être pleinement maître de sa sexualité et de sa santé sexuelle et génésique et de prendre librement et de manière responsable des décisions dans ce domaine, sans aucune discrimination, contrainte ou violence. L'UE souligne en outre la nécessité d'assurer l'accès universel à une information et à une éducation complètes, de qualité et abordables concernant la santé en matière de sexualité et de procréation, y compris une éducation sexuelle complète, et aux services de soins de santé.

En 2016, l'UE a poursuivi la mise en œuvre de la politique "Le genre dans l'aide humanitaire: Adapter l'assistance à des besoins différents"[32], adoptée en 2013, qui reconnaît la question de l'égalité des sexes en tant que critère de qualité contribuant à s'assurer que l'aide humanitaire de l'UE parvienne aux personnes les plus vulnérables et qu'elle réponde efficacement aux besoins spécifiques des femmes et des hommes, depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse en passant par l'âge adulte. En 2016, l'UE a continué à concrétiser ses engagements en matière de diffusion des politiques et de financement au titre de l'appel à l'action contre la violence à caractère sexiste dans les situations d'urgence, une initiative humanitaire mondiale dont l'UE est membre depuis 2013. En 2016, l'UE a alloué, d'après les estimations, plus de 27 millions d'euros d'aide humanitaire à la prévention des violences à caractère sexiste et à la lutte contre ce phénomène, venant en aide à 3,4 millions de femmes, d'hommes et d'enfants.

Enfants

L'UE s'attache à promouvoir et protéger les droits de l'enfant dans le monde entier et veille à ce que le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant soit respecté dans toutes les politiques concernant les enfants. À la lumière de l'adoption du programme de développement durable à l'horizon 2030[33] et de l'engagement de "ne laisser personne de côté", l'UE redouble d'efforts pour s'assurer que ses actions atteignent les enfants les plus marginalisés.

---

[31] Toutes les références à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation doivent être lues en liaison avec le nouveau consensus européen pour le développement (point 34).

[32] Document de travail des services de la Commission, Le genre dans l'aide humanitaire: Adapter l'assistance à des besoins différents, SWD(2013) 290 final, 22 juillet 2013.

[33] Transformer notre monde: le programme de développement durable à l'horizon 2030, résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre 2015 (A/RES/70/1).

Les orientations pour la promotion et la protection des droits de l'enfant[34] donnent des indications détaillées aux fonctionnaires et agents des institutions de l'UE et des États membres de l'UE sur les moyens d'œuvrer de manière efficace à la promotion et à la protection des droits de l'enfant dans les pays partenaires, ainsi que sur les mesures que l'UE prendra pour atteindre ses objectifs. L'UE favorise une approche fondée sur le renforcement des systèmes pour s'assurer que l'ensemble des mesures, structures et acteurs nécessaires sont en place afin qu'aucun enfant ne soit laissé de côté. D'autres évolutions de la politique de l'UE en matière de droits de l'homme sont prises en compte, telles que la mise en œuvre d'une approche de la coopération au développement fondée sur les droits[35] (2014), et l'accent mis sur une plus grande intégration de la dimension des droits de l'homme, comme souligné dans la proposition de la Commission européenne concernant un nouveau consensus européen pour le développement[36].

Aujourd'hui, en Europe, un demandeur d'asile sur quatre est un enfant. L'UE a salué les engagements formulés dans la déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants[37], y compris ceux de veiller à ce que tous les enfants réfugiés et migrants soient inscrits à l'école dans les mois qui suivent leur arrivée, de prévenir et de combattre la violence sexuelle et sexiste, et de s'efforcer de mettre un terme à la pratique consistant à placer un enfant en détention aux fins de la détermination de son statut migratoire.

Les besoins et vulnérabilités spécifiques des enfants en déplacement, en ce qui concerne en particulier leur droit à l'éducation et à la protection, ont également été mis en exergue dans la communication intitulée "Vivre dignement: de la dépendance vis-à-vis de l'aide à l'autonomie - Les déplacements forcés et le développement", qui date d'avril 2016.[38] Le document de travail des services de la Commission intitulé "Humanitarian Protection: Improving protection outcomes to reduce risks for people in humanitarian crises", de mai 2016, présente la définition et les objectifs du travail de protection humanitaire réalisé par l'UE, y compris en ce qui concerne les enfants.[39]

---

34 Orientations de l'UE pour la promotion et la protection des droits de l'enfant (2007).

35 La Commission a élaboré un ensemble de dispositions destinées à guider le personnel dans la mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits (document de travail des services de la Commission intitulé "Tool-Box A Rights-Based Approach, Encompassing all Human Rights for EU Development Cooperation", SWD(2014) 152 final, 9489/14, 5 mai 2014).

36 Proposition concernant un nouveau consensus européen pour le développement "Notre monde, notre dignité, notre avenir", COM(2016) 740 final, 22 novembre 2016.

37 Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, A/71/L.1*, 13 septembre 2016.

38 Communication "Vivre dignement: de la dépendance vis-à-vis de l'aide à l'autonomie - Les déplacements forcés et le développement", COM(2016) 234 final, avril 2016.

39 Document de travail des services de la Commission, "Humanitarian Protection: Improving protection outcomes to reduce risks for people in humanitarian crises", SWD(2016) 183 final, 23 mai 2016.

Dans le cadre des fonds humanitaires qu'elle consacre à l'éducation dans les situations d'urgence, l'UE a aidé entre 2012 et 2016 près de 4 millions d'enfants touchés par une situation de crise dans le monde à accéder à l'éducation et à la formation. En 2016, 4 % du budget humanitaire de l'UE, soit 64 millions d'euros, a été consacré à l'éducation dans les situations d'urgence. Au sein des enceintes internationales, l'UE a également fermement plaidé en faveur du droit des enfants à l'éducation, et elle a organisé en novembre 2016 un forum international sur l'éducation dans les situations d'urgence.

Au niveau multilatéral, l'UE présente chaque année aux Nations unies deux résolutions sur les droits de l'enfant, conjointement avec le groupe des États d'Amérique latine (GRULAC). L'UE a été chef de file tant pour la résolution de mars 2016 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur les technologies de l'information et de la communication et l'exploitation sexuelle des enfants que pour la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies (Troisième Commission) sur les enfants migrants.

L'UE reste pleinement attachée à la protection des enfants contre la violence sous toutes ses formes. En octobre 2016, le groupe "Droits de l'homme" (COHOM) du Conseil de l'UE a abordé à l'occasion d'une session extraordinaire la question des droits de l'enfant dans les politiques extérieures de l'UE. Les thèmes abordés étaient le renforcement des systèmes de protection de l'enfance, la participation des enfants, la prévention du placement des enfants en institution et l'élaboration de solutions de prise en charge alternatives, ainsi que la protection des enfants contre les pratiques préjudiciables.

En 2016, le Conseil a adopté des conclusions sur le travail des enfants[40], dans lesquelles il rappelait combien l'UE est déterminée à mettre un terme au travail des enfants et préconisait une participation active à la quatrième conférence mondiale sur le travail des enfants, qui doit se tenir en Argentine en novembre 2017.

L'UE a continué de soutenir la campagne "Des enfants, pas des soldats", lancée conjointement en 2014 par la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour les enfants et les conflits armés et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), qui visait à mettre un terme, pour 2016, au recrutement et à l'utilisation d'enfants par les forces armées gouvernementales dans les conflits. Même si les conflits et les menaces pesant sur la sécurité se sont aggravés au cours de l'année 2015 dans certains des huit pays visés par la campagne, celle-ci a, à ce jour, permis d'obtenir la libération de milliers d'anciens enfants soldats. Les huit pays visés ont maintenant tous signé un plan d'action avec les Nations unies en vue de mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants et de prévenir ces pratiques. Dans le cadre de l'IEDDH, en 2016, la Commission a apporté son soutien à six projets, d'un montant de 5 millions d'euros, venant en aide aux enfants associés à des forces, des groupes et des bandes armés et victimes de la violence armée. Ces projets sont mis en œuvre en Colombie, en RDC, dans les territoires palestiniens, au Soudan et au Liban.

---

40 Conclusions du Conseil sur le travail des enfants, 10244/16, 20 juin 2016.

Personnes âgées

L'UE est tout à fait consciente des difficultés auxquelles les personnes âgées sont confrontées, ainsi que de la nécessité d'intensifier les efforts pour faire en sorte que leurs droits fondamentaux soient pleinement respectés. Début 2016, l'UE a contribué au rapport de l'experte indépendante des Nations unies chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme, Rosa Kornfeld-Matte, et elle s'est également prononcée au mois de septembre en faveur de l'extension du mandat de cette dernière dans une résolution du Conseil des droits de l'homme. À l'occasion de la 7e session du groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, tenue à New York au mois de décembre 2016, l'UE a activement participé aux discussions ouvertes et aux échanges de bonnes pratiques, en exprimant son opposition aux discriminations à l'encontre des personnes âgées. L'UE a également soutenu la décision d'autoriser les institutions nationales de défense des droits de l'homme à prendre part aux travaux du groupe à composition non limitée. Cette décision a été prise par consensus, avec pour résultat que les institutions nationales de défense des droits de l'homme jouissant d'une accréditation de niveau A peuvent désormais participer à part entière aux travaux, sans toutefois avoir le droit de vote.

Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI)

En 2016, des progrès réguliers ont continué à être réalisés en vue de la dépénalisation des relations entre personnes du même sexe: Nauru et les Seychelles ont abrogé des lois qui érigeaient l'homosexualité en infraction pénale, et la Cour suprême du Belize a annulé la loi "anti-sodomie" du pays. Des lois historiques en matière d'identité de genre ont également été approuvées dans de nombreuses régions du monde. Des questions relatives à la thématique LGBT ont pour la première fois été incluses dans le programme officiel du Forum économique mondial de Davos, en signe de reconnaissance des liens importants qui existent entre l'inclusion des personnes LGBTI et le développement économique.

La violence et les discriminations restent toutefois le lot quotidien de nombreuses personnes LGBTI, et la terrible attaque qui a pris pour cible une boîte de nuit fréquentée par la communauté homosexuelle à Orlando, en Floride, a bouleversé le monde. Soixante-treize pays érigent toujours en infraction pénale les relations entre personnes du même sexe, et les actes de nature homosexuelle sont passibles de la peine de mort dans treize États. L'inégalité de l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres secteurs reste d'actualité. L'UE a continué d'œuvrer proactivement aux côtés de pays tiers à la suppression de la violence et de la discrimination à l'encontre des personnes LGBTI, et elle a mené des démarches diplomatiques discrètes en réponse à des cas spécifiques d'agissements de ce type.

Le 17 mai 2016, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a publié une déclaration à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, dans laquelle elle a rendu hommage aux efforts courageux déployés par les militants pour défendre l'exercice de tous les droits de l'homme par les personnes LGBTI. Des délégations de l'UE de par le monde ont célébré cette journée en affichant le drapeau arc-en-ciel, en publiant des communiqués de presse ou en organisant des événements de sensibilisation aux droits fondamentaux des personnes LGBTI, tandis que de nombreuses autres ont soutenu des célébrations locales des fiertés et se sont mobilisées aux côtés de la société civile en vue de mettre un terme aux discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. L'UE a également élaboré à l'intention de son personnel des orientations et une formation en présentiel sur le respect des droits fondamentaux des personnes LGBTI, pour améliorer la communication et le traitement proactif des questions LGBTI avec les pays tiers.

En 2016, l'UE a soutenu, dans le cadre de l'IEDDH, 19 projets destinés à améliorer la visibilité et l'acceptation des organisations LGBTI, renforcer leur dialogue avec les autorités en vue de réformer la législation, lutter contre l'homophobie, protéger les personnes LGBTI contre les violences, et fournir une formation, des informations et un soutien juridique aux personnes et aux organisations non gouvernementales LGBTI. L'accent a été mis sur des projets régionaux visant à renforcer les capacités de la société civile locale et des organisations opérant au niveau des collectivités, ainsi qu'à créer des réseaux. D'après le "2013-2014 Global Resources Report for Philanthropic and Government Support to LGBTI Communities" (rapport 2013-2014 sur les ressources mondiales concernant le soutien philanthropique et gouvernemental apporté aux communautés LGBTI), publié en juin 2016, l'UE arrivait à la troisième place des bailleurs de fonds gouvernementaux et multilatéraux soutenant les questions LGBTI, en montant total.

L'UE a continué à participer activement aux efforts multilatéraux visant à endiguer la violence et les discriminations ciblant les personnes LGBTI, notamment en collaborant avec les procédures spéciales concernées, y compris le nouvel expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. En tant que membre du groupe restreint LGBT des Nations unies, l'UE a pris part à l'organisation de la réunion ministérielle de haut niveau #Path2Equality, qui a eu lieu durant la 71e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Le RSUE pour les droits de l'homme était présent à cet événement, à l'occasion duquel les dirigeants mondiaux ont discuté des progrès accomplis en faveur des droits fondamentaux des personnes LGBTI. En janvier 2016, les questions LGBTI ont en outre été incluses dans les priorités de l'UE en matière de coopération avec le Conseil de l'Europe pour la période 2015-2017.

Personnes handicapées

L'année 2016 a marqué le 10e anniversaire de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), à laquelle l'UE est partie. Cent soixante-huit pays l'ont maintenant ratifiée. L'UE a mis sur pied une série d'événements publics et de conférences pour célébrer cet anniversaire, et elle a participé à des événements organisés par d'autres partenaires, tels qu'une manifestation en marge de la 31e session du Conseil des droits de l'homme, tenue en février 2016 sur le thème "Intégrer les droits des personnes handicapées dans le programme à l'horizon 2030".

Lors de cette même session du Conseil des droits de l'homme, le débat annuel sur les droits des personnes handicapées s'est concentré sur les droits des personnes handicapées dans les situations de risque et les situations d'urgence humanitaire. Au cours de la conférence annuelle des parties à la CDPH, en juin, l'UE a fait valoir qu'il était nécessaire de réduire les obstacles à l'inclusion sociale et à l'égalité en remédiant aux problèmes d'accessibilité sur le marché du travail. Elle est en outre intervenue sur les thèmes de la pauvreté et de l'accessibilité, et elle a organisé plusieurs manifestations parallèles avec des organisations de la société civile, y compris des organisations représentant les personnes handicapées.

Conformément aux conclusions du Conseil du 12 mai 2016 sur le sommet humanitaire mondial[41], l'UE a également adhéré à la Charte pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action humanitaire. Celle-ci affirme la volonté collective de placer les personnes handicapées au centre des réponses humanitaires.

L'UE a participé au 16e séminaire informel de l'ASEM sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes handicapées, organisé à Pékin du 8 au 11 novembre 2016. Elle a eu l'occasion de discuter de la prise en compte des droits fondamentaux des personnes handicapées avec un large éventail de parties prenantes, y compris des personnes handicapées.

[41] Conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur le sommet humanitaire mondial, 8850/16, 12 mai 2016.

En 2016, l'UE et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) ont entrepris la mise en œuvre d'un projet quadriennal commun intitulé "Bridging the Gap I: Human Rights indicators for the CRPD in support of a disability-inclusive 2030 Agenda for Sustainable Development" [Combler l'écart I: des indicateurs des droits de l'homme pour la CDPH en vue de soutenir un programme de développement durable à l'horizon 2030 qui inclue le handicap]. Ce projet fournira des outils essentiels et des orientations pour définir la mise en œuvre de la CDPH dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD), ainsi que le suivi et la communication des résultats obtenus. En décembre 2016, l'UE a signé un nouveau contrat de subvention intitulé "Bridging the Gap II: Inclusive policies and services for equal rights of persons with disabilities" [Combler l'écart II: des politiques et des services inclusifs pour établir l'égalité des droits des personnes handicapées], qui sera mis en œuvre par des agences des États membres de l'UE établies en Autriche, en Italie et en Espagne, en partenariat avec le Forum européen des personnes handicapées et le groupement International Disability and Development Consortium. Ce projet renforcera la capacité technique des partenaires dans le cadre du développement afin d'inclure les personnes handicapées dans la coopération au développement classique, en veillant à assurer la cohérence entre les initiatives visant à atteindre les ODD et la CDPH. Il renforcera également les capacités de cinq gouvernements partenaires de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire afin qu'ils élaborent et mettent en œuvre des politiques et des services tenant compte des besoins des personnes handicapées.

Au cours de la période 2015-2016, l'UE a en outre financé plus de 80 projets axés sur la promotion des droits et l'inclusion sociale des personnes handicapées dans des pays partenaires, d'un budget de plus de 56 millions d'euros.

Droits des peuples autochtones et des personnes appartenant à des minorités

Les événements survenus en 2016 ont hélas largement prouvé que l'UE doit continuer de défendre les droits des peuples autochtones dans le contexte de l'environnement, du climat et des régimes fonciers. En 2016, l'UE a publié des déclarations et effectué des démarches pour demander que justice soit faite après le meurtre de défenseurs autochtones des droits de l'homme, ainsi que pour apporter une aide urgente à des défenseurs autochtones des droits de l'homme dont la sécurité était menacée.

L'UE a également continué à recevoir des rapports faisant état de violations des droits des peuples autochtones, en raison de l'accaparement de terres dans le cadre de l'industrie extractive et d'autres activités en lien avec les entreprises et le développement. Les délégations de l'UE interviennent dans la vérification de ces rapports et dans l'élaboration de réponses appropriées.

Au titre de l'IEDDH, l'UE a renouvelé le soutien qu'elle apporte au Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (Docip), une fondation qui offre des services de secrétariat technique aux représentants des peuples autochtones auprès des organes et organismes des Nations unies et lors des sessions ayant trait aux droits de l'homme. Le projet vise à faciliter la représentation pleine et effective des peuples autochtones au sein du système des droits de l'homme des Nations unies, ainsi qu'à favoriser des synergies plus fortes avec les organisations des peuples autochtones et entre celles-ci. Une composante européenne a en outre été ajoutée pour la première fois aux activités menées, en réponse à une demande du Parlement européen visant à soutenir l'interaction entre les représentants des peuples autochtones et les institutions européennes.

Le 17 octobre 2016, la Commission européenne et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont publié un document de travail conjoint sur la mise en œuvre de la politique extérieure de l'UE concernant les peuples autochtones.[42] Ce document fait le point sur la mise en œuvre des engagements formulés dans le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2015-2019, lequel a directement trait aux questions autochtones, dans le prolongement de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et du document final de la conférence mondiale sur les peuples autochtones, qui s'est tenue à New York en 2014 (SWD (2016) 340 final). Il arrive à la conclusion que l'UE a mis en place un cadre stratégique adéquat concernant les droits des peuples autochtones et que ce cadre est appliqué efficacement. Le document présente cependant un certain nombre de considérations afin de renforcer l'impact et l'efficacité de l'action de l'UE et d'appliquer plus systématiquement le cadre stratégique dans les relations de l'UE avec les pays partenaires.

Au sein des Nations unies, l'UE contribue activement aux mécanismes propres aux questions autochtones et aux résolutions sur les droits des peuples autochtones, dans le cadre du Conseil des droits de l'homme et de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies. Surtout, l'UE a contribué, en 2016, à ce que le réexamen du mandat du mécanisme d'experts du Conseil des droits de l'homme sur les droits des peuples autochtones soit mené à bien. L'UE participe également aux consultations menées sous l'égide du président de l'Assemblée générale des Nations unies, visant à permettre aux représentants des peuples autochtones et à leurs institutions de participer aux réunions d'organismes des Nations unies compétents portant sur des questions les concernant.

---

[42] Document de travail conjoint, "Implementing EU External Policy on Indigenous Peoples", SWD(2016) 340 final, 17 octobre 2016.

Les personnes appartenant à des minorités sont touchées de manière disproportionnée par l'augmentation de l'insécurité, de l'intolérance et des déplacements forcés dans de nombreuses régions du monde. Étant donné que de nombreux pays ne disposent pas de mécanismes destinés à protéger les droits des personnes appartenant à des minorités, ces dernières n'ont très souvent pas la possibilité de faire entendre leur voix et se retrouvent fréquemment sanctionnées pour avoir exprimé des protestations sociales légitimes. Face à cette situation précaire, l'UE a davantage mis l'accent sur les droits des personnes appartenant à des minorités dans les dialogues sur les droits de l'homme qu'elle a menés avec des pays partenaires et des organisations régionales en 2016. Lors de ces dialogues, des questions en lien avec les personnes faisant l'objet de discriminations fondées sur la caste ont également été abordées, et une attention particulière a été accordée aux personnes les plus vulnérables au sein des groupes minoritaires, comme les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Un enseignement important tiré des dialogues 2016 est que le programme à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable offrent une plateforme solide pour s'attaquer aux inégalités, complétant ainsi les discussions relatives à la défense de l'exercice des droits de l'homme par les personnes appartenant à des minorités.

Tout au long de l'année 2016, l'UE a continué de coopérer avec les titulaires de mandats sur le plan international pour les questions en lien avec les minorités, tels que le représentant spécial du Secrétaire général du Conseil de l'Europe pour les questions relatives aux Roms, le rapporteur spécial des Nations unies sur les questions relatives aux minorités, et le Haut commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales (HCMN). L'UE a systématiquement plaidé pour que ce dernier ait un accès sans restriction aux zones géographiques en proie à de vives tensions.

Tenue en novembre 2016, la 9e session du forum des Nations unies sur les questions relatives aux minorités s'est concentrée sur les minorités dans les situations de crises humanitaires. Prenant appui sur les engagements qu'elle avait formulés à l'occasion du sommet humanitaire mondial de 2015, l'UE a pu pleinement contribuer aux échanges intervenus lors du forum.

Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

L'UE coopère avec les pays partenaires, au sein d'enceintes multilatérales et avec la société civile sur des stratégies visant à lutter contre le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Dans ses dialogues sur les droits de l'homme, l'UE met en avant l'importance de la ratification et de l'application universelles de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Au sein des Nations unies, l'UE est attachée en particulier à la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Durban, ainsi qu'au programme d'activités de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, proclamée par les Nations unies. Dans le cadre de sa participation aux mécanismes des Nations unies visant à éliminer les discriminations raciales, l'UE plaide pour une approche consensuelle, axée sur les obligations des États à garantir la protection des droits de l'homme pour tous, sans discrimination. De surcroît, l'UE saisit toute occasion, y compris dans les dialogues interactifs qu'elle mène avec les titulaires de mandats pertinents du Conseil des droits de l'homme, pour dénoncer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est liée, dans le monde entier.

ENTREPRISES ET DROITS DE L'HOMME

Eu égard aux informations qui ne cessent de faire état de violations des droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels liées à des comportements d'entreprises, l'UE a apporté son soutien aux activités de défenseurs des droits de l'homme et elle a plaidé pour que les entreprises respectent les droits de l'homme. Cette question a été évoquée dans les dialogues sur les droits de l'homme menés avec un certain nombre de pays tiers, en particulier en Amérique latine et en Asie. Le RSUE pour les droits de l'homme a abordé la question des entreprises et des droits de l'homme dans les discussions qu'il a menées avec des partenaires stratégiques, notamment l'Afrique du Sud et le Brésil, et avec l'Union africaine.

L'UE a continué à s'attacher à faire reconnaître les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, que les Nations unies ont approuvés à l'unanimité en 2011, comme le meilleur moyen de traiter ces questions de manière globale. À la fin de 2016, huit États membres de l'UE avaient adopté des plans d'action nationaux sur la question des entreprises et des droits de l'homme, et la plupart des autres avaient mis au point des plans d'action nationaux sur la responsabilité sociale des entreprises ou sur les entreprises et les droits de l'homme, ou avaient accompli des progrès sensibles dans cette voie. Le Conseil a en outre adopté en 2016 des conclusions sur les entreprises et les droits de l'homme, ainsi que sur les chaînes de valeur mondiales responsables. L'UE et ses États membres ont joué un rôle important dans l'adoption, par l'Organisation internationale du travail, de conclusions et d'un plan d'action sur le thème du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans sa communication de novembre 2016 sur un avenir européen durable[43], la Commission s'est engagée à redoubler d'efforts en ce qui concerne le comportement responsable des entreprises, en se concentrant sur des actions concrètes sur la base des principes et de l'approche recensés dans la stratégie de l'UE de 2011 relative à la responsabilité sociale des entreprises[44].

En ce qui concerne le soutien technique, la Commission a lancé en 2016, dans le cadre de l'IEDDH, un appel à propositions portant sur la mise en œuvre des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Un soutien technique destiné à élaborer des plans d'action nationaux a été fourni dans le cadre de l'instrument de partenariat (IP)[45] à des pays d'Amérique latine, notamment le Brésil, le Costa Rica, le Mexique, le Panama et le Pérou. Des préparatifs ont en outre été lancés en vue d'une action de suivi plus vaste menée dans le cadre de l'IP en ce qui concerne le comportement responsable des entreprises en Amérique latine et aux Caraïbes. L'UE a de surcroît financé une aide technique pour l'Union africaine (UA) afin qu'elle développe un cadre pour promouvoir le comportement responsable des entreprises en Afrique.

Sur le plan multilatéral, le groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme s'est réuni pour la deuxième fois au sein du Conseil des droits de l'homme, en octobre 2016. L'UE a participé activement à cette réunion et s'est félicitée que le groupe de travail ne se concentre pas uniquement sur les sociétés transnationales, mais sur tous les types d'entreprises.

---

43 Communication, Prochaines étapes pour un avenir européen durable - action européenne en faveur de la durabilité, COM(2016) 739 final, 22 novembre 2016.

44 Communication, Responsabilité sociale des entreprises: une nouvelle stratégie de l'UE pour la période 2011-2014, COM(2011) 0681 final, 25 octobre 2011.

45 Règlement (UE) n° 234/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument de partenariat pour la coopération avec les pays tiers.

4. LES DROITS DE L'HOMME DANS L'ENSEMBLE DES POLITIQUES EXTÉRIEURES DE L'UE

COMMERCE

La politique commerciale peut contribuer à l'amélioration et au respect des droits de l'homme dans les pays tiers, en liaison avec d'autres politiques extérieures de l'UE, notamment la coopération au développement. La communication de 2015 intitulée "Le commerce pour tous - Vers une politique de commerce et d'investissement plus responsable" prévoit une aide de l'UE visant à permettre aux pays en développement, en particulier les pays vulnérables et les pays les moins avancés, de s'intégrer dans le système commercial mondial et de tirer le plus grand parti possible des échanges internationaux[46]. Différents instruments d'action interviennent dans ce cadre, notamment la stratégie de l'UE en matière d'aide au commerce[47], le régime de préférences commerciales unilatérales et des dispositions figurant dans les accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Des considérations liées aux droits de l'homme, notamment les principes fondamentaux et les droits sur le lieu de travail, sont prises en compte dans les préférences unilatérales, la politique européenne de contrôle des exportations et les accords de libre-échange bilatéraux.

L'actuel règlement relatif au schéma de préférences généralisées (SPG) est entré en vigueur le 1er janvier 2014 et continue d'offrir les préférences commerciales unilatérales les plus avantageuses au monde afin de soutenir le développement économique dans les pays en développement. Quatorze pays se sont vu accorder des préférences commerciales particulièrement favorables (SPG+) au titre du nouveau schéma, à la condition qu'ils ratifient et mettent effectivement en œuvre vingt-sept conventions internationales, dont les principales conventions relatives aux droits de l'homme et aux droits des travailleurs. En 2016, cinq pays ont conclu des accords de libre-échange avec l'UE et ont, par conséquent, quitté le régime SPG+, tandis qu'un nouveau pays, le Sri Lanka, a demandé à bénéficier du statut SPG+. En 2016, la Commission a publié le premier rapport bisannuel sur le cycle de suivi du SPG+[48], le second rapport devant être publié en 2018.

L'IEDDH prévoit un soutien spécifique d'un montant de 5 millions d'euros visant à donner aux acteurs de la société civile les moyens de contribuer au suivi et à la mise en œuvre effective des 27 conventions pertinentes ratifiées par les pays bénéficiaires du SPG+.

---

46 Communication, "Le commerce pour tous – Vers une politique de commerce et d'investissement plus responsable", COM(2015) 497 final, 14 octobre 2015.

47 Stratégie de l'UE en faveur de l'aide pour le commerce: renforcement du soutien de l'UE concernant les besoins liés au commerce dans les pays en développement, 14470/07, 29 octobre 2007.

48 Document de travail conjoint, "The EU Special Incentive Arrangement for Sustainable Development and Good Governance ('GSP+') covering the period 2014-2015", SWD(2016)8, 28 janvier 2016.

En 2016, l'UE a également poursuivi ses travaux concernant le pacte sur la durabilité au Bangladesh, en collaboration avec le gouvernement bangladais, l'OIT, les États-Unis et le Canada, en vue d'améliorer les normes fondamentales du travail et la sécurité dans l'industrie textile.

La Commission européenne réalise des analyses d'impact préalablement à l'ouverture de négociations commerciales ou à l'introduction d'une réglementation nouvelle ou révisée régissant la politique commerciale de l'UE. Elle procède également à des évaluations de l'impact sur le développement durable, parallèlement aux négociations commerciales. Dans ces évaluations et analyses, l'UE s'attache à examiner les effets sur les droits de l'homme. Un instrument d'orientation[49] spécifique a été mis au point en 2015 afin d'évaluer les effets des mesures commerciales sur les droits de l'homme, et il a été utilisé dans toutes les évaluations réalisées en 2016, notamment les évaluations de l'impact sur le développement durable des accords d'investissement UE-Chine et UE-Myanmar/Birmanie, l'analyse d'impact de la modernisation de l'union douanière entre l'UE et la Turquie, ainsi que les analyses d'impact en cours concernant les négociations d'accords de libre-échange (ALE) avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Chili.

Les accords de libre-échange conclus après 2009 renvoient aux dispositions sur les droits de l'homme figurant dans les accords-cadres politiques respectifs conclus entre les parties. En l'absence d'accord-cadre politique en vigueur entre les parties, une clause sur les éléments essentiels et les possibilités de suspension en cas de violation des droits de l'homme sont insérées dans l'accord de libre-échange.

Pour ce qui est du contrôle des exportations de l'UE, le règlement (CE) n° 1236/2005 concernant le commerce de biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale ou la torture a été révisé et les nouvelles modifications sont entrées en vigueur le 16 décembre 2016[50]. La Commission a également adopté en 2016 une version actualisée du règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage. Désormais, ce régime prévoit notamment d'imposer des contrôles sur les technologies de surveillance afin de limiter les risques potentiels associés à l'exportation non contrôlée de produits des technologies de l'information et de la communication (TIC) susceptibles d'être utilisés pour commettre des violations des droits de l'homme.

---

49 Lignes directrices sur l'analyse des incidences sur les droits de l'homme des initiatives en matière de politique commerciale dans le cadre des analyses d'impact (2015).

50 Règlement (UE) 2016/2134 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2016 modifiant le règlement (CE) n° 1236/2005 du Conseil concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La Commission européenne encourage des régimes commerciaux privés équitables et éthiques, estimant que ceux-ci peuvent favoriser la consolidation des principes du développement durable, notamment le respect des droits de l'homme. Bien qu'il ne soit pas question d'établir une classification de ces régimes ou de les réguler, la Commission a mené en 2016 des travaux sur l'amélioration de la circulation de l'information afin de veiller à ce que les consommateurs comprennent les critères qui sous-tendent chaque régime et soient en mesure de prendre des décisions en connaissance de cause et de déceler rapidement les affirmations fallacieuses.

Au niveau multilatéral, l'UE soutient le traité sur le commerce des armes (TCA), qui vise à instaurer une responsabilité et une transparence renforcées dans le commerce des armes et est entré en vigueur fin 2014. Le traité prévoit notamment que, lorsqu'une décision d'exporter des armes est prise, il convient d'évaluer le risque qu'elles servent à commettre des violations graves des droits de l'homme ou du droit international humanitaire, y compris des actes de violence à caractère sexiste, ou à en faciliter la commission. Les exportations d'armes sont également interdites lorsque celles-ci pourraient servir à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité, des violations graves de la convention de Genève, des attaques dirigées contre des civils ou d'autres crimes de guerre définis par les accords internationaux en la matière.

Dans ce contexte, en 2016, l'UE a continué à œuvrer en faveur de la ratification du traité par tous les États membres des Nations unies. En plus de ces efforts diplomatiques, le programme d'assistance à la mise en œuvre du TCA, financé par l'UE, a fourni une assistance technique à dix-sept pays à ce jour, afin de les aider à renforcer leurs systèmes nationaux conformément aux exigences du traité.

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

L'UE est déterminée à intégrer les droits de l'homme, tant civiques et politiques qu'économiques ou sociaux et culturels, dans la coopération au développement. Le but n'est pas seulement de "ne pas nuire" en évitant que les activités de développement n'aient des effets négatifs involontaires sur les bénéficiaires finals, mais aussi de "faire autant de bien que possible", en contribuant de façon concrète et directe à la réalisation des droits de l'homme, considérés à la fois comme un moyen et une finalité de la coopération au développement. En 2014, un document de travail des services de la Commission[51] a été publié, à la suite duquel le Conseil a adopté des conclusions sur une approche de la coopération au développement fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'homme[52]. Ces documents ont permis de disposer d'outils et d'orientations concrètes concernant l'approche du développement fondée sur les droits, que l'UE met actuellement en œuvre dans tous ses programmes de développement. En janvier 2016, un programme spécifique de soutien à l'approche fondée sur les droits a été lancé, mêlant formation et assistance technique afin de renforcer les capacités internes en la matière. Bien que ce programme s'adresse principalement au personnel des délégations de l'UE, les États membres, les pays partenaires mettant en œuvre le Fonds européen de développement et les organisations de la société civile locales peuvent également bénéficier de cette formation. En outre, un instrument d'orientation a été mis au point pour les actions de coopération extérieure de l'UE concernant le terrorisme, la criminalité organisée et la cybersécurité. Fin 2016, l'UE a organisé une réunion avec les États membres et les agences des Nations unies afin de partager l'expérience acquise et les bonnes pratiques relatives à une approche de la mise en œuvre des objectifs de développement durable fondée sur les droits, à l'issue de laquelle il a été convenu d'instaurer, entre l'UE, ses États membres et le HCDH, des échanges plus réguliers et substantiels sur la méthodologie de l'approche fondée sur les droits.

---

[51] Document de travail des services de la Commission, "Tool-Box A Rights-Based Approach, Encompassing all Human Rights for EU Development Cooperation", SWD(2014) 152 final, 30 avril 2014.

[52] Conclusions du Conseil sur une approche de la coopération au développement fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'homme, 19 mai 2014.

RAPPORT ANNUEL DE L'UE SUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE EN 2016

PARTIE GÉOGRAPHIQUE

I. PAYS CANDIDATS / PAYS CANDIDATS POTENTIELS

Les valeurs sur lesquelles l'UE est fondée, qui sont énoncées à l'article 2 du traité sur l'Union européenne, sont prises en compte dans les critères d'adhésion. Au nombre de ces derniers, conditions essentielles auxquelles chacun des pays candidats doit satisfaire pour devenir un État membre, figurent notamment la stabilité des institutions garantes de la démocratie, le respect de l'État de droit et des droits de l'homme, ainsi que le respect et la protection des minorités.
Le programme d'élargissement actuel concerne les pays des Balkans occidentaux et la Turquie[53].Le paquet élargissement 2016 de la Commission européenne analyse en profondeur les progrès réalisés par ces pays en vue de satisfaire à ces critères. La Commission a appliqué sa méthode recalibrée d'établissement des rapports, introduite en 2015, à de nouveaux domaines dans les rapports annuels relatifs aux pays visés par l'élargissement. Les évaluations rendent compte des progrès accomplis au cours de l'année dernière et de l'état d'avancement des pays quant à leur degré de préparation à assumer les obligations découlant de l'adhésion. Les rapports ont également fait le point sur les mesures prises pour tenir compte des recommandations formulées en 2015 et donné des orientations supplémentaires sur les réformes à mener en priorité dans chaque pays.

L'UE a continué à mettre en œuvre sa politique d'élargissement conformément au principe de la "priorité aux fondamentaux". La Commission a continué à concentrer ses efforts sur l'État de droit, y compris la sécurité, les droits fondamentaux, les institutions démocratiques et la réforme de l'administration publique, ainsi que sur le développement économique et la compétitivité.
Ces aspects, qui restent déterminants pour remplir les critères d'adhésion de Copenhague, constituent des questions transversales essentielles qui, si elles sont dûment traitées, permettent aux pays candidats d'assumer les obligations découlant de l'adhésion. Cette approche a porté ses fruits sur le terrain et les processus de réforme progressent dans l'ensemble, bien qu'à des rythmes différents. Compte tenu de la complexité des réformes nécessaires, il s'agit d'un processus à long terme et des faiblesses persistent dans un certain nombre de domaines clés.

[53] Communication de 2016 sur la politique d'élargissement de l'UE, COM(2016) 715 final, 9 novembre 2016.

La communication de 2016 sur la politique d'élargissement de l'UE fait observer que les **droits fondamentaux** continuent d'être en grande partie consacrés par la législation des pays visés par l'élargissement. Dans les Balkans occidentaux, des lacunes subsistent dans la pratique, mais la situation est globalement stable. En Turquie, un recul a été observé dans ce domaine et la mise en œuvre pratique laisse souvent largement à désirer. À la suite de la tentative de coup d'État qui a eu lieu en Turquie le 15 juillet 2016, l'application sélective et arbitraire de la loi, notamment des dispositions relatives à la sécurité nationale et à la lutte contre le terrorisme, a des effets négatifs sur la liberté d'expression. Les procédures pénales engagées contre des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des membres du Parlement sont source d'une vive préoccupation. La situation en matière de liberté d'expression et de liberté des médias demeure particulièrement préoccupante dans la plupart des pays visés par l'élargissement, bien qu'à des degrés divers.

La discrimination et l'hostilité à l'égard des groupes vulnérables, notamment pour des motifs d'orientation ou d'identité sexuelles, restent un sujet de préoccupation important. Il convient de réaliser des travaux supplémentaires pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris en luttant contre la violence domestique et sexiste et en garantissant l'égalité des chances pour les femmes, notamment sur le marché du travail. Les droits de l'enfant, y compris la mise en place de systèmes de protection de l'enfance et de politiques efficaces visant à aider les personnes handicapées, doivent être renforcés. La situation difficile des Roms reste globalement inchangée et ceux-ci, en particulier dans les Balkans occidentaux, continuent d'être victimes de discrimination et d'exclusion sociale. De nombreux pays visés par l'élargissement n'ont pas encore tout à fait établi de protection efficace des données à caractère personnel ni de systèmes solides permettant de garantir les droits procéduraux.

Le bon fonctionnement des **institutions démocratiques** demeure un défi important dans plusieurs pays. Le rôle central joué par les parlements nationaux en termes de préservation de la démocratie doit être ancré dans la culture politique. Le contrôle parlementaire est souvent compromis par le manque de rapports des gouvernements, la faiblesse des structures des commissions parlementaires et un recours excessif aux procédures parlementaires d'urgence. Si les élections en tant que telles se déroulent généralement sans incidents majeurs, des faiblesses importantes, concernant notamment la gestion électorale et l'ingérence politique dans la communication médiatique, nuisent à l'intégrité du processus pré-électoral et électoral dans son ensemble. Souvent, les élections continuent d'être perçues comme une occasion de prendre le contrôle politique de l'administration au sens large, y compris des institutions indépendantes.

La Commission continue de soutenir les efforts de réforme dans les domaines fondamentaux de la démocratie et des droits fondamentaux, y compris au moyen de son aide financière et de mesures de renforcement des capacités. Par ailleurs, les pays candidats participent aux groupes de travail compétents de la Commission, par exemple le groupe de travail "Éducation et formation 2020" sur la promotion de la citoyenneté et des valeurs communes de liberté, de tolérance et de non-discrimination par l'éducation, qui vise à favoriser l'échange de bonnes pratiques sur la non-discrimination, l'égalité entre les hommes et les femmes et l'éducation aux droits de l'homme.

Pour de plus amples informations, voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_strategy_paper_en.pdf

République d'Albanie

Quatre projets essentiels sont en cours dans le cadre de l'instrument d'aide de préadhésion (**IAP**)[54] et portent plus particulièrement sur l'amélioration de l'efficacité du système albanais de protection des droits de l'homme et de lutte contre la discrimination (IAP 2013, 1,5 million d'euros), sur l'émancipation économique et sociale des Roms et des Égyptiens (IAP 2014, 4 millions d'euros), sur le règlement extrajudiciaire des litiges, le but étant de fournir aux citoyens d'autres moyens de régler des différends (IAP 2012, 750 000 euros), et sur le système pénitentiaire (IAP 2013, 1 million d'euros).

Dans le cadre du mécanisme de l'IAP en faveur de la société civile, sept projets (pour un total d'environ 1,2 million d'euros) portent sur la protection des droits de l'homme et visent à favoriser l'inclusion sociale des personnes appartenant à des minorités, en particulier les Roms et les Égyptiens, à contrôler le respect des droits fondamentaux dans les centres de détention, à favoriser l'accès des groupes vulnérables à la justice et à promouvoir la justice réparatrice et la médiation entre la victime et le délinquant pour les mineurs.

Deux projets financés au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (**IEDDH**) sont en cours (pour un total de 1,2 million d'euros) et portent sur la protection des enfants en Albanie et l'autonomisation des femmes dans les régions montagneuses du nord du pays. Ces projets prévoient un nombre élevé de sous-bénéficiaires afin d'accroître la portée des actions.

Pour de plus amples informations, voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_albania.pdf

[54] Règlement (UE) n° 231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II).

Bosnie-Herzégovine

En 2016, l'aide financière au titre de l'instrument d'aide de préadhésion (**IAP**) a porté essentiellement sur les enfants et les adultes handicapés: elle a servi à soutenir la transformation des institutions chargées de la protection sociale et à renforcer les modèles de prise en charge de proximité pour les enfants privés de soins parentaux (1,3 million d'euros), ainsi qu'à donner aux organisations de la société civile les moyens de veiller au respect des droits de l'enfant et de militer en faveur de ces droits, et de promouvoir des services inclusifs et innovants (projet régional Balkans occidentaux et Turquie: 5,8 millions d'euros). La mise en œuvre d'un projet en faveur de l'inclusion socioéconomique de la population rom, doté d'un budget de 2,5 millions d'euros, est en cours; ce projet permettra la mise à disposition de 140 unités de logement et la mise en place de mesures socioéconomiques intégrées, et s'accompagne d'une participation active au processus de révision du plan d'action en faveur des Roms 2017-2020 pour l'emploi, le logement et la santé. Le ministère des droits de l'homme et des réfugiés a également reçu un soutien dans le cadre de la préparation des modifications de la loi contre la discrimination en vigueur en Bosnie-Herzégovine et de la stratégie connexe.

Douze projets financés dans le cadre de l'**IEDDH** ont été mis en œuvre en 2016 (pour un montant de 2,7 millions d'euros) et sont encore en cours. Ces projets sont axés en particulier sur la protection des minorités, y compris des Roms en général et des enfants roms en particulier, la protection des personnes LGBTI, les droits des personnes handicapées et la promotion de la participation des étudiants aux réformes démocratiques, l'autonomisation et la participation des jeunes et l'autonomisation socioéconomique des groupes marginalisés. Cinq subventions supplémentaires d'un montant total de 1,7 million d'euros ont été accordées à la fin de 2016 en faveur d'actions portant sur la lutte contre la violence sexiste, l'établissement d'un état des lieux des droits de l'homme dans les médias, le droit à l'éducation pour tous, des mesures d'intégration des Roms et la prévention de la violence domestique à l'égard des femmes dans les zones rurales.

Pour de plus amples informations, voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_bosnia_and_herzegovina.pdf

Ancienne République yougoslave de Macédoine

En 2016, l'UE a continué d'axer le dialogue politique et l'assistance, dans le cadre de l'instrument d'aide de préadhésion (**IAP**), sur l'amélioration du respect des droits fondamentaux dans le pays. 67 projets, d'un montant de plus de 10,3 millions d'euros, sont menés avec des organisations de la société civile afin de défendre entre autres la liberté d'expression et des médias et le journalisme d'investigation, ainsi que de soutenir la démocratie participative. Par ailleurs, un certain nombre de projets visent à lutter contre la discrimination sous toutes ses formes, à améliorer la protection des droits des Roms, des personnes handicapées, ainsi que des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité, à réduire les disparités entre les sexes et à améliorer la situation en matière d'égalité. Dans le cadre des programmes régionaux que sont la Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Turquie UE/CdE et le programme JUFREX, des projets d'un montant de 7 millions d'euros ont été lancés pour lutter contre la discrimination et améliorer la protection des groupes vulnérables et de la liberté d'expression, et renforcer les capacités judiciaires nécessaires à la sauvegarde des droits de l'homme et à la lutte contre les mauvais traitements et l'impunité. Des institutions essentielles telles que le médiateur, le ministère de la justice, le ministère public, la direction chargée de la protection des données à caractère personnel, le Conseil de la magistrature, le collège des procureurs, la direction chargée de l'exécution des sanctions, l'académie des juges et des procureurs et le ministère du travail et de la politique sociale, ont également bénéficié d'une aide importante au titre de l'IAP (plus de 18 millions d'euros) qui, en plus de renforcer leurs capacités opérationnelles, vise également à préserver les droits de l'homme et à faire respecter les conventions internationales et la législation y relative dans le pays.

Dans le cadre du programme de l'IEDDH, la délégation de l'UE à Skopje a mis en œuvre, en 2016, dix-neuf projets d'une valeur totale de 2 millions d'euros. Les projets portaient sur des questions aussi diverses que la liberté d'expression, l'amélioration de l'accès à la justice, la promotion des droits des femmes, des jeunes et des enfants, la protection et le respect de la diversité, la non-discrimination, l'inclusion sociale des Roms, le renforcement du dialogue interconfessionnel et du pluralisme religieux, et des initiatives visant à mettre en avant le rôle de l'UE dans les processus de démocratisation et le développement.

Pour de plus amples informations, voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_the_former_yugoslav_republic_of_macedonia.pdf

Kosovo[*]

En 2016, dans le cadre de la phase III du programme de l'UE d'assistance communautaire à la stabilisation, mise en œuvre par l'OIM au titre de l'**IAP** 2014, 124 projets ont à ce jour été mis en œuvre (98 entreprises familiales individuelles et 26 projets de développement local), créant et/ou sauvegardant plus de 280 emplois, avec des retombées indirectes sur environ 30 000 habitants des régions défavorisées où vivent des minorités. Les actions menées dans le cadre du projet de jumelage visant à combattre l'homophobie et la transphobie se sont achevées en 2016.
Le mécanisme en faveur de la société civile a soutenu deux alliances: l'alliance ERAC (Equal Rights for All Coalition - alliance "l'égalité des droits pour tous") pour la promotion et la protection des droits fondamentaux des groupes vulnérables et marginalisés (900 000 euros) et l'alliance KEEN (Kosovo Education and Employment Network - réseau éducation et emploi pour le Kosovo), qui œuvre à favoriser l'employabilité des groupes vulnérables au Kosovo[*]* et leur inclusion tant dans le secteur de l'éducation que sur le marché du travail (900 000 euros). Au titre du même instrument, trois subventions de fonctionnement mettent l'accent sur la protection et la promotion des droits des personnes handicapées, des personnes LGBTI et des communautés rom, ashkali et égyptienne. Dans le cadre du programme régional que constitue la Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Turquie UE/CdE, des actions consacrées à la réforme du système pénitentiaire ont débuté, et des outils de la CEPEJ (Commission européenne pour l'efficacité de la justice) pour la justice et l'éducation (lutte contre la discrimination et la corruption) ont été introduits.

Au cours de l'année, des contrats ont été conclus pour huit projets menés au titre de l'**IEDDH**, pour un montant total de 1,7 million d'euros. Un projet vise à soutenir le médiateur, deux sont axés sur la participation des femmes à la vie politique, deux autres portent sur la défense des droits de l'enfant et trois projets sont consacrés à la lutte contre la discrimination. De plus, trois projets menés au titre de l'IEDDH (pour un montant d'environ 600 000 euros) ont continué d'être mis en œuvre dans les domaines du suivi des procédures judiciaires, du logement social et de la protection des données à caractère personnel.

Pour de plus amples informations, voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_kosovo.pdf

[*] Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Monténégro

Durant l'année 2016, trois projets au titre de l'**IAP** (représentant une valeur d'environ 2,5 millions d'euros) ont été mis en œuvre dans le domaine des droits de l'homme; ils ont notamment été consacrés à des solutions durables pour la population rom déplacée à l'intérieur du pays, à l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu'à un soutien au bureau du médiateur, au ministère des droits de l'homme et des minorités et au ministère de la justice (administration pénitentiaire) pour l'application des normes en matière de droits de l'homme. Concernant les nouveaux engagements, 1 million d'euros a été affecté à la promotion et à la protection des droits de l'homme des communautés rom et égyptienne et des autres groupes vulnérables en 2016. Dans le cadre du programme opérationnel pluriannuel de développement des ressources humaines au titre de l'IAP, neuf projets de subvention s'élevant au total à 0,75 million d'euros ont été sélectionnés afin de fournir des formations et des possibilités d'emploi à de jeunes handicapés ainsi qu'à la population rom et égyptienne. De plus, dans le cadre du mécanisme en faveur de la société civile de l'IAP, sept projets liés aux politiques de lutte contre la discrimination et aux droits de l'homme (l'inclusion sociale des enfants et des jeunes handicapés, les droits des consommateurs et des patients, les droits des patients atteints de maladies mentales, l'entrepreneuriat social) ont été mis en œuvre en 2016, pour un montant d'environ 1 million d'euros.

La mise en œuvre de six projets au titre de l'**IEDDH** (dans le cadre du programme de soutien par pays), pour un montant total de 700 000 euros, s'est poursuivie en 2016. Ceux-ci ont couvert les droits de l'homme des personnes LGBTI, la participation des Roms à la vie politique (création du premier syndicat composé de travailleurs roms), la protection des consommateurs et les droits des patients, le renforcement de la confiance dans les processus électoraux, la lutte contre la violence à caractère sexiste, ainsi que le projet régional sur la prévention des mauvais traitements dans les prisons et la lutte contre l'impunité, lancé au titre de l'IEDDH et doté de 570 000 euros.

Pour de plus amples informations, voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_montenegro.pdf

<u>République de Serbie</u>

En 2016, l'UE a poursuivi la mise en œuvre, dans le cadre du programme de l'**IAP**, de plusieurs projets visant à soutenir les politiques de lutte contre la discrimination et à améliorer la situation des personnes vulnérables, notamment des Roms, des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. En 2016, dans le domaine de l'inclusion des Roms, quatre projets, d'une valeur totale de 11,4 millions d'euros, étaient en cours. En octobre 2015 a été lancé le projet de jumelage sur le thème du soutien à la promotion des droits de l'homme et de la tolérance zéro à l'égard de la discrimination ("Support to the advancement of human rights and zero tolerance to discrimination"). D'une durée de 20 mois, il est doté d'un budget total de 1,2 million d'euros. Dans le cadre du mécanisme en faveur de la société civile, dix subventions ont été accordées à des organisations de la société civile, pour un montant global de 3,5 millions d'euros. Un soutien sous forme de subventions à long terme, qui portent notamment sur le renforcement des capacités pour les organisations proches des citoyens, permettra aux organisations de la société civile (OSC) serbes de mener plus efficacement leurs initiatives axées sur l'État de droit, la coopération régionale et la participation de la société civile au processus de négociation en Serbie et au suivi des politiques.

Dix-neuf projets financés dans le cadre de l'**IEDDH** pour un montant total de 2 millions d'euros ont été mis en œuvre en 2016. Ces projets sont axés notamment sur la protection des minorités, les droits de l'homme des personnes LGBTI, l'égalité entre les femmes et les hommes, les droits de l'enfant, les droits des demandeurs d'asile et les droits des personnes handicapées. Par ailleurs, un nouvel appel à propositions a été publié au titre du budget de l'IEDDH pour 2016 et 2017, pour une valeur totale de 1,75 million d'euros.

Pour de plus amples informations, voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_serbia.pdf

<u>République de Turquie</u>

Les besoins de réforme et de renforcement des capacités dans le domaine de l'État de droit et des droits fondamentaux ont été définis en tant que priorités de premier plan dans le document de stratégie par pays pour la période 2014-2020 (aide accordée au titre de l'**IAP** II) pour la Turquie. Ils sont restés hautement prioritaires en 2016, dans un contexte particulièrement sensible, notamment au lendemain de la tentative de coup d'État de juillet 2016. Du point de vue de la mise en œuvre, des budgets très élevés ont déjà été mobilisés pour la Turquie en 2015 et 2016 dans les domaines de la migration, de l'asile et de la gestion des frontières du fait de la crise migratoire et de la mise en œuvre de la feuille de route sur l'assouplissement du régime des visas[55], tandis que l'assistance liée à la crise des réfugiés continuera d'être mobilisée au moyen de la facilité en faveur des réfugiés en Turquie. Les incertitudes politiques et institutionnelles auxquelles se sont heurtés certains bénéficiaires clés après la tentative de coup d'État sont également prises en compte.

Dans le cadre de l'**IAP**, plusieurs projets qui en sont au stade de la mise en œuvre peuvent être mis en exergue parce qu'ils sont axés sur les droits de l'homme, par exemple des projets de renforcement des capacités menés avec des institutions de défense des droits de l'homme (tels que l'institut national des droits de l'homme, le médiateur et le Parlement), des projets relatifs à la liberté d'expression et d'autres mettant l'accent sur les droits des femmes, la lutte contre les discriminations et l'inclusion sociale. Dans le contexte de la détérioration générale de la situation des droits de l'homme qui s'est produite l'année dernière, en particulier après la tentative de coup d'État, le programme national adopté au titre de l'IAP 2016 inclut une initiative d'un montant de 5 millions d'euros qui vise à renforcer le respect des droits et libertés fondamentaux en Turquie pour toutes les personnes, sans discrimination, conformément à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), tant dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes qu'à l'égard des Roms. L'action menée en 2016 dans le domaine des affaires intérieures aidera la Turquie à mettre en œuvre les exigences en la matière et contribuera aux efforts consentis pour accueillir les réfugiés qui fuient le conflit en Syrie (contribution de l'UE d'un montant de 92,05 millions d'euros). De plus, au moyen de la facilité en faveur des réfugiés, 2,2 milliards d'euros ont été attribués en 2016 à des projets d'aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil, dans le plein respect des normes internationales en matière de droits de l'homme.

---

[55] Commission européenne, Feuille de route en vue d'un régime d'exemption de visa avec la Turquie, 16 décembre 2013.

En Turquie, les projets menés au titre de l'**IEDDH** mettent l'accent sur les questions relatives aux droits de l'homme les plus importantes pour le pays, notamment la liberté d'expression et l'indépendance des médias, l'amélioration de l'accès à la justice, la lutte contre la torture et l'impunité, la protection et le respect de la diversité culturelle, des groupes vulnérables et des droits des personnes appartenant à des minorités, les programmes de formation et d'éducation aux droits de l'homme ainsi que le renforcement de la représentation politique et de la participation à la vie sociale, en particulier des groupes sous-représentés (dont les femmes, les personnes LGBTI, les Roms et les jeunes). En décembre 2016, 22 projets ont été mis en œuvre dans le cadre du programme pour la Turquie et 23 nouvelles conventions de subvention ont été signées pour un montant de 5 millions d'euros. Ces nouveaux projets portent sur plusieurs aspects essentiels des droits de l'homme: les défenseurs des droits de l'homme; les droits de l'homme des personnes LGBTI, les droits des femmes et la lutte contre les violences faites aux femmes, ainsi que les minorités. L'IEDDH devrait également jouer un rôle en réponse à la crise syrienne, en travaillant avec les organisations de la société civile dans le domaine des droits des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des migrants en général. À cet effet, l'enveloppe financière contenait une somme de 2 millions d'euros afin d'agir en faveur des droits des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants. Les priorités définies dans ce domaine sont conformes aux travaux réalisés dans le cadre de l'IAP, de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix et d'autres instruments importants tels que le Fonds fiduciaire de l'UE, et les complètent parfaitement.

Pour de plus amples informations, voir: https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/pdf/key_documents/2016/20161109_report_turkey.pdf

Aide multibénéficiaire

Dans le cadre de l'aide multibénéficiaire au titre de l'**IAP**, des domaines tels que la promotion des droits de l'homme, la protection des minorités, la lutte contre les discriminations et la gestion des migrations axée sur la protection sont financés par une enveloppe totale de 32,1 millions d'euros.

La démocratie et la promotion des droits de l'homme sont prises en compte en particulier dans le cadre de la Facilité horizontale pour les Balkans occidentaux et la Turquie UE/CdE, pour un montant total de 25 millions d'euros (la contribution de l'UE s'élevant à 20 millions d'euros). De plus, le Conseil de l'Europe a mis en œuvre un programme financé par l'UE pour la protection et la promotion des droits des personnes appartenant à des minorités, pour un montant total de 3,6 millions d'euros. Une contribution de 8 millions d'euros a en outre été consacrée au renforcement de la dimension "droits de l'homme" de la gestion des migrations dans les Balkans occidentaux, dans le cadre des contrats en cours mis en œuvre par l'OIM et Frontex, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO).

Par ailleurs, l'UE a continué de soutenir le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), au moyen de différents contrats d'un montant total de 500 000 euros. Le but de ces travaux est de faire connaître aux personnes touchées par le conflit non seulement les décisions rendues par le TPIY lors des procès mais également les notions importantes qui sous-tendent les travaux du Tribunal. Parmi celles-ci figurent la notion de responsabilité pénale individuelle, l'État de droit et le respect des droits de l'homme, qui font partie des principes fondamentaux partagés par tous les membres de l'Union européenne.

De plus, dans le cadre du mécanisme en faveur de la société civile pour les Balkans occidentaux et la Turquie, la Commission européenne consacre une aide financière substantielle au soutien au développement de la société civile. Environ 3,5 % de l'ensemble de l'IAP sont en principe affectés à la société civile et aux médias pour la période 2014-2020. En 2016, une cinquantaine de réseaux régionaux associant plus de 250 OSC des Balkans occidentaux et de Turquie ont été aidés financièrement via ce mécanisme (environ 25 millions d'euros au total). Il s'agissait pour la grande majorité d'entre eux d'initiatives de surveillance et de sensibilisation dans toute une série de secteurs qui viennent appuyer les réformes politiques et le processus d'adhésion (promotion des droits des femmes et mesures visant à prévenir les violences à caractère sexiste, protection des droits de l'homme des personnes LGBTI et des personnes handicapées, garantie d'une bonne gouvernance, contrôle de la gestion des finances publiques et réforme de l'administration publique).
Le mécanisme soutient en outre un certain nombre de programmes régionaux mis en œuvre par des organisations internationales (par exemple l'UNICEF, l'UNESCO et le Conseil de l'Europe pour la liberté d'expression), pour un montant total de 9,5 millions d'euros.

II. PAYS DE L'EEE/AELE - PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE NON MEMBRES DE L'UE (Suisse, Norvège, Islande, Liechtenstein, Saint-Siège, Andorre, Monaco et Saint-Marin)

L'UE ainsi que **la Suisse, la Norvège, l'Islande, le Liechtenstein, le Saint-Siège, Andorre, Monaco** et **Saint-Marin** ont en commun des normes similaires dans le domaine des droits de l'homme. C'est pourquoi la stratégie de l'UE en matière de droits de l'homme consiste pour l'essentiel à coopérer avec ces partenaires et à entretenir un dialogue étroit sur les questions relatives aux droits de l'homme au sein des organisations internationales (Nations unies, Conseil de l'Europe, OSCE, etc.). S'agissant de la Norvège et de la Suisse, une coopération est également en place dans certains pays à travers le monde et dans le cadre de la mise en œuvre de programmes relevant de l'aide au développement ou portant sur les droits de l'homme. Dans les pays d'Europe occidentale non membres de l'Union européenne, l'UE intègre aussi les droits de l'homme dans sa diplomatie publique et ses activités d'information, l'objectif étant de mettre en exergue le rôle de premier plan qu'elle joue au niveau international en faveur d'un programme mondial de défense des droits de l'homme. Les préoccupations que la situation des droits de l'homme dans les pays d'Europe occidentale non membres de l'UE pourrait éventuellement inspirer à l'Union sont principalement abordées dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU) au sein du Conseil des droits de l'homme.

La Suisse joue un rôle actif au Conseil des droits de l'homme des Nations unies et en a été élue membre pour la période 2016-2018. L'UE et la Suisse ont des positions très similaires. La Suisse a joué et continue de jouer un rôle actif en tant que médiatrice dans certains conflits dans le monde.

La Norvège a mis en place une institution nationale de défense des droits de l'homme le 1er juillet 2015. L'une de ses premières recommandations préconisait que le pays prenne des mesures pour réduire le nombre de prisonniers mis à l'isolement. La Norvège est à la pointe lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre le programme concernant les femmes, la paix et la sécurité et est un partenaire solide dans le cadre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. Le service norvégien de protection de l'enfance ("Barnevernet") a fait l'objet de critiques provenant de l'étranger, y compris de la part de certains États membres de l'UE, pour avoir retiré des enfants à leurs parents immigrants au motif qu'ils auraient subi des châtiments corporels. L'entrée en vigueur, le 1er juillet 2016, de la convention de La Haye de 1996 devrait renforcer la coopération avec les autres pays dans les cas de conflits entre parents impliquant plusieurs pays et dans les dossiers transnationaux relevant de la protection de l'enfance.

L'Islande dispose d'un système complet destiné à préserver les libertés et droits fondamentaux. Elle entretient une coopération de haut niveau avec les organisations internationales sur les questions liées aux droits de l'homme. En septembre 2016, l'Islande a ratifié la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. Elle a en outre adopté, pour la période 2016-2019, un nouveau plan d'action en faveur de l'égalité hommes-femmes.

Les orientations de l'UE relatives à la promotion et à la protection de la liberté de religion ou de conviction jouent un rôle utile dans le cadre de la collaboration avec le Saint-Siège, compte tenu des graves préoccupations suscitées par le nombre croissant de chrétiens persécutés dans différentes régions du monde.

Confédération suisse

La stratégie de l'UE en matière de droits de l'homme à l'égard de la Suisse consiste principalement à coopérer et à maintenir un dialogue étroit sur les questions relatives aux droits de l'homme au sein des organisations internationales (Nations unies, Conseil de l'Europe, OSCE, etc.) et dans certains pays à travers le monde. La Suisse joue un rôle actif au Conseil des droits de l'homme des Nations unies et en a été élue membre pour la période 2016-2018.

L'UE intègre aussi les droits de l'homme dans sa diplomatie publique et ses activités d'information en Suisse, l'objectif étant de mettre en exergue le rôle de premier plan que l'Union joue au niveau international en faveur d'un programme mondial de défense des droits de l'homme.

En ce qui concerne la convention européenne des droits de l'homme (CEDH), en dépit de désaccords exprimés en Suisse à l'égard de certains arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, il est généralement reconnu que les arrêts de la Cour ont une influence positive sur la jurisprudence du Tribunal fédéral suisse pour ce qui est des droits de l'homme et de la charte des droits fondamentaux. Néanmoins, une initiative populaire proposée par la droite vise à établir la primauté de la Constitution suisse sur le droit international, y compris la CEDH, afin de sauvegarder de manière autonome les droits fondamentaux et les droits de l'homme et, selon les auteurs de l'initiative, de respecter la volonté des citoyens suisses. Adoptant une approche un peu plus souple, la chambre haute de l'Assemblée fédérale suisse a examiné, en décembre, une motion déjà soutenue par la chambre basse visant à charger le Conseil fédéral suisse d'œuvrer à tous les niveaux pertinents, en particulier au Conseil de l'Europe, afin de faire mieux respecter et appliquer le principe de subsidiarité et de veiller à ce que la Cour européenne des droits de l'homme tienne compte de manière plus systématique des systèmes juridiques nationaux dans sa jurisprudence.

Royaume de Norvège

Dans la mesure où l'UE et la Norvège partagent des normes similaires en matière de droits de l'homme, la stratégie de l'UE à cet égard consiste principalement à coopérer et à maintenir un dialogue étroit avec la Norvège sur les questions relatives aux droits de l'homme au sein des organisations internationales (Nations unies, Conseil de l'Europe, OSCE, etc.) et dans certains pays à travers le monde. En Norvège, l'UE intègre les droits de l'homme dans sa diplomatie publique et ses activités d'information, afin de mettre en exergue le rôle de premier plan qu'elle joue au niveau international dans ce domaine.

D'une manière plus générale, la contribution de la Norvège à la défense des droits de l'homme s'appuie sur la charte internationale des droits de l'homme, sur les nombreuses conventions et autres instruments destinés à promouvoir et à protéger des droits de l'homme spécifiques - par exemple concernant la discrimination raciale, la torture et les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées - ainsi que sur la notion de promotion des droits de l'homme selon la définition qu'en donne le préambule à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette contribution est apportée par différents moyens, y compris au titre de la coopération au développement. S'il n'existe pas actuellement de plan d'action pour les droits de l'homme dans leur ensemble, des plans sont prévus pour des domaines précis, notamment la traite des êtres humains, les droits de l'enfant et les droits de la femme. Les droits de l'homme restent un élément essentiel de l'action du gouvernement norvégien, lequel concentre davantage son action sur des domaines thématiques dans lesquels le pays est considéré comme ayant des atouts particuliers. Au nombre des domaines prioritaires de l'action menée par la Norvège en faveur des droits de l'homme au titre de la coopération au développement figurent notamment le soutien aux défenseurs des droits de l'homme, l'État de droit, la lutte contre la torture et la peine de mort, la liberté d'expression et la liberté des médias, la responsabilité sociale des entreprises, les dialogues sur les droits de l'homme avec certains pays et la promotion des droits des femmes, des enfants, des personnes handicapées, des peuples autochtones, ainsi que des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles (LGBT).

Islande

L'Islande dispose d'un système complet destiné à préserver les libertés et droits fondamentaux. Elle entretient une coopération de haut niveau avec les organisations internationales sur les questions liées aux droits de l'homme. S'agissant d'initiatives spécifiques, l'Islande a activement approuvé des initiatives des Nations unies et d'autres initiatives internationales visant à promouvoir le rôle des hommes dans l'égalité des sexes. Au niveau régional, l'Islande participe aux travaux du Conseil de l'Arctique sur ces sujets.

La problématique des droits de l'homme est intégrée dans la diplomatie publique et les activités d'information de l'UE en Islande, l'objectif étant de mettre en évidence le rôle de premier plan que l'UE joue au niveau mondial dans ce domaine.

Saint-Siège

Les contacts avec le Saint-Siège dans le cadre d'enceintes multilatérales sur une série de questions relatives aux droits de l'homme, y compris à l'Assemblée générale des Nations unies, au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à l'OSCE et au Conseil de l'Europe, sont relativement fréquents et particulièrement utiles. Le Saint-Siège est préoccupé par le nombre croissant de chrétiens persécutés dans différentes régions du monde, et les orientations de l'UE relatives à la promotion et à la protection de la liberté de religion ou de conviction présentent un intérêt croissant en tant que fondement de la collaboration.

Principauté d'Andorre, Principauté de Liechtenstein, Principauté de Monaco, République de Saint-Marin

Dans la mesure où l'UE, Andorre, le Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin partagent des normes similaires en ce qui concerne les droits de l'homme, la stratégie de l'UE en la matière consiste essentiellement à coopérer avec ces pays sur ces questions au sein des organisations internationales (Nations unies, Conseil de l'Europe, OSCE, etc.). L'UE participe également à l'examen périodique universel (EPU) sur la situation des droits de l'homme dans ces pays, dans le cadre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

III. POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE

République d'Arménie

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays s'est relativement améliorée mais les discriminations et les limitations pesant sur les droits fondamentaux restent répandues et les progrès sont lents. Le fait que la société civile s'implique formellement davantage dans le processus de réforme électorale, la lutte contre la corruption, la prise en compte des questions environnementales et la prévention de la torture constituent des avancées bienvenues, de même que le rôle important que la nouvelle constitution reconnaît au défenseur des droits de l'homme.

Les priorités de l'UE en Arménie prévoient l'actualisation et la mise en œuvre du plan d'action national en faveur des droits de l'homme, l'adoption d'une loi générale pour lutter contre les discriminations et d'une loi sur les violences domestiques, une définition de la torture alignée sur les normes internationales et la lutte contre la corruption.

Des problèmes se posent dans différents domaines, en particulier en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes, les violences contre les femmes, les violences domestiques, les violences contre les enfants et les discriminations à l'égard des personnes LGBTI. Le système juridique ne permet pas suffisamment de prévenir et de sanctionner les discours de haine. Les accusations de corruption sont fréquentes mais conduisent rarement à des sanctions.

D'autres problèmes se posent en matière de droits de l'homme, notamment l'impunité dont bénéficie la police et l'acceptation de preuves obtenues sous la contrainte. L'indépendance du pouvoir judiciaire n'est pas garantie et l'Arménie ne dispose pas d'un corps d'inspecteurs du travail pour s'attaquer à des questions ayant trait à des droits fondamentaux du travail, y compris celles relatives au travail des enfants, et pour faire respecter effectivement la législation y afférente. Si certaines améliorations ont été apportées, il demeure nécessaire de réformer les conditions de détention, y compris dans les établissements psychiatriques.

L'Arménie a adopté une nouvelle législation électorale en 2016, fondée sur un accord politique sans précédent entre la coalition au pouvoir et trois partis d'opposition concernant le nouveau code électoral, auquel s'est partiellement ralliée la société civile. L'UE, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis cofinancent les améliorations du cadre électoral afin de prévenir les fraudes et de soutenir la mise en œuvre de l'accord politique dans la perspective des élections législatives d'avril 2017.

En décembre 2016, des lois ont été adoptées concernant le défenseur des droits de l'homme (médiateur), en application de la nouvelle constitution, et concernant les organisations publiques (société civile); ces lois prévoient la notion d'entrepreneuriat social et le droit de recours en justice pour des questions environnementales.

L'UE a continué d'aborder la thématique des droits de l'homme et de la démocratie avec l'Arménie dans différents cadres, dont le conseil de coopération (en janvier) et le comité de coopération (en décembre). Le dialogue annuel sur les droits de l'homme et la réunion du sous-comité "justice, liberté et sécurité", en mars à Erevan, ont permis de discuter ouvertement de tout un éventail de questions, notamment la liberté d'association, la liberté d'expression, la liberté de religion ou de conviction, la prévention de la torture et des mauvais traitements, et les droits des femmes. Par ailleurs, les questions relatives aux droits de l'homme et aux droits fondamentaux du travail sont abordées dans le cadre du processus de surveillance du SPG+ (rapport sur le schéma de préférences généralisées pour la période 2014-2015). L'UE a continué de prendre en compte les droits de l'homme dans ses initiatives en Arménie et elle a encouragé les acteurs concernés à rédiger et adopter le nouveau plan d'action national en faveur des droits de l'homme.

Il n'y a pas de prisonniers ou de détenus politiques reconnus comme tels par la communauté internationale, même si divers groupes affirment que certaines personnes sont emprisonnées pour des motifs politiques. À la fin de 2016, 17 des 770 personnes arrêtées durant les deux semaines de protestation qui ont entouré l'occupation violente du commissariat de police d'Erebuni par un groupe armé étaient toujours derrière les barreaux. Certains militants de l'opposition sont maintenus en détention pendant une longue durée uniquement sur la base du témoignage de policiers. Les enquêtes menées sur des cas signalés de violations et des situations de recours excessif à la force par la police donnent peu de résultats.

Dans des déclarations et des discours, ainsi que dans le cadre des réunions organisées régulièrement au titre du dialogue politique entre l'UE et l'Arménie et dans le contexte de réunions officielles ad hoc, l'UE a fait part de ses préoccupations, afin d'encourager le gouvernement à veiller au respect absolu des droits de l'homme. Un document officieux sur la lutte contre la corruption a été transmis au Premier ministre et l'Assemblée nationale a adopté des amendements à la loi concernant l'incrimination de l'enrichissement illicite, les hauts fonctionnaires et la représentation des organisations de la société civile au sein du conseil de lutte contre la corruption.

L'UE a contribué aux discussions préparatoires tenues au niveau des experts concernant la loi à venir sur la lutte contre les discriminations.

La délégation de l'UE en Arménie a été étroitement associée aux efforts déployés pour soutenir les débats publics et le dialogue entre le gouvernement et les organisations de la société civile sur la lutte contre les violences domestiques/à caractère sexiste et sur la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle a aussi apporté une aide pour faciliter la rédaction de la loi sur la lutte contre les violences domestiques. Fin 2016, le projet de loi n'était toujours pas mis au point de façon définitive en raison de sa politisation.

Par ailleurs, l'UE, en étroite coordination avec certains de ses États membres et des partenaires animés par des préoccupations semblables, a lancé plusieurs initiatives formelles et informelles pour sensibiliser les autorités nationales à différentes affaires judiciaires liées aux droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué de fournir une aide financière pour des projets financés par l'instrument européen de voisinage (IEV) et l'IEDDH ainsi que par un financement assuré par des États membres de l'UE. En coopération avec l'OIT, l'UE finance un projet visant à renforcer la capacité des administrations publiques à mettre en œuvre les conventions fondamentales de l'OIT sur le travail dans le cadre de l'obligation prévue par le SPG+.

Le financement le plus important a été la contribution de 12 millions d'euros aux projets "Soutien à la protection des droits de l'homme en Arménie", qui doit être mis en œuvre entre 2016 et 2019. Ce financement inclut également un soutien de l'UE à la réforme électorale. Des objectifs à atteindre ont été définis, par exemple concernant l'adoption d'une législation.

Financés à hauteur d'un montant total de 20 millions d'euros, 29 projets ont été mis en œuvre; il s'agissait essentiellement de renforcer la capacité de la société civile à défendre les droits de l'homme, de soutenir la lutte contre les violences à caractère sexuel et la promotion du développement de l'autonomie des femmes, de promouvoir les droits de l'enfant (services de proximité au profit des enfants ayant un handicap), d'améliorer les conditions de détention, de faciliter l'intégration des réfugiés et de sensibiliser d'une manière générale aux droits de l'homme à travers différentes activités.

République d'Azerbaïdjan

Même si l'année 2016 a été marquée par certaines améliorations en matière de droits de l'homme par rapport à la situation très défavorable observée en 2015, de graves problèmes subsistent. La liberté d'expression et la liberté de réunion constituent un sujet de préoccupation particulier. La grande complexité de la législation sur les ONG et les difficultés rencontrées par les bailleurs de fonds étrangers pour allouer des subventions rendent la société civile très vulnérable en Azerbaïdjan. Une série d'amendements à la Constitution ont été approuvés par référendum le 26 septembre. La plupart des amendements apportés aux articles relatifs aux droits de l'homme ont été jugés globalement positifs par la Commission de Venise, à l'exception des amendements concernant la déchéance de la nationalité. La Commission de Venise a cependant fait état des profondes inquiétudes suscitées par les réformes institutionnelles et les nouveaux pouvoirs accordés au président.

Le respect par l'Azerbaïdjan de ses engagements en tant que membre du Conseil de l'Europe, notamment en ce qui concerne l'application des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, et en tant que partie à la plupart des conventions des Nations unies en matière de droits de l'homme, continue à poser problème. Il est aussi nécessaire de favoriser un environnement positif permettant aux organisations de la société civile de mener leurs activités (y compris l'accès aux financements étrangers) et de soutenir, si besoin est, les défenseurs des droits de l'homme et leurs familles. La liberté d'expression et la liberté de réunion font l'objet de strictes restrictions et toute critique du gouvernement est sévèrement sanctionnée: de lourdes peines ont été infligées à des militants politiques, y compris sur la base de confessions qui auraient été faites sous la contrainte. La récente réforme de la Constitution permet la déchéance de la nationalité dans certaines circonstances. Les médias sont soumis à un contrôle strict du gouvernement. Ce dernier a pris des mesures pour lutter contre la corruption et améliorer la transparence, sujets qui restent une source de vive préoccupation. L'Azerbaïdjan occupe la 120^{e} place sur 169 dans le classement sur l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International. **Parmi les autres problèmes relevés en matière de droits de l'homme** figurent les détentions provisoires de longue durée, le non-respect de la légalité et des conditions de détention non conformes aux normes.

Avant le référendum constitutionnel, des partis politiques d'opposition n'ont pas pu s'enregistrer pour participer officiellement à la campagne. De nombreuses arrestations ont eu lieu parmi les membres des partis d'opposition et les opposants militants dans les semaines qui ont précédé le référendum. Plusieurs d'entre eux ont été inculpés en raison de leur participation au mouvement Gülen. Après les arrestations de protestataires des 11 et 17 septembre, les organisateurs ont décidé d'annuler le dernier rassemblement, qui devait se tenir le 24 septembre. Le référendum sur la Constitution s'est déroulé dans l'ordre et le calme (participation de 69,7 % selon les chiffres officiels).

Parmi les évolutions plus positives, il y a lieu de relever la grâce accordée en 2016 à 147 prisonniers à l'occasion de la fête de Navroz (en mars), dont 14 défenseurs des droits de l'homme bien connus. Par la suite, la journaliste Khadija Ismaïlova et l'avocat spécialiste des droits de l'homme Intigam Aliiev ont aussi bénéficié d'une libération conditionnelle. Le couple Younous a été autorisé à voyager à l'étranger pour des raisons médicales. Le 21 octobre, le président a signé un décret sur la simplification de la procédure d'enregistrement des donateurs étrangers désireux d'octroyer des subventions en Azerbaïdjan. Les autorités azerbaïdjanaises ont aussi approuvé une dérogation permettant à l'UE de s'enregistrer comme donateur pour les programmes couverts par des conventions de financement.

L'UE a continué d'aborder la thématique des droits de l'homme et de la démocratie avec l'Azerbaïdjan dans différents cadres, notamment durant la réunion du sous-comité "Justice, liberté, sécurité, droits de l'homme et démocratie" qui s'est tenue à Bakou en octobre. La délégation l'UE suit de près la situation des droits de l'homme et fait régulièrement état de ses principaux sujets d'inquiétude auprès des autorités et d'autres acteurs concernés. En outre, elle surveille et suit plusieurs dossiers précis suscitant un intérêt et des préoccupations particuliers, elle rencontre les avocats et les membres des familles de militants emprisonnés, elle donne des informations sur la situation aux délégations en visite en Azerbaïdjan et elle rencontre le médiateur. Dans des déclarations et des discours, ainsi que dans le cadre de démarches formelles et informelles, l'UE a exprimé ses préoccupations pour encourager le gouvernement à veiller au respect absolu des droits de l'homme. Les inquiétudes suscitées par la situation des droits de l'homme sont régulièrement relayées à tous les niveaux, par exemple par la HR/VP lors de la visite qu'elle a effectuée à Bakou en février 2016.

En 2016, il a été décidé d'apporter un soutien de l'UE à trois projets dans le domaine des droits de l'homme: 1) un projet visant à soutenir le développement du système judiciaire et à améliorer les services fournis par les agences qui mettent en œuvre les arrêts des juridictions pénales en Azerbaïdjan - assistance technique (contrat de service) mise en œuvre par Particip, budget de 1,4 million d'euros; 2) soutien supplémentaire au système pénitentiaire - mis en œuvre par le Conseil de l'Europe (convention de délégation - gestion conjointe), budget de 500 000 euros; 3) renforcement des capacités nationales pour lutter contre la traite des êtres humains en Azerbaïdjan - mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) (convention de délégation - gestion conjointe), budget de 700 000 euros.

Parmi les autres projets financés par l'UE dont la mise en œuvre a démarré en 2016 figuraient celui portant sur le dialogue avec la société civile, mis en œuvre par le Conseil de l'Europe, budget de 300 000 euros, et celui portant sur le soutien au renforcement des services du commissaire aux droits de l'homme (médiateur) de la République d'Azerbaïdjan - projet de jumelage avec l'Allemagne, budget de 1 360 000 euros.

Depuis 2007, l'UE a attribué 74 subventions pour une valeur totale d'environ 19 millions d'euros afin de soutenir les activités de la société civile en Azerbaïdjan, ce qui fait de l'UE le plus important donateur étranger en faveur de la société civile dans le pays. Il s'agit de fonds attribués à des organisations de la société civile par l'intermédiaire de l'IEDDH, du programme thématique "Acteurs non étatiques et autorités locales" et d'autres programmes thématiques relevant de l'instrument de financement de la coopération au développement (notamment "Migration et Asile" et "Développement social et humain") ainsi que via le mécanisme de voisinage en faveur de la société civile dans le cadre de l'IEVP. Les projets de jumelage ont donné d'excellents résultats en Azerbaïdjan. Depuis 2007, 43 projets de ce type ont été lancés dans le pays (25 sont terminés, neuf sont en cours et neuf sont en préparation), ce qui représente l'un des taux les plus élevés dans la région.

L'Azerbaïdjan est partie à la plupart des conventions des Nations unies relatives aux droits de l'homme et il a adressé une invitation permanente aux mécanismes de surveillance spéciaux de l'ONU. En 2016, le pays a reçu les visites du Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme et du groupe de travail sur la détention arbitraire. En ce qui concerne le Conseil de l'Europe, l'Azerbaïdjan ne respecte pas toujours les arrêts de la CEDH. Pour ce qui est du cas d'Ilgar Mammedov, homme politique membre de l'opposition ayant été incarcéré, les autorités azerbaïdjanaises n'ont pas appliqué l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme en octobre 2014, dans lequel elle demandait sa libération immédiate. Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe s'est déclaré résolu à assurer l'application de l'arrêt en examinant activement tous les moyens à la disposition de l'organisation. Le pays doit encore ratifier la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ainsi que le protocole n° 13 à la CEDH, abolissant la peine de mort dans toutes les circonstances.

L'Azerbaïdjan est resté membre à part entière de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Cette qualité de membre est importante dans le cadre de ses exportations de pétrole et de gaz. En raison des restrictions prévues par la législation imposant l'enregistrement pour les subventions, cette qualité de membre de l'initiative TIE a été revue à la baisse en 2015 en attendant que le pays prenne des mesures correctrices liées à la participation de la société civile au processus. En octobre 2016, le conseil d'administration de l'ITIE a décidé de prolonger jusqu'en mars 2017 le délai accordé à l'Azerbaïdjan pour mettre en œuvre des mesures correctrices, notamment une simplification des procédures d'enregistrement pour les subventions et l'abolition de l'obligation d'enregistrement pour les donateurs.

L'un des principaux défis liés aux droits de l'homme est l'environnement restrictif dans lequel les organisations de la société civile exercent des activités. La simplification de l'enregistrement en matière de subventions est une priorité. Des problèmes continuent de se poser concernant la liberté d'expression et de réunion, l'État de droit et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

République de Biélorussie

S'il n'y a pas d'améliorations notables de la situation des droits de l'homme en Biélorussie en 2016, le gouvernement a adopté, pour la première fois, un plan d'action national en faveur des droits de l'homme, qui vise à mettre en œuvre les recommandations issues de l'EPU qui ont été acceptées par le pays. Les lois restrictives affectant les libertés fondamentales n'ont pas été modifiées et la peine de mort est toujours d'application. Le pays n'a pas mis en place une institution indépendante de défense des droits de l'homme.

L'UE continue d'appliquer une politique de dialogue critique à l'égard de la Biélorussie, ce qui se traduit par des étapes progressives conduisant à un approfondissement de la coopération avec le pays. Dans ses conclusions de février 2016 sur la Biélorussie, le Conseil a rappelé qu'il est fermement résolu à renforcer le soutien de l'UE à la population et à la société civile biélorusses et il a déclaré que "l'adoption par la Biélorussie de mesures concrètes pour respecter les libertés fondamentales universelles, l'État de droit et les droits de l'homme demeurera essentielle pour la définition de la future politique de l'UE à l'égard de ce pays".

La situation en matière de droits de l'homme reste marquée par des violations systématiques. La liberté de réunion et la liberté d'expression font l'objet de sévères restrictions et nombre de détracteurs du régime doivent opérer depuis l'étranger. La Conférence internationale du travail a analysé en 2016 les manquements dans la mise en œuvre de conventions fondamentales de l'OIT portant sur le travail forcé. L'UE a appelé le gouvernement à modifier les éléments de sa législation qui pourraient conduire à des situations s'apparentant au travail forcé. La CIT a demandé instamment à la Biélorussie de prendre toutes les mesures nécessaires pour supprimer le recours au travail forcé et mener des poursuites à cet égard et d'accepter l'assistance technique de l'OIT.

Le processus électoral est vivement critiqué par l'OSCE/BIDDH, notamment en raison du manque de transparence et du recours à l'appareil d'État pour soutenir le candidat sortant. Les partis politiques d'opposition sont confrontés à des obstacles administratifs au niveau de l'enregistrement et toute action entreprise en-dehors d'une organisation enregistrée constitue une infraction pénale.

En dépit de l'absence de progrès concrets au niveau des droits politiques et des libertés fondamentales, les autorités se sont, en 2016, montrées davantage enclines à discuter des questions relatives aux droits de l'homme avec les partenaires internationaux et la société civile. Les relations entre l'UE et la Biélorussie s'inscrivent dans une tendance positive, qui s'est renforcée depuis février 2016, après que le Conseil a levé la plupart des mesures restrictives adoptées contre la Biélorussie, essentiellement en réaction à la libération des derniers prisonniers politiques en août 2015. Le gouvernement biélorusse est plus ouvert à l'idée de nouer un dialogue avec l'UE sur la thématique des droits de l'homme, comme l'a montré la visite que M. Lambrinidis, représentant spécial de l'UE, a effectuée à Minsk en mars 2016. Cette évolution a été confortée par l'organisation d'une conférence sur la peine de mort, la tenue du dialogue UE-Biélorussie sur les droits de l'homme - des organisations de la société civile ayant été autorisées à participer à certains volets de ce dialogue - et l'adoption d'un plan d'action national en faveur des droits de l'homme.

Les élections législatives de septembre 2016 se sont déroulées dans une atmosphère de plus grande ouverture; les candidats d'opposition ont bénéficié de davantage de possibilités pour se présenter aux élections, ce qui s'est traduit par l'élection d'un candidat de l'opposition et d'un candidat indépendant.

L'UE a continué de discuter des droits de l'homme et de la démocratie avec la Biélorussie dans différents cadres, y compris au sein du groupe de coordination UE-Biélorussie (avril 2016 à Bruxelles et novembre 2016 à Minsk) et durant le dialogue annuel sur les droits de l'homme (juin 2016 à Minsk). Ces différentes réunions ont donné l'occasion d'avoir des discussions franches sur toute une série de questions, notamment la tenue d'élections libres et équitables, la liberté de réunion, la liberté d'expression, l'indépendance du pouvoir judiciaire, le rétablissement des droits civils et politiques des anciens prisonniers politiques, et la peine capitale.

L'UE et les États membres ne cessent de faire campagne en faveur de la participation de la société civile aux consultations sur les questions de droits de l'homme et ils rencontrent périodiquement des défenseurs des droits de l'homme durant des visites à haut niveau. En soutenant un certain nombre de projets mis en œuvre par des ONG et des organisations de défense des droits de l'homme, l'UE contribue au renforcement et au développement des capacités de la société civile. En 2016, l'UE a considérablement renforcé sa présence auprès de la société civile en s'appuyant sur l'expertise d'ONG et la plateforme de la société civile du Partenariat oriental et en les informant sur son action à l'égard de la Biélorussie.

En 2016, l'UE a continué de fournir une aide financière pour des projets financés par l'instrument européen de voisinage (IEV), l'IEDDH et l'instrument en faveur des organisations de la société civile et des pouvoirs locaux ainsi que par des fonds provenant des États membres de l'UE.

La participation des ONG est aussi une caractéristique importante de projets lancés dans d'autres domaines, par exemple en matière de développement économique et d'environnement. Un cadre de dialogue stratégique entre l'administration et la société civile a ainsi pu être mis en place, ce qui a contribué à instaurer la confiance entre les deux parties.

La Biélorussie est partie à différentes conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Le pays a ratifié dix conventions internationales en la matière et il a accepté la compétence du Comité des droits de l'homme et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes lorsqu'il s'agit de recevoir et d'examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction. La Biélorussie a reconnu la procédure d'enquête prévue par la convention contre la torture et par le protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

La Biélorussie ne reconnaît pas le mandat du Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Biélorussie.

Dans les conclusions du Conseil de février 2016, l'UE demande instamment aux autorités biélorusses de donner rapidement suite aux recommandations du BIDDH de l'OSCE, rappelle l'importance qu'elle accorde à la réalisation de progrès dans ce domaine, ainsi qu'au respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit, condamne le recours à la peine de mort en Biélorussie, et exhorte le pays à instaurer un moratoire sur la peine capitale, à titre de première étape vers son abolition.

Géorgie

En 2016, la Géorgie s'est appuyée sur les progrès considérables qu'elle avait accomplis pour progresser encore dans son travail d'alignement de sa législation nationale sur les normes de l'UE, y compris dans le domaine des droits de l'homme. Elle a continué de mettre en œuvre la stratégie 2014-2020 en faveur des droits de l'homme, ainsi que le plan d'action correspondant pour les années 2016-2017. Les modifications apportées aux systèmes électoraux visaient à assurer l'égalité du suffrage. Les élections législatives d'octobre 2016 se sont tenues dans le respect des libertés fondamentales.

À l'occasion de la neuvième réunion UE-Géorgie consacrée au dialogue sur les droits de l'homme, tenue en avril, l'UE a pris acte des progrès considérables accomplis pour lutter contre la torture et les mauvais traitements mais elle a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts afin de prévenir les mauvais traitements en détention et de faire en sorte que tous les dossiers fassent l'objet d'une enquête en bonne et due forme pour traduire les responsables en justice. L'UE a salué les progrès considérables accomplis par la Géorgie pour améliorer les normes en matière de droits de l'homme et elle a invité le pays à poursuivre les réformes et à s'attaquer aux problèmes non réglés, notamment la pauvreté infantile, la discrimination, la violence domestique et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les élections législatives de 2016 ont été pluralistes et bien gérées, les libertés fondamentales ayant été respectées en règle générale. L'atmosphère globalement calme et ouverte a toutefois été entachée par des pratiques de campagne qui auraient été illicites, des cas de manque de transparence et d'absence de moyens de recours effectifs et un certain nombre d'incidents violents.

Le pays n'a pas adopté de loi sur la liberté d'information. Le cadre juridique garantit la liberté de la presse. Les médias ont continué de travailler en toute indépendance, sans ingérence ou sans craindre des violences ou des persécutions. En raison des clivages politiques parmi les médias, auxquels s'ajoutent la concentration croissante de la propriété des médias dans les mêmes mains et la faiblesse des recettes engendrées par la presse, le paysage médiatique géorgien a été qualifié de "partiellement libre" par Freedom House en 2016.

Les réformes ont été bénéfiques pour l'indépendance du pouvoir judiciaire, le professionnalisme, l'obligation de rendre des comptes et l'efficacité. Adopté en décembre 2016, un "troisième train" de réformes dans le domaine de la justice s'attaque à la plupart des problèmes en suspens tels que l'absence de transparence dans la gestion du secteur judiciaire. En dépit de l'engagement pris par le gouvernement, la mise en place d'un organisme d'enquête indépendant et efficace, qui serait chargé d'instruire les éventuels manquements des procureurs et membres des services répressifs, n'a pas progressé. Il n'y a pas non plus de contrôle effectif des organes de maintien de l'ordre par le Parlement.

Des progrès ont été accomplis dans le cadre du système pénitentiaire; les prisonniers sont mieux traités et la situation s'est améliorée en ce qui concerne les soins de santé. Néanmoins, le taux de détenus par rapport à la population générale demeure le plus élevé en Europe. Pour ce qui est de la prévention de la corruption et de la lutte contre ce phénomène, une version révisée de la stratégie de lutte contre la corruption a été adoptée en mars 2016; sa portée a encore été élargie pour s'étendre au niveau local et un système de suivi des déclarations de patrimoine dans l'administration a été créé en décembre 2016. La Géorgie avait fait l'objet de deux cycles de suivi, par le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) et par le réseau de l'OCDE pour la lutte contre la corruption. Une solution doit encore être trouvée pour le financement des partis politiques, à la lumière des recommandations du GRECO (troisième cycle d'évaluation); par ailleurs, il convient de veiller à l'application des déclarations de patrimoine et d'accorder une plus grande attention à la mise en œuvre des politiques anticorruption, en particulier au niveau sectoriel.

Concernant l'égalité de traitement, l'application intégrale de la loi sur l'élimination de toutes les formes de discrimination a été entravée par l'absence de sanctions effectives et de mesures de prévention. Les modifications législatives visant à renforcer le mécanisme de lutte contre les discriminations n'ont pas été adoptées. Il est arrivé que les institutions publiques n'aient pas réagi avec rapidité et efficacité face à des cas de violations des droits de l'homme et de discriminations contre des minorités, la communauté LGBTI et des minorités religieuses.

Concernant les inégalités entre les hommes et les femmes, le plan d'action en faveur des droits de l'homme comprend des dispositions sur la lutte contre les violences faites aux femmes, sur la violence domestique et sur la protection des victimes. Les femmes participent davantage à la vie politique mais cette participation reste globalement faible: 16 % des parlementaires nouvellement élus en 2016 sont des femmes, par rapport à 12 % lors des élections précédentes. Les violences contre les femmes sont encore très répandues. La ratification de la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique n'est pas intervenue en 2016.

S'agissant des droits des enfants, la pauvreté infantile reste largement répandue en dépit des tentatives menées pour réformer le système d'aide sociale et répertorier les enfants les plus vulnérables. L'entrée en vigueur, en janvier 2016, du code de justice pour les mineurs a permis l'instauration d'un cadre juridique complet, applicable aux enfants faisant l'objet d'une procédure judiciaire, aux enfants victimes et aux enfants témoins. Le code civil a été modifié et la disposition autorisant le mariage des enfants de moins de 18 ans avec le consentement des parents sera totalement abolie à partir de janvier 2017. La Géorgie a ratifié le troisième protocole facultatif à la convention sur les droits de l'enfant, donnant ainsi aux enfants vulnérables la possibilité d'obtenir réparation si leurs droits sont violés. La Géorgie est confrontée à de hauts niveaux de pauvreté et d'inégalité même si le taux de pauvreté a baissé pour la quatrième année consécutive en 2014. La pauvreté constitue également l'une des principales causes du travail des enfants.

Le cadre juridique en vigueur permet aux partis politiques et aux organisations de la société civile de se constituer et de fonctionnement librement. Les processus législatifs et de prise de décisions politiques sont devenus de plus en plus ouverts mais les citoyens continuent de s'y impliquer de manière sporadique.

L'UE a continué de suivre de près et de soutenir les processus de réforme par un appui budgétaire, des subventions (en particulier au défenseur public des droits et aux projets relevant de l'IEDDH) et des actions conjointes avec des organisations internationales, en particulier dans les domaines de la justice, de la réforme de l'administration publique et du système pénitentiaire. Elle a aussi assuré un suivi du climat préélectoral et électoral, notamment en soutenant les réformes électorales, en procédant à un travail d'observation des médias durant le processus électoral et en contribuant à la mission d'observation électorale de l'OSCE/BIDDH par le déploiement de membres du personnel de la délégation de l'UE. La neuvième réunion UE-Géorgie consacrée au dialogue sur les droits de l'homme a eu lieu à Bruxelles en avril 2016. Par ailleurs, les questions relatives aux droits de l'homme et aux droits fondamentaux du travail sont abordées dans le cadre du processus de surveillance du SPG+ (rapport sur le schéma de préférences généralisées pour la période 2014-2015).

Le plan d'action en faveur de la démocratie a été adopté par les chefs de mission en octobre 2016 et il est pris en compte dans l'exercice de programmation conjointe réalisé avec les États membres de l'UE.

Le chef de délégation et de nombreux ambassadeurs des États membres de l'UE prennent part régulièrement à des évènements publics consacrés aux droits de l'homme pour y insister sur l'importance que revêtent la promotion et la protection de ces droits. Le défenseur public des droits est soutenu de manière bien visible par le chef de délégation, qui participe régulièrement aux évènements qu'il organise. Différentes actions sont mises en œuvre afin de donner suite à la feuille de route pour la société civile, laquelle est régulièrement informée et consultée sur des questions stratégiques. La Journée des droits de l'homme a été marquée par une série d'évènements qui ont attiré l'attention sur les réalisations du pays dans le domaine des droits de l'homme et sur les défis qu'il doit relever en la matière. Plus de dix évènements ont été organisés dans le cadre de projets soutenus par l'UE, dont une campagne contre les violences domestiques, un exposé sur l'intégration des personnes handicapées, des concours de rédaction sur les droits de l'homme et des activités de rue dans neuf villes du pays.

Une assistance déterminante est apportée via le programme "Droits de l'homme pour tous" dans le cadre du programme "Mesures spéciales 2014 en faveur de la Géorgie et de la Moldavie" (10 millions d'euros), qui complète le dialogue stratégique entre la Géorgie et l'UE. L'objectif général est de renforcer la protection des droits de l'homme dans des domaines érigés en priorités dans les accords conclus entre l'UE et la Géorgie, notamment les droits des personnes appartenant à des minorités et des groupes vulnérables, le contrôle interne et externe des services de maintien de l'ordre, la protection de la vie privée, les droits du travail ainsi que la liberté d'expression et d'information. Le programme consacré à la justice, d'un budget total de 50 millions d'euros, porte sur le secteur judiciaire, le droit administratif et le droit privé, ainsi que sur l'accès à la justice. Des actions bilatérales sont menées en coopération avec le Conseil de l'Europe; elles portent prioritairement sur la mise en œuvre des arrêts de la CEDH par les tribunaux, l'intégration citoyenne des minorités nationales, les soins de santé dans les prisons, le blanchiment d'argent, la liberté et la professionnalisation des médias, la liberté de l'internet, l'assistance électorale et le soutien de l'association des barreaux. Afin que l'administration publique géorgienne soit plus efficace, rende davantage compte de son action et soit plus transparente, une aide technique et budgétaire est apportée aux pouvoirs publics dans le cadre de la mise au point de politiques et de lois, d'une réforme de l'administration, de l'administration en ligne, de la gestion des finances publiques, de la fourniture des services publics aux citoyens, de la prévention de la corruption et de la lutte contre ce phénomène, ainsi que de l'accès des citoyens aux informations administratives. L'UE soutient également le Parlement, le médiateur et les organisations de la société civile dans les mêmes domaines (45 millions d'euros sur la période 2015-2020). En 2016, douze projets ont été mis en œuvre dans le cadre de l'IEDDH; à partir de 2016, les fonds seront regroupées avec ceux de 2017 (1,6 million d'euros). Le nouvel appel à propositions ne sera pas lancé avant 2017.

La Géorgie peut faire valoir un bilan positif en termes de ratification des instruments internationaux sur les droits de l'homme mais elle n'est pas encore partie à la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Le Conseil des droits de l'homme a adopté le résultat de l'examen périodique universel concernant la Géorgie le 17 mars 2016. Depuis 2009, la Géorgie présente chaque année devant l'Assemblée générale une résolution sur les personnes déplacées dans les territoires occupés (la dernière a été adoptée le 7 juin 2016). Durant la 33e session du Conseil des droits de l'homme, la Géorgie a décidé de reporter à 2017 son projet de résolution concernant la situation des droits de l'homme dans les régions sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie et elle a présenté à la place une déclaration conjointe pour cette même session.

À l'OSCE, la Géorgie se rallie régulièrement aux déclarations de l'UE traitant des préoccupations suscitées par la situation en matière de droits de l'homme et elle a coparrainé des projets de décisions de l'UE sur les droits fondamentaux avant de récents Conseils ministériels.

En janvier 2016, la Cour pénale internationale a ordonné une enquête sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis durant la guerre d'août 2008 en Géorgie.

Le cadre juridique de la Géorgie est progressivement aligné sur l'acquis de l'UE et plusieurs conventions internationales. D'une manière générale, le principal défi auquel la Géorgie est confrontée est d'appliquer et de faire respecter correctement la législation. Plus particulièrement, il est indispensable de renforcer la capacité des institutions à mettre en œuvre la législation dans les domaines de la lutte contre les discriminations, de l'égalité des droits et des questions d'égalité entre les hommes et les femmes. La Géorgie doit également progresser dans la mise en place d'un système d'inspection du travail afin de permettre un contrôle efficace du respect des droits fondamentaux du travail.

République de Moldavie

En 2016, la République de Moldavie (ci-après dénommée "Moldavie") a retrouvé une certaine stabilité politique, avec un gouvernement dirigé par le Premier ministre Filip, au pouvoir depuis le 20 janvier 2016. Si le Parlement a pu adopter d'importants textes législatifs, notamment dans le domaine de l'État de droit, il faut encore mettre ces textes en œuvre et le processus de réforme doit se poursuivre dans des domaines essentiels, tels que le secteur judiciaire et la lutte contre la corruption.

Dans ses conclusions sur la Moldavie de 2016[56], le Conseil de l'UE demande qu'il soit remédié à la politisation des institutions publiques et à la corruption systémique. La réforme de la justice et la nécessité d'enquêter avec résolution sur les principales fraudes bancaires ont aussi été des points majeurs inscrits à l'ordre du jour du dialogue politique entre l'UE et la Moldavie. Parmi les priorités de l'UE dans le domaine des droits de l'homme figuraient la lutte contre la torture et les mauvais traitements, la lutte contre les discriminations, la liberté de la presse ainsi que les droits des enfants et des personnes handicapées. La mise en œuvre effective des droits fondamentaux du travail est également un sujet de préoccupation, compte tenu de la restructuration envisagée du système actuel d'inspection du travail.

En 2016, un certain nombre de procès retentissants ont eu lieu, essentiellement à huis clos. Des procédures se sont poursuivies ou des dossiers ont été ouverts contre des représentants de mouvements d'opposition ainsi que contre des juges et avocats travaillant sur des affaires en vue. Des médias proches de personnalités politiques de l'opposition et des journalistes d'investigation se sont plaints de pressions et de difficultés, en raison également de l'absence de concurrence équitable dans le secteur des médias et de la concentration importante de la propriété des médias dans les mêmes mains. Les conditions de détention restent mauvaises. Les violences domestiques, qui touchent aussi bien les femmes que les enfants, sont toujours largement répandues. La traite des êtres humains demeure un problème majeur auquel les autorités n'ont pas encore fait face.

L'élection présidentielle tenue en octobre/novembre 2016 - le premier scrutin présidentiel direct depuis 1996 - s'est dans une large mesure déroulée conformément aux normes internationales, malgré certains manquements concernant le financement de la campagne, l'utilisation des ressources de l'administration et la couverture médiatique. Igor Dodon a été intronisé président le 23 décembre 2016.

Certaines réformes et décisions relatives aux droits de l'homme ont été mises en œuvre en 2016, notamment des modifications de la loi sur la lutte contre les violences domestiques, la nomination du médiateur pour les enfants, une stratégie sur les relations interethniques et une décision de la Cour constitutionnelle sur la limitation de la détention provisoire. Un autre point positif est le rétablissement d'un mécanisme national de prévention de la torture.

[56] Conclusions du Conseil sur la République de Moldavie du 15 février 2016.

En juillet 2016, l'accord d'association UE-Moldavie est pleinement entré en vigueur et le rapprochement avec la législation de l'UE dans différents secteurs s'est poursuivi, l'État de droit et les droits de l'homme, y compris les droits du travail, restant des points prioritaires de l'ordre du jour de toutes les réunions bilatérales. On peut notamment citer la session du Conseil d'association (mars), les réunions du sous-comité "Liberté, sécurité et justice" (juin), du Comité d'association (octobre) et du sous-comité "Commerce et développement durable" (novembre), ainsi que les visites bilatérales de haut niveau, telles que les visites effectuées à Bruxelles par le Premier ministre Filip (mars et octobre) et le déplacement de M. Hahn, membre de la Commission, à Chisinau (septembre).

La réunion annuelle du dialogue sur les droits de l'homme, tenue à Bruxelles le 8 juin, et les entretiens annuels sur les droits de l'homme qui se sont déroulés au niveau des experts à Chisinau le 12 décembre, avec l'OSCE, le CdE et les Nations unies, ont donné l'occasion de discuter plus en détail d'un certain nombre de questions, notamment la liberté de la presse, les mesures de lutte contre la torture et les mauvais traitements, les violences domestiques, les droits des enfants, la lutte contre la discrimination, les droits des personnes appartenant à des minorités nationales et la liberté de religion et de conviction.

Les chefs de mission de l'UE ont publié une déclaration locale sur les droits de l'homme le 15 décembre 2016; elle portait essentiellement sur le secteur judiciaire et les médias. Durant l'année, la porte-parole de la haute représentante a formulé des observations sur la transparence des audiences et les poursuites engagées contre des juges en réaction à des enquêtes de la presse.

Début 2016, une mission d'examen par les pairs, financée par l'UE, a évalué le fonctionnement des institutions moldaves chargées de faire respecter l'État de droit. Elle a formulé plusieurs recommandations pour prendre en compte les interrogations sur l'indépendance du pouvoir judiciaire et les préoccupations suscitées par la corruption.

La délégation de l'UE, accompagnée de représentants des États membres, a systématiquement assisté aux audiences pour les dossiers les plus connus.

Les consultations avec la société civile se sont poursuivies tout au long de l'année, en particulier dans la perspective d'événements liés aux droits de l'homme. En outre, lors des Journées internationales (Journée internationale des droits de l'homme, Journée mondiale de la dignité des victimes de la traite d'êtres humains, Journée internationale des femmes), la délégation de l'UE a publié des déclarations sur les médias sociaux et des représentants de la délégation ont systématiquement participé aux évènements organisés à ces occasions.

En 2016, l'UE a continué de fournir une aide financière pour des projets financés par l'instrument européen de voisinage (IEV), l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et le programme en faveur des organisations de la société civile et des pouvoirs locaux.

Dix projets ont été financés pour un montant total de 3,6 millions d'euros. Certains de ces projets avaient pour objectif prioritaire la lutte contre les discriminations; il s'agissait notamment de prévenir les discriminations et les mauvais traitements à l'encontre des enfants dans le cadre du système judiciaire, de lutter contre la discrimination des Roms et la discrimination des personnes LGBTI et de soutenir le système mis en place au niveau national pour combattre les discriminations. D'autres projets concernaient les droits des personnes handicapées, la prévention de la torture et des mauvais traitements, l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre les violences domestiques, les médias et le soutien des enfants et familles vulnérables.

La délégation de l'UE a, en outre, lancé un appel local à propositions dans le cadre de l'IEDDH afin d'établir des projets concernant la préparation des élections, l'observation des procès, la liberté d'expression et la protection des droits des personnes appartenant à des minorités.

Par ailleurs, les États membres ont continué de financer des projets soutenant la société civile et couvrant une large gamme de questions en rapport avec les droits de l'homme.

Deux cents recommandations ont été formulées à l'issue du deuxième examen périodique universel effectué par les Nations unies le 4 novembre 2016. La Moldavie a annoncé qu'elle en suivrait 197, trois n'étant pas acceptées, dont l'appel lancé pour que le pays ratifie la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, qu'il a signée en 2002.

En dépit de certaines améliorations apportées au cadre juridique concernant le financement des partis et les campagnes électorales, certaines des recommandations émises par les observateurs internationaux doivent encore être suivies d'effet, notamment celles portant sur les restrictions excessives applicables aux donations émanant d'électeurs issus de la diaspora et sur l'absence de sanctions adéquates en cas de partialité de la couverture médiatique.

Ukraine

La situation globale des droits de l'homme en Ukraine est très largement influencée par le conflit dans l'est du pays et l'annexion illégale de la péninsule de Crimée par la Fédération de Russie, qui continuent d'être à l'origine de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Il existe par ailleurs d'autres motifs d'inquiétude: les discriminations pour différentes raisons, la sécurité des journalistes, la torture et les mauvais traitements ainsi que la protection des groupes vulnérables. Au nombre des évolutions positives figurent les modifications législatives dans le domaine judiciaire.

L'UE s'est fixé pour priorités de veiller à ce que les responsables de tous les délits commis durant le conflit armé en cours rendent des comptes, de soutenir la réforme des institutions chargées du maintien de l'ordre, de contribuer à la protection contre les mauvais traitements et la torture, de défendre les réformes électorales, de promouvoir la liberté de la presse et la liberté de réunion et d'œuvrer à la protection des droits des personnes appartenant aux minorités nationales.

Dans la péninsule de Crimée, la situation des Tatars de Crimée reste particulièrement préoccupante, ainsi que celle des journalistes et des autres personnes qui s'opposent ouvertement à l'annexion illégale. Les activités du Mejlis, l'organe autonome des Tatars de Crimée, ont été qualifiées d'extrémistes et interdites en avril 2016 par la prétendue Cour suprême de Crimée; cette décision a été confirmée en septembre de la même année par la Cour suprême de la Fédération de Russie.

L'État de droit et l'ordre public continuent de s'effondrer dans l'est de l'Ukraine, dans la région qui n'est pas sous le contrôle du gouvernement. Les cas les plus graves de torture, de mauvais traitements et d'impunité sont signalés en particulier dans les régions échappant au contrôle du gouvernement ukrainien. Dans le même temps, celui-ci a aussi été critiqué par des organismes internationaux de surveillance pour des cas de disparition forcée, de détention arbitraire et de mauvais traitements.

L'UE a instamment demandé aux autorités d'adopter une stratégie d'intégration à long terme en faveur des personnes déplacées à l'intérieur du pays et de reprendre les versements des prestations sociales et des retraites qui avaient été suspendus en attendant la vérification du lieu de résidence des personnes concernées.

Certaines avancées ont eu lieu concernant les violations des droits de l'homme commises durant les manifestations sur la place Maïdan et les évènements violents survenus à Odessa le 2 mai 2014, mais seuls quelques responsables ont été traduits en justice. Le nombre d'attaques physiques contre les journalistes a diminué et l'impunité des responsables de ces attaques est également en baisse. Le manque de sécurité pour les journalistes reste un problème, en partie parce que différentes sources ukrainiennes ont publié les données personnelles de journalistes ayant travaillé dans les zones séparatistes. La réforme du service public de radiodiffusion a quelque peu progressé.

Au nombre des modifications législatives nécessaires figurent une interdiction de toutes les formes de discrimination, y compris les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, l'élaboration du nouveau code du travail et de la nouvelle loi sur la lutte contre les discriminations et la préservation des droits des personnes appartenant aux minorités nationales dans la nouvelle loi sur l'éducation.

Les réformes engagées ont connu en 2016 plusieurs évolutions majeures, notamment l'adoption par le Parlement des modifications de la Constitution concernant le pouvoir judiciaire et leur entrée en vigueur. L'accès à la justice s'est amélioré grâce à une augmentation de l'aide juridique. L'Ukraine a aussi sensiblement progressé sur le plan législatif et institutionnel dans la lutte contre la corruption, en mettant en place le cadre institutionnel et en lançant un système de déclarations en ligne pour les fonctionnaires.

Le gouvernement a adopté une stratégie nationale ambitieuse en faveur des droits de l'homme, ainsi que le plan d'action correspondant, avec des échéances précises et une définition claire des responsabilités. Il convient de s'assurer que des ressources suffisantes seront prévues pour la mise en œuvre. La réforme du secteur de la sécurité civile s'est poursuivie et la mission de conseil de l'UE en Ukraine (EUAM Ukraine) a joué un rôle déterminant pour soutenir les autorités ukrainiennes dans les efforts qu'elles ont consentis pour mieux faire respecter l'État de droit, améliorer l'efficacité et la qualité dans la fourniture des services et renforcer la confiance des citoyens à l'égard de la police et du pouvoir judiciaire.

L'UE et l'Ukraine ont poursuivi leur dialogue constructif sur les questions relatives aux droits de l'homme. La session annuelle du dialogue sur les droits de l'homme s'est tenue à Kiev en juillet 2016. Parmi les sujets discutés figuraient la situation des droits de l'homme dans la péninsule de Crimée et les zones de l'est de l'Ukraine échappant au contrôle du gouvernement, les droits des personnes déplacées à l'intérieur du pays, les enquêtes sur les évènements survenus sur la place Maïdan et à Odessa, la prévention des mauvais traitements et de la torture, la législation sur les médias et la sécurité des journalistes, la non-discrimination et les droits de l'homme des personnes LGBTI, et la situation des citoyens ukrainiens détenus illégalement en Russie.

Les droits de l'homme ont aussi figuré à l'ordre du jour du Sommet UE-Ukraine, du Conseil d'association et du Comité d'association, ainsi qu'au programme des nombreuses visites effectuées par des membres de la Commission et d'autres hauts fonctionnaires représentant des institutions de l'UE ou des États membres. La délégation de l'UE à Kiev a des contacts réguliers avec les autorités ukrainiennes, y compris le commissaire du Parlement ukrainien pour les droits de l'homme (ou médiateur).

L'UE entretient un dialogue permanent avec les organisations de défense des droits de l'homme, tant en Ukraine qu'à Bruxelles, y compris grâce à une série de consultations avant les sessions du dialogue sur les droits de l'homme. La délégation a organisé un certain nombre d'évènements, par exemple sur l'égalité hommes-femmes avec le Parlement ukrainien et lors de la Journée des droits de l'homme avec le médiateur.

La HR/VP et sa porte-parole ont diffusé plusieurs déclarations demandant la libération de citoyens ukrainiens détenus illégalement en Russie, dont Nadia Savtchenko, qui a été finalement libérée. La délégation de l'UE à Moscou a assisté à plusieurs audiences. La porte-parole de la HR/VP a aussi publié des déclarations pour attirer l'attention sur la situation des Tatars de Crimée, y compris l'interdiction des activités du Mejlis et la manière dont son dirigeant, Ilmi Umerov, est traité.

L'UE a continué de soutenir le travail effectué par la société civile ukrainienne et les défenseurs ukrainiens des droits de l'homme sur les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels et sur la démocratisation, via l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et le programme de soutien à la société civile ukrainienne, financé par l'instrument européen de voisinage (IEV). Actuellement, l'UE a recours à ces instruments pour soutenir 15 projets en tout pour un montant de 9,74 millions d'euros dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie, concernant par exemple les droits des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, le renforcement des médias indépendants et le rôle de la société civile dans le processus de réforme. Un nouvel appel à propositions a été lancé en novembre. Via l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix, l'UE soutient notamment le travail de la mission d'observation des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine.

L'Ukraine a ratifié la plupart des principaux instruments en matière de droits de l'homme et elle coopère de manière satisfaisante dans ce cadre. Adoptées en été, les modifications de la Constitution portant sur le pouvoir judiciaire permettront aussi la ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), même si cela n'interviendra qu'après une période de transition de trois ans. Depuis novembre 2013, l'Ukraine a diffusé deux déclarations acceptant la compétence de la CPI sur son territoire. Elle a signé la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique mais le Parlement n'est pas parvenu à la ratifier en 2016.

Le Sous-comité des Nations unies pour la prévention de la torture s'est rendu en Ukraine en mai pour y effectuer une visite, qu'il a poursuivie en septembre après qu'il l'avait suspendue car il s'était vu refuser un accès à l'ensemble des centres de détention.

Motivant sa décision par les conséquences du conflit en cours, l'Ukraine a signifié qu'elle dérogerait à certaines des obligations lui incombant en vertu du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la convention européenne des droits de l'homme. Elle s'est engagée à mettre en place un mécanisme permettant au Parlement de revoir ces dérogations à intervalles réguliers et en toute indépendance.

Dans le cadre du conflit armé en cours dans l'est de l'Ukraine et la péninsule de Crimée annexée illégalement, les droits de l'homme et le droit humanitaire international doivent être respectés par toutes les parties. Les acteurs internationaux des droits de l'homme doivent pouvoir accéder librement et sans restriction à l'ensemble du territoire ukrainien, y compris la Crimée et Sébastopol. La stratégie nationale en faveur des droits de l'homme et le plan d'action correspondant sont très complets. Pour leur mise en œuvre, le pays doit veiller à disposer d'outils soigneusement élaborés et de ressources suffisantes.

République arabe d'Égypte

L'Égypte peine à avancer dans sa transition vers la démocratie, un processus lancé par le renversement du président Moubarak en 2011. Il est vrai qu'elle est confrontée à un environnement très complexe marqué par le terrorisme, de graves difficultés sociales et économiques et des crises régionales. Il n'en demeure pas moins qu'il lui est difficile de progresser dans les domaines des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Convaincue que la liberté de réunion et d'expression, le respect de la légalité, les défenseurs des droits de l'homme/organisations de défense des droits de l'homme et la lutte contre la discrimination sont indispensables à la bonne gouvernance et à la stabilité à long terme, l'UE s'est fixé les grandes priorités ci-après en Égypte: le respect de l'État de droit, le respect de la légalité, les enquêtes sur les abus, l'espace dévolu à la société civile et la tolérance envers celle-ci ainsi que la lutte contre la discrimination fondée, notamment, sur le sexe, l'âge ou les convictions religieuses.

Les cas de détention arbitraire et les détentions provisoires de longue durée prévues par la loi controversée de 2013 sur les protestations continuent de susciter des préoccupations, ainsi que le renvoi de civils devant des tribunaux militaires, qui est toujours d'actualité, les procès de masse et les peines de mort. Les condamnations prononcées contre des manifestants et des militants et l'augmentation de la pression exercée sur les journalistes, les organisations culturelles, les chercheurs et les défenseurs des droits de l'homme/organisations de défense des droits de l'homme, non seulement par des interdictions de déplacement mais aussi par des arrestations et des emprisonnements, constituent aussi une source d'inquiétude. En outre, des cas de torture et de disparitions forcées, des exemples de mauvaises conditions de détention et des situations de recours excessif à la force par la police sont toujours régulièrement signalés. De lourdes condamnations pour diffamation de la religion continuent d'être prononcées, la répression continue de s'abattre sur la communauté LGBTI, les violences à caractère sexuel et sexiste sont toujours répandues (des avancées sont toutefois enregistrées avec l'adoption d'une nouvelle loi) et la pratique du travail des enfants se poursuit.

L'élection d'une nouvelle chambre des représentants, y compris une commission des droits de l'homme, constitue une étape positive. Il en va de même pour des dossiers liés à l'obligation de rendre des comptes, avec notamment des poursuites engagées contre des policiers ayant commis des abus et, parfois, leur emprisonnement. La mise en place d'une politique plus énergique de protection des minorités religieuses, en particulier des Chrétiens, et des droits de femmes, notamment des mesures visant à décourager la pratique des mutilations génitales féminines, est aussi une amélioration bienvenue.

Des dossiers majeurs en matière de droits de l'homme ont été abordés à un haut niveau tout au long de l'année par le chef de délégation/chargé d'affaires, ainsi qu'à l'occasion des visites de haut niveau effectuées par des représentants du niveau central (HR/VP, députés européens, COPS, coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme et membres de la Commission). Des réunions entre la délégation de l'UE et le service chargé des droits de l'homme et des affaires sociales au ministère des affaires étrangères ont eu lieu à intervalles réguliers; à ces différentes occasions, la délégation a abordé des dossiers importants en matière de droits de l'homme et elle a formulé des demandes de renseignements concernant des dossiers particulièrement préoccupants, notamment la détention de défenseurs des droits de l'homme, la situation juridique des organisations de défense des droits de l'homme faisant l'objet de pressions et le nouveau projet de loi sur les ONG, adopté par le Parlement en novembre 2016. Une session du sous-comité UE-Égypte chargé des migrations et des affaires sociales et consulaires s'est tenue le 21 janvier. La réunion consacrée aux affaires sociales a permis à l'UE d'aborder des aspects liés aux droits des femmes, des enfants, des personnes handicapées et d'autres catégories défavorisées de la société.

L'UE a exprimé de manière répétée ses préoccupations par des déclarations et en prenant des initiatives formelles et informelles visant à encourager les autorités égyptiennes à permettre aux organisations de la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme d'agir en toute indépendance, à l'abri de toute forme d'intimidation.

Durant les visites de l'UE à haut niveau, la délégation de l'UE a organisé des réunions avec des organisations de défense des droits de l'homme/des défenseurs des droits de l'homme de premier plan pour discuter de la situation en la matière dans le pays et de la situation de la société civile en particulier.

L'UE a régulièrement rencontré des défenseurs des droits de l'homme pour débattre de questions pertinentes dans le domaine. Des réunions du groupe informel de l'UE sur les droits de l'homme se sont tenues une fois par mois; elles ont été l'occasion de discuter des évolutions et des préoccupations en matière de droits de l'homme. Des défenseurs des droits de l'homme, des membres du Conseil national des droits de l'homme, des parlementaires et d'autres interlocuteurs actifs dans le domaine des droits de l'homme ont été invités comme orateurs. La délégation de l'UE et des États membres de l'UE ont observé des procès importants du point de vue des droits de l'homme.

La porte-parole de la HR/VP a fait au total quatre déclarations pour relayer les préoccupations suscitées par la situation des droits de l'homme en Égypte, par l'instauration d'interdictions de déplacement, par les gels d'avoirs, par les citations en justice dont ont fait l'objet des défenseurs des droits de l'homme ainsi que par la mise en accusation des trois dirigeants du syndicat de la presse et leur condamnation à deux ans de prison.

Le 8 mars, le Parlement européen a adopté une résolution non contraignante[57], recommandant la suspension de l'aide et de l'assistance militaires à l'Égypte pour des équipements utilisés à des fins de répression interne, en raison de l'enlèvement et du meurtre au Caire du doctorant italien Giulio Regeni, qui avait aussi été brutalement torturé, en soulignant que ce n'était pas un incident isolé, mais qu'il s'était produit dans une période, depuis ces dernières années, où la torture, les morts en détention et les disparitions forcées étaient répandues en Égypte.

L'UE a continué de mentionner l'Égypte dans le cadre de la déclaration formulée au titre du point 4 au Conseil des droits de l'homme, pour exprimer ses graves préoccupations au sujet de la situation des droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué d'apporter un soutien financier à des projets en faveur des droits de l'homme, dans le cadre de toute une série d'instruments (IEDDH, programmes ICD-ANE[58] et CSO-LA[59], mécanisme de voisinage en faveur de la société civile, allocation globale au titre de l'IEVP, enveloppes bilatérales au titre de l'IEVP).

La délégation de l'UE au Caire gère actuellement 67 subventions dans le domaine des droits de l'homme (27 millions d'euros). Les projets financés par l'UE contribuent directement à la promotion et à la protection des droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels. Les activités visent en priorité à combattre toutes les formes de discrimination (qu'elle soit fondée sur le sexe ou d'ordre religieux ou culturel) ainsi que les mutilations génitales féminines et la traite des êtres humains. En outre, elles renforcent les droits des femmes, les droits des enfants, les droits des migrants, les droits des personnes handicapées, l'accès à la justice, l'accès à la culture, la diversité culturelle et la gouvernance au niveau local.

Par l'intermédiaire du programme régional de développement et de protection (PRDP), l'UE soutient le HCR dans les efforts qu'il déploie pour répondre aux besoins de protection internationale de personnes déplacées en Égypte, en améliorant l'enregistrement et le processus de détermination du statut de réfugié, les capacités de traitement en matière de réinstallation, ainsi que les conditions d'accueil, y compris dans les centres de rétention.

---

57 Résolution du Parlement européen du 10 mars 2016 sur l'Égypte, en particulier sur le cas de Giulio Regeni (2016/2608(RSP)).

58 Programme "Instrument de coopération au développement — acteurs non étatiques".

59 Programme en faveur des organisations de la société civile et des autorités locales.

En 2016, le plan d'action II de l'UE sur l'égalité des sexes (2016-2020) a été adopté. Au niveau national, il a été transposé dans un cadre de mise en œuvre et de suivi pour l'Égypte, élaboré conjointement entre l'UE et les États membres. Ce cadre prévoit de donner la priorité à des objectifs précis dans les domaines de l'autonomisation des femmes et de l'égalité entre les sexes, qui doivent être atteints grâce à un dialogue politique et à un dialogue sur l'action à mener ainsi que par le biais d'une assistance financière et d'autres moyens, tels que des activités de recherche. Un premier rapport, décrivant l'approche adoptée au niveau du pays pour mettre en œuvre le plan d'action II sur l'égalité des sexes, a été présenté au niveau central en novembre 2016, y compris un rapport sur le changement de culture institutionnelle en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'émancipation des femmes et une description de la suite qu'il est envisagé de donner dans ce cadre.

Il est impératif qu'il soit démontré que des améliorations notables ont été apportées pour ce qui est de libertés fondamentales comme la liberté de réunion, d'expression et d'association. Il s'agirait notamment de garantir en toutes circonstances la liberté de mouvement et d'association des défenseurs des droits de l'homme, de lever les gels des avoirs et de mettre un terme à toutes les formes de harcèlement - y compris judiciaires - à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et des organisations actives dans ce domaine en Égypte, d'adopter de nouvelles législations et d'améliorer la législation en vigueur, en ce y compris une nouvelle loi sur les ONG, ainsi qu'une série de lois sur la liberté de réunion, en conformité avec la Constitution de l'Égypte et les normes internationales.

État d'Israël

La situation globale en Israël a été marquée par l'adhésion à la gouvernance démocratique et le respect de l'État de droit. Dans l'ensemble, les droits et les libertés fondamentales des citoyens israéliens ont été protégés, bien que les minorités, en particulier les Arabes israéliens, aient rencontré des obstacles à l'exercice de l'intégralité de leurs droits. Au cours de la période à l'examen, un certain nombre d'évolutions législatives de nature potentiellement non démocratique ont été observées, donnant notamment lieu à une réduction de l'espace dévolu à la société civile. Dans le territoire palestinien, où des obligations particulières incombent à Israël en raison de son rôle de puissance occupante, la situation difficile en matière de droits de l'homme s'est poursuivie.

Dans le cadre des relations avec Israël, les objectifs de l'UE ont trait à la situation des minorités et des groupes vulnérables, à la préservation des valeurs démocratiques et aux responsabilités qui incombent à Israël en tant que puissance occupante, notamment en ce qui concerne les enfants en temps de conflit armé.

Les minorités arabe et bédouine ont continué à rencontrer des difficultés pour exercer leurs droits économiques et sociaux fondamentaux. La Cour suprême a confirmé une décision autorisant la démolition des villages bédouins d'Umm al-Hiran et d'Atir, que le gouvernement prévoyait de remplacer par des colonies juives et une forêt nationale. La Knesset a adopté la loi dite d'expulsion, qui permet d'exclure un membre élu de la Knesset sur décision adoptée à une majorité représentant ¾ des députés. Cette loi visait principalement les membres arabes de la Knesset, les motifs possibles d'expulsion étant l'incitation à la violence ou au racisme et le soutien aux conflits armés contre Israël.

Israël a poursuivi sa politique de prévention et de dissuasion vis-à-vis des migrants irréguliers et des demandeurs d'asile. Il a continué à encourager la population d'environ 40 000 migrants irréguliers se trouvant actuellement à l'intérieur du pays à se relocaliser dans des pays tiers, notamment le Rwanda et l'Ouganda. De nouvelles règlementations devant encore être mises en œuvre font peser une menace de détention illimitée sur ceux qui refusent de quitter le pays après que leurs demandes d'asile ont été rejetées.

La loi sur les exigences de transparence destinées aux parties soutenues par des entités étatiques étrangères adoptée en juillet impose aux ONG dont plus de la moitié du financement provient de gouvernements étrangers à déclarer chaque année cet état de fait au registre des associations, qui publie une liste desdites ONG. Elle exige également des ONG qu'elles fassent cette déclaration dans leurs publications officielles, en précisant les noms des pays concernés. L'exigence imposée aux ONG d'identifier leurs donateurs étrangers ne s'applique pas aux financements privés.

Au cours de l'année passée, 109 palestiniens et 17 israéliens (ou civils étrangers) ont été tués dans le territoire palestinien occupé (Jérusalem-Est, Cisjordanie et bande de Gaza). Les pertes palestiniennes élevées ont suscité des préoccupations quant à un recours excessif à la force par les forces de sécurité israéliennes. En mars, un soldat des FDI a tué par balle un assaillant palestinien déjà immobilisé et allongé au sol, et a ensuite été traduit en justice devant un tribunal militaire israélien. Le nombre de personnes placées en détention administrative est passé de 584 en décembre 2015 à 644 en août 2016. Plusieurs palestiniens placés en détention administrative ont commencé une grève de la faim et certains détenus emblématiques y ont mis fin après que des accords ont apparemment été conclus avec les autorités israéliennes, aux termes desquels les décisions de détention les concernant ne seraient pas renouvelées. En raison d'exceptions prévues par la loi sur la jeunesse couramment appliquées à l'encontre de mineurs de Jérusalem-Est accusés d'atteintes à la sécurité, ceux-ci ont fait l'objet d'un traitement juridique de fait similaire à celui qui s'applique au titre des lois et pratiques militaires d'Israël en vigueur en Cisjordanie. Le pays a poursuivi sa politique de démolition punitive d'habitations d'assaillants palestiniens à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. La situation humanitaire à Gaza est restée désastreuse et les restrictions à la circulation depuis et vers Gaza extrêmement contraignantes, bien qu'elles aient été considérablement allégées après le conflit de 2014. Le produit intérieur brut (PIB) réel de Gaza a chuté de près d'un tiers au cours des 20 dernières années et le taux de chômage a atteint 43 %, malgré la mise en place de mesures telles que l'octroi, pour la première fois depuis 2007, d'autorisations d'exporter des produits originaires de Gaza en Israël et en Cisjordanie.

En 2016, le plan quinquennal du gouvernement visant à renforcer l'intégration économique et sociale des citoyens arabes d'Israël a été lancé (2,4 millions d'euros de nouveaux financements et 1,3 million d'euros au titre de projets existants). La Knesset a adopté une décision limitant à 12 mois la durée de détention des demandeurs d'asile. Le pays a abandonné sa politique de non-restitution des corps d'assaillants palestiniens originaires de Jérusalem-Est (sauf pour les personnes affiliées au Hamas); le dernier corps a été restitué en septembre 2016.

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec Israël dans différents cadres. Au cours de sa réunion annuelle, le sous-comité sur le dialogue politique a discuté de la situation des droits de l'homme en Cisjordanie et à Gaza. Le groupe de travail informel sur les droits de l'homme a évoqué la situation en matière de droits de l'homme à l'intérieur d'Israël, notamment la situation des minorités, les conditions de détention, y compris celles des mineurs, la liberté d'association et la responsabilisation des forces de sécurité et des agents des services répressifs. Le groupe de travail informel sur les organisations internationales a discuté des sujets suivants: la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies, les résolutions de celle-ci, la Commission de la condition de la femme, l'Assemblée mondiale de la santé, l'UNESCO, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, la réforme des Nations unies, la sélection à venir d'un nouveau Secrétaire général des Nations unies, les objectifs de développement durable, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et les opérations de maintien de la paix. Le sous-comité sur la migration, la santé et les questions sociales a abordé la migration irrégulière et les politiques d'Israël en matière d'asile. Le séminaire UE-Israël sur la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme a été l'occasion de procéder à un échange de vues et d'échanger des idées de politiques et des approches pratiques visant à relever ces défis.

L'UE a continué de dialoguer avec les organisations de la société civile dans le cadre de consultations et de réunions d'information régulières. La délégation de l'UE a organisé une consultation de dix-huit organisations de la société civile en amont des réunions du groupe de travail informel sur les droits de l'homme et du sous-comité sur le dialogue politique. Elle a mené régulièrement des activités de diplomatie publique axées sur les questions liées aux droits de l'homme; elle a notamment prononcé des discours et participé à des événements. Pendant le ramadan, elle a invité des représentants de la communauté arabe, principalement, à un dîner de l'iftar organisé à la résidence. En novembre, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, une action d'information a également été organisée à la résidence afin de mettre en lumière l'engagement renouvelé de l'UE à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles. À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, une manifestation spéciale sur la protection de la liberté d'opinion et d'expression a été organisée à l'Université hébraïque de Jérusalem, en coopération avec le centre Minerva pour les droits de l'homme. David Kaye, Rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, en a été l'orateur principal.

Dans le cadre de l'IEDDH, l'UE a apporté son soutien à la rédaction de plusieurs rapports stratégiques, qui ont été diffusés lors de réunions politiques d'information ou présentés aux organes compétents des Nations unies par les bénéficiaires. Un rapport officieux à l'intention du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a, par exemple, été rédigé par le Centre Rackman de l'Université Bar-Ilan. Un autre rapport officieux a été rédigé et présenté au Comité des Nations unies contre la torture en vue de son cinquième examen d'Israël. Les activités menées dans le cadre d'autres projets financés par l'UE ont également consisté en deux réunions d'information organisées par Yesh Din, dont l'une a porté sur leur document de prise de position décrivant "l'adoption silencieuse du rapport Lévy" sur l'autorisation rétroactive de la construction illégale de colonies en Cisjordanie.

La mise en œuvre de la stratégie par pays en matière de droits de l'homme et de démocratie s'est poursuivie dans le cadre de "sous-groupes des droits de l'homme" locaux, constitués de représentants de la délégation de l'UE et des États membres se consacrant aux principales priorités. Il a ainsi été possible de mieux coopérer et de partager la charge de manière plus équilibrée entre les ambassades et la délégation sur les questions relatives aux droits de l'homme, l'objectif étant de renforcer les messages adressés aux autorités israéliennes.

L'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets par l'intermédiaire de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). Vingt-huit projets menés au titre de l'IEDDH étaient en cours en 2016. Aucun appel à propositions n'a été publié, afin de combiner les dotations budgétaires pour 2016 et 2017 (2,5 millions d'euros) en un unique appel lancé au début de 2017. Des projets en cours sont axés sur le renforcement d'un environnement favorable aux organisations de la société civile et la promotion des droits de l'homme; la promotion des droits des groupes et des minorités vulnérables en Israël; et l'amélioration du respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris les droits des enfants dans le cadre des conflits armés.

Le cinquième examen périodique d'Israël par le Comité des Nations unies contre la torture a eu lieu les 3 et 4 mai. Israël a réaffirmé qu'il était disposé à intégrer la définition de la torture dans son droit national. L'ONG *Public Committee Against Torture in Israel* (PCATI) a accueilli cette déclaration avec satisfaction tout en faisant part de sa préoccupation quant à la longueur du processus de rédaction de la loi; à ce jour, la définition n'a pas été intégrée et le gouvernement ne s'est pas fixé de délai pour ce faire.

La dernière visite en date d'un Rapporteur spécial thématique des Nations unies a été effectuée par le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes (du 12 au 22 septembre 2016). Israël a refusé de coopérer avec les rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé. En janvier, M. Wibisono a démissionné de son poste de Rapporteur spécial, déplorant qu'Israël ne lui ait jamais donné accès au territoire palestinien occupé.

Il existe encore une marge de manœuvre pour intégrer explicitement le principe de non-discrimination et d'égalité dans les lois fondamentales d'Israël. L'UE continuera à encourager Israël à adresser une invitation permanente à tous les mécanismes relevant des procédures spéciales des Nations unies.

Autorité palestinienne (territoire palestinien occupé)

Remarque préliminaire: Il convient de distinguer les responsabilités de l'Autorité palestinienne (AP) de celles qui incombent à Israël en tant que puissance occupante. Le présent rapport se réfère aux responsabilités de l'AP en Cisjordanie et à celles des autorités de fait à Gaza (bien que, formellement, le gouvernement de Ramallah soit aussi responsable de Gaza).

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé n'a pas connu de changement important ni de détérioration substantielle. Quelques améliorations sont intervenues en matière d'État de droit, par exemple l'adoption de la loi sur la protection de la jeunesse. L'organisation d'élections législatives dans le territoire palestinien occupé n'a que trop tardé (les dernières élections remontent à 2006). Les mandats du président et du parlement ont expiré. Les élections locales, qui auraient dû se tenir le 8 octobre, ont été repoussées. Le respect de la liberté d'expression, de la liberté de réunion et de la liberté des médias ne s'est pas amélioré; elles ont été davantage réprimées au moyen de harcèlement, de menaces et, parfois, d'arrestations arbitraires de journalistes. Vingt-et-une condamnations à mort ont été prononcées à Gaza, mais aucune en Cisjordanie, grâce à un moratoire.

Dans l'ensemble, les libertés fondamentales et les droits de l'homme sont inscrits dans la loi fondamentale palestinienne, mais leur mise en œuvre effective n'est souvent pas garantie.

La priorité de l'UE est le renforcement continu des capacités de l'AP et la sensibilisation de la population, ce qui passe par des réformes de la gouvernance des institutions chargées de la sécurité et des institutions judiciaires. Une autre priorité est le renforcement des organisations de la société civile (OSC) et l'accroissement de la participation des citoyens à la vie politique. La nouvelle stratégie européenne conjointe en matière de soutien (financier), mise au point dans le courant de 2016 en coopération avec l'AP, traduit ces objectifs pour la période de quatre ans à venir. La mission déployée dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE et le bureau de coordination de l'UE pour le soutien de la police palestinienne (EUPOL COPPS) ont également offert des services d'assistance consultative dans le domaine de la sécurité et de la justice. Ces travaux se poursuivront.

Des problèmes se posent dans différents domaines, en particulier en ce qui concerne l'égalité des sexes, les violences (domestiques) à l'égard des femmes et les discriminations à l'égard des personnes LGBTI. Les personnes handicapées continuent de souffrir d'exclusion sociale. Les détentions arbitraires sont également restées une source de préoccupation. Des cas de torture et de mauvais traitements dans les centres de détention ont été régulièrement signalés. De lourdes pressions pèsent encore sur la liberté d'expression à Gaza, où des journalistes sont victimes d'agressions. Les accusations de corruption sont fréquentes. En dépit de certaines améliorations en ce qui concerne le respect du principe de l'État de droit, le risque de défaillances concernant l'indépendance, l'obligation de rendre des comptes et la transparence de l'appareil judiciaire continue de poser problème, notamment en raison d'ingérences du pouvoir exécutif dans les activités du pouvoir judiciaire. En outre, les progrès ont été limités voire inexistants sur les réformes, attendues de longue date, du cadre législatif et institutionnel qui doivent garantir une gouvernance efficace, la coopération interinstitutionnelle et le respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme. En particulier, la modification de la *loi sur l'autorité judiciaire* visant clarifier les rôles, les responsabilités et les mandats des institutions du corps judiciaire est toujours attendue. Cette clarification est particulièrement cruciale pour l'administration des tribunaux. La *loi sur la police* n'a toujours pas été adoptée à cause d'un débat en cours sur le caractère civil de la police et les compétences qui y sont liées. La nomination de la Cour suprême constitutionnelle par le président s'est faite sans consultation des mouvements politiques et des OSC. Il n'existe pas de procédures juridiques clairement établies et aisément accessibles au public en ce qui concerne la Cour. Le projet de stratégie pour le secteur de la sécurité pour la période 2017-2022 n'a pas encore été adopté.

Des progrès ont été accomplis en faveur de la participation du grand public aux projets de loi et à d'autres initiatives juridiques. Toutefois, toutes les initiatives ne font pas l'objet d'une participation du public et des OSC.

Quelques améliorations ont été apportées à l'environnement de l'État de droit, notamment grâce à l'adoption de la *loi sur la protection de la jeunesse*. En outre, la mise au point et l'adoption du programme stratégique national, qui est doté d'une structure claire axée autour d'actions et d'objectifs, devraient permettre de disposer d'un instrument de gouvernance approprié pour améliorer le travail législatif et sa mise en œuvre.

L'UE a continué de mener des discussions avec l'AP sur la question des droits de l'homme et de la démocratie. En raison de sa politique de refus des contacts, l'UE n'a pas mené d'activités similaires avec les autorités de fait du Hamas à Gaza. Les questions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie ont été discutées lors de la réunion du comité mixte UE-Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui s'est tenue en juin et a été précédée par une réunion du sous-comité sur les droits de l'homme, la bonne gouvernance et l'État de droit en mars. Les points les plus essentiels ont également été évoqués par la HR/VP lors d'une réunion tenue en juin avec le président Abbas, à Bruxelles. Le Bureau du représentant de l'UE à Jérusalem (EUREP) a réalisé de nombreuses actions au niveau local; il a notamment fait des déclarations locales, effectué des visites de sites, assisté à des audiences judiciaires et mené des activités formelles et informelles. Les sujets de préoccupation ont été régulièrement évoqués au cours de réunions avec les interlocuteurs palestiniens. L'EUREP a dialogué avec des OSC afin de recueillir des informations et d'expliquer et promouvoir la position de l'UE. Il est difficile de mesurer l'effet de toutes ces activités. Elles ont assurément contribué à promouvoir les questions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie dans la sphère publique et, ainsi, à y sensibiliser davantage les Palestiniens. L'UE a soutenu la création d'unités chargées des droits de l'homme et de l'égalité des sexes au sein de ministères clés, tels que les ministères de l'intérieur et de la justice.

Une longue série de mesures de soutien aux défenseurs des droits de l'homme a été mise en œuvre par l'UE, en particulier au niveau local, dans des cas d'arrestations de Palestiniens par les forces israéliennes, qu'il s'agisse d'arrestations judiciaires ou de détentions administratives, notamment d'enfants âgés de 12 à 18 ans, et également en ce qui concerne les communautés bédouines. De nombreuses réunions ont été tenues à Bruxelles et en Cisjordanie afin de soutenir des OSC de défense des droits de l'homme. L'EUPOL COPPS a tenu de nombreuses réunions avec différentes OSC de défense des droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué à fournir un soutien financier à des projets financés au titre de l'instrument européen de voisinage (IEV), plus particulièrement en soutenant toutes les autorités compétentes via le mécanisme PEGASE (acronyme de mécanisme "palestino-européen de gestion et d'aide socioéconomique) de soutien financier direct, dans le cadre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix et des fonds PESD (pour l'EUPOL COPPS). Les fonds de l'UE consacrés à des projets d'aide humanitaire ont complété ce large éventail d'interventions.

Le mécanisme PEGASE a assuré un financement continu des actions menées par l'AP, notamment dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie, y compris le principe de l'État de droit (l'enveloppe totale pour PEGASE en 2016 s'élevait à 155 millions d'euros, dont une partie seulement pouvait être affectée directement à des activités relatives aux droits de l'homme et à la démocratie). Ont été mis à disposition 8,1 millions d'euros pour la gouvernance, 9,17 millions d'euros pour l'EUPOL COPPS et 3 millions d'euros pour l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix. L'un des résultats positifs, dans une perspective transversale, est l'élaboration et l'adoption du programme stratégique national par le gouvernement. Le financement octroyé a permis de renforcer les capacités et des subventions ont contribué aux activités d'OSC.

En 2014, le président Abbas a signé sans réserve les instruments d'adhésion à 55 traités internationaux humanitaires, diplomatiques ou relatifs aux droits de l'homme. L'OLP a signé, en tant que membre l'Organisation de la coopération islamique (OCI), la déclaration du Caire sur les droits de l'homme et, en tant que membre de la Ligue arabe, la charte arabe des droits de l'homme. Plusieurs organismes des Nations unies sont chargés des questions relatives aux droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé.

Malgré l'adhésion à la convention des Nations unies contre la torture en mars 2014 et le décret présidentiel de mai 2013 confirmant l'engagement des autorités palestiniennes à interdire toutes les formes de torture, des plaintes ont continué de faire état d'actes de torture et de mauvais traitements dans les centres de détention, tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

Des obstacles aux progrès futurs pourraient se dresser si la situation politique globale se détériore et que la stabilité relative de l'AP est affaiblie. Cela pourrait se produire si l'impasse dans laquelle se trouve la réalisation de la solution fondée sur la coexistence de deux États se poursuit, et en particulier si les activités de colonisation d'Israël continuent de s'intensifier comme cela a été le cas en 2016.

Royaume hachémite de Jordanie

En 2016, les questions relatives à la démocratie et à l'État de droit ont connu un certain nombre d'évolutions positives. Toutefois, ces avancées ne sauraient éclipser le rétrécissement de l'espace dévolu à la liberté d'expression et d'association que la réponse de la Jordanie aux défis accrus en matière de sécurité a entraîné.

En 2016, les priorités de l'UE se sont articulées essentiellement autour de quatre axes: le soutien à la démocratie dans le contexte des élections législatives; le soutien à la liberté d'association, à la société civile et à la liberté d'expression dans le contexte d'une dégradation des conditions de sécurité; l'inclusion; et la défense des droits des réfugiés syriens.

L'aggravation de la situation en matière de sécurité dans l'ensemble de la région ainsi qu'en Jordanie a conduit les autorités à renforcer les aspects sécuritaires des politiques que le pays élabore. La Jordanie s'est appuyée de façon accrue sur des obligations de silence à l'égard des médias et d'autres mesures restrictives afin d'éviter que certaines questions sensibles ne soient traitées, notamment le rôle des forces armées jordaniennes et de la famille royale. Parallèlement, des pressions ont été exercées à l'encontre de la liberté de réunion et d'association, et la société civile a fait l'objet de contrôles durcis.

Des élections législatives ont eu lieu en septembre 2016. Des observateurs nationaux et internationaux se sont réjouis de la bonne tenue des élections, en dépit d'incidents isolés et sans lien entre eux. Malgré les changements visant à encourager une politique fondée sur les partis, il semble que la famille et les liens communautaires locaux demeurent les principaux déterminants du vote. Par conséquent, le résultat des élections n'a permis qu'une avancée limitée vers l'objectif d'un parlement constitué autour de partis. La mission d'observation électorale de l'UE a jugé les élections "bien organisées, transparentes et pacifiques".

Dans le domaine judiciaire, des mesures constructives ont été prises, telles que la réduction de la durée des peines d'emprisonnement et de la détention provisoire prévue par le projet de loi pénale/relative aux procédures pénales, l'actualisation de la loi de lutte contre la corruption par l'ajout de nouvelles infractions et d'améliorations concernant la protection des témoins et des informateurs, et la mise sur pied d'un conseil royal sur la réforme du système judiciaire. Le roi a également présenté un document de réflexion sur l'État de droit et l'état civil établissant une feuille de route en vue de la réalisation de l'état civil voulu, dans lequel la loi s'applique à tous. Enfin, les autorités ont publié le plan national complet en faveur des droits de l'homme pour la période 2016-2025, suivi d'un plan de mise en œuvre du ministère de la justice.

En mars 2016, la délégation de l'UE à organisé une table ronde afin de discuter des questions d'égalité des sexes avec des OSC et les États membres.

Cinq domaines prioritaires ont été recensés par l'UE pour les années à venir: la liberté d'opinion et d'expression; l'État de droit et la torture; la peine de mort, les femmes et l'égalité des sexes; et la société civile et la liberté de réunion et d'association.

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec la Jordanie dans différents cadres, dont le comité d'association (en juillet 2016) et le sous-comité sur les droits de l'homme (en octobre 2016). L'UE a insisté sur le fait que le meilleur antidote à la radicalisation était une société ouverte dans laquelle les droits de l'homme et les libertés fondamentales étaient respectés.

En ce qui concerne la peine de mort, l'UE a réalisé une démarche en novembre pour appeler à rétablir le moratoire. Bien que le ministre de la justice se soit déclaré disposé à se rapprocher des normes internationales sur cette question, deux criminels ont été condamnés à mort par les tribunaux jordaniens.

En décembre 2016, le Conseil d'association UE-Jordanie a adopté les priorités de partenariat et le pacte y annexé. L'une des trois priorités consiste à "renforcer la gouvernance démocratique, l'État de droit et les droits de l'homme".

Le même mois, l'UE et plusieurs États membres ont soutenu le festival Karama du cinéma consacré aux droits de l'homme, ainsi que les activités qui se sont déroulées en marge. Dans le droit-fil de la campagne #EU4HumanRights, la délégation de l'UE a réalisé plusieurs vidéos portant sur les priorités en matière de droits de l'homme qui ont été définies pour la Jordanie.

Tout au long de l'année, l'UE a apporté un important soutien aux réfugiés syriens en Jordanie. Tous les groupes de coordination locaux de l'UE ont discuté régulièrement de la situation des réfugiés syriens, en particulier ceux qui sont bloqués dans le *no man's land* entre la Jordanie et la frontière syrienne (entre les bermes). La situation en matière de sécurité entre les bermes a également fait l'objet d'interventions, afin de permettre aux partenaires de reprendre les opérations d'aide humanitaire. Le groupe "Droits de l'homme" a été informé de l'évolution des droits des travailleurs migrants, en particulier ceux des Syriens, dans la perspective du pacte UE-Jordanie. L'accent a été mis sur les difficultés que les réfugiés syriens rencontrent pour obtenir des permis de travail ainsi que sur les mesures que la Jordanie devrait mettre en œuvre afin de satisfaire aux obligations qui lui incombent au titre du pacte UE-Jordanie (création de 100 000 emplois d'ici la fin de 2018) et de tirer le meilleur parti des possibilités offertes par la simplification des règles d'origine décidée en juillet 2016.

Enfin, étant donné l'importance que revêt pour l'UE l'attachement de la Jordanie à la promotion de la diversité religieuse, le pays a été choisi pour la première mission de Ján Figel, récemment nommé envoyé spécial pour la promotion de la liberté de religion ou de conviction. L'envoyé spécial a visité le pays en octobre et confirmé que l'UE se tenait prête à soutenir la Jordanie dans sa lutte contre l'extrémisme religieux et à renforcer le rôle traditionnel du pays en tant qu'ardent défenseur d'un islam pacifique et d'une cohabitation harmonieuse avec les chrétiens et les autres communautés religieuses et ethniques.

En 2016, l'UE a continué de fournir une aide financière à des projets financés par l'intermédiaire de l'instrument européen de voisinage (IEV), de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix.

Des contrats ont été conclus pour seize projets (y compris la mission d'observation électorale) ayant trait au renforcement des capacités de la société civile et des médias ainsi que du centre national pour les droits de l'homme, au soutien à la gouvernance démocratique, au renforcement de la protection des enfants et à la promotion de l'émancipation des femmes.

La Jordanie est partie à de nombreuses conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Elle n'est pas partie à la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, à la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ni au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

Le recours à la Cour de sûreté de l'État pour juger des affaires liées au terrorisme constitue un motif de préoccupation quant au droit à un procès équitable. Des cas de torture et de mauvais traitements infligés dans les locaux de la police et des services de sécurité de l'État continuent d'être signalés par les défenseurs des droits de l'homme et les ONG. Ces dernières années, la Jordanie a également chuté régulièrement dans le classement de l'indice mondial d'écart entre les sexes du Forum économique mondial.

République libanaise

Malgré la longue période de blocage institutionnel (qui a pris fin avec l'élection du président Aoun, le 31 octobre 2016) et les graves effets négatifs du conflit syrien sur le pays, le Liban a connu des développements positifs en ce qui concerne la protection des droits de l'homme, tels que la création d'une commission nationale des droits de l'homme et le bon déroulement des élections municipales. Au titre du pacte UE-Liban convenu récemment, le Liban s'est engagé à améliorer les conditions de vie des réfugiés. Toutefois, les réalisations du Liban à cet égard sont mitigées et le pays n'a pas toujours satisfait aux normes internationales requises en matière de protection; l'impossibilité de s'acquitter de la taxe de séjour, d'un montant prohibitif de 200 dollars, a par exemple contraint de nombreux réfugiés à une situation d'illégalité. De surcroit, l'ouverture d'un certain nombre d'actions en justice sur la base de loi sur la diffamation semble avoir pour objectif de restreindre la liberté d'expression, tandis que la faible protection du droit à un procès équitable est particulièrement préoccupante.

Les principaux domaines prioritaires de l'UE au Liban ont été la liberté d'expression, la lutte contre la torture et les mauvais traitements, la peine de mort, les poursuites devant les tribunaux militaires et l'accès des réfugiés et des migrants aux droits fondamentaux visant à leur assurer des conditions de vie décentes. Les droits des femmes et des enfants ainsi que les violations des droits de l'homme en prison et les détentions provisoires prolongées ont également fait l'objet d'une grande attention.

Le degré de transparence et d'efficacité des institutions gouvernementales n'est toujours pas suffisant, en particulier en ce qui concerne la corruption, comme la crise de la collecte des déchets l'a mis en lumière en 2015. L'espoir repose désormais sur le gouvernement d'entente nationale récemment formé, qui devra s'attaquer à la corruption comme il s'y est engagé dans sa première déclaration gouvernementale.

Des élections municipales se sont déroulées avec succès en mai 2016. L'UE a soutenu activement ce processus dans le cadre du projet d'assistance électoral du

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour le Liban, qui a fourni une assistance technique au ministère de l'intérieur, et dans le cadre du soutien apporté aux activités d'observation électorale menées par la société civile. Des diplomates de l'UE et de ses États membres ont effectué des visites des bureaux de vote et ont assisté directement au processus durant les quatre phases de l'élection. Le soutien et l'assistance de l'UE ont non seulement grandement contribué à la bonne tenue des élections municipales mais ont également confirmé la confiance de l'UE dans la capacité du Liban à organiser des élections législatives libres et régulières en mai 2017. L'UE a proposé de continuer à aider le Liban à améliorer ses processus électoraux, notamment sur la base de recommandations antérieures de la mission d'observation électorale (MOE) visant à assurer des élections plus transparentes, crédibles et inclusives: une commission électorale indépendante, des bulletins préimprimés, une législation renforçant la participation des femmes et la réduction de l'âge électoral à 18 ans (âge de la responsabilité juridique). Toutefois, la participation des femmes aux élections municipales n'a pas été satisfaisante.

En octobre 2016, le parlement a adopté une loi établissant l'institut national des droits de l'homme (qui constituait une des recommandations de l'EPU), qui prévoit la création d'un mécanisme national de prévention pour enquêter sur l'utilisation de la torture et des mauvais traitements dans les lieux de détention et surveiller ces pratiques. Pour la première fois, le nouveau gouvernement d'entente nationale, formé le 18 décembre 2016, comprend un ministère d'État aux droits de l'homme et un ministère des affaires féminines. Une unité chargée des droits de l'homme a également été établie au sein de la Sûreté générale.

La Sûreté générale libanaise a adopté un code de conduite avec le soutien du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH). Une avancée vers la non-discrimination a été réalisée avec l'abrogation d'un article du code pénal qui permettait d'abandonner les poursuites à l'encontre de l'auteur d'un viol et de lui infliger une amende s'il épousait sa victime.

Tout au long de l'année, l'UE et le Liban ont négocié et adopté des priorités de partenariat ainsi qu'un pacte. La protection des droits de l'homme a constitué un élément important des discussions et des textes finals adoptés. En ce qui concerne le pacte, la protection des droits des réfugiés représente une part importante des engagements pris par le Liban.

Au cours de la réunion du *sous-comité UE-Liban sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance* (tenue en mai 2016, à Bruxelles), une liste de douze conclusions opérationnelles devant faire l'objet d'un suivi a été adoptée. Une liste d'actions en justice jugées préoccupantes par l'UE figure à l'annexe de cette liste. L'UE a dialogué avec une grande diversité d'acteurs de la société civile dans le domaine des droits de l'homme, tant au niveau central à Bruxelles qu'à Beyrouth, par l'intermédiaire de la délégation de l'UE, avant et après cette réunion. La réunion du *sous-comité UE-Liban sur la justice et les affaires intérieures* qui s'est tenue précédemment, en avril à Beyrouth, a également permis à l'UE de véhiculer des messages importants sur la protection des droits fondamentaux de l'homme.

L'UE a entretenu des contacts réguliers avec le HCR, et la délégation de l'UE a assisté à des réunions d'information régulièrement organisées par celui-ci, notamment au sujet du nouveau système d'attestation que le ministère des affaires sociales met actuellement au point pour les "personnes déplacées originaires de Syrie" et qui vise à remplacer l'actuel statut de réfugié du HCR. Il n'est pas certain que le nouveau gouvernement poursuive cette initiative.

La délégation de l'UE a organisé plusieurs réunions de consultation thématiques avec des OSC, dont la participation est devenue très active.

Des contacts réguliers ont également été pris avec les autorités libanaises afin de veiller à ce que la feuille de route UE-Liban pour la lutte contre le terrorisme soit mise en œuvre selon une approche fondée sur les droits de l'homme.

La délégation de l'UE et les États membres, en coopération avec des ONG, suivent de près un certain nombre d'affaires en cours concernant des défenseurs des droits de l'homme, en particulier celles qui ont trait à la liberté d'expression et à l'utilisation abusive de la loi sur la diffamation. En ce qui concerne le *cas de Manal Assi*, la délégation de l'UE a organisé une réunion des points focaux sur les droits de l'homme avec la participation des ONG qui militent activement en faveur d'un pourvoi à l'encontre de la décision du tribunal pénal ayant utilisé l'article 252 du code pénal, qui justifie indirectement le crime d'honneur, afin de réduire à cinq années d'emprisonnement la peine d'un homme condamné pour avoir battu sa femme à mort.

Dans le contexte de la mission de programmation menée par l'UE à Beyrouth en novembre, un certain nombre d'acteurs de la société civile ont exhorté l'UE à demander des comptes plus ouvertement au gouvernement libanais pour les violations des droits de l'homme. Beaucoup d'entre eux se sont déclarés inquiets de l'érosion de l'influence de l'UE dans ce domaine en raison de ses préoccupations relatives à la crise des réfugiés.

En 2016, la délégation de l'UE a mené plusieurs actions visant à promouvoir l'abolition de la peine de mort et a entrepris une démarche pour présenter les priorités de l'UE à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU). À l'occasion de la Journée internationale contre la peine de mort, l'ambassadeur de l'UE a publié une déclaration dans laquelle il a appelé les autorités à adopter la loi confirmant le moratoire en vigueur, en vue de parvenir à l'abolition.

Toujours en 2016, l'UE a continué à soutenir financièrement des projets en faveur des droits de l'homme, dans le cadre de divers instruments. Dans le cadre du programme d'action annuel pour 2016, l'UE a approuvé un nouveau programme intitulé "Advancing Juvenile and Criminal Justice in Lebanon" visant à renforcer la justice des mineurs et à veiller à ce qu'un environnement de protection des enfants conforme aux normes internationales soit en place. La délégation de l'UE au Liban gère actuellement un total de 31 subventions dans le domaine des droits de l'homme.

Au total, huit projets ont été mis en œuvre par des OSC au titre de l'IEDDH. Ces projets ont essentiellement pour objectif de soutenir des initiatives visant à promouvoir le respect du droit à un procès équitable, y compris en mettant fin à la compétence des tribunaux militaires sur les civils. Un soutien a également été apporté de façon continue dans les domaines de la prévention de la torture, de l'aide aux victimes et de l'amélioration des conditions de détention. Dans le domaine des droits de l'homme, un soutien a également été fourni au moyen de l'enveloppe d'assistance bilatérale classique (IEV) à un certain nombre d'activités relatives à la mise en œuvre du processus de l'EPU et à la réforme du système pénitentiaire, ainsi qu'à la liberté d'expression.

D'autres activités ont été axées sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'aide juridictionnelle, la liberté d'expression, la réforme électorale, les droits des réfugiés et des travailleurs migrants, ainsi que l'accès des réfugiés et des communautés d'accueil vulnérables à un certain nombre de droits fondamentaux. Ces projets participent au renforcement de la démocratie au Liban ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des réfugiés.

Malgré les multiples défis auxquels il est confronté, le Liban a montré son attachement à la coopération avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Toutefois, les recommandations de l'examen périodique universel (EPU) adressées au Liban formulées en 2010 et 2016 n'ont pas encore été entièrement suivies et le pays doit encore mettre sur pied un comité national chargé de leur mise en œuvre.

Le Liban a reçu le Rapporteur spécial sur la liberté de religion, dont il étudie actuellement les recommandations.

En ce qui concerne les organes conventionnels, le Liban a présenté son rapport sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) en juin 2016. Il envisage d'établir un organe national chargé de rédiger tous les rapports adressés aux mécanismes des Nations unies, notamment l'EPU, et de promouvoir la coopération entre les ministères sur ces rapports.

Les plus grands défis du Liban en matière de droits de l'homme restent la prévention de la torture et des arrestations arbitraires, la rétention administrative, l'alignement des conditions carcérales sur les normes internationales, l'abolition de la peine de mort, la promotion de l'égalité des sexes, l'amélioration des conditions de vie des réfugiés, la protection des migrants et des autres groupes vulnérables et la lutte contre la discrimination. L'utilisation de lois sur la diffamation afin de restreindre la liberté d'expression et, en particulier, le recours aux poursuites judiciaires devant les tribunaux militaires à l'encontre de personnes qui critiquent le gouvernement ou ses institutions sont préoccupants et concourent à accroître le risque que d'autres violations des droits de l'homme soient commises. Le Liban n'a pas été en mesure de satisfaire aux exigences de la loi visant à améliorer les conditions de détention et les prisons, ce qui accroît les risques de violations des droits de l'homme.

Il est essentiel de renforcer la représentation des femmes en politique et d'adopter une loi sur l'état civil afin d'éviter les discriminations de fait et de droit fondées sur le sexe, ainsi que de supprimer les dispositions du code pénal qui engendrent des discriminations à l'égard des femmes et d'éliminer les discriminations dont elles font l'objet en matière de transmission de leur nationalité à leurs enfants. La législation visant à concrétiser les engagements pris par le Liban au titre de la convention des Nations unies contre la torture et de son protocole facultatif n'a pas encore été adoptée.

Outre les réfugiés syriens, d'autres catégories de la population, tels que les réfugiés palestiniens du Liban et les travailleurs migrants, notamment domestiques, sont victimes de discrimination dans l'accès aux droits fondamentaux. Le "droit d'avoir des droits" revêt une importance particulière. Il recouvre l'accès à des documents permettant aux personnes de prouver leur identité et de démontrer qu'elles séjournent légalement dans le pays, ainsi que l'obtention d'un statut de résident leur permettant de déposer des plaintes sans craindre d'être placées en détention ou expulsées (notamment en abolissant les systèmes de parrainage et de *kafala*).

République arabe syrienne

Après six ans de conflit, la situation en Syrie est terrible. L'UE condamne les violations graves, continuelles, systématiques et généralisées des droits de l'homme, ainsi que les atteintes à ces droits, et toutes les violations du droit international humanitaire par toutes les parties au conflit en Syrie, en particulier le régime syrien et les organisations terroristes recensées par les Nations unies, constatées par la *commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne* sous mandat des Nations unies.

Les objectifs de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie sont réaffirmés dans les conclusions du Conseil de mai et d'octobre 2016 préconisant une solution politique à la crise fondée sur le communiqué de Genève de 2012 et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies[60].

Tous ceux qui se sont rendus coupables de violations du droit international, en particulier du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme, certaines de ces violations pouvant constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, doivent être traduits en justice, y compris les auteurs de crimes commis contre des minorités et groupes religieux, ethniques et autres. L'impunité pour de tels crimes est inacceptable et l'UE continue par conséquent à soutenir les efforts visant à rassembler des preuves en vue de futures actions en justice. L'UE réaffirme sa conviction selon laquelle la Cour pénale internationale devrait être saisie de la situation en Syrie et invite à nouveau le Conseil de sécurité des Nations unies à agir à cet égard. L'UE et ses États membres se sont efforcés d'étudier les possibilités d'action concertée, notamment dans le cadre de l'Assemblée générales des Nations unies, qui a finalement adopté, en décembre 2016, une résolution créant un "*mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger ceux qui en sont responsables*".

L'UE a poursuivi son dialogue avec les organisations de la société civile et les militants des droits de l'homme afin de les soutenir dans les efforts qu'ils déploient pour venir en aide à la population syrienne et rendre compte des crimes commis par les acteurs étatiques et non étatiques dans le pays. L'*instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme* finance certaines organisations de la société civile qui œuvrent à la promotion des droits de l'homme et soutiennent les défenseurs des droits de l'homme.

---

[60] Conclusions du Conseil sur la stratégie régionale de l'UE pour la Syrie et l'Iraq, ainsi que pour la menace que constitue Daech, document 9105/16, 23 mai 2016, et conclusions du Conseil sur la Syrie, 17 octobre 2016.

En 2016, le Parlement européen a adopté plusieurs résolutions attirant l'attention sur la situation en Syrie[61].

L'UE a apporté son soutien aux résolutions sur la Syrie du Conseil des droits de l'homme et de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies, qui condamnent l'escalade de la violence dans le pays, le recours par les autorités syriennes aux barils explosifs et aux armes chimiques et les violations des droits de l'homme commises par des groupes extrémistes armés et demandent aux parties de s'acquitter de leurs obligations découlant du droit international humanitaire et d'assurer aux organisations humanitaires un accès sans entraves aux zones concernées en Syrie.

L'UE a maintenu ses mesures restrictives (interdiction du commerce du pétrole et des produits pétroliers, interdiction des transactions financières, etc.) en rapport avec la situation en Syrie et a régulièrement instauré de nouvelles sanctions à l'encontre de personnes et d'entités (y compris des militaires et des responsables de la sécurité) responsables de la violence et de la répression en Syrie.

Libye

La Libye est toujours confrontée à une transition politique difficile. Le gouvernement d'entente nationale n'a toujours pas obtenu la confiance de la Chambre des représentants, ainsi que le prévoit l'Accord politique libyen signé le 17 décembre 2015 à Skhirat (Maroc). Bien que l'assemblée constituante ait achevé ses travaux, il est difficile de savoir si et à quel moment un référendum sur la Constitution pourra être organisé. De nombreuses régions du pays continuent d'être le théâtre de confrontations violentes et d'actes de terrorisme. En conséquence, la situation des droits de l'homme en Libye a continué de se détériorer en 2016.

[61] Y compris la résolution du Parlement européen du 24 novembre 2016 sur la situation en Syrie (2016/2933 (RSP)), celle du 6 octobre 2016 sur la Syrie (2016/2894 (RSP)) et celle du 12 avril 2016 sur la situation en Méditerranée et sur la nécessité d'une approche globale de la question des migrations de la part de l'Union européenne (2015/2095(INI)).

La population libyenne souffre de la présence de groupes armés parallèles qui continuent de violer les droits de l'homme en toute impunité. Des groupes armés de tous bords commettent des violations des droits de l'homme, notamment des attaques directes et aveugles dirigées contre des civils ou des infrastructures civiles, des exécutions sommaires, des actes de torture et des mauvais traitements perpétrés dans des centres de détention illégaux, des arrestations arbitraires, des enlèvements, des disparitions et des déplacements forcés. Les groupes armés continuent d'enlever des civils en raison de leurs liens familiaux, de leur identité ou de leur appartenance politique effective ou supposée. Les atteintes aux droits de l'homme ont été particulièrement graves et répandues dans les zones contrôlées par l'EIIL, où il est fait état d'exécutions arbitraires, de meurtres de masse, d'actes de torture, de détentions arbitraires, de mariages forcés et de mariage d'enfants.

Le système judiciaire demeure structurellement faible et fait l'objet de pressions de la part de milices armées. Les décisions de justice ne sont pas toujours appliquées et la Libye a connu une situation de non-droit généralisée dans la période qui a suivi la révolution. Les attaques et les pressions illicites dont ont fait l'objet les acteurs judiciaires (procureurs, juges et avocats) ont gravement entravé l'accès à la justice au lendemain des événements. Les tribunaux en état de fonctionner sont moins nombreux en raison des dommages causés aux bâtiments qui les abritent. La situation du système judiciaire a exacerbé encore un peu plus les niveaux de corruption dans le pays. En 2016, la Tunisie occupait la 170^{e} place dans le classement sur l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International.

Le pouvoir des milices a souvent sapé les efforts déployés par les autorités pour faire appliquer la loi. Human Rights Watch a averti que des milliers de personnes détenues sont exposées à des risques de détention arbitraire de longue durée, de tortures et de mauvais traitements. La situation des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays demeure particulièrement préoccupante.

En 2016, comme l'indique l'aperçu des besoins humanitaires pour cette même année (p. 10), le nombre de personnes déplacées dans le pays a baissé pour s'établir à 313 000, dont quelque 140 000 se trouvaient dans l'est, 151 000 dans l'ouest et 22 000 dans le sud du pays. Selon les estimations, 241 000 de ces personnes considérées comme déplacées à l'intérieur du pays avaient besoin d'une aide. La majorité des personnes étaient situées dans les grandes villes, notamment à Benghazi, Misrata et Tripoli. En 2016, les personnes déplacées auraient principalement eu besoin de produits non alimentaires, d'abris, d'aide médicale et de nourriture. Toujours au cours de l'année écoulée, et selon les estimations, 357 259 migrants et réfugiés étaient dans le pays, dont 295 652 ont été jugées comme ayant particulièrement besoin d'une aide. Ces personnes demeurent exposées à des risques de détention indéterminée dans des centres officiels de rétention de migrants ou dans des centres gérés par des milices locales. Les conditions de vie dans ces centres surpeuplés sont extrêmement précaires: l'accès à la protection juridique, à la nourriture, aux installations sanitaires et aux soins de santé y est très limité voire inexistant et ils sont le théâtre d'actes de violence, de viols, d'extorsion et d'exploitation. Si des organisations internationales ont pu avoir un accès limité à certains centres officiels en 2016, les centres gérés par des milices sont en revanche restés largement inaccessibles aux organisations humanitaires. La Libye reste le principal pays de transit pour les victimes de la traite des êtres humains arrivant dans l'UE via la route de la Méditerranée centrale; plus particulièrement, l'OIM estime que 80 % des 11 000 femmes et jeunes filles nigérianes arrivées en Italie en 2016 sont victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle dans l'Union européenne.

La législation libyenne n'interdit pas de manière adéquate les violences domestiques et les lois relatives au statut personnel continuent de discriminer les femmes, notamment en matière de mariage, de divorce et d'héritage. Les relations entre personnes du même sexe sont interdites et passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement.

Les organisations de la société civile sont devenues les cibles d'attaques perpétrées par de nombreuses parties au conflit. En 2016, la Commission de la société civile a adopté des dispositions qui limitent considérablement les opérations menées par les organisations de la société civile locales et internationales. La direction de la Commission de la société civile a introduit de nombreuses restrictions et imposé des contrôles sur le travail des organisations internationales non gouvernementales en Libye.

Reporters sans frontières a indiqué que deux journalistes avaient été tués en 2016. En ce qui concerne le premier semestre 2016, le Centre libyen pour la liberté de la presse (LCFP) examine sept cas d'assassinat ou tentative d'assassinat et 48 cas de disparition forcée, d'enlèvement, de détention arbitraire, d'agression physique, de menaces et d'agression verbale, d'arrestation et de détention temporaire, de licenciement abusif et de censure de journalistes. En 2016, la Libye figurait à la 164^{e} place du classement mondial de la liberté de la presse 2016 établi par Reporters sans frontières.

En mai 2016, un accord conclu par les municipalités de Misrata et de Tawergha prévoit notamment l'établissement d'un comité chargé de la visite des prisons dans la ville de Misrata. Toutefois, aucun programme concret n'a encore été élaboré pour permettre le retour des habitants de Tawergha qui ont été déplacés depuis août 2011.

Malgré les difficultés qu'entraîne le défaut de présence internationale ou européenne sur le terrain, l'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme avec les autorités libyennes et les représentants de la société civile libyenne. La délégation de l'UE a intensifié la coordination avec les États membres de l'UE et les organisations internationales sur les questions des droits de l'homme. ONU Femmes a lancé en octobre 2016 une étude financée par l'UE et portant sur le thème "L'inclusion financière et le développement économique et les femmes", qui comprend un chapitre spécifique (profil en matière d'égalité des sexes) sur la Libye.

Les défenseurs des droits de l'homme sont devenus l'une des principales cibles des groupes armés. En 2016, l'UE a continué d'apporter son soutien aux défenseurs des droits de l'homme et a lancé un projet financé au titre de l'IEDDH, dont l'objectif est de renforcer la capacité des ONG à œuvrer dans le domaine des droits de l'homme en Libye.

La stratégie globale de coopération de l'UE en Libye comprend deux volets: soutenir l'Accord politique libyen, le gouvernement d'entente nationale et les autorités locales à travers un renforcement des institutions et mettre en œuvre des projets qui bénéficient directement aux migrants vulnérables, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, aux réfugiés, ainsi qu'aux communautés d'accueil. Par exemple, dans le cadre du programme régional de développement et de protection (PRDP), des projets ont été lancés pour fournir une assistance directe aux migrants, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile présents ou débarqués sur les côtes libyennes, la réhabilitation de certains centres de rétention, ainsi que la formation des garde-côtes libyens pour ce qui est des procédures à suivre après le débarquement des migrants.

Plusieurs projets axés sur le processus transitionnel mettent l'accent sur la gouvernance locale afin d'améliorer la capacité des conseils municipaux à gouverner et à fournir des services appropriés, et afin d'intensifier la participation des organisations de la société civile libyenne aux processus politiques et aux affaires locales. Dans le domaine des médias, le projet "Media in Libya" a continué de proposer aux professionnels une formation à la déontologie journalistique et à la couverture des événements dans des environnements hostiles et dans les zones de crise.

Afin de répondre aux besoins les plus urgents de la population libyenne, de nombreux projets sont consacrés à l'amélioration de l'accès à la santé, à l'éducation et à la lutte contre les violences à caractère sexiste. Assistance directe, protection, et soins de santé de base sont apportés aux migrants qui se trouvent à l'intérieur des centres de détention et dans les communautés d'accueil. Un retour volontaire est proposé aux migrants bloqués en Libye qui sont disposés à rentrer dans leur pays d'origine. En 2016, l'UE a financé le retour volontaire d'environ 500 migrants.

Royaume du Maroc

Cinq ans après l'adoption de la Constitution de 2011, le Maroc a poursuivi son activité législative avec l'adoption de 15 des 19 lois organiques établies dans la Constitution. Des élections législatives ont eu lieu le 7 octobre 2016. Une mission européenne d'experts électoraux a été envoyée au Maroc à cette occasion.

En 2016, l'UE a poursuivi ses efforts de coopération afin d'appuyer les réformes entreprises par le gouvernement et a continué de soutenir les acteurs de la société civile. Les droits des migrants et des femmes ainsi que la réforme de l'appareil judiciaire et du système pénitentiaire ont été les principaux domaines dans lesquels de nouvelles politiques ont été lancées avec le soutien de l'UE.

Si la mise en œuvre effective de la Constitution de 2011 reste un défi à moyen et à long terme, des progrès satisfaisants ont été réalisés en 2016:

- les lois organiques relatives au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire et au statut des magistrats ont été adoptées le 24 mars 2016;

- à la suite d'une consultation publique sur la révision du code pénal, le ministère de la justice a présenté un projet au Parlement en juin 2016, qui est en cours d'examen par la commission des droits de l'homme et de la justice;

- en ce qui concerne le rôle de la société civile, deux lois organiques relatives à la démocratie participative, l'une portant sur l'initiative législative et l'autre sur le droit de pétition, ont été adoptées par le Parlement le 31 mai 2016;

- pour ce qui est de la gouvernance, le Maroc a officiellement lancé sa stratégie nationale de lutte contre la corruption, un cadre contractuel de 10 programmes comprenant 239 projets répartis entre les secteurs et les organismes concernés. En 2016, le Maroc figurait à la 90e place du classement sur l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International.

- les droits des femmes ont été pris en compte en 2016 avec l'adoption de la loi instituant l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes les formes de discrimination (APALD);

Enfin, en ce qui concerne les droits des migrants, la loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains a été adoptée par le Parlement en août 2016, même si les lois sur l'asile et les migrations sont toujours à l'état de projet. Par ailleurs, en 2016, le Maroc a lancé la deuxième phase de régularisation des migrants en situation irrégulière.

Des problèmes non négligeables subsistent dans le domaine des droits de l'homme.

Deux ans après le dépôt en novembre 2014 des instruments de ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT), le mécanisme national de prévention est toujours à l'examen et des actes de mauvais traitements présumés continuent à être signalés.

La liberté d'expression et la liberté d'association et de réunion demeurent des sujets essentiels. En 2016, le Maroc figurait à la 131e place du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières. Un certain nombre de questions continuent à être considérées comme particulièrement sensibles. En ce qui concerne la liberté d'association et de réunion, certaines organisations de la société civile ont exprimé leurs préoccupations quant aux délais pour obtenir confirmation de la réception de l'agrément de constitution.

L'homosexualité reste une infraction en vertu de l'article 489 du code pénal. Des cas d'homophobie ont été signalés en 2016.

Enfin, en ce qui concerne la peine de mort, le projet de loi révisant le code pénal prévoit toujours le recours à la peine capitale. Le Maroc continue d'appliquer un moratoire de fait sur la peine de mort.

L'UE a depuis toujours mené avec le Maroc un dialogue ouvert et constructif sur la démocratie et les droits de l'homme, notamment dans le cadre du Conseil d'association et du sous-comité sur des droits de l'homme, de la démocratie et de la gouvernance. À la suite de l'arrêt rendu en décembre 2015 sur l'accord UE-Maroc dans le domaine agricole, aucune réunion du Conseil d'association ou du sous-comité des droits de l'homme, de la démocratie et de la gouvernance n'a eu lieu en 2016. L'UE s'emploie à relancer et à renforcer ces deux dialogues.

Le soutien à la réforme démocratique et au développement économique durable et inclusif constitue un volet important de l'aide financière que l'UE fournit au Maroc. Une grande partie de cette aide se présente sous forme d'appui budgétaire: réformes sociales, développement de l'activité économique, amélioration de la gouvernance, égalité, politiques migratoires et réforme du système judiciaire et du système pénitentiaire. Consciente du rôle important que joue la société civile dans le processus de démocratisation, l'UE apporte également une aide directe aux diverses organisations de la société civile.

D'une manière générale, une dynamique positive s'est mise en place sur le plan législatif: un bon nombre de textes ont été adoptés ou sont en cours d'achèvement. L'UE reste déterminée à soutenir le processus de réforme en fournissant un appui à la mise en œuvre effective des principes constitutionnels.

Sahara occidental

Les Nations unies répertorient le Sahara occidental sur la liste des territoires non autonomes, dont le statut reste l'objet d'un processus de négociation mené sous les auspices des Nations unies. Un processus est donc actuellement en cours sous l'égide des Nations unies pour parvenir à une solution politique juste, durable et acceptable pour les deux parties, qui prévoira l'autodétermination de la population du Sahara occidental selon des modalités compatibles avec les principes et les objectifs de la charte des Nations unies. Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté le 29 avril 2016 la résolution 2285 (2016) prorogeant d'un an le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

L'UE a exprimé à plusieurs reprises son inquiétude concernant la durée prolongée du conflit et ses conséquences pour la sécurité, le respect des droits de l'homme et la coopération régionale.

Par ailleurs, l'UE a constamment exprimé son soutien aux Nations unies et aux résolutions de son Conseil de sécurité, qui encouragent les parties à poursuivre leurs efforts respectifs pour renforcer la promotion et la protection de la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et se félicitent du renforcement des commissions du Conseil national des droits de l'homme présentes à Dakhla et à Laayoune.

L'UE a également assuré le suivi des cas individuels d'allégations de violations de droits de l'homme grâce aux contacts qu'elle a établi avec des organisations de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme, le Conseil national des droits de l'homme et ses bureaux régionaux.

République algérienne démocratique et populaire

Dans un contexte de difficultés financières découlant de la faiblesse des prix du pétrole et du gaz, l'Algérie a adopté, en février 2016, une réforme constitutionnelle visant à renforcer l'État de droit et à renforcer la protection des droits fondamentaux. Plusieurs lois ont été adoptées pour mettre en œuvre ces dispositions. Dans le même temps, l'exercice de certains de ces droits (notamment la liberté de réunion et la liberté d'expression) a continué - parfois - à être entravé dans la pratique.

Pour ce qui est des priorités, le soutien à la société civile continue d'être un élément central de l'action de l'UE en Algérie, notamment en ce qui concerne la démocratie participative locale et la résilience de la société civile au niveau des communautés. L'UE s'emploie également à soutenir les défenseurs des droits de l'homme, principalement dans le cadre de ses lignes thématiques. Toutefois, l'observation de procès a continué d'être soumise à la délivrance d'une autorisation préalable par les autorités. Enfin, l'UE agit également en faveur de la promotion des droits des femmes et des enfants.

La loi sur les associations adoptée en 2012 continue de mettre à mal le fonctionnement des associations locales et internationales en Algérie. Plusieurs partenaires de l'UE n'ont pas encore reçu des autorités l'autorisation de s'enregistrer officiellement en tant qu'associations et ne peuvent donc convenablement exercer leurs activités dans le pays. Des restrictions à la liberté de réunion sont toujours en place à Alger, où les autorisations de se rassembler sont systématiquement refusées. Plusieurs rassemblements en faveur des droits de l'homme organisés par des associations ont été interdits et leurs organisateurs arrêtés, puis relâchés sans que des poursuites ne soient ouvertes.

L'Algérie n'a pas intégralement mis en œuvre la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical pour ce qui concerne la création de syndicats indépendants. En 2016, l'OIT a recommandé à l'Algérie de veiller à ce qu'il n'existe pas d'obstacle à l'enregistrement de syndicats indépendants et de réintégrer les fonctionnaires qui avaient été renvoyés en raison d'une discrimination supposée à l'égard des syndicats.

Malgré le dynamisme du paysage médiatique algérien, les efforts déployés par le pays en faveur du pluralisme et de la liberté de la presse n'ont pas toujours bénéficié, dans les faits, d'un soutien des autorités. Des questions administratives, telles que l'octroi de licences d'exploitation pour les médias, la délivrance de permis de construction ou le financement au moyen de la publicité, ont été utilisées pour faire pression sur les médias indépendants. Malgré des modifications récentes de la Constitution, les procureurs ont continué à requérir des peines d'emprisonnement sévères pour les délits de presse. De même, plusieurs blogueurs ont été accusés de diffamation et condamnés à des peines d'emprisonnement. En 2016, l'Algérie figurait à la 129e place du classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières.

La révision constitutionnelle adoptée en février 2016 comporte des améliorations notables, telles que l'instauration d'une limitation à deux mandats présidentiels, l'abolition des peines d'emprisonnement pour les délits de presse, le renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire et la décision de rendre exceptionnelle la détention provisoire. L'amazigh a également été déclaré langue officielle de la République. À la suite de l'adoption de la révision constitutionnelle, l'Algérie a adopté une nouvelle loi électorale qui a intégré certaines des recommandations de l'UE portant sur la nécessité d'accroître la transparence et la traçabilité. Une commission électorale indépendante (la Haute instance indépendante pour la surveillance des élections) a été mise sur pied. Un conseil des droits de l'homme a également été créé, et le Conseil national économique et social (CNES) a été inscrit dans la Constitution. Il en va de même pour l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, dont les membres ont été nommés en septembre 2016. Parallèlement, l'Algérie occupe la 108e place dans le classement sur l'indice de perception de la corruption 2016 établi par Transparency International. Toutefois, des doutes subsistent quant à l'indépendance des institutions susmentionnées et il reste à voir comment elles fonctionnent dans la pratique.

L'UE et l'Algérie ont poursuivi leur dialogue sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le cadre de leurs consultations politiques ainsi qu'au sein du sous-comité sur le dialogue politique, la sécurité et les droits de l'homme. En 2016, des organisations de la société civile algériennes ont reçu des financements de l'UE dans les domaines du patrimoine et de la culture ainsi que de la jeunesse et de l'emploi, au titre des programmes PATRIMOINE et PAJE. Plus de trente projets ont bénéficié de financements de l'UE au titre des lignes budgétaires thématiques (IEDDH et programme en faveur des organisations de la société civile et des autorités locales). En outre, le nouveau programme Cap DEL a été adopté en 2016 afin de promouvoir la participation des citoyens à la gouvernance locale, en collaboration avec le ministère de l'intérieur, créant ainsi une nouvelle enceinte de dialogue stratégique permanent avec les autorités. Au moyen de ses lignes thématiques, l'UE finance également un large éventail de projets visant notamment à fournir une assistance technique à des associations locales et à améliorer l'accès des migrants aux soins de santé. L'UE continue d'apporter son soutien à des projets liés à l'égalité des sexes dans le cadre de son plan d'action sur l'égalité des sexes, et d'offrir des formations et des possibilités de renforcement des capacités aux défenseurs des droits de l'homme, notamment en soutenant la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme.

L'Algérie fera l'objet d'un examen lors du prochain EPU, qui se tiendra en 2017, et l'UE a dialogué activement avec les OSC dans la perspective de celui-ci. L'Algérie a ratifié toutes les principales conventions internationales relatives aux droits de l'homme, hormis le Statut de Rome établissant la Cour pénale internationale, signé en 2000, et la convention sur les disparitions forcées, signée en 2007. Le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la santé a effectué sa première visite en Algérie en 2016. Les visites des rapporteurs spéciaux des Nations unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association et sur la torture sont toutefois attendues depuis 2011. L'Algérie continue de maintenir son moratoire sur la peine de mort.

La mise en œuvre rapide et efficace de la révision constitutionnelle sera déterminante pour remédier aux défaillances actuelles. En particulier, de nouveaux actes législatifs devront être adoptés pour défendre adéquatement les droits fondamentaux garantis par la Constitution, notamment les droits à la liberté de réunion, d'association et d'expression, conformément à l'esprit du programme de développement durable à l'horizon 2030, convenu universellement. Ceci est particulièrement nécessaire en ce qui concerne la loi sur les associations.

République tunisienne

La transition démocratique en Tunisie a progressé en 2016 en dépit des difficultés auxquelles le pays a continué d'être confronté. La mise en œuvre effective de la Constitution de 2014 demeure le principe directeur de la promotion des droits fondamentaux et des libertés dans le pays.

Les principaux défis en matière de gouvernance ont consisté à mettre en place des institutions et des organes constitutionnels indépendants et à en assurer le fonctionnement. Si des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le fonctionnement du Parlement tunisien, l'efficacité de cette institution a en revanche été limitée par le manque de ressources. La décentralisation et la création d'autorités locales financièrement et administrativement autonomes font parti des défis institutionnels les plus complexes auquel la Tunisie doit faire face. Elles sont toutefois nécessaires, afin notamment de limiter les inégalités régionales croissantes dans le pays.

D'importantes réformes ont été engagées en 2016 en vue de la tenue d'élections municipales, notamment la réforme de la loi électorale et l'élaboration d'un nouveau projet de loi sur les autorités locales. Le retard pris pour adopter ces nouvelles lois a entraîné le report en 2017 des élections municipales. Les organes indépendants (y compris les cinq organes constitutionnels) chargés de soutenir la démocratie se trouvent à des stades différents de mise en place, la plupart d'entre eux ayant accusé des retards. Leur indépendance administrative et financière varie largement de l'un à l'autre et se trouve dans certains cas menacée par un manque de moyens. L'aggravation de la corruption depuis 2011 est une préoccupation majeure, en ce qu'elle entrave la bonne gouvernance et les efforts en matière de réforme. En 2016, la Tunisie occupait à la 75e place dans le classement sur la perception de la corruption établi par Transparency International. Des progrès ont été réalisés grâce à l'adoption, le 9 décembre 2016, de la stratégie nationale 2016-2020 de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et du plan d'action 2017-2018 qui l'accompagne. Par ailleurs, un nouveau ministère chargé de surveiller l'action menée dans ce domaine a été créé en janvier 2016. En revanche, les lois relatives à la protection des lanceurs d'alerte, à la lutte contre l'enrichissement illicite et à la déclaration de patrimoine n'ont progressé que lentement et des affaires de corruption ont été bloquées au niveau des tribunaux.

En ce qui concerne la réforme du système judiciaire, des membres du Conseil supérieur de la magistrature ont été élus en octobre 2016, mais aucun progrès n'a été accompli dans la mise en place de la Cour constitutionnelle. Le processus de justice transitionnelle mené par l'Instance Vérité et Dignité, créée fin 2014, se heurte toujours à plusieurs obstacles. Les premières auditions publiques de victimes ont eu lieu les 17 et 18 novembre 2016.

La situation dans les prisons est restée précaire, la surpopulation carcérale constituant l'un des principaux problèmes. Près de 6 000 détenus ont été poursuivis et condamnés pour consommation de drogue. Un projet de loi visant à revoir la législation en vigueur, qui prévoit une peine minimale d'un an de prison pour consommation de drogue, est actuellement à l'étude.

Des allégations de mauvais traitements et de torture, en particulier dans les prisons et les centres de détention, continuent de circuler. La Tunisie est le premier pays de la région à avoir établi en 2016 un mécanisme national de prévention conforme aux obligations qui lui incombent au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; toutefois, comme c'est le cas d'autres institutions indépendantes - le fonctionnement de ce mécanisme est menacé par un manque de moyens.

Des mesures importantes ont été prises en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Un nouveau projet de loi contre la discrimination est actuellement examiné par le Parlement. Le respect des droits de l'homme des personnes LGBTI demeure un sujet de préoccupation. Les condamnations d'homosexuels sur la base du code pénal (article 230) et l'application du code pénal (examens médicaux forcés) soulèvent la question de la conformité avec la Constitution. Un projet de loi sur la violence envers les femmes a été soumis au Parlement en juillet.

Une nouvelle loi relative au droit d'accès à l'information a été adoptée par le Parlement en mars 2016. Cette loi définit le droit consacré par l'article 32 de la Constitution (qui garantit la liberté d'opinion, d'expression, d'information et de publication) et prévoit la création d'une autorité indépendante, dont la mise en place a pris du retard. En dépit de ces progrès importants et de la création de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA), les journalistes et les blogueurs sont toujours l'objet de harcèlement (en particulier sur la base de l'article 91 du code militaire et de l'article 128 du code pénal, qui prévoient encore de lourdes peines de prisons en cas de diffamation des autorités publiques ou militaires). En 2016, la Tunisie figurait à la 96^{e} place du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.

La société civile tunisienne est dynamique et diverse. La réforme en cours pour remplacer le décret législatif libéral n° 2011-88, qui régit les associations, suscite l'inquiétude de la société civile.

En 2016, l'UE a réaffirmé son soutien à la transition démocratique de la Tunisie dans l'ensemble de ses dialogues et à travers sa coopération. Dans la communication conjointe de la haute représentante et de la Commission du 29 septembre 2016 intitulée "*Renforcer le soutien de l'UE à la Tunisie*" la bonne gouvernance figure parmi les priorités spécifiques du soutien renforcé de l'UE. La Tunisie est le seul partenaire du voisinage méridional avec lequel l'Union européenne organise des dialogues tripartites associant la société civile à la préparation des sous-comités, ainsi qu'à d'autres dialogues et négociations. En 2016, cette pratique importante a été constamment confirmée.

En 2016, l'UE a continué d'apporter une aide financière en faveur de la transition de la Tunisie à travers plusieurs programmes sectoriels en cours ou nouveaux, consacrés à la promotion des droits des femmes, à la réforme des systèmes judiciaire et pénitentiaire et à la décentralisation, à travers un nombre important d'initiatives destinées à la société civile dans le cadre du programme "Soutien à la société civile", et à travers d'autres programmes et projets. En outre, deux projets visant à appuyer les efforts déployés par la Tunisie en matière de gouvernance des migrations et d'aide humanitaire en vue de répondre aux besoins des migrants vulnérables ont été lancés dans le cadre du programme régional de développement et de protection (PRDP).

La Tunisie est partie à huit des neuf principaux traités des Nations unies relatifs aux droits de l'homme ainsi qu'à toutes les principales conventions des Nations unies. Le troisième rapport relatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a été présenté en 2016. La Tunisie a été élue membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour la période 2017-2019 et sera soumise à un examen périodique universel en 2017.

L'UE se félicite de la coopération entre la Tunisie et le Conseil de l'Europe dans le cadre du programme Sud II, financé par l'UE, et continue d'encourager ce pays à adhérer aux conventions et protocoles du Conseil de l'Europe.

IV. RUSSIE ET ASIE CENTRALE

Fédération de Russie

En 2016, la situation générale des droits de l'homme en Russie est restée marquée par des limitations permanentes des libertés fondamentales et de l'indépendance de la société civile. Le Parlement a adopté des lois qui renforcent les pouvoirs des services chargés de la répression et de la sécurité. La fin de l'année 2016 a mis en lumière un autre problème de longue date, à savoir l'usage de la torture dans les établissements pénitentiaires.

Les priorités de l'UE dans ce domaine visent essentiellement à renforcer les capacités des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme russes et à améliorer, grâce à des projets financés par l'UE, les conditions de vie des groupes les plus vulnérables de la société russe, à savoir les enfants, les femmes, les personnes handicapées et les communautés autochtones.

L'application de plus en plus étendue de lois restrictives s'est poursuivie tout au long de l'année 2016, qui a également été marquée par l'introduction d'une nouvelle législation répressive. À la fin de l'année, le nombre d'ONG inscrites sur la liste des "agents de l'étranger" établie par le ministère de la justice s'élevait à 154 contre 111 fin 2015. Parmi les organisations importantes ciblées de la sorte en 2016 figuraient non seulement International Memorial Society, mais également le centre Levada (une organisation de sondage et de recherche), Ecological Watch on North Caucasus (une ONG dans le domaine de l'environnement) et un nombre croissant d'ONG actives dans le domaine des questions sociales. En juin, une procédure a été engagée contre Valentina Cherevatenko, la fondatrice de l'ONG "Union des femmes du Don", faisant d'elle la première personne soumise à une enquête visant à constituer un dossier pénal dans le cadre de la loi sur les agents de l'étranger.

En outre, trois entités ont été déclarées "organisations indésirables" en vertu de la législation applicable (qui interdit toutes les activités de ces entités en Russie ou avec ce pays), portant ainsi à sept le nombre d'organisations indésirables, qui ont toutes un lien avec les États-Unis. La fermeture temporaire du bureau d'Amnesty International de Moscou en novembre est un exemple des persécutions injustifiées dont peut faire l'objet une ONG notoirement connue.

Les autorités continuent de limiter la liberté de rassemblement et même les piquets tenus par une seule personne. Les allégations de torture rendues publiques par Ildar Dadin - condamné et incarcéré pour avoir protesté seul et de manière pacifique - ont de nouveau attiré l'attention sur les restrictions apportées à la liberté de réunion en Russie, ainsi que sur l'usage systématique de la torture dans le système pénitentiaire russe.

En juillet, le président Poutine a signé le "paquet législatif Yarovaya" relatif à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Ces nouvelles dispositions renforcent l'autorité des services répressifs, en particulier en ce qui concerne le stockage des métadonnées, et prévoient la responsabilité pénale des personnes qui ne signalent pas les activités relatives à la préparation d'actes terroristes dont elles ont connaissance. Les autorités russes engagent des poursuites pour séparatisme ou extrémisme criminel, mais également pour la diffusion de contenus en ligne. L'un des symboles du harcèlement judiciaire au titre des lois sur l'extrémisme est l'ancienne directrice de la bibliothèque ukrainienne de Moscou, Natalya Sharina, dont le procès était en cours fin 2016.

La loi limitant la part des capitaux étrangers dans les médias à 20%, contre 50% auparavant, est entrée en vigueur en 2016, ce qui limite encore un peu plus la liberté des médias en Russie.
En septembre, le journaliste indépendant Zhalaudi Geriev, connu pour avoir dénoncer des violations perpétrées par les autorités tchétchènes, a été condamné à trois ans d'emprisonnement sur la base d'accusations douteuses de détention de drogue. Son cas est l'une des nombreuses illustrations de la terrible situation des droits de l'homme en Tchétchénie et des limitations imposées à la liberté des médias.

La mission d'observation électorale du BIDDH de l'OSCE a estimé que les élections législatives qui se sont tenues en septembre 2016 avaient été gérées de manière transparente, en précisant toutefois que des difficultés subsistaient en matière de respect des engagements démocratiques et que le climat électoral avait pâti des limitations des libertés fondamentales et des droits politiques, d'un contrôle ferme sur les médias, d'une mainmise croissante sur la société civile, ainsi que de manquements liés à l'enregistrement des candidats et au cadre juridique. L'UE n'a pas reconnu les élections à la Douma qui se sont tenues dans la péninsule de Crimée; le Conseil a inscrit les députés élus dans la Crimée illégalement annexée sur la liste des personnes faisant l'objet d'une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne et d'un gel des avoirs.

En dépit de la remise en liberté de quelques citoyens ukrainiens détenus illégalement en Russie, parmi lesquels figurent notamment Nadiya Savchenko, de nombreux citoyens ukrainiens sont toujours détenus de manière illégale en Russie.

Les efforts que l'UE n'a eu de cesse de déployer pour organiser des consultations sur les droits de l'homme dans une configuration efficace se sont heurtés à des résistances, ce qui a limité les possibilités de l'UE d'aborder des questions liées aux droits de l'homme directement avec les autorités russes.

Toutefois, l'UE se sert de tous les autres moyens disponibles - y compris les réunions de hauts fonctionnaires, les enceintes internationales (à savoir, les Nations unies, l'OSCE et le Conseil de l'Europe) et les déclarations publiques - pour exprimer ses préoccupations quant à la situation des droits de l'homme en Russie. À cet égard, plusieurs déclarations ont été diffusées en 2016 par la HR/VP ou sa porte-parole, ainsi qu'au sein d'instances internationales. La délégation de l'UE à Moscou, en coordination avec les États membres, a assisté à de nombreux procès en rapport avec les droits de l'homme et a rendu visite aux ONG actives dans ce domaine à travers le pays. La délégation a également organisé plusieurs manifestations avec des défenseurs des droits de l'homme, des organisations de défense des droits de l'homme et des organisations de la société civile qu'elle a rencontrés de manière régulière. En novembre, le Parlement européen a tenu un débat d'urgence sur l'affaire Ildar Dadin et sur la torture en Russie.

L'UE a financé 17 projets pour un montant total de 10 millions d'euros. Ces projets, dont la mise en œuvre a commencé en 2016, visaient essentiellement le renforcement des capacités de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme, l'éducation et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le soutien aux médias indépendants, le soutien aux enfants, aux femmes, aux personnes handicapées, et les initiatives en matière d'environnement dans les régions habitées par des peuples autochtones.

En novembre 2016, la Russie a retiré sa signature du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). Cette décision semble avoir été motivée par les enquêtes que la CPI mène actuellement sur les agissements de la Russie en Géorgie et en Ukraine et par les demandes en faveur d'une enquête de la CPI sur l'action de la Russie en Syrie.

En avril 2016, à la suite de l'adoption en décembre 2015 d'une nouvelle loi l'autorisant à ordonner la non-exécution de décisions prises par des organismes internationaux de défense des droits de l'homme considérées comme contraires à la Constitution russe, la Cour constitutionnelle russe a jugé pour la première fois qu'une décision contraignante de la Cour européenne des droits de l'homme n'était "pas applicable" en Russie. L'UE a fait part de l'inquiétude que lui inspire la mise en œuvre de cette loi à l'occasion de la session du Comité des ministres du Conseil de l'Europe.

La situation des droits de l'homme en Russie demeure problématique. Malgré les menaces croissantes, les persécutions et le rétrécissement de sa marge d'action, la société civile russe reste forte et demeure déterminée à œuvrer en faveur du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

République du Kazakhstan

La situation générale des droits de l'homme dans le pays s'est détériorée. De nombreux amendements législatifs ont été adoptés ou sont en cours d'élaboration dans le but de renforcer les contrôles exercés sur la société et de lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Ces amendements risquent de limiter sensiblement le champ d'action nécessaire au fonctionnement de la société civile et de violer un certain nombre de droits fondamentaux.

La priorité de l'UE est de renforcer l'efficacité du cadre institutionnel, afin que la société civile puisse être associée au processus décisionnel, et de soutenir le renforcement des capacités de la société civile, notamment en vue de promouvoir la liberté d'expression et la liberté d'association et de rassemblement pacifique.

Le Kazakhstan est confronté à divers problèmes touchant aux droits de l'homme et à la démocratie, notamment dans les domaines de la liberté d'expression et de la liberté d'association et de rassemblement pacifique. Les détracteurs du gouvernement ont souvent été réduits au silence sous prétexte d'incitation à la discorde sociale. Les demandes d'autorisation pour organiser des manifestations pacifiques ont souvent été refusées. Les ONG ont été soumises à des obligations de déclaration nombreuses et contraignantes qui entravent leurs activités.

La Conférence internationale du travail a examiné les manquements du Kazakhstan dans la mise en œuvre de la convention de l'OIT concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, qui est fondamentale pour les organisations tant de travailleurs que d'employeurs. La CIT a exhorté le gouvernement à modifier la législation correspondante. Les actions menées contre des syndicats à la fin de 2016 suscitent de vives inquiétudes et la question fera l'objet d'un examen plus approfondi par les organes de surveillance de l'OIT.

Les élections législatives de mars 2016 n'ont été ni libres ni démocratiques. La mission d'observation électorale du BIDDH de l'OSCE a conclu que le Kazakhstan avait encore un long chemin à parcourir pour remplir les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'OSCE en vue de la tenue d'élections démocratiques.

Des progrès satisfaisants ont été accomplis pour éradiquer la torture et les mauvais traitements. Des efforts ont également été déployés pour réformer le système judiciaire (bien que l'indépendance du pouvoir judiciaire demeure jusqu'à présent largement compromise). Le défenseur des droits de l'homme, Vladimir Kozlov, qui avait été mis en détention après les événements de Zhanaozen de 2011, a été remis en liberté.

L'UE continue d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec le Kazakhstan dans divers cadres, tels que notamment le conseil de coopération (en octobre) et le comité de coopération (en mars).

La session annuelle du dialogue sur les droits de l'homme s'est tenue en novembre. Ce dialogue a permis de mener des échanges constructifs sur un large éventail de questions, parmi lesquelles la liberté d'association, les droits des femmes, la prévention de la torture et des mauvais traitements infligés aux détenus, la liberté de la presse et la liberté de religion et de conviction. L'UE a encouragé le Kazakhstan à adopter dès que possible le deuxième plan d'action national relatif aux droits de l'homme. Elle a pris acte des efforts significatifs déployés par le Kazakhstan pour prévenir les mauvais traitements infligés aux détenus, notamment dans le cadre des travaux du mécanisme national de prévention, et elle a encouragé le pays à mettre en œuvre les conclusions que le Sous-comité des Nations unies pour la prévention de la torture avait émises à l'issue de sa visite au Kazakhstan en septembre 2016. L'UE a fait part des préoccupations que lui inspirent les pressions exercées sur les médias indépendants, les conséquences négatives que pourrait entraîner la nouvelle loi sur les financements, ainsi que les condamnations de Max Bokayev et de Talgat Ayan à la suite des manifestations qu'a connu le pays au printemps 2016.

Les représentants de la délégation de l'UE ont participé en qualité d'observateurs aux réunions du Comité consultatif sur la dimension des droits de l'homme, une plateforme de dialogue entre le gouvernement et les représentants de la société civile au sein du ministère des affaires étrangères. L'UE a également participé à un certain nombre de réunions, séminaires et tables rondes concernant des questions relatives aux droits de l'homme, qui étaient organisés par le gouvernement, et elle a maintenu des contacts réguliers avec des interlocuteurs du gouvernement.

La délégation de l'UE a organisé plusieurs réunions avec des représentants de la société civile et des représentants des missions des États membres de l'UE à Astana pour débattre de questions actuelles relatives aux droits de l'homme et, en particulier, des modifications qu'il est prévu d'apporter à la loi de financement, à la loi sur les médias et à la loi sur les associations religieuses.

L'UE a fait part de ses préoccupations dans des déclarations, des discours, ainsi que dans le cadre de démarches formelles et informelles, en vue d'encourager le gouvernement du Kazakhstan à veiller au respect des droits de l'homme. La délégation de l'UE, en étroite coordination avec certains de ses États membres et des partenaires animés par des préoccupations semblables, a lancé plusieurs initiatives pour sensibiliser les autorités nationales à différentes affaires judiciaires liées aux droits de l'homme et a suivi les actions en justice menées contre Max Bokayev et Talgat Ayan.

En 2016, l'UE a continué de soutenir financièrement des projets dans le cadre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). La délégation de l'UE gère actuellement trois projets représentant un montant total de 803 715 euros. Ces projets couvrent des domaines tels que la liberté d'expression, le renforcement des capacités de la société civile et la protection des défenseurs des droits de l'homme.

En 2017, deux nouveaux projets seront mis en œuvre au titre de l'IEDDH. Le premier projet a pour objectif de promouvoir l'institutionnalisation de la coopération entre les organisations de la société civile et les autorités publiques dans le domaine de la dimension humaine et du processus législatif. Le deuxième projet a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs de la société civile, notamment les défenseurs des droits de l'homme, les militants, les avocats, les représentants des conseils publics et des médias, afin que les autorités soient tenues de rendre compte de la mise en œuvre du droit à la liberté d'expression, du droit de réunion pacifique et du droit d'association.

La délégation de l'UE a également appelé au lancement d'une étude relative à la situation en matière d'égalité des sexes dans la région d'Asie centrale, y compris au Kazakhstan. Cette étude permettra de mieux comprendre les inégalités entre les femmes et les hommes, de cerner les causes de la discrimination et de formuler des recommandations.

Le Kazakhstan est partie aux neuf principales conventions des Nations unies relatives aux droits de l'homme, à l'exception de la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, et il a adressé une invitation permanente à tous les rapporteurs spéciaux des Nations unies.

Le Kazakhstan n'a pas encore signé le deuxième protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. La Constitution du Kazakhstan abolit la peine de mort pour tous les crimes, sauf pour les actes de terrorisme ayant entraîné des pertes de vies humaines et pour les crimes exceptionnellement graves commis en temps de guerre. Un moratoire sur la peine de mort est toutefois en place depuis 2003. Le Kazakhstan a joué un rôle actif lors des négociations des Nations unies qui ont abouti à l'établissement de la Cour pénale internationale, mais il n'a pas encore adhéré au Statut de Rome.

D'important progrès restent à faire en ce qui concerne la mise en œuvre des différentes lois adoptées pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent afin de veiller à ce que l'application de ces lois n'ait pas d'incidence négative sur le fonctionnement de la société civile.

Le respect des normes internationales doit être démontré dans les décisions de justice, en particulier celles ayant trait à la liberté d'expression et à la liberté de réunion.

République kirghize

En 2016, la situation générale des droits de l'homme est restée stable. Une évolution positive est à noter dans le domaine législatif: des initiatives législatives problématiques ont été rejetées ou bloquées et un nouveau texte législatif améliorant la situation des droits de l'homme a été adopté. Toutefois, certains acteurs de la société civile ont été l'objet de déclarations publiques négatives et d'intimidations. Les modifications apportées à la Constitution ont une incidence sur la perception du statut des droits de l'homme.

La priorité de l'UE porte sur le développement d'un système judiciaire qui permette la mise en œuvre effective de l'État de droit. L'UE soutient aussi activement la gouvernance démocratique. Elle appuie également le développement du cadre institutionnel afin de garantir l'interdiction de la torture et des mauvais traitements et d'assurer la promotion des droits des personnes appartenant à des minorités.

L'État de droit demeure fragile compte tenu de la corruption largement répandue, y compris au sein du système judiciaire. Si les actes législatifs sont régulièrement améliorés, ils ne sont pas toujours correctement mis en œuvre, ce qui sape la confiance dans les institutions et les services répressifs.

La société civile joue un rôle actif. Le rejet par le Parlement d'un projet de loi qui aurait imposé de nouvelles obligations de déclaration aux organisations non gouvernementales recevant des fonds étrangers a été bien accueilli par la société civile et la communauté internationale. Des défenseurs des droits de l'homme et des représentants de la société civile ont toutefois été discrédités publiquement, intimidés et harcelés. La situation des minorités ethniques demeure un sujet sensible. Le pays hôte a proposé de modifier le statut du centre de l'OSCE, qui a réalisé un travail important dans le domaine des droits de l'homme et dans celui de l'État de droit.

Une nouvelle loi réprimant l'organisation ou la tenue de cérémonies religieuses de mariages d'enfants constitue une étape important vers une plus grande protection des filles contre les mariages forcés et les mariages précoces.

Les autorités s'efforcent, notamment dans le cadre de leur coopération avec des organismes internationaux, d'instaurer des mécanismes permettant de prévenir la torture et les autres formes de traitements cruels et inhumains. Les garanties juridiques dans les lieux de détention sont limitées, ce qui contribue à la vulnérabilité des détenus immédiatement après leur arrestation. Les cas signalés aboutissent rarement à une enquête complète donnant lieu à la poursuite des auteurs et à l'indemnisation des victimes.

La Cour suprême a pris en considération les opinions adoptées par le Comité des droits de l'homme des Nations sur la plainte déposée par Azimjan Askarov et a rouvert le dossier pour procéder à des enquêtes complémentaires, sans toutefois mettre pleinement en œuvre les recommandations du Comité. Le nouveau procès a suscité la plus grande attention tant au niveau local qu'à l'échelle internationale en raison de la valeur symbolique dont il est porteur en termes de réconciliation et de justice pour tous ceux qui sont liés aux événements de 2010.

Les amendements de la Constitution, adoptés de manière pacifique et transparente par référendum, ont suscité des inquiétudes quant au caractère inclusif du processus consultatif et à la diminution de l'importance générale accordée aux droits de l'homme, considérés auparavant comme la valeur nationale la plus importante.

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec la république kirghize dans divers cadres, dont le conseil de coopération (en février) et le comité de coopération (en octobre). Le dialogue annuel sur les droits de l'homme, qui s'est tenu en juin à Bichkek a été marqué par une large participation des représentants du gouvernement et des organes de surveillance réunis pour se pencher sur une série de questions, notamment l'administration de la justice et la réforme du système judiciaire, la bonne gouvernance, la prévention de la torture, la lutte contre la radicalisation violente, la lutte contre la violence envers les femmes et la protection des groupes vulnérables. La haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission et le représentant spécial de l'UE pour l'Asie centrale se sont activement préoccupés des questions relatives aux droits de l'homme dans le cadre de réunions bilatérales. Le Parlement européen a tenu une réunion interparlementaire avec les membres du Parlement kirghize (avril).

L'UE a accordé à la République kirghize des préférences commerciales supplémentaires dans le cadre du système de préférences généralisées (SPG +) en reconnaissance de la ratification par celle-ci de 27 conventions internationales principales en matière de droits de l'homme et de droits du travail, de développement durable et de bonne gouvernance, et pour soutenir la mise en œuvre effective de ces conventions.

La délégation de l'UE a maintenu des contacts réguliers avec la société civile et les autorités, et elle a eu recours à des outils diplomatiques pour promouvoir le respect des droits de l'homme. La délégation de l'UE a systématisé sa pratique consistant à organiser un séminaire annuel de la société civile. La lutte contre la corruption a été le thème principal du séminaire organisé cette année. D'autres tables rondes et débats-discussions se sont tenus dans la capitale et dans les régions. Des événements spécifiques, tels qu'un atelier consacré à la mise en œuvre du SPG + ou une conférence régionale sur la prévention de l'extrémisme violent ont permis d'aborder une série de questions relatives aux droits de l'homme dans une perspective plus large.

À la suite de la publication des opinions du Comité des droits de l'homme sur l'affaire Askarov, la porte-parole de la HR/VP a publié une déclaration appelant à la pleine mise en œuvre des recommandations, qu'elle a complétée plus tard par une déclaration relative à la réouverture de l'affaire.

En 2016, l'UE a continué d'apporter un soutien financier aux projets financés par l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

Le soutien à la promotion de l'État de droit fait partie des thèmes prioritaires de la coopération au développement. L'UE a soutenu la réforme judiciaire en cours ainsi que la mise en place d'un système juridictionnel plus professionnel, indépendant, responsable et transparent. Un autre projet relevant du programme relatif à l'État de droit est axé sur la lutte contre la corruption. D'autres projets financés par l'UE dans le cadre du même programme relatif à l'État de droit concernent la capacité de la société civile à signaler les cas de corruption et à renforcer la gouvernance démocratique. Un montant de 9,5 millions d'euros a été alloué au programme quadriennal relatif à l'État de droit. L'UE continue d'apporter un soutien important en faveur du renforcement de la démocratie à travers une assistance électorale comprenant un appui budgétaire de 13,1 millions d'euros. L'impact attendu de ce programme est de parvenir à un plus haut degré de crédibilité, d'ouverture et de transparence dans le processus électoral, ce qui contribuera au renforcement de la légitimité des organes élus et de la confiance de la population dans les institutions démocratiques.

D'autres projets ont apporté un appui en matière de prévention de la torture, facilité la simplification de l'enregistrement à l'état civil et sécurisé les droits de tous les citoyens à cet égard, favorisé le renforcement du respect des droits des personnes handicapées, valorisé le rôle des femmes dans l'instauration de la paix et soutenu l'égalité ethnique et l'engagement civil.

La République kirghize est partie à un certain nombre de conventions relatives aux droits de l'homme, et elle a coopéré de manière constructive avec les organisations de défense des droits de l'homme des Nations unies. De 2016 à 2018, la République kirghize sera membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Toutefois, la révision de la Constitution a entraîné la suppression de l'article aux termes duquel le Kirghizstan était tenu de prendre des mesures pour rétablir les droits des personnes et/ou réparer les dommages subis si des organisations internationales de défense des droits de l'homme en faisaient la demande. Parallèlement, une révision du mandat du centre de l'OSCE a été engagée.

République du Tadjikistan

En 2016, la situation générale des droits de l'homme au Tadjikistan s'est détériorée et a été marquée par un nombre croissant de violations des droits de l'homme. Outre une centralisation politique accrue accompagnée de tendances autoritaires, le pays a connu d'importantes restrictions en matière de liberté de réunion et d'association ainsi que dans le domaine des médias et de la liberté de religion.

Néanmoins, le gouvernement a établi le dialogue avec les Nations unies, collaboré avec certaines organisations de la société civile avant l'établissement des rapports des Nations unies et entrepris des efforts pour parvenir à la suppression de la torture.

La priorité de l'UE est de préserver un pluralisme de base dans le domaine politique et dans celui des médias, de promouvoir la sécurité des militants de l'opposition et de leurs familles, d'améliorer la liberté de religion et de favoriser les droits des femmes et des enfants. L'UE se préoccupe également des droits des chômeurs eu égard à la pauvreté ainsi que des questions liées à la radicalisation.

Divers problèmes se sont posés, notamment dans le domaine du pluralisme politique et de la liberté de réunion. À la suite de l'interdiction du Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT), en août 2015, ses dirigeants ont été condamnés à de longues peines d'emprisonnement en 2016, ce qui a de fait réduit au silence les principales voix de l'opposition. En 2016, le président du Tadjikistan s'est vu accorder l'immunité à vie par référendum. Une pression constante s'est exercée sur les médias et de façon croissante également sur les ONG. Les accusations de corruption ont été fréquentes. Le bureau de l'OSCE à Douchanbé a fait état de difficultés liées à son travail de défense des droits de l'homme. Dans l'ensemble, l'espace permettant de participer à la vie politique s'est réduit en 2016, étant donné que le président Rakhmon a été élu président jusqu'en 2020 et que des membres proches de sa famille et de son entourage sont de plus en plus souvent nommés à des postes de haut rang.

Parmi les points positifs, le gouvernement a déployé des efforts concrets pour améliorer les droits des femmes et des enfants et parvenir à la suppression de la torture, notamment dans le cadre de la détention. À cette fin, il a coopéré avec des organisations de la société civile.

L'UE a continué d'aborder la thématique des droits de l'homme et de la démocratie avec le Tadjikistan dans différents cadres, dont le conseil de coopération (en février) et le comité de coopération (en septembre). Le dialogue annuel sur les droits de l'homme, qui s'est tenu en novembre à Douchanbé, a permis de discuter ouvertement de tout un éventail de questions, parmi lesquelles la liberté d'association, la liberté d'expression, la liberté de religion, les conditions de détention, la prévention de la torture et des mauvais traitements, le statut d'apatride et les droits des femmes et des enfants.

L'UE a exprimé ses préoccupations de manière formelle et informelle, y compris par la voie de déclarations, de discours et d'ateliers, afin d'encourager le gouvernement du Tadjikistan à assurer le plein respect des droits de l'homme, conformément aux engagements qu'il a pris au niveau international. La délégation de l'Union a suivi de près les procès des dirigeants du PRIT et a eu de nombreux contacts avec le gouvernement tadjik pour aborder ce sujet ainsi que la situation relative à la liberté des médias. En ce qui concerne la liberté d'expression, la délégation de l'UE a établi un petit déjeuner régulier des médias destiné aux journalistes locaux et internationaux.

La délégation de l'UE a systématisé sa pratique consistant à organiser des séminaires de la société civile, en organisant par exemple en octobre 2016 le 7e séminaire de la société civile du Tadjikistan, qui avait pour thème la radicalisation et l'extrémisme violent.

À la suite de la condamnation, en juin, des dirigeants de l'opposition du PRIT à de longues peines d'emprisonnement, la porte-parole de la HR/VP a fait une déclaration publique en juin 2016 dans laquelle elle a exprimé les doutes de l'UE quant à la légalité des procès et demandé au gouvernement tadjik de garantir les libertés fondamentales de tous les citoyens tadjiks, même pendant les opérations de sécurité, et de faire respecter l'État de droit. Dans cette déclaration, l'UE a également fait part de ses préoccupations quant aux conséquences dommageables que ces décisions de justice pourraient avoir sur la cohésion de la société tadjike dans son ensemble.

En juin 2016, le Parlement européen a adopté une résolution dans laquelle il critique le gouvernement tadjik en raison de l'évolution globalement négative de la situation des droits de l'homme dans de nombreux domaines. L'UE a travaillé en étroite coordination avec les États membres de l'UE et des partenaires animés par des préoccupations semblables sur de nombreuses autres initiatives concernant les droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué de soutenir financièrement des projets au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

Quatre projets financés à hauteur d'un montant total de près de 1 million d'euros étaient en cours en 2016. Ces projets portaient sur les droits socioéconomiques et culturels de prisonniers et d'anciens prisonniers du Tadjikistan (0,3 million d'euros), sur le renforcement des moyens d'action des médias et des acteurs de la société civile pour soutenir les réformes démocratiques (0,22 million), sur la promotion du rôle joué par la société civile et le renforcement de sa capacité à réduire l'écart entre la société et les processus de démocratisation (0,28 millions d'euros) et sur la promotion du pluralisme politique et de la tenue d'élections équitables grâce à la création d'une plateforme de dialogue entre les partis politiques, les ONG et les autorités électorales (0,18 million d'euros). Ces projets se sont achevés en 2016.

Cinq nouveaux projets, dont le financement sera assuré au titre du IEDDH à hauteur d'environ 2 millions d'euros sur plusieurs années, ont fait l'objet d'un appel à propositions en 2016.

Le Tadjikistan est parti à plusieurs conventions internationales relatives aux droits de l'homme et a ratifié les principales d'entre elles. L'UE s'efforce également de convaincre le gouvernement tadjik de signer le Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Tadjikistan a été soumis à l'examen du groupe de travail du Conseil des droits de l'homme des Nations unies dans le cadre des examens périodiques universels (EPU) en septembre 2016. Cet examen a conclu que le Tadjikistan avait fait preuve d'une attitude constructive et ouverte au cours du cycle de l'EPU. Le Tadjikistan a approuvé 153 recommandations sur 203.

Le Tadjikistan devrait réaliser des progrès substantiels dans tous les domaines afin de s'ancrer solidement dans une trajectoire positive de réformes démocratiques, de participation politique et de liberté d'expression.

Turkménistan

En 2016, la situation des droits de l'homme dans le pays est restée dans son ensemble préoccupante. Bien que la Constitution adoptée en septembre 2016 prévoie la protection et la promotion des droits de l'homme, l'écart important entre le cadre législatif et sa mise en œuvre pratique a conduit à des violations et à des manquements permanents en la matière. Le gouvernement a pris des mesures positives en adoptant en décembre la loi sur le médiateur.

La priorité de l'UE est de poursuivre le renforcement des capacités des services publics afin de mettre en œuvre les dispositions faisant partie intégrante des conventions internationales dans le plein respect des droits de l'homme, en soutenant les réformes du système judiciaire et du système pénitentiaire ainsi que l'accès aux prisons, et en soutenant la société civile et les défenseurs des droits de l'homme.

La liberté d'expression, la liberté des médias, la liberté réunion, de mouvement et de religion ont été l'objet de restrictions, dans le plus grand mépris des libertés fondamentales. Des arrestations arbitraires et des actes de torture, ainsi que le refus du droit à un procès juste et équitable ont persisté, tout comme les ingérences arbitraires dans la vie privée, le domicile et la correspondance. En outre, des signes inquiétants indiquent que les autorités ont intensifié les restrictions et les limitations en ce qui concerne la liberté de mouvement, le droit de posséder, d'utiliser et de céder librement ses biens et la liberté d'information.

À l'automne 2016, le président a annoncé que les élections présidentielles de février 2017 présenteraient pour la première fois un caractère pluraliste; trois partis politiques et un total de neufs candidats enregistrés seraient candidats aux élections. Au cours des dernières années, aucune élection n'a été considérée comme libre et équitable par l'OSCE/BIDDH et, en dépit de la participation de nouveaux partis politiques, les prochaines élections ne seront guère en mesure d'offrir aux électeurs un véritable choix entre des alternatives politiques, et ne permettront probablement pas de garantir le droit des citoyens de changer de gouvernement dans le cadre d'élections libres et démocratiques.

La Conférence internationale du travail a examiné les manquements du Turkménistan dans la mise en œuvre de la convention fondamentale de l'OIT sur l'élimination du travail forcé, pour ce qui concerne le recours largement répandu au travail forcé dans la production de coton. L'UE a appelé le gouvernement à mettre en conformité sa législation et à prendre des mesures effectives pour éliminer complètement le travail forcé dans la récolte du coton. La CIT a demandé au Turkménistan d'élaborer un plan d'action en la matière.

Des lois et autres actes importants prévoyant une plus grande efficacité dans la promotion et la protection des droits de l'homme ont été adoptés en 2016: un plan d'action national ambitieux sur les droits de l'homme a été adopté en janvier. Il contient des réformes fondamentales dans les secteurs judiciaire, socioéconomique, culturel et politique, bien que le mécanisme de suivi de sa mise en œuvre n'ait toujours pas été mis en place. Une constitution révisée introduisant pour la première fois dans le système juridique du pays un commissaire chargé des droits de l'homme a été adoptée en septembre; la loi sur le médiateur a été adoptée en décembre.

L'UE a continué d'aborder la thématique des droits de l'homme et de la démocratie avec le Turkménistan dans divers cadres, notamment dans le cadre du dialogue des droits de l'homme et du comité conjoint. Le dialogue annuel sur les droits de l'homme, qui s'est tenu en mai à Bruxelles, a permis de discuter ouvertement de tout une série de questions concernant notamment les conditions carcérales, les cas signalés de torture et les disparitions forcées. L'UE a demandé au Turkménistan de prendre des mesures supplémentaires pour assurer la mise en œuvre effective des réformes judiciaires, afin de garantir l'État de droit ainsi que la liberté d'association, d'expression et de conviction. L'UE a également demandé au Turkménistan d'alléger les restrictions imposées à la société civile, notamment les exigences en matière d'enregistrement, afin d'instaurer un dialogue avec les organisation de la société civile et de fournir des informations sur le sort des prisonniers disparus et sur l'endroit où ils se trouvent. Elle a également demandé la libération d'un certain nombre de prisonniers dont les noms n'ont pas été rendus publics. L'adoption d'une loi sur le médiateur et l'importance de l'indépendance de cette institution ont également été évoquées.

L'UE et le Turkménistan ont discuté de manière constructive de questions relatives aux droits de l'homme lors de la réunion annuelle du comité conjoint, qui s'est tenue en novembre à Bruxelles, et lors des visites du représentant spécial de l'UE pour l'Asie centrale à Achgabat, en mars et en novembre, qui était accompagné de l'unité Asie centrale du SEAE.

L'UE, en collaboration avec le PNUD et le HCDH, a aidé le Turkménistan à rédiger son premier plan d'action national sur les droits de l'homme. L'UE a continué d'apporter son soutien au pays dans le cadre de la formation des juges et des avocats turkmènes en matière de conventions relatives aux droits de l'homme et, dans le cadre de sa plateforme régionale pour l'État de droit, par des séminaires sur l'institution du médiateur et sur la société civile.

L'UE a fait part de ses préoccupations concernant plusieurs cas liés aux droits de l'homme à travers des notes verbales, des déclarations de l'OSCE et par d'autres moyens, en étroite coordination avec les États membres de l'UE et les partenaires animés par des préoccupations semblables, en vue d'encourager le gouvernement turkmène à garantir le plein respect des droits de l'homme.

Au niveau local, l'officier de liaison de l'UE a continué d'encourager les autorités à assurer le respect des droits de l'homme et il a organisé des réunions de consultation régulières avec la société civile. En décembre, le bureau de l'UE a également participé à une deuxième visite dans une prison turkmène.

En 2016, l'UE a poursuivi la mise en œuvre de trois projets relatifs aux droits de l'homme, à la fois au niveau bilatéral et au niveau régional. Au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), l'UE a soutenu la Commission internationale des juristes (CIJ) par un projet de 0,7 million d'euros consacré à l'organisation de séminaires de formation sur les conventions relatives aux droits de l'homme destinés aux juges et aux avocats turkmènes. Au titre de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD), la plate forme de l'UE pour l'État de droit en l'Asie centrale, projet régional à hauteur de 1,8 millions d'euros, a organisé des séminaires au Turkménistan, notamment sur le médiateur et sur le rôle de la société civile. Un projet bilatéral de 4,5 millions d'euros intitulé "Appui au renforcement des capacités dans l'administration publique" a été lancé en octobre, dans le but d'améliorer les qualifications des fonctionnaires et de renforcer les institutions.

Le Turkménistan a participé en 2015 et en 2016 aux réunions annuelles de mise en œuvre de la dimension humaine de l'OSCE. En 2016, le Turkménistan a été en contact avec la PNUD et l'OSCE afin d'obtenir des recommandations et des observations sur le projet de révision de la Constitution. Le Turkménistan accueille une opération de terrain de l'OSCE, *le Centre de l'OSCE à Achgabat*, qui coopère avec les autorités sur un certain nombre de questions relatives aux droits de l'homme (État de droit, égalité entre les femmes et les hommes, liberté des médias, traite des êtres humains).
Le Turkménistan n'a pas prolongé l'invitation ouverte aux procédures spéciales.

Des progrès substantiels doivent encore être accomplis pour combler l'écart important entre le cadre législatif et la mise en œuvre pratique des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et des lois nationales relatives à la protection et à la promotion des droits de l'homme. L'élection du médiateur et la mise en place de son bureau, ainsi que l'établissement du mécanisme de suivi de mise en œuvre du plan d'action national sur les droits de l'homme sont toujours attendus.

République d'Ouzbékistan

Malgré des progrès récents et un certain nombre de signes positifs, il a subsisté des défis en matière de droits de l'homme dans tous les domaines. Les principaux sujets de préoccupation sont restés les suivants: le respect des droits civils et politiques fondamentaux, l'environnement réglementaire de la société civile et les poursuites pour motifs politiques, le traitement des détenus/la prévention de la torture, et les questions ayant trait au travail des défenseurs des droits de l'homme. Depuis la mort de Karimov, qui occupait le pouvoir depuis longtemps, et l'élection du président Mirziyoyev, la situation générale des droits de l'homme dans le pays semble s'améliorer, mais il est vrai qu'elle se situait initialement à des niveaux très problématiques. Des réformes importantes ont été lancées pour promouvoir l'indépendance de la justice et la responsabilité de l'administration, améliorer le climat des affaires, etc. Quelques prisonniers dont le sort est jugé préoccupant ont été libérés[62], mais certaines mesures inopportunes ont également été prises (telles que, par exemple, la mise à l'isolement de M. Bekjanov, journaliste incarcéré).

La priorité de l'UE est de lutter efficacement contre le travail des enfants et le travail forcé lors de la récolte du coton. Si le travail des enfants a été pratiquement éradiqué, l'éradication du travail forcé doit faire l'objet d'un suivi étroit mené en coopération avec l'OIT et d'autres acteurs, comme le Parlement européen l'a demandé dans sa résolution de novembre accompagnant son approbation finale au protocole relatif au textile. Avec la convention n° 87 de l'OIT, l'Ouzbékistan a désormais ratifié toutes les conventions majeures de l'OIT.

Il subsiste de nombreuses préoccupations en matière de droits de l'homme, notamment la détention de prisonniers politiques, la prolongation arbitraire de peines de prison, des allégations de torture, une réglementation des ONG trop stricte, des restrictions à la liberté d'expression, d'information, de religion, de réunion et d'association, et des problèmes en matière de corruption et d'impunité.

[62] En outre, près de 40 000 détenus de droit commun sont susceptibles de remplir les conditions pour bénéficier d'une grâce dans le cadre de l'amnistie générale annuelle (dont le nombre final de bénéficiaires devrait se situer autour de 5 000).

Cependant, le nouveau pouvoir en place a réalisé des efforts considérables pour répondre aux doléances de la population, notamment en instaurant au sein de l'administration des "bureaux virtuels" auprès desquels les citoyens peuvent porter plainte en ligne et un suivi en est promis. La création d'un "médiateur de la vie économique", en plus de l'actuel médiateur pour les droits de l'homme, constitue un autre exemple positif. En outre, le président nouvellement élu a soulevé la question de la responsabilité politique des députés à l'égard de leurs administrés et a annoncé la mise en œuvre de la loi de lutte contre la corruption récemment révisée. Le nouveau pouvoir en place s'est également lancé dans une communication plus ouverte et semble mieux disposé à l'égard des critiques.

Une mission d'observation électorale à part entière du BIDDH de l'OCDE a suivi, pour la première fois, l'élection présidentielle de décembre et a dûment constaté de nombreux manquements d'ordre systémique et technique. Même si le système électoral n'offrait pas de réelle alternative au nouveau président, quelques améliorations ont été enregistrées par rapport aux scrutins précédents. En outre, le nouveau président a appelé à la mise en œuvre rapide de réformes supplémentaires en matière de gouvernance, telles que par exemple l'introduction de l'élection des gouverneurs régionaux (khokims) au suffrage universel direct. Il a également proclamé l'année 2017 "année du dialogue avec la population et les intérêts humains".

L'UE a continué d'aborder la thématique des droits de l'homme et de la démocratie avec l'Ouzbékistan dans un certain nombre de cadres, notamment durant la réunion du sous-comité UE-Ouzbékistan sur la justice, les affaires intérieures, les droits de l'homme et les questions connexes qui s'est tenue en novembre. Les échanges ont porté sur un large éventail de questions et ont été constructifs et amicaux, malgré un certain nombre de sujets difficiles soulevés par les deux parties.

Dans des déclarations et des discours, ainsi que dans le cadre d'entretiens et de démarches formelles et informelles, l'UE a exprimé ses préoccupations, ou mis en avant les avancées positives, pour encourager le gouvernement de la République d'Ouzbékistan à veiller au respect absolu des droits de l'homme.

En 2016, la délégation de l'UE à Tachkent n'a pas été autorisée à visiter de lieux de détention.

Le Parlement européen a effectué une visite en Ouzbékistan en novembre. Les membres de la délégation ont rencontré des représentants des autorités et des défenseurs des droits de l'homme / membres de la société civile.

Par ailleurs, l'UE, en étroite coordination avec certains de ses États membres et des partenaires animés par des préoccupations semblables, a lancé plusieurs initiatives formelles et informelles pour sensibiliser les autorités nationales à différentes affaires judiciaires liées aux droits de l'homme.

L'UE a continué d'apporter un soutien financier aux projets financés par l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD), l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) et l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). Quatre projets (deux de l'IEDDH, un de l'IcSP et un de l'ICD) portant au total sur un montant de 8 millions d'euros ont soutenu les réformes dans le domaine du travail des enfants et du travail forcé lors de la récolte du coton, des mesures pour renforcer la capacité de la société civile dans les domaines des droits de l'homme, de la promotion et de la protection des droits de l'enfant, de la protection et de la promotion des droits sociaux, économiques et culturels des groupes vulnérables etc. En particulier, les projets de l'IcSP et de l'ICD ont soutenu les réformes et le dialogue en matière de droit du travail dans le secteur du coton, notamment avec un suivi international de la récolte du coton et des campagnes de sensibilisation. Comme on a pu le constater au cours des deux dernières années de mise en œuvre du projet, le suivi international est autorisé dans le pays, parler des risques de travail forcé n'est plus tabou et le travail des enfants pour la récolte du coton n'est, en Ouzbékistan, socialement plus acceptable. Le Parlement européen a reconnu ces progrès dans son vote du 14 décembre approuvant le protocole relatif au textile (de l'accord partenariat et de coopération) entre l'UE et l'Ouzbékistan, qui avait été suspendu depuis 2011.

L'Ouzbékistan est partie à la plupart des conventions internationales relatives aux droits de l'homme. L'UE a continué d'inciter l'Ouzbékistan à ratifier le protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture, ce qui aiderait à traiter les plaintes persistantes au sujet de tortures, ainsi qu'à créer un mécanisme national de prévention.

En préparation de son troisième examen par le groupe de travail du Conseil des droits de l'homme dans le cadre des examens périodiques universels (EPU) en 2018 et à la suite de l'examen de 2013, l'Ouzbékistan a adopté un plan d'action national en 2014. Pour la mise en œuvre de ce plan d'action national, le centre national des droits de l'homme a conclu un mémorandum d'accord avec le PNUD.

Beaucoup dépendra de la poursuite et de la mise en œuvre effective des réformes lancées par le nouveau pouvoir en place. L'UE tient à soutenir ces progrès dès lors que c'est possible et a entamé des discussions sur les possibilités de renforcer la coopération. En particulier, il convient d'éviter toute régression en matière de normes de travail dans la récolte du coton, conformément à la résolution du Parlement européen sur le protocole relatif au textile. Les graves violations des droits de l'homme doivent appartenir au passé.

V. AFRIQUE

Union africaine (UA) – Stratégie commune UE-Afrique

En 2016, la coopération avec la Commission de l'Union africaine s'est concentrée sur la réalisation des engagements communs pris lors du dialogue UA-UE sur les droits de l'homme qui a eu lieu à Kigali en novembre 2015. Des progrès satisfaisants ont été accomplis sur un certain nombre de ces engagements. En particulier, le dialogue de haut niveau sur la promotion et la protection des droits de l'homme, qui s'est tenu à Arusha en novembre, a été organisé dans le cadre de l'année africaine des droits de l'homme, l'accent étant particulièrement mis sur les droits de la femme (2016).
Des efforts conjoints sont en cours sur d'autres aspects, tels que le soutien à l'élaboration d'un cadre politique africain pour la mise en œuvre des principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, et la promotion de la ratification des instruments juridiques de l'UA en matière de droits de l'homme et de gouvernance. L'UE et l'UA ont fait deux déclarations communes dans le domaine des droits de l'homme à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes et de la Journée internationale de la démocratie. Des déclarations conjointes des équipes d'observateurs électoraux de l'UE et de l'UA déployées au Ghana et en Tanzanie (Zanzibar) ont récemment été publiées.

La coopération de l'UE et de l'UA en matière de droits de l'homme a bénéficié de l'impulsion du programme panafricain pour la période 2016-2018, qui fournit une aide aux différents organes et institutions de l'UA ainsi qu'à la société civile. Elle comprend une aide financière et technique pour le système africain des droits de l'homme (Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant et Parlement panafricain). Elle apporte également un soutien à un programme de renforcement des capacités et des méthodes d'observation électorale de l'UA, notamment en ce qui concerne l'observation à long terme. En outre, elle comprend un soutien à la lutte contre les mutilations génitales féminines, géré par l'UNICEF/le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), dont une composante importante est la coopération avec la Commission de l'Union africaine. De plus, sous les auspices de l'IEDDH, l'UE soutient les mécanismes spéciaux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples dans les domaines de la liberté d'association, de l'abolition de la peine de mort et des droits de la femme.

République d'Angola

En 2016, la situation des droits de l'homme a été marquée par le rétrécissement de l'espace politique à la veille des élections législatives et présidentielle prévues en août 2017.

L'UE a continué de soutenir l'application intégrale de la Constitution angolaise, notamment en ce qui concerne l'indépendance de la justice, les libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique et l'interdiction de la détention arbitraire.

L'indépendance de la justice a été mieux respectée en 2016 que les autres années. Un militant politique détenu au Cabinda (pour des motifs de rébellion contre l'État) a été libéré après une décision rendue par la Cour suprême. En outre, dans l'affaire des jeunes militants "15+2", les 17 militants qui avaient été jugés coupables d'actes préparatoires de rébellion contre l'État ont bénéficié d'une loi d'amnistie générale, ils ont ainsi été libérés et leur affaire a été close. Cependant, les morts récentes (notamment d'un garçon de 14 ans ayant reçu une balle dans la tête) lors de la démolition de maisons illégalement construites aux abords du nouvel aéroport de la capitale, Luanda, constituent un exemple des excès récurrents dans le recours à la force par la police / l'armée.

Dans le domaine des médias, un nouveau train de mesures législatives réduisant davantage la liberté des médias a récemment été adopté par l'Assemblée nationale. Les quatre projets de loi comprenant le nouveau train de mesures législatives dans le domaine des médias confèrent à un nouvel organe de surveillance (l'autorité angolaise de régulation des communications sociales) le contrôle de tous les grands organes de médias, réseaux sociaux et internet compris. La loi sur les médias pourrait permettre la censure et limiter les libertés fondamentales. Par ailleurs, le nouveau train de mesures maintient l'infraction pénale de diffamation et comprend des références à des "sources frauduleuses" et à la "production illicite d'informations", éléments susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur le journalisme d'investigation.

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec les autorités angolaises. L'UE a encouragé l'Angola à veiller au plein respect des droits de l'homme. L'UE, en étroite coordination avec certains de ses États membres et des partenaires animés par des préoccupations semblables, a lancé plusieurs initiatives formelles et informelles pour sensibiliser les autorités nationales à différentes affaires judiciaires liées aux droits de l'homme. La délégation de l'UE et les ambassades des États membres en Angola ont publié sur place, le 29 mars 2016, une déclaration en réaction aux condamnations des jeunes militants "15+2", dans laquelle ils exprimaient des réserves quant aux garanties qu'ils aient eu une procédure judiciaire régulière et que le principe de proportionnalité ait été respecté. Deux déclarations ont été publiées par la porte-parole de la HR/VP à l'occasion du prononcé de la peine de prison du militant politique au Cabinda ainsi que de sa libération de prison, et les charges ont été abandonnées.

La délégation de l'UE entretient également un dialogue permanent avec les représentants de la société civile, les organisations internationales et d'autres donateurs actifs dans le pays.

En 2016, l'UE a continué de fournir une aide financière pour des projets financés par les programmes du Fonds européen de développement (FED), de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD), ainsi que le programme en faveur des organisations de la société civile et des pouvoirs locaux. Les dotations au titre de l'IEDDH et du programme en faveur des organisations de la société civile et des pouvoirs locaux ont été allouées en 2016 pour soutenir les activités des organisations de la société civile visant à améliorer la situation des droits de l'homme en Angola. Un appel local à propositions axé sur deux priorités pertinentes – l'accès à la justice, centré plus particulièrement sur l'assistance parajuridique aux groupes vulnérables de la population, et sur l'éducation civique dans la perspective des prochaines élections – a été lancé en 2016 et trois ONG nationales ont été retenues.

Parallèlement, quatre projets du 10e FED, dont deux étaient régionaux (PALOP[63]-Timor-Oriental), ont été lancés et ont permis de progresser sur différents domaines en matière de gouvernance (surveillance des finances publiques, accès des enfants à la justice et lutte contre la corruption) dans lesquels il était indispensable d'apporter des améliorations.

Le Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des migrants a conclu la visite qu'il a effectuée dans le pays en mai 2016 en adressant des recommandations. Le Conseil économique et social des Nations unies et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels ont examiné les quatrième et cinquième rapports périodiques sur l'Angola et ont adopté plusieurs observations lors d'une réunion qui s'est tenue le 24 juin 2016. L'Angola prépare actuellement ses examens périodiques universels (EPU) à mi-parcours, en vue des discussions de l'année prochaine.

En ce qui concerne les droits économiques, la chute des cours du pétrole a des répercussions importantes pour les groupes les plus vulnérables de la population. En outre, les capacités d'intervention des pouvoirs publics se sont également considérablement amoindries.

La gouvernance foncière et l'accès à la terre constituent des questions très importantes qu'il convient de suivre. L'utilisation des terres, le développement de l'agro-industrie et l'extension des plans de construction continueront de se heurter aux communautés traditionnelles vivant de la terre, ainsi qu'aux constructions illégales ou légales apparues autour des principales agglomérations.

Les ONG continuent d'être soumises aux exigences d'enregistrement imposées par la loi de 2015 sur les ONG, qui entraînent déjà la cessation de certains financements internationaux, ce qui limite encore les capacités d'action des ONG locales.

République du Bénin

Le Bénin occupe une place particulière parmi les pays d'Afrique de l'Ouest du fait de la bonne situation qui y règne en matière de droits de l'homme, et plus particulièrement de ses résultats positifs en matière de droits civils et politiques. Cependant, en 2016, la haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) a décidé de suspendre certains médias privés. En 2016, l'accès de l'opposition et de la société civile aux médias publics, en particulier à la télévision nationale, s'est considérablement détérioré.

[63] Pays africains de langue officielle portugaise.

Pour la période 2016-2020, les priorités en matière de droits de l'homme définies par l'UE pour le Bénin sont les suivantes: la protection des droits de l'enfant, les droits de la femme, les droits économiques et sociaux et notamment l'accès aux services de base, la lutte contre la corruption et l'impunité, et l'accès à la justice.

La situation des droits de l'enfant demeure un sujet de préoccupation: ces droits sont entravés par certaines pratiques graves telles que, en particulier, le placement d'enfants auprès de familles d'accueil qui les exploitent, la persistance des mariages forcés ou précoces (un enfant sur 10 est marié avant l'âge de 15 ans et trois sur 10 le sont avant l'âge de 18 ans), la marginalisation ou même l'infanticide des enfants considérés comme "sorciers", et les abus sexuels dans les écoles conduisant parfois à des grossesses précoces. Selon le rapport sur l'esclavage dans le monde en 2016, 32 000 personnes sont victimes de l'esclavage moderne au Bénin, sous la forme de travail domestique (pratique des enfants "vidomégons" placés comme domestiques), de travail forcé (agriculture, pêche, construction) et d'exploitation sexuelle.

Les pratiques répandues de fraude et de corruption mettent à mal les droits sociaux et économiques de la population. Le nouveau gouvernement s'est engagé à remédier à la situation mais les résultats restent à évaluer. La faiblesse et la lenteur du système judiciaire, ainsi que la corruption dans ce secteur, conduisent parfois à des arrestations et des détentions arbitraires, à des détentions provisoires prolongées, à des dénis de justice et à l'impunité. Il a été rapporté des cas de lynchage et de recours excessif à la force par la police. La situation dans les prisons demeure instable dans la mesure où les conditions de détention sont déplorables et qu'à certains endroits, elles constituent à elles seules une violation de la dignité humaine.

Le Bénin a achevé un cycle électoral, avec la tenue d'élections législatives et locales en 2015 suivies d'une élection présidentielle en 2016. Les observateurs extérieurs ont estimé ces scrutins crédibles, libres et équitables. L'élection du Président Patrice Talon en mars 2016 a marqué, une fois de plus, une alternance démocratique et pacifique du pouvoir. Il a entamé son mandat avec un programme de réformes institutionnelles ambitieux favorable au secteur privé, visant à mettre fin aux vices corruptifs du régime précédent. Cependant, la mise en œuvre de ce programme a été, jusqu'à présent, relativement lente.

En 2016, l'UE a maintenu un dialogue politique régulier avec le gouvernement du Bénin, sous différentes formes. À différents niveaux, les délégations de l'UE et les États membres ont soulevé différentes questions avec le gouvernement du Bénin, notamment sur la façon de promouvoir le respect des droits de l'enfant et de la femme ainsi que l'émancipation des femmes et d'assurer un suivi approprié des recommandations de l'examen périodique universel, grâce à des initiatives de sensibilisation, des entretiens et des réunions régulières des chefs de mission. L'UE et ses États membres participent généralement aux groupes sectoriels des partenaires financiers techniques dans tous les domaines, tels que la justice et le secteur social, y compris en matière d'égalité des sexes et de protection sociale.

La feuille de route commune de soutien à la société civile pour la période 2014-2017 a continué de soutenir les organisations de la société civile en favorisant la participation des citoyens, la promotion des droits de l'homme et l'amélioration de l'accès des Béninois aux services sociaux de base. En outre, les programmes de soutien à la société civile ont été mis en œuvre dans l'objectif de renforcer les mécanismes de contrôle par les citoyens et les mécanismes d'obligation de rendre des comptes, aux niveaux central comme local. En outre, des travaux importants ont été réalisés pour soutenir les mouvements de jeunesse.

Des mesures ont également été prises pour soutenir les centres de promotion sociale (CPS) de l'ensemble du pays, qui continuent de dispenser des conseils aux personnes ayant subi des violations de leurs droits. Les questions d'égalité des sexes sont bien intégrées dans les programmes de l'UE et de ses États membres.

Grâce à la mise en place par Transparency International d'un système national d'intégrité et au suivi des résultats dans ce cadre, l'UE a défini en 2016 les mesures concrètes nécessaires pour assurer des contrôles plus efficaces dans le but d'éradiquer la corruption au Bénin. En novembre 2016, le Conseil des ministres a adopté le plan d'action proposé par le consortium d'ONG.

En 2016, l'UE et ses États membres ont soutenu l'extension et la mise en œuvre du Programme national de développement du secteur de la justice (PNDSJ). Avec le projet d'appui à la justice (PAJ), l'UE soutient les efforts du Bénin visant à améliorer l'efficacité des mécanismes judiciaires en première instance et en appel. Le groupe sectoriel justice a entretenu un dialogue constant avec les autorités sur toutes les questions présentant un intérêt pour la mise en œuvre du PNDSJ, y compris le renforcement de l'appareil judiciaire et l'élaboration d'un mécanisme d'aide judiciaire.

Le soutien continu de l'UE à la mise en œuvre du programme du gouvernement visant l'amélioration des conditions de vie dans les établissements pénitentiaires a permis une amélioration des conditions de détention, y compris pour les mineurs en détention.

Tous les projets et programmes font généralement l'objet d'une bonne couverture dans les médias béninois. Les discours prononcés à l'occasion de grands événements, les documents distribués et les communiqués de presse permettent de souligner le rôle de l'UE et des États membres sur les questions relatives aux droits de l'homme.

Le Bénin a continué de coopérer avec les institutions spécialisées des Nations unies et avec d'autres organismes actifs dans le domaine des droits de l'homme. Le pays est allié de l'Union européenne sur un certain nombre de questions, dont la peine de mort et la compétence de la Cour pénale internationale (CPI).

En 2016, des représentants du sous-comité des Nations unies pour la prévention de la torture se sont rendus dans le pays.

Bien que le bilan en matière de droits civils et politiques soit considéré comme positif, les droits des plus vulnérables, des enfants et des femmes continuent de se situer à niveau très inférieur à la norme acceptée, même en comparaison avec la situation dans certains pays voisins. En outre, de nombreuses violations sont largement acceptées par la société, ce qui rend difficile toute protection effective.

République du Botswana

De manière générale, le bilan du Botswana en matière de droits de l'homme est satisfaisant, mais il présente néanmoins quelques graves lacunes. Le Botswana est en effet le seul pays du sud de l'Afrique où la peine de mort est encore appliquée. La situation des personnes LGBTI n'a pas été améliorée, même si les relations homosexuelles (considérées comme une infraction pénale) sont rarement poursuivies, et même si l'acceptation de l'homosexualité par la société est en augmentation dans le pays. Par ailleurs, la Haute Cour a confirmé la décision précédente qui autorisait une ONG militant pour les droits de l'homme des personnes LGBTI à s'enregistrer officiellement, et le gouvernement a perdu le recours.

La situation de la minorité san ou basarwa demeure difficile et cette question n'est pas traitée de manière adéquate. Les menaces à la liberté d'expression, avec des signalements de tentatives d'influencer les médias et des tensions croissantes entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, ainsi qu'au sein du pouvoir judiciaire lui-même, constituent un sujet d'actualité.

L'UE continue de travailler sur la question de la peine capitale et des droits des personnes appartenant à des minorités, dont les droits de la minorité san ou basarwa. Le renforcement des capacités des organisations locales de défense des droits de l'homme figure également parmi les priorités de l'UE.

Depuis l'indépendance du pays en 1966, au moins 48 personnes condamnées ont été exécutées. La dernière exécution a eu lieu en mai 2016. Cette affaire avait été particulièrement controversée car aucun examen de santé mentale n'avait été effectué dans le cadre de la procédure judiciaire ou pris en considération dans le cadre de la procédure de grâce. Les familles ne sont préalablement pas informées de l'exécution et le corps ne leur est ensuite pas remis.

L'UE entretient des contacts avec le Botswana dans le cadre du dialogue politique avec le Botswana au titre de l'article 8. Toutefois, aucun dialogue n'a eu lieu en 2016, et ce en raison de l'emploi du temps chargé du ministre des affaires étrangères qui était candidat à la présidence de la Commission de l'Union africaine. La délégation de l'UE n'a eu de cesse d'aborder les questions relatives aux droits de l'homme à de multiples occasions, y compris au moyen de démarches auprès du ministère des affaires internationales et de la coopération, principalement aux niveaux du secrétaire général, du secrétaire général adjoint et des directeurs. En 2016, les missions de l'UE ont également poursuivi leurs échanges réguliers avec des organisations locales de défense des droits de l'homme et avec d'autres partenaires essentiels comme les États-Unis et les Nations unies (UNICEF, ONUSIDA).

La délégation de l'UE apporte un soutien concret aux OSC de défense des droits de l'homme dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). En 2016, un appel local à propositions a été lancé, dans l'objectif de promouvoir l'éducation civique sur les principes de démocratie, de participation, des droits et des responsabilités, d'améliorer l'accès aux services publics pour les enfants, les femmes et/ou les hommes indigènes, et d'émanciper les femmes grâce à un renforcement de leur participation dans les structures décisionnelles, à tous les niveaux. En outre, la délégation apporte un soutien politique aux défenseurs des droits de l'homme et à leurs actions au moyen de communiqués de presse et de dialogues au titre de l'article 8.

Le Botswana partage et soutient souvent la position de l'UE au sein de nombreuses enceintes internationales (Assemblée générale des Nations unies, Conseil des droits de l'homme, CPI). Le Botswana est actuellement membre du Conseil des droits de l'homme (ci-après dénommé le "CDH"). Le gouvernement n'hésite pas à exprimer son avis, qu'il s'agisse de soutenir la CPI, de respecter les limites constitutionnelles des mandats présidentiels ou de dénoncer les violations des droits de l'homme ou du droit international (par exemple, en Corée du Nord, en Syrie ou au Zimbabwe). Les démarches requises ont été effectuées par les missions de l'UE vis-à-vis des autorités locales, dans le contexte des sessions du CDH et des réunions de la 3e Commission de l'Assemblée générale des Nations unies, ainsi qu'à la veille de grandes réunions internationales (CEDAW, TPI).

Au niveau régional, le Botswana n'avait toujours pas signé/ratifié en 2016 le protocole sur l'égalité des sexes de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA). Le Botswana et Maurice demeurent les deux seuls pays de la CDAA n'ayant pas adhéré au protocole sur l'égalité des sexes.

Le Botswana a fait l'objet de son deuxième examen par le groupe de travail du Conseil des droits de l'homme dans le cadre du processus d'examens périodiques universels (EPU) en 2013. Les États membres de l'UE présents au Botswana – la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni — ainsi que la délégation de l'UE ont, à plusieurs reprises, offert leur soutien au gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations. À ce jour, le gouvernement n'a présenté aucune demande de soutien et il y a très peu de progrès tangibles sur les recommandations acceptées. Cependant, le fait que le ministère des affaires internationales et de la coopération s'adresse aux ONG en phase de préparation du prochain rapport d'EPU constitue un signe positif.

Burkina Faso

Le Burkina Faso a subi une transformation radicale faisant suite à une période de turbulences au cours des années 2014 et 2015. Lors d'un soulèvement populaire au cours de cette période, le président Compaoré a été renversé. Cet épisode a été suivi d'une année de transition, d'un coup d'État militaire avorté en septembre 2015 et d'un attentat terroriste majeur sur des civils à Ouagadougou en janvier 2016. Le président Roch Kaboré a été élu en novembre 2015 à la suite d'un processus électoral crédible et sans faille, et il a pris ses fonctions en janvier 2016.

Les priorités de l'UE comprennent la sécurité et la stabilité, l'amélioration du système judiciaire et des conditions carcérales, la lutte contre l'exploitation économique des enfants, la traite des êtres humains et le travail forcé et, enfin, elles passent par une stratégie de lutte contre l'inégalité des sexes, en vue de mieux faire respecter les droits de la femme.

La démocratie a fait quelques progrès au cours des deux dernières années, ce qui fait du Burkina Faso un exemple pour le reste de l'Afrique, mais le pays est confronté à d'importants défis sociaux et économiques dus à une pauvreté généralisée, à un taux de chômage élevé chez les jeunes et à une croissance démographique non durable. Les groupes les plus vulnérables sont les femmes, en particulier les jeunes femmes, ainsi que les enfants et les personnes handicapées.

En raison de l'absence de contrôle de l'État à la frontière avec le Mali, de la présence de groupes terroristes au Mali et au Niger, ainsi que d'une recrudescence très problématique de la radicalisation violente combinée avec une relative faiblesse des forces de sécurité, la situation dans le nord du pays en matière de sécurité se détériore. Cela peut entraîner une détérioration supplémentaire quant au respect des droits fondamentaux dans le nord du pays.

Au Burkina Faso, la société civile joue un rôle dynamique et elle a été déterminante dans l'éviction du président Compaoré. La liberté d'association et d'expression est effective et garantie par la Constitution.

Une commission indépendante a été mise en place pour élaborer une nouvelle constitution. Son mandat comprend le renforcement de la démocratie à travers une amélioration de l'équilibre institutionnel, l'indépendance de la justice, le renforcement de l'obligation de rendre des comptes, l'État de droit et les droits de l'homme, et en particulier les droits de la femme, ainsi que les droits environnementaux. L'abolition de la peine de mort figure dans le projet de texte devant être adopté par référendum, mais cet aspect risque se heurter à des oppositions lors des consultations en cours. La peine de mort n'a pas été appliquée depuis 1998.

Le mandat et l'autonomie de la commission nationale des droits humains ont été renforcés par une loi en mars 2016, en conformité avec les normes internationales.

L'UE a accompagné le Burkina Faso dans son processus de transition et a mobilisé tous ses instruments pour soutenir le renforcement des capacités de l'État et du développement économique et social. Un certain nombre de visites à haut niveau ont eu lieu en 2016, dont une mission de M. Mimica, membre de la Commission, et du représentant spécial de l'UE pour le Sahel M. Losada. Dans la mesure où la sécurité représente une préoccupation particulière, il a été décidé de renforcer la coopération par l'intermédiaire de l'IcSP et du fonds fiduciaire d'urgence de l'UE. En outre, une aide sera apportée en faveur des services sociaux de base dans les régions éloignées au nord du pays.

Le dialogue politique au titre de l'article 8 a eu lieu en juillet 2016 et a porté sur la sécurité, la justice, les réformes institutionnelles et les questions relatives aux droits de l'homme.

L'UE et ses États membres soutiennent les efforts des ministères de la justice et des affaires intérieures pour contrôler les milices locales d'autodéfense couramment appelées "Koglweogo" qui sont responsables de violations des droits de l'homme. Les principaux axes de soutien comprennent le renforcement du maillage territorial de la justice, la professionnalisation du système judiciaire, l'accès à la justice, les formations en matière de droits de l'homme ciblant différents groupes (forces de sécurité, médias, magistrature) et les écoles. De nouveaux projets porteront sur le travail des enfants dans les mines d'or et sur les conditions de détention.

Les défenseurs des droits de l'homme, y compris les femmes défenseurs des droits de l'homme, reçoivent un soutien sous la forme, notamment, d'une aide juridique.

Les organisations de la société civile bénéficient d'un programme de l'UE visant à améliorer les conditions de détention (conditions sanitaires, conseil juridique, réinsertion). La réduction du nombre de détentions préventives figure parmi les indicateurs à suivre. L'UE et ses États membres concentrent leur aide sur la protection des femmes, avec notamment la promotion de mesures contre les violences et contre les mutilations génitales, sur la protection des enfants, en particulier des enfants vulnérables, et sur l'intégration des jeunes délinquants.

Les progrès du Burkina Faso dans le domaine des droits de l'homme ont été portés par un plan d'action élaboré sur la base de l'examen périodique universel (EPU). Le dernier EPU a été mené en 2013 et comprenait 165 recommandations, notamment en ce qui concerne les questions liées à la protection de l'enfance, à la prévention et à la répression de la torture, à la lutte contre la corruption et à l'indépendance de la justice. À titre d'exemple, depuis la révision de la Constitution par le gouvernement de transition, ce n'est plus le président du Faso qui préside le Conseil supérieur de la magistrature mais le président de la Cour de cassation.

Les futures actions de l'UE comprennent un soutien au processus de consultation sur la réforme constitutionnelle; à la société civile dans ses actions de sensibilisation aux droits de l'homme auprès de différents segments de la population, et en particulier des jeunes, ainsi que pour sa contribution à la gouvernance démocratique; à l'éducation civique et aux mesures de prévention de la radicalisation; à l'appareil judiciaire et à l'amélioration des conditions de détention; à l'enregistrement des naissances et à la tenue des registres d'état-civil; aux droits de l'homme dans le contexte de l'exploitation minière illégale; aux droits de l'homme et à la consolidation de l'État de droit dans le cadre de la réforme du système de sécurité.

République du Burundi

En 2016, la situation générale des droits de l'homme au Burundi a continué d'être marquée par des violations et atteintes systématiques en matière de droits de l'homme comprenant des assassinats, des disparitions forcées et des cas de torture et de mauvais traitements, en toute impunité; les libertés fondamentales sont, en outre, gravement restreintes.

La priorité de l'UE est de continuer à se concentrer sur les nombreuses violations qui ont eu lieu au cours des dernières années, comme indiqué dans la décision du Conseil du 14 mars 2016 au titre de l'article 96 de l'accord de partenariat UE-ACP[64] (accord de Cotonou)[65].

Les principaux enjeux portent sur les violations flagrantes et systématiques du droit à la vie, le recours par la police à la torture et à des traitements dégradants, les violences sexistes y compris sexuelles, l'absence d'enquêtes indépendantes, notamment dans les cas de disparition forcée, l'impunité généralisée, les arrestations et détentions arbitraires, ainsi que l'absence de justice indépendante et de procès équitables.

D'autres insuffisances sont à signaler en matière de libertés fondamentales, notamment de libertés de parole et d'expression, de réunion et de manifestation, ainsi que de liberté de la presse qui sont particulièrement menacées. L'inégalité des sexes demeure profondément ancrée dans ce pays qui progresse peu en la matière.

Aucune amélioration n'a été enregistrée en 2016 tandis que, selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme au Burundi, il a été constaté une détérioration préoccupante de la situation, principalement en ce qui concerne les disparitions forcées.

L'UE a continué de mener des discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec le Burundi dans le contexte de la décision du Conseil du 14 mars 2016 (au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou). Au cours de ces discussions, les questions relatives aux droits de l'homme ont été systématiquement soulevées, de manière informelle et formelle (réexamen de la décision), car les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont au cœur des engagements attendus du gouvernement du Burundi. Toutefois, les autorités burundaises ont contesté toutes les allégations et, en réponse aux efforts déployés par la communauté internationale (principalement par les Nations unies et l'UA), elles se sont déclarées disposées à enquêter.

---

64 Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

65 Accord de partenariat 2000/483/CE entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part.

Bien que l'UE se soit efforcée de maintenir des contacts réguliers avec la société civile locale, la réunion formelle annuelle avec des défenseurs et militants burundais des droits de l'homme n'a pas été organisée en 2016 car les défenseurs les plus en vue avaient dû fuir le pays tandis que ceux qui restent au Burundi devaient soit se faire très discrets, soit entrer dans la clandestinité.

Dans ce contexte difficile, où les défenseurs des droits de l'homme doivent mener leurs activités discrètement et où tout soutien visible est contreproductif, l'UE a cofinancé deux projets relevant de l'IEDDH qui sont mis en œuvre par des ONG internationales en partenariat avec des organisations locales de la société civile. Un projet vise à soutenir les défenseurs des droits de l'homme, et l'autre à renforcer la lutte contre les violences sexistes. En outre, un projet régional pour la paix et la sécurité, mis en œuvre par la conférence internationale sur la région des Grands Lacs (ci-après dénommée la "CIRGL") est notamment conçu pour renforcer la prévention et la répression des violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants. L'UE a également soutenu, par l'intermédiaire du fonds d'urgence de l'IEDDH, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes qui, du fait de leur travail quotidien, sont en danger.

Depuis 2008, le Burundi a mis en place des institutions tenues de rendre des comptes et capables de réagir, et le pays est partie à plusieurs conventions internationales et régionales en matière de droits de l'homme. Toutefois, ces institutions ne sont pas indépendantes et les lois et conventions entrant en ligne compte en matière de droits de l'homme soit ne sont pas appliquées, soit, dans de nombreux cas, sont bafouées. En 2016, le Burundi a vigoureusement contesté plusieurs rapports internationaux faisant état de graves violations des droits de l'homme. En octobre 2016, le gouvernement a suspendu sa coopération avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme au Burundi qu'il a invité à réviser l'accord de siège.

En octobre 2016, le Burundi a annoncé son retrait de la CPI.

Le gouvernement du Burundi continue de s'en tenir à une position inquiétante de dénégation et atteste sa culture d'impunité chaque fois que la situation du pays en matière de droits de l'homme est abordée par l'UE ou d'autres acteurs de la communauté internationale.

République du Cap-Vert

Le bilan des droits de l'homme au Cap-Vert est dans l'ensemble resté positif en 2016, ce pays étant doté d'institutions politiques solides, d'une presse indépendante, d'un pouvoir judiciaire indépendant et d'un système politique démocratique effectif qui garantit le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Malgré son bilan globalement positif en matière de droits de l'homme et de gouvernance démocratique, un certain nombre de questions relatives aux droits de l'homme restent des sujets de préoccupation au Cap-Vert, à savoir la violence policière signalée à l'égard des prisonniers et des détenus, les procès retardés, la traite des êtres humains, les cas d'exploitation sexuelle des enfants y compris dans le cadre du tourisme sexuel, le travail des enfants et la violence à caractère sexiste.

En 2016, l'UE a continué de mener un dialogue régulier sur la consolidation de la démocratie et des droits de l'homme dans le cadre de son partenariat spécial avec le Cap-Vert, qui prévoit un dialogue politique renforcé sur la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit et la bonne gouvernance. Le plan d'action du partenariat spécial porte une attention particulière aux droits des femmes et des enfants, à la situation des migrants, à la lutte contre les violences domestiques, à l'amélioration du système judiciaire, à la lutte contre la corruption et à la promotion de la bonne gouvernance. Par ailleurs, la ratification et la mise en œuvre effective de vingt-sept conventions internationales sur les droits de l'homme, les droits des travailleurs, la protection de l'environnement, le changement climatique et la bonne gouvernance continuent de faire l'objet d'un suivi dans le cadre du système des préférences généralisées SPG+ de l'UE auquel le Cap-Vert est partie. L'UE a également présenté en décembre 2016 son plan d'action sur l'égalité des sexes pour le Cap-Vert pour la période 2016-2020.

Le Cap-Vert a également continué d'être l'un des rares cas de démocratie parlementaire pluraliste stable et fonctionnant bien en Afrique. En 2016, trois élections pacifiques et équitables ont eu lieu dans le pays, et ont conduit à l'établissement d'un nouveau gouvernement sous la direction du Premier ministre Ulisses Correia e Silva en mars et à la réélection du président Jorge Carlos Fonseca lors de l'élection présidentielle d'octobre.

En 2016, l'UE a financé un projet au titre de l'IEDDH sur le soutien aux partenaires commerciaux y compris les pays bénéficiaires du SPG+ afin de mettre effectivement en œuvre les normes de travail internationales et de respecter les obligations en matière de communication d'informations. Le Cap-Vert est le seul pays africain qui a bénéficié de ce projet.

L'UE a entrepris des démarches sur des questions liées aux droits de l'homme, y compris en ce qui concerne la Cour pénale internationale (CPI).

Au niveau international, le Cap-Vert a ratifié la plupart des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et a continué de soutenir résolument la CPI. Si le bilan du pays en termes de ratification est positif, il n'en va pas de même toutefois en ce qui concerne ses obligations correspondantes en matière de notification. La faiblesse des capacités de l'administration réduite du pays explique en grande partie les retards persistants en matière de notification. À titre d'exemple, en décembre 2016, le Comité des Nations unies contre la torture a examiné la situation dans le pays au regard de la convention contre la torture et a formulé un certain nombre d'observations en l'absence d'un rapport sur le pays.

Malgré l'accomplissement de certains progrès au cours de ces dernières années, la violence à caractère sexiste et la discrimination sociale et économique à l'égard des femmes continuent d'être ancrées dans les zones plus rurales de la société du Cap-Vert. Il s'agit d'un domaine dans lequel des progrès sont nécessaires. Un autre domaine d'action prioritaire est l'indépendance de la commission nationale existante des droits de l'homme et de la citoyenneté établie en 2004. Une décision d'aligner le statut et les moyens de la Commission sur les principes de Paris est toujours en cours d'examen au Parlement.

République du Cameroun

En 2016, le Cameroun a fait face à la menace pour la sécurité posée par Boko Haram à l'extrême nord, ayant été confronté à des violations graves des droits de l'homme perpétrées par le groupe terroriste et à des allégations de violations des droits de l'homme résultant de la réponse apportée à cette menace par les forces de sécurité.

Les droits civils, tels que la liberté d'expression y compris par les médias sociaux et la liberté de réunion, ont été réprimés, en particulier lors de protestations civiles et de grèves dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest, où des doléances ont été exprimées par les minorités anglophones.

L'année 2016 a également été marquée par des conditions de détention toujours préoccupantes, des problèmes d'accès à la justice et des violations systématiques des droits des minorités vulnérables et des droits des défenseurs des droits de l'homme.

Les priorités de l'UE ont été la consolidation des processus démocratiques y compris les processus électoraux, la promotion et la protection des droits des personnes appartenant à des groupes/minorités vulnérables, la lutte contre la peine de mort et l'amélioration du système judiciaire ainsi que la protection des défenseurs des droits de l'homme et de leurs droits. L'accès à des services de base, en particulier dans des zones touchées par l'insécurité, a également été une préoccupation majeure.

Outre la vaste problématique de l'accès aux services de base, y compris en ce qui concerne l'insécurité ou les situations humanitaires dramatiques à l'extrême nord et à l'est, les principales problématiques relatives aux droits de l'homme sont liées aux conditions de détention, à l'accès à la justice, aux violations des droits de l'homme et aux abus dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, aux violations des droits des minorités vulnérables (par exemple, les enfants, les femmes, les personnes LGBTI, etc.), aux restrictions pesant sur la liberté de réunion pacifique et d'association, ainsi qu'aux menaces pour la liberté d'expression.

Cependant, le nouveau code pénal adopté en juillet 2016 a apporté quelques changements positifs: il érige en infraction pénale les mutilations génitales, introduit des peines de substitution à l'emprisonnement, telles que des peines non privatives de liberté, et interdit les expulsions du domicile conjugal en dehors d'un cadre juridique. Le code vise également à ériger en infraction pénale la corruption dans les concours administratifs. En revanche, le nouveau code n'a pas aboli la peine de mort et considère toujours l'homosexualité comme une infraction pénale. Il reste à voir dans quelle mesure certaines des principales dispositions du nouveau code seront mises en œuvre dans la pratique.

L'UE a continué d'aborder les problèmes liés aux droits de l'homme et à la démocratisation dans le cadre de son dialogue politique avec les autorités, tant lors de sessions formelles que de façon informelle. Plusieurs démarches ont également été entreprises concernant un certain nombre de questions ayant trait aux droits de l'homme, afin de plaider, entre autres principes, en faveur de l'abolition de la peine de mort et de la ratification du statut de Rome. Plusieurs points ont été soulevés dans le cadre de contacts bilatéraux informels, y compris en ce qui concerne la question du respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme et l'accès aux services publics de base dans les zones touchées par l'insécurité.

L'UE a assisté et participé activement à des ateliers, des conférences et d'autres manifestations publiques au cours desquels des questions relatives aux droits de l'homme ont été examinées, y compris la prévention de la violence électorale, le lancement de l'observatoire de la société civile qui défend les droits des personnes LGBTI, l'égalité entre les femmes et les hommes, le rôle de la jeunesse, les événements dans le cadre de la Journée des droits de l'homme et les conditions de détention. L'UE a également assisté à plusieurs audiences du procès d'Ahmed Abba, le correspondant de RFI (Radio France Internationale) accusé de "complicité d'actes de terrorisme".

L'UE a entretenu un dialogue régulier et des consultations avec des représentants locaux de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme. L'UE a participé à des manifestations organisées par ces acteurs tout au long de l'année.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). L'appel à propositions lancé en 2015 vise à soutenir la démocratie participative y compris le Parlement; à promouvoir la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté d'association et de réunion pacifique; à promouvoir le dialogue et l'éducation civique en faveur de la stabilité et de la coexistence pacifique des communautés; et à contribuer à instaurer un climat de confiance entourant les processus électoraux. En 2016, deux projets ont eu pour objectif de contribuer à la démocratie participative et à promouvoir les droits civils et politiques. En outre, d'autres projets ont traité d'autres questions, parmi lesquelles l'amélioration du rôle du Parlement, l'équilibre entre les hommes et les femmes dans la vie politique, la participation des jeunes au débat public et le rôle des médias et de la société civile dans les processus électoraux.

D'autres projets ont abordé des questions comme la violence à l'égard des femmes, la situation des femmes dans différentes régions, la participation des peuples autochtones à la gestion des forêts, les améliorations des conditions de détention et la justice pour mineurs. Enfin, un projet régional également mis en œuvre au Cameroun a contribué à la promotion des droits des défenseurs de l'environnement dans le bassin du Congo. L'UE a également lancé un appel à propositions concernant un programme visant à soutenir la gouvernance responsable des régimes fonciers en promouvant les directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Le Cameroun a ratifié un certain nombre d'instruments internationaux essentiels relatifs aux droits de l'homme, tels que le pacte international relatif aux droits civils et politiques, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. D'autre part, certains instruments, tels que le protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ont été signés mais pas encore ratifiés. La signature et la ratification d'autres instruments, tels que le deuxième protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui vise à abolir la peine de mort, ont été à plusieurs reprises rejetées par le Cameroun dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU). Le dernier EPU du Cameroun remonte à 2013 et le prochain aura lieu en mai 2018.

République centrafricaine

En 2016, l'impunité persistante en République centrafricaine (RCA) a contribué au maintien de l'instabilité et de l'insécurité dans l'ensemble du pays et à Bangui. Le processus électoral de 2015-2016 (élections législatives et présidentielles) est resté pacifique, aucun incident de sécurité majeur n'ayant été signalé, et le niveau de participation des femmes à ces élections a été élevé. Le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a incontestablement contribué à l'achèvement d'une manière globalement pacifique de la transition politique en RCA et l'a facilité. Toutefois, les autorités nouvellement élues continuent à être confrontées à des violations des droits de l'homme généralisées et à la présence de groupes armés dans la plus grande partie du pays. Le système judiciaire reste faible et inefficace et le gouvernement n'est pas en mesure de rassurer la population dans le domaine de l'État de droit et de la lutte contre l'impunité.

Le système judiciaire de la RCA, déjà affaibli avant le conflit, a été encore fragilisé par les combats dans et autour de la capitale, les dossiers d'archives ayant été détruits et le personnel des services juridiques ayant été contraint de s'enfuir. Aujourd'hui encore, peu de tribunaux ou magistrats sont opérationnels à l'extérieur de la capitale, Bangui, et seulement huit des 35 prisons du pays sont fonctionnelles. Les détenus sont logés dans des bâtiments délabrés et surpeuplés, ce qui engendre des conditions insalubres. Les mauvaises conditions de sécurité ont entraîné des évasions de prison à de multiples reprises.

Le conflit en République centrafricaine a contraint un cinquième de la population à fuir leur foyer, soit vers d'autres régions du pays soit vers des pays voisins, en particulier vers le Cameroun et le Tchad. Dans la situation actuelle d'après-conflit, l'occupation de parcelles et le pillage de maisons ou d'entreprises peuvent être exploités à des fins privées et peuvent entraver de manière permanente la dynamique de retour des réfugiés et des populations déplacées. Dans ce contexte, marqué par des actes de violence sur l'ensemble du territoire et des abus commis par des groupes armés depuis 2013, l'état de la situation concernant les cas d'abus sexuels et de violence contre la population, et en particulier les femmes et les jeunes, est extrêmement préoccupant.

La présence persistance des groupes armés sur le territoire de la République centrafricaine et le chaos en termes de sécurité qui résulte de la prise du pouvoir de la Séléka ont compromis de façon permanente les conditions de vie des enfants et des familles. Les groupes armés ont recruté un grand nombre d'enfants, plus de 10 000 mineurs selon l'UNICEF, pour qu'ils exécutent des tâches domestiques quotidiennes, ou également en tant que guerriers. En outre, l'opérationnalisation de la Cour pénale spéciale, établie par la loi en juin 2015, devient l'une des principales priorités pour le processus de réconciliation. Les autorités de la RCA ont pris des mesures en vue de l'instauration de la cour, grâce au soutien de la MINUSCA. Des appels à candidatures en vue de la nomination, par les États, à certains postes tels que les juges internationaux et d'autres catégories de personnel ont été lancés en novembre 2016, tandis que le processus de recrutement pour des postes nationaux a débuté récemment.

En 2016, l'UE a concentré ses interventions dans le domaine de la justice par l'intermédiaire du projet RESEJEP[66], qui vise principalement à lutter contre l'impunité, à rétablir l'autorité de l'État, à procéder au renforcement institutionnel de l'administration de la justice, à moderniser le droit, à améliorer l'organisation et le fonctionnement des tribunaux et à former le personnel judiciaire.

Par ailleurs, en 2016, l'Union européenne a poursuivi ses efforts visant à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays, en s'appuyant essentiellement sur un dialogue régulier avec le nouveau gouvernement et en soutenant résolument la volonté politique du président Touadéra d'améliorer la situation générale en matière de droits de l'homme. Grâce à la relance du dialogue politique mené au titre de l'article 8 de l'accord de Cotonou au cours de la deuxième moitié de l'année 2016, l'UE et ses États membres engagent un dialogue approfondi et constant avec le gouvernement centrafricain. Les insuffisances et les défis liés à la situation des droits de l'homme dans le pays et à la lutte contre l'impunité requièrent des efforts de suivi constants. En 2016, l'UE et ses États membres ont élargi leur champ d'action en RCA en adoptant une approche globale, y compris une mission de PSDC (mission de formation de l'UE pour les forces nationales, FACA) et la continuité du fonds fiduciaire de l'UE, le fonds Bêkou.

[66] Acronyme de "*Réhabilitation du secteur de la justice et de la police*".

En 2016, l'UE a publié plusieurs déclarations. Par exemple, une déclaration locale de l'UE a été publiée sur la ratification par la République centrafricaine du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture en octobre 2016. Le bureau du porte-parole de la HR/VP a également publié des déclarations condamnant les récents assassinats et exactions au sein des populations civiles ou ciblant les forces de la MINUSCA, qui pourraient constituer des crimes de guerre.

Les priorités de l'UE définies pour une stratégie en matière de droits de l'homme en République centrafricaine portent sur plusieurs aspects. Il est essentiel de continuer à encourager les actions en cours visant à reconstruire le système judiciaire, à restaurer le fonctionnement de la chaîne pénale et à sécuriser et à réhabiliter le système pénitentiaire.

En 2016, plusieurs projets ont été financés par l'UE dans le cadre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix et le fonds fiduciaire de l'UE pour la RCA, le fonds Bêkou. Trois projets menés au titre de l'IEDDH sont actuellement en cours pour renforcer les capacités des organisations de la société civile. Ces projets visent essentiellement à améliorer l'accès à la justice des personnes en situation vulnérable, à garantir l'exercice effectif des droits de la population, à lutter contre l'impunité par l'intermédiaire des acteurs locaux et internationaux et à soutenir les victimes de crimes internationaux.

En outre, l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix a soutenu le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) par la division des droits de l'homme - MINUSCA, s'employant à renforcer les capacités de la société civile locale. Ce soutien s'est également situé dans le droit fil de la stratégie du HCDH pour la RCA pour la période 2014-2017, qui met notamment l'accent sur la lutte contre l'impunité et le renforcement de l'obligation de répondre de ses actes et de l'État de droit. Par l'intermédiaire de ce projet, l'UE a contribué à faire mieux comprendre la situation des droits de l'homme à la communauté internationale et à la sensibiliser davantage à cette situation, en collectant des informations relatives aux violations des droits de l'homme dans l'ensemble du pays et en fournissant des informations fiables aux décideurs. En outre, le projet a permis au HCDH d'effectuer régulièrement des contrôles et des enquêtes lorsque des violations des droits de l'homme et des abus ont été signalés. Par ailleurs, des sessions de formation ont été organisées pour les interlocuteurs de la société civile afin de leur permettre de mener des activités de suivi dans le pays.

L'instrument contribuant à la stabilité et à la paix a également financé un projet sur la promotion et la protection des droits au logement, des droits fonciers et des droits de propriété des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et des réfugiés, y compris au moyen de mesures visant à les encourager à rentrer chez eux.

La République centrafricaine coopère régulièrement et de façon approfondie avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à Genève. En attendant la transition politique en RCA, le gouvernement a été en mesure de présenter le rapport concernant le pays pour l'examen périodique universel (EPR) en novembre 2013. En outre, un dialogue interactif sur la RCA a été organisé lors de la session du Conseil des droits de l'homme en juin 2016. Depuis 2014, le mandat de l'expert indépendant du HCDH a accompagné les autorités et les a encouragées à prendre les mesures nécessaires et appropriées dans le domaine de la lutte contre l'impunité et à renforcer le dialogue sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

République du Tchad

En 2016, la situation des droits de l'homme au Tchad est restée, dans son ensemble, défavorable. Boko Haram a constitué une menace et a entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes dans la région. Les autorités tchadiennes ont également été accusées de restreindre les libertés et de réprimer l'opposition; les forces de sécurité ont régulièrement recouru de manière excessive à la force, dans un contexte d'impunité.

À la fin de l'année 2016, des modifications législatives ont été introduites, qui ont en particulier établi l'abolition de la peine de mort (sauf pour les affaires de terrorisme), mais le nouveau code pénal doit encore être consolidé.

La Cour africaine extraordinaire à Dakar a condamné l'ancien président tchadien Hissène Habré à la réclusion à perpétuité pour crimes contre l'humanité. Cette initiative de la Cour africaine, soutenue par l'UE, est devenue une victoire importante et a valeur d'exemple pour la justice internationale.

L'UE a œuvré sur la base de cinq priorités: les principes démocratiques (notamment la participation politique et la société civile), les forces de sécurité, la justice, les droits des personnes vulnérables (femmes, enfants, réfugiés/PDI) et la protection des défenseurs des droits de l'homme.

De graves problèmes ont en particulier été causés par la domination écrasante exercée par le président Idriss Déby et son parti politique Mouvement patriotique du salut sur les pouvoirs exécutif et législatif, tandis que le pouvoir judiciaire manquait également d'indépendance et de capacité.

Le népotisme et la corruption sont fermement enracinés et le manque de transparence du gouvernement a aggravé la crise financière et économique que connaît le pays. En février 2016, une jeune fille a affirmé qu'elle avait été violée par un groupe d'enfants de hauts fonctionnaires, qui sont restés impunis. L'affaire a provoqué plusieurs protestations de la société civile et reste une cause d'indignation et de mobilisation de la population. Elle confirme également que la violence à caractère sexiste, y compris à l'encontre des enfants, est répandue dans le pays, qui se situe en bas des classements selon les indices internationaux, principalement en ce qui concerne les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants.

Parmi les autres problèmes relevés en matière de droits de l'homme figurent la répression généralisée des contestations de la société politique et civile et les abus des forces de sécurité. Les manifestations et les rassemblements ont été systématiquement interdits en 2016. Le gouvernement a placé la région du lac Tchad en situation d'état d'urgence et a de facto conservé une approche politique militarisée dans le nord du pays.

Concernant la liberté de la presse, la presse locale a été publiée librement, mais les médias sociaux (Facebook, WhatsApp, Twitter) ont été bloqués de manière intermittente. Les autorités ont également coupé l'internet et interrompu les services de SMS par moments et trois journalistes français travaillant pour TV5 Monde ont vu leurs accréditations être temporairement suspendues.

En avril 2016, les élections présidentielles se sont déroulées d'une manière relativement ordonnée et avec la participation de l'opposition; un recensement biométrique a été utilisé. Le président Déby, qui est au pouvoir depuis le coup d'État de 1990, a remporté le premier tour avec 60 % des voix. Toutefois, le processus a été entaché d'irrégularités, de détentions et de procès de représentants de la société civile. Une controverse a également été suscitée autour de la "disparition" de dizaines de personnes au sein des forces militaires qui ont pu avoir voté en faveur de l'opposition et des représailles exercées à leur encontre. Les élections législatives (qui devaient avoir lieu en 2015) ont été reportées sine die.

L'Assemblée nationale a adopté un amendement au code pénal en décembre 2016, proposant l'abolition de la peine de mort (sauf dans les affaires de terrorisme), la criminalisation du mariage d'enfants et de la violence à caractère sexiste, et l'introduction des crimes de guerre et de la torture dans le code.

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec le Tchad dans le cadre d'un dialogue politique (article 8) et d'un dialogue avec l'Assemblée nationale et au moyen de déclarations, d'ateliers et de mesures informelles.

En ce qui concerne les élections présidentielles, l'UE a soutenu une mission d'experts électoraux et a financé un projet de sensibilisation. Un soutien à la réforme des forces de sécurité s'est manifesté par l'intermédiaire de plusieurs forums, de sessions de formation et d'une action conjointe sur des lignes directrices et sur un observatoire des comportements de la police. L'UE a travaillé en étroite coordination avec ses États membres sur ce sujet.

Le travail mené avec les défenseurs des droits de l'homme s'est avéré difficile au Tchad. Cinq défenseurs des droits de l'homme ont été arrêtés avant les élections et condamnés pour avoir organisé des manifestations pacifiques. Le porte-parole de la HR/VP a fait une déclaration publique, et au niveau local la délégation de l'UE a rendu visite aux défenseurs des droits de l'homme en prison et a assisté au procès.

Dans le cadre de l'attention qu'elle accorde à toutes les formes de violence à caractère sexiste, l'UE a financé des actions (par l'intermédiaire de plusieurs instruments de coopération) sur la sensibilisation et l'accès à la justice. Une évaluation a recensé les moyens d'intégrer la dimension de genre dans tous les projets financés dans le cadre du 11^{e} FED.

En 2016, dans le cadre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), cinq projets ont été mis en œuvre pour protéger et promouvoir les droits des enfants et des femmes dans le pays. En ce qui concerne la réforme de la justice et de la police, deux projets de l'UE ont pris fin en 2014 et en 2016 et l'Union européenne a commencé à travailler avec les ministères compétents et avec d'autres parties prenantes sur l'identification de nouveaux programmes qui devraient commencer en 2017.

Le code pénal révisé (adopté par l'Assemblée en 2016) permettra au Tchad de remplir certaines obligations en matière de droits de l'homme découlant de conventions et de traités internationaux que le pays a ratifiés dans le passé.

Bien que le Tchad soit partie au statut de Rome, le soutien qu'il apporte à la Cour pénale internationale ne peut être tenu pour acquis. Le président soudanais, M. Al-Béchir, s'est rendu librement au Tchad en août 2016, malgré l'inculpation prononcée par la CPI.

La promulgation et la mise en œuvre effective du code pénal révisé méritent un suivi approfondi, en particulier en ce qui concerne la peine de mort, qui est encore autorisée dans les cas de terrorisme, et pour laquelle la législation pourrait faire l'objet d'une interprétation politique.

Les droits et libertés politiques constituent des domaines complexes où des progrès supplémentaires sont nécessaires, tout comme l'équilibre des pouvoirs (le pouvoir exécutif domine tandis que le pouvoir judiciaire est faible) et la gouvernance inclusive.

Les élections législatives et la décentralisation sont en cours. Si les forces de sécurité tchadiennes ont la réputation d'être efficaces en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme international, elles sont également connues pour les abus qu'elles commettent contre les populations civiles locales, et tirent parti du népotisme et de l'impunité.

Union des Comores

En 2016, la situation des droits de l'homme aux Comores a été marquée, dans son ensemble, par une augmentation de la violence à l'encontre des femmes et des enfants. La représentation des femmes aux niveaux parlementaire et gouvernemental est extrêmement faible. Certaines mesures positives ont été prises par le gouvernement, y compris l'adoption d'une feuille de route nationale contre la violence à caractère sexiste en décembre. Des problèmes persistent, en particulier en ce qui concerne l'égalité des sexes, la corruption, le manque de confiance envers le système judiciaire et la culture globale de l'impunité. Les Comores n'ont pas ratifié les conventions internationales importantes dans le domaine des droits de l'homme et n'ont pas encore aboli la peine de mort.

Les priorités de l'UE en matière de droits de l'homme aux Comores sont la lutte efficace contre les violences à caractère sexiste, la promotion du respect des droits de l'enfant, la réforme de la justice, la lutte contre la corruption, le renforcement des institutions nationales et les réformes électorales. L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec les Comores sous différentes formes, y compris par des missions régulières, des événements organisés au titre de la diplomatie publique (également avec des donateurs à l'extérieur de l'UE) et un dialogue politique. L'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

Les deux derniers tours des élections en 2015 et en 2016 aux Comores ont révélé un processus de maturation démocratique. Dans la déclaration faite à l'occasion de l'élection présidentielle de 2016, le porte-parole de la haute représentante a encouragé le dialogue inter-comorien en vue d'engager les réformes de fond nécessaires pour faire progresser l'État de droit de manière inclusive et pour consolider les bases d'un développement durable dans le pays. Jusqu'à présent, ces efforts n'ont pas été davantage déployés et le président et la Cour constitutionnelle examinent actuellement le sort de l'agence de lutte contre la corruption (jusqu'à présent indépendante) que le président compte dissoudre. En tant que partenaire le plus important des Comores en matière de coopération au développement, l'UE a accompagné dans une large mesure le processus électoral.

Dans le cadre de l'examen périodique universel de 2014, un grand nombre de tâches a été attribué aux Comores en vue d'améliorer sa situation en matière de droits de l'homme, ce qui a été pleinement reconnu par l'ancien gouvernement. En 2016, aucune mesure supplémentaire n'a été prise, y compris en ce qui concerne la ratification par les Comores de la convention contre la torture, qui est toujours en attente.

République démocratique du Congo

En 2016, la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (RDC) a continué de se dégrader. Au cours de l'année, le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) a enregistré une augmentation des violations des droits de l'homme et des abus de 30 % par rapport à 2015. La majorité de ces violations ont été commises par des acteurs étatiques, principalement dans les provinces orientales. Cependant, un nombre croissant de cas ont été enregistrés dans les provinces occidentales, ce qui a principalement été dû au fait que les élections ne se sont pas déroulées comme cela est exigé par la Constitution congolaise et à la réduction de l'espace démocratique qui s'en est suivie.

En septembre et en décembre 2016, des manifestions violentes ont eu lieu à Kinshasa et dans d'autres villes, les forces gouvernementales ayant fait un usage disproportionné de la force meurtrière. Cela a constitué un recul par rapport à la position des autorités en juillet lorsque, malgré une forte manifestation de soutien populaire dans les rues lors du retour de l'éminent chef de l'opposition, Etienne Tshisekedi, après plusieurs années passées à l'étranger, il n'y avait pas eu d'affrontements. À la fin de l'année 2016, les manifestations politiquement motivées ont été interdites et les transmissions de RFI ont été bloquées. Le 19 décembre 2016, les médias sociaux ont été bloqués.

En octobre 2016, le dialogue national, facilité par Edem Kodjo, désigné par l'Union africaine et soutenu par le groupe de soutien, avec la participation de l'UE, a abouti à un accord entre certains partis de l'opposition, les partis appartenant à la majorité présidentielle et certains représentants de la société civile locale. Plusieurs défenseurs des droits de l'homme ont été mis en liberté provisoire. Un dialogue de suivi s'est tenu en décembre 2016 sous la médiation de la Conférence épiscopale du Congo (CENCO). Le 31 décembre 2016, le dialogue s'est conclu par la signature d'un accord connu sous le nom d'Accord de la Saint-Sylvestre. Cet accord a expressément mentionné les mesures visant à réduire les tensions, telles que la libération de prisonniers politiques, mais la mise en œuvre de ces mesures a jusqu'à présent été très limitée. L'accord a conclu que les élections présidentielles, législatives et provinciales devraient avoir lieu d'ici la fin de l'année 2017 et que le président Kabila ne briguerait pas un troisième mandat. L'accord a été accueilli favorablement, mais de graves préoccupations sont de plus en plus suscitées par l'insuffisance de la mise en œuvre.

Dans les provinces orientales, des groupes armés bien établis ont continué d'être actifs et de nouveaux groupes se forment. Deux principaux groupes rebelles, ADF et FDLR, semblent avoir été affaiblis mais constituent toujours une menace pour la population civile. La montée des violences intercommunautaires, en particulier entre les communautés nande et rwandophones du Nord-Kivu et les communautés bantoues et des Twa dans la province du Tanganyika, reste extrêmement préoccupante. Un nombre croissant d'incidents violents graves a été récemment constaté dans les provinces du Kasaï.

Le système judiciaire continue de subir des abus et les décisions rendues par la Cour constitutionnelle présentent un parti pris politique. Les autorités négligent toujours de mener des enquêtes de façon approfondie sur les violations des droits de l'homme commises par les autorités de l'État.

Les autorités congolaises ont fait preuve d'un manque de coopération avec l'UE en ce qui concerne la tenue du dialogue au titre de l'article 8. Malgré l'absence de dialogue au titre de l'article 8 en 2016, l'UE a saisi à plusieurs reprises le ministre de la justice de dossiers relatifs aux droits de l'homme et a mené une campagne active en faveur d'une plus grande participation des femmes au dialogue politique.

En 2016, la stratégie en matière de droits de l'homme et de démocratie pour la RDC a été approuvée, donnant la priorité à la promotion de la liberté d'expression, de manifestation et d'association; à la promotion du système démocratique tel qu'il est prévu dans la Constitution de la République démocratique du Congo et de la participation des femmes à la vie politique; à la promotion et au renforcement d'un système judiciaire juste et facilement accessible englobant la lutte contre l'impunité, en particulier pour ceux qui sont impliqués dans des violences sexuelles; à la promotion de l'égalité des sexes, en particulier dans la vie publique, et du respect des droits des femmes, particulièrement pour les victimes de violences sexuelles et sexistes; et au soutien et à la promotion des défenseurs des droits de l'homme.

Au cours de l'année, plusieurs déclarations et communications ont été publiées, y compris deux déclarations portant spécifiquement sur la RDC et trois déclarations locales sur la situation des droits de l'homme et de la démocratie dans le pays. En octobre 2016, le Conseil des affaires étrangères (CAE) a publié des conclusions qui ont également porté sur des questions relatives aux droits de l'homme et en décembre 2016, un communiqué de presse a annoncé que l'UE a pris des sanctions à l'encontre de sept membres congolais des forces de sécurité pour non-respect des droits de l'homme. La délégation de l'UE a assisté aux procès de défenseurs des droits de l'homme et a entretenu des contacts réguliers avec des ONG locales et internationales, y compris en soutenant 24 personnes par l'intermédiaire du fonds d'urgence de l'IEDDH pour les défenseurs des droits de l'homme en danger. En outre, la délégation de l'UE a lancé un projet sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, Pro-DDH et a achevé le plan d'action sur l'égalité des sexes pour 2016, soulignant l'attachement ferme de l'UE à améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes et la position des femmes dans la société et à s'attaquer au problème de la violence à caractère sexiste dans le pays.

Les programmes de l'UE en matière de justice, financés au titre du 10^{e} FED et achevés en 2016, ont contribué à améliorer le système judiciaire congolais, en particulier dans la lutte contre l'impunité. Conformément aux conclusions du Conseil publiées en octobre 2016, le lancement des nouveaux programmes relatifs à la justice et à la police dans le cadre du 11^{e} FED a été retardé. Toutefois, l'UE soutient, par l'intermédiaire de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix, les cellules d'appui aux poursuites au sein du système de justice militaire. En outre, un nouveau projet sur l'accès à la justice et l'indemnisation des victimes de violations graves des droits de l'homme et de violations du droit international en RDC a été lancé en 2016. Ce projet, qui a été fondé sur une initiative du Parlement européen, est actuellement mis en œuvre par le PNUD et Track Impunity Always (TRIAL) dans le Sud-Kivu et au Katanga.

La délégation a continué de soutenir la formation à l'observation électorale et des projets d'éducation civique et de fournir un soutien technique à la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Un nouveau projet au titre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix en collaboration avec la CEJP/CENCO et visant à soutenir les efforts pour mettre en œuvre l'accord est en cours. Onze projets sur l'éducation civique visant à sensibiliser la population à ses droits démocratiques sont en cours.

République du Congo

En 2016, la situation générale du pays s'est stabilisée après un référendum controversé et une période électorale en 2015-2016. La situation en matière de sécurité dans la région du Pool et le ralentissement économique lié au prix du pétrole continuent de susciter des inquiétudes, car il pourrait s'agir d'un effet de contagion résultant de la déstabilisation de la RDC.

Les objectifs de l'UE portent essentiellement sur l'amélioration de la gouvernance démocratique, et en particulier la protection des défenseurs des droits de l'homme; sur la lutte contre la torture et contre les traitements dégradants et inhumains, en protégeant les catégories les plus vulnérables de la population; et sur la promotion des droits économiques et sociaux.

Dans l'ensemble, l'année 2016 a été marquée par de graves violations des droits de l'homme, qui étaient en partie liées à la crise post-électorale mais aussi à des lacunes générales dans le système pénitentiaire et dans le traitement réservé aux minorités et aux groupes vulnérables. La liberté des médias a été sévèrement limitée et un recours excessif à la force par la police a été observé, comme dans le cas des 23 personnes tuées à Brazzaville et à Pointe-Noire durant le processus électoral et référendaire. Plusieurs membres des partis d'opposition sont soit en prison soit en exil. La torture reste très souvent monnaie courante dans les pratiques de la police. L'institution nationale des droits de l'homme n'est pas fonctionnelle.

En 2016, l'UE n'a constaté aucun progrès dans son dialogue politique sur les droits de l'homme et la démocratie. Une crise diplomatique de six mois (mars-octobre 2016) a persisté dans le cadre du référendum constitutionnel et de l'élection présidentielle après la publication de déclarations critiques de l'UE concernant le manque de progrès en matière de gouvernance démocratique. Aucune réunion du dialogue politique n'a pu avoir lieu dans ce contexte. La crise diplomatique a également suspendu la plupart des activités politiques sur des questions relatives aux droits de l'homme, y compris les réunions prévues avec le ministère de la justice. Plusieurs demandes adressées au ministère de la justice en octobre 2016 pour que des enquêtes soient menées sur des cas présumés d'abus et de torture et pour faciliter les visites des ONG de défense des droits de l'homme dans les centres de détention sont restées sans réponse.

Le gouvernement a consenti des efforts pour améliorer la situation des droits de l'homme, notamment avec la Constitution adoptée en 2015, qui comporte des dispositions sur l'abolition de la peine de mort et l'égalité des sexes et qui vise à assurer une large consultation par le biais de plusieurs organes consultatifs.

Par l'intermédiaire de canaux formels et informels, l'UE a maintenu le dialogue avec les organisations de la société civile, permettant ainsi des échanges de vue et des discussions sur les principales préoccupations relatives à la situation des droits de l'homme. Du 18 novembre au 10 décembre 2016, la délégation de l'UE a organisé la "quinzaine des droits de l'homme" à Brazzaville et à Pointe-Noire, qui met fortement l'accent sur les droits des enfants, la lutte contre la violence à l'égard des femmes et le VIH. La campagne comportait des activités organisées par la délégation de l'UE, des ONG, l'ambassade de France, les organisations internationales concernées et les autorités congolaises.

Le financement combiné de l'IEDDH et du FED a donné lieu à quatre projets visant à promouvoir les droits des peuples autochtones, à défendre les droits des personnes appartenant à des minorités et des groupes vulnérables, à renforcer la société civile et les acteurs étatiques, à améliorer les droits des femmes et des filles et à protéger les droits des enfants. Un autre projet a été approuvé en tant que mesure d'assistance technique visant à soutenir les efforts de renforcement des capacités des organisations congolaises de la société civile.

Le projet PAREDA financé par l'UE s'est achevé le 31 mai 2016 et parmi ses principaux résultats figurent la révision de huit codes nationaux et la rédaction d'un projet de loi, dont les projets de textes ont été officiellement remis au gouvernement congolais en vue de leur approbation formelle et de leur entrée en vigueur, éventuellement avant les vacances parlementaires en juin 2017.

Hormis la question de la peine de mort et la ratification du protocole additionnel à la convention contre la torture en mai 2016, le gouvernement n'a pas réalisé d'avancées significatives vers les positions défendues par l'UE sur le pays ou les résolutions thématiques relatives aux droits de l'homme dans le contexte des Nations unies.

La coopération avec les autorités congolaises sur des questions fondamentales telles que la poursuite de la démocratisation, l'État de droit et des améliorations globales de la gouvernance reste essentielle, en particulier dans la lutte contre les violations des droits de l'homme.

République de Côte d'Ivoire

En 2016, la situation générale des droits de l'homme en Côte d'Ivoire est demeurée inchangée. Les deux processus électoraux - les élections législatives et le référendum constitutionnel - ont été pacifiques.

Les priorités de l'Union européenne en matière de droits de l'homme en Côte d'Ivoire portent sur les droits à la sécurité, la justice et l'État de droit; la lutte contre l'impunité et le soutien à la réconciliation; le soutien à la démocratie, la société civile et la protection des défenseurs des droits de l'homme; ainsi que les droits des enfants et des femmes, et en particulier les mesures destinées à lutter contre les violences sexuelles envers les femmes, et contre le travail des enfants.

Parmi les problèmes qui se posent en Côte d'Ivoire figurent les violences à l'égard des femmes, les violences domestiques et le travail des enfants, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation minière illégale. Le système judiciaire, qui n'est toujours pas suffisamment indépendant, crédible et accessible, constitue également un sujet de préoccupation. Les conditions de détention et le recours à la détention provisoire sont problématiques. Les droits fonciers sont un problème pour la stabilité du pays. La corruption porte atteinte à la transparence et à la bonne gouvernance. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour faciliter la réconciliation, la compensation financière pour les victimes, le retour des personnes en exil, la libération des prisonniers et la restitution des avoirs, mais l'impunité compromet la réconciliation. Les dispositions de la CPI dans la nouvelle Constitution sont ambiguës, le président Ouattara ayant annoncé qu'aucun ressortissant ivoirien ne serait jugé par la CPI alors que le pays a ratifié le statut de Rome. D'autres questions concernent le grand nombre d'apatrides que le gouvernement s'est engagé à gérer sur la base d'une stratégie visant à moderniser le système d'enregistrement des faits d'état civil. Malgré une forte croissance économique, l'accès aux services de base reste un défi majeur et l'indice de développement humain est encore relativement faible (172 sur 188). La réforme du secteur de la sécurité n'a pas été pleinement réalisée dans le contexte du retrait de l'opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), la mission de maintien de la paix des Nations unies.

Si la société civile est caractérisée par un certain degré de dynamisme, elle doit encore renforcer sa capacité. Toutefois, le manque d'un véritable dialogue structurel institutionnel ne facilite pas la participation aux décisions politiques.

Si les deux processus électoraux ont été considérés comme respectueux des normes démocratiques, les observateurs ont estimé que la liberté de la presse et la liberté de manifestation ont parfois été restreintes de façon injustifiée par les autorités.

Le gouvernement s'est engagé à promouvoir les droits de l'homme et a adopté des politiques visant à aborder la question de l'enseignement obligatoire et à lutter contre le travail des enfants et la traite des êtres humains. La cellule spéciale d'enquête et d'instruction (CSEI) chargée de mener des enquêtes sur les crimes commis au cours de la crise post-électorale a accompli des progrès en 2016, en portant des accusations contre les personnes responsables. Les cadres constitutionnel et juridique respectent les principes démocratiques, les droits de l'homme et l'État de droit. En outre, la nouvelle Constitution confirme un certain nombre de principes, y compris des principes non discriminatoires.

Les contacts politiques permanents et le dialogue politique officiel ont offert à l'UE un canal de dialogue et d'échanges politiques avec le gouvernement sur les questions relatives aux droits de l'homme. La dernière réunion officielle en date du dialogue politique s'est tenue en mars 2016 entre les ambassadeurs de l'UE et le ministre des affaires étrangères. En particulier, les questions de la radicalisation et des migrations irrégulières ont été abordées.

L'UE soutient les défenseurs des droits de l'homme en accordant des subventions aux organisations défendant les droits de l'homme dans le cadre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

Parmi les indicateurs inclus dans le Contrat de bonne gouvernance et de développement entre l'UE et la Côte d'Ivoire (11^{e} FED) figurent des améliorations dans l'enregistrement des naissances, l'accès à la justice et la limitation de la durée de la détention provisoire. En outre, l'UE soutient la réforme du régime foncier en vue de consolider les droits fonciers. Un dialogue et une coopération spécifiques se sont penchés sur la question du renforcement de la justice et de son accès ainsi que sur la réforme du secteur de la sécurité par l'intermédiaire des 10^{e} et 11^{e} FED et de l'instrument de stabilité.

L'UE poursuit également son dialogue permanent avec les partis politiques de toutes les sensibilités, ainsi qu'avec les organisations de la société civile et les ONG dans le domaine des droits de l'homme en Côte d'Ivoire. En 2016, la délégation de l'UE a continué de mettre en œuvre une coopération substantielle et variée dans le domaine des droits de l'homme. Par l'intermédiaire de l'IEDDH, l'UE a soutenu la réconciliation, la justice transitionnelle, les droits des femmes et la prévention des conflits. L'UE soutient également le renforcement de l'autonomie et des capacités de la société civile et des autorités locales en fournissant un soutien spécifique à des ONG locales (programmes LIANE 1 et 2) et en accordant des subventions dans le cadre des programmes en faveur des organisations de la société civile et des autorités locales.

La commission nationale des droits de l'homme a établi un vaste plan d'action national pour la période 2017-2020 avec le soutien de l'ONUCI, la mission de maintien de la paix des Nations unies, qui devrait quitter le pays en 2017. L'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme a salué les progrès accomplis par la Côte d'Ivoire en matière d'élections, tout en soulignant ses inquiétudes sur un certain nombre de questions relatives aux droits de l'homme (en particulier les droits des femmes et l'impunité). En 2016, l'ONUCI a joué un rôle important en ce qui concerne la dimension de genre dans le secteur de la sécurité.

République de Djibouti

En 2016, la situation générale des droits de l'homme dans le pays ne s'est pas améliorée et est restée marquée par certains actes de harcèlement à l'encontre de militants des droits de l'homme (principalement ceux intervenant en dehors des groupes de défense des droits de l'homme officiellement agréés ou tolérés), de journalistes et d'opposants déclarés au gouvernement. L'espace politique accessible à l'opposition et à de nouveaux acteurs politiques internes est étroit. Le dialogue entre le gouvernement de Djibouti et la coalition de partis d'opposition, l'Union pour le salut national, sur des réformes démocratiques engagées au titre de l'accord-cadre mis en place en décembre 2014 s'est rompu avant l'élection présidentielle qui a eu lieu en avril 2016.

Parmi les priorités de l'Union européenne figurent le soutien aux défenseurs des droits de l'homme et aux groupes de défense des droits de l'homme ainsi qu'aux acteurs institutionnels et aux ONG en leur donnant les moyens de mener des activités en matière de défense et de promotion des droits de l'homme; les actions en faveur de la protection des groupes vulnérables, en accordant une attention particulière aux enfants des rues, aux migrants et aux réfugiés; et l'amélioration de la protection des droits des femmes et des enfants. L'UE coopérera avec le gouvernement, et en particulier avec le ministre de la justice et le ministre de la femme et de la famille, afin de favoriser le dialogue dans le domaine des droits de l'homme et le développement de projets de la société civile.

Divers problèmes sont survenus à Djibouti en 2016, en particulier en ce qui concerne le recours à la police et au système judiciaire pour restreindre la liberté d'opinion et d'expression ainsi que les cas d'usage excessif présumé de la force par la police. D'autres problèmes relatifs aux droits de l'homme comprennent les arrestations et les détentions arbitraires de chefs de l'opposition et de militants des droits de l'homme pendant plusieurs jours sans les traduire devant un tribunal, ainsi que des interdictions de voyager.

En 2016, le président Ismaïl Omar Guelleh a été élu pour un quatrième mandat. Alors qu'un observateur international a constaté certaines irrégularités, elles n'ont pas eu d'incidence sur les résultats de l'élection présidentielle. Dans une déclaration faite à cette occasion, le porte-parole de la HR/VP a invité toutes les forces politiques à poursuivre le dialogue politique en vue d'améliorer la situation de l'État de droit, en mettant un terme aux tensions que le pays connaît depuis ces dernières années et en consolidant la base pour un développement durable et inclusif.

L'UE a continué à mener des discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec la République de Djibouti, et notamment lors de la session du dialogue politique au titre de l'article 8 en février 2016. Les discussions ont été franches et ont porté sur un éventail de questions, y compris la liberté d'expression et la liberté d'association.

En ce qui concerne les défenseurs des droits de l'homme, l'UE surveille la situation et mène un dialogue régulier avec le gouvernement et les organisations concernées. Dans la mesure où le renforcement de la société civile constitue pour l'UE une des principales priorités à Djibouti, l'UE a amorcé le processus visant à établir un dialogue plus structuré avec les organisations de la société civile.

Des démarches diplomatiques en rapport avec les droits de l'homme ont été entreprises en 2016. En octobre 2016, une démarche en ce qui concerne la CPI a été effectuée auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale. En novembre 2016, une démarche a été effectuée auprès du même ministre concernant la résolution relative à un moratoire sur l'application de la peine de mort (AGNU 71). Deux démarches informelles en rapport avec les droits de l'homme ont également été effectuées avec le ministre de la justice. En mai 2016, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation des droits de l'homme à Djibouti.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

L'UE gère plusieurs projets relatifs à la société civile, portant notamment sur les droits des femmes (y compris sur les mutilations génitales féminines), la résilience rurale et les droits des personnes handicapées. En 2016, l'UE a attribué deux contrats de subvention à la protection des droits des femmes et des enfants dans les communautés de réfugiés. L'UE soutient également un projet géré par l'Association des journalistes en Afrique de l'Est (EAJA) visant à renforcer la capacité des journalistes à Djibouti. La première activité menée dans le cadre du projet fut un séminaire qui s'est déroulé en août 2016.

République de Guinée équatoriale

En 2016, la situation générale des droits de l'homme en Guinée équatoriale est restée un grave sujet de préoccupation en raison du régime opaque et de fait répressif du pays. Les violations des droits de l'homme ont été systématiques et les forces de sécurité ont continué de maltraiter, de harceler et de surveiller les militants politiques et la société civile. Le pouvoir judiciaire est également dominé par le pouvoir présidentiel et exécutif.

La priorité de l'UE consiste à continuer de favoriser une plus grande liberté et de soutenir les contributions de la société civile, en mettant l'accent sur les droits économiques, sociaux et culturels. L'UE attache une grande importance à la situation des militants politiques.

L'élection présidentielle a eu lieu en avril 2016. Le processus a été biaisé et boycotté par l'opposition et le président en exercice depuis 1979 a été réélu avec 93,7 % des voix.

La liberté d'expression, d'association et de réunion est restée sévèrement limitée en Guinée équatoriale. Les opposants politiques ont été régulièrement bannis et confinés dans leurs villages d'origine ou exilés. L'initiative de 2014 visant à légaliser les partis politiques n'a malheureusement pas encore entraîné de dynamique positive – l'ouverture a été strictement contrôlée et les parties d'opposition ou de simples initiatives des membres des partis, ont continué de faire l'objet d'attaques à la moindre critique. L'un des partis légalisés, Ciudadanos por la Innovación, a dénoncé la détention arbitraire d'au moins deux dirigeants régionaux et le harcèlement de leur dirigeant national. Le régime a strictement contrôlé la télévision et la presse et la pénétration de l'internet est restée faible.

L'espace dévolu à la société civile est resté extrêmement étroit. Le contrôle strict des organisations et la manipulation de l'enregistrement des organisations sont restés préoccupants. En mars 2016, le principal groupe de la société civile, Centro de Estudios e Iniciativas para el Desarrollo (CEID), a été suspendu, ce qui a eu une incidence sur les progrès accomplis par la Guinée équatoriale pour rejoindre l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Aucun dialogue politique ou portant sur les droits de l'homme n'a eu lieu entre l'UE et la Guinée équatoriale en 2016. L'UE n'a pas hésité à exprimer ses préoccupations, par exemple dans le cadre de la déclaration que la HR/VP a faite à la suite de l'élection frauduleuse, que l'UE a qualifiée d'"occasion manquée dans le processus de démocratisation".

Le moratoire sur la peine de mort est toujours en place depuis que la Guinée équatoriale est devenue membre de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) en 2014.

Les défenseurs des droits de l'homme en Guinée équatoriale subissent systématiquement des répressions et des harcèlements; par conséquent, très peu de citoyens osent soulever de telles questions. En outre, aucune ONG n'agit de manière explicite dans le domaine des droits de l'homme ni n'est enregistrée en tant que tel, même si cela est en théorie autorisé par la loi de 2006 sur les ONG.

En 2016, l'UE a fourni un soutien financier à des projets financés par l'intermédiaire de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). Un projet bénéficie à l'organisation CEID (Centro de Estudios e Iniciativas para el Desarrollo) et devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 2018. Il vise à renforcer la société civile, à promouvoir les droits de l'homme et surtout à promouvoir la coordination des ONG par l'intermédiaire d'un organe national. Un autre projet promouvra les droits de l'enfant en Guinée équatoriale. Il sera mis en œuvre par l'UNICEF en 2017 et en 2018 et devrait établir un registre des naissances des enfants. Aucun projet bilatéral n'a été financé par le Fonds européen de développement (FED) parce que la Guinée équatoriale n'a pas ratifié l'accord de Cotonou entre l'UE et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Le prochain examen de la Guinée équatoriale par le groupe de travail du Conseil des droits de l'homme dans le cadre des examens périodiques universels (EPU) est prévu pour 2019. En 2016, aucun progrès n'a été accompli en ce qui concerne les recommandations et la mise en œuvre de l'examen périodique universel de 2014.

La Guinée équatoriale a demandé une assistance technique pour l'harmonisation de la législation à la communauté des pays de langue portugaise (CPLP) dans le cadre du moratoire sur la peine de mort, et un appui à la réforme du système judiciaire et pénitentiaire pourrait être proposé. Il est nécessaire de soutenir le rôle de la société civile et des acteurs non gouvernementaux, qui sont faibles et systématiquement menacés. Un domaine, qui devrait être surveillé, est leur contribution à la stratégie officielle du gouvernement ("plan nacional de desarrollo económico 2020").

État d'Érythrée

En 2016, la situation générale des droits de l'homme en Érythrée reste un sujet de préoccupation, étant donné l'absence quasi-totale de droits et de libertés politiques. L'espace dévolu aux organisations de la société civile reste assez limité.

La priorité de l'UE consiste à aborder, dans le cadre de réunions formelles et informelles, les violations des droits de l'homme dans le pays, ainsi que la question de la durée illimitée du service militaire qui, avec la situation macroéconomique, fait partie des puissants facteurs d'incitation aux migrations.

Divers problèmes se posent, en particulier en ce qui concerne la liberté d'expression et d'association et l'absence d'élections et de médias libres. Parmi les autres problèmes relevés en matière de droits de l'homme figurent l'absence d'État de droit et les cas de détention arbitraire sans procès.

En ce qui concerne les prisonniers, aucune mise à jour n'a été reçue en 2016 concernant le sort des journalistes placés en détention et des prisonniers d'opinion, malgré les demandes récurrentes de la communauté internationale.

Toutefois, l'Érythrée a renforcé ses contacts avec l'UE. En ce qui concerne les questions liées à la traite et à la contrebande, le gouvernement de l'État d'Érythrée poursuit son action dans le cadre du processus de Khartoum, l'initiative pour la route migratoire UE-Corne de l'Afrique, lancé en novembre 2014.

En 2016, l'UE a continué d'attirer l'attention sur les violations des obligations en matière de droits de l'homme commises par l'Érythrée. Au cours du dernier dialogue au titre de l'article 8 tenu en avril 2016, les principales questions relatives aux droits de l'homme, telles que le service militaire, les droits civils et politiques, les migrations et la traite des êtres humains, ainsi que la mise en œuvre des recommandations adressées à l'Érythrée dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU) mené par les Nations unies, ont été examinées. Le dialogue a été une occasion importante de réaffirmer la position de l'UE sur des questions pertinentes.

L'espace dévolu aux organisations de la société civile, y compris celles travaillant sur des questions relatives aux droits de l'homme, reste assez limité. L'UE, conformément au principe d'indivisibilité des droits de l'homme, œuvre à la promotion et à la protection de toute une série de droits et d'organismes travaillant dans ces domaines et apporte son soutien à cet égard.

En 2016, une démarche diplomatique en rapport avec les droits de l'homme a été entreprise. En novembre 2016, une démarche portant sur la résolution de l'AGNU relative à un moratoire sur l'application de la peine de mort a été effectuée auprès du ministre des affaires étrangères.

En outre, en décembre 2016, l'UE a organisé un événement public pour célébrer la Journée internationale des droits de l'homme. L'événement a été marqué par la large participation des membres du gouvernement de l'État d'Érythrée, de la communauté internationale et de la société civile.

En mars 2016, le Parlement européen a voté une résolution sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, dans laquelle il a exprimé des préoccupations au sujet de la situation des droits de l'homme.

En 2016, de nouveaux appels à propositions pour les organisations de la société civile ont été lancés. L'UE a continué de soutenir des activités visant à promouvoir les droits de l'homme, en particulier ceux liés aux droits du travail, aux droits des femmes et des enfants et aux droits des personnes handicapées. Actuellement, vingt projets en cours visent les objectifs précités. D'autres projets de coopération au développement soutenus par l'UE dans des domaines tels que l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire contribuent à faire respecter les droits fondamentaux de la population.

Le 1er juillet 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté par consensus une résolution sur la situation des droits de l'homme en Érythrée. Dans la résolution, de profondes inquiétudes ont été exprimées quant aux conclusions du rapport de la commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en Érythrée.

En ce qui concerne la peine de mort, l'Érythrée a coparrainé, en novembre 2016, la résolution contre la peine de mort au sein de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies.

République démocratique fédérale d'Éthiopie

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays est restée préoccupante. Le mouvement de protestation qui a commencé en 2015 s'est intensifié, de violents affrontements étant survenus dans les régions d'Oromia et d'Amhara. Un état d'urgence, annoncé le 9 octobre 2016, a entraîné une nouvelle détérioration de la situation des droits de l'homme, et ses dispositions ont suspendu un large éventail de droits civils et politiques. La situation en matière de sécurité s'est globalement apaisée, mais les tensions dans la région d'Oromia et les violences dans la région d'Amhara restent élevées.

Le recours à la loi antiterroriste contre les journalistes, les blogueurs, les militants des droits de l'homme et les membres de l'opposition s'est considérablement accru en 2016, 30 % de tous les cas recensés depuis 2009 ayant été introduits cette année-là.

La priorité de l'UE consiste à soutenir l'ouverture progressive du système politique, ainsi que le respect de la liberté d'expression, de la presse et d'association. Enfin, dans le cadre de sa coopération plus large avec la région dans le domaine des migrations, l'UE a mené plusieurs initiatives relatives aux droits des migrants et des réfugiés en Éthiopie.

À la suite d'un mouvement de foule meurtrier lors du festival oromo Ireecha au début du mois d'octobre, les troubles dans plusieurs parties du pays ont abouti à de violentes attaques contre des investissements publics et étrangers. En réaction, le gouvernement éthiopien a annoncé un état d'urgence de six mois le 9 octobre, accompagné de mesures qui restreignent davantage la liberté d'expression, de réunion et de circulation ainsi que le droit de grève ou de manifester. En vertu des dispositions de l'état d'urgence, les forces de sécurité ont le pouvoir de procéder à des perquisitions et à des arrestations et de confisquer des biens sans mandat délivré par un tribunal, ainsi que de surveiller les communications. Le gouvernement éthiopien a officiellement annoncé 24 000 détentions dans le cadre de l'état d'urgence; environ la moitié des détenus ont été jusqu'à présent libérés après une période de "rééducation". L'arrestation de plusieurs dirigeants de l'opposition, tels que Merera Gudina, compromet la possibilité d'un dialogue politique constructif. Les restrictions à l'utilisation d'internet et des médias sociaux portent atteinte à la liberté d'expression, et l'environnement médiatique général s'est fortement détérioré, avec l'accroissement de la peur et de l'autocensure.

L'engagement stratégique entre l'Union européenne et l'Éthiopie, signé en juin 2016, intègre les droits de l'homme et la gouvernance comme l'un de ses dialogues sectoriels prioritaires. Cela devrait permettre la formalisation et l'intensification des discussions en cours avec le gouvernement sur la situation des droits de l'homme. Le dialogue sur les droits de l'homme et la gouvernance sera le premier à être engagé au début de l'année 2017 à Addis-Abeba.

Compte tenu de la crise actuelle et du fait que des réformes politiques et qu'une ouverture du système politique éthiopien sont nécessaires, l'UE a également entamé un dialogue avec le gouvernement et d'autres parties prenantes sur les perspectives pour les réformes politiques et l'amélioration de la gouvernance. La délégation de l'UE soutient également la facilitation d'un dialogue entre les membres des partis d'opposition et le gouvernement éthiopien. La gouvernance a été identifiée comme l'un des domaines prioritaires de coopération dans le cadre de la programmation conjointe UE+.

Depuis le début de la crise actuelle, l'UE a fait plusieurs déclarations publiques sur la situation politique et la situation des droits de l'homme et a appelé à l'instauration d'un dialogue politique et de mesures de réforme. Peu de temps après la déclaration de l'état d'urgence, la haute représentante et vice-présidente, M^{me} Federica Mogherini, a réaffirmé, au cours d'un échange avec le Premier ministre Hailemariam Dessalegn, que les droits de l'homme doivent être respectés en tout temps.

La délégation de l'UE a également régulièrement suivi des procès et mené des analyses sur des affaires relatives à la loi antiterroriste/au code pénal, y compris des procès politiques de blogueurs, de journalistes, de partis d'opposition et de militants des droits de l'homme ainsi que des affaires relatives à des protestations.

Le fonds de l'UE pour la société civile est le seul financement international autorisé pour soutenir les organisations de la société civile qui travaillent sur les questions des droits de l'homme dans le pays. Un appel à propositions a été lancé dans le cadre de ce fonds en 2016 au profit d'organisations caritatives et d'associations éthiopiennes. En particulier, le Conseil des droits de l'homme sera exhorté à encourager le respect des droits de l'homme et à promouvoir l'État de droit, le respect de la légalité et l'établissement d'un système démocratique.

L'UE a continué de soutenir les universités et les organisations de la société civile dans le domaine de l'éducation aux droits de l'homme et de l'aide juridictionnelle, et a également joué un rôle actif dans le groupe de travail sur les questions de genre. Un autre projet porte sur les droits des travailleuses, la lutte contre la corruption, la promotion des droits des personnes handicapées et le développement inclusif.

En ce qui concerne les droits des détenus, l'UE a soutenu le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui dispose d'un vaste programme dans les prisons éthiopiennes.

Concernant les droits des migrants et des réfugiés, un dialogue régulier à haut niveau dans le cadre du programme commun pour les migrations et la mobilité (PCMM) a été tenu au cours de l'année 2016. Deux programmes pertinents comportant un volet important lié à la protection des réfugiés et des migrants vulnérables ont été lancés: le programme régional de développement et de protection (PRDP) et le programme visant à améliorer la gestion des migrations (Better Migration Management - BMM).

Le gouvernement éthiopien a joué un rôle actif dans la promotion des droits des réfugiés et a approuvé un pacte pour l'emploi qui garantira des possibilités d'emploi pour 30 000 réfugiés; il a également pris des engagements lors du sommet des dirigeants sur les réfugiés en ce qui concerne l'amélioration des droits des réfugiés.

Le gouvernement a adopté un nouveau plan d'action national en faveur des droits de l'homme (NHRAP II) pour la période 2016-2018. Un petit nombre de consultations ont été organisées; aucune traduction anglaise n'est disponible à l'heure actuelle.

République gabonaise

La situation générale en matière de droits de l'homme s'est sensiblement dégradée au Gabon à la suite de l'élection présidentielle du 27 août 2016. Aucune enquête sérieuse n'a été menée en vue d'établir la vérité sur les graves violations présumées des droits de l'homme, y compris les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les arrestations arbitraires, la torture et les détentions de longue durée dans des conditions inhumaines. Il y régnait un climat de peur, marqué par la répression, des intimidations et des restrictions excessives à la liberté des médias et à la liberté d'expression, de réunion et de manifestation.

La priorité de l'UE consiste à soutenir une enquête indépendante sur les violations post-électorales des droits de l'homme et l'examen préliminaire à la CPI pour réconcilier la population et veiller à ce que les responsables soient traduits en justice. En raison du manque de transparence du gouvernement, il a été extrêmement difficile d'évaluer l'ampleur des allégations formulées.

Les cinq principaux domaines d'intervention de l'UE en ce qui concerne les droits de l'homme au Gabon sont les suivants: la démocratie et la gouvernance; la lutte contre la corruption; les prisons et les conditions de détention provisoire; l'action sur les crimes "rituels"; et l'action sur la détention arbitraire, la torture et les disparitions forcées.

La liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression et d'information a été fortement restreinte, tant avant qu'après l'élection présidentielle. Le fonctionnement du système judiciaire a été vivement critiqué après les émeutes post-électorales en 2016 pour son manque d'indépendance et en raison de l'absence de procédure judiciaire régulière. Entre le 31 août et le 5 septembre 2016, environ 800 personnes ont été arrêtées. Le nombre d'accusations de torture, de disparitions forcées, d'arrestations arbitraires et/ou pour motifs politiques et d'assassinats a considérablement augmenté après les émeutes de septembre 2016.

En juin 2016, le Parlement a révisé le code de communication, qui entrera en vigueur en janvier 2017 et imposera des restrictions juridiques à certains aspects de la liberté de la presse. Parmi les sanctions infligées aux journalistes ou aux médias qui violent le code figurent des amendes, l'arrêt forcé temporaire ou permanent de leurs activités et une interdiction d'exercer leur profession.

L'UE a aidé les défenseurs des droits de l'homme gabonais à établir des contacts avec les organisations européennes de défenseurs des droits de l'homme. L'UE a assuré leur protection et leur a permis de poursuivre leurs enquêtes en matière de droits de l'homme par l'intermédiaire de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

À l'invitation du gouvernement gabonais, l'UE a déployé pour la première fois une mission d'observation électorale (MOE) pour observer l'élection présidentielle. Ali Bongo Ondimba, le candidat du parti démocratique gabonais (PDG), s'est assuré un deuxième mandat présidentiel de sept ans lors de l'élection en obtenant 50,66 % des voix contre 47,27 % pour le chef de l'opposition Jean Ping. De violentes émeutes ont éclaté immédiatement après la proclamation des résultats provisoires le 31 août. L'Assemblée nationale et plusieurs bâtiments publics ont été incendiés. Le siège du chef de l'opposition Jean Ping a été attaqué le 31 août par la Garde républicaine. Alors que les chiffres officiels indiquent quatre décès, la société civile fait actuellement état de 28 victimes, plus de 90 disparitions et 600 personnes toujours détenues.

Les autorités gabonaises et les médias ont mené une campagne soutenue et politiquement motivée contre l'UE, la MOE et ses membres pour compromettre sa crédibilité, notamment en intimidant et en mettant sur écoute téléphonique son personnel. Le rapport final, présenté à Libreville le 12 décembre, a soulevé de sérieux doutes quant à l'intégrité du processus électoral et aux résultats finals, et a proposé un certain nombre de recommandations de fond pour la réforme du cadre électoral, institutionnel et juridictionnel.

En 2016, l'UE a mené des discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec le Gabon dans divers cadres, y compris le dialogue politique semestriel au titre de l'article 8 tenu en juin et en décembre à Libreville. Toutefois, la volonté du gouvernement de mener une discussion ouverte et franche sur les violations présumées des droits de l'homme a été extrêmement limitée.

L'UE a fait part de ses profondes préoccupations – dans des déclarations de la HR/VP et de la MOE, en répondant à des débats au sein du Parlement européen, lors de réunions à haut niveau et dans le cadre de contacts informels - afin d'encourager le gouvernement à veiller au respect absolu des droits de l'homme. La délégation de l'UE s'est concertée avec la société civile locale sur la collecte de preuves relatives aux violations des droits de l'homme. Une réunion annuelle de la société civile avec la délégation couvre tous les domaines dans lesquels la situation en matière de droits de l'homme est préoccupante.

Lors du dialogue politique au titre de l'article 8 tenu en décembre 2016, l'UE a invité les autorités gabonaises à participer à un dialogue politique renforcé en vertu de l'annexe VII de l'accord de Cotonou. L'UE, en étroite coordination avec ses États membres et des partenaires internationaux (l'Union africaine, l'UNOCA, le siège de l'ONU, le HCDH à Genève et à Yaoundé, les États-Unis et l'OIF), a également plaidé en faveur d'une enquête indépendante sur les graves violations présumées des droits de l'homme et du respect absolu des droits fondamentaux.

En 2016, l'UE a apporté un soutien financier à des projets financés par l'IEDDH et le Fonds européen de développement. Un projet au titre de l'IEDDH, mis en œuvre par l'association camerounaise "Journalistes en Afrique pour le développement" (JADE) en partenariat avec l'association gabonaise "L'association gabonaise des journalistes agenciers de presse écrite et audiovisuelle", visait à fournir aux citoyens de meilleures informations sur le processus électoral et à former les journalistes gabonais au journalisme impartial, objectif et non partisan. Un deuxième projet mené au titre de l'IEDDH vise à apporter un soutien aux organisations de la société civile afin de consolider et de renforcer leur rôle dans le cycle électoral par la promotion des valeurs démocratiques, d'un dialogue politique inclusif et de la participation des citoyens. L'objectif spécifique est de former les observateurs électoraux locaux et de soutenir leurs actions dans le processus électoral au Gabon.

Un appel à propositions au titre du programme "Acteurs non étatiques et autorités locales" a été lancé en juin afin de soutenir la capacité, la responsabilisation et la prise de décision des acteurs non étatiques et des autorités locales, et la participation des citoyens dans les politiques de l'État, le but ultime étant de parvenir à un développement local inclusif qui répond aux attentes des citoyens.

La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a récemment publié une résolution ferme sur le Gabon appelant le gouvernement à ouvrir rapidement des enquêtes impartiales sur les cas de violations présumées des droits de l'homme. Le gouvernement et l'opposition ont tous deux invité la CPI à réaliser un examen préliminaire de la violence post-électorale. L'UE a également eu l'intention de soutenir une rapide mission d'évaluation et d'établissement des faits menée par le bureau régional du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme sur les violations des droits de l'homme. La responsabilisation a été jugée essentielle pour réconcilier le peuple gabonais et pour contribuer de manière constructive au processus de dialogue national. Toutefois, l'ONU a décidé de reporter la mission jusqu'à la conclusion du dialogue national.

Le Gabon est partie à la plupart des conventions internationales relatives aux droits de l'homme et participe aux organes compétents des Nations unies dans le domaine des droits de l'homme. Cependant, le Gabon n'a pas encore ratifié la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance. Le prochain processus d'examen périodique universel (EPU) doit avoir lieu en novembre 2017. Le fonctionnement indépendant des systèmes judiciaire et électoral, bien que garanti par la Constitution, reste limité. De nombreux droits sociaux et économiques ne sont pas systématiquement respectés.

République de Gambie

En 2016, la situation en Gambie concernant les droits de l'homme et l'État de droit sous l'ancien président Jammeh a continué d'être très préoccupante, en particulier dans les domaines de la liberté de la presse, de la peine de mort, des conditions de détention, des droits de l'homme des personnes LGBTI, des arrestations arbitraires, des détentions dépassant la limite constitutionnelle de 72 heures et de l'indépendance de la justice. En décembre 2016, Adama Barrow a remporté l'élection présidentielle.

L'action de l'UE a principalement porté sur des questions liées à l'État de droit, à la liberté d'expression et à la non-discrimination. L'UE a continué d'encourager la Gambie à créer une commission nationale des droits de l'homme, dans le prolongement des annonces faites par le gouvernement. Cependant, ces actions n'ont jusqu'à présent pas abouti à des résultats concrets.

Les arrestations et les détentions arbitraires contraires à la légalité se sont poursuivies en 2016. L'agence nationale de renseignement (NIA) n'a reconnu aucune détention, bien qu'il existait des éléments solides prouvant que les détenus ont souvent fait l'objet d'actes de torture et de traitements dégradants lorsqu'ils étaient détenus par la NIA. Le gouvernement n'a pas mis en œuvre la résolution 134 (2008) de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), appelant la Gambie à enquêter sur toutes les allégations d'actes de torture en détention et d'exécutions extrajudiciaires, et ne s'est pas conformée à la décision de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) la condamnant à verser des dommages et intérêts à la famille de la victime d'une exécution extrajudiciaire.

Des journalistes ont été emprisonnés au titre de lois répressives sur les médias et la discrimination à l'encontre des personnes LGBTI s'est poursuivie. L'ancien président Jammeh, qui est originaire d'une tribu minoritaire, a menacé la communauté ethnique majoritaire de la Gambie.

Deux rares manifestations publiques pacifiques et de petite ampleur qui ont eu lieu les 14 et 16 avril 2016 ont déclenché une répression brutale par les forces de sécurité. Environ 50 personnes ont été arrêtées et une personne est morte en garde à vue. La plupart des personnes arrêtées étaient des membres et des hauts dirigeants du principal parti d'opposition, le Parti démocratique uni (UDP). D'autres petites actions de protestation, suivies d'arrestations, ont été organisées pendant le procès. En juillet, 30 personnes, y compris les dirigeants de l'UDP, ont été condamnées à trois ans de prison. Une deuxième personne arrêtée dans ce contexte est décédée le 20 août, alors qu'elle était placée sous la garde de l'État, après avoir subi une opération dans un hôpital public.

Le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire est devenu évident lorsque la pétition du propre parti de Jammeh contre les résultats de l'élection présidentielle n'a pas pu être entendue parce que le président avait renvoyé un trop grand nombre de juges de la Cour suprême.

Au début de l'année 2016, la Gambie a continué d'améliorer son bilan positif en matière de droits des femmes et des enfants en adoptant une loi érigeant en infraction les mutilations génitales féminines. Plus tard dans l'année, une autre loi a interdit les mariages d'enfants. L'introduction d'un dépouillement du scrutin sur place a amélioré la transparence de l'élection présidentielle en décembre, qui s'est soldée par la victoire du candidat de l'opposition Adama Barrow, qui est soutenu par une coalition de partis de l'opposition. À la suite de sa victoire, tous les accusés condamnés pour avoir participé aux manifestations en avril ont été libérés sous caution. Cependant, le président sortant Jammeh a refusé de céder le pouvoir et une impasse politique marquée par de nombreuses tensions a duré tout au long du mois de décembre.

Tout au long de l'année 2016, sous le président Yahya Jammeh, l'Union européenne a régulièrement œuvré en faveur d'améliorations dans le domaine des droits de l'homme et de la bonne gouvernance et a exprimé des préoccupations dans le cadre de contacts diplomatiques, y compris dans le cadre du dialogue politique mené au titre de l'article 8 et dans des déclarations et démarches concernant des violations spécifiques des droits de l'homme. En réaction aux protestations d'avril, l'UE a publié une déclaration de la porte-parole, déplorant la réaction disproportionnée des forces de sécurité et demandant qu'une enquête soit menée. Plusieurs déclarations faites par d'autres acteurs internationaux ont suivi et le Parlement européen a publié une résolution[67].L'UE a publié une autre déclaration le 25 août, demandant instamment l'ouverture d'une enquête sur les deux décès en détention[68].Tout au long de la période d'impasse politique en décembre et en janvier, l'UE a pleinement soutenu la position de la CEDEAO, du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies et de l'UA selon laquelle la volonté du peuple gambien exprimée dans les résultats de l'élection doit être respectée. L'UE a publié plusieurs déclarations appelant à une passation de pouvoir pacifique et a attiré l'attention des États membres sur la situation en Gambie dans le cadre du Conseil des affaires étrangères. L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) a apporté un soutien à la protection des divers opposants du président Jammeh.

En 2016, l'UE est restée le principal donateur de la Gambie dans le domaine de la coopération au développement. À la demande du comité du Fonds européen de développement, ces fonds ont continué d'être acheminés, dans la mesure du possible, par l'intermédiaire d'acteurs non gouvernementaux. Le programme indicatif national (PIN) pour la première phase (2015-2016) a été signé en janvier 2016.

Au titre de la composante gouvernance, le projet d'aide technique pour l'accès à la justice et à l'enseignement du droit en Gambie a poursuivi sa campagne de cinq ans visant à développer la conscience civique, a sensibilisé 250 Alkalolu et a apporté des contributions majeures à l'élaboration et à la finalisation d'un programme d'études révisé pour la faculté de droit de l'Université de Gambie. Le projet a achevé un plan et un programme de formation judiciaire ainsi qu'une publication de la jurisprudence moderne de la Gambie et de la charia.

[67] Résolution du Parlement européen du 12 mai 2016 sur la Gambie (2016/2693(RSP)).
[68] Service européen pour l'action extérieure, déclaration du porte-parole sur la mort en détention du membre de l'opposition gambienne Solo Ebrima Krummah, 25 août 2016.

D'importantes conventions internationales, dont celles concernant la torture et les disparitions forcées, n'ont pas été ratifiées par la Gambie. Par ailleurs, en novembre 2016, l'ancien président Jammeh a retiré le pays du statut de Rome de la Cour pénale internationale. Toutefois, ce retrait a depuis été annulé par les nouveaux dirigeants du pays.

République du Ghana

Selon l'indice de la liberté dans le monde 2016 ("Freedom in the World 2016"), la liberté d'expression et la liberté de religion au Ghana sont garanties par la Constitution et généralement respectées dans la pratique. Les libertés et les droits fondamentaux sont ancrés dans la Constitution de 1992 du Ghana mais certains groupes clés ont été omis. Parmi eux figurent les personnes LGBT, étant donné que la société religieuse traditionnelle ne voit pas d'un bon œil l'homosexualité, et la communauté LGBT fait l'objet de discriminations.

La peine de mort continue à être infligée pour certains types de crimes graves, mais elle n'est pas appliquée, un moratoire ayant été instauré. Les initiatives visant à abolir la peine capitale semblent toutefois avoir marqué le pas, en raison d'une absence manifeste de soutien au sein de la population ghanéenne.

Malgré l'existence d'un ministère chargé des questions relatives aux femmes et aux enfants qui comprend la protection sociale, d'une unité spéciale dédiée à la violence domestique dans le service de police du Ghana et l'établissement de tribunaux spéciaux traitant des questions de genre, toutes ces institutions ne bénéficient toujours pas de financements suffisants. Le travail des enfants reste un problème grave, de nombreux enfants devant aider leurs parents dans les travaux liés à l'agriculture et à la pêche au lieu d'aller à l'école. L'un des principaux problèmes est l'absence d'une politique et d'une stratégie globales sur les enfants. Les enfants handicapés sont encore souvent exposés à des traitements inhumains et dégradants et la mortalité néonatale, infantile et des enfants de moins de cinq ans ainsi que la malnutrition, la maltraitance des enfants, la pauvreté infantile et les disparités constituent de graves problèmes. Parmi les autres problèmes relatifs aux droits de l'homme figurent la violence familiale et la violence à caractère sexiste.

Le Ghana figure à la 26e place du classement mondial de la liberté de la presse, préparé par Reporters sans frontières, perdant des places par rapport au 22e rang qu'il occupait l'année dernière, sa meilleure position jusqu'à présent. Selon l'organisation Freedom House, le Ghana continue de bénéficier d'une situation relativement positive dans la région en ce qui concerne les droits et les libertés, avec un score de 37 sur 40 pour les droits politiques (comme en 2015) et de 46 sur 60 pour les libertés civiles (un point de moins que l'année précédente).

Bien que le processus de mise en œuvre puisse être plus lent que souhaité, le Ghana a signé et ratifié la plupart des instruments existants relatifs aux droits de l'homme, y compris les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). En outre, il existe une volonté politique de la part de toutes les parties de la classe politique d'honorer l'ensemble des instruments précédemment signés et ratifiés.

La perception de la corruption et de l'inefficacité est élevée à l'égard du secteur public, et notamment de la magistrature, compte tenu de l'arriéré préoccupant des affaires pendantes. L'accès à l'aide juridictionnelle est également très difficile, en conséquence de quoi de nombreuses violations des droits de l'homme restent impunies. La principale observation formulée par Transparency International est que les autorités du Ghana doivent enquêter de manière approfondie sur les allégations de corruption dans l'appareil judiciaire.

En 2016, le Ghana n'a pas modifié de façon notable sa position sur la scène internationale en ce qui concerne les questions susmentionnées et ne s'est pas distancié de ses partenaires africains. Cependant, le Ghana a été le premier pays africain à voter en faveur du projet de résolution sur le Burundi, parrainé par l'UE, au sein du Conseil des droits de l'homme, ce qui a eu une énorme valeur symbolique.

En 2016, la délégation de l'UE a rencontré plusieurs fois des organisations de la société civile du Ghana travaillant dans les domaines des droits de l'homme et de la démocratie pour réviser la stratégie relative aux défenseurs des droits de l'homme et discuter de questions telles que la corruption, l'accès à la justice, le travail des enfants et les questions LGBT.

République de Guinée

La situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays s'est améliorée en 2016 en raison de quelques avancées, telles que la réforme du code pénal et du code de procédure pénale, qui a érigé en infraction pénale la torture et les mutilations génitales et a aboli la peine de mort pour les crimes ordinaires[69].Néanmoins, des défis importants subsistent en ce qui concerne la consolidation de l'État de droit, l'accès à la justice, l'égalité des sexes et la lutte contre l'impunité.
La sous-représentation des femmes dans la vie publique et le manque d'accès à des ressources et à des services socioéconomiques continuent également de compromettre la situation des femmes en Guinée.
Les priorités de l'UE portent notamment sur la promotion de l'accès à la justice et de la lutte contre l'impunité, le renforcement de la démocratie et de la lutte contre la corruption, la garantie de la sécurité matérielle et personnelle par l'amélioration de l'efficacité des forces de sécurité, la réintégration des populations vulnérables, le soutien aux victimes de violations des droits de l'homme et la promotion de l'égalité des sexes, en mettant l'accent sur la lutte contre les mutilations génitales féminines et la violence à l'égard des femmes.

Le climat politique s'est apaisé en 2016, à la suite de la réélection du président Condé en 2015 et de la signature de l'accord inter-guinéen le 12 octobre qui a permis l'ouverture d'une nouvelle période de consolidation démocratique. Une telle consolidation doit encore relever d'importants défis, tels que la tenue des élections locales qui ont été reportées deux fois à la suite de l'accord, une faible séparation des pouvoirs, la capacité réduite de l'administration publique et du système judiciaire et les taux élevés de corruption. Les réformes de la justice et de la sécurité sont toujours grandement nécessaires. L'UE a participé en tant qu'observateur au dialogue inter-guinéen, qui a abouti à l'accord du 12 octobre, et continue de soutenir le processus de suivi.

Parmi les améliorations figurent la réforme du code pénal et du code de procédure pénal adoptée en octobre 2016, qui a criminalisé la torture, à la fois comme un crime isolé et comme une circonstance aggravante, et les mutilations génitales, et a aboli la peine de mort. La société civile joue également un rôle de plus en plus important dans la défense des droits de l'homme.

[69] Le code de justice militaire continue de prévoir la peine capitale pour des crimes exceptionnels, dont la trahison et la sédition en temps de guerre ou d'état d'urgence.

À l'occasion de la nomination d'un nouveau gouvernement en janvier 2016, le ministre des droits de l'homme a été renommé ministre de l'unité nationale et de la citoyenneté, mais a conservé son rôle essentiel au sein de la structure institutionnelle pour la défense des droits de l'homme conjointement avec l'institution nationale des droits de l'homme indépendante créée en 2015. Le processus de préparation des *états généraux des droits de l'homme* est en cours depuis 2014 et devrait aboutir à un plan national stratégique sur les droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec la Guinée dans différents cadres, tirant parti de toutes les occasions formelles et informelles, y compris le dialogue local sur les droits de l'homme. La délégation de l'UE à Conakry a entrepris une démarche relative au moratoire sur l'application de la peine de mort en octobre 2016. L'UE a maintenu un dialogue régulier avec les groupes de la société civile qui travaillent essentiellement sur des questions relatives aux droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED), de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix. Une subvention octroyée à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) vise spécifiquement à soutenir les victimes du massacre du 28 septembre et associe les autorités et d'autres acteurs à la lutte contre l'impunité et à la promotion de la réconciliation nationale.

Dans le cadre du programme de réforme du secteur de la sécurité et des projets axés sur la prévention des conflits et la promotion d'un règlement pacifique des conflits, l'UE a mené des actions qui ont eu de fortes répercussions en 2016, y compris une campagne de décontamination pyrotechnique à Kindia et des projets en Guinée forestière promouvant la réintégration socioéconomique d'anciens soldats et soutenant la prévention des conflits ainsi que la gestion pacifique et durable des ressources naturelles.

La Guinée est partie à un certain nombre de conventions internationales relatives aux droits de l'homme, mais elle n'a pas signé la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le deuxième protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, ni les deux protocoles facultatifs à la convention relative aux droits de l'enfant.

Des progrès substantiels en ce qui concerne la réforme du secteur de la justice et l'accès à la justice doivent être réalisés pour envoyer un message clair indiquant que le pays est déterminé à lutter contre l'impunité. Le procès du massacre du 28 septembre devrait avoir lieu en 2017. Le moratoire légal sur la peine de mort devrait être suivi de son abolition formelle.

République de Guinée-Bissau

En 2016, aucune violation majeure des droits de l'homme n'a été signalée, mais la crise politique actuelle qui perdure depuis août 2015 a encore affaibli les capacités de l'État, y compris l'application des lois. Le respect des principes démocratiques a été testé, et les capacités limitées et les contraintes financières ont continué d'entraver la capacité des autorités de l'État à s'acquitter effectivement de leurs fonctions dans le domaine des droits de l'homme. Les réformes dans des domaines essentiels pour la défense et la promotion des droits de l'homme, tels que la justice, la sécurité et la défense, ont été reportées.

La priorité de l'UE est de promouvoir le respect de la démocratie et de l'État de droit. Cela implique notamment d'améliorer l'accès à la justice et de protéger les droits des détenus, ainsi que de soutenir la liberté d'information et la société civile. L'UE œuvre également à promouvoir les droits des femmes et des enfants, notamment en ce qui concerne la violence, la traite des êtres humains, les abus sexuels ou l'exploitation sexuelle.

Divers problèmes se posent, en particulier dans les domaines de la démocratie et de l'État de droit, de l'accès à la justice et des droits des femmes et des enfants. L'instabilité politique et les changements successifs de gouvernement depuis août 2015 ont entraîné un blocage institutionnel, en particulier pour l'Assemblée nationale, et ont également imposé de sérieuses contraintes à la gestion actuelle du pays. La confrontation politique et la paralysie institutionnelle s'accompagnent d'une détérioration socioéconomique croissante et d'un risque accru d'instabilité.

En outre, la corruption et l'impunité restent toujours préoccupantes. La création d'une commission d'enquête internationale, recommandée par la conférence nationale sur l'impunité, la justice et les droits humains en juillet 2013, est toujours en attente et aucun progrès n'a été réalisé pour mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle ou convoquer la conférence nationale proposée sur la réconciliation. En novembre 2016, les manifestations ont été interdites après la tenue de protestations publiques contre la situation politique.

Un point positif est que la liberté de presse n'a pas été remise en question. Bien que certaines tentatives aient été entreprises récemment par des organes gouvernementaux pour contrôler les médias d'opposition, elles ont été évitées grâce aux efforts de la société civile, de personnalités politiques et de groupes de défense des droits de l'homme.

L'UE a continué de participer à la défense des droits de l'homme et de la démocratie en Guinée-Bissau par l'intermédiaire d'un dialogue mené au niveau local et des efforts déployés par le groupe de travail local de l'UE sur les droits de l'homme. Une attention particulière a été portée au processus politique en 2016. L'UE a promu une solution consensuelle et pacifique à la crise actuelle à la fois dans le cadre de son dialogue bilatéral et dans son action aux niveaux régional et international, en particulier en tant que membre actif du groupe P5 de partenaires internationaux de la Guinée-Bissau (les Nations unies, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et la Communauté des pays de langue portugaise). L'UE a exprimé des préoccupations concernant des questions relatives aux droits de l'homme dans des déclarations, des discours et des ateliers et a pris diverses mesures pour encourager le gouvernement de la Guinée-Bissau à garantir le respect absolu des droits de l'homme.

En raison de la vive crise politique que le pays traverse actuellement, la situation de défenseurs particuliers des droits de l'homme, à savoir de blogueurs dont les articles agressifs peuvent interprétés à tort comme une attaque contre le président, est récemment devenue un sujet de préoccupation. Jusqu'à présent, aucune action n'a été requise.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). Dix de ces projets ont essentiellement porté sur les droits des personnes les plus vulnérables.

Trois projets ont renforcé les droits des enfants et des femmes d'être libérés de toutes les formes de violence, en particulier les mutilations génitales féminines (MGF). Des mesures ont également été prises en ce qui concerne l'émancipation économique et sociale des femmes et des filles et la protection des droits des enfants victimes d'abandon (enfants handicapés, enfants "sorciers", etc.). Un nouveau projet a été engagé en 2016 afin de contribuer à l'amélioration des droits des personnes handicapées et de donner plus de moyens d'action aux organisations de la société civile travaillant dans ce domaine. Un projet pilote a également été lancé en 2016 afin de mener des campagnes nationales de sensibilisation sur les droits en matière de santé et de lutter contre l'impunité et la corruption dans le secteur de la santé.

L'UE est intervenue dans les prisons de Guinée-Bissau depuis 2012, a soutenu les ONG qui œuvrent à améliorer la réinsertion des prisonniers et la promotion de leurs droits et à encourager l'engagement des institutions publiques à protéger de tels droits.

L'observatoire des droits de l'homme, créé en 2011, a continué d'être promu en 2016, des mesures spécifiques ayant été prises en vue de collecter des données et de déterminer des indicateurs pour fournir des informations sur la situation des droits de l'homme. Des campagnes de grande envergure ont été menées à Bissau et dans l'ensemble du pays.

La Guinée-Bissau est partie à un certain nombre de conventions internationales relatives aux droits de l'homme, mais certaines d'entre elles n'ont pas encore été ratifiées. En particulier, la Guinée-Bissau devrait ratifier le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

La lutte politique dans laquelle le pays est plongé et la paralysie institutionnelle qui en découle empêchent la Guinée-Bissau de mener des travaux réguliers sur de nombreuses questions, y compris des questions relatives aux droits de l'homme. En outre, du fait que l'Assemblée nationale est bloquée, il serait difficile d'exécuter le processus interne de ratification des conventions internationales, qui nécessite l'approbation du Parlement.

Les agences des Nations unies (PNUD, UNICEF, ONUDC) et le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) exécutent divers programmes de coopération dans les domaines de la démocratisation et du soutien aux élections, des droits de l'enfant, de la lutte contre la criminalité organisée et la corruption, et de la justice et de la sécurité.

La stabilisation du pays est nécessaire pour que les réformes essentielles des secteurs de la gouvernance, de la justice et de la sécurité puissent être entreprises et que les donateurs internationaux puissent à nouveau s'engager. La structure institutionnelle pour la défense et la promotion des droits de l'homme devra être mise en place.

République du Kenya

La Constitution du Kenya, adoptée en 2010, est progressiste en termes de droits de l'homme, mais un certain nombre d'obligations constitutionnelles doivent encore être adoptées. L'impunité, la corruption, le tribalisme, la fragilité des institutions et le faible respect de l'État de droit continuent d'avoir une incidence négative sur l'accès des citoyens aux droits civils et politiques.

La priorité de l'UE au Kenya consiste à soutenir la Constitution, en mettant en particulier l'accent sur cinq domaines prioritaires essentiels: les droits des femmes, les défenseurs des droits de l'homme, les droits de l'homme et les forces de sécurité, l'espace civique, et l'impunité et l'obligation de rendre des comptes.

Les ONG locales et internationales signalent qu'il existe encore des cas de torture, de traitements cruels, inhumains ou dégradants, de viols et d'agressions sexuelles, et de décès de détenus.
Les conditions carcérales restent très mauvaises en raison de la surpopulation carcérale et de la détérioration des services et des infrastructures. La police continue d'être accusée de corruption, de recours excessif à la force et d'exécutions extrajudiciaires. Des défis se posent également dans les domaines suivants: égalité entre les femmes et les hommes, violence à l'égard des femmes et discrimination à l'égard des personnes LGBTI.

Alors que le Kenya se prépare pour l'élection générale d'août 2017, des obstacles à la participation des citoyens au processus électoral continuent d'être constatés. Si en principe la Déclaration des droits garantit le droit de réunion pacifique, en pratique ces droits sont limités par des lois portant sur les réunions illégales, l'incitation à la violence et la résistance à une arrestation.

Le plan d'action pour les droits de l'homme a été adopté en mars 2016, dans le cadre du suivi du processus d'examen périodique universel du pays. Le procureur général du Kenya a indiqué que le moratoire de fait du Kenya sur l'application de la peine de mort sera maintenu. Aucune exécution n'a été recensée depuis 1986 et, en octobre 2016, le président a commué la plupart des condamnations à mort en peines de réclusion à perpétuité.

Depuis 2016, le Kenya et l'UE organisent désormais régulièrement des réunions de dialogue politique entre les chefs de mission de l'UE et les membres éminents (au niveau ministériel) du gouvernement du Kenya, ainsi que d'autres personnalités, telles que les dirigeants des principaux partis d'opposition. L'UE a recouru à de telles réunions entre autres pour débattre de questions détaillées relatives aux droits de l'homme. Des interlocuteurs kényans pertinents, tels que le procureur général et le ministre de la fonction publique, de la jeunesse et du genre, ont abordé de façon ouverte et constructive l'état d'avancement et les perspectives du renforcement de la protection des droits de l'homme au Kenya.

La matrice de l'examen périodique universel comprend la protection des défenseurs des droits de l'homme, mais ceux-ci continuent de faire l'objet de menaces et de harcèlement au sein de leurs communautés et de la part des forces de sécurité. Le meurtre de l'avocat spécialisé dans les droits de l'homme Willy Kimani et de son chauffeur en est un cas extrême.

La délégation de l'UE participe aux réunions régulières du groupe des défenseurs des droits de l'homme présidé par l'ambassade des Pays-Bas et continue de surveiller de près les abus dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme. La délégation de l'UE a financé le lancement d'une boîte à outils pour les femmes défenseurs des droits de l'homme dans les bidonvilles de Mathare à Nairobi le 25 novembre. La boîte à outils vise à mettre en place des réseaux de protection plus forts pour les femmes défenseurs des droits de l'homme.

L'UE contribue au fonds commun pour le "renforcement des processus électoraux" au Kenya, qui est géré par le PNUD avec le soutien d'ONU Femmes. Par sa contribution, l'UE vise à mettre en place des structures juridiques et institutionnelles plus solides qui conduiront à des élections transparentes, crédibles et pacifiques et à une participation plus éclairée au processus électoral. Le fonds commun est devenu opérationnel au deuxième semestre de l'année 2015 et les activités dureront jusqu'à la fin de l'année 2018. Parmi les bénéficiaires figure la commission électorale et des frontières indépendante, qui sera le plus grand bénéficiaire de l'assistance fournie dans le cadre du programme. Parmi les autres bénéficiaires figurent des institutions et organisations kényanes qui contribuent à la rédaction des textes législatifs, au règlement des litiges entre les partis politiques, à la réglementation des médias, à l'autonomisation des femmes et à la sécurité.

L'UE contribue également à l'initiative de prévention des conflits lors d'élections nationales et de réaction à ceux-ci, connue sous le nom d'UWIANO, par des financements au titre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix.

Par l'intermédiaire de l'IEDDH, l'UE soutient également plusieurs programmes relatifs aux droits de l'homme mis en œuvre par quatre ONG (ACORD, Oxfam GB, We Effect et la fondation Media Focus on Africa) visant le leadership et la participation politiques des femmes aux élections générales de 2017. Ces programmes identifient et forment les femmes qui ont des ambitions politiques, mènent des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir le leadership des femmes et l'importance du vote pour les femmes, et cherchent à améliorer la participation des femmes aux processus des partis politiques et à créer un environnement médiatique propice à la participation et au leadership des femmes.

Parmi les autres actions en cours menées dans le cadre de l'IEDDH figurent un programme géré par le Comité européen pour la formation et l'agriculture (CEFA) pour surveiller les violations des droits de l'homme et améliorer les conditions dans les centres de détention au Kenya et un programme géré par la commission nationale kényane des droits de l'homme pour protéger les droits constitutionnels, les défenseurs des droits de l'homme et la sécurité.

Un programme financé au titre de la ligne budgétaire relative au développement humain relevant de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD) et géré par CESVI (une ONG italienne) vise à améliorer le système de justice pour mineurs dans cinq comtés.
Le Kenya est signataire de la plupart des conventions et traités de droit international, y compris le Statut de Rome, mais un certain nombre de protocoles doivent encore être ratifiés, notamment sur la discrimination à l'égard des femmes, les traitements cruels, inhumains ou dégradants, les disparitions forcées, les droits de l'enfant et les droits des personnes handicapées.

L'UE accorde également une attention particulière à la liberté des médias et à la liberté d'expression, en particulier en relation avec la campagne électorale. L'UE encourage également le Kenya à participer autant que possible aux actions multilatérales pertinentes, dans le but de renforcer le rôle du Kenya en tant que partenaire international de l'UE partageant les mêmes valeurs, à la fois sur le plan multilatéral et sur la scène mondiale.

Royaume du Lesotho

L'année 2016 a été marquée par une instabilité politique, qui a eu des répercussions sur l'État de droit et qui a mis à mal les travaux des institutions de contrôle. Bien que les droits fondamentaux soient prévus par la Constitution, certaines pratiques de droit coutumier y portent atteinte. La loi relative à la commission des droits de l'homme, qui porte création d'une telle commission, a été adoptée, mais cette commission ne respecte pas pleinement les principes de Paris définis par les Nations unies. Les progrès relatifs à l'adoption d'une politique des médias ont marqué le pas, et les menaces visant des journalistes ont augmenté. Le gouvernement a pris quelques mesures positives pour mettre en œuvre les principales recommandations de la commission d'enquête de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA). Les trois dirigeants de l'opposition qui étaient en exil en Afrique du Sud depuis mai 2015 ont annoncé leur retour.

Les priorités de l'UE sont de favoriser un renforcement du partenariat avec les OSC, y compris les partenaires sociaux, et entre les autorités, le Parlement et les OSC, et de promouvoir l'égalité des sexes, ainsi que les droits des femmes, leur autonomisation et leur participation. L'UE a également fait de la campagne menée contre un projet de loi d'amnistie qui prévoit des dispositions relatives à une amnistie générale l'une de ses priorités.

Divers problèmes se posent, notamment en ce qui concerne la violence à caractère sexiste, y compris les violences domestiques, le viol et les discriminations à l'égard des personnes LGBTI. Quelque 16 militaires sont toujours en détention, après avoir été arrêtés en 2015 par les forces de défense du Lesotho pour mutinerie ou non-répression de mutinerie. Ils n'ont toujours pas bénéficié d'un procès équitable et, selon des rapports crédibles, les conditions carcérales sont déplorables et les détenus ont subi des tortures. En outre, le CICR s'est vu refuser l'accès à ces détenus. La corruption et le népotisme sont répandus chez les fonctionnaires, et la direction de la corruption et des infractions économiques a traité plusieurs affaires graves de corruption à haut niveau.

Un projet de loi d'amnistie controversé, qui vise à accorder l'amnistie à des membres des forces de sécurité du Lesotho pour des actes commis entre 2007 et décembre 2015, a été présenté au Parlement lors de la dernière session de l'année, en novembre 2016. L'UE s'est déclarée fortement préoccupée par le fait que cette loi pourrait favoriser l'impunité, et est intervenue en amont auprès du gouvernement, afin qu'il l'abandonne.

Depuis les élections anticipées de 2015, le pays est dirigé par un gouvernement constitué d'une coalition de sept partis. Tous les partis ont accepté le résultat de ces élections, qui se sont déroulées dans un climat apaisé. Le Lesotho a réalisé des progrès en matière d'égalité des sexes dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, et se classe premier, en Afrique, et seizième, dans le monde, pour ce qui est de combler le fossé existant entre les sexes. Le Lesotho a également adopté plusieurs lois tenant compte des questions d'égalité entre les sexes.

L'UE a adopté une position ferme en demandant instamment au gouvernement du Lesotho de mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête de la CDAA. L'UE est extrêmement préoccupée au sujet des dispositions du projet de loi d'amnistie. Entre autres initiatives, la position de l'UE concernant l'abolition/un moratoire sur l'application de la peine de mort a été soulignée.

La délégation de l'UE a apporté un soutien moral aux défenseurs des droits de l'homme, parmi lesquels le groupe proactif des conjointes des militaires détenus, en les rencontrant et en prenant en charge leur dossier en concertation avec des ministres.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). Le programme de soutien par pays de l'UE en faveur du Lesotho a fourni un appui important dans le cadre de l'IEDDH.

Trois projets ayant bénéficié d'un financement visaient essentiellement à favoriser un renforcement du partenariat avec les OSC, y compris les partenaires sociaux, et entre les autorités, le Parlement et les OSC, ainsi qu'à soutenir la lutte contre la violence à caractère sexiste et la promotion de l'autonomisation des femmes. Le programme intitulé "Participatory Initiative for Social Accountability" (PISA, initiative participative en faveur de la responsabilité sociale) (11e FED) contribuera également, par l'éducation civique et par d'autres activités, à sensibiliser davantage les citoyens aux structures de gouvernance et à accroître leur capacité à s'engager dans des processus démocratiques et de développement.

Le Lesotho a signé et ratifié la quasi-totalité des principaux instruments des Nations unies et de l'UA, y compris les conventions et protocoles relatifs à la sauvegarde des droits de l'homme, à l'exception du protocole facultatif se rapportant au PIDCP, qui vise à abolir la peine de mort, ainsi que du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture. Le Lesotho a une réserve quant à la CEDAW en ce qui concerne la succession au trône et les chefferies. Seuls quelques uns de ces instruments ont été transposés en droit interne. Tous les habitants du pays peuvent s'adresser au Comité des droits de l'homme des Nations unies, aux Rapporteurs spéciaux pour les violations de droits de l'homme spécifiques et au Conseil économique et social des Nations unies pour les violations des droits des femmes. Le pays étant membre de l'UA, les citoyens et les ONG peuvent déposer des plaintes auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Le Lesotho a rejoint la CPI et, à la fin de 2016, a confirmé son intention d'en rester membre. En novembre 2015, le Lesotho a émis une invitation permanente pour les visites effectuées dans le pays par les Rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme.

La transposition des traités internationaux en droit interne est un véritable défi. Le manque d'expertise et de capacités rend difficile la transposition des obligations internationales en droit interne. La proposition de document d'action en matière de gouvernance au titre du 11e FED prévoit un soutien dans ce domaine précis.

République du Liberia

Malgré tous les progrès réalisés depuis le début de la guerre civile, le pays restait confronté, en 2016, à des problèmes considérables, et de graves violations des droits de l'homme continuaient d'y être commises. L'abolition de la peine de mort, l'égalité des sexes, les droits des femmes et leur autonomisation, le respect de la législation contre le travail et l'exploitation des enfants, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'accès à la justice, aux soins de santé et à l'éducation, demeurent des priorités. La vigilance reste de mise en ce qui concerne les droits des personnes touchées par les industries extractives et l'accaparement des terres à grande échelle. Les mauvaises conditions carcérales et le nombre élevé de personnes en détention provisoire sont préoccupants. La corruption et les abus de pouvoir sont omniprésents dans l'ensemble des secteurs des pouvoirs publics et à tous les niveaux. La faible rémunération de la grande majorité des fonctionnaires, la formation professionnelle réduite au minimum et la responsabilité limitée du corps judiciaire exacerbent la corruption dans la fonction publique et contribuent à entretenir une culture de l'impunité.

En 2016, l'UE a continué à être active dans le domaine des droits de l'homme, notamment dans le cadre du dialogue politique formel qu'elle mène avec le Liberia. Elle s'est également efforcée de contribuer au débat public sur des questions telles que la peine de mort et la violence à caractère sexiste, notamment dans les médias. Afin de répondre aux préoccupations relatives aux droits de l'homme, l'UE et ses États membres ont fourni un soutien concret, qui a pris la forme de projets spécifiques dans les domaines des droits des femmes, des droits de l'enfant et du secteur de la justice. La bonne gouvernance est un élément majeur du programme indicatif national, qui constitue la base de la coopération convenue avec le gouvernement du Liberia jusqu'en 2020.

Les élections présidentielles et législatives successives ont, dans l'ensemble, été considérées comme libres et régulières. Tant l'évaluation de la liberté réalisée par Freedom House que l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit placent le Liberia au-dessus de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et à un rang bien supérieur à celui de nombre de ses voisins. Néanmoins, la note extrêmement faible obtenue pour la catégorie "fonctionnement du gouvernement (0,8 sur une échelle de 0 à 10) dans le cadre de l'indice de démocratie donne une idée des problèmes existant derrière cette apparence positive. Les problèmes de capacités, de corruption et de concentration des pouvoirs révèlent que le gouvernement du Liberia ne parvient pas à répondre efficacement aux besoins et aux attentes de la population. Le pouvoir législatif est faible en termes de capacités institutionnelles pour exercer ses fonctions de contrôle. Les législateurs affichent une faible connaissance de leur rôle, de leurs droits et de leurs responsabilités, et semblent souvent s'attacher davantage à poursuivre leurs propres intérêts politiques et personnels.

Le gouvernement du Liberia a pris acte de nombre de ces questions et s'efforce d'y apporter une réponse, bien qu'il ait également souligné la nécessité de respecter l'opinion publique du pays sur des sujets tels que les droits des personnes LGBTI et la peine de mort. Dans de nombreux domaines, la pénurie de moyens et les contraintes en matière de capacité entravent les efforts déployés pour respecter les obligations internationales, notamment en ce qui concerne les droits économiques et sociaux.

Plusieurs projets relevant de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) sont actuellement mis en œuvre au Liberia. Le projet intitulé "Strengthening civil society's capacity to advocate for access to justice for women and girls and reduce female genital mutilation" (Renforcer la capacité de la société civile à défendre l'accès à la justice pour les femmes et les filles et à réduire les mutilations génitales féminines) est actuellement mis en œuvre par ActionAid et Bassa Women Development Association dans les comtés de River Cess et de Grand Bassa, et vise, avec les organisations des communautés locales, à prévenir la violence à caractère sexiste et à réduire les pratiques traditionnelles préjudiciables, telles que la mutilation génitale féminine. Une initiative à l'échelle locale en faveur de la promotion des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans les zones rurales du Liberia est actuellement menée par la société nationale de la Croix-Rouge du Liberia, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge danoise; elle œuvre à renforcer la capacité de la Croix-Rouge à travailler sur l'égalité des sexes, ainsi qu'à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe et la vulnérabilité au sein des communautés rurales des comtés de Lofa, Bong et Nimba.

De nouvelles actions retenues dans le cadre de l'appel à propositions lancé en 2015 ont commencé en 2016, y compris un projet, mis en œuvre par le centre Carter, qui vise à renforcer l'État de droit et la bonne gouvernance par une plus grande transparence et un plus large accès à l'information dans les secteurs de la sécurité et de la justice.

Dans le cadre de l'initiative "AWARE – A West African response to Ebola" (Lutte contre Ebola en Afrique de l'Ouest), l'UE a, au Liberia, donné la priorité au soutien du secteur de l'éducation. Le soutien apporté par l'UE pour ce qui est de favoriser l'accès à l'eau potable dans les écoles du Liberia a essentiellement pour objet d'y garantir un accès à l'eau salubre et de mobiliser les communautés afin d'assurer l'entretien et la bonne utilisation des installations fournies. Un projet financé au titre de l'instrument de stabilité (IdS) européen en collaboration avec Save the Children a spécifiquement apporté un soutien à la participation des enfants et des jeunes, ainsi qu'à la formation professionnelle.

République de Madagascar

La situation des droits de l'homme à Madagascar ne s'améliore pas. La pauvreté est la principale raison du décrochage scolaire. L'insécurité et le trafic de ressources naturelles, la précarité de la situation des femmes, des enfants et des personnes handicapées ainsi que la criminalité et la corruption pèsent lourdement sur le respect des droits de l'homme. La violence policière et les lynchages publics sont fréquents.

L'action de l'UE concerne essentiellement cinq domaines: la promotion des libertés fondamentales (soutien à la consolidation de la stabilité politique et de la démocratie); le respect des droits de l'homme dans l'administration judiciaire; la promotion des droits des enfants; la promotion des droits des femmes et l'élimination de la violence à leur égard; et le soutien apporté aux défenseurs des droits de l'homme.

L'augmentation des exactions commises par les forces de sécurité à l'égard des civils qui sont justifiées par la hausse du nombre de bandits armés (les "Dahalo") vise également les manifestants, les journalistes et les hommes politiques. La corruption généralisée au sein du personnel des secteurs de la justice et de la sécurité a entraîné une importante flambée du lynchage et de la justice populaire: celle-ci a fait plus de 60 morts, entre octobre et décembre, pour le seul vol de bétail (par des "Dahalo"). Parallèlement, la pauvreté est en hausse et le programme de développement national reste lettre morte. Pour la moitié des enfants, la sécurité alimentaire n'est pas assurée en permanence. La corruption dans la vie publique et les secteurs sociaux est omniprésente. Les conditions carcérales (espace, nutrition, hygiène, soins de santé) posent encore problème.

La situation des femmes est précaire: 30 % d'entre elles sont enceintes avant l'âge de 19 ans, 30 % des filles de l'enseignement secondaire quittent l'école, 25 % des femmes sont victimes de violences physiques, et 40 % sont abandonnées après le mariage. Les femmes continuent d'être discriminées par le code de la nationalité, qui ne leur donne pas le droit de transmettre leur nationalité à leur époux. La Conférence internationale du travail (CIT) a analysé en 2016 les manquements dans la mise en œuvre de conventions fondamentales de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants. L'UE a fait part des préoccupations que lui inspire la situation des enfants forcés à travailler dans les mines et les carrières, à des fins d'exploitation sexuelle ainsi que dans la rue. La CIT a demandé à Madagascar d'agir immédiatement et de manière efficace pour éliminer ces pires formes de travail des enfants.

En 2016, une commission nationale indépendante des droits de l'homme a finalement été créée. Un bureau national de lutte contre la traite des êtres humains contribue à la baisse de la traite des êtres humains. Le travail forcé a également été interdit. Néanmoins, on estime que 5 000 Malgaches, principalement dans les pays du Golfe, sont toujours victimes de cette pratique.

Lors de la Semaine de l'Europe, il y avait un stand consacré aux droits de l'homme. L'UE entretient de nombreux partenariats avec la société civile pour promouvoir les droits de l'homme. Un certain nombre de contrats de subvention sont signés chaque année et jouissent d'une grande visibilité. Toutefois, un important programme de soutien à la démocratie (INCIPALIS) a été arrêté en 2016.

L'UE entretient, au niveau du président de la République et du Premier ministre, un dialogue politique régulier au centre duquel figurent les questions relatives aux droits de l'homme. Les questions abordées dans ce cadre au cours de l'année 2016 avaient essentiellement trait à la corruption, aux trafics et à l'exploitation abusive de ressources naturelles, ainsi qu'à la violence policière, aux violences collectives (au sujet desquelles la commission nationale des droits de l'homme a déjà fait une déclaration), à la préparation des élections (une mission d'observation de l'UE pour le suivi de la situation a eu lieu en octobre), à une nouvelle loi sur les médias, à diverses réformes institutionnelles et à l'accès des citoyens aux services essentiels.

L'UE n'apporte pas un soutien à des personnes, telles que les défenseurs des droits de l'homme, mais adopte une démarche de renforcement des capacités, qui consiste à "former les formateurs" pour les ONG nationales dans le cadre du programme DINIKA. Ce programme est destiné, d'une part, à renforcer les capacités des OSC malgaches, afin de les aider à devenir des partenaires responsables, informés et compétents sur le plan économique et, d'autre part, à renforcer la capacité de sensibilisation et à fournir des orientations précises aux OSC locales et nationales malgaches en vue de sensibiliser les citoyens à leurs droits sociaux, économiques et politiques. La société civile continue de jouer un rôle dans la condamnation des violations des droits de l'homme, comme le font, par exemple, la plateforme Rohy en matière de corruption, Alliance Voahary Gasy pour les violations des droits de l'homme liées à l'environnement (trafic de ressources), ainsi que SEFAFI (Observatoire de la vie publique) en ce qui concerne la vie publique et l'analyse des questions politiques.

Outre le programme PASSOBA, qui vise à améliorer l'accès à l'éducation sur le plan financier et à promouvoir la qualité de l'enseignement et des services éducatifs dans neuf des 21 régions du pays, plusieurs projets à plus petite échelle ayant trait aux droits des enfants étaient aussi en cours.

Parmi les priorités que les OSC partenaires sont appelées à mettre en œuvre en matière de promotion des droits des femmes figurent la lutte contre les violences conjugales et domestiques, le soutien aux femmes en matière d'accès à la justice, la lutte contre l'impunité en cas de violence, le soutien aux femmes et aux enfants confrontés à des problèmes juridiques, l'accès à la terre, les femmes dans les économies rurales, ainsi que les familles vulnérables de la capitale. Dans le domaine de l'administration et de la justice, le programme intitulé "Une administration pour tous" est directement géré par la délégation. Ce programme concerne tous les domaines de l'intervention étatique en matière de droits de l'homme et est mené en dialogue avec le gouvernement. Les recommandations de l'EPU sont progressivement mises en œuvre. La création de la commission nationale des droits de l'homme (EPU de 2014) en est un exemple.

Le Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'environnement s'est rendu dans le pays à la fin du mois d'octobre 2016, et a appelé au renforcement de la lutte contre la corruption et les trafics. Il a également dénoncé différents cas notoires.

Les plus grands défis à relever pour la promotion des droits de l'homme seront la lutte contre la pauvreté et la corruption, la prévention de la dégradation de la situation en matière de sécurité, et en particulier l'organisation d'élections pacifiques, transparentes, régulières et libres.

République du Malawi

Globalement, la situation des droits de l'homme dans le pays est restée relativement stable en 2016. Les principaux défis ont toujours trait à l'égalité des sexes, à la violence à l'égard des femmes et des enfants, aux taux élevés de mariages d'enfants, à l'albinisme, à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, aux conditions de détention dans les prisons et aux droits économiques et sociaux, en particulier l'accès à la nourriture et aux services de santé.

En 2016, les objectifs de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie dans le cadre de ses relations avec le Malawi ont été principalement axés sur l'albinisme, la violence à caractère sexiste, les droits de l'homme des personnes LGBTI, l'égalité des sexes, les prisons, la réforme électorale et le maintien d'une presse libre.

Les libertés fondamentales telles que la liberté d'association, de circulation, d'expression et de réunion sont protégées par la Constitution et, globalement, sont considérées comme respectées. Le Malawi a adopté un certain nombre de lois visant à améliorer la situation des droits de l'homme. Le pays réalise certains progrès sur la voie de l'égalité et de l'équité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. Parmi les principales réalisations figurent les suivantes: 40 % de femmes parmi les personnes inscrites à l'université du Malawi, 100 % de bourses pour les étudiantes en médecine, ainsi que l'élaboration et le réexamen de la législation en tenant compte de l'égalité des sexes.. La violence à caractère sexiste demeure l'un des principaux défis en matière de développement au Malawi. Plusieurs facteurs contribuent à une telle ampleur des violences à caractère sexiste, parmi lesquels les mariages précoces, les pratiques culturelles préjudiciables, les croyances religieuses et le faible niveau d'éducation et d'autonomisation économique.

Le cadre juridique régissant les partis politiques au Malawi est insuffisant, et nécessite un réexamen et une réforme. Une législation pourrait être introduite pour réglementer le financement des partis politiques à partir de fonds privés, ce qui permettrait d'améliorer la transparence et la responsabilisation, en ce que les partis seraient tenus de publier des comptes annuels ayant fait l'objet d'un audit.

Les élections de 2014 ont été marquées par des irrégularités et des allégations de fraude électorale, entraînant ainsi une méfiance généralisée à l'égard de la gouvernance électorale. L'UE a, dans le cadre de la MOE, réaffirmé la nécessité de remédier aux lacunes du système électoral avant les prochaines élections, qui auront lieu en 2019. Le processus actuel de réforme électorale avance lentement et le soutien de l'UE se poursuivra.

L'UE dans son ensemble sensibilise le gouvernement du Malawi aux droits de l'homme dans le cadre du dialogue politique mené au titre de l'article 8. La délégation a soulevé des questions relatives aux droits de l'homme dans des démarches et dans d'autres cadres, y compris auprès du ministre de la justice et des affaires constitutionnelles. En 2016, les missions de l'UE ont également poursuivi leurs échanges réguliers avec certaines organisations de premier plan du pays dans le domaine des droits de l'homme et avec d'autres partenaires essentiels comme les États-Unis et les Nations unies.

La délégation est en contact régulier avec les OSC locales et les défenseurs des droits de l'homme.

Le Malawi a bénéficié du soutien de l'UE pour lui permettre de renforcer le respect des droits de l'homme dans le pays grâce au renforcement des capacités de la Commission malawienne des droits de l'homme. L'UE a continué de promouvoir l'égalité des sexes en soutenant les projets pour l'égalité entre les femmes et les hommes et l'émancipation des femmes (GEWE), en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), et en intervenant à plus petite échelle auprès d'ONG locales. L'UE et ses États membres ont continué à soutenir des OSC locales qui défendent les droits des personnes appartenant à des minorités et des groupes vulnérables, notamment les personnes LGBTI et les personnes atteintes d'albinisme. La question des droits de l'enfant est également prise en compte dans le cadre de projets visant à renforcer les systèmes de protection de l'enfance.

République du Mali

L'année 2016 a été marquée par la lente mise en œuvre de l'accord de paix signé en 2015 entre le gouvernement du Mali et deux mouvements armés, ainsi que par une importante dégradation de la situation en matière de sécurité, avec une résurgence des attentats terroristes visant des membres des forces armées maliennes, des forces internationales, des fonctionnaires locaux, des organisations humanitaires et des civils. La situation des droits de l'homme au Mali a donc encore été marquée, dans son ensemble, par des violations systématiques des droits de l'homme dans ce contexte sécuritaire: exécutions arbitraires, torture, détention illégale prolongée, recrutement de mineurs par des groupes armés, violences sexuelles et intimidations. La situation humanitaire des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit est restée désastreuse.

Les priorités de l'UE en matière de droits de l'homme n'ont pas changé: militer pour la paix, la réconciliation et la justice; promouvoir le respect des droits des femmes, des enfants et des autres groupes vulnérables; appuyer les efforts de lutte contre l'impunité en renforçant le pouvoir judiciaire, qui est constamment négligé; et soutenir les efforts visant à lutter contre la corruption généralisée qui sévit dans le pays.

Outre l'impact de la crise sécuritaire sur les droits de l'homme, le Mali est confronté à d'autres problèmes, tels que la violence à caractère sexiste, y compris les mutations génitales féminines; la traite des êtres humains; la difficulté des conditions carcérales; les informations faisant état d'esclavage et de trafic de migrants; et les discriminations à l'égard de certains groupes, tels que les personnes handicapées et les personnes atteintes d'albinisme, et les discriminations fondées sur l'origine ethnique (par exemple, les Touaregs noirs, les personnes atteintes d'albinisme). La corruption dans la fonction publique, profondément ancrée, ainsi que la faiblesse et l'inefficacité du pouvoir judiciaire, qui contribuent à la persistance de l'impunité et de la violation des droits légaux des personnes arrêtées et accusées, ainsi qu'à une surpopulation carcérale, sont des problèmes qu'il convient également de souligner.

En novembre 2016, des élections locales se sont tenues dans 92 % des 703 communes du pays, les femmes représentant environ 31 % de l'ensemble des candidats. Si le scrutin s'est, dans l'ensemble, déroulé de manière convenable, l'intervention d'individus armés ainsi que l'insécurité ont empêché la tenue du vote dans 43 communes des régions du nord et du centre. Quatre soldats maliens chargés d'assurer le transport d'urnes ont été tués lors d'une attaque.

L'année 2016 a également vu des améliorations sensibles en matière de droits de l'homme. La commission "Vérité, justice et réconciliation" a continué d'accroître sa présence régionale à travers le pays, notamment dans la plupart des régions du nord. En novembre 2016, le conseil des ministres a approuvé la politique nationale dans le domaine des droits de l'homme, axée sur la promotion et la sauvegarde des droits de l'homme, l'assistance aux acteurs des droits de l'homme et la coopération internationale en la matière. Une unité chargée des droits de l'homme a été créé au sein du ministère de la justice et des droits de l'homme pour mettre en œuvre cette politique. En novembre, le procès du général Amadou Haya Sanogo et de 17 codéfendeurs, accusés d'avoir, en 2012, perpétré des crimes contre les droits de l'homme à l'égard d'officiers maliens, s'est ouvert au Mali, marquant une étape positive dans la lutte contre l'impunité dans le pays. Enfin, il convient également de prendre acte de la réforme de la commission nationale des droits de l'homme menée conformément aux principes de Paris.

L'UE, en qualité de membre de l'équipe de la médiation internationale pour l'accord de paix, a continué de participer activement aux efforts déployés au niveau international pour garantir la paix au Mali. En outre, l'UE a résolument soutenu, sur les plans politique et opérationnel, la réforme de la commission nationale des droits de l'homme. En 2016, la délégation de l'UE a lancé un exercice de coordination spécifique en matière de droits de l'homme entre les donateurs du Mali, et a continué de mener le dialogue politique avec les autorités concernant la corruption et l'enrichissement illicite, qui constituent un obstacle majeur au développement du Mali. En termes plus opérationnels, les missions PSDC menées par l'UE au Mali, l'EUTM Mali et l'EUCAP Sahel Mali, en collaboration avec la mission des Nations unies au Mali, ont continué de former les membres des forces de défense et de sécurité maliennes dans le domaine du droit relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire.

La délégation de l'UE soutient la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement et de l'accord de paix de 2015 au travers de son appui budgétaire général (contrat d'appui à la consolidation de l'État II - 69,5 millions d'euros déboursés en 2016). L'autorisation de débourser ce montant reposait en particulier sur la création et l'opérationnalisation de la commission "Vérité, justice et réconciliation" (CVJR) ainsi que de la commission de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DRR). Le même instrument a également tenu compte de la lutte contre la corruption dans ses indicateurs de performance pour la tranche variable. L'un de ces indicateurs était axé sur le contrôle interne et le suivi, par les entités soumises à l'audit, des recommandations formulées par l'instance compétente (le contrôleur général des services publics). Cet indicateur a été jugé satisfait en 2016.

Un avenant à un contrat conclu fin 2016 au titre de l'IEDDH permet à l'UE de soutenir la participation des plaignants au procès très médiatisé de l'ancien dirigeant de la junte, Amadou Haya Sanogo, accusé d'exécutions extrajudiciaires contre une unité militaire spécifique, les "Bérets Rouges", considérée à l'époque comme ne soutenant pas le coup d'État militaire. Avec cet instrument (l'IEDDH), l'UE apporte un appui à la commission nationale des droits de l'homme, lui permettant notamment en 2016 de visiter des prisons et des cellules de commissariats de police ainsi que de rendre compte des conditions de détention au Mali.

Le soutien de l'UE bénéficie également aux OSC locales pour le lobbying, le suivi et la sensibilisation en ce qui concerne les droits des enfants et des jeunes (quatre contrats actuels au titre de l'IEDDH).

Le financement au titre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix profite à un studio local, Studio Tamani, qui, avec l'aide de la Fondation Hirondelle, produit des contenus tels que des informations, des "talk-shows" et des programmes sur les enfants et les femmes, qui sont diffusés chaque jour par 56 stations de radio locales, dans cinq langues, à travers le pays. L'importance et les audiences de ces émissions sont extrêmement élevées dans des zones reculées du Mali telles que Tombouctou et Kidal. Elles contribuent à apaiser les tensions entre communautés dans ces zones exposées aux conflits, en relayant des informations plus neutres en matière de politique et de sécurité et en favorisant une confrontation pacifique des opinions.

Dans le cadre du fonds fiduciaire d'urgence en faveur du Sahel, la délégation de l'UE débat actuellement d'une proposition de projet visant à renforcer, dans la région centrale (Mopti), la présence des forces de sécurité, dont la capacité institutionnelle sera appuyée par un autre projet mené au titre du fonds fiduciaire, le PARSEC, approuvé en 2016 par le comité opérationnel du fonds fiduciaire.

Le Mali a ratifié la plupart des traités internationaux et régionaux en matière de droits de l'homme, toutes les conventions fondamentales de l'OIT, ainsi que leurs protocoles. En 2016, le Mali a continué de coopérer avec le système des droits de l'homme des Nations unies, y compris avec l'expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Mali, qui s'est rendu dans le pays à la fin de l'année 2015 et qui a publié son rapport en janvier 2016. Le Mali a également participé, en juillet, aux discussions sur ses sixième et septième rapports dans le cadre du comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Le Mali a continué de soutenir la CPI malgré un contexte régional sensible. Le procès - qui s'est tenu à la CPI en septembre 2016 - d'un militant islamique ayant contribué à détruire les lieux saints de Tombouctou lors du conflit de 2012 a largement été considéré comme un événement révolutionnaire pour le Mali et pour la justice internationale.

Des progrès importants sont nécessaires dans des domaines tels que la lutte contre l'impunité, notamment en ce qui concerne les violations des droits de l'homme commises durant la crise de 2012, notamment en mettant en place un mécanisme préventif national indépendant de contrôle des lieux de détention. Des progrès sont également nécessaires en ce qui concerne les droits des femmes et des filles et l'égalité des sexes dans tous les domaines, y compris la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation. Cela est d'autant plus important que la situation des femmes et des filles demeure fortement affectée par un code de la famille rétrograde adopté en 2011, à la suite de pressions exercées par des mouvements religieux pour abolir une ancienne loi plus progressiste. Il convient aussi d'inclure effectivement les femmes dans la mise en œuvre du processus de paix. Les autorités doivent en outre continuer d'établir les cadres juridiques nécessaires pour sauvegarder les droits de l'homme, tels que la loi relative à la protection sociale des personnes handicapées.

République islamique de Mauritanie

La Mauritanie est confrontée à des défis internes et externes majeurs. Les relations entre les différentes communautés du pays sont de plus en plus difficiles, en raison d'un sentiment d'exclusion et de discrimination parmi les communautés noires et les Haratins, ce qui peut conduire à une radicalisation et constituer une menace pour l'unité nationale.

L'action en matière de droits de l'homme menée par l'UE en Mauritanie porte essentiellement sur l'amélioration du système judiciaire; la lutte contre l'esclavage; la lutte contre la torture et les mauvais traitements, notamment en soutenant le mécanisme préventif national pertinent; les discriminations fondées sur l'origine ethnique et sur le sexe, en particulier les violences à l'égard des femmes; le statut des organisations de la société civile; et l'abolition de la peine de mort. Les droits des migrants sont également au centre des préoccupations de l'UE.

Il existe toujours un décalage entre la législation, plutôt avancée, contre l'esclavage et ses vestiges, d'une part, et sa mise en œuvre, d'autre part. Une nouvelle loi contre l'esclavage a été adoptée en 2015, mais du fait de l'absence de mécanismes solides de mise en œuvre et de contrôle, l'impact de ces politiques progressistes est modeste. Une peine a été prononcée pour la première fois en 2016, et reste à ce jour la seule. En 2016, la Conférence internationale du travail a mis en exergue des manquements dans la mise en œuvre de la convention fondamentales de l'OIT sur le travail forcé et a engagé instamment le gouvernement à mettre en œuvre de manière rigoureuse la législation de 2015. L'UE a fait une déclaration à l'OIT et elle apporte un soutien concret pour permettre au gouvernement de respecter son engagement consistant à mettre en œuvre la feuille de route en faveur de l'éradication des formes contemporaines d'esclavage, et à assurer le suivi de la mise en œuvre de la législation récente contre l'esclavage.

La situation des femmes demeure une source de préoccupation. Aucun progrès n'a été accompli en vue de l'approbation du nouveau projet de loi relatif à la prévention de tous types de violences à l'égard des femmes, qui est toujours bloqué au Parlement. L'UE soutient l'approbation de ce nouveau projet de loi, ainsi que la mise en œuvre du plan d'action existant en matière d'égalité des sexes pour la période 2015-2018 et du programme visant à mettre fin aux mutilations génitales féminines.

Dans le domaine de la justice, aucune politique sectorielle assortie de priorités à mi-parcours n'a encore été approuvée. Un plan d'action sur trois ans et une stratégie nationale en faveur de l'accès à la justice ont été adoptés en 2016 pour servir de base à de nouvelles réformes. Les résultats ne sont pas encore visibles. Il n'y a pas eu de progrès non plus concernant le statut des ONG et des partis politiques. Une nouvelle loi controversée sur les associations a été bloquée au Parlement, sur fond de critiques tenant au fait qu'elle maintient le système actuel, qui impose de demander une autorisation préalable, et qu'elle confère des pouvoirs discrétionnaires au ministre de l'intérieur concernant l'enregistrement des ONG et des partis politiques.

La Mauritanie parvient à maintenir une stabilité interne apparente sous la présidence de Mohamed Ould Abdel Aziz, qui est au pouvoir depuis 2009, et qui en est désormais à la moitié de son deuxième et dernier mandat. Le président Aziz a clairement indiqué qu'il respecterait la limite des deux mandats fixée par la Constitution. Un dialogue politique national a eu lieu en octobre 2016, mais a été boycotté par une partie importante de l'opposition. Il a donné lieu à une série de propositions de changements constitutionnels, y compris l'abolition du Sénat et une modification du drapeau et de l'hymne. Les modifications proposées devront être approuvées en 2017, et pourront être suivies d'élections législatives et locales anticipées.

Le dialogue sur les droits de l'homme mené avec les autorités et les défenseurs des droits de l'homme s'est intensifié tout au long de l'année 2016, en particulier autour de deux principales affaires, pour lesquelles l'UE a fait des déclarations locales et a rencontré des membres du gouvernement concernés. Ces deux affaires illustrent également les tensions internes qui existent en Mauritanie. La première affaire concerne un jeune blogueur qui a été condamné à mort pour apostasie à la fin de 2014, mais qui est toujours incarcéré dans l'attente d'un autre procès. En 56 ans d'existence, la Mauritanie n'avait encore jamais prononcé de peine de mort pour apostasie. Les manifestations régulières se faisant entendre en faveur de son exécution témoignent du risque de radicalisation d'une partie de la société mauritanienne. L'autre affaire concerne le mouvement anti-esclavagiste IRA (Initiative de Résurgence du Mouvement Abolitionniste), et a donné lieu à un procès et à la condamnation de 13 militants dans un contexte d'irrégularités de procédure et d'allégations crédibles de torture en détention. La cour d'appel a réduit leurs peines et a libéré la plupart d'entre eux, mais trois militants ont été maintenus en détention. Malgré les demandes de l'UE et d'autres acteurs internationaux, aucune enquête n'a été ouverte concernant les allégations de torture et de mauvais traitements en détention.

Trois projets ont été mis en œuvre en 2016 au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et de l'instrument de financement de la coopération au développement, ces projets portant sur la protection des enfants vulnérables, l'émancipation économique des anciens esclaves et le soutien à la coexistence pacifique des communautés (résolution des différends fonciers). Trois nouveaux projets seront mis en œuvre en 2017 et en 2018 autour de la lutte contre l'esclavage et les prisons, et le nouvel appel à propositions concernera des projets s'attaquant aux violences à l'égard des femmes.

Le gouvernement mauritanien a durci les mesures permettant aux migrants de régulariser leur séjour et d'obtenir des permis de travail, en vue d'améliorer les contrôles de sécurité. L'UE collabore avec les autorités mauritaniennes et la société civile afin de garantir le respect des doits des migrants. Deux des projets de fonds fiduciaires de l'UE en faveur de la Mauritanie qui ont été approuvés en 2016 sont axés, respectivement, sur la situation des enfants non accompagnés et sur les conditions dans lesquelles les migrants sont retournés dans leur pays d'origine. Un projet dans le cadre du programme régional de développement et de protection (PRDP) a été lancé en Mauritanie pour accroître les capacités de soutien local, le but étant d'apporter aux migrants vulnérables et bloqués une aide grâce à des mesures de soutien dans le domaine juridique, de la santé et de la réintégration.

Le Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme a effectué une visite dans le pays en mai 2016. Son rapport a été rejeté par le gouvernement comme étant partial. Néanmoins, globalement, la Mauritanie a toujours accepté les demandes de visite de tous les Rapporteurs spéciaux des Nations unies, et se montré disposée à collaborer avec les institutions internationales de défense des droits de l'homme.

Le décalage existant entre la législation et sa mise en œuvre a été mis en évidence par le Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui s'est rendu dans le pays au début de 2016. Il a en particulier insisté sur la prévention de la torture en détention et sur l'absence quasi totale d'enquête sur les allégations de cas de torture et de mauvais traitements.

République de Maurice

Au regard des normes internationales, Maurice affiche de manière générale un bon bilan en matière de sauvegarde et de respect des droits de l'homme. Selon l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine (II AG) de 2016, le pays reste en tête du classement de la gouvernance globale en Afrique, première place qu'il occupe pour la dixième année consécutive.

Les priorités de l'UE sont la promotion des droits des femmes, la protection des droits des enfants et l'élimination de la violence à leur égard, la protection des droits de l'homme des personnes LGBTI, ainsi que le renforcement de l'État de droit et des institutions de défense des droits de l'homme.

Les violences domestiques continuent de représenter un problème majeur. 25 % des femmes déclarent avoir fait l'objet d'une certaine forme de violence à caractère sexiste. Davantage d'efforts pour améliorer les droits de l'homme sont requis dans les domaines de l'égalité des sexes, des violences contre les femmes et les enfants, des discriminations à l'égard des personnes LGBTI, ainsi que des conditions de détention.

Des mesures positives ont été prises par le gouvernement en 2016, par le biais de plusieurs modifications législatives, telles que la loi (modificative) sur la protection contre les violences domestiques et celle du Conseil national des femmes, qui prévoit un cadre législatif plus moderne et approprié afin de promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes. La stratégie et le plan d'action pour la protection des enfants ont également été achevés, l'UE ayant à cet égard considérablement soutenu, en 2014 et en 2015, le ministre de l'égalité des sexes, du développement de l'enfant et du bien-être de la famille.

L'amélioration de la santé maternelle pour les groupes vulnérables et la réduction de la mortalité infantile figurent parmi les principaux résultats du programme d'appui budgétaire actuellement mis en œuvre en République de Maurice pour la période 2013-2016.

L'UE a continué de mener des discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec la République de Maurice dans diverses configurations, notamment dans le cadre du dialogue politique au titre de l'article 8 qui a eu lieu en janvier 2016 et de la coopération au développement.

Les questions liées à l'égalité des sexes ont occupé une place importante dans la diplomatie publique de l'UE. L'UE et ses États membres ont continué de soutenir la lutte contre la violence à caractère sexiste par une campagne intitulée "Ansam kont la violans", dirigée par la délégation de l'UE. Cette campagne a vu la participation de personnalités connues et a fait l'objet d'une large couverture médiatique, y compris sur les médias sociaux.

Tout au long de l'année 2016, le chef de la délégation de l'UE a accordé, dans ses activités publiques, une attention particulière aux questions liées à l'égalité des sexes et, en juin, il a participé, en tant qu'intervenant, au Forum international des femmes organisé par le président de la République. Par ailleurs, l'UE a eu des contacts réguliers avec les défenseurs des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les conditions de détention et les droits de l'homme des personnes LGBTI.

République du Mozambique

En 2016, la situation des droits de l'homme s'est globalement dégradée au Mozambique. Cette dégradation tient essentiellement aux tensions politiques et militaires existant entre le gouvernement et le parti d'opposition Renamo. En particulier, les assassinats non résolus, la répression politique et l'intimidation à l'égard des opposants au gouvernement se sont poursuivis, tandis que les Mozambicains, dans les zones touchées par les conflits, ont continué de fuir vers des pays voisins pour échapper aux violences.

Les priorités de l'UE tiennent compte de l'évolution de la situation concernant les tensions politiques et militaires. Parallèlement à la paix et à la réconciliation, le soutien au renforcement des droits civils et politiques, tels que la liberté d'expression, l'accès à l'information et l'État de droit, figurent également parmi les priorités. Une attention particulière est aussi accordée aux droits des femmes, y compris à la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à mettre fin aux mariages d'enfants.

L'établissement d'un profil de démocratie/d'un plan d'action en faveur de la démocratie était destiné à faciliter la définition de priorités communes avec les États membres. À cet égard, l'UE a toujours été soucieuse d'encourager le dialogue en vue d'une réconciliation durable et d'un règlement démocratique plus inclusif. Le porte-parole de la HR/VP a fait trois déclarations à ce sujet. L'UE est également proactive pour ce qui est de soutenir les droits et libertés fondamentaux, notamment la liberté d'expression. Ces questions, ainsi que celle de la nécessité de renforcer l'État de droit, étaient au programme du dialogue mené au titre de l'article 8 (deux sessions tenues en 2016).

Le gouvernement du Mozambique a annoncé que le Rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires effectuerait une visite dans le pays en 2017. Il a également été discuté avec le gouvernement, à diverses occasions, d'autres questions relatives aux défenseurs des droits de l'homme ainsi que de certaines affaires. La protection a été étendue aux défenseurs des droits de l'homme, en ce qu'il se sont fait accompagner lorsqu'ils ont été convoqués par la police. Le mécanisme de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) a été activé dans quatre ou cinq affaires pour couvrir les frais médicaux et de justice. En outre, dans deux projets financés par l'UE, des clauses additionnelles ont été acceptées pour permettre aux ONG d'avoir recours à des provisions pour imprévus afin de couvrir les pertes subies à la suite de vols et d'autres actes d'intimidation.

La démocratisation a bénéficié de 11 projets au titre du FED axés sur l'éducation civique et la planification participative. Trois projets au titre de l'IEDDH promouvant l'accès à l'information ont débuté leurs activités (accès à l'information dans l'industrie extractive, suivi de programmes de protection sociale par les communautés locales, et soutien à la société civile pour promouvoir l'accès à l'information, les droits et la liberté d'expression). L'UE et ses États membres ont fourni un appui financier ainsi qu'une assistance et une formation techniques à un grand nombre d'OSC, y compris dans le cadre des programmes PAANE (UE) et AGIR (Suède, Pays-Bas, Danemark). L'UE a également organisé une formation pour un groupe de défenseurs des droits de l'homme.

L'UE et ses États membres ont continué de soutenir les OSC travaillant sur la question des droits des femmes et de l'égalité des sexes (autonomisation économique et participation politique des femmes, violence à caractère sexiste, santé et droits en matière de sexualité et de procréation, accès à l'éducation). L'élaboration du profil du pays en matière d'égalité des sexes, réalisé grâce à un financement de l'UE, a officiellement été lancée. Trois projets au titre de l'IEDDH portant sur les droits des femmes et des enfants ont commencé. L'UE a également contribué activement à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants: un projet financé par l'UE a permis la création, à Matola, d'un "numéro court" pour signaler des violences domestiques. Grâce à un autre projet financé par l'UE, un centre d'assistance pour enfants a été mis en place à Pemba pour fournir une assistance en cas de violences (des services d'assistance similaires sont opérationnels à Beira et Nacala).

Dans le cadre du programme AGIR, des travaux spécifiques ont été réalisés sur la question des droits des enfants et sur la lutte contre la maltraitance des enfants, le mariage d'enfants et le trafic d'enfants. Ce programme a également été mené en dialogue avec des défenseurs des droits de l'homme qui luttent contre les discriminations à l'égard des personnes âgées, des enfants, des femmes, des personnes vivant avec le VIH/SIDA, des personnes handicapées et de la communauté LGBTI, entre autres.

L'expert indépendant sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme et le sous-comité pour la prévention de la torture ont effectué une visite au Mozambique. En 2016, le Mozambique a également connu son deuxième examen périodique universel (EPU), acceptant 180 des 210 recommandations. Toutefois, elle n'a pas accepté certaines recommandations importantes, telles que celles relatives à la CPI ou aux questions liées aux personnes LGBTI.

La paix et la consolidation de la démocratie demeurent un défi important pour l'avenir. En outre, le renforcement de la justice et le respect des droits fondamentaux requièrent des progrès supplémentaires. À cet égard, si certains progrès ont été accomplis, les questions liées à l'égalité des sexes, parmi lesquelles l'égalité des droits, continuent de mériter une attention particulière.

République de Namibie

En 2016, la situation des droits de l'homme dans le pays était dans son ensemble satisfaisante. La Namibie dispose d'un cadre législatif avancé pour leur protection. C'est également l'un des rares pays à avoir adopté un plan d'action en la matière. Des cas de violations des droits de l'homme sont toutefois signalés, concernant, en particulier, le recours excessif à la force lors des arrestations, la durée des détentions provisoires et des discriminations à l'encontre des femmes et des enfants. Malgré l'adoption en 2010 d'une politique nationale sur l'égalité des sexes, les comportements traditionnels quant à l'assujettissement des femmes contribuent à la généralisation des violences domestiques, en ce compris les viols et les meurtres.

Tout au long de l'année 2016, la priorité de l'UE a consisté en la promotion et la protection des droits des femmes (en s'efforçant notamment de juguler les violences à caractère sexiste), des enfants et des minorités (en accordant une attention particulière aux peuples autochtones et marginalisés).

La mise en œuvre des droits sociaux et économiques demeure insuffisante. Le chômage, la pauvreté et les inégalités constituent encore les principales difficultés de la Namibie et ont également une incidence sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Cet environnement socioéconomique, associé à la consommation abusive d'alcool et de drogues et aux carences en matière d'éducation, favorise un climat dans lequel les violences à l'égard des femmes et des filles sont monnaie courante. D'autres incidents récents concernent la liberté des médias, même si la Namibie se situe plutôt dans le haut du classement en la matière. Les autorités nationales ont par exemple ordonné au début de l'année 2016 la confiscation du matériel de tournage d'une équipe japonaise qui enquêtait sur l'emploi en Namibie de travailleurs provenant de la République populaire démocratique de Corée. Bien qu'il soit isolé, cet incident alimente l'impression générale que le gouvernement essaie de brider les médias pour ce qui est de certains sujets.

L'adoption de la stratégie nationale de lutte contre la corruption a marqué une avancée importante. Des projets de loi sur la protection des lanceurs d'alerte et des témoins ont été élaborés et sont actuellement en cours d'examen au sein du ministère de la justice. Celui-ci s'emploie également à modifier la loi sur l'extradition, afin de s'assurer que des fugitifs ne viennent pas se réfugier en Namibie. Trois actes législatifs essentiels pour renforcer la protection des droits de l'enfant ont été amorcés en 2016 et sont toujours en cours d'examen: le projet de loi sur le registre national de la population, le projet de loi sur les transactions électroniques et la cybercriminalité et le projet de loi sur la justice des mineurs (qui fixe à 12 ans l'âge de la responsabilité pénale, contre 7 actuellement).

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec la Namibie dans différents cadres. Le dialogue politique mené au titre de l'article 8 s'est tenu le 8 juin 2016 et a permis d'aborder des questions fondamentales en lien avec les droits de l'homme, dont les orientations de vote au sein des Nations unies, la CPI et la suite donnée au dernier EPU (notamment en ce qui concerne les minorités, la thématique LGBTI, les droits des femmes et des enfants, les violences à caractère sexiste et l'administration judiciaire).

En 2016, l'UE a continué à apporter son soutien à des projets financés au titre du Fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). L'appel à propositions lancé en 2016 dans le cadre de l'IEDDH poursuit comme objectifs spécifiques la promotion et la protection des droits des femmes et des filles, en ciblant spécifiquement les violences à caractère sexiste et les grossesses des adolescentes, ainsi que la protection et la promotion des droits culturels, en accordant une attention particulière aux droits des minorités ethniques et des peuples autochtones.

Le programme PARMaCM (programme visant à accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infantile) a été mis en œuvre avec succès et s'achèvera en 2017. Dans le cadre de ce programme, des foyers d'hébergement pour futures parturientes sont construits à côté d'infrastructures sanitaires dans quatre régions du pays, dans le but de fournir aux femmes vivant en milieu rural un lieu sûr en attente de l'accouchement, en lieu et place des camps de fortune.

La convention de contribution signée avec l'Unicef sur le thème "Responsabilité sociale et gouvernance scolaire dans le secteur éducatif en Namibie" s'est achevée avec succès vers le milieu de l'année 2016. Ce projet a donné à des organisations de la société civile et à des éducateurs de niveau régional et national les moyens de prendre la tête de la conception et de l'application d'outils favorisant la responsabilité sociale auprès des communautés scolaires et de sensibiliser ces dernières aux droits de l'enfant et au civisme.

Le projet MoMu ("Moving on, Moving up" – Veiller à l'inclusion des jeunes porteurs du VIH) a été mis en œuvre avec succès et a pris fin en 2016. Il avait pour principal objectif de donner aux jeunes vulnérables les moyens de surmonter l'exclusion sociale et la pauvreté en organisant des ateliers et des réunions axés sur les compétences essentielles de la vie courante et en allant au contact des jeunes par différents supports médiatiques.

Le projet "Autonomisation par l'éducation – Les enfants malentendants, leurs familles et la communauté", mis en œuvre avec succès par l'association CLaSH (Association pour les enfants ayant des difficultés de langage, d'élocution et d'audition en Namibie), a pris fin en 2016. Il visait à sensibiliser l'opinion publique à la perte d'audition chez les enfants et à la nécessité de mettre en place des stratégies appropriées en matière d'intervention précoce et de soutien à long terme.

Arrivé lui aussi à son terme en 2016, le projet LGBTI intitulé "Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité des droits des personnes LGBTI en Namibie" a été mis en œuvre avec succès dans huit régions du pays. Ce programme a permis de développer les connaissances, compétences et capacités des organisations LGBTI.

République du Niger

Au Niger, la situation des droits de l'homme est toujours marquée par une fragilité extrême, qui se caractérise par une conjoncture économique vulnérable et une situation critique en matière de sécurité régionale. L'explication est à trouver dans les répercussions de l'état d'urgence instauré à Diffa et dans les attaques répétées perpétrées non loin de la frontière avec le Mali. Situé au croisement des crises qui sévissent dans le sud de la Libye, le nord du Mali et la région du lac Tchad, le Niger est contraint d'injecter un grand nombre de ressources, tant sur le plan humain que financier, dans ses efforts pour éviter que ces zones sensibles ne s'étendent jusqu'à lui. Les défis en matière de sécurité et les efforts budgétaires consentis pour y faire face aggravent encore les difficultés financières dues aux faibles prix des matières premières, à la crise financière qui sévit au Nigeria et aux conséquences du changement climatique sur l'agro-pastoralisme.

Dans ce contexte, l'UE concentre son action sur quatre priorités stratégiques: consolider les principes démocratiques et l'État de droit; donner accès à tous les citoyens à un système judiciaire juste, indépendant et équitable, dans tout le pays; permettre aux femmes nigériennes d'occuper leur place dans la vie du pays et d'exercer pleinement leurs droits; permettre aux Nigériens de vivre et de travailler dans la paix, la dignité et la sécurité, en tirant parti des services auxquels l'État doit donner accès.

Aucune violation grave des droits de l'homme n'a été signalée. Certaines situations méritent toutefois de faire l'objet d'une surveillance étroite et d'un suivi approfondi, notamment le fait que plusieurs personnes soient maintenues en détention sans procès pour de longues périodes, et que des signes d'intolérance religieuse aient été détectés sur les réseaux sociaux et dans les prêches de certains imams. Malgré deux démarches de l'UE, le Niger a modifié en 2016 son vote en ce qui concerne une résolution relative à un moratoire sur la peine de mort, passant du "oui" à l'abstention.

Au cours du premier trimestre 2016, ce sont principalement les élections présidentielle et législatives qui ont retenu l'attention. Dans un contexte politique tendu, le président Issoufou a été réélu à une large majorité pour un deuxième et dernier mandat, l'opposition ayant boycotté le processus. Le président Issoufou et son gouvernement peuvent compter sur une majorité confortable au Parlement, ce qui devrait jouer en faveur de la mise en œuvre des principaux axes de son programme, intitulé "programme de renaissance II", y compris en ce qui concerne la démocratie et les droits de l'homme. Le Niger doit également faire face au nouveau défi que représente la gestion des flux croissants de migrants en situation irrégulière, qui transitent par le pays dans l'espoir de gagner la Libye et l'Europe.

Les autorités nigériennes se sont engagées politiquement à mettre en œuvre la législation internationale et nationale sur les droits de l'homme. L'intégration de la question des droits de l'homme dans la législation nigérienne, la diffusion et la vulgarisation des textes y afférents et la transcription de la coutume en tant qu'outil juridique complémentaire au droit moderne demeurent des priorités au titre des divers plans en faveur des droits de l'homme. Il y a toutefois lieu de relever un vide opérationnel s'expliquant par l'insuffisance des ressources humaines et financières, ainsi que, dans certains cas, par un manque d'appropriation, surtout en ce qui concerne le statut des femmes, bien que des progrès aient été réalisés, avec notamment la création d'un poste de ministre chargé spécifiquement de la thématique des femmes et de l'enfance.

La situation des migrants bloqués est de plus en plus préoccupante et retient l'attention de l'UE. Le Niger est également confronté au retour, depuis la Libye et l'Algérie, de sa propre population migrante. L'UE soutient des mesures visant à améliorer la situation des migrants en fournissant une aide globale, notamment en ce qui concerne ceux qui sont disposés à retourner volontairement dans leur pays d'origine. En matière d'asile, l'attitude du Niger vis-à-vis des demandeurs et des réfugiés présents sur son territoire est ouverte et accueillante. Un nombre limité de cas relèvent par ailleurs du mandat du HCR en raison d'un système d'orientation mal conçu, qui ne propose qu'une seule possibilité pour demander l'asile au Niger. Grâce au programme régional de développement et de protection (PRDP), l'UE facilite l'accès des migrants aux procédures de détermination du statut, favorise de bonnes conditions d'accueil et permet d'apporter une aide aux demandeurs d'asile.

En ce qui concerne l'aide apportée par l'UE, chacune des priorités énoncées dans la stratégie fait l'objet d'un dialogue sectoriel. Des réunions et contacts bilatéraux ont régulièrement lieu avec la commission nationale des droits de l'homme (CNDH) sur des thèmes précis examinés par cette dernière (comme la situation des droits de l'homme dans la région de Diffa après que l'état d'urgence y a été déclaré). Le travail effectué par les défenseurs des droits de l'homme est généralement respecté. Des arrestations ou intimidations sont toutefois signalées de temps à autre, à la suite de déclarations ou de publications contestant des mesures prises par le gouvernement.

Les programmes d'appui budgétaire soutiennent également des questions essentielles en lien avec les droits de l'homme, telles que l'accès à la justice (ce qui passe notamment par l'amélioration du fonctionnement des services judiciaires et la réduction de la population se trouvant en détention provisoire) et l'accès à la santé et à l'éducation, en particulier pour les groupes les moins favorisés, parmi lesquels figurent les femmes et les jeunes filles. Le nouveau contrat de réforme sectorielle dans le secteur de l'éducation, signé en 2016, a pour principal objectif la réduction des discriminations fondées sur le sexe, la classe sociale et le lieu de résidence en ce qui concerne l'accès à l'éducation.

L'aide budgétaire générale octroyée en 2016 s'est concentrée en particulier sur le processus électoral, avec une enveloppe de 4 millions d'euros destinée à en renforcer la transparence et l'équité.

Dans le cadre du programme PAJED II (programme d'appui à la justice et à l'État de droit), un soutien a continué à être apporté à certaines activités de la commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et de la commission nationale de coordination de lutte contre la traite des personnes, chargées de concevoir les stratégies nationales dans ce secteur.

Au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), un nouveau projet a été signé en 2016 avec la commission nationale des droits de l'homme afin de soutenir la stratégie de celle-ci. Deux autres contrats seront signés en 2017. Ces nouveaux projets viennent compléter des actions déjà en place afin d'améliorer les conditions de vie dans les prisons, notamment celles des mineurs détenus, et de lutter contre le mariage d'enfants et toutes les formes d'esclavage.

La mission EUCAP Sahel Niger continue de former les forces de sécurité et certains acteurs du secteur de la justice sur la bonne façon de mettre en œuvre la législation antiterroriste et migratoire afin de respecter pleinement le droit relatif aux droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit pénal, ainsi que sur la protection des victimes et des groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants, les migrants et les réfugiés.

Le Niger a fait l'objet d'un examen périodique universel (EPU) en 2016. Le pays a accepté 164 des 168 recommandations formulées lors de l'examen précédent, et il a également "pris note" d'une autre recommandation. Les trois dernières, relatives aux droits des nomades et des agriculteurs, ont été différées.

République fédérale du Nigeria

Malgré le changement démocratique opéré au Nigeria, qui a notamment donné lieu à un débat politique vigoureux et à un paysage médiatique dynamique, la situation des droits de l'homme y est, de manière générale, restée marquée en 2016 par des abus perpétrés par les forces de sécurité, dans le cadre de leur lutte contre la criminalité et de la répression de celle-ci. Faible et corrompu, le système de justice pénale ne permet pas d'exercer un contrôle suffisant. Le Nigeria est signataire des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et il a adopté des lois importantes en vue de protéger les droits de ses citoyens. La mise en application et le respect des obligations juridiques demeurent toutefois problématiques, et le gouvernement rechigne à enquêter sur les violations des droits de l'homme et à poursuivre leurs auteurs s'il a l'impression d'aller ainsi à l'encontre des intérêts de sécurité nationale. Le manque d'efficacité des services sociaux, couplé à une répartition très inégale des revenus, empêche les citoyens nigérians de jouir de leurs droits économiques, sociaux et culturels. Appliquée dans 12 États, la charia comporte des dispositions qui légitiment les discriminations à l'encontre des femmes et la marginalisation de ces dernières.
Le projet de loi sur l'interdiction du mariage homosexuel, qui a été adopté en 2014, continue d'ériger en infraction pénale les relations entre personnes de même sexe, le mariage homosexuel et l'appartenance à des organisations LGBTI. La grande majorité de la population est très conservatrice dans le domaine des droits sexuels et soutient le projet de de loi.

Les priorités de l'UE sont la protection des droits de l'homme dans les situations de conflit, la promotion d'élections crédibles et transparentes, l'accès au système judiciaire, la promotion des droits des personnes appartenant à des minorités et les droits des femmes.

Divers problèmes subsistent, en lien surtout avec la brutalité dont font preuve les forces de sécurité et le fait qu'elles ne sont pas suffisamment amenées à rendre des comptes, le recours à la torture, sur lequel repose toujours la grande majorité des condamnations, et la détention illégale. Le droit à la liberté de réunion pacifique des minorités religieuses ou régionales a parfois été violé ou limité, comme l'ont montré le massacre de chiites à Zaria ou la répression brutale de rassemblements illégaux d'activistes pro-Biafra, en mai 2016. Certaines décisions de justice n'ont pas été mises en application par les autorités, au nom de la sécurité nationale.

Lors des élections présidentielle et parlementaires de 2015, le parti du Congrès de tous les progressistes (APC, pour "All Progressives Congress") de Muhammadu Buhari a remporté une victoire éclatante contre le parti démocratique populaire (PDP) de Goodluck Jonathan. C'était la première fois dans l'histoire du Nigeria qu'un président sortant perdait face à un candidat de l'opposition lors d'élections législatives. Si les dernières élections en date ont généralement été jugées équitables et régulières, elles n'ont une fois de plus pas été épargnées par les violences (160 morts, contre 1 200 lors du précédent scrutin).

L'adoption de la loi sur l'administration de la justice pénale pourrait, si elle est mise en œuvre, réduire l'impunité et les retards.

L'UE continue d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec le Nigeria dans différents cadres. Tenu en novembre à Abuja, le dernier dialogue en date sur les droits de l'homme a réuni des chefs de mission de l'UE et le secrétaire permanent du ministère des affaires étrangères. L'UE n'a pas hésité à exprimer ses préoccupations, au travers de déclarations (sur la peine de mort, l'impunité, Boko Haram, les événements de Zaria, le travail des enfants, etc.) et à l'occasion de manifestations publiques (ateliers, Journée internationale des droits de l'homme, Journée mondiale de la liberté de la presse, Conférence internationale du travail), afin d'exhorter le Nigeria à veiller au plein respect des droits de l'homme.

Le soutien apporté à la société civile bénéficie surtout aux défenseurs des droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED), et l'État de droit, la gouvernance et la démocratie demeurent l'un des trois secteurs prioritaires au titre du 11e FED (2014-2020).

L'UE a appuyé les réformes de la gouvernance fédérale et locale visant à renforcer l'obligation de rendre des comptes. Elle soutient également les efforts déployés pour accroître l'accessibilité du secteur judiciaire et du système de justice pénale et y améliorer le respect des droits de l'homme. L'UE encourage la participation des femmes au processus de paix dans le nord du Nigeria, en contribuant à augmenter leur capacité à surveiller le respect des droits de l'homme. Elle apporte de surcroît son concours à la gouvernance démocratique au Nigeria au travers du renforcement des organisations de la société civile, dans le cadre d'un projet axé sur la gouvernance démocratique et d'un autre consacré au changement mené par les citoyens.

République du Rwanda

L'année 2016 affiche un bilan mitigé: de graves violations et restrictions des droits de l'homme sont à déplorer, mais des progrès ont également été accomplis. La liberté d'expression et la liberté de réunion sont restées limitées. Des cas de détention arbitraire ont encore été signalés, se rapportant notamment à des citoyens démunis et marginalisés placés dans des centres de "transit". Des cas de disparitions forcées et d'usage disproportionné de la force par les forces armées et de sécurité ont également été rapportés. Dans le même temps, le gouvernement a démontré son attachement aux droits sociaux et économiques, notamment la question des droits des femmes et de leur autonomisation, et a participé à l'examen périodique universel (EPU) mené sous l'égide des Nations unies.

En 2016, l'UE a continué à concentrer ses activités sur cinq thèmes principaux: créer un environnement propice à la liberté d'expression; promouvoir la liberté d'association au profit d'une société ouverte et inclusive; faire en sorte que la société civile soit ouverte à tous; protéger les défenseurs des droits de l'homme actifs et qui font entendre leur voix; et renforcer les mesures de lutte contre la torture et la détention illégale.

Des droits politiques fondamentaux, tels que la liberté d'expression, de réunion et d'association, sont limités. Une réglementation stricte et le harcèlement occasionnel entravent la capacité de la société civile et de l'opposition politique à agir en toute indépendance. La détention arbitraire, souvent de longue durée, de Rwandais, dont bon nombre sont placés dans des centres de transit, demeure problématique. La plupart des détenus qui y sont placés seraient des vendeurs ambulants et des toxicomanes, parfois même mineurs, censés pouvoir être réinsérés grâce à cette expérience. Des cas de mauvais traitements, de violences et d'usage disproportionné de la force par la police et les forces armées ont été rapportés. Les autorités rwandaises n'ont pas encore permis aux ONG actives dans ce domaine et à la communauté diplomatique d'accéder à ces centres.

Le pays est fier de son approche vis-à-vis de la gouvernance, qui est fondée sur le consensus, les Rwandais étant encouragés à prendre part au dialogue avec les représentants des autorités. Des élections locales ont eu lieu en 2016, et un scrutin présidentiel est prévu pour août 2017 et des élections parlementaires en 2018. L'enregistrement des mouvements politiques et des candidats de l'opposition se révèle toujours compliqué. Il a été rapporté que les membres des partis non enregistrés continuent à être la cible d'arrestations et de harcèlement. Le cadre juridique en matière électorale manque de clarté, la loi électorale n'étant toujours pas publiée au mois de décembre 2016, c'est-à-dire à sept mois du lancement de la campagne électorale.

Le ministère de la justice a élaboré une feuille de route pour les actions à mener en collaboration avec la commission nationale des droits de l'homme et une coalition de la société civile, mais celle-ci doit encore être mise en œuvre. Le Rwanda continue à remonter dans le Global Gender Gap Report (rapport mondial sur les écarts entre les sexes): il est arrivé à la cinquième place à l'échelle mondiale en 2016. Il conserve également sa troisième place (pour l'Afrique) dans le classement sur l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International. Les autorités ont collaboré étroitement aux travaux de recherche menés en 2016 par les organisations Never Again et Interpeace sur le thème "Gouverner avec et pour les citoyens", ainsi qu'aux recommandations formulées dans ce cadre. À la suite d'une visite d'étude effectuée aux Pays-Bas par le ministre de la justice, le gouvernement a commencé à œuvrer à l'amélioration du cadre réglementaire applicable aux centres de transit.

L'UE et ses États membres ont continué à aborder les questions des droits de l'homme et de la démocratie lors de leur dialogue politique semestriel avec le gouvernement, mené au titre de l'article 8 de l'accord de Cotonou, ainsi qu'à différents niveaux. La délégation a également organisé des événements de diplomatie publique, tels que des tables rondes, des concours de dissertations, des émissions de radio et des ateliers. Elle a célébré des moments forts, comme la Journée mondiale de la liberté de la presse et la Journée internationale des droits de l'homme. L'UE et ses États membres ont visité des prisons et des camps de réfugiés et ont continué à exhorter le pays à leur donner accès aux centres de détention et de transit.

Fin 2016, à la suite d'une visite effectuée par une délégation de parlementaires européens membres de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres, le Parlement européen a adopté une résolution sur le Rwanda, dans laquelle il critiquait le régime pour la détérioration de son bilan en matière de droits de l'homme.

L'UE suit de près la situation en matière de droits de l'homme au Rwanda, y compris celle, critique, des défenseurs des droits de l'homme. Elle aborde le cas échéant des cas particuliers lors de ses réunions avec les autorités. L'UE soutient également la société civile et les acteurs qui y évoluent dans le cadre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

Au total, 14 projets en lien avec les droits de l'homme et la démocratisation ont été financés en 2016 au titre de l'IEDDH, du programme OSC-AL et du FED. Ces projets étaient axés sur le renforcement des capacités de la société civile en ce qui concerne les droits de l'homme, la promotion des droits de l'enfant, le renforcement de la participation citoyenne, la promotion d'une gouvernance efficace et responsable et d'une justice équitable, et la sensibilisation aux droits de l'homme de manière générale. Plusieurs projets ont contribué de manière concrète à la libération d'une dizaine de personnes qui étaient maintenues illégalement en détention.

Au sein des Nations unies, le Rwanda est l'un des partenaires les plus influents du groupe africain, et il est souvent favorable aux résolutions défendues par l'UE. Il a toutefois opté en 2016 pour l'abstention lors du vote relatif à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies concernant un moratoire sur l'application de la peine de mort, alors qu'il s'était prononcé en faveur lors de sessions précédentes. Élu au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, le Rwanda prendra ses fonctions en janvier 2017. Il n'est pas membre de la CPI.

Le gouvernement a travaillé sur les 50 recommandations qu'il avait acceptées sur les 83 formulées dans le cadre du cycle 2015-2019 de l'EPU. Un processus consultatif a été mis en place en vue d'élaborer une feuille de route pour en soutenir la mise en œuvre. Le gouvernement n'a pas encore achevé son plan d'action national relatif aux droits de l'homme.

En 2016, le Rwanda a annoncé qu'il retirait la déclaration qu'il avait faite au titre de l'article 34, paragraphe 6, du protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, ce qui signifie que les Rwandais ne peuvent plus saisir la Cour directement à titre individuel.

République démocratique de Sao Tomé-et-Principe

L'élection présidentielle qui s'est tenue dans le pays en 2016 s'est soldée par une transition pacifique, en dépit de la confusion qui a parfois régné durant le processus électoral et du regrettable retrait du président sortant dès le deuxième tour du scrutin. Les deux branches de l'exécutif sont maintenant dirigées par le même parti, lequel jouit en outre d'une majorité confortable au sein du Parlement. Si le bilan en matière de droits de l'homme est globalement positif pour ce qui est des droits civils et politiques, certains points restent problématiques: il y a toujours lieu de s'attaquer aux discriminations et aux violences à caractère sexiste, y compris les violences domestiques, au travail des enfants et aux abus sexuels dont ils sont victimes, tout comme à la corruption.

Les priorités de l'UE à Sao Tomé-et-Principe sont les droits économiques, sociaux et culturels (y compris l'accès à l'eau potable), les droits de l'enfant, les droits des femmes et l'égalité des sexes, et la ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme et l'intégration de leurs dispositions dans la législation nationale. Pour ce dernier point, des démarches relatives au statut de Rome ont été effectuées.

À Sao Tomé-et-Principe, les principaux problèmes en lien avec les droits de l'homme concernent les discriminations et les violences à caractère sexiste, les droits de l'enfant, l'accès à la justice, l'accès aux services sociaux et la corruption.

À la fin de l'année 2016, le pays a fait le nécessaire pour ratifier cinq conventions essentielles des Nations unies: le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et le pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que son deuxième protocole facultatif, visant à abolir la peine de mort.

La loi sur la famille est en cours de révision, dans l'intention de rattacher les droits des femmes à la lutte contre la pauvreté. Les autorités de Sao Tomé élaborent également le plan d'action 2016/2017 destiné à mettre en œuvre la politique nationale en matière de protection de l'enfance. Le pays affiche des progrès tangibles en ce qui concerne la lutte contre le paludisme, avec pour conséquence une baisse du taux de mortalité, en particulier pour les enfants. Cependant, la rupture des relations diplomatiques avec Taïwan, le partenaire en matière de développement le plus actif dans la lutte contre le paludisme, et la réduction des activités du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme pourraient mettre en péril cette avancée.

L'UE a abordé les problèmes liés aux droits de l'homme et à la démocratisation dans le cadre de son dialogue politique formel avec les autorités et à l'occasion de rencontres bilatérales. Plusieurs démarches ont également été entreprises concernant un certain nombre de questions ayant trait aux droits de l'homme, en particulier pour plaider en faveur de la ratification du statut de Rome et d'autres instruments internationaux essentiels sur les droits de l'homme, et de leur transposition dans le cadre juridique national. L'UE a également entretenu des contacts avec des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme, et elle a soutenu leurs activités tant par sa présence à des événements qu'ils avaient organisés que par son appui financier.

L'UE a continué de soutenir des projets financés au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), en privilégiant les activités visant à lutter contre les discriminations fondées sur le sexe et à améliorer la participation des femmes à la vie sociale, économique et publique.

L'UE a financé des projets destinés à promouvoir les droits des femmes et leur autonomisation, à lutter contre les violences à caractère sexiste, à défendre les droits de l'enfant et à accroître la capacité de la société civile à demander des comptes aux autorités, ainsi que des projets visant à améliorer les conditions sanitaires (y compris l'accès à l'eau potable) et le niveau de vie au sein des communautés vulnérables, en collaboration avec des acteurs locaux et des acteurs de la société civile.

Le dernier examen périodique universel (EPU) dont Sao Tomé-et-Principe a fait l'objet remonte à novembre 2015. L'EPU a représenté en 2016 un important outil de dialogue avec le gouvernement sur de nombreux thèmes essentiels en lien avec les droits de l'homme, dont la ratification d'instruments en la matière, les droits de l'enfant, les violences domestiques et à caractère sexiste, et les droits des personnes handicapées. Sao Tomé-et-Principe adresse une invitation permanente aux procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Le pays prépare actuellement un premier rapport (en retard) relatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en collaboration avec l'institut national pour l'égalité des sexes (INPG) et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).

Bien que la décision politique y afférente ait été prise, le poste de médiateur n'a pas encore été créé. La mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme dans le respect des principes de Paris marquerait également une avancée institutionnelle importante.

Le renforcement de la protection des droits des femmes et des enfants devrait constituer une priorité de premier plan, passant notamment par la mise en œuvre du plan national sur le travail des enfants et la création de la commission nationale des droits de l'enfant, et par l'application des dispositions du Code pénal relatives aux abus sexuels concernant des enfants. Enfin, une avancée significative serait d'intensifier les efforts visant à lutter contre la corruption, améliorer les conditions de détention et élargir l'accès à la justice pour les groupes les plus vulnérables. Conformément aux engagements pris par le pays dans le cadre de l'EPU 2015, la ratification du statut de Rome par Sao Tomé-et-Principe enverrait un signal fort en termes de lutte contre l'impunité.

République des Seychelles

L'index Ibrahim pour la gouvernance africaine 2016 a placé les Seychelles à la quatrième place sur 54 pays africains, classés selon un large éventail de critères liés à la gouvernance. L'UE a continué à mener des discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec la République des Seychelles dans diverses configurations, notamment dans le cadre du dialogue politique, de la diplomatie publique et de la coopération au développement. Le gouvernement a pris des mesures positives au moyen de modifications législatives concernant les droits de l'homme, mais des efforts supplémentaires doivent encore être fournis, particulièrement en ce qui concerne la violence à l'égard des enfants, les conditions d'emprisonnement et les détentions provisoires prolongées, la corruption dans la fonction publique, la traite des êtres humains et la faiblesse des institutions de surveillance.

L'objectif de l'UE est de continuer à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, eu égard, en particulier au renforcement des processus électoraux et des institutions relatives aux droits de l'homme et à la gouvernance, ainsi qu'à la lutte contre les violences domestiques.

Au cours du dialogue politique de juin 2016, le gouvernement a reconnu que l'EPU offrait une plateforme inestimable pour mener des discussions franches sur les questions relatives à la protection des droits de l'homme. À titre d'exemple, la dépénalisation de la sodomie et des relations sexuelles entre personnes de même sexe, en 2016, témoigne de la détermination du gouvernement à respecter ces recommandations.

La société civile locale est présente et active mais voit l'espace qui lui est dévolu rétrécir progressivement. Des restrictions imposées par le gouvernement limitent ses capacités de fonctionnement et d'action. À titre d'exemple, l'enregistrement obligatoire des associations LGBTI au registre peut prendre jusqu'à six mois.

Les institutions nationales des droits de l'homme indépendantes, notamment le bureau du médiateur et la commission des droits de l'homme, doivent encore être renforcées.

Une commission de lutte contre la corruption est également en train d'être mise sur pied afin de remédier aux lacunes existantes et de mener les enquêtes en matière de corruption de manière indépendante. Elle sera compétente pour enquêter sur les affaires de corruption tant dans le secteur public que privé. Bien que le pays ait gagné trois places dans l'indice de la corruption, des améliorations supplémentaires sont possibles.

République de Sierra Leone

Les progrès accomplis en matière de droits de l'homme depuis la fin de la guerre civile ont été remarquables. Toutefois, le pays reste confronté à des défis considérables et des violations des droits de l'homme continuent d'y être commises.

Parmi les objectifs de l'UE en matière de droits de l'homme figurent l'abolition de la peine de mort, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le respect de la législation contre le travail et l'exploitation des enfants, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'accès à la justice, à la santé et à l'éducation. En outre, la protection et la promotion des droits des personnes touchées par les industries extractives et l'accaparement des terres à grande échelle sont également une priorité de l'UE. L'UE a fait part au gouvernement des préoccupations que lui inspire la situation des droits de l'homme dans le pays, dans le cadre du Conseil des droits de l'homme.

Le cadre juridique en matière de droits de l'homme est satisfaisant, mais le principal défi reste son application. La commission des droits de l'homme constitue un organe de surveillance efficace, bien que le quorum ne soit plus réuni depuis la fin de 2016, seuls deux des cinq membres étant en fonctions. La tendance du gouvernement à renforcer le contrôle de l'espace dévolu à la société civile, l'application d'une approche plus restrictive de la liberté de réunion pacifique et les limitations de la liberté d'expression, notamment dans les médias sociaux, qui pourraient entraîner une autocensure, sont sources de préoccupations.

La commission de révision de la Constitution a achevé son rapport en novembre 2016. Le contenu de ce rapport n'a pas satisfait les représentants du parti All People's Congress (APC) au pouvoir. Il a finalement été décidé que les personnes ayant des avis discordants sur le rapport les présenteraient par écrit afin qu'ils soient intégrés au rapport sous la forme d'un addendum. En raison des préparatifs techniques, le calendrier initial, qui prévoyait la tenue d'un référendum à la fin de 2017, ne devrait vraisemblablement pas être respecté.

Si le gouvernement est attaché à maintenir le moratoire sur la peine de mort, le ministre de l'intérieur a publié plusieurs déclarations en faveur de celle-ci, insistant sur le fait qu'elle figurait encore dans les textes de loi, et a ordonné que les potences soient réparées et testées. Aucune disposition visant à abolir la peine de mort n'a été incluse dans le rapport de la commission de révision de la Constitution et le gouvernement doit encore mettre la dernière main au projet de loi sur les procédures pénales.

En 2016, les autorités ont eu une attitude défavorable vis-à-vis du droit de réunion pacifique. Elles ont vivement mis en garde contre l'organisation de manifestations sans autorisation préalable et n'ont pas accordé de telles autorisations lorsqu'elles leur ont été demandées. Il existe également une tendance préoccupante au renforcement des règles encadrant les activités des ONG et des OSC, notamment au moyen de dispositions administratives restrictives et lourdes qui pourraient limiter les capacités de mise en œuvre des ONG et saturer les capacités de coordination du gouvernement.

Après une période d'activité réduite en raison de l'interdiction de certaines pratiques traditionnelles au cours de l'épidémie d'Ebola, les sociétés secrètes de femmes ont recommencé à se faire entendre pour défendre une pratique sans restriction des mutilations génitales féminines. Un cas de mutilation génitale féminine forcée ainsi qu'un décès lié à cette pratique ont été signalés.

La délégation de l'UE et des États membres (Allemagne, Irlande et Royaume-Uni) ont travaillé sans relâche sur la mise en œuvre de la stratégie de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie pour la Sierra Leone. À cette fin, ils ont mené un dialogue politique avec le gouvernement, notamment sur la situation et les défis à relever en matière de droits de l'homme, mais également apporté un soutien permanent aux acteurs des droits de l'homme, en particulier la commission des droits de l'homme et la société civile, et délivré des messages essentiels sur les droits de l'homme et la démocratie dans le cadre du débat public et privé, selon les besoins.

En avril 2016, le parlement a ratifié la convention des Nations unies relative au statut des apatrides ainsi que la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

En janvier 2016, la Sierra Leone a participé au deuxième cycle de l'examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme. De nombreuses recommandations ont fait écho aux principaux problèmes recensés au cours du premier examen, réalisé en 2011. Sur les 208 recommandations, le gouvernement en a noté 31: six sur les questions liées aux personnes LGBTI, dix-huit sur les mutilations génitales féminines et les pratiques traditionnelles préjudiciables, quatre sur l'éducation des filles enceintes et trois sur l'égalité des sexes.

République fédérale de Somalie

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays est restée dramatique. Le conflit armé de longue durée qui sévit en Somalie continue de tuer, de blesser et de déplacer un grand nombre de civils. Les insurgés islamistes radicaux violents d'Al-Chabab continuent de commettre de graves violations des droits de l'homme dans les zones qu'ils contrôlent, et mènent des attaques meurtrières ciblant les civils dans des zones contrôlées par le gouvernement, telles que Mogadiscio. Les tentatives gouvernementales de remédier à la situation en matière de droits de l'homme se sont concentrées sur la mise en œuvre d'une bonne gouvernance aux niveaux fédéral et régional. Bien que des progrès aient été accomplis, ceux-ci restent lents et irréguliers à l'heure actuelle.

Les priorités de l'UE énumérées ci-après sont adaptées à la situation spécifique du pays et tiennent compte des capacités et de la valeur ajoutée de l'UE dans ce domaine: l'amélioration de la justice et le renforcement de la protection des civils en Somalie, le respect des droits des femmes et des filles, la promotion de la liberté d'expression et des médias et la participation aux processus démocratiques.

Les défaillances générales en matière d'État de droit constituent toujours le principal obstacle à la protection des droits de l'homme. Le pouvoir judiciaire et la police sont faibles et corrompus et ne disposent pas des capacités suffisantes. La majeure partie de la législation de base est inexistante. L'impunité des criminels est généralisée. Les condamnations à mort, les détentions et exécutions extrajudiciaires et le recours aux tribunaux militaires dans des affaires impliquant des civils font partie de l'ordinaire. Les femmes et les enfants continuent de faire partie des groupes les plus vulnérables qui subissent les effets du conflit permanent et font l'objet de violations et de discriminations systématiques. Les femmes sont sous-représentées dans le milieu politique et dans celui des affaires, et les violences à caractère sexiste sont courantes. Parmi les points positifs, la représentation des femmes a augmenté de façon notable avec l'entrée en fonction, le 27 décembre 2016, du nouveau parlement, dont environ 24 % des sièges sont occupés par des femmes. Malgré la ratification de la convention relative aux droits de l'enfant, en 2015, les droits des enfants demeurent un sujet de préoccupation. En particulier, le recrutement, l'utilisation et la détention d'enfants par toutes les parties dans le cadre du conflit continuent d'affaiblir le bilan de la Somalie en matière de droits de l'homme. Pour ce qui est de la liberté d'expression, la Somalie reste l'un des plus dangereux pays du monde pour les journalistes et les blogueurs en raison de détentions arbitraires et d'assassinats, ainsi que de la fermeture de fournisseurs de services de médias. Bien que le nombre de journalistes assassinés ait diminué depuis 2012 à mesure que la situation en matière de sécurité s'améliorait, la Somalie a figuré en tête de l'indice mondial de l'impunité pour la deuxième année consécutive. Le processus de révision constitutionnelle est allé de l'avant en 2016 et tous les chapitres constitutionnels ont été examinés. Toutefois, il n'y a pas eu de dialogue politique large et concerté au-delà des institutions disposant d'un mandat en vertu de la Constitution, et l'exclusion des OSC est particulièrement préoccupante. Le processus électoral de faible ampleur, au cours duquel 14 025 Somaliens ont participé à l'élection de leurs représentants au parlement fédéral, aurait dû être plus transparent et inclusif. Dans la pratique, des rapports signalent un niveau élevé de corruption et de nombreuses intimidations. Le mécanisme indépendant de résolution des litiges électoraux n'a pas été en mesure de remplir sa mission. Il s'est en effet révélé impossible de lutter contre l'impunité grâce à cet outil.

L'UE et ses États membres ont été actifs tout au long de l'année dans un certain nombre de domaines prioritaires. Ils ont notamment mené des actions de diplomatie privée et un dialogue auprès des autorités du Pount, notamment au sujet des cinquante enfants ou plus détenus dans la prison de Garowe depuis mars 2016. Beaucoup moins de déclarations publiques ont été faites qu'en 2015, la préférence ayant été donnée à des canaux plus privés, qui représentent une marche à suivre plus efficace pour obtenir des résultats. Toutefois, lors de la Journée mondiale et européenne contre la peine de mort, les chefs de mission de l'UE ont diffusé un communiqué de presse sur la peine de mort en Somalie, dans lequel l'accent a également été mis sur le respect de la légalité, le recours à des tribunaux militaires et la nécessité d'appliquer un moratoire sur la peine de mort conformément aux engagements pris dans le cadre du dernier EPU.

En ce qui concerne la liberté d'expression et les médias, l'UE et des États membres ont fait une déclaration dans laquelle ils exprimaient leur préoccupation quant au fait que, dans la grande majorité des cas, aucune enquête n'étaient menée et appelaient l'État à veiller au respect, à la protection et à la promotion des droits à la liberté d'opinion et d'expression.

Les activités menées au titre du FED ont principalement visé à faciliter l'accès à la justice, en fournissant une aide juridictionnelle à plus de 7 800 personnes (un accent étant spécifiquement mis sur les violences à caractère sexiste, y compris les violences sexuelles) et en permettant à des tribunaux mobiles d'exercer dans les régions reculées du pays afin que la justice de l'État atteigne les populations rurales (près de 850 affaires). Quelque 3 590 affaires ont été portées devant des centres de règlement extrajudiciaire des litiges. En outre, 174 bourses d'études visant à soutenir des cursus universitaires de droit ont été octroyées, afin de faire rentrer dans le système davantage de praticiens disposant d'une base universitaire en la matière. Plus de 34 000 personnes ont été touchées par des campagnes de sensibilisation juridique (radiodiffusées et/ou télévisées) portant sur les droits légaux, les droits des femmes et des enfants, les droits des réfugiés et l'égalité des sexes, et visant à sensibiliser le public au rôle et au mandat du système judiciaire formel par rapport à la justice coutumière.

Tout au long de 2016, une attention accrue a été portée sur la bonne collecte des statistiques relatives à la problématique hommes-femmes concernant les actions menées dans le domaine de l'État de droit, en vue d'établir des données de référence. Dans le Somaliland, des actions plus spécifiques ont porté directement sur la question des violences sexuelles et sexistes et ont permis à 125 rescapés de bénéficier d'une assistance psychosociale et/ou médicale, et/ou de recevoir hébergement et protection.

Afin de favoriser la démocratisation, l'UE a déployé une mission d'experts électoraux en Somalie, dont les conclusions devraient éclairer les discussions sur les priorités essentielles de l'UE menées avec le nouveau gouvernement.

Au cours du deuxième EPU de la Somalie, réalisé le 22 janvier 2016, le gouvernement fédéral de la Somalie a exprimé son attachement aux droits universels de l'homme et a mis en garde contre le retrait du pays de la liste des priorités internationales, qui pourrait survenir en raison de l'apparition de nouvelles zones de crise dans le monde. La Somalie a annoncé que le gouvernement fédéral et les défenseurs des droits de l'homme avaient adopté un plan d'action pour la feuille de route en matière de droits de l'homme, axé sur quatre domaines prioritaires: l'établissement de la commission nationale des droits de l'homme indépendante, le renforcement des capacités du ministère chargé des droits de l'homme, la protection des groupes et civils vulnérables et le respect du droit international humanitaire.

La Somalie a également participé activement, en tant que membre du groupe restreint, au dialogue interactif mené avec l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie au cours de la 33e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Dans la résolution associée, le Conseil des droits de l'homme a salué les améliorations de la situation en matière de droits de l'homme résultant d'une meilleure situation en matière de sécurité ainsi que les mesures législatives qui ont été prises, telles que l'adoption de la loi portant création de la commission nationale des droits de l'homme. Toutefois, il s'est également déclaré préoccupé par les informations faisant état de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits en Somalie, qui touchent principalement les femmes, les enfants, les personnes déplacées et les journalistes, et a insisté sur la nécessité de mettre fin à la culture de l'impunité.

Globalement, dans le contexte somalien, les critiques publiques peuvent parfois se révéler contre-productives si elles ne sont pas formulées de manière appropriée. Outre l'action qu'elle mène conformément à ses domaines prioritaires, l'UE devrait s'efforcer de mettre en place un dialogue structuré sur les droits de l'homme lorsque le nouveau gouvernement sera entré en fonction.

République d'Afrique du Sud

La Constitution de l'Afrique du Sud, remarquable et progressiste, consacre les droits de l'homme et protège les libertés politiques fondamentales. D'une manière générale, les institutions démocratiques fonctionnent bien et des contre-pouvoirs sont en place. Le pouvoir judiciaire est également solide et agit de façon indépendante.

Il est proposé, dans la nouvelle stratégie en matière de droits de l'homme pour 2017, d'axer l'action de l'UE sur l'État de droit, l'accès à la justice et la lutte contre l'impunité; le renforcement des mécanismes de reddition de comptes, y compris les pouvoirs législatif et judiciaire et les institutions établies au titre du chapitre 9 de la Constitution; les droits socioéconomiques; l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la violence à caractère sexiste; l'inclusion, notamment les questions relatives aux migrants, au racisme, aux personnes LGBTI et aux personnes handicapées; et la dimension internationale des droits de l'homme.

L'Afrique du Sud dispose d'un cadre juridique ambitieux en faveur de la promotion et de la protection des droits socioéconomiques tels que le logement, les soins de santé, l'accès à l'eau, l'emploi et l'éducation. Alors que l'Afrique du Sud a célébré le 20e anniversaire de sa constitution, différents segments de la société expriment de façon croissante leur préoccupation et leur insatisfaction concernant l'absence de transformation inclusive.

Bien que des progrès importants aient été accomplis, notamment en ce qui concerne les droits politiques, une part non négligeable de la population n'a toujours pas accès aux droits socioéconomiques, et l'Afrique du Sud est le deuxième pays le plus inégalitaire du monde. Il existe un lien étroit entre la pauvreté, les inégalités et les questions de race.

En 2016, le gouvernement sud-africain a accueilli une conférence africaine sur les questions relatives aux personnes LGBTI et le ministre de l'intérieur a interdit l'entrée dans le pays à un prêtre des États-Unis en raison de ses discours de haine à l'encontre de personnes LGBTI. Le gouvernement a également renouvelé son attachement à la lutte contre le racisme, en lançant une consultation publique sur le plan d'action national visant à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. La commission sud-africaine des droits de l'homme a également mis l'accent sur la lutte contre le racisme à l'occasion de son 20e anniversaire. Elle a également mené de nombreuses enquêtes sur des allégations de racisme et porté ces affaires devant les tribunaux de l'égalité du pays.

Le quatrième forum du dialogue structuré UE-Afrique du Sud sur les droits de l'homme s'est tenu le 9 novembre 2016 à Bruxelles. En tant que partenaires stratégiques, les deux parties partagent un même engagement en faveur de la démocratie, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, de la tolérance et du respect de l'État de droit. Au niveau national, les discussions ont principalement porté sur l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ainsi que sur le maintien de l'ordre et les droits de l'homme. Pour ce qui est des questions multilatérales, les deux parties ont discuté des résolutions par pays et des résolutions thématiques, en mettant l'accent sur les questions concernant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, l'autonomisation des femmes, les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales, les entreprises et les droits de l'homme, les défenseurs des droits de l'homme, le droit au développement et la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels dans leur ensemble, la promotion de la protection des droits des enfants, les entreprises militaires et de sécurité privées, ainsi que la défense de l'accès à la justice et la protection des victimes.

La coopération en matière de droits de l'homme en Afrique du Sud a revêtu différentes formes en 2016. Une approche intégrée a été conçue afin de coordonner l'aide technique et financière (y compris la prise en compte des droits de l'homme dans tous les instruments de développement) avec les activités de sensibilisation du public et le dialogue politique à différents niveaux. L'aide financière relève pour l'essentiel de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), des lignes thématiques en faveur des OSC et des autorités locales et de l'instrument de financement de la coopération au développement (justice, éducation, santé).
La délégation de l'UE, conjointement avec des États membres de l'UE, a également organisé des événements de diplomatie publique, tels que la série de conférences de l'UE intitulée "Inspiring Thinkers". Les manifestations organisées en 2016 ont été essentiellement axées sur l'égalité des sexes et les violences à caractère sexiste, les droits de l'homme des personnes LGBTI, le maintien de l'ordre et les migrations. La délégation de l'UE a une longue tradition de soutien aux institutions parlementaires. En 2016, un nouveau programme de soutien au pouvoir législatif, visant à renforcer ses capacités de supervision, a été approuvé. Il comporte un appel à propositions en faveur de la participation des OSC au cycle de supervision du pouvoir législatif. En 2016, l'UE a conclu sept contrats de subvention avec des OSC, concernant des projets en faveur de l'exercice des droits socioéconomiques. Un projet spécifique mis au point avec l'OIM/Lawyers for Human Rights contribue à la protection des droits politiques, économiques et sociaux des mineurs migrants en renforçant les connaissances et les capacités organisationnelles et techniques des défenseurs des droits de l'homme qui travaillent avec les mineurs migrants et leurs familles.

Le mandat de l'Afrique du Sud au Conseil des droits de l'homme des Nations unies (renouvelé jusqu'en 2019) a mis au jour la position complexe du pays sur les droits de l'homme, particulièrement en ce qui concerne les questions multilatérales. Le troisième examen périodique universel (EPU) concernant l'Afrique du Sud doit avoir lieu en mai 2017.

Le 19 octobre 2016, l'Afrique du Sud a adressé une notification au Secrétaire général des Nations unies l'informant de sa décision d'engager son retrait du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). L'Afrique du Sud a joué un rôle important dans la création de la Cour pénale internationale (CPI) et a été l'un des premiers signataires du Statut de Rome. Le 21 octobre, l'Union européenne a exprimé son profond regret quant à cette décision dans une déclaration de la haute représentante, au nom de l'Union européenne, sur l'Afrique du Sud, le Burundi et la CPI.

L'UE poursuivra le dialogue avec l'Afrique du Sud pour examiner comment elles peuvent rester des partenaires dans le cadre du Statut de Rome jusqu'à la fin de la période d'adhésion. En 2016, les deux parties ont décidé de consulter les acteurs concernés sur la scène nationale, en vue d'organiser une réunion spécifique entre l'Afrique du Sud et l'UE, dès que possible et avant le sommet UE-Afrique du Sud qui se tiendra en 2017.

Elles sont convenues d'étudier comment elles pourraient collaborer davantage à l'avenir pour promouvoir les questions d'intérêt commun prioritaires et élargir leur coopération, notamment en donnant suite à une manifestation sur la torture qu'elles ont organisée avec le Danemark à Genève, en 2016, sur le thème "Pourquoi nous devrions investir dans la réhabilitation des victimes de la torture", ainsi qu'en abordant la question des enfants migrants. Les deux parties ont également accepté d'échanger des informations sur les développements actuels et de discuter des possibilités d'améliorer l'efficacité et l'efficience du Conseil des droits de l'homme.

République du Soudan du Sud

Les violences entre le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS), le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (M/APLS dans l'opposition) et des groupes armés se sont amplifiées et intensifiées durant l'année. Des informations ont fait état de meurtres et mutilations de civils, de privation de nourriture, de viols et autres formes de violence sexuelle, du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats ainsi que d'attaques contre des écoles, des hôpitaux et des travailleurs humanitaires. Le gouvernement d'union nationale de transition a durement limité l'exercice des droits de l'homme et exercé des pressions à l'encontre de la société civile et des médias. Dans un rapport adressé au Conseil de sécurité des Nations unies en novembre 2016, le Secrétaire général des Nations unies a prévenu que le Soudan du Sud se trouvait au bord du gouffre et qu'un désastre était peut-être imminent.

L'UE a continué d'avoir pour priorité d'encourager toutes les parties à mettre en œuvre le cessez-le-feu et à participer à un processus politique inclusif fondé sur l'accord de règlement du conflit de 2015.

Bien qu'un gouvernement d'union nationale de transition ait été formé en avril 2016 conformément à cet accord, de nouvelles violences ont éclaté à Djouba en juillet et le premier vice-président, Riek Machar, a fui le pays. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et la mission des Nations Unies en République du Soudan du Sud (MINUSS) ont signalé que, au cours des combats survenus en juillet, les belligérants ont ouvertement méprisé le droit relatif aux droits de l'homme et le droit humanitaire, et ont délibérément ciblé les civils, notamment en fonction de leur appartenance ethnique. Dans son rapport de septembre 2016, le groupe d'experts des Nations unies sur le Soudan du Sud a estimé que l'emploi aveugle d'armes par l'APLS et par l'APLS dans l'opposition dans des zones densément peuplées, à Djouba, notamment le déploiement d'hélicoptères d'attaque par l'APLS, témoignait d'un mépris flagrant pour la vie des civils. Des centaines de personnes ont été tuées, y compris des civils. La MINUSS a établi au moins 217 cas de viols commis par l'APLS, l'APLS dans l'opposition et d'autres groupes armés. De nombreux civils ont été arrêtés arbitrairement. Bien que certains aient ensuite été relâchés, on ignore où d'autres se trouvent. Des journalistes ont été harcelés et intimidés au moyen d'arrestations et de menaces de violence, et des médias ont été fermés. Le journaliste John Gatluak Nhial a été assassiné, selon les informations disponibles, par des soldats de l'APLS.

Bien que le calme soit ensuite revenu à Djouba, les combats se sont poursuivis dans de nombreuses autres régions, notamment dans la région de Grand Équatoria. Le groupe d'experts des Nations unies a signalé, par exemple, de nombreuses informations selon lesquelles des forces armées affiliées à l'APLS ont ciblé sans discernement des civils dans la ville de Yei et aux alentours, commettant notamment des exécutions extrajudiciaires, viols, enlèvements, arrestations et détentions arbitraires, actes de torture, passages à tabac, pillages et destructions de biens appartenant à des civils.

Le recrutement d'enfants soldats a continué. L'UNICEF a signalé que quelque 650 enfants avaient été recrutés par des groupes armés depuis le début de 2016, qui s'ajoutent aux 16 000 enfants soldats recrutés depuis décembre 2013.

À la suite d'une mission menée au Soudan du Sud en novembre, le conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide a noté qu'il existait un risque élevé d'escalade de la violence ethnique, rendant un génocide possible. Les discours incendiaires ont été accompagnés d'assassinats et de viols ciblés à l'encontre de groupes ethniques spécifiques. Le conseiller spécial a signalé des d'informations faisant état d'assassinats ciblés, de mutilations, de viols et de massacres barbares de familles à coup de machettes.

En février 2016, l'assemblée législative nationale a adopté une loi sur les organisations non gouvernementales et une loi établissant une commission pour le secours et la reconstruction qui, avec les règlements d'exécution associés, permettent au gouvernement de transition de s'ingérer de façon intrusive dans les activités de la société civile. Les ONG ont ensuite été contraintes de demander le renouvellement de leur enregistrement et un certain nombre d'entre elles ont vu leur demande rejetée ou ont été menacées d'un tel rejet. Le Service de sécurité nationale est habilité à placer des suspects en détention, surveiller les communications, réaliser des fouilles et saisir des biens sans supervision judiciaire. D'après les informations disponibles, le Service de sécurité nationale s'est rendu dans les locaux d'ONG, a inspecté des équipements de télécommunications et réclamé des "taxes". De nombreux journalistes et défenseurs des droits de l'homme ont été agressés en raison de leur travail quotidien. Joseph Afandi, rédacteur en chef du journal El Tabeer, a été placé en détention le 30 décembre 2015 pour avoir écrit un article dans lequel il critiquait le MPLS et il a été libéré le 19 février. Il a été enlevé par des hommes non identifiés le 4 mars 2016 et a été retrouvé quatre jours plus tard, son corps portant des brûlures graves et des marques manifestes de torture.

En novembre 2016, le Soudan du Sud a fait l'objet d'un examen périodique universel (EPU) devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à l'issue duquel 233 recommandations ont été formulées. Des préoccupations ont été exprimées quant à un large éventail de violations graves des droits de l'homme, telles que le meurtre de civils par les forces gouvernementales, l'arrestation de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme, le recrutement d'enfants soldats et les violences à caractère sexiste systématiques, notamment les violences sexuelles, qui sont perpétrées dans un climat d'impunité totale.

En mars 2016, compte tenu de la gravité des violations des droits de l'homme commises dans le pays, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a décidé d'établir une commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud. En décembre 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a organisé une session extraordinaire consacrée au Soudan du Sud. Il a condamné les violations permanentes des droits de l'homme commises par toutes les parties, notamment les assassinats ciblés, les violences fondées sur l'appartenance ethnique, les viols et autres formes de violence sexuelle et à caractère sexiste, le recrutement et l'utilisation généralisés d'enfants, les arrestations et détentions arbitraires, la torture, le refus arbitraire de l'accès à l'aide humanitaire et les attaques menées contre des écoles, des lieux de culte, des hôpitaux et contre le personnel des Nations unies et des opérations de maintien de la paix associées. Le 1er décembre 2016, la commission sur les droits de l'homme a noté qu'un processus résolu de nettoyage ethnique, au moyen de privations de nourriture, de viols collectifs et d'incendies de villages, était en cours dans plusieurs zones du Soudan du Sud. Elle a insisté sur le fait que l'ampleur démesurée des viols de femmes et de filles commis par tous les groupes armés au Soudan du Sud était stupéfiante, 70 % des femmes se trouvant dans les camps de protection des civils en ayant été victimes. Les viols collectifs étaient devenus si répandus qu'ils étaient considérés comme normaux.

Le Conseil des affaires étrangères de l'UE a adopté des conclusions sur le Soudan du Sud en mai, juillet et décembre, dans lesquelles l'UE a notamment exprimé la vive préoccupation que lui inspirent les graves violations des droits de l'homme, appelé à ce que les responsables rendent des comptes et exhorté l'Union africaine à faire avancer la mise en place du Tribunal mixte pour le Soudan du Sud.

République du Soudan

Les autorités étatiques ont continué de commettre de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en 2016. Parmi les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits figurent des restrictions à l'égard de manifestations pacifiques, la censure des médias, le harcèlement et la détention de défenseurs des droits de l'homme, des entraves aux activités des organisations de la société civile et des restrictions de la liberté de religion.

La priorité de l'UE a été de promouvoir un meilleur respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en particulier de la liberté d'association, d'expression et de réunion.

De graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ont été commises dans le cadre des conflits armés au Darfour, au Kordofan méridional et dans l'État du Nil Bleu. L'expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Soudan a fait état d'allégations de meurtres aveugles, d'incendies de villages, de violences sexuelles envers les femmes et de déplacements de civils de grande ampleur au Darfour. Les bombardements aériens et les tirs d'artillerie au Kordafan méridional et dans l'État du Nil Bleu ont causé la mort de civils. Au moins vingt épisodes de bombardements aériens de villages civils ont été recensés au Kordofan méridional, notamment un épisode dans le comté de Heiban en mai 2016 au cours duquel six enfants ont été tués. D'après Amnesty International, les autorités soudanaises ont tué jusqu'à 250 personnes au moyen d'armes chimiques dans la région du Djebel Marra, au Darfour, mais celles-ci ont démenti cette accusation. Les agences des Nations unies et les organisations humanitaires se sont vu refuser à plusieurs reprises l'accès à de nombreuses zones du Darfour, du Kordofan méridional et de l'État du Nil Bleu par les autorités. En mars 2016, le gouvernement a signé un plan d'action national avec les Nations unies, visant à protéger les enfants dans le cadre des conflits armés. En décembre 2016, le gouvernement a annoncé un cessez-le-feu, qui devrait durer jusqu'en juin 2017.

Le service national de renseignement et de sécurité (NISS) a continué à intimider et à détenir (souvent au secret) des militants politiques. En avril 2016, trois manifestants ont été tués et plus de cents ont été placés en détention au cours de manifestations étudiantes organisées dans les universités de l'ensemble du pays. À la suite de l'introduction de réformes économiques en novembre 2016, le NISS a procédé à l'arrestation préventive de près de 200 membres de groupes d'opposition et de syndicats afin de prévenir l'émergence d'un mouvement de désobéissance civile, et quelque 90 d'entre eux sont toujours en détention. En décembre 2016, les services de sécurité ont arrêté Mudawi Ibrahim, un professeur d'ingénierie et défenseur des droits de l'homme de premier plan, qui se trouve toujours en détention sans inculpation.

Les autorités soudanaises ont confisqué des exemplaires de journaux, suspendus des journaux pour une durée indéterminée et poursuivi des personnes en justice pour avoir rédigé des écrits critiques. Des agents des services de sécurité ont, par exemple, saisi à plusieurs reprises des exemplaires imprimés du quotidien Al-Gareeda. En mars, le NISS a convoqué et interrogé un journaliste qui avait publié un article sur la corruption. En septembre 2016, deux membres d'un parti d'opposition ont été jugés coupable d'avoir diffusé de fausses accusations après avoir critiqué le NISS dans les médias sociaux.

Les autorités ont continué à restreindre la liberté d'association. En février, le NISS a effectué une descente dans les bureaux de l'organisation de la société civile "TRACKS Centre for Training and Human Development". En conséquence, dix employés et associés de l'organisation, dont trois se trouvent en détention depuis plus de sept mois, sont actuellement poursuivis pour crimes contre l'État et espionnage. En mars 2016, un groupe de défenseurs des droits de l'homme financé par l'UE a été empêché de se rendre à des réunions d'information visant à préparer l'examen périodique universel mené au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. De nombreuses organisations de la société civile ont été confrontées à des retards ou à des refus lorsqu'elles ont voulu renouveler leur enregistrement.

Le harcèlement et la persécution des chrétiens se sont poursuivis et au moins huit pasteurs et représentants de l'église ont été arrêtés entre décembre 2015 et mars 2016.

En ce qui concerne la coopération avec la Cour pénale internationale, le président Al-Béchir est toujours visé par deux mandats d'arrêts délivrés par la Cour pour des chefs de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide. Le gouvernement soudanais n'a pas essayé de remettre le suspect en 2016. Le gouvernement du Soudan a fait savoir qu'il était disposé à accepter qu'une mission d'établissement des faits soit menée à Kafia Kingi sous la direction de l'envoyé spécial de l'Union africaine pour la LRA, afin d'enquêter sur les rumeurs persistantes faisant état de la présence de Joseph Kony, chef de l'Armée de résistance du Seigneur visé par un mandat d'arrêt de la CPI.

L'Union européenne a adopté plusieurs déclarations condamnant les violations des droits de l'homme au Soudan. L'UE a suivi plusieurs procès dans le pays et a évoqué plusieurs affaires avec les autorités soudanaises. La délégation de l'UE est restée en contact étroit avec des défenseurs des droits de l'homme.

L'UE a mis en œuvre plusieurs projets au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), dont l'un vise à apporter un appui à la commission nationale des droits de l'homme.

L'expert indépendant des Nations unies sur la situation des droits de l'homme au Soudan a visité le pays en avril. Il a conclu que la réalisation des droits de l'homme demeurait un gigantesque défi au Soudan et a noté des préoccupations croissantes quant aux actions invasives du NISS. En septembre, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a prorogé d'un an le mandat de l'expert indépendant.

En mai 2016, le Soudan a fait l'objet du deuxième cycle de l'examen périodique universel (EPU), au cours duquel il a reçu un nombre conséquent de recommandations. Le Soudan a accepté 139 recommandations et a accepté d'en examiner 54. Le Soudan n'a pas ratifié la convention des Nations unies contre la torture ni la convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mais a indiqué qu'il était disposé à envisager de le faire.

Royaume du Swaziland

En 2016, la situation des droits de l'homme au Swaziland est restée caractérisée, dans son ensemble, par des progrès inégaux dans la résolution des principales difficultés du pays. Bien que des mesures positives aient été prises dans certains domaines en vue d'améliorer les droits des travailleurs, notamment les droits politiques, une action est toujours attendue en ce qui concerne l'adoption ou la mise en œuvre de mesures législatives en la matière. La protection des droits des femmes est insuffisante et des réformes politiques visant à harmoniser l'organisation politique coutumière et le nouvel espace politique sont toujours nécessaires.

Les actions prioritaires de l'UE pour la période 2016-2020 consistent à soutenir les actions de promotion et de sensibilisation afin d'assurer le plein respect des principes démocratiques, des droits et des libertés consacrés par la Constitution de 2005 et d'autres accords internationaux, à soutenir les initiatives menées par le pays en faveur de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes et de la promotion des droits des enfants, à soutenir le renforcement des capacités du pouvoir judiciaire, l'État de droit et l'accès à la justice, et à favoriser l'abolition en droit de la peine de mort.

Plusieurs questions méritent d'être suivies, en particulier dans le domaine des droits des travailleurs, y compris leurs droits politiques. Malgré les progrès accomplis vis-à-vis des indicateurs de l'OIT, des questions restent en suspens, telles que la loi controversée sur l'élimination du terrorisme, qui bafoue la liberté de réunion et d'association. Dans le même contexte, la loi sur le maintien de l'ordre et la loi sur les services correctionnels ont été révisées mais doivent encore être adoptées formellement. Des efforts importants doivent également être fournis en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En outre, la commission des droits de l'homme n'est toujours pas pleinement opérationnelle en raison de contraintes juridiques et en matière de capacités. Par ailleurs, l'État de droit, pouvoir judiciaire compris, est toujours faible. Des réformes profondes du système politique, qui entend concilier une approche traditionnelle fondée sur une monarchie coutumière avec un système démocratique ouvert moderne, sont encore nécessaires, notamment eu égard au système électoral, qui ne repose pas sur des programmes de partis politiques mais sur des personnes.

Malgré ces points négatifs, le pays a connu des développements positifs. En 2016, les mécanismes de contrôle de l'application des normes mis en place par l'OIT ont retiré le Swaziland des cas devant faire l'objet d'une attention particulière, des progrès ayant été constatés au sujet des droits des travailleurs, tandis que le pays est progressivement devenu, dans les faits, un État abolitionniste en ce qui concerne la peine de mort. En décembre 2016, le Swaziland a, pour la première fois, voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies relative à un moratoire sur l'application de la peine de mort.

Dans ce contexte, l'UE continue de jouer un rôle actif en soutenant les réformes et en promouvant un dialogue avec le gouvernement sur toutes les questions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, notamment dans le cadre du dialogue régulier au titre de l'article 8 (accord de Cotonou) et au moyen d'une diplomatie publique active.

Au moyen de projets spécifiques, en particulier au titre de l'IEDDH, l'UE soutient les capacités des OSC à jouer un rôle actif dans la promotion et la défense des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la participation à l'EPU et son suivi. En outre, l'UE a soutenu un certain nombre d'initiatives visant à améliorer la condition de la femme dans le pays. Un rapport présentant une analyse de la dimension hommes-femmes des programmes de l'UE a également été mis au point et le premier rapport sur la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité des sexes II a été rédigé et présenté en novembre 2016. Un total de sept programmes de subvention au titre de la ligne budgétaire thématique de l'IEDDH sont actuellement mis en œuvre sur des questions telles que les droits culturels, les droits des enfants et des femmes, et l'accès à la justice et à l'information.

La délégation de l'UE a fait un certain nombre de déclarations à différentes occasions et, en coopération avec d'autres acteurs, a réalisé plusieurs initiatives de sensibilisation, notamment des actions de lobbying en faveur de l'adoption de la loi sur les infractions sexuelles et les violences domestiques. En outre, l'UE est en contact régulier avec le gouvernement du Swaziland afin d'étudier les possibilités de soutenir le processus électoral à venir en 2018.

Le Swaziland a fait l'objet de son deuxième examen périodique universel (EPU) en mai 2016. Le gouvernement et des organisations de la société civile ont présenté des rapports aux Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans le pays et les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations depuis le dernier examen, réalisé en octobre 2011. Sur les 183 recommandations reçues, le Swaziland en a acceptées 133.

Œuvrer en faveur de la révision, l'adoption et la mise en œuvre de textes législatifs importants, tels que la loi sur l'élimination du terrorisme, la loi sur la fonction publique et la loi sur les services correctionnels, contribue à la réalisation de nouvelles avancées, de même qu'encourager à poursuivre les réformes du système politique en vue des élections de 2018. Les questions relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes ont également été identifiées comme des domaines où des progrès supplémentaires sont nécessaires.

République unie de Tanzanie

La Tanzanie respecte la plupart des conventions internationales relatives aux droits de l'homme et des normes démocratiques formelles. Au cours des dernières années, des progrès constants ont été accomplis en ce qui concerne les droits socioéconomiques et la participation publique. Toutefois, en 2016, l'espace politique et la liberté d'expression ont subi des développements négatifs, tels que l'interdiction de réunions et de rassemblements politiques publics et l'application draconienne de la loi sur la cybercriminalité. L'organisation unilatérale de nouvelles élections à Zanzibar en mars 2016 a représenté une rupture avec le bilan jusqu'alors positif de la Tanzanie en matière de droits de l'homme. L'UE a faits des déclarations conjointes locales en janvier et mars 2016, dans lesquelles elle a préconisé une solution politique négociée à l'impasse électorale en cours dans les îles.

Dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie, l'UE a fondé son action en Tanzanie sur les priorités suivantes: la défense et la promotion des droits des femmes et des enfants, la promotion de la liberté d'expression et du droit de réunion, et le suivi électoral.

La promotion d'une démocratie inclusive et pluraliste, la protection complète des droits des personnes appartenant à des minorités, l'adhésion stricte à l'État de droit et le respect des droits de l'homme ont continué de guider les activités de l'UE. Depuis les élections législatives d'octobre 2015, les tendances en matière de droits de l'homme et de démocratie ont suscité des préoccupations croissantes, notamment en ce qui concerne les médias, l'espace politique, la société civile et la communauté LGBTI. Afin d'améliorer cette situation, il convient de s'attaquer à d'importantes contraintes structurelles, telles que les défaillances du système éducatif, les limites des capacités institutionnelles et les pratiques et traditions souvent préjudiciables qui sont ancrées dans la société. Même dans les domaines où des cadres juridiques et institutionnels sont en place, la mise en œuvre a continué de poser des défis considérables. Les cas des violences à l'égard des femmes et des enfants, encore très courantes dans les foyers et les écoles, ont mis en évidence ces difficultés. Le plan d'action national pour la prévention et l'éradication de la violence à l'égard des femmes et des enfants, ainsi que la campagne de sensibilisation "*Say No to Violence*" n'ont été que partiellement mis en œuvre. Les mutilations génitales féminines sont illégales mais continuent d'être largement pratiquées dans l'ensemble du pays.

Tout au long de 2016, l'UE a saisit les occasions de véhiculer des messages publics au sujet de groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes atteintes d'albinisme. En 2016, l'UE et la Tanzanie n'ont pas établi de dialogue politique au titre de l'article 8, mais les voies diplomatiques existantes ont néanmoins été utilisées afin de présenter des préoccupations et de promouvoir une action positive. En 2016, des consultations régionales avec la société civile ont été organisées à Arusha, Dar es Salam et Zanzibar afin d'orienter l'établissement des priorités de l'UE dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie.

La délégation de l'UE a effectué plusieurs visites sur le terrain et a assisté à des audiences concernant des défenseurs des droits de l'homme et des éleveurs. La délégation de l'UE, de concert avec des États membres de l'UE, a suivi de près des cas spécifiques liés aux médias et à l'application de la loi sur la cybercriminalité, ainsi qu'aux questions relatives aux personnes LGBTI. Dans le cadre du mécanisme d'urgence de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), la délégation de l'UE a répondu à des demandes de soutien formulées par des défenseurs des droits de l'homme faisant l'objet de poursuites et a octroyé des petites subventions visant à apporter un soutien juridique et une protection à des défenseurs des droits de l'homme travaillant avec des éleveurs et avec la communauté LGBTI.

En 2016, l'UE a continué à soutenir financièrement des projets dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de l'IEDDH. Le projet d'appui électoral "Democratic Empowerment Project" a progressivement pris fin à la fin de 2016. Un volet spécifique portant sur la justice pour mineurs a été inclus dans un projet visant à soutenir la réformer du secteur juridique à Zanzibar. Neuf projets ont porté sur le renforcement des capacités de la société civile en ce qui concerne les droits de l'homme, sur le soutien à la lutte contre la violence à caractère sexiste, sur la promotion de l'autonomisation des femmes et sur les droits des enfants.

Au cours du dernier examen périodique universel (EPU), réalisé en septembre 2016, la Tanzanie a rejeté d'importantes recommandations concernant l'abolition de la peine de mort, les châtiments corporels, l'âge légal minimum du mariage, le viol conjugal, la liberté des médias, les droits des peuples autochtones et les questions relatives aux personnes LGBTI. La Tanzanie a refusé de modifier sa législation matrimoniale afin de faire passer l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les femmes comme pour les hommes. Le viol conjugal n'est pas érigé en infraction. La Tanzanie n'a pas encore donné suite à l'engagement qu'elle a pris de ratifier la convention des Nations unies contre la torture. L'impunité des services de sécurité pour les violences qu'ils commettent reste tolérée par le système judiciaire. Parmi les points positifs, l'EPU a pris note d'efforts et de progrès d'ensemble dans la promotion des droits de l'homme, la lutte contre la corruption, la réduction de la pauvreté, l'autonomisation des femmes et la lutte contre la traite des êtres humains.

République togolaise

La situation des droits de l'homme au Togo est liée au contexte socioéconomique du pays et à son passé récent. Le Togo est un pays pauvre (la pauvreté touche 55 % de la population) marqué par de vives inégalités sociales et éprouvant des difficultés à surmonter la crise et à consolider sa démocratie. Cette situation entraîne de nombreuses lacunes en ce qui concerne les droits économiques et sociaux, mais également dans d'autres domaines, en raison de la faiblesse des institutions étatiques.

L'action menée par l'UE a combiné dialogue politique et coopération en matière d'aide au développement et a principalement porté sur la justice, la réconciliation nationale, la société civile, les forces de sécurité et les femmes. Dans certains domaines, l'année 2016 a été une période de transition entre les programmes du 10e et du 11e FED, ainsi qu'avec le lancement des nouveaux programmes de l'IEDDH.

L'examen périodique universel (EPU) du Togo réalisé en 2016 a confirmé certaines améliorations de la situation des droits de l'homme dans le pays, en particulier pour ce qui est du cadre juridique et des conditions de vie des détenus (suite à l'ouverture d'une nouvelle prison). Toutefois, les principaux sujets de préoccupation, tels que les conditions de détention, l'impunité des forces de sécurité et les droits des femmes, continuent de poser de graves problèmes.

En 2016, deux conférences ont été organisées pour traiter des questions de réconciliation nationale, l'une sur les réformes politiques, organisée par le Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), et l'autre sur le transfert de compétences aux structures locales, organisée par le gouvernement.

Deux avancées ont été réalisées en ce qui concerne le cadre juridique. Le 14 septembre 2016, le Togo a officiellement transmis aux Nations unies l'instrument de ratification du deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. La porte-parole de la HR/VP a publié une déclaration félicitant le Togo.
Le 29 septembre 2016, l'Assemblée nationale a adopté une loi modifiant le code pénal, qui comporte deux améliorations concernant la torture. Premièrement, la définition de la torture y est pleinement conforme à la convention contre la torture, en ce qu'elle mentionne désormais la responsabilité des agents de la fonction publique. Deuxièmement, les crimes de torture ne sont plus prescriptibles, comme cela avait été recommandé au Togo par le Comité contre la torture en novembre 2012.

Les droits de l'homme figuraient à l'ordre du jour du dialogue politique UE-Togo au titre de l'article 8, dans le cadre duquel ont été abordés, entre autres, l'absence de poursuites à l'encontre des agents des forces de sécurité impliqués dans les violences commises à Dapaong en novembre 2015. À la suite de la rencontre avec le ministre de la justice, deux enseignants impliqués dans ces événements ont été relâchés.

La diplomatie publique s'est révélée utile pour sensibiliser le public et pour faire connaître la volonté de l'UE de collaborer avec les acteurs togolais concernés sur le renforcement des droits de l'homme. Les discours publics ont été l'occasion de faire passer des messages importants sur la réconciliation nationale. La délégation de l'UE a également accueilli plusieurs manifestations organisées par des organisations de la société civile.

Dans le cadre du programme d'appui au système judiciaire (11e FED), des mesures ont été prises pour renforcer les capacités et l'efficacité du ministère de la justice. Des audits ont été réalisés afin d'améliorer l'affectation des ressources. À cet égard, un nouvel organigramme a été mis au point et des progrès visibles ont été réalisés dans la création des services nécessaires. Des activités sont également menées actuellement dans le domaine de la facilitation de l'accès aux services judiciaires. Le programme soutient également des activités visant à assurer le suivi et la supervision appropriés des cas de corruption signalés par la commission institutionnelle d'audit.

En 2016, cinq actions au titre de l'IEDDH, mises en œuvre par des organisations de la société civile, ont été arrêtées, visant à travailler sur des questions relatives aux personnes handicapées, à la jeunesse et à la réconciliation, à la liberté d'expression, à la lutte contre l'impunité et à la protection des droits fondamentaux dans l'industrie minière.

Le nouveau projet PROCEMA (11e FED), mené au profit d'organisations de la société civile, a été mis au point et adopté, et sa mise en œuvre devrait commencer au cours du premier trimestre de 2017.

Le lancement de la nouvelle école de police, soutenue par un programme mené au titre du 10e FED, a été retardé en raison de contraintes budgétaires concernant les contributions togolaises. Une solution a été trouvée et la première promotion devrait commencer à être formée en mars 2017. Avec ce projet, l'UE vise à renforcer les capacités et le professionnalisme des forces de sécurité, de sorte qu'elles puissent être plus efficaces et qu'elles respectent les droits et libertés fondamentaux.

L'examen périodique universel (EPU) du Togo a eu lieu en octobre 2016 au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Le pays a été félicité pour plusieurs progrès accomplis depuis le dernier EPU, réalisé en 2011, en premier lieu les améliorations introduites par le nouveau code pénal, en 2015. De nombreux délégués ont attiré l'attention sur certaines difficultés, concernant en particulier la liberté de réunion et d'expression des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, le faible taux d'enregistrement des naissances, la surpopulation carcérale, les conditions de détention et les mutilations génitales. Le Togo n'a pas accepté les recommandations préconisant son adhésion au Statut de Rome de la Cour pénale internationale ni celles portant sur les droits de l'homme des personnes LGBTI. L'homosexualité est pénalisée mais, en pratique, les sanctions ne sont pas appliquées dès lors que les personnes LGBTI restent discrètes.

L'impunité dont bénéficient les forces de sécurité demeure un problème majeur et aucune mesure substantielle n'a été prise à cet égard en 2016. Plusieurs décisions de la Cour de justice de la CEDEAO n'ont pas été pleinement mises en œuvre par les autorités togolaises.

Les mauvaises conditions de détention en prison et le recours excessif à la détention provisoire (environ deux tiers des détenus attendent d'être jugés) continuent de compter parmi les principales préoccupations en matière de droits de l'homme. Les détenus n'ont pas un accès suffisant aux services de base, tels que la nourriture (un repas par jour seulement) et les soins de santé. L'inefficacité du système judiciaire est la cause principale du nombre élevé de personnes attendant leur procès en prison.

D'importantes difficultés subsistent dans le pouvoir judiciaire. Le Togo doit encore actualiser son code de procédure pénale, qui date de 1983. Le code actuel ne prévoit pas l'accès des détenus à un avocat immédiatement après leur placement en détention. Bien que des efforts aient été réalisés, le système judiciaire reste en mauvaise état, en raison de la quantité, de la qualité et de la formation insuffisantes de ses ressources humaines et d'un manque de ressources budgétaires et d'équipement.

Bien que le Togo ait adopté des dispositions juridiques relatives aux droits des femmes (notamment au sein du code pénal de 2015 et du code des personnes et de la famille de 2012), il existe un décalage entre le cadre juridique et sa mise en œuvre. Bien que le cadre juridique prévoie l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, notamment en ce qui concerne la succession et l'accès à la propriété foncière, dans la pratique, les femmes sont confrontées à des obstacles pour concrétiser ces droits.

République d'Ouganda

En dépit d'une position plutôt positive dans la région en matière de droits de l'homme et de démocratie, l'Ouganda a continué à connaître des difficultés ayant trait, pour la plupart, aux droits civils et politiques. En 2016, la mission d'observation électorale de l'UE (MOE) a recensé comme sujets de préoccupation le manque d'indépendance de la commission électorale, le rôle de l'argent en politique, le harcèlement des politiciens et des sympathisants de l'opposition ainsi que l'interprétation restrictive de la loi sur le maintien de l'ordre public, qui renforce le contrôle de l'État et affaiblit le droit de réunion et la liberté d'expression. La MOE de l'UE a néanmoins pris note de l'intérêt remarquable des Ougandais pour le processus électoral et de leur détermination à y participer.

L'action de l'UE dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie s'est concentrée sur les libertés de réunion, d'expression et de la presse, l'obligation de rendre des comptes et la lutte contre la corruption, la justice transitionnelle, la protection des défenseurs des droits de l'homme et l'abolition de la peine de mort, les droits et la protection des enfants, les droits des femmes, l'égalité des sexes et la lutte contre la discrimination.

En Ouganda, les problèmes les plus graves en ce qui concerne les droits de l'homme ont continué à être, notamment, le manque de respect pour l'intégrité des personnes (exécutions extrajudiciaires et torture), les restrictions des libertés civiles ainsi que la violence et la discrimination à l'égard des femmes et des enfants, des personnes handicapées et de la communauté LGBTI. La corruption, les arrestations et détentions arbitraires et politiques, les détentions provisoires longues et au secret, les restrictions du droit à un procès équitable, les conditions d'emprisonnement difficiles, les violences collectives, la traite des êtres humains et le travail des enfants ont également compté parmi les graves difficultés en matière de droits de l'homme et de démocratie.

Au cours du dialogue politique mené avec le ministre des affaires étrangères au titre de l'article 8, les parties ont discuté des priorités essentielles dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie, notamment la réforme électorale, l'espace politique et la liberté des médias. Les questions liées aux réformes politiques et à l'État de droit ont été abordées lors de la rencontre de septembre 2016 avec le premier ministre. L'UE a ouvert un dialogue avec le procureur général en vue de réaliser un suivi de la mise en œuvre de l'arrêt de la Cour suprême sur l'élection présidentielle ainsi que de l'examen des recommandations de la MOE.

Les questions liées aux défenseurs des droits de l'homme ont également été abordées dans le cadre de réunions consacrées au dialogue politique avec le gouvernement, et l'UE a participé activement à des réunions d'un groupe de travail de donateurs sur les défenseurs des droits de l'homme. L'UE a apporté un soutien à des défenseurs des droits de l'homme au moyen du mécanisme de petites subventions d'urgence de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et d'autres mécanismes pertinents des États membres de l'UE. En 2016, le prix de l'UE pour les défenseurs des droits de l'homme a été remis à Robert Sempala, coordinateur du réseau des droits de l'homme pour les journalistes.

Malgré un environnement législatif et réglementaire plutôt favorable aux activités de la société civile, les personnes qui mènent des activités de plaidoyer sont souvent empêchées de réaliser pleinement leur mission. L'UE a continué à dialoguer étroitement avec le gouvernement sur la mise en œuvre de la loi sur les ONG et a tenu deux sessions de dialogue structuré avec des organisations de la société civile.

En ce qui concerne l'obligation de rendre des comptes, l'UE a encouragé l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de lutte contre la corruption et des dispositions législatives pertinentes, et a soutenu les institutions et mécanismes de surveillance. Un projet de l'UE a été lancé pour contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement socioéconomique inclusif en soutenant les institutions ougandaises responsables de la lutte contre la corruption et de l'obligation de rendre des comptes. Un autre projet a permis de renforcer la stabilité macroéconomique et de renforcer l'obligation de rendre des comptes et la transparence dans la gestion des finances publiques.
En outre, la délégation de l'UE a entamé des travaux sur un contrat de réforme sectorielle en vue d'un appui budgétaire dans le domaine de la gouvernance, l'accent étant mis sur le secteur de la justice et de l'ordre public et sur le secteur de la reddition de compte.

L'UE a continué à encourager l'Ouganda à mener un débat constructif sur la Cour pénale internationale et a appelé le pays à adopter une politique de justice transitionnelle.
En novembre 2016, une visite des chefs de mission de l'UE dans le nord de l'Ouganda a visé à recueillir directement des informations sur l'état d'avancement de la réconciliation au moyen d'un dialogue avec les parties concernées. Dans une déclaration de décembre 2016, l'UE a déploré les violences commises dans le district de Kasese et a encouragé les autorités à mener des enquêtes complètes. Le mécanisme de gouvernance démocratique (Democratic governance facility), notamment son volet relatif aux droits, à la justice et à la paix, a eu pour objectif, entre autres, de renforcer les mécanismes de justice transitionnelle.

L'UE a mené une campagne en faveur de l'abolition de la peine de mort. Celle-ci a comporté des actions de sensibilisation du grand public et la diffusion de messages dans les médias lors de la Journée mondiale contre la peine de mort, à l'occasion de laquelle le chef de la délégation de l'UE a rendu visite à des détenus du couloir de la mort dans la prison de haute surveillance de Luzira, à Kampala. L'UE a également discuté avec le gouvernement de la possibilité de supprimer progressivement la peine de mort.

Afin de promouvoir les droits des femmes, des enfants et des communautés vulnérables, l'UE a discuté régulièrement avec le gouvernement et a continué de plaider en faveur de l'adoption de dispositions législatives. Plus spécifiquement, les sujets ayant fréquemment fait l'objet d'échanges ont été l'autonomisation des femmes, la violence à caractère sexiste ainsi que la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation. L'UE a appliqué une approche fondée sur les droits à tous ses projets et programmes, et a consacré une attention spécifique aux droits des enfants, des femmes et des personnes handicapées. Plusieurs projets de coopération au développement, de portée nationale et régionale, ont eu pour objectif principal de lutter contre la violence à l'égard des enfants. L'UE a également fourni un appui à des militants LGBTI au moyen du mécanisme de petites subventions d'urgence de l'IEDDH. En outre, la délégation de l'UE a géré des projets menés au titre d'un instrument thématique et visant à promouvoir la lutte contre la discrimination fondée sur l'appartenance culturelle ou ethnique et à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe et la discrimination à l'égard des personnes handicapées.

L'examen périodique universel de l'Ouganda a eu lieu en novembre 2016. Le pays a été félicité pour son projet de plan d'action national sur les droits de l'homme, pour l'adoption de la loi sur la prévention et l'interdiction de la torture et pour son hospitalité à l'égard des réfugiés. Les sujets de préoccupation dégagés ont été les droits des membres des communautés LGBTI, la liberté d'expression, d'association et de réunion, les droits des femmes et des enfants, la torture et la peine de mort.

République de Zambie

En 2016, la situation globale en Zambie a été dominée par les élections législatives qui se sont tenues le 11 août et ont été entachées de restrictions à la liberté des médias et d'épisodes ponctuels de violence électorale. En dépit de l'existence d'institutions et de structures juridiques, des contraintes subsistent en ce qui concerne la mise en œuvre de la législation et des politiques dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie.

L'UE a, notamment, pour priorité de lutter contre la violence à caractère sexiste; promouvoir les droits des femmes et les droits économiques, sociaux et culturels; renforcer la gouvernance transparente, notamment en luttant contre la corruption; améliorer l'accès à l'information et renforcer la liberté d'expression, de réunion et d'association; promouvoir un système judiciaire équitable et efficace; et entretenir un climat de non-discrimination, en mettant l'accent sur les groupes marginalisés.

L'accès à la justice continue d'être limité pour la majorité des Zambiens, ce qui restreint leur droit à un procès équitable, en raison essentiellement d'un manque de sensibilisation, de contraintes financières et de l'absence de structures juridiques dans les zones rurales. Les droits des femmes et des filles continuent d'être un sujet de préoccupation et la participation des femmes aux élections législatives a été décevante. Parmi les autres préoccupations relatives aux droits de l'homme figurent les mauvaises conditions carcérales, la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction, la situation des personnes LGBTI (une personne transgenre ayant été condamnée à une longue peine d'emprisonnement) et les personnes handicapées.

Pour ce qui est des améliorations, la loi de 2016 portant modification de la Constitution comportait un certain nombre de dispositions dans le domaine des droits des femmes et des filles, telles que l'instauration de la commission sur l'égalité et l'équité entre les sexes. Les signalements de cas de violence à caractère sexiste ont légèrement diminué en 2016, mais ces violences sont encore largement répandues et acceptées par une grande partie de la société. Deux tribunaux de procédure accélérée pour les violences à caractère sexiste ont été établis (les premiers de ce type en Afrique australe) et des efforts ont également été consentis au niveau national afin de sensibiliser le public à la lutte contre le mariage des enfants. Sur ce dernier point, la stratégie nationale 2016-2020 visant à mettre un terme aux mariages d'enfants a été adoptée en 2016.

L'UE a soutenu les priorités et objectifs convenus au niveau national à la fois sur le plan politique et par l'intermédiaire des programmes de coopération au développement de l'UE. Dans le cadre du dialogue politique mené au titre de l'article 8, l'accent a été mis sur des questions telles que les droits des femmes, la liberté d'expression et la peine de mort.

Des questions relatives à la démocratie et aux droits de l'homme, telles que l'égalité des sexes et la lutte contre la corruption, ont également été soulevées lors de la réunion conjointe des chefs de missions de l'UE avec le président Lungu, en octobre.

En ce qui concerne la peine de mort, des efforts de sensibilisation ciblés ont été fournis en amont du vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur le moratoire, en décembre.

L'UE et ses États membres demeurent des partenaires importants de la Zambie en matière de développement. Les domaines de soutien dans lesquels l'UE/les États membres ont mené le plus grand nombre de projets en 2016 sont les droits des femmes et des filles et la lutte contre la violence à caractère sexiste, les droits économiques, sociaux et culturels (accès à la santé et à l'éducation), la gouvernance transparente et la lutte contre la corruption.

Dans la perspective des élections législatives, l'UE a déployé une mission d'observation électorale (MOE) composée de 124 observateurs, dont une délégation de quatre membres du Parlement européen, qui s'est rendue dans les dix provinces de Zambie, du 29 juin au 12 septembre. La MOE a évalué l'ensemble du processus électoral conformément aux engagements internationaux et régionaux en faveur de véritables élections transparentes et à la législation zambienne. La mission a estimé que le scrutin avait été pacifique et globalement bien géré, mais a signalé que les élections avaient été entachées par des partis pris systématiques dans les médias publics et que les campagnes avaient fait l'objet de restrictions.

L'Union européenne a publié plusieurs déclarations depuis le début de l'année afin de promouvoir la tenue d'élections pacifiques, transparentes, crédibles et inclusives. Au cours de la période post-électorale, la porte-parole de la HR/VP a publié une déclaration sur l'évolution de la situation, demandant la suspension de deux stations de radio et d'une chaîne de télévision.

En ce qui concerne les défenseurs des droits de l'homme, l'UE s'emploie à soutenir directement les défenseurs des droits de l'homme des personnes LGBTI.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED), de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et du programme "Acteurs non étatiques et autorités locales" relevant de l'instrument de financement de la coopération au développement.

La Zambie a ratifié les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. En 2016, elle a réaffirmé son soutien et son adhésion continue à la Cour pénale internationale, bien que plusieurs pays africains aient annoncé leur intention de se retirer de la Cour pénale internationale (CPI) en 2016.

L'examen périodique universel de la Zambie doit avoir lieu en 2017.

Une nouvelle priorité pour l'UE en Zambie est la promotion des droits économiques, sociaux et culturels, en mettant particulièrement l'accent sur le droit des enfants à une éducation et à des soins de santé de qualité. Alors que l'UE est d'ores et déjà activement engagée dans ce domaine dans le cadre de la coopération au développement, notamment par l'intermédiaire de son action dans le domaine de la santé, de l'éducation et des programmes de protection sociale, cette nouvelle priorité deviendra un axe plus important de l'engagement politique de l'UE.

République du Zimbabwe

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme au Zimbabwe s'est sensiblement dégradée, notamment en ce qui concerne les médias sociaux, les manifestants et les membres de partis de l'opposition. Les rassemblements des partis politiques, même autorisés par les tribunaux, ont souvent été dispersés par la police. Les manifestants ont fait l'objet de mesures d'intimidation, y compris par des moyens violents, et des centaines de contestataires ont été emprisonnés en dehors de toute procédure légale (tous ont cependant fini par être libérés sous caution). On a dénombré plus de dix cas ciblés et bien documentés d'enlèvement et de torture de dirigeants de mouvements sociaux, ainsi que de membres de leur famille.

Tout au long de l'année 2016, les priorité de l'UE ont porté à la fois sur les institutions et les organisations de la société civile engagées dans la mise en œuvre de la nouvelle constitution, et spécialement de la nouvelle déclaration des droits, ainsi que des droits socioéconomiques et culturels. Un regain d'attention a été accordé au renforcement de l'État de droit, à la promotion et à la protection des défenseurs des droits de l'homme, des droits des femmes et des enfants, ainsi que des droits des minorités.

D'autres questions relatives aux droits de l'homme ont concerné la politisation de l'aide alimentaire, notamment dans les régions où cette aide est distribuée par le gouvernement. En matière de démocratie et de bonne gouvernance, une proposition de modification de la Constitution prévoit de donner au président Mugabe le pouvoir exécutif de nommer le président et le vice-président de la Cour suprême, ainsi que le président de la Haute Cour; cette disposition avait pourtant été délibérément abandonnée dans le cadre de la Constitution adoptée en 2013. Ce projet a été vivement dénoncé par des groupes de la société civile.

Sur un plan plus positif, le Zimbabwe a pris l'engagement de s'abstenir en ce qui concerne la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies relative au moratoire sur la peine de mort et de proposer de commuer en peines de réclusion à perpétuité les condamnations à mort des personnes qui se trouvent actuellement dans le couloir de la mort. De plus, la commission des droits de l'homme du Zimbabwe a pu jouer un rôle de plus en plus actif et a publié des rapports condamnant le recours excessif à la violence lors des mouvements de protestation de l'été, ainsi que la politisation de l'aide alimentaire.

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie avec le Zimbabwe dans différents cadres. Un dialogue politique au titre de l'article 8 s'est tenu le 25 novembre au niveau du secrétaire permanent/des ambassadeurs et a porté sur l'ensemble des principales questions liées à la situation des droits de l'homme et de la démocratie dans le pays.

L'UE a, de manière répétée, fait part de ses préoccupations - dans des déclarations locales, des discours et des ateliers - et a mené des démarches formelles et informelles en vue d'encourager le Zimbabwe à veiller au respect absolu des droits de l'homme. La délégation de l'UE a fait cinq déclarations locales dans lesquelles elle a exprimé ses inquiétudes en ce qui concerne l'enlèvement du militant porté disparu Itai Dzamara, la gouvernance locale, la violence, le droit à manifester pacifiquement, ainsi que l'enlèvement d'activistes sociaux et la manière brutale dont ils sont traités.

Le 15 septembre, le Parlement européen a adopté une résolution (2016/2882(RSP)) condamnant les violations des droits de l'homme et appelant l'UE à "évaluer soigneusement s'il est approprié de réimposer certaines mesures restrictives"[70].

Le 5 décembre, les chefs de mission de l'UE ont mené un dialogue structuré avec la société civile sur les thèmes du constitutionnalisme, de la session de l'examen périodique universel (EPU) portant sur la Zimbabwe, qui s'était tenue le 2 novembre, et de l'espace dévolu à la société civile.

VI. PENINSULE ARABIQUE

Royaume de Bahreïn

Cinq ans après la reprise des troubles au Royaume de Bahreïn, l'UE a continué à suivre de près l'évolution de la situation dans le pays et, le cas échéant, à exprimer, par différentes voies, ses préoccupations concernant la situation intérieure en matière de droits de l'homme.

[70] Résolution du Parlement européen du 15 septembre 2016 sur le Zimbabwe (2016/2882(RSP)).

L'UE a systématiquement exhorté toutes les parties à engager, dans un esprit constructif, un véritable processus de réconciliation et de dialogue au niveau national, sans conditions préalables et de manière pacifique. Elle a suivi de près certaines des initiatives prises par le gouvernement bahreïnien, en particulier la pleine mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête indépendante de Bahreïn, et le travail d'institutions en matière de droits de l'homme, telles que le médiateur de la police pour le ministère de l'intérieur, l'institution nationale des droits de l'homme (INDH) et la commission pour les droits des prisonniers et des détenus. Cependant, les conditions nécessaires à une réconciliation effective et durable n'ont pas encore été réunies et l'UE a invité à plusieurs reprises tous les Bahreïniens à recourir à ces nouvelles institutions pour s'assurer qu'elles puissent améliorer concrètement la situation des droits de l'homme dans le pays, notamment sur la base des recommandations formulées dans les rapports établis par l'institution nationale des droits de l'homme et le médiateur, afin d'assurer une stabilité et une prospérité durables et à long terme à tous les citoyens bahreïniens.

L'UE a mené avec les autorités bahreïniennes un dialogue systématique sur les préoccupations que lui inspire la situation des droits de l'homme dans le royaume, tout en mettant en garde contre des mesures qui risqueraient de compromettre la stabilité du pays. Le SEAE a mené diverses actions de sensibilisation formelles et informelles auprès des autorités bahreïniennes concernant la répression accrue ciblant la liberté d'expression, des cas individuels importants de militants politiques et des droits de l'homme, l'emprisonnement de dirigeants de la principale association politique d'opposition et la dissolution de celle-ci, l'interdiction de voyager imposée aux militants des droits de l'homme, le nombre élevé de cas de déchéances de nationalité et les condamnations à mort prononcées dans des affaires pour lesquelles il y a eu des allégations de torture et de mauvais traitements.

En plus d'avoir fait une série de déclarations publiques[71], la HR/VP et le SEAE ont régulièrement entretenu des contacts directs avec des acteurs et militants politiques bahreïniens. Le représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme a rencontré le ministre bahreïnien et vice-ministre des affaires étrangères à Genève. La première réunion du groupe de travail informel UE-Bahreïn sur les droits de l'homme s'est tenue le 4 avril à Manama.

---

[71] Service européen pour l'action extérieure, déclaration de la porte-parole sur les récents événement survenus au Bahreïn, 5 juillet 2016, et déclaration de la porte-parole sur la condamnation d'Ali Salman, 5 juillet 2016.

L'UE a continué d'encourager tous les mouvements politiques à participer à un dialogue national visant à mettre en place un processus de réforme et de réconciliation nationale, celui-ci étant la seule voie possible, tout en exhortant les autorités à tendre la main à l'opposition et à envisager des mesures propres à renforcer la confiance, comme la libération de militants pacifiques. L'UE a fermement condamné le recours à la violence pour atteindre des objectifs politiques, et ce sous toutes ses formes et quels qu'en soient les auteurs.

L'UE a fait une déclaration approuvée par tous ses États membres au titre du point 2, le 14 septembre à Genève, dans laquelle elle a exprimé ses préoccupations concernant la situation des droits de l'homme au Bahreïn.

Le Parlement européen a adopté une résolution d'urgence le 4 février concernant le cas de Mohammed Ramadan, un Bahreïnien condamné à mort[72].Dans cette résolution, le Parlement a fait part de son inquiétude et de sa déception face au retour de la pratique de la peine de mort à Bahreïn, a condamné fermement l'utilisation présumée de la torture à l'encontre des prisonniers par les forces de sécurité et a jugé inquiétant que la législation antiterroriste soit utilisée pour punir les croyances et les convictions politiques et empêcher les citoyens d'exercer des activités politiques.

Le Parlement européen a adopté une résolution d'urgence le 7 juillet sur Bahreïn (2016/2808(RSP)), dans laquelle il a exprimé ses préoccupations concernant l'intensification de la campagne de répression et de persécution de défenseurs des droits de l'homme et des membres de l'opposition politique, et a pris note des interdictions de voyage, des déchéances de nationalité, des cas de Nabeel Rajab, de Zainab al-Khawaja, de Mohammed Ramadan, d'Ali Moosa et du cheikh Ali Salman, ainsi que de la suspension d'al-Wefaq[73].

Des députés européens se sont rendus au Royaume de Bahreïn, du 17 au 19 décembre.

État du Koweït

Les principales questions que l'UE a abordées avec les autorités koweïtiennes concernaient la situation des bidouns (résidents apatrides), la peine de mort, la liberté d'expression et la situation des travailleurs étrangers et des travailleurs domestiques.

---

[72] Résolution du Parlement européen du 4 février 2016 sur Bahreïn: le cas de Mohammed Ramadan (2016/2557(RSP)).

[73] Résolution du Parlement européen du 7 juillet 2016 sur Bahreïn (2016/2808(RSP)).

L'UE a surveillé la mise en œuvre de la législation récemment adoptée régissant les droits du travail des travailleurs domestiques. En vertu de cette législation, les droits et les obligations des travailleurs domestiques sont maintenant clairement définis, limitant ainsi les possibilité d'abus. Les nouvelles lois introduisent certains changements positifs, et l'UE continuera à surveiller leur application et les mécanismes de mise en œuvre qui y sont liés.

Lors de ses contacts avec les autorités koweïtiennes, l'UE a exprimé son inquiétude concernant l'arrestation d'un certain nombre de militants des droits de l'homme qui avaient exercé de manière pacifique leur droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion.

À la suite de l'examen périodique universel (EPU) devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, l'UE encourage les autorités koweïtiennes à mettre en œuvre les recommandations de l'EPU et continuera à en surveiller l'évolution.

L'UE a conscience du problème des personnes apatrides au Koweït, sachant qu'aucune solution sérieuse n'a encore été trouvée à cet égard.

L'UE a soulevé la question des droits des travailleurs migrants, en particulier le droit à l'éducation dispensée dans les écoles publiques.

Sultanat d'Oman

L'UE est restée préoccupée par plusieurs procès intentés contre des personnes qui ont protesté ou exprimé des points de vue sur des sites de médias sociaux, mais elle a également constaté que des grâces ont été accordées à la plupart des personnes poursuivies. L'UE se soucie également des discriminations dont sont victimes les travailleurs expatriés, dans l'application du droit du travail et dans la pratique, ainsi que de leur statut et de leur situation en général. Elle a établi des contacts avec les autorités omanaises en ce qui concerne la situation des travailleurs étrangers et la traite des êtres humains.

L'UE continue d'apporter son soutien à M. Maina Kiai, Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques , qui a présenté le 17 juin, lors de la 29e session du Conseil des droits de l'homme, le rapport de la visite qu'il a effectuée en Oman en septembre 2014 et dans lequel il a déclaré que le droit des Omanais de se réunir pacifiquement était "presque inexistant dans la pratique".

L'UE a évoqué avec les autorités omanaises, lorsque cela était possible, les cas des défenseurs des droits de l'homme Ismail Al-Muqbali, Hilal Al-Alawi et Saeed Jaddad, des militants en ligne Hassan Al-Basham et Abdullah Habib, de l'écrivain Hammood al-Shukaily et des journalistes Yousef al-Haj et Ibrahim al-Maamari.

État du Qatar

L'UE et ses États membres se sont surtout intéressés à la liberté d'expression et à la mise en place de médias indépendants, aux efforts destinés à renforcer la société civile au travers d'une législation plus libérale sur la liberté d'association et d'initiatives de la société civile, au soutien à apporter aux défenseurs des droits de l'homme, aux droits de la femme et à l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs migrants.

L'attention du monde entier continue de se porter sur la situation des travailleurs migrants au Qatar, à la suite d'informations faisant état du non-versement de salaires, de lacunes dans les domaines de la santé et de la sécurité, de logements inadéquats et de recruteurs sans scrupules agissant dans les pays d'origine des travailleurs en vue de la Coupe du monde de la FIFA en 2022.

L'UE a accueilli favorablement la législation adoptée en octobre 2015 et entrée en vigueur en décembre 2016, qui marque une étape importante du remplacement du système de la "kafala" (parrainage) par un système de type pleinement contractuel. L'UE continuera d'assurer le suivi de la mise en œuvre de cette législation.

Par ailleurs, le Qatar fait l'objet d'une plainte déposée en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, pour violation de la convention n° 81 sur l'inspection du travail et de la convention n° 29 sur le travail forcé de l'OIT. Une visite tripartite de l'OIT s'est déroulée en mars; lors de la session que le conseil d'administration de l'OIT a tenue au cours de ce même mois et lors de la session que la Conférence internationale du travail a tenue en juin, le Qatar a réaffirmé qu'il était disposé à collaborer avec des organismes internationaux. L'UE s'est félicitée de ces évolutions positives et a encouragé le Qatar à traiter les questions restant en suspens de manière constructive.

Royaume d'Arabie saoudite

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme est restée marquée par de nombreux sujets de préoccupation, même si des progrès ont pu être recensés dans plusieurs domaines. L'application de la peine de mort pose un sérieux problème: il y a eu 154 exécutions pendant l'année, ce chiffre étant le quatrième plus élevé au monde. Le système de tutelle limite l'indépendance des femmes. Le champ de la liberté d'expression (y compris en ligne) s'est réduit tout au long de l'année 2016. Certains progrès ont été enregistrés en ce qui concerne les femmes dans le domaine du sport et les femmes ont également obtenu l'accès à un plus grand nombre de professions sur le marché du travail. Certaines mesures positives ont été prises en ce qui concerne la situation des travailleurs migrants, mais il conviendrait de supprimer le système de la "kafala" (parrainage) qui prévaut au Royaume d'Arabie saoudite et la région.

L'UE a mené avec les autorités saoudiennes un dialogue systématique sur les droits de l'homme et a encouragé les mesures prises en matière de réformes, ainsi que l'abolition et la non-application de la peine de mort. L'accent a notamment été mis sur les droits des femmes, notamment en ce qui concerne l'émancipation économique des femmes et leur représentation dans la vie publique, les droits des enfants, la liberté d'expression et de réunion, la tolérance religieuse et la non-discrimination, ainsi que sur les droits des migrants.

La portée de la loi antiterroriste et de la loi contre la cybercriminalité de 2014 a été interprétée de manière très large, limitant ainsi encore un peu plus, tout au long de l'année 2016, le champ de la liberté d'expression et de réunion par l'application de peines particulièrement sévères à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme.

En ce qui concerne la loi sur les associations et les fondations, promulguée en décembre 2015 et entrée en vigueur en mars 2016, il n'a, de manière générale, pas été démontré qu'elle apportait suffisamment de garanties quant à l'enregistrement des associations. Les modifications apportées à la législation du travail dans le but d'améliorer la situation des travailleurs migrants doivent encore être pleinement mises en œuvre et les travailleurs domestiques sont exclus du champ d'application de la nouvelle loi. Les possibilités données aux femmes restent limitées en raison du système de tutelle.

Sur le plan des avancées, les femmes ont progressé sur la voie de l'émancipation économique grâce aux mesures qui ont été prises pour leur faciliter l'accès au marché du travail en leur ouvrant plusieurs professions qui étaient auparavant réservées aux hommes. Le 1er août, l'Autorité générale des sports a fait un geste positif en créant un nouveau service des femmes et en nommant à sa tête la princesse Reema bint Bandar al-Saoud. Les femmes ont été autorisées à recevoir une copie de leur certificat de mariage depuis mai 2016, ce qui leur permet de défendre leurs droits de succession.

La mise en œuvre de la nouvelle législation du travail permet aux travailleurs migrants de bénéficier d'une rémunération par virement bancaire direct, fixe le nombre maximal d'heures de travail et réglemente les congés légaux (congé de maladie, congé de maternité etc.).

En avril 2016, un arrêté royal a réduit les pouvoirs dont disposait la commission pour la promotion de la vertu et la répression du vice en matière de mise en détention, ouvrant ainsi la voie à plus de liberté.

L'UE a mené avec les autorités saoudiennes un dialogue systématique en ce qui concerne les préoccupations que lui inspire la situation des droits de l'homme dans le royaume, tout en encourageant des mesures en matière de réformes. Parmi les principaux sujets de préoccupation figurent le système de tutelle masculine et les droits des femmes, la peine de mort, la réforme du système judiciaire, la liberté d'expression, la tolérance religieuse, la discrimination et les droits des travailleurs étrangers.

Parallèlement à une série de déclarations publiques dont l'une faisait notamment suite à l'exécution massive de 47 prisonniers le 2 janvier[74], le SEAE a mené, en étroite coordination avec les États membres de l'UE et des partenaires partageant les mêmes valeurs, diverses initiatives d'information formelles et informelles auprès des autorités saoudiennes concernant plusieurs affaires judiciaires liées aux droits de l'homme.

L'UE a entretenu des contacts réguliers avec des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme, et a saisi à plusieurs reprises les autorités concernées de dossiers qui sont source de préoccupation. Depuis 2013, la délégation de l'Union européenne a obtenu que des diplomates puissent assister à des procès publics. Elle a suivi depuis lors plusieurs audiences de tribunaux avec des ambassades des États membres, y compris tout au long de l'année 2016.

---

74 2 janvier 2016, Déclaration de la haute représentante et vice-présidente, Mme Federica Mogherini, sur les exécutions en Arabie saoudite:

http://eeas.europa.eu/statements-eeas/2016/160102_01_fr.htm

Par l'intermédiaire de sa délégation à Riyad, l'UE a présenté ses priorités et initiatives aux autorités saoudiennes avant chaque session du Conseil des droits de l'homme et de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies.

L'UE a également exprimé sa préoccupation concernant les jeunes qui se trouvaient dans le couloir de la mort en dépit du fait qu'ils étaient encore mineurs au moment de leur arrestation, ce qui constitue une violation de la Convention internationale des droits de l'enfant signée par l'Arabie saoudite.

L'UE a salué les modifications apportées au droit du travail, qui ont permis d'améliorer la situation des travailleurs migrants, ainsi que la mise en œuvre de la nouvelle législation tout au long de l'année 2016, et elle a encouragé la poursuite des changements jusqu'à l'abolition complète du système de la "kafala" (parrainage).

Le Parlement européen a consacré un débat, le 19 janvier, à la dégradation des relations irano-saoudiennes et la HR/VP a répondu en soulignant les efforts déployés par l'UE dans ce dossier.

Des députés européens de la commission AFET se sont rendus au Royaume d'Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis du 7 au 12 février, et la députée européenne Rachida Dati a effectué une visite au Royaume d'Arabie saoudite du 1er au 3 octobre. Une délégation du Parlement européen s'est également rendue au Royaume d'Arabie saoudite du 19 au 21 décembre, dans le cadre de la réunion interparlementaire entre le Parlement européen et le Conseil de la Choura.

L'UE partage certaines inquiétudes exprimées par les experts des droits de l'homme des Nations unies, qui estiment que les mesures antiterroristes sont excessivement larges et pourraient mener à des abus contre des défenseurs des droits de l'homme et des militants politiques sur Internet sans liens avec le terrorisme.

Émirats arabes unis

L'UE a continué à suivre activement la situation des droits de l'homme aux Émirats arabes unis, en étroite coordination avec les ambassades d'États membres de l'Union.

La sixième réunion du groupe de travail informel UE-Émirats arabes unis sur les droits de l'homme s'est tenue avec succès les 25 et 26 mai 2016 à Abou Dhabi, rassemblant des participants du SEAE, du ministère des affaires étrangères des Émirats arabes unis et de ministères concernés des Émirats arabes unis (ceux de la justice, de l'intérieur, de la tolérance et de la jeunesse). Dans une ambiance généralement favorable, ces réunions ont abordé l'ensemble des sujets de préoccupation de l'UE, y compris la liberté d'expression, les droits des enfants, l'autonomisation des femmes et des jeunes, le droit du travail, l'accès à la justice et les conditions de détention.

Agissant en coopération avec les pays d'origine, les Émirats arabes unis se sont montrés résolus à tenter de limiter les abus commis dans le recrutement de travailleurs migrants. L'élément le plus important à cet égard consiste à garantir le droit des travailleurs de choisir leur employeur. Un nouveau décret régissant les relations de travail a été annoncé par le ministre du travail des Émirats arabes unis le 29 septembre 2015 et est entré en vigueur le 1er janvier 2016. Les dispositions qui y figurent représentent indéniablement un progrès significatif pour la protection des travailleurs migrants dans le pays. Concrètement, elles visent notamment à empêcher le remplacement de l'offre d'emploi initiale par un contrat de travail définitif différent, moins favorable au travailleur, et à permettre au migrant de changer d'employeur aux Émirats arabes unis sans être contraint de retourner dans son pays d'origine.

L'action de l'UE s'est concentrée sur le suivi des différentes législations et des différents instruments mis en œuvre dans le pays en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme. La délégation de l'UE continue d'effectuer des démarches en matière de droits de l'homme auprès du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale des Émirats arabes unis. Les principales discussions relatives aux droits de l'homme ont lieu lors de réunions du groupe de travail UE-Émirats arabes unis sur les droits de l'homme.

Les autorités des Émirats arabes unis ont continué à appliquer une stricte limitation de la liberté d'expression et d'association, surtout lorsque des critiques avaient été émises à l'encontre du gouvernement du pays et que des réformes démocratiques avaient été réclamées. La loi des Émirats arabes unis de 2012 sur la cybercriminalité, qui dispose que "toute forme d'utilisation abusive d'un ordinateur/dispositif intelligent ou d'un réseau/système électronique est susceptible d'entraîner une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à la réclusion à perpétuité et/ou une amende comprise entre 50 000 et 3 millions d'AED", a été invoquée à plusieurs reprises durant l'année.

Bien que les Émirats arabes unis soient parvenus à renforcer le rôle public des femmes (accès à des postes de haut niveau au sein du cabinet, du Conseil national fédéral, des ministères et du secteur privé; approbation de la présence obligatoire de femmes au sein des conseils d'administration; mise en place du Conseil de l'équilibre hommes-femmes etc.), des progrès supplémentaires sont nécessaires afin de valoriser le rôle des femmes dans la famille, ainsi que leur accès à la justice (dans les affaires de violence domestique, de garde, de divorce etc.). L'interprétation que le gouvernement fait de la charia s'applique aux affaires concernant le statut personnel ainsi qu'au droit de la famille. La loi interdit aux femmes musulmanes d'épouser des non-musulmans. La discrimination à l'encontre des enfants issus de couples mixtes reste un problème crucial, d'autant plus que le nombre de ces mariages est en augmentation.

Des cas de disparitions forcées ont été signalés tout au long de l'année, dont celle de Nasser bin Ghaith, un économiste et universitaire du pays. La première audience s'est déroulée le 4 avril 2016, à huis clos.

République du Yémen

L'année 2016 a été caractérisée par une guerre continue, par une insécurité généralisée et par des atrocités liées à la guerre. La population civile, les institutions et les infrastructures ont beaucoup souffert d'avoir été (délibérément) ciblées par les parties belligérantes. Le gouvernement en exil n'exerce qu'un contrôle limité sur le pays.

La priorité de l'UE est d'améliorer la situation générale au Yémen, en mettant l'accent sur le processus politique, l'action humanitaire, les moyens de poursuivre la coopération, le relèvement après le conflit et le rétablissement du dialogue, une attention particulière étant accordée aux questions relatives aux droits de l'homme.

Les questions relatives aux droits de l'homme dans le contexte de la guerre, y compris les violations du droit international humanitaire, le problème des enfants soldats dans les conflits armés et la situation des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays figurera en bonne place à l'ordre du jour aux côtés du sujet plus "typique" des questions relatives à l'égalité des sexes.

Le rôle croissant des organisations extrémistes/terroristes comme Al-Qaïda dans la péninsule arabique et l'EIIL/Daech, qui permet à celles-ci de remplir le vide en matière de sécurité et, ainsi, de menacer la démocratie, devra faire l'objet d'une attention et d'une action spécifiques.

Le recrutement d'enfants à des fins militaires et leur utilisation dans la guerre constitue une source de préoccupation croissante dans la mesure où le conflit se poursuit. Des mesures doivent être prises afin de prévenir ce type de recrutement et d'utilisation.

Le processus politique au Yémen se concentre sur les efforts des Nations unies visant à amener les parties au conflit à la table des négociations de paix, après une cessation durable des hostilités. L'UE appuie ce processus par des activités de désescalade menées au travers du programme ERMES.

L'UE reste attachée à la libre circulation des biens commerciaux et à l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire vers le Yémen, pays qui dépend presque exclusivement des importations et dans lequel les restrictions d'accès ont privé la population de fournitures de première nécessité, la malnutrition ayant atteint des niveaux extrêmement élevés. À cette fin, l'UE a apporté son soutien politique et financier au mécanisme de vérification et d'inspection des Nations unies (UNVIM) dans le cadre du fret commercial destiné au Yémen.

En outre, l'UE a financé des partenaires dans le domaine humanitaire au Yémen, ciblant son aide humanitaire, qui est fondée sur des principes, stratégique et multisectorielle sur la population civile la plus touchée par le conflit et la crise de sécurité alimentaire. L'UE a donné la priorité à la fourniture d'une aide vitale dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de la sécurité alimentaire, de la protection, des abris/des produits non alimentaires, de l'eau et de l'assainissement.

L'UE a exprimé l'inquiétude que lui inspirent les violations du droit international des droits de l'homme, les atteintes à celui-ci, les violations du droit international humanitaire et, plus spécifiquement, les attaques dirigés contre des civils. Elle est intervenue en ce sens par des déclarations et lors de contacts formels et informels avec les parties au conflit.

Dans le contexte yéménite, l'UE soutient activement les droits de l'homme et la société civile par trois moyens: l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) et le programme thématique en faveur des organisations de la société civile et des autorités locales (CSO-LA).

Au cours de l'année 2016, 10 projets représentant un montant total de 4 481 784 d'euros ont abouti, ce qui a donné lieu au paiement cumulé de 2 177 074 d'euros. Parmi ces projets, on dénombre un projet IcSP centré sur la consolidation de la paix civile, la prévention et la résolution des conflits, mis en œuvre par le centre de sondage du Yémen , et un projet relatif aux enfants soldats (prévention et démobilisation), mis en œuvre par le Conseil danois pour les réfugiés, mais aussi des projets axés sur les droits de l'homme, la consolidation de la paix civile et la participation démocratique, ainsi que le soutien aux ONG nationales.

En 2016, 10 projets étaient encore actifs ou ont été lancés. Ils ont représenté un total de 6 637 855 d'euros, dont 3 334 089 d'euros payés cette année-là. Le plus grand de ces projets concerne le soutien à l'UNVIM au titre de l'IcSP, dont le montant s'élève à 2 millions d'euros auxquels s'ajoutent des contributions supplémentaires des États membres. Des projets au titre de l'IEDDH, axés sur le droits des enfants, la jeunesse et le dialogue national, ainsi que sur l'abolition de la peine de mort, sont mis en œuvre par des organisations telles que Saferworld, la Croix-Rouge danoise et l'UNICEF.

La résolution 30/18 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la situation en matière de droits de l'homme au Yémen prévoit de fournir une assistance technique supplémentaire à la commission nationale d'enquête yéménite.

République d'Iraq

En 2016, l'état général du pays est resté marqué par une situation très grave en matière de droits de l'homme, ainsi que par les défis que posent la guerre contre l'EIIL/Daech et l'urgence humanitaire. La situation des minorités ethniques et religieuses est demeurée très préoccupante.

La politique de l'UE en matière de droits de l'homme en Iraq est axée sur la protection des civils avant et après le conflit, la protection des minorités ethniques/religieuses, la réconciliation nationale et sociale, l'indépendance de la commission iraquienne des droits de l'homme et la question de la violence à caractère sexiste. L'UE renouvelle régulièrement l'appel qu'elle lance à l'Iraq pour qu'il signe le Statut de Rome et adhère à la Cour pénale internationale (CPI), et pour qu'il adhère au protocole additionnel aux Conventions de Genève (Protocole II) et le mette en œuvre, renforçant l'application pleine et entière du droit international humanitaire par les autorités iraquiennes et les forces qui leur sont liées. Tout au long de l'année, l'UE a continué de soutenir le Premier ministre al-Abadi dans la mise en œuvre de son programme de réforme qui s'attaque à la corruption généralisée et aux déficiences de l'offre de services publics. Elle a invité le gouvernement à tendre la main à toutes les composantes de la société iraquienne et à progresser dans le processus de réconciliation nationale.

Il existe divers problèmes dans le domaine des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les disparitions forcées, le retour difficile ou forcé de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et la destruction de leurs biens, les expulsions forcées, y compris sur une base confessionnelle, ainsi que le déni de la liberté de circulation et le cantonnement forcé des familles prétendument liées à l'EIIL/Daech. En outre, l'absence de normes en matière de procès juste et équitable, les violences sexuelles liées au conflit et l'enrôlement d'enfants soldats sont pratique courante. Les violations constatées lors des enquêtes de sécurité dont font l'objet les hommes, y compris les mineurs, déplacés à l'intérieur du pays, constituent une question particulièrement importante. La torture reste très répandue dans les centres de détention de la police, les cellules d'interrogatoires et les prisons. Des journalistes ont été harcelés et tués, en particulier dans les zones contrôlées par l'EIIL/Daech. Les accusation de corruption sont fréquentes et l'impunité sévit largement. En raison du manque de transparence du gouvernement et des difficultés d'accès, il a été difficile d'évaluer l'ampleur de nombreux problèmes signalés en matière de droits de l'homme.

Le gouvernement iraquien a participé à la protection des civils dans la campagne militaire visant à reprendre des zones à l'EIIL/Daech, en particulier dans la partie orientale de Mossoul. Au cours de cette première phase de la campagne, les tirs d'artillerie ont été limités et des efforts très importants ont été consentis afin de protéger les civils dans leurs foyers. À la différence des batailles précédentes, le respect du concept d'opérations mettant l'accent sur la dimension humanitaire adopté pour Mossoul a permis à l'écrasante majorité des civils (550 000 personnes) de rester sans risque dans leurs foyers au lieu de fuir (il n'en ira pas de même pour la campagne concernant la partie occidentale de Mossoul). L'adoption de la loi d'amnistie et de la loi interdisant le parti Baas, en septembre 2016, ainsi que de la loi sur les forces de mobilisation populaire, en décembre 2016, peut être considérée comme un pas dans la bonne direction.

Dans leurs conclusions du Conseil de mai 2016[75], les ministres des affaires étrangères ont condamné avec fermeté les atteintes et violations graves, systématiques et généralisées ciblant les droits de l'homme, auxquelles l'EIIL/Daech ne cesse de se livrer et dont devront répondre ceux qui s'en sont rendus coupables. Ils ont également insisté sur la nécessité pour les parties au conflit de respecter le droit international, notamment le droit humanitaire et le droit relatif aux droits de l'homme, aussi bien au cours des hostilités que, le cas échéant, à l'issue de celles-ci; les procédures de contrôle de sécurité doivent être conformes au droit national et international et les camps doivent conserver leur caractère humanitaire et civil. Par ailleurs, l'UE a souligné que le retour des personnes déplacées doit se faire de manière sûre, éclairée, volontaire et non discriminatoire, conformément aux normes internationales en matière de protection.

[75] Conclusions du Conseil sur la stratégie régionale de l'UE pour la Syrie et l'Iraq, ainsi que pour la menace que constitue Daech, document 9105/16, 23 mai 2016, et conclusions du Conseil sur la Syrie, 17 octobre 2016.

Le 27 octobre 2016, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation dans le nord de l'Iraq et à Mossoul[76].Le Parlement européen a également organisé un débat d'urgence sur les charniers en Iraq, condamnant les atrocités commises par l'EIIL/Daech. En 2016, le prix Sakharov a été décerné à deux femmes yézidies qui avaient survécu à leur réduction en esclavage par l'EIIL/Daech. Plusieurs députés européens ont visité le nord de l'Iraq.

Le 16 mars 2016, le comité de coopération s'est tenu à Bagdad, dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération (APC) entre l'UE et l'Iraq. La discussion sur les droits de l'homme et la démocratie a abordé les questions des charniers, des crimes de guerre et de la violence sexuelle.

La délégation de l'UE a présidé et organisé, tant à Bagdad qu'à Erbil, des réunions mensuelles du groupe de travail de l'UE sur les droits de l'homme. La réunion annuelle de la délégation de l'UE avec les défenseurs des droits de l'homme s'est déroulée en mars 2016. La délégation de l'UE participe également à toute une série d'activités culturelles.

L'UE n'a pas hésité à exprimer ses inquiétudes au travers de déclarations et de démarches communes. La porte-parole de la HR/VP a régulièrement fait des déclarations publiques sur les attaques de l'EIIL/Daech visant des civils. La délégation de l'UE a publié plusieurs déclarations, notamment sur la liberté des médias, la crise politique et l'adoption de la loi d'amnistie.
Des démarches relatives à la peine de mort et à la sécurité des journalistes ont été menées par la délégation de l'UE à Bagdad.

En 2016, l'UE a continué d'apporter un soutien financier aux projets financés par l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD), le fonds fiduciaire régional de l'Union européenne en réponse à la crise syrienne (fonds "Madad"), l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) et l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), le programme thématique en faveur des organisations de la société civile et des autorités locales (CSO-LA) et l'assistance technique aux ressources européennes qui soutiennent la médiation (ERMES).

[76] Résolution du Parlement européen du 27 octobre 2016 sur la situation dans le nord de l'Iraq et à Mossoul (2016/2956(RSP)).

Les projets liés aux droits de l'homme ont mis l'accent sur:

a) la réconciliation: soutien au dialogue, réduction des conflits entre les PDI et les communautés d'accueil, préoccupations relatives aux personnes disparues et aux violences confessionnelles, protection du patrimoine et de la diversité culturels;

b) l'éducation: renforcement des capacités en matière d'enseignement primaire et secondaire;

c) la gouvernance locale: décentralisation;

d) la sécurité: justice pénale et État de droit, élaboration d'une législation antiterroriste respectueuse des droits de l'homme.

L'UE a apporté à des partenaires humanitaires en Iraq un soutien s'élevant à plus de 159 millions d'euros en 2016, ciblant son aide humanitaire fondée sur des principes, stratégique et multisectorielle sur l'ensemble des populations les plus touchées par le conflit, sur la base des seuls besoins. La protection des civils pendant et après la conduite des hostilités a été au cœur du soutien et des priorités de l'UE dans le pays, et des actions de sensibilisation aux questions humanitaires ont été constamment menées, toutes les parties au conflit étant invitées à respecter le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme. Dans ce contexte, le commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la protection civile, Christos Stylianidis, a fait des déclarations publiques et a co-organisé une réunion de haut niveau sur l'Iraq, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, l'accent étant mis sur des mesures concrètes concernant la protection des civils dans toutes les opérations militaires en Iraq, en particulier à Mossoul. Par ailleurs, le groupe "Aide humanitaire et aide alimentaire" (COHAFA) a adressé des messages communs - qu'il a approuvés en octobre, doc. 13388/16 - sur la crise humanitaire en Iraq, mettant l'accent sur la protection des civils et le respect du droit international humanitaire. Des messages ont été systématiquement transmis au cours de plusieurs missions de haut niveau effectuées dans le pays, y compris celle du commissaire Stylianidis en juillet 2016.

L'Iraq est partie à plusieurs conventions internationales relatives aux droits de l'homme, dont beaucoup n'ont pas encore été ratifiées. L'adhésion aux traités fondamentaux suivants n'est pas encore effective: la convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés et la convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. De plus, l'Iraq n'a pas signé les protocoles facultatifs, concernant les procédures de réclamation, qui se rapportent à convention des Nations unies contre la torture et à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ni adhéré au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI).

VII. ASIE

République islamique d'Afghanistan

En 2016, la situation des droits de l'homme est restée précaire en Afghanistan, en particulier en ce qui concerne les droits des femmes et des enfants ainsi que la situation des défenseurs des droits de l'homme et des médias. Des mesures positives ont toutefois été prises dans plusieurs domaines, et les autorités ont fait part de leur volonté de réaliser des progrès en matière de promotion de la protection des droits de l'homme dans le pays.

Les priorités de l'UE ont continué à porter sur les droits des femmes, les droits des enfants, la peine de mort, la torture et les mauvais traitements, l'accès à la justice, la liberté d'expression, les personnes socialement vulnérables et les personnes handicapées. L'UE a aussi œuvré activement à la poursuite de la démocratisation en Afghanistan.

L'Afghanistan est resté confronté à différents problèmes en 2016, en ce qui concerne notamment les droits des femmes, la violence à l'égard des femmes, les sévices subis par les enfants, les défenseurs des droits de l'homme ou encore le respect de la liberté d'expression et les médias. Des problèmes subsistent toujours pour ce qui est du système judiciaire et de la lutte contre la corruption. La peine de mort est toujours appliquée: six hommes ont été exécutés en mai 2016, malgré les protestations de l'UE et de ses États membres. Il a été régulièrement fait état d'actes de torture et d'autres mauvais traitements, ainsi que d'arrestations et de détentions arbitraires. En 2016, le nombre élevé de victimes civiles[77], dont près d'un tiers étaient des enfants, a été une source de préoccupation particulière.

Les talibans imposent la charia, qui ne reconnaît pas les principes d'un procès équitable, dans les régions qu'ils contrôlent; selon des informations diffusées dans les médias, ils sont responsables de la mort, en 2016, d'au moins 14 femmes accusées de "crimes contre la moralité". Les talibans ont continué à menacer les médias tout au long de l'année 2016, notamment au moyen d'une attaque suicide commise le 20 janvier 2016 à Kaboul contre un bus transportant des employés d'une chaîne de télévision.

En septembre 2016, l'Afghanistan a adopté la nouvelle loi électorale et en novembre, les membres des deux principaux organes électoraux ont été nommés. L'UE a joué un rôle actif dans le dialogue mené avec toutes les parties prenantes, en insistant sur la nécessité de restaurer la confiance du public afghan dans les institutions électorales et les processus démocratiques. La réforme électorale doit encore être pleinement mise en œuvre, afin d'achever la transition démocratique à la suite de l'élection présidentielle de 2014.

[77] Le rapport pour le troisième trimestre sur la protection des civils dans les conflits armés, publié en octobre 2016 par la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), fait état de 8 397 victimes civiles liées à des conflits (2 562 morts et 5 835 blessés).

Parmi les réalisations positives en 2016, il convient de citer le lancement de la mise en œuvre du plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité (RCSNU 1325), la rédaction d'une loi complète sur l'enfance et l'approbation du plan de réforme du secteur de la justice. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne une participation accrue des femmes à la vie politique: le gouvernement a nommé une femme au Haut Conseil pour la paix, la nomination de quatre femmes à des postes de ministre a été approuvée par le Parlement et deux femmes ont été nommées en tant que gouverneur de province (dont une a été destituée depuis). Le gouvernement a également nommé cinq femmes ambassadeurs, tandis que huit vice-ministres sont également des femmes.

L'adoption de la loi électorale et les nominations aux organes électoraux ont été des mesures indispensables pour ouvrir la voie à la réforme électorale, en vue d'élections crédibles, transparentes et inclusives. En 2016, le gouvernement a mis la dernière main au projet de code pénal, qui incorpore aussi les dispositions pénales de la loi relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes; son adoption finale doit être assurée. En mai 2016, les ministères de la défense et de l'intérieur et la Direction nationale de la sécurité ont signé un protocole d'accord sur le médiateur avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan.

En 2016, l'UE et l'Afghanistan ont poursuivi le dialogue local sur les questions des droits de l'homme; le deuxième dialogue sur les droits de l'homme au niveau local entre l'Afghanistan et l'UE s'est tenu en juin 2016 et une réunion de suivi a eu lieu en novembre 2016. Les droits de l'homme ont également été mis en exergue lors de la conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan, qui s'est tenue en octobre, ainsi que dans le cadre de la manifestation organisée en marge de cette conférence sur le thème "Empowered women, prosperous Afghanistan" (Des femmes autonomes pour un Afghanistan prospère). L'UE a continué de souligner l'importance du rôle joué par la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan pour ce qui est de l'information et du suivi en matière de droits de l'homme en Afghanistan.

Les défenseurs des droits de l'homme sont restés un sujet de discussion important. Le 15 mars, l'ambassade de Suède et l'UE ont organisé une conférence sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes. Dans le cadre de la stratégie relative aux défenseurs des droits de l'homme, l'UE a poursuivi les réunions bimensuelles avec des défenseurs des droits de l'homme et le Comité de défense des droits de l'homme. Le 1er février, l'UE a organisé un atelier sur la révision de la stratégie locale de l'UE+ en faveur des défenseurs des droits de l'homme en Afghanistan, qui a été révisée en décembre.

À la suite des attaques menées par les talibans contre la ville de Kunduz en octobre 2016, l'UE a organisé et présidé une réunion de coordination d'urgence afin de venir en aide aux défenseurs des droits de l'homme et aux journalistes fuyant les combats. L'UE a coordonné l'assistance - dont ont également bénéficié des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes dans les provinces de Helmand, Farah et Uruzgan - avec le Comité de défense des droits de l'homme, d'autres organisations de la société civile afghanes et la communauté internationale lors de plusieurs réunions qui se sont tenues au cours des mois d'octobre et novembre 2016.

En 2016, l'UE est restée un bailleur de fonds essentiel en Afghanistan, plaidant en faveur des droits de l'homme dans le cadre de ses divers instruments et programmes thématiques. La délégation de l'UE met en œuvre 27 projets à l'appui de la société civile, des droits de l'homme, de l'égalité entre les femmes et les hommes, des médias et de la protection sociale. Ces projets visent à appuyer le rôle de la société civile dans la promotion des droits de l'homme et de la réforme démocratique, à créer un environnement favorisant la participation des femmes afghanes à la vie publique, à renforcer la participation politique et la protection des droits des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et marginalisées en milieu urbain, à développer les connaissances des animateurs de jeunes en ce qui concerne les questions relatives au civisme, à l'égalité entre les femmes et les hommes et aux droits de l'homme, à soutenir les défenseurs des droits de l'homme, à atténuer et prévenir les violences familiales contre les femmes et les filles, et à assurer un soutien politique, l'accès à la formation professionnelle, l'amélioration des capacités organisationnelles ainsi que des conseils psychosociaux. L'UE a continué à soutenir la mise en œuvre du plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité, en tant que principal bailleur de fonds, à travers la mise en œuvre des quatre projets actuellement menés dans huit provinces.

L'UE a aussi accordé cinq subventions d'urgence au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (EIDHR) afin de soutenir près de 200 défenseurs des droits de l'homme et journalistes fuyant les combats dans les provinces de Kunduz, Helmand, Farah et Uruzgan. Deux autres subventions ont également été accordées à deux défenseurs des droits de l'homme en 2016.

L'Afghanistan s'est engagé à coopérer avec la Cour pénale internationale (CPI) et à inviter officiellement celle-ci à se rendre en Afghanistan. L'Afghanistan n'a pas encore signé le deuxième protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. La peine de mort est restée un sujet de discussion lors du dialogue sur les droits de l'homme, l'UE renouvelant son appel pour un moratoire. L'Afghanistan a également fait part de sa volonté de signer le protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture.

Dans le proche avenir, l'accent devrait être mis sur la réalisation de progrès dans tous les domaines susmentionnés. L'UE poursuivra son dialogue sur les droits de l'homme, couplé à une diplomatie officielle globale et des activités de sensibilisation.

République islamique d'Iran

En dépit de progrès limités, y compris le dévoilement d'une charte des droits du citoyen par le président Rohani, la situation des droits de l'homme en Iran est demeurée un sujet de préoccupation en 2016. Un problème récurrent est celui du nombre des exécutions qui, même s'il était en baisse par rapport à 2015, est resté élevé. Des restrictions ont subsisté en matière de libertés civiles, en particulier l'absence de garanties de bénéficier d'un procès libre et équitable, et des violations de la liberté d'expression, de religion ou de conviction ainsi que des droits des femmes. Une augmentation inquiétante du nombre d'arrestations de personnes ayant une double nationalité a également été notée. L'OIT a continué d'examiner attentivement les lacunes en matière de liberté d'association et a souligné en novembre 2016 qu'elles étaient extrêmement graves et qu'il fallait y remédier d'urgence.

L'UE a continué d'exprimer son inquiétude concernant la situation des droits de l'homme en Iran, en recourant à une série de moyens formels et informels, bilatéraux et multilatéraux. L'UE a fait des déclarations sur les prisonniers d'opinion[78] et effectué des démarches dans plusieurs dossiers individuels de personnes qui risquaient d'être exécutées de manière imminente pour des infractions à la législations sur les stupéfiants ou pour des crimes commis alors qu'elles étaient mineures. Elle a appelé le gouvernement iranien à s'abstenir de recourir à la peine de mort, notamment pour des infractions qui, conformément au droit international relatif aux droits de l'homme, ne relèvent pas des "crimes les plus graves". L'UE a rappelé à plusieurs reprises l'inquiétude que lui inspire le nombre élevé des exécutions dans le pays. Comme les années précédentes, l'UE a soutenu la résolution dénonçant la situation des droits de l'homme en Iran, que le Canada a présenté à l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

[78] Service européen pour l'action extérieure, déclaration de la porte-parole sur la condamnation de la militante iranienne des droits de l'homme, Narges Mohammadi, 20 mai 2016, et déclaration de la porte-parole sur la confirmation de la peine de prison prononcée contre Narges Mohammadi en Iran, 30 septembre 2016.

Les élections de la dixième Assemblée consultative islamique (autrement dit du parlement iranien ou "Majlis") et de la cinquième Assemblée des experts se sont tenues en Iran en février et en avril (pour le deuxième tour de scrutin) avec un taux de participation de 60 % marqué par une forte mobilisation des jeunes et des électeurs de la classe moyenne. Au cours de la procédure de validation des candidatures qui a précédé les élections, le Conseil des gardiens de la Constitution a approuvé 6 333 des 12 076 candidats inscrits. En fin de compte, 4 844 candidats ont concouru pour les 290 sièges du Majlis et 159 candidats (sur 161 approuvés), pour les 88 sièges de l'Assemblée des experts. Un nombre record de 17 femmes ont été élues au Majlis, ce qui représente 6 % de l'ensemble de ses membres.

Le 19 décembre 2016, le président Rohani a publié la charte des droits du citoyen (un premier projet avait été publié en 2013), honorant ainsi un engagement pris pendant la campagne présidentielle de 2013. Ce document promet "le respect et la promotion" des droits que la Constitution accorde aux Iraniens et devrait être considéré comme une étape encourageante.

La peine capitale a été une question de première importance en 2016 et certaines autorités iraniennes ont reconnu que la peine de mort n'avait pas produit d'effet dissuasif efficace sur les trafiquants de drogue. Dans ce contexte, le nouveau Majlis a lancé une réforme potentiellement importante visant à réduire le nombre d'exécutions pour les infractions non-violentes à la législation sur les stupéfiants. Une évolution positive en cours d'année a été le report ou la suspension de certaines exécutions à la suite de démarches diplomatiques et de protestations publiques émanant d'ONG internationales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme.

Les droits de l'homme relève d'un programme de coopération vaste et global avec l'Iran lancé après la date de mise en application du plan d'action global commun, le 16 janvier. La déclaration conjointe adoptée le 16 avril par la HR/VP, Federica Mogherini, et le ministre iranien des affaires étrangères, Javad Zarif, a confirmé la détermination des deux parties à renforcer et à promouvoir les droits de l'homme et à engager un dialogue sur les droits de l'homme. Une première réunion consacrée aux questions relatives aux droits de l'homme s'est tenue en novembre et a permis de procéder à un premier échange de vues. L'UE poursuivra ses discussions informelles avec l'Iran et traitera petit à petit les différents sujets de préoccupation dans le cadre du dialogue politique de haut niveau et de contacts au niveau politique.

Le 25 octobre, le Parlement européen a adopté une résolution sur une nouvelle stratégie de l'Union à l'égard de l'Iran après l'accord sur le nucléaire. Il y invite l'UE à veiller à ce que les droits de l'homme sont intégrés dans tous les aspects de la coopération avec l'Iran, et y encourage la mise en place d'un dialogue UE-Iran sur les droits de l'homme.

Une amélioration générale de la situation des droits de l'homme en Iran dépendra du résultat de l'élection présidentielle de 2017, de l'engagement du nouveau gouvernement en faveur des droits de l'homme, ainsi que du soutien du Majlis et du système judiciaire iranien. L'UE souhaite, dans toute la mesure du possible, soutenir un processus de réforme au travers d'un cadre défini d'un commun accord et en étroite coordination avec les États membres.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

Lors de la 21e réunion ministérielle ASEAN-UE, qui s'est tenue à Bangkok les 13 et 14 octobre 2016, les ministres des affaires étrangères des deux parties ont confirmé leur détermination à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, l'État de droit, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'émancipation des femmes, et à promouvoir le respect mutuel entre les États et les peuples, y compris par l'échange de bonnes pratiques, la tenue de dialogues et de séminaires et d'autres initiatives.

Ces questions demeureront des éléments importants des relations de l'UE avec l'ASEAN, notamment dans le cadre du dialogue sur les droits de l'homme entre les deux parties, et l'UE attend avec intérêt la tenue de la deuxième édition de ce dialogue en Asie du sud-est.

République populaire du Bangladesh

La croissance économique élevée et constante du Bangladesh, qui se traduit par une réduction graduelle de la pauvreté et des progrès socioéconomiques (dans le domaine de l'éducation et de la santé), ne s'accompagne pas d'avancées en ce qui concerne la protection des droits de l'homme et le respect de l'État de droit. La volatilité de la situation en matière de sécurité, le rétrécissement de l'espace démocratique et la détérioration continue des droits civils et politiques, avec des exécutions extrajudiciaires et des disparitions forcées ainsi que des mesures de restriction contre les opposants et les militants en faveur des droits de l'homme, restent des sujets de préoccupation.

Les grandes priorités de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie restent une réforme du système judiciaire, les droits des personnes appartenant à une minorité, les défenseurs des droits de l'homme, les droits des femmes et des enfants, le soutien à la société civile et la mise en œuvre des droits du travail. L'UE a aussi encouragé le Bangladesh à mettre en place une commission électorale indépendante, impartiale et non partisane afin que les prochaines élections législatives soient libres, équitables et participatives.

En 2016, le Bangladesh a vu sa situation en matière de sécurité se détériorer, avec des attaques militantes visant des communautés minoritaires ethniques ou religieuses et leurs lieux de culte, l'assassinat de blogueurs, de journalistes, d'universitaires et de citoyens ordinaires, et des disparitions forcées. L'État de droit et le maintien de l'ordre sont mis à mal par l'incapacité des autorités à arrêter et punir les auteurs, ce qui contribue à la culture générale d'impunité. Bien qu'il soit formellement séparé du pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire n'est pas à la hauteur des attentes des citoyens, qui souhaitent une institution véritablement indépendante, et l'accès à la justice est sérieusement limité en raison des problèmes chroniques que connaît le système de justice.

Des problèmes subsistent en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes, les droits des personnes appartenant à des minorités, les droits des femmes et des enfants, les droits des personnes handicapées, les droits fondamentaux du travail, l'enregistrement des syndicats et les modalités d'emploi équitables, la liberté d'expression et des médias, la liberté de réunion et la situation des Rohingyas. En 2016, le Bangladesh occupait la 144^{e} place, sur 180 pays, du classement mondial de la liberté de la presse. L'adoption d'un certain nombre de lois (loi sur la sécurité numérique, loi sur la négation des crimes commis durant la guerre de libération du Bangladesh, loi sur la citoyenneté) limitera dans les faits la liberté d'expression. Le projet de règlement sur les donations étrangères (activités de volontariat) adopté en 2016 par le parlement entraînera des restrictions plus importantes pour les activités de la société civile. En 2016, deux condamnations à la peine de mort pour des crimes commis durant la guerre d'indépendance de 1971 ont été exécutées.

En 2016, le pays a glissé vers un système à parti unique, l'opposition (Bangladesh Nationalist Party et Jamaat-e-Islami) étant exclue du parlement et n'ayant pratiquement aucune influence ou une influence très limitée sur le processus politique. En outre, le parti Jamaat a été décimé à la suite de l'exécution de ses dirigeants, qui ont été condamnés pour des crimes commis durant la guerre d'indépendance, tandis que ses partisans font l'objet de pressions constantes. Les élections locales de 2016 (Union Parishad), auxquelles l'opposition a participé, ont entre autres été marquées par des violences et des irrégularités électorales.

En octobre 2016, le parlement bangladais a adopté la loi relative à la commission de résolution des litiges fonciers dans les Chittagong Hill Tracts, dont la mise en œuvre contribuera de manière importante à résoudre de nombreux différends fonciers dans cette région.

En ce qui concerne les droits fondamentaux du travail, le Bangladesh a accompli des progrès dans le cadre du pacte sur la durabilité, en ce qui concerne la sécurité au travail, mais il faut faire davantage pour lutter contre les pratiques de travail déloyales. Les conclusions de la Conférence internationale du travail de juin 2016 comportent un "paragraphe spécial" sur le Bangladesh, dans lequel celui-ci est instamment invité à améliorer la mise en œuvre de la convention de l'OIT sur la liberté syndicale.

L'UE a suivi de près la situation des droits de l'homme dans le pays à travers le dialogue politique, la diplomatie publique, les activités de coopération au développement, les contacts avec les représentants de la société civile et culturelle et les rencontres avec les organisations et les défenseurs des droits de l'homme. Elle a régulièrement appelé le Bangladesh à réaliser des progrès sur les questions des droits de l'homme et de la démocratie lors de chaque réunion avec les partenaires bangladais, en particulier lors de la réunion biennale du sous-groupe sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme qui s'est tenue à Bruxelles en décembre 2016. L'UE a fait part de ses inquiétudes en ce qui concerne les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées, la peine de mort, la liberté d'association et la liberté d'expression ainsi que, d'une manière générale, au sujet du rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile. Elle a aussi évoqué la situation des minorités, le mariage des enfants et le travail des enfants et les violences domestiques. En 2016, le chef de la mission de l'UE à Dacca a publié six déclarations sur les droits de l'homme.

L'UE insiste auprès du Bangladesh pour qu'il reconnaisse politiquement le rôle positif joué par les défenseurs des droits de l'homme. Elle est en contact avec la commission nationale des droits de l'homme ainsi qu'avec un large éventail de défenseurs des droits de l'homme, et suit de près les cas individuels de défenseurs des droits de l'homme qui sont pris pour cible parce qu'ils dénoncent les violations des droits de l'homme. Un soutien constant a été alloué à des ONG défendant les droits de l'homme, par l'intermédiaire de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

En 2016, des projets de l'UE dans le domaine des droits de l'homme, pour un montant de 22 millions d'euros, ont été mis en œuvre par différentes organisations qui se concentrent sur les droits et l'émancipation des femmes, les droits des enfants, les droits civils et politiques, les droits économiques, les droits des peuples autochtones et des personnes appartenant à des minorités et les droits des personnes âgées. Ces projets ont bénéficié d'un financement au titre de différents instruments ou programmes, en particulier l'IEDDH et l'aide apportée à la société civile et aux autorités locales.

Le Bangladesh est actuellement membre du Conseil des droits de l'homme, pour la période 2015-2017. Un processus politique davantage participatif et inclusif reste l'un des principaux défis à relever pour le Bangladesh. La création des conditions propices au fonctionnement sans restriction de la société civile devrait jouer un rôle important dans les préparatifs du troisième examen périodique universel (mai 2018). La mise en œuvre du pacte sur la durabilité et la garantie des droits du travail devraient figurer au premier rang des priorités.

Royaume du Bhoutan

Depuis ses premières élections législatives, en 2008, le Bhoutan a accompli des progrès considérables dans son processus de démocratisation ainsi que dans le domaine des droits de l'homme, en s'attelant à des questions telles que la lutte contre la corruption, l'amélioration de l'accès aux services sociaux (santé, éducation), la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, la sauvegarde des droits des femmes et des enfants et l'éradication de la pauvreté.

En 2016, la principale priorité de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie a consisté à soutenir les efforts déployés par le gouvernement bhoutanais afin de renforcer la démocratie par une plus grande autonomie des autorités locales et la création d'une société civile dynamique, ainsi qu'à contribuer à l'action menée pour protéger les droits des femmes et des enfants et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. L'UE a poursuivi le dialogue avec le Bhoutan pour résoudre le problème de longue date des réfugiés bhoutanais de langue népalaise au Népal.

Parmi les principales questions relatives aux droits de l'homme figurent certaines restrictions à la liberté de réunion et d'association, l'autocensure des médias et des préoccupations liées à la liberté de religion ou de conviction. Les retards persistants dans la mise en œuvre d'un processus d'identification et de rapatriement au Bhoutan des réfugiés bhoutanais de langue népalaise présents au Népal restent une importante source de préoccupation. Il devrait rester entre 12 000 et 13 000 réfugiés au Népal après la fin du processus de réinstallation dans des pays tiers, prévue en 2017.

Le taux de participation aux élections législatives de 2013 et aux élections locales de 2016 a été relativement bas. Le nombre de femmes qui ont voté lors des élections locales de 2016 a plus que doublé par rapport au premier scrutin local organisé en 2011. En mai 2016, 49 organisations de la société civile étaient enregistrées dans le pays. Les disparités entre les femmes et les hommes au Bhoutan subsistent. Le Bhoutan occupait la 121^{e} place, sur 144 pays, dans le Global Gender Gap Report (rapport mondial sur les écarts entre les hommes et les femmes) 2016 du Forum économique mondial. La représentation des femmes en politique est très faible. Le nombre de femmes dans la fonction publique a néanmoins augmenté au cours des dernières années.

En 2016, le Bhoutan a gagné 10 places au classement mondial de la liberté de la presse (avril 2016), où il occupe la 94^{e} place sur 180 pays. Le Bhoutan détient le meilleur score parmi les huit pays d'Asie du sud-est.

Le gouvernement a lancé une initiative afin d'adopter des lignes directrices en vue de ratifier certains instruments essentiels relatifs aux droits de l'homme. Le gouvernement est conscient du problème des violences domestiques dans le pays et a poursuivi ses efforts en 2016 pour y remédier, en particulier au moyen de campagnes de sensibilisation.

L'UE a mené avec le gouvernement bhoutanais un dialogue sur les questions des droits de l'homme dans différents cadres, notamment lors des dernières (sixièmes) consultations biennales tenues à Thimphu en novembre 2015. L'ambassadeur de l'UE, M. Kozlowski, s'est rendu au Bhoutan en février 2016 pour y présenter ses lettres de créance, tandis que le nouvel ambassadeur du Bhoutan auprès de l'UE, M^{me} Pema Choden, a présenté ses lettres de créance au président Tusk en août 2016.

Dans le cadre du programme indicatif pluriannuel (2014-2020), l'UE concentre son soutien sur le renforcement de la société civile et la réforme de l'administration locale dans le but de consolider le processus de décentralisation et la déconcentration des pouvoirs et des ressources. Plus de la moitié des fonds disponibles est destinée au soutien de la bonne gouvernance. L'accent est principalement mis sur une plus grande autonomie des autorités locales, le développement des capacités de la société civile et l'aide aux réformes de la gestion des finances publiques. Dans le secteur de l'agriculture et de la sylviculture durables, une dimension forte d'égalité entre les femmes et les hommes est intégrée en tant que question transversale.

Depuis le dernier examen périodique universel, effectué en 2014, le Bhoutan a mis en application une série de recommandations qui lui avaient été adressées dans plusieurs domaines, tels que l'accès aux services sociaux (santé et éducation), l'éradication de la pauvreté, la lutte contre les violences domestiques, les questions d'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre la corruption. Le Bhoutan a pris des mesures dignes d'intérêt, particulièrement pour lutter contre la corruption et protéger les droits des femmes et des enfants.

Le Bhoutan a signé et ratifié la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que la convention sur les droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs. Le gouvernement a lancé une initiative afin d'adopter des lignes directrices en vue de ratifier d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme.

Le Bhoutan doit prendre des mesures décisives en vue de la signature des traités internationaux sur les droits de l'homme.

Pour l'avenir, l'UE s'attachera plus particulièrement à appuyer les efforts du gouvernement visant à renforcer la démocratie, notamment par une plus grande autonomie des autorités locales, la protection des droits des femmes et des enfants et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Brunei Darussalam

Le Brunei Darussalam est une monarchie absolue, où l'état d'urgence, décrété en 1963 par le père de l'actuel dirigeant, le sultan Hassanal Bolkiah, est toujours en vigueur. Un ensemble de "conseils" de village et d'organes consultatifs, y compris un conseil législatif, exercent un rôle limité dans les procédures de recommandation et d'approbation de la législation. Le Brunei, qui par ailleurs apparaît comme une société tolérante (le dimanche et le jour de Noël sont des jours fériés), a adopté une forme conservatrice de l'islam, qu'il cherche à développer encore en s'inspirant de la tradition de la monarchie islamique malaise (Melay Islam Beraja − MIB).

En 2016, contrairement à l'année précédente, il n'a pas été constaté de signe d'un nouveau durcissement en ce qui concerne le MIB dans la vie quotidienne des citoyens. La "controverse de décembre 2015 liée à l'arbre de Noël" n'a pas refait surface. Il ne fait aucun doute que la politique du gouvernement reste centrée sur les personnes à tous les égards. La monarchie continue de montrer un profond attachement au bien-être des citoyens, qui vivent dans un environnement harmonieux et pacifique.

Un code pénal fondé sur la charia a été publié en octobre 2013; il comporte des dispositions ayant des incidences sur la structure juridique qui régit la liberté de religion. La phase 1 (dont les sanctions sont limitées à des amendes et des peines d'emprisonnement) a été introduite en mai 2014. Peu de cas ont été signalés aux instances judiciaires. En 2016, rien n'indiquait si d'autres phases du code allaient être introduites, ni quand. Cependant, des préoccupations subsistent quant au fait que la pleine mise en œuvre du code pénal fondé sur la charia serait de nature à compromettre les engagements internationaux pris de longue date en matière de droits de l'homme.

L'introduction progressive du droit pénal de la charia peut être considérée comme une tentative de renforcer la discipline sociale ainsi que religieuse et de préserver la culture, les traditions et les coutumes malaises, plutôt que de punir ou de contenir l'augmentation de la criminalité, qui n'est guère importante au Brunei. L'objectif est de protéger la société de Brunei dans son état actuel et d'en perpétuer les "valeurs fondamentales". Le code pénal a complété l'actuel droit familial de la charia qui est appliqué au Brunei. Étant donné que rien n'indique actuellement que les phases 2 et 3 seront déclenchées dans un avenir proche, et comme on ne sait pas encore grand-chose de la façon dont la notion juridique de charia coexistera avec les législations existantes, il est difficile, à ce stade, d'évaluer comment le droit pénal de la charia pourrait être mis en œuvre à l'avenir.

L'UE a constamment tiré parti des réunions bilatérales avec les autorités du Brunei pour soulever les questions de droits de l'homme. Les États membres de l'UE demandent régulièrement au Brunei d'adhérer à d'autres instruments fondamentaux des Nations unies en matière de droits de l'homme. En 2016, les États membres qui ont une représentation au Brunei ont poursuivi leur dialogue avec la société civile ainsi qu'avec d'autres acteurs (par exemple, les églises).

En avril 2016, le Brunei a ratifié la convention relative aux droits des personnes handicapées et, en mai, le protocole facultatif de la convention relative aux droits de l'enfant qui traite de la participation des enfants aux conflits armés. Le Brunei doit clairement renforcer le respect des droits du travail, plus particulièrement en ce qui concerne les travailleurs migrants. D'importants instruments en matière de droits de l'homme, tels que la convention contre la torture et le pacte international relatif aux droits civils et politiques, n'ont pas encore été ratifiés.

Myanmar/Birmanie

La transition démocratique pacifique du Myanmar/de la Birmanie s'est poursuivie en 2016 avec l'inauguration du nouveau parlement, le 1er février, l'élection du premier président civil depuis plus de cinquante ans et la prise de fonctions du nouveau gouvernement, le 30 mars. Aung San Suu Kyi, que la Constitution de 2008, rédigée par les militaires, empêche d'exercer la plus haute fonction, s'est vu confier le poste de conseillère spéciale de l'État, de ministre des affaires étrangères et de ministre de la présidence.

Une régression a été constatée en ce qui concerne la liberté d'expression, d'association et de réunion. Les restrictions à la liberté des médias, l'intimidation, les arrestations et les persécutions de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme, de militants et de citoyens ordinaires, ainsi que le recours à la section 66(d) de la loi sur les télécommunications et à la section 505(b) du code pénal sont des évolutions préoccupantes.

L'absence d'accès humanitaire, que le gouvernement a imposé aux populations touchées par le conflit, demeure un obstacle important pour ce qui est de fournir une assistance vitale et des services de protection et de remédier aux violations commises dans les États d'Arakan (en particulier depuis que l'opération de sécurité a démarré dans le nord en octobre 2016), l'État kachin (surtout dans les zones échappant au contrôle du gouvernement) et l'État shan.

Des initiatives visant à créer une culture de défense de l'État de droit et de promotion des droits de l'homme et à entreprendre une révision du cadre législatif ont également été lancées. À titre de première mesure, plus de 300 prisonniers politiques, militants et défenseurs des droits de l'homme ont été libérés. Une organisation bouddhiste radicale, connue pour inciter à la haine contre les musulmans, a été déclarée illégitime. Eu égard à la grande importance que la communauté internationale, y compris l'UE, attache à la situation difficile de la minorité apatride des Rohingyas, Aung San Suu Kyi a décidé de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la situation dans l'État d'Arakan dès le début de sa prise de fonctions. À cet égard, la création d'une commission consultative pour l'État d'Arakan, dirigée par l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, la mise en place d'un comité central pour la mise en œuvre de la paix, de la stabilité et du développement dans l'État d'Arakan et l'élaboration en cours d'un plan de développement socioéconomique à long terme pour l'État d'Arakan sont des mesures importantes. En signe de confiance dans l'engagement du gouvernement à améliorer les droits de l'homme et à progresser sur la voie de la démocratie et de la réconciliation nationale, l'UE a décidé, en septembre 2016, de ne plus présenter la résolution sur les droits de l'homme au Myanmar/en Birmanie devant la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies, résolution qu'elle déposait depuis 1991.

La réponse musclée des forces de sécurité aux trois attaques coordonnées menées le 9 octobre 2016 contre des postes de police des frontières dans le nord de l'État d'Arakan s'est traduite par l'arrêt complet de l'aide humanitaire normale, privant depuis plus de 150 000 personnes d'aide humanitaire; l'opération de sécurité a eu pour effet de contraindre plus de 70 000 Rohingya à chercher refuge dans le Bangladesh voisin et de jeter sur les routes plus de 20 000 personnes, dont les maisons avaient été réduites en cendres. Le gouvernement a nié les informations faisant état de graves violations des droits de l'homme par les forces de sécurité.

En outre, l'incapacité à mener des activités de protection est préoccupante, compte tenu du nombre élevé de graves incidents en matière de protection signalés au cours des derniers mois. Parmi les incidents signalés (dont la plupart n'ont pas été vérifiées de manière indépendante par les Nations unies en raison de contraintes constantes en matière d'accès) figurent des viols et des violences sexuelles et sexistes, des assassinats, des enlèvements et des arrestations arbitraires (y compris le maintien en détention d'un certain nombre d'enfants).

Le système d'apartheid mis dans le centre de l'Arakan comprend des restrictions sévères en matière de déplacements, qui empêchent les populations musulmanes d'accéder aux moyens de subsistance et aux services de base, ainsi que la ségrégation de 120 000 personnes confinées dans des camps depuis cinq ans. En outre, les mesures visant à faire face à la question de l'apatridie (les Rohingyas constituent la plus grande population apatride dans le monde) restent tout à fait insuffisantes.

Le nouveau gouvernement a fait de la paix sa priorité absolue et relancé le processus de paix avec plus d'une douzaine de groupes ethniques armés . Le premier cycle de la conférence de Panglong du XXI^{e} siècle, un dialogue politique national, a eu lieu du 31 août au 4 septembre 2016. À cette occasion, la haute représentante/vice-présidente, Federica Mogherini, a fait une déclaration saluant les progrès plus inclusifs qui ont été réalisés et appelant toutes les parties prenantes à travailler ensemble dans un esprit constructif et tourné vers l'avenir afin de mettre un terme au conflit.

Entretemps, selon l'étude annuelle sur les tendances mondiales réalisées par le HCR, à la fin de 2016, le nombre de réfugiés du Myanmar était le huitième le plus important sur les dix principaux pays d'origine de réfugiés (il a atteint 490 300 personnes, contre 451 800 personnes en 2015).

Malgré la reprise des pourparlers, l'escalade des affrontements entre l'armée du Myanmar/de la Birmanie et les groupes ethniques armés dans l'État kachin et le nord de l'État chan a sapé la confiance dans le processus de paix. L'accès de l'aide humanitaire aux populations déplacées dans des zones non contrôlées par le gouvernement a atteint son niveau le plus bas depuis la reprise du conflit en 2011, de multiples et très graves violations des droits de l'homme commises à l'encontre de personnes appartenant à des minorités ethniques étant signalées.

Comme on a pu le constater dans le nord de l'Arakan, le Shan et de Kachin, l'armée du Myanmar/de la Birmanie ne semble pas respecter les principes de proportionnalité, ni la distinction entre combattants et civils.

Le représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme s'est rendu au Myanmar/en Birmanie à l'occasion du troisième dialogue sur les droits de l'homme, qui s'est tenu du 20 au 24 novembre 2016. Lors de réunions avec la conseillère spéciale de l'État et le commandant en chef des forces armées du Myanmar/de la Birmanie, le représentant spécial a demandé que l'aide humanitaire reprenne d'urgence dans le nord de l'État d'Arakan, qu'un meilleur accès soit garanti pour les médias et les observateurs indépendants et que soit mise en place une enquête indépendante et crédible sur les attaques du 9 octobre et les opérations qui ont suivi. Il a également insisté sur la poursuite des initiatives déjà lancées par la conseillère spéciale de l'État visant à s'attaquer aux problèmes sous-jacents dans l'État d'Arakan. Dans le cadre d'autres réunions, le représentant spécial de l'UE a évoqué la liberté des médias et d'expression ainsi que le processus de révision législative en cours.

Un forum de la société civile a précédé la tenue du dialogue sur les droits de l'homme. Parmi les sujets de préoccupation figuraient les quatre lois sur la "protection de la race et de la religion", la violence à l'égard des femmes, les nouvelles restrictions à la liberté de parole et d'expression, les prisonniers politiques, les conditions de détention, la réforme du droit du travail, l'absence de consultation sur la nouvelle législation, le processus de paix et la transparence en ce qui concerne le futur accord de protection des investissements entre l'UE et le Myanmar/la Birmanie.

Le 2 décembre 2016, la porte-parole a publié une déclaration réitérant les préoccupations concernant la situation dans l'État d'Arakan et l'escalade des combats dans les régions du nord-est du pays.

La communication conjointe de la haute représentante et de la Commission du 1er juin 2016 intitulée "Éléments d'une stratégie de l'UE à l'égard du Myanmar/de la Birmanie: un partenariat spécial pour la démocratie, la paix et la prospérité" trace les grandes lignes du renforcement de l'action de l'UE en faveur de la transition démocratique, de la paix et de la réconciliation nationale, ainsi que d'un développement durable inclusif. La démocratie, l'État de droit, la bonne gouvernance et les droits de l'homme sont des domaines essentiels de cette action. Le 20 juin 2016, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont salué la communication conjointe, qui énonce un plan en vue d'une action cohérente, ambitieuse et tournée vers l'avenir et d'une coopération renforcée avec le Myanmar/la Birmanie, et ont réaffirmé leur détermination à soutenir pleinement la transition démocratique du pays.

En vue de la consolidation de la démocratie, l'UE a établi des contacts avec l'armée du Myanmar/de la Birmanie, qui demeure un acteur politique important, afin de lui exposer le rôle et le fonctionnement des armées de l'Union. À la suite de sa visite au Myanmar/en Birmanie en juin 2016, le président du Comité militaire de l'UE, le général Kostarakos, a invité le commandant en chef des forces armées du Myanmar/de la Birmanie à assister à la réunion des chefs d'état-major des armées de l'UE28 qui a eu lieu les 7 et 8 novembre. Lors de la réunion du Comité politique et de sécurité, le commandant en chef a expliqué le rôle joué par l'armée dans la politique et le processus de paix.

En septembre 2016, l'UE a participé au deuxième forum des parties prenantes de l'initiative visant à promouvoir les droits et pratiques fondamentaux du travail au Myanmar. Les discussions ont notamment porté sur les priorités et les défis en ce qui concerne la modernisation du droit et des pratiques du travail et l'amélioration du respect des normes internationales du travail, ainsi que sur la façon de promouvoir un dialogue inclusif avec les parties prenantes nationales et internationales dans ce processus.

En 2016, le Parlement européen a adopté deux résolutions sur le Myanmar/la Birmanie, dans lesquelles il a mis l'accent en particulier sur la situation des Rohingyas[79].

L'UE a continué de présenter une résolution sur le Myanmar/la Birmanie devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui a renouvelé pour une année supplémentaire le mandat du Rapporteur spécial des Nations unies. La résolution a été adoptée sans vote. L'UE a également soutenu la reprise de la coopération entre le pays et l'OIT, en particulier en ce qui concerne l'élimination du travail forcé et la liberté d'association

Royaume du Cambodge

En 2016, le Cambodge a connu une intensification des tensions politiques entre le parti au pouvoir, le Parti du peuple cambodgien (PPC) et le principal parti d'opposition, le Parti du salut national du Cambodge (PSNC), avec plusieurs arrestations et détentions de membres de l'opposition, d'acteurs de la société civile et de défenseurs des droits de l'homme.

[79] Parlement européen, résolution du 7 juillet 2016 sur le Myanmar/la Birmanie, en particulier la situation des Rohingyas (2016/2809(RSP)), et résolution du 15 décembre 2016 sur la situation de la minorité Rohingya au Myanmar (2016/3027(RSP)).

Dans une déclaration locale en date du 30 mai 2016, l'UE a demandé qu'il soit mis fin au harcèlement judiciaire du chef de l'opposition et des représentants d'organisations de la société civile. Dans une résolution adoptée le 9 juin 2016, le Parlement européen s'est déclaré vivement préoccupé par la détérioration du climat pour les membres de l'opposition politique et les militants des droits de l'homme au Cambodge et a déploré le recours aux inculpations politiques et le harcèlement judiciaire dont font l'objet les défenseurs et militants des droits de l'homme[80].

L'assassinat, en juillet 2016, de Kem Ley, éminent analyste politique et critique à l'égard du gouvernement, a été suivi d'une cérémonie funéraire à laquelle ont assisté des milliers de citoyens cambodgiens. L'enquête judiciaire concernant l'affaire Kem Ley a été close en décembre 2016. En 2016, de nouvelles poursuites ont été engagées contre Sam Rainsy, président en exil du PSNC. En octobre 2016, le gouvernement cambodgien aurait interdit à Sam Rainsy de retourner dans le pays. En novembre 2016, le sénateur de l'opposition Hong Sok Hour a été condamné à sept ans de prison pour contrefaçon et incitation au désordre social. En décembre, Sam Rainsy a été condamné par défaut à une peine de cinq ans d'emprisonnement en lien avec la même affaire. En novembre 2016, le sénateur de l'opposition Thak Lany a été condamné par défaut à 18 mois de prison pour avoir accusé le Premier ministre Hun Sen d'être impliqué dans le meurtre de l'analyste politique Kem Ley survenu le 10 juillet.

En décembre 2016, le dirigeant adjoint du PSNC, Kem Sokha, a bénéficié d'une grâce royale, à la demande du Premier ministre Hun Sen, le dispensant ainsi d'avoir à purger une peine de prison de cinq mois. Le même mois, un autre membre de l'opposition, Seang Chet, a été libéré en vertu d'une grâce royale. Les poursuites engagées contre Kem Sokha ont conduit à l'arrestation de quatre responsables de l'ONG ADHOC ainsi que du secrétaire général adjoint de la commission électorale nationale (ces cinq personnes ont été surnommées par les médias les "ADHOC five").
Leur détention provisoire, qui a commencé le 28 avril 2016, se poursuit malgré le fait que le gouvernement se serait engagé à les libérer au plus tard le 31 décembre 2016. En 2016, l'OIT a continué d'examiner attentivement les lacunes en matière de liberté d'association et a souligné en novembre qu'elles étaient extrêmement graves et qu'il fallait y remédier d'urgence. L'UE a exprimé son inquiétude face aux restrictions persistantes dont fait l'objet la liberté d'association et à l'absence de protection des droits des travailleurs.

[80] Résolution du Parlement européen du 9 juin 2016 sur le Cambodge (2016/2753(RSP)).

Lors de la neuvième réunion du comité mixte UE-Cambodge, qui s'est tenue en mai 2016, l'UE a évoqué un certain nombre de questions liées aux droits de l'homme, en particulier l'évolution de la situation politique, notamment l'arrestation de membres du personnel d'ONG, le rétrécissement de l'espace dévolu au débat politique et à la critique, la liberté d'expression en général, la gestion des conflits fonciers, les risques liés à l'application de la loi sur les associations et les organisations non gouvernementales, ainsi que les questions relatives à la législation concernant les syndicats, les télécommunications et la cybercriminalité.

Les différends fonciers demeurent une question délicate au Cambodge. En dépit des quelques mesures positives prises par le gouvernement cambodgien, les progrès restent lents en ce qui concerne le règlement de ces différends. L'UE a entamé un dialogue avec le gouvernement du Cambodge afin d'élaborer un audit indépendant des revendications foncières concernant un certain nombre de concessions foncières économiques liées au sucre. Toutefois, le gouvernement cambodgien n'a toujours pas pris de décision formelle concernant la mise en œuvre d'un audit.

Le processus d'enregistrement des électeurs pour les élections municipales de juin 2017 a pris fin avec plus de 7,8 millions d'électeurs inscrits, soit environ 81 % des personnes admissibles. L'UE a apporté un soutien à la réforme électorale, principalement grâce à une amélioration du processus d'enregistrement des électeurs. L'aide de l'UE couvre plusieurs domaines: soutien de projets relatifs au processus d'enregistrement, soutien technique à la commission électorale nationale en ce qui concerne les aspects légaux et d'éducation civique, soutien à l'observation nationale pour les élections de 2017 et de 2018, et suivi des violences liées aux élections.

La délégation de l'UE a été très active en 2016 en ce qui concerne la mise en œuvre d'initiatives liées aux droits de l'homme que l'UE considère comme fondamentales pour le Cambodge, lesquelles portent sur les droits environnementaux et fonciers, la liberté d'association, l'indépendance du pouvoir judiciaire et la démocratie (y compris la tenue d'élections transparentes, crédibles et ouvertes à tous). Les principales actions menées par la délégation de l'UE ont été l'organisation d'un événement "speakers' corner" à l'occasion de la Journée des droits de l'homme et la fourniture d'une aide financière en faveur de projets relatifs à la promotion des droits de l'homme. La délégation de l'UE a en outre tenu des réunions régulières avec des acteurs gouvernementaux clés sur les questions de bonne gouvernance et de démocratie, telles que l'équité et l'indépendance de la justice et le respect de la légalité, des conditions équitables de concurrence pour les élections et les droits fonciers. Ces questions ont également été évoquées avec des membres de l'opposition et des responsables de la société civile. La délégation de l'UE a aussi contribué à une visite effectuée du 30 mars au 2 avril 2016 par une délégation de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen, à laquelle elle a également participé.

Au titre de la ligne budgétaire thématique relative à l'IEDDH, l'UE apporte un soutien aux organisations de la société civile qui œuvrent pour former et renforcer les défenseurs des droits de l'homme. L'UE soutient également les organisations de la société civile actives sur la question de la réforme agraire, en mettant l'accent sur le soutien des communautés rurales pauvres qui ont été expulsées de leurs terres, le soutien des droits fonciers et des droits forestiers des peuples autochtones et le soutien des populations urbaines démunies afin de faire reconnaître leur droit à la propriété foncière.

L'UE est l'un des principaux contributeurs financiers aux Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC). Outre son soutien aux chambres des tribunaux, l'UE aide les organisations de la société civile à mettre en œuvre des projets communaux de réparation et de non-répétition reconnus par le juge. Le 23 novembre 2016, la Cour suprême des CETC a confirmé les condamnations à perpétuité des anciens dirigeants khmers rouges Nuon Chea et Khieu Samphan pour crimes contre l'humanité en lien avec l'évacuation de Phnom Penh immédiatement après la chute de la ville, le 17 avril 1975.

Le Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme s'est rendu au Cambodge à deux reprises en 2016 et a fait part de ses préoccupations quant au "rétrécissement" de l'espace dévolu à la société civile dans le pays. Au Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève, des inquiétudes ont été exprimées dans une déclaration conjointe publiée le 14 septembre 2016 (au nom de 39 pays, dont les 28 États membres de l'UE, les États-Unis et le Japon) en ce qui concerne l'actuelle escalade des tensions politiques au Cambodge et l'impression que des actions en justice sont menées de manière disproportionnée contre les opposants au gouvernement.

Certaines activités du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) au Cambodge ont été perçues par le gouvernement cambodgien comme une ingérence dans ses affaires intérieures. À la suite de longues discussions, un nouveau protocole d'accord d'une durée de deux ans a été signé entre le Cambodge et le HCDH en décembre 2016.

République populaire de Chine

En 2016, l'UE a poursuivi son action visant à promouvoir l'universalité des droits de l'homme et a continué à contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Chine de manière active et durable.

Les principales priorités de l'Union européenne en matière de droits de l'homme en Chine sont restées constantes en 2016: promouvoir une plus grande adhésion à l'État de droit, soutenir la liberté d'expression, et apporter un soutien à la société civile, aux défenseurs des droits de l'homme et aux personnes appartenant à des minorités, en particulier les Ouïgours et les Tibétains. Une autre priorité pour l'UE est la ratification du pacte international relatif aux droits civils et politiques, que la Chine a signé en 1998 et s'est engagée à ratifier au cours des deux exercices d'examen périodique universel (en 2009 et 2013). L'UE a également poursuivi ses efforts dans le cadre de sa campagne mondiale contre la peine de mort, le nombre d'exécutions capitales étant élevé en Chine. Toutefois, certaines réformes ont été mises en place en vue de faire baisser le nombre d'exécutions. L'UE a continué de rappeler la Chine aux obligations qui lui incombent en vertu de la charte des Nations unies et du droit international, lesquelles se retrouvent également dans la Constitution chinoise, et l'a exhortée à mettre en œuvre des politiques conformes à ces obligations.

Dans l'ensemble, en 2016, la Chine a continué d'améliorer sa situation sociale et économique, sortant de la pauvreté des millions de citoyens. Toutefois, la situation globale des droits de l'homme en Chine demeure une source de préoccupation pour l'UE. Malheureusement, les efforts visant à renforcer l'indépendance et le professionnalisme du pouvoir judiciaire et à garantir le droit à un procès équitable, conformément à la réforme de 2012 du code de procédure pénale, n'ont pas été efficaces en raison de l'absence de garanties procédurales pour les détenus.

La situation des défenseurs des droits de l'homme a continué à se dégrader après la vague d'arrestations et de détentions, en juillet 2015, d'avocats spécialistes des droits de l'homme et de défenseurs des droits de l'homme. À la fin de l'année 2016, quelque 17 avocats et défenseurs des droits de l'homme, sur les 300 visés lors de la répression de juillet 2015, étaient encore détenus ou placés en résidence surveillée. L'UE est préoccupée par l'opacité qui a caractérisé ces détentions et par le fait que les garanties procédurales auraient été méconnues en ce qui concerne l'accès des personnes aux membres de leur famille et à un avocat de leur choix. Selon des informations concordantes, les personnes placées en détention ou en "résidence surveillée", où les détenus sont mis en isolement dans des lieux tenus secrets, ont fait l'objet de mauvais traitements. Des membres de la famille de ces détenus ont également indiqué avoir subi, de façon régulière, diverses formes de harcèlement de la part des autorités.

L'UE a fait part de ses inquiétudes concernant la détention et la condamnation d'avocats et de militants des droits de l'homme tout au long de l'année, et plus particulièrement en août 2016, en condamnant la condamnation de Zhai Yanmin, Hu Shigen, Zhou Shifeng et Gou Hongguo et en critiquant le non-respect par la Chine, lors de ce procès, de son propre code de procédure pénale, ainsi que la violation du droit des accusés à une défense en bonne et due forme. L'UE a également noté avec préoccupation le traitement et les accusations non fondées dont ont fait l'objet les diplomates européens ayant tenté d'assister à ce procès à Tianjin en août 2016, qui était censé être mené dans l'ouverture conformément au droit chinois.

La situation des droits de l'homme des personnes appartenant à des minorités ethniques et religieuses, en particulier au Tibet et au Xinjiang, reste un sujet de préoccupation. La détention du défenseur de la langue tibétaine Tashi Wangchuk, en janvier 2016, et la condamnation du blogueur tibétain Druklo, en mars 2016, ont marqué la poursuite de la limitation de la liberté d'expression au Tibet. Les destructions perpétrées à l'académie bouddhiste de Larung Gar, ainsi que les expulsions et la "rééducation patriotique" de moines ont provoqué un grand désarroi au sein de la communauté tibétaine et même entraîné des suicides. Bien que le rythme des auto-immolations au sein de la population tibétaine ait ralenti, trois nouveaux cas ont été signalés en 2016. Au Xinjiang, des informations persistantes ont fait état de troubles sociaux et d'actes de répressions liés à des restrictions des droits économiques, sociaux et culturels des Ouïghours, y compris en ce qui concerne la pratique de l'islam. En janvier 2016, le militant Zhang Haitao a été condamné à 19 ans de prison pour ses publications en ligne, tandis que l'universitaire ouïghour Ilham Tohti, qui œuvrait à la promotion de l'égalité et de la compréhension entre différents groupes ethniques, continue de purger la peine de réclusion à perpétuité prononcée contre lui en 2014.

La réforme juridique s'est poursuivie en 2016, avec l'entrée en vigueur de la loi sur les violences domestiques, en mars, et de la loi sur la lutte contre le terrorisme, en janvier. La loi chinoise sur la cybersécurité a également été adoptée en novembre 2016. La loi sur la gestion des ONG étrangères a été adoptée le 28 avril 2016 et entrera en vigueur le 1er janvier 2017. Des modifications du règlement relatif aux affaires religieuses, de la loi sur la police et de mesures administratives concernant les cabinets d'avocats ont été engagées dans le courant de l'année 2016. Si l'UE s'est félicitée de l'entrée en vigueur de la première loi nationale sur les violences domestiques, le reste des modifications législatives a suscité des inquiétudes. L'UE et ses États membres ont participé aux consultations publiques organisées sur ces lois et règlements afin d'encourager la Chine à éviter d'introduire des restrictions aux droits de l'homme et d'adopter des lois qui ne sont pas conformes à ses obligations en vertu du droit international, même si cela a eu une influence limitée sur le résultat final.

Le système chinois d'enregistrement des ménages (hukou) continue de préoccuper l'UE, dans la mesure où il défavorise les citoyens avec statut de résidence rurale. En 2016, les autorités chinoises ont continué à réformer le système en supprimant certains des obstacles administratifs à l'emploi de travailleurs migrants, mais des réformes supplémentaires sont nécessaires pour permettre à ceux-ci d'accéder plus facilement aux permis de séjour et aux services sociaux, ce qui aurait pour effet d'accroître le bien-être d'une part non négligeable de la population chinoise et favoriserait l'économie chinoise en stimulant la consommation.

Les droits des femmes sont protégés en vertu de la Constitution chinoise. Il subsiste toutefois des disparités, et les prises de position en faveur des droits des femmes sont souvent réprimées. En 2016, la Chine a modifié sa loi sur la population et la planification familiale, en autorisant tous les couples mariés à avoir deux enfants. En janvier 2016, un important centre d'aide juridique pour les femmes a été fermé par les autorités, ce qui a provoqué un tollé parmi les militants des droits des femmes. Bien que la Chine ait adopté une législation visant à assurer l'égalité sur le lieu de travail, des rapports publiés en 2016 (y compris un article diffusé en mars 2016 par l'agence de presse Xinhua, l'organe de presse officiel de la République populaire de Chine) indiquaient que la discrimination à l'égard des femmes reste omniprésente dans la société chinoise. L'UE a soutenu et organisé plusieurs activités portant sur les droits des femmes dans le cadre du plan d'action sur l'égalité des sexes 2016-2020.

L'état de l'environnement, notamment la qualité de l'air et la sécurité de l'eau, est un sujet de préoccupation particulier pour les citoyens chinois. En réponse, le gouvernement a continué d'accorder une attention particulière à la question, en adoptant un certain nombre de nouveaux textes législatifs qui fixent des objectifs ambitieux et ont instauré de nouvelles dispositions en matière d'application et de mise en œuvre, y compris en ce qui concerne l'accès du public à l'information et le droit des ONG de former des recours d'intérêt public contre des entités privées responsables de dommages causés à l'environnement. La Chine est néanmoins toujours confrontée à de grandes difficultés pour ce qui est de la mise en œuvre. Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la réduction de la pollution de l'air dans des villes comme Pékin, même si les niveaux de pollution atmosphérique restent largement supérieurs aux normes de l'OMS, de graves épisodes de smog se produisant encore régulièrement. La disponibilité de l'eau et la pollution demeurent un défi.

Au cours de l'année 2016, la liberté syndicale a continué à faire l'objet de restrictions en Chine, la Fédération chinoise des syndicats, dominée par le parti communiste chinois, étant la seule organisation syndicale reconnue officiellement. Des organisations de terrain actives dans le domaine des droits du travail ont continué de faire l'objet de contrôles et de répressions systématiques, en particulier dans la province de Guangdong. Au cours des dernières années, y compris en 2016, un recours accru à la négociation collective a été constaté en Chine, bien que l'utilisation de cet instrument dans la résolution des conflits du travail soit toujours relativement faible par rapport à l'augmentation du nombre de ces conflits. D'un point de vue économique, si le salaire minimum et d'autres niveaux de salaire ont continué à augmenter en 2016, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la prospérité économique, les conflits du travail liés à des salaires non payés ou partiellement payés demeurent une question problématique.

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme avec la Chine à plusieurs niveaux en utilisant différentes plateformes. Plus particulièrement, le président Tusk a fait part des préoccupations de l'UE tant au niveau bilatéral auprès du président chinois, Xi Jinping, et du Premier ministre, Li Keqiang, que publiquement, lors de sa conférence de presse durant le sommet UE-Chine qui s'est tenu à Pékin les 12 et 13 juillet 2016. Il a souligné l'importance que l'UE attache aux droits de l'homme, qui font partie intégrante de ses relations avec la Chine, notamment en ce qui concerne la liberté de la presse et la liberté d'expression, d'association et de réunion.

En 2016, l'Union européenne a publié cinq déclarations sur la situation des droits de l'homme en Chine. Le 22 janvier, l'arrestation de Peter Dahlin, citoyen de l'Union européenne et militant des droits de l'homme, a été critiquée dans une déclaration du porte-parole[81].Le 29 janvier, par le biais d'une déclaration faite au niveau local, l'UE a salué la libération de M. Dahlin, mais a fait part de ses préoccupations quant à la détention de nombreux autres défenseurs et avocats des droits de l'homme[82].Le 24 mai 2016 et le 5 août 2016, l'UE a publié respectivement une déclaration locale et une déclaration du porte-parole demandant à la Chine d'assurer la pleine transparence et de respecter la légalité dans le traitement des affaires mettant en cause des avocats spécialistes des droits de l'homme placés en détention, en conformité avec les recommandations que le Comité des Nations unies contre la torture lui a adressées en décembre 2015[83].L'UE a également insisté sur le fait qu'une personne en détention devrait être autorisée à avoir accès à un conseil juridique et à recevoir la visite de ses proches. Dans une déclaration locale publiée le 10 décembre 2016 à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme[84], l'Union européenne a réitéré son appel en faveur de la libération de Liu Xiaobo, lauréat du prix Nobel de la paix, ainsi que d'autres avocats et défenseurs des droits de l'homme, y compris Li Heping, Wang Quanzhang, Xie Yang et, en particulier, Jiang Tianyong, dont la détention a été annoncée par la police chinoise en décembre 2016, un mois après sa disparition inexpliquée.

Le 35e cycle du dialogue annuel UE-Chine sur les droits de l'homme n'a pas eu lieu en 2016, malgré les efforts intenses menés par l'UE pour organiser la réunion et l'engagement pris par la Chine, lors du sommet UE-Chine en juillet 2016, de tenir cette réunion avant la fin de l'année 2016.

L'UE a également contribué à l'amélioration des droits de l'homme en Chine en soutenant les organisations de la société civile chinoise travaillant plus particulièrement sur cette question, dans le cadre de l'IEDDH, et en encourageant des partenariats avec les autorités chinoises dans le cadre des instruments en faveur des acteurs non étatiques (ANE). Les projets ont porté principalement sur le renforcement de l'État de droit, l'accès à la justice et la protection des droits des groupes vulnérables, y compris les femmes, les enfants et les minorités.

---

81 Service européen pour l'action extérieure, déclaration du porte-parole sur l'arrestation et la détention de Peter Dahlin, citoyen de l'Union européenne, 22 janvier 2016.

82 Délégation de l'UE en Chine, préoccupations de l'Union face à la situation des droits de l'homme en Chine, 29 janvier 2016.

83 Délégation de l'UE en Chine, préoccupations de l'Union face à la situation des droits de l'homme en Chine, 24 mai 2016, et Service européen pour l'action extérieure, déclaration de la porte-parole sur la condamnation, pour subversion, d'avocats et autres défenseurs des droits de l'homme chinois, 5 août 2016.

84 Déclaration de l'Union européenne sur la Journée internationale des droits de l'homme, 9 décembre 2016.

L'UE a évoqué la situation des droits de l'homme en Chine dans les déclarations qu'elle a faites au titre du point 4 au cours des trois sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme de mars, juin et septembre. Un certain nombre d'États membres de l'UE se sont également joints à une déclaration sur la Chine faite au titre du point 2 lors de la session du Conseil des droits de l'homme de mars. En août 2016, la Chine a accepté la visite du Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme; il s'agissait de la première visite d'un Rapporteur spécial des Nations unies en Chine depuis décembre 2010. L'un des résultats de cette visite a été la recommandation invitant la Chine à mettre en place des "mécanismes de reddition de comptes" auxquels les citoyens peuvent recourir lorsque leurs droits sont violés.

Région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine

Dans le cadre du principe "un pays, deux systèmes" inscrit dans la loi fondamentale de Macao, les droits et les libertés fondamentales de la population de Macao sont toujours respectés et l'État de droit a été maintenu. Macao bénéficie d'un niveau élevé de libertés civiles et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le gouvernement est toutefois resté opposé à une proposition du Comité des Nations unies contre la torture visant à instaurer un organe indépendant en matière de droits de l'homme, en considérant que cette recommandation n'était pas applicable à Macao du fait de son statut de Région administrative spéciale de la République populaire de Chine. Les principales questions posant problème en matière de droits de l'homme à Macao sont la traite des êtres humains, l'absence d'un cadre pour une plus grande participation démocratique et l'incapacité à mettre en application la législation concernant la négociation collective.

En 2016, l'UE a continué à soutenir les activités des acteurs et ONG locaux de défense des droits de l'homme, à échanger des informations avec ceux-ci et à renforcer leurs capacités au moyen de séminaires et de campagnes en ligne. À la suite de l'atelier organisé conjointement en janvier 2016 sur le thème de la traite des êtres humains, l'UE et Macao attendent avec intérêt de renforcer leur coopération dans ce domaine.

Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine

Dans le cadre du principe "un pays, deux systèmes" inscrit dans la loi fondamentale de Hong Kong, les droits et les libertés fondamentales de la population de Hong Kong sont toujours respectés d'une manière générale et l'État de droit a été maintenu. Malgré l'absence de suffrage universel, les élections du Conseil législatif ont généralement été considérées comme libres de toute interférence. Cependant, la disparition de cinq libraires de Hong Kong constitue une érosion préoccupante du principe "un pays, deux systèmes". L'affaire a suscité de vives inquiétudes parmi la classe politique et la société civile en général.

Dans ses déclarations du 7 janvier 2016 et du 25 avril 2016, l'UE a considéré que l'affaire de la disparition des cinq éditeurs constitue la plus grave remise en question de la loi fondamentale de Hong Kong et du principe "un pays, deux systèmes" depuis la rétrocession de Hong Kong à la République populaire de Chine en 1997[85].L'affaire a soulevé de graves préoccupations quant au respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'État de droit. L'UE a demandé que les dispositions constitutionnelles applicables à la RAS de Hong Kong au sein de la République populaire de Chine soient pleinement respectées. Elle a exhorté toutes les parties à restaurer la confiance des résidents de Hong Kong et de la communauté internationale dans la loi fondamentale et le principe "un pays, deux systèmes". L'UE a aussi encouragé la RAS de Hong Kong et les autorités gouvernementales centrales à engager des discussions constructives, de façon à relancer la réforme électorale et à parvenir à un accord sur un système électoral à la fois démocratique, équitable, ouvert et transparent.

L'UE a continué de soutenir la société civile à Hong Kong au travers de contacts réguliers avec les défenseurs des droits de l'homme, les ONG et les médias, et de l'organisation de campagnes sur les droits de l'homme. Elle a également soutenu les droits des femmes et les droits humains des personnes LGBTI dans le cadre de différents séminaires et campagnes.

En janvier, l'UE a organisé un atelier sur la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène et la protection de ses victimes, en coopération avec le bureau de Hong Kong du secrétaire à la sécurité.

[85] Service européen pour l'action extérieure, déclaration de la porte-parole sur la disparition de personnes liées à la maison d'édition Mighty Current à Hong Kong, 7 janvier 2016, et communiqué de presse, "La Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure publient le rapport 2015 sur la région administrative spéciale de Hong Kong", 25 avril 2016.

Taïwan

Globalement, la situation des droits de l'homme à Taïwan est satisfaisante. Toutefois, l'UE continue d'exhorter Taïwan à ne pas recourir à la peine capitale. Une exécution a eu lieu en mai, après les précédentes exécutions en 2015, 2014, 2013, 2012 et 2011, qui ont rompu le moratoire de fait observé de 2005 à 2010. Dans sa déclaration locale, l'UE a appelé à un moratoire immédiat sur les exécutions, ainsi qu'un groupe d'experts internationaux l'avait recommandé en 2013. L'UE a noué le dialogue avec les autorités locales et la société civile afin d'œuvrer efficacement en faveur du rétablissement d'un moratoire sur la peine de mort en vue de son abolition formelle. Dans ce contexte, l'UE et ses États membres entretiennent des contacts avec Taïwan dans le cadre des programmes d'échanges judiciaires UE-Taïwan. Depuis 2015, une seule condamnation à la peine de mort a été confirmée par la Cour suprême. Dans le cadre de son dialogue régulier avec Taïwan au titre des consultations annuelles UE-Taïwan sur les questions non commerciales, l'UE a exprimé ses préoccupations sur la peine de mort et la poursuite de son application. Outre la peine de mort, l'UE entretient également des contacts avec Taïwan sur la question de l'égalité entre les sexes et des droits de l'homme des personnes LGBTI, domaine dans lequel Taïwan est considéré comme un exemple positif pour la région Asie-Pacifique.

République de l'Inde

L'Inde est un pays démocratique et pluraliste, où la Constitution de 1950, la législation pertinente et des institutions solides protègent les droits des citoyens, en s'appuyant sur les principes fondamentaux de laïcité et d'égalité. Si l'Inde a fait des progrès remarquables, assurer le respect des droits de l'homme dans un pays aussi vaste et divers reste une tâche considérable. Néanmoins, la société civile dynamique de l'Inde œuvre en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme, et le gouvernement a lancé des programmes visant à soutenir les plus pauvres dans le pays.

En 2016, les priorités de l'UE en Inde ont porté sur le soutien des efforts visant à lutter contre la discrimination et les inégalités, la promotion de l'égalité entre les sexes et des droits des enfants, la défense de l'intégrité de la personne et le soutien des droits des défenseurs des droits de l'homme. L'UE œuvre aussi en faveur de l'établissement d'un moratoire sur la peine de mort en Inde.

Malgré les garanties juridiques et un système judiciaire développé, l'accès à la justice peut s'avérer difficile, notamment pour les communautés marginalisées, et la longueur excessive des procédures est une plainte fréquente. La surpopulation et le nombre élevé de personnes placées en détention provisoire ont entraîné de très mauvaises conditions d'incarcération. Les sujets de préoccupation actuels concernant les droits de l'homme ont trait à la liberté de religion ou de conviction, à la liberté d'expression et aux droits des défenseurs des droits de l'homme, y compris les journalistes. En 2016, la révocation d'un grand nombre de licences délivrées aux organisations de la société civile en vertu de la loi sur la réglementation des contributions étrangères a pris une place importante dans le débat sur l'espace dévolu à la société civile. En outre, les actes de discrimination à l'égard des Dalits et les violences contre les femmes subsistent toujours dans le pays malgré les efforts du gouvernement. Bien qu'aucune exécution n'ait eu lieu en 2016, la peine de mort reste en vigueur pour les cas "les plus rares", et l'opinion publique semble être favorable à la peine.

L'Inde est la plus grande démocratie du monde, où la participation électorale est relativement élevée, mais où la participation politique des femmes reste faible. Actuellement, seuls environ 11,2 % des députés de la chambre basse et de la chambre haute du Parlement sont des femmes. Au niveau de l'État, le nombre de femmes législatrices est faible. L'Inde a toutefois fixé des quotas au niveau des administrations locales, qui réservent un tiers des sièges aux femmes.

Afin d'améliorer les droits économiques, sociaux et culturels, le gouvernement a mis en place un certain nombre de programmes visant à accroître l'accès à l'éducation, à l'énergie, à la santé, au logement et aux transports, ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement. L'Inde a en outre adopté une loi sur les droits des personnes handicapées, qui met la législation en conformité avec la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. Les services de police et l'administration se sont occupés plus activement des cas de violence contre les femmes.

L'UE a noué des relations avec les parties prenantes en Inde dans différents cadres et à différents niveaux, notamment des fonctionnaires, des institutions opérant dans le secteur des droits de l'homme, des représentants de la société civile et le grand public. L'UE soutient en outre une série de manifestations portant sur les droits de l'homme, auxquelles elle participe également, et a de plus en plus recours aux médias sociaux pour diffuser des informations. Bien que le dialogue sur les droits de l'homme au niveau local n'ait pas eu lieu en 2016, l'UE et l'Inde ont confirmé leur attachement à ce type d'échanges lors du sommet de mars 2016, en convenant de renforcer la coopération et la coordination dans les enceintes internationales, y compris, éventuellement, par la mise en place d'un dialogue sur l'égalité des sexes.

Le soutien des défenseurs des droits de l'homme a été l'une des principales priorités de l'UE en Inde. Elle a dialogué avec les réseaux de défenseurs des droits de l'homme, notamment au cours de visites de terrain, et a été en contact avec la commission nationale des droits de l'homme, en s'intéressant à des cas individuels. Elle continue de suivre activement l'évolution de la situation et d'aider les personnes qui en ont besoin, au cas par cas, notamment au moyen du mécanisme d'aide d'urgence en faveur des défenseurs des droits de l'homme.

Par ailleurs, l'UE a continué de fournir une aide financière à l'Inde au titre du programme de l'IEDDH dans les domaines de l'égalité entre les sexes et des droits des enfants, des droits des personnes handicapées et des peuples autochtones, de la traite des êtres humains, de l'abolition de la peine de mort et de la liberté d'expression en ligne et hors ligne.

L'Inde n'a pas encore ratifié certains des principaux instruments internationaux en matière de droits de l'homme ni les normes fondamentales du travail. Un certain nombre de projets de loi ont été déposés au Parlement afin de permettre à l'Inde de ratifier les traités internationaux qu'elle a signés. Selon le ministre indien du travail, M. Bandaru Dattatreya, l'Inde est prête à ratifier les conventions n° 132 et 182 de l'OIT, étant donné que le gouvernement a approuvé la loi modificative de 2016 sur le travail des enfants, qui interdit d'employer des enfants de moins de 14 ans. L'Inde est membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies jusqu'à la fin de 2017. En 2016, les OSC ont publié un certain nombre de rapports et mené des consultations avec les parties prenantes pour préparer l'examen périodique universel de mai 2017.

L'UE continuera de dialoguer activement avec de multiples parties prenantes afin de soutenir la promotion et la protection des droits de l'homme en Inde. Le développement des échanges d'expériences et de bonnes pratiques, ainsi que le soutien du renforcement des capacités institutionnelles et l'autonomisation des parties prenantes pourraient contribuer à relever les défis structurels, remédier aux carences institutionnelles et faire reculer des pratiques bien ancrées dans la société qui font obstacle à une réalisation plus complète des droits de l'homme.

République d'Indonésie

L'Indonésie est une démocratie stable, caractérisée par des élections libres et équitables, des médias diversifiés et actifs et une société civile dynamique. Les droits de l'homme fondamentaux sont garantis par la loi, et le cadre institutionnel en matière de droits de l'homme comprend une commission nationale des droits de l'homme, une commission nationale sur les violences contre les femmes ainsi que la commission pour la protection de l'enfance.

La priorité absolue de l'Union européenne en matière de droits de l'homme en Indonésie est la promotion de l'abolition de la peine de mort, en commençant par la mise en place d'un moratoire sur les exécutions. L'UE travaille également sur la question de la non-discrimination, en particulier dans le but de renforcer la protection des groupes minoritaires. D'autres domaines prioritaires sont les entreprises et les droits de l'homme, l'accès à la justice et la jouissance par les femmes des droits humains.

L'Indonésie a exécuté quatre personnes en juillet 2016, chaque fois pour des infractions liées à la drogue. Au moins 130 prisonniers sont encore détenus dans les couloirs de la mort. L'absence de protection adéquate des minorités (y compris les groupes religieux comme les ahmadis et les chiites, ou la communauté LGBTI) et les discriminations dont elles font l'objet restent problématiques. Plusieurs ministres, responsables politiques et dirigeants religieux ont tenu des propos hostiles aux personnes LGBTI, tandis que les organisations de la société civile actives dans ce domaine font l'objet de pressions. Il subsiste des craintes en ce qui concerne les restrictions à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique dans les provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale, où des manifestants pacifiques sont fréquemment arrêtés et les lois sur les actes de trahison appliquées. Les enquêtes promises sur des cas de violations passées des droits de l'homme ont progressé lentement.

Le Parlement a adopté la loi relative aux droits des personnes handicapées, qui marque un progrès important. La province d'Aceh a mis en place une commission pour la vérité et la réconciliation afin d'examiner les violations des droits de l'homme perpétrées au cours du conflit qui a affecté la province pendant dix ans et auquel a mis fin l'accord de paix d'Helsinki en 2005. Le gouvernement a parrainé un symposium sans précédent sur les purges anticommunistes et les massacres qui ont eu lieu en 1965-1966, offrant la possibilité aux victimes et à leurs proches de présenter leur point de vue sur les événements.

L'accord de partenariat et de coopération UE-Indonésie constitue le cadre de la coopération bilatérale. Il repose sur des valeurs communes et comprend des engagements communs concernant la sauvegarde et la promotion des droits de l'homme. La sixième session du dialogue UE-Indonésie sur les droits de l'homme s'est tenue à Bruxelles au mois de juin. Cette réunion a été l'occasion de procéder à un échange de vues sur les droits des migrants, la non-discrimination et les droits des personnes appartenant à des minorités, l'accès à la justice et la politique pénale, les entreprises et les droits de l'homme, et la lutte contre l'extrémisme violent. Les deux parties sont convenues d'actions concrètes de suivi dans le domaine de la politique pénale et en ce qui concerne les entreprises et les droits de l'homme.

L'UE a fait une déclaration en juin, avant les exécutions, appelant le gouvernement indonésien à mettre un terme aux exécutions et à revenir à un moratoire de fait. Elle est restée en contact étroit avec des hauts fonctionnaires, en soulignant qu'elle s'opposait à la peine de mort. Dans le cadre de la Journée mondiale contre la peine de mort, le 10 octobre, la délégation de l'UE a organisé une campagne dans les médias sociaux contre la peine capitale.

La délégation de l'UE a tenu à intervalles réguliers des réunions avec des groupes minoritaires et des victimes de l'intolérance, y compris avec des représentants de groupes minoritaires religieux et d'organisations LGBTI. La délégation de l'UE a poursuivi sa coopération avec Nahdlatul Ulama, la plus grande organisation musulmane du pays ayant embrassé les valeurs de tolérance et de pluralisme.

L'UE a suivi de près l'évolution de la situation dans les provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale et a tenu plusieurs réunions avec des défenseurs des droits de l'homme papous.

En collaboration avec la commission nationale des droits de l'homme (Komnas HAM) et l'Association pour la prévention de la torture, la délégation de l'UE a organisé un atelier sur la prévention de la torture, qui a abouti à la signature d'un protocole d'accord établissant une task force sur la prévention de la torture qui effectuera des visites dans des lieux de détention.

La délégation de l'UE, en coopération avec UN Women Indonesia, a organisé un concours de bande dessinée et de dessin animé sur le thème "Planet 50-50", suivi d'une exposition et d'une série de 26 manifestations avec différents partenaires dans le cadre des 16 journées d'activisme de la campagne mondiale contre la violence basée sur le genre (16 Days of Activism campaign), y compris l'engagement "HeForShe" des chefs de mission de l'UE.

L'UE a apporté un soutien financier à différents projets dans le domaine des droits de l'homme par l'intermédiaire de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). En 2016, l'IEDDH a soutenu onze projets portant sur un large éventail de thèmes, notamment la résolution des conflits et la médiation, la liberté de religion, les droits des personnes handicapées, le soutien des défenseurs des droits de l'homme, les entreprises et les droits de l'homme, et l'obligation de rendre des comptes en cas de violation des droits de l'homme.

L'Indonésie a ratifié toutes les principales conventions des Nations unies relatives aux droits de l'homme. La préparation de la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme figure parmi les priorités du plan d'action national pour les droits de l'homme pour la période 2015-2019, y compris la ratification du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et du statut de Rome. L'Indonésie a été membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pendant la période 2007-2010 et a été réélue pour la période 2012-2017.

L'Indonésie a accepté 144 recommandations émises dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU) réalisé en 2012. Les principales recommandations qui ont été acceptées concernaient la ratification de conventions internationales, notamment le protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la pénalisation de la torture, la promotion des droits de l'homme, l'encouragement des partenariats avec les institutions nationales des droits de l'homme, la protection de certains droits, en particulier les droits des minorités religieuses, des enfants, des femmes et des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que la poursuite de l'examen des questions liées à la lutte contre la traite des êtres humains. La prochaine session de l'EPU consacrée à l'Indonésie est prévue en mai 2017.

Japon

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays est demeurée stable, des améliorations mineures ayant été constatées en ce qui concerne la non-discrimination et la loi sur la procédure pénale. Le Japon reste une démocratie bien établie et fonctionnant bien, qui, d'une manière générale, garantit un niveau élevé de respect des droits de l'homme.

La priorité de l'Union européenne en matière de droits de l'homme au Japon porte principalement sur la poursuite de l'application de la peine de mort et sur le système de justice pénale, notamment les droits des prisonniers. L'UE joue également un rôle actif en ce qui concerne l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que la non-discrimination et le renforcement d'une société ouverte.

En 2016, parmi les principaux sujets de préoccupation concernant les droits de l'homme dont ont fait état les organisations japonaises et internationales de défense des droits de l'homme figuraient l'administration de la peine de mort, l'état des centres de détention du Japon et le système juridique (système de justice pénale). D'autres problèmes liés aux droits de l'homme étaient notamment les violences domestiques, le harcèlement sexuel et les discriminations contre les femmes sur le lieu de travail, la traite des êtres humains, y compris l'exploitation de travailleurs stagiaires étrangers, l'exploitation des enfants, ou encore les discriminations sociales contre les membres de groupes minoritaires (notamment les personnes LGBTI et les personnes handicapées). Une tendance croissante à l'autocensure des médias (en particulier les radiodiffuseurs nationaux) a également été signalée, dans certains cas en lien avec des pressions politiques apparentes.

En 2016, l'une des principales évolutions positives a été la réforme de la loi sur la procédure pénale, adoptée en mai 2016, qui a apporté certaines améliorations, notamment en ce qui concerne le recours accru à l'enregistrement vidéo des interrogatoires et la divulgation des éléments de preuve. La réforme n'a toutefois pas traité certains aspects problématiques persistants, comme le système de détention provisoire (*daiyo kangoku*), qui permet à la police de détenir un suspect pendant une période pouvant aller jusqu'à 23 jours sans mise en accusation formelle.

L'adoption par le Japon, en mai 2016, de sa toute première loi contre les discours haineux est une autre évolution notable, qui marque un progrès dans les efforts visant à lutter contre la xénophobie. Cependant, si la législation adoptée le 24 mai 2016 condamne les propos injustement discriminatoires, qu'elle qualifie d'"inexcusables", elle n'interdit pas juridiquement les discours de haine et ne prévoit pas de sanctions. Il convient de noter, néanmoins, que plusieurs gouvernements locaux se sont déjà fondés sur cette nouvelle législation pour interdire des rassemblements publics organisés par des groupes radicaux d'extrême droite qui persécutent les résidents permanents coréens (*les zainichi*). En décembre 2016, la Diète a aussi adopté une loi reconnaissant que les discriminations contre les *burakumin* (descendants d'anciens parias) existent toujours, malgré la mise en œuvre de différentes mesures, et demandant que de plus grands efforts soient déployés par le gouvernement pour éliminer ces discriminations. Cette loi oblige le gouvernement central et les municipalités à mettre en place des systèmes de consultation, à renforcer l'éducation et à lancer des enquêtes sur les discriminations visant les *buraku* lorsque cela est nécessaire.

L'UE a continué d'aborder des questions liées aux droits de l'homme, principalement en ce qui concerne l'application de la peine de mort. L'UE et ses États membres, ainsi que d'autres pays partageant les mêmes valeurs, ont exprimé leur opposition à la peine capitale au moyen de déclarations locales et de lettres. La délégation de l'UE et des États membres ont organisé plusieurs ateliers et conférences sur le sujet, afin de toucher le grand public. Le dialogue régulier sur les droits de l'homme qui s'est tenu à Tokyo en juillet a porté sur un éventail de questions, dont l'égalité entre les sexes, les entreprises et les droits de l'homme ou encore la coopération dans les enceintes multilatérales.

En ce qui concerne les actions menées au niveau local sur les principales priorités en matière de droits de l'homme, la délégation de l'UE, ainsi que les ambassades de quatre États membres, ont participé à la quatrième édition de la Rainbow Pride, qui s'est tenue le 8 mai à Tokyo sous le slogan "Ensemble pour l'égalité et la diversité", à la veille de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, célébrée le 17 mai.

Dans le but de renforcer la société civile japonaise, la délégation de l'UE a organisé une session conjointe d'information préalable à l'occasion du dialogue sur les droits de l'homme entre l'Union européenne et le Japon. De nombreuses ONG ont ainsi pu rencontrer d'autres organisations de la société civile.

En ce qui concerne l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, la délégation de l'UE a organisé, aux alentours du 8 mars, une campagne sur les médias sociaux afin de sensibiliser à la question de l'égalité des sexes et de promouvoir la campagne HeForShe de UN Women, à laquelle tous les ambassadeurs masculins de l'UE ont adhéré. Le 12 décembre, la délégation de l'UE a organisé la conférence de l'UE de haut niveau sur l'émancipation économique des femmes (http://together4equality.eu/), qui a permis à environ 300 participants d'échanger des expériences et des savoir-faire.

À la suite de l'appel à propositions lancé par l'UE en avril 2016 sur le thème "Dialogue avec la société civile au Japon sur les droits fondamentaux: peine de mort et système de justice pénale", un contrat de subvention a été signé en décembre avec l'Université de Reading, en collaboration avec le Centre pour les droits des prisonniers, une organisation locale de la société civile promouvant l'abolition de la peine de mort. Le projet, qui débutera officiellement en janvier 2017 et durera deux ans, sera principalement axé sur des activités de sensibilisation et de débat concernant la peine de mort, ainsi que sur la conduite de campagnes consacrées à ce thème au Japon. Les bénéficiaires de la subvention coordonneront étroitement leurs travaux avec la task force de l'UE Droits de l'homme au Japon.

Étant donné leur communauté de vues sur un large éventail de questions relatives aux droits de l'homme, l'UE et le Japon ont coopéré étroitement dans le contexte multilatéral, notamment en présentant conjointement des résolutions sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, à la fois au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des Nations unies.

Un débat national plus actif sur la peine de mort devrait être encouragé, ainsi qu'une réforme plus profonde du système de détention provisoire et une meilleure compréhension des droits des prisonniers. La coopération bilatérale sur les questions d'égalité des sexes, avec la participation des entreprises et de la société civile, sera également poursuivie. La situation des migrants dans le contexte d'une population en déclin et d'une pénurie de main-d'œuvre, ainsi que les préparatifs des Jeux olympiques de Tokyo en 2020, pourraient nécessiter une surveillance accrue.

République de Corée

En 2016, la République de Corée a continué de protéger les droits de l'homme comme on peut s'y attendre dans un pays doté d'une solide infrastructure démocratique. Toutefois, le contexte géopolitique dans la région et les défis résultant de pratiques sociales anciennes ont un effet réel sur la manière dont la démocratie est parfois exercée, faisant apparaître certains sujets de préoccupation.

Dans le cadre de son action, l'UE s'est attachée en particulier à coopérer avec les acteurs de la société civile et du gouvernement coréens afin de promouvoir la liberté d'expression et de réunion, y compris les droits du travail, à évoquer les questions de la détention des objecteurs de conscience au service militaire, de l'égalité des sexes et des groupes minoritaires, y compris les personnes LGBTI, ainsi qu'à maintenir le moratoire sur les exécutions. La poursuite de la coopération étroite menée avec la République de Corée dans les enceintes internationales des droits de l'homme a également été une priorité.

Les principales préoccupations ont trait aux tendances négatives concernant la liberté d'expression et de réunion. D'autres sources de préoccupation sont l'incarcération de plusieurs centaines d'objecteurs de conscience au service militaire, l'inégalité entre les sexes, notamment pour ce qui est de l'accès équitable au marché du travail, et l'absence de mesures gouvernementales proactives visant à promouvoir l'amélioration des attitudes sociales à l'égard des personnes LGBTI. La peine de mort est toujours en vigueur, même si un moratoire sur les exécutions est en place depuis 1997.

L'UE a entretenu des contacts réguliers avec des personnes et des organisations de la société civile représentant l'ensemble du paysage politique qui travaillent sur toute une série de questions relatives aux droits de l'homme, y compris les conditions dans lesquelles évoluent les défenseurs des droits de l'homme.

L'UE a renforcé et étendu sa coopération avec les services gouvernementaux chargés de la protection des droits de l'homme. Ces discussions ont notamment porté sur la poursuite de l'amélioration de l'environnement pour les défenseurs des droits de l'homme.

L'UE a accru sa coopération avec la commission nationale des droits de l'homme de Corée (NHRCK). Les 22 chefs de mission de l'UE à Séoul ont discuté des principales préoccupations de l'UE en matière de droits de l'homme avec le président de la NHRCK. Des experts de l'UE ont contribué à des initiatives menées par la NHRCK, notamment dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme et des droits des personnes âgées.

La coopération a été renforcée avec les organisations qui travaillent sur la question de l'égalité des sexes et l'éradication de la violence à l'égard des femmes, notamment au moyen de conférences portant sur la participation au marché du travail et d'un séminaire consacré à la lutte contre la violence sexiste.

L'UE et de nombreux États membres ont collaboré avec les organisations de la société civile promouvant les droits de l'homme des personnes LGBTI et ont participé, y compris au niveau des ambassadeurs, à la LGBTI Pride de Séoul.

Le groupe consultatif interne constitué en application du chapitre sur le développement durable de l'accord de libre-échange UE-Corée comprenait des défenseurs des droits de l'homme coréens et européens. Le groupe a rendu compte de ses discussions concernant des questions portant sur l'environnement et le travail au comité gouvernemental sur le commerce et le développement durable.

L'UE a travaillé avec des défenseurs des droits de l'homme qui s'occupent de questions liées aux droits de l'homme en Corée du Nord. La délégation a maintenu des contacts étroits avec les organisations de la société civile qui travaillent sur cette question et a poursuivi la coopération avec le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à Séoul.

L'instrument de partenariat de l'UE a été utilisé pour financer une étude comparative sur la mise en œuvre de la convention n° 111 de l'Organisation internationale du travail. Ce projet a été lancé à l'initiative du groupe consultatif interne auprès du comité sur le commerce et le développement durable. Il a facilité les échanges entre les partenaires coréens et de l'UE concernant la mise en œuvre de la convention dans les deux régions et sa contribution à la lutte contre les discriminations sur le lieu de travail.

La République de Corée a été saluée pour sa présidence efficace du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 2016. Tant au Conseil des droits de l'homme qu'à l'Assemblée générale, la République de Corée a défendu des valeurs similaires à celles de l'UE, aucun autre partenaire non européen n'ayant voté de manière aussi semblable.

Le gouvernement coréen a coopéré étroitement avec le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, le Rapporteur spécial des Nations unies sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux, et le groupe de travail des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme.

Le troisième cycle annuel de consultations sur les droits de l'homme entre l'UE et la République de Corée a eu lieu, pour la première fois à Séoul, en 2016. Le dialogue bilatéral a été l'occasion de réaffirmer la communauté de vues en ce qui concerne les questions multilatérales et des questions thématiques, ainsi que la volonté commune de renforcer la coopération sur un éventail d'initiatives relatives aux droits de l'homme.

République populaire démocratique de Corée (RPDC)

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays est restée caractérisée par des violations graves et systématiques, et il n'existe aucun mécanisme crédible de reddition de comptes pour les violations passées et actuelles. La RPDC a continué de refuser toute coopération avec les procédures spéciales des Nations unies en matière de droits de l'homme.

La priorité de l'UE est d'obtenir des améliorations sur le terrain dans tous les domaines possibles. Les contacts réduits de l'UE et ses États membres avec des fonctionnaires de la RPDC ont eu pour effet de limiter les domaines qui peuvent être abordés de manière positive en collaboration avec le gouvernement du pays. L'UE a insisté sur l'obligation de rendre des comptes (y compris au moyen d'une saisine de la Cour pénale internationale par le Conseil de sécurité de l'ONU en ce qui concerne la situation en RPDC) et le respect du droit international (non-refoulement) s'agissant des citoyens de la RPDC qui cherchent asile à l'étranger.

Il existe de nombreux problèmes structurels dans tous les domaines ayant trait aux droits de l'homme et à la démocratie, comme en témoigne le rapport final de la commission d'enquête des Nations unies sur les droits de l'homme en RPDC établi en 2014. Selon ce rapport, certaines des violations commises sont susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité.

Certaines mesures positives sont toutefois intervenues en 2016: la RPDC a soumis un rapport au Comité des droits de l'enfant et un autre au Comité pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, et a ratifié la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées.

En raison de circonstances politiques défavorables, la dernière (14e) session du dialogue politique entre l'UE et la RPDC au cours de laquelle des questions relatives aux droits de l'homme ont été soulevées a eu lieu en mai 2015.

Un nombre limité d'organisations nationales traitent des questions des droits de l'homme dans le pays, mais elles font partie intégrante de la structure gouvernementale. Certaines d'entre elles ont obtenu un soutien de l'étranger pour mener des activités en faveur des groupes les plus vulnérables au sein de la société. L'UE a maintenu des contacts étroits avec les organisations de la société civile établies en République de Corée qui travaillent sur la question des droits de l'homme en RPDC et a poursuivi la coopération avec le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à Séoul.

L'UE finance certains projets en Corée du Nord, qui portent principalement sur la sécurité alimentaire, la santé, l'eau et l'assainissement. Les droits de l'homme sont évoqués indirectement dans le cadre de cette aide (par exemple, le droit des personnes à l'alimentation et aux moyens de subsistance). Certains projets financés par l'UE soutiennent aussi des organisations nord-coréennes qui s'occupent de l'inclusion sociale des personnes handicapées et des personnes âgées. Les projets financés par l'UE s'adressent aux personnes les plus vulnérables dans la société (enfants, personnes âgées, groupes ou communautés agricoles vulnérables, etc.). Par ailleurs, une aide d'urgence financée par l'UE par l'intermédiaire d'ECHO a été fournie à la suite de graves inondations qui ont touché le pays.

La situation des droits de l'homme en RPDC a de nouveau fait l'objet d'une résolution du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/31/L.25; présentée conjointement par le Japon et l'UE) et d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies (A/RES/71/202; présentée conjointement par l'UE et le Japon), qui ont toutes deux souligné les graves défaillances structurelles rencontrées en RPDC. Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est penché sur la question des droits de l'homme en RPDC en décembre 2016.

L'UE n'a pas de délégation auprès de la République populaire démocratique de Corée. Les États membres de l'UE qui y ont une ambassade assurent à tour de rôle, tous les six mois, la représentation de l'UE au niveau local (République tchèque et Suède en 2016).

République démocratique populaire lao

Alors que la situation générale des droits de l'homme au Laos est restée problématique en 2016, la transition économique et politique progressive du pays s'est poursuivie sous l'action du nouveau gouvernement. En 2016, le Laos a continué d'œuvrer à l'élaboration de lois importantes ayant trait aux droits de l'homme. Il a assuré la présidence de l'ASEAN en 2016.

L'UE a continué d'aider le Laos à réaliser son objectif déclaré, à savoir devenir une société régie par l'État de droit d'ici à 2020. En 2016, le Laos a engagé une importante campagne de lutte contre la corruption à tous les niveaux.

Un certain nombre de problèmes ont été recensés, notamment l'espace limité dont dispose la société civile pour agir. L'autocensure et aussi la peur sont palpables au sein de la société civile depuis la disparition en décembre 2012 du militant des droits sociaux, Sombath Somphone. La liberté d'expression et la liberté de réunion continuent de faire l'objet d'importantes restrictions et il est risqué de critiquer le gouvernement, comme en témoigne l'arrestation en mars 2016 de trois jeunes gens accusés de "propagande contre le gouvernement". Parmi les autres problèmes recensés, il y a lieu de noter le risque d'impunité dû à la faiblesse du système judiciaire.

Les minorités ethniques continuent de rencontrer des difficultés, mais le gouvernement est déterminé à améliorer leur situation. Si les personnes LGBTI sont tolérées, la discrimination fondée sur l'orientation et l'identité sexuelle n'a pas été criminalisée.

En 2016, le Laos a organisé des élections législatives qui, bien que le pays soit un système à parti unique, ont présenté un certain pluralisme. L'Assemblée nationale gagne progressivement en importance politique et exerce ses fonctions législatives et de contrôle avec de plus en plus de vigueur. Les assemblées provinciales nouvellement créées peuvent également contribuer à la participation et à l'obligation de rendre des comptes.

Le Laos développe et renforce de façon permanente son cadre juridique. Après la modification de la Constitution fin 2015, une révision du code pénal a été engagée en 2016 et devrait être adoptée au début de l'année 2017. Le processus de révision a permis de mener de larges consultations dans le pays et avec les partenaires internationaux. Si le code pénal révisé doit encore être adopté formellement, le projet actuel comprend des éléments positifs importants. Le Laos a ratifié sept des neufs principales conventions sur les droits de l'homme et confirme qu'il se prépare actuellement à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Autre fait important, une législation en matière de traités est également en cours d'élaboration en vue d'assurer la transposition dans la législation nationale des obligations internationales incombant au Laos.

La peine de mort continue d'être appliquée, en dépit d'un moratoire de fait sur les exécutions depuis 1989. Parmi les évolutions positives récentes, il y a lieu de noter la réduction du nombre de crimes passibles de la peine capitale. En novembre 2016, les membres de l'Assemblée nationale ont débattu pour la première fois de la peine de mort et certains d'entre eux ont pris position en faveur de son abolition.

L'UE a poursuivi le dialogue de manière très active avec les autorités et la société civile, souvent en coopération avec les États membres de l'UE. Son action a notamment consisté à intervenir auprès des autorités au sujet de personnes en situation préoccupante, notamment Bounthanh Thammavong, un ressortissant polonais condamné en 2015 à cinq ans de prison pour propagande contre le Laos. En termes de diplomatie publique, la délégation a continué d'organiser des campagnes sur les médias sociaux et de célébrer des événements importants, tels que la Journée des droits de l'homme, la Journée internationale contre l'homophobie et la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme. Le dialogue annuel sur les droits de l'homme a quelque peu été reporté et se tiendra en février 2017.

En décembre 2016, une convention de financement en faveur de l'Assemblée nationale, de la société civile et du secteur de la justice, cofinancée par l'Allemagne et la Suisse, a été signée avec le soutien de l'UE, tandis que la coopération au développement fructueuse qui existe déjà dans le domaine des droits de l'homme et le secteur de la justice s'est poursuivie avec les autorités laotiennes.

Le Laos travaille actuellement sur le suivi de son examen périodique universel (EPU) et serait en train d'élaborer un plan d'action national relatif à l'EPU.

Malaisie

La situation des droits de l'homme en Malaisie s'est détériorée en 2016 compte tenu du nombre croissant de restrictions à la liberté d'expression, et ce, en dépit de certains progrès enregistrés dans le domaine des droits des enfants et des droits des femmes.

La principale priorité de l'UE a été d'œuvrer en faveur de l'abolition de la peine de mort. Ses autres priorités visaient à soutenir les défenseurs des droits de l'homme et à promouvoir la liberté d'expression, l'égalité des sexes, y compris les droits de l'homme des personnes LGBTI, la ratification des principales conventions relatives aux droits de l'homme, et la liberté de religion.

Internet et les médias sociaux demeurent dans une large mesure libres, mais sont étroitement surveillés. Les autorités enquêtent de manière sélective et engagent des poursuites contre les dissidents au titre de la loi sur les communications et le multimédia et de la loi relative à la sédition. Cette situation a pour conséquence un niveau élevé d'autocensure.

La Malaisie affiche un bilan très médiocre en matière de liberté de la presse. Si le pays a gagné une place en étant classé 146^{e} sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse en 2016, la fermeture de trois portails d'information en ligne et l'arrestation de deux journalistes australiens indiquent que la liberté de la presse continue d'être menacée dans le pays.

L'année 2016 a été marquée par un recours accru à la disposition du code pénal relative aux "activités préjudiciables à la démocratie parlementaire", une infraction définie en termes vagues, passible d'une peine d'emprisonnement de 20 ans. Maria Chin Abdullah, présidente du mouvement Bersih (une coalition d'ONG œuvrant en faveur des droits de l'homme et d'élections équitables) a fait l'objet de poursuites au titre de cette disposition et a été détenue en cellule d'isolement pendant 10 jours, en novembre 2016, dans le contexte du 5e rassemblement de Bersih organisé en faveur d'élections équitables et justes.

Les autorités ont imposé des interdictions de voyager à un certain nombre de défenseurs des droits de l'homme au motif qu'ils "présentent le gouvernement sous un jour défavorable". Un certain nombre d'organisations de la société civile ayant reçu des fonds de l'Open Society Foundation et un portail d'information de l'opposition ont fait l'objet d'une enquête de police.

En Malaisie, le nombre de personnes condamnées à mort s'élève à 1064. On sait que neuf exécutions ont eu lieu en 2016. Neufs citoyens de l'UE se trouvent toujours dans le couloir de la mort en Malaisie.

Des améliorations ont été relevées en ce qui concerne les droits des enfants et les droits des femmes, étant donné que le gouvernement a présenté en novembre au Parlement l'amendement 2016 relatif à la réforme de la loi (mariage et divorce) afin d'empêcher la conversion religieuse unilatérale des mineurs par un seul parent. Si elle est adoptée, cette nouvelle loi permettra aux enfants de conserver la religion qu'avaient leurs parents au moment de leur mariage, et ce, jusqu'au jour de leurs 18 ans, date à laquelle ils pourront choisir leur propre religion. Cette loi fera de nouveau l'objet d'un débat lors de la session parlementaire de mars 2017.

En 2016, la principale action liée aux droits de l'homme a consisté à tout mettre en œuvre pour conclure les négociations de l'accord de partenariat et de coopération entre l'UE et la Malaisie, qui a fini par être paraphé en avril. Il s'agit d'une avancée importante, vu que l'accord faisait l'objet de négociations depuis 2011 et que l'un de ses effets les plus visibles sera la coopération prévue dans le domaine des droits de l'homme. Aucun dialogue sur les droits de l'homme n'a eu lieu avec la Malaisie depuis 2011. Toutefois, lorsque que l'accord de partenariat et de coopération sera entré en vigueur, ce dialogue devrait se tenir sur une base annuelle.

Le mécanisme de l'UE *ProtectDefenders.eu* a fourni une subvention globale en matière de protection; cette subvention a été acheminée par l'organisation "Front Line Defenders" et allouée en février 2016 pour supporter les frais de justice de Khalid Ismath, qui faisait face à des menaces de détention et de violences verbales.

Deux ateliers de formation relatifs à la rédaction d'une proposition concernant les organisations de la société civile de Malaisie ont été organisés à Kuala Lumpur en 2016. L'EUDEL, les États membres de l'UE et d'autres pays partageant les mêmes valeurs ont continué à tenir des réunions de coordination périodiques portant sur les défenseurs des droits de l'homme, ils ont assisté à des procès et partagé des informations sur certaines affaires spécifiques.

République des Maldives

L'année 2016 a été marquée aux Maldives par des troubles politiques et une évolution négative dans presque tous les domaines des droits fondamentaux. Le gouvernement a continué de réduire l'espace démocratique permettant à l'opposition, à la société civile et aux médias d'agir librement, en introduisant de nouvelles lois et en menant des procès en violation du droit à un procès équitable et des normes internationales. L'ingérence du pouvoir politique dans le pouvoir judiciaire et l'augmentation des tensions entre les acteurs politiques demeurent de graves sujets de préoccupation. L'isolation politique des Maldives s'est accentuée depuis que le pays a décidé de quitter le Commonwealth. Les efforts déployés par les facilitateurs internationaux pour entamer un dialogue entre toutes les parties concernées ont échoué.

Les priorités de l'UE aux Maldives comprennent toujours le respect des droits civils et politiques, le renforcement de l'État de droit, l'indépendance de la justice et la séparation des pouvoirs, la tenue d'élections libres et régulières, la représentation politique et l'émancipation économique des femmes, la promotion des droits des femmes et la fin de la discrimination, des abus et des violences à l'encontre des femmes.

À diverses occasions, l'UE a fait part de ses préoccupations concernant la réduction de l'espace démocratique et la nouvelle loi relative à la diffamation, lesquelles s'ajoutent aux préoccupations concernant la peine de mort, la liberté d'expression, la liberté de réunion, l'absence de procès équitable et l'indépendance de la justice. L'UE a également encouragé la tenue d'un véritable dialogue politique.

En 2016, des journalistes et des militants des médias sociaux ont continué de faire l'objet de harcèlement, de restrictions en matière d'informations et de menaces de mort. D'importantes restrictions à la liberté des médias ont été introduites par une nouvelle loi sur la diffamation et la liberté d'expression, qui criminalise à nouveau la diffamation. Cette loi a été largement condamnée par les médias, les groupes de défense des droits de l'homme et la communauté internationale, y compris l'UE. Le 31 juillet, la délégation de l'UE s'est associée à d'autres pays pour publier une déclaration sur cette nouvelle loi, suivie le 11 août par une déclaration de la porte-parole de la Commission.

En août, la loi relative à la liberté de réunion pacifique a été modifiée et a restreint le droit constitutionnel à la liberté de réunion pacifique.

Le mois suivant, Al Jazeera a diffusé un documentaire intitulé "Stealing Paradise" faisant état de l'implication d'hommes politiques de haut rang dans un important système de blanchiment et de détournement de capitaux, lié à la location d'îles en vue du développement de complexes touristiques. Toutes les personnes apparaissant dans le documentaire se trouvent actuellement en exil en raison des menaces et du harcèlement dont elles sont l'objet.

Parmi les points positifs, il y a lieu de citer le maintien du moratoire de fait sur la peine de mort, en dépit de la confirmation de trois condamnations à mort par la Cour suprême et des déclarations du gouvernement sur le rétablissement de la peine de mort. Le 1er juillet, la porte-parole de la Commission a fait une déclaration sur la première condamnation confirmée par la Cour suprême depuis 1953. Elle a invité le gouvernement des Maldives "à poursuivre l'application du moratoire de fait sur les exécutions, à titre de première étape vers l'abolition de la peine de mort."

En février 2016, la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud s'est rendue aux Maldives en vue d'évaluer la situation du pays dans le cadre du suivi des deux résolutions émises par le PE en avril 2015 et en décembre 2015. La délégation a fait part de ses vives inquiétudes quant à la situation de la démocratie dans le pays, elle a attiré l'attention sur l'absence d'indépendance de la justice et le non-respect des normes juridiques internationales et préconisé l'instauration d'un véritable dialogue politique.

En mai, à Malé, les chefs de mission de l'UE au Sri Lanka ont rencontré le gouvernement des Maldives, l'opposition, le porte-parole du Parlement, la Commission des droits de l'homme et la commission électorale. Les inquiétudes concernant l'absence d'indépendance de la justice, la liberté d'expression et le vote électronique ont fait partie des questions soulevées à cette occasion.

L'UE et ses États membres ont continué de dialoguer avec le gouvernement des Maldives, mais également avec les hommes politiques de l'opposition et avec la société civile. En mars, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, la délégation de l'UE a mis en ligne un message vidéo de la directrice exécutive du Réseau pour la démocratie des Maldives, une ONG locale, qui met en lumière la question de l'inégalité entre les femmes et les hommes aux Maldives. En novembre, l'UE a cofinancé une exposition artistique aux Maldives organisée par l'ONG locale Transparency Maldives pour célébrer la Journée internationale de la démocratie. En décembre, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, la délégation de l'UE a mis en ligne un message vidéo de Zaheena Rasheed, une journaliste des Maldives en exil, qui souligne l'importance que revêt la liberté de la presse pour assurer la protection des droits de l'homme.

L'UE a également financé une mission d'experts juridiques afin d'examiner le cadre judiciaire aux Maldives et de proposer des recommandations pour réformer le cadre législatif et les procédures et pratiques du système judiciaire.

Mongolie

En 2016, la situation des droits de l'homme est restée globalement positive: les élections législatives ont été pluralistes et des progrès réguliers ont été réalisés dans certains domaines, tels que les droits des enfants, le droit à un environnement sain et les violences domestiques. Toutefois, des tendances négatives ont également été observées, telles que le report de la mise en œuvre du nouveau code pénal. La crise économique et financière que la Mongolie traverse actuellement aura un impact sur l'environnement général des droits de l'homme et sur la situation économique et sociale, en particulier pour les personnes vulnérables.

Dans le cadre de sa coopération avec la Mongolie dans le domaine des droits de l'homme, l'UE s'est concentrée sur des questions telles que la promotion de l'État de droit, l'aide au développement de la société civile, la fourniture de moyens aux groupes vulnérables au niveau national et dans les régions reculées, ainsi que l'accès à des mécanismes efficaces de recours et aux services publics pouvant jouer un rôle dans la promotion des droits économiques, sociaux et culturels.

En dépit d'une situation des droits de l'homme plutôt positive, des tendances négatives ont également été observées, notamment le report en juillet 2017 de la mise en œuvre du nouveau code pénal. Ce nouveau code abolit la peine de mort et prévoit l'interdiction de la torture conformément à la Convention contre la torture. Il contient également des dispositions relatives au renforcement des sanctions à l'encontre des personnes coupables de crimes commis contre des personnes en raison de leur orientation ou de leur identité sexuelle.

Les élections législatives, qui se sont tenues en juin 2016, ont été remportées à une écrasante majorité par le parti d'opposition PPM (Parti du peuple mongol) qui a obtenu 85% des suffrages. Ces résultats impliquent une cohabitation (les élections présidentielles sont prévues pour le milieu de l'année 2017). Selon le rapport établi par la mission d'observation de l'OSCE, la journée électorale s'est déroulée en bon ordre et la campagne a été pluraliste, en dépit de l'incidence que les modifications de dernière minute apportées à la législation électorale ont eu sur l'évolution démocratique de la Mongolie. Les élections ont été pluralistes et la liberté de réunion et d'association a été respectée.

La Mongolie continue de bénéficier du régime SPG + de l'Union européenne et a présenté en novembre 2016 son tableau d'évaluation (Monitoring Scorecard) qui fait apparaître le stade de mise en œuvre des diverses conventions internationales.

L'UE continue d'aborder la thématique des droits de l'homme et de la démocratie avec la Mongolie dans le cadre du comité mixte UE-Mongolie, et un dialogue UE-Mongolie consacré aux droits de l'homme sera lancé en 2017 conformément à l'engagement pris par les deux parties en décembre 2015.

Outre l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme et des principes d'égalité des chances dans l'aide au développement, certains des projets menés en Mongolie comprennent une question ou un cadre propre à la thématique des droits de l'homme. Il convient de citer à titre d'exemple le projet "Give people a voice!", destiné à renforcer la participation de la population dans les programmes d'investissements miniers en vue de préserver la santé de la population mongole, le bétail et l'environnement, et un projet de l'OIM sur la protection des droits des migrants vulnérables et des victimes de la traite des êtres humains en Mongolie. Des efforts sont actuellement déployés pour mettre en place en 2017 en Mongolie un groupe de pilotage sur l'égalité des sexes, qui bénéficiera de l'aide des points de contact pour les questions d'égalité entre les femmes et les hommes et qui vise à assurer la réalisation de progrès dans la mise en œuvre du plan d'action II de l'UE sur l'égalité des sexes (GAP II). Dans le domaine du droit du travail, l'UE finance un projet visant à favoriser la création d'emplois en Mongolie ainsi qu'un projet sur l'enseignement et la formation professionnelle. Ces projets visent à améliorer le respect des normes internationales du travail et à favoriser l'emploi des jeunes, notamment pour les personnes issues des zones rurales. La Mongolie est également l'un des bénéficiaires du projet financé par l'UE au titre de l'IEDDH sur le soutien apporté aux partenaires commerciaux, y compris les pays bénéficiaires du SPG+, afin de mettre effectivement en œuvre les normes de travail internationales et de respecter les obligations en matière de communication d'informations.

En avril 2016, le gouvernement mongol a adopté un plan d'action national en vue de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU (plan d'action 2016-2019 relatif à l'EPU). Il souligne certaines dispositions visant à renouveler l'approbation du "Programme national de soutien aux droits des personnes handicapées", élaborer, adopter et mettre en œuvre la "Deuxième phase du programme relatif à l'égalité d'accès à l'éducation des enfants handicapés", soutenir "l'emploi des personnes handicapées", améliorer la qualité des normes techniques des transports publics, des procédures et des services et sensibiliser d'une manière générale le public en diffusant des informations et des programmes télévisés fondés sur les besoins des minorités nationales, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes LGBTI.

L'impact de la crise économique et financière de la Mongolie sur sa société et ses capacités institutionnelles, en ce qui concerne notamment les structures de répression et la corruption, demeure une question très préoccupante.

République démocratique fédérale du Népal

La Constitution du Népal, qui consacre de nombreux éléments relatifs aux droits de l'homme, a été promulguée en 2015. Le Népal doit donc désormais la mettre en œuvre en adoptant de nouvelles lois. En 2016, les progrès ont été lents en raison des désaccords que suscite la Constitution au sein de divers groupes de la société. Dix ans après l'adoption de l'accord de paix de 2006, qui a mis fin à 10 années de guerre civile, les problèmes hérités du passé sont toujours présents et la promesse de s'attaquer efficacement aux violations des droits de l'homme commises pendant la guerre civile est loin d'avoir été tenue.

La priorité de l'Union européenne est de promouvoir la mise en œuvre des droits de l'homme et des droits civils consacrés par la Constitution, de garantir aux victimes du conflit l'accès à la justice et des indemnisations, et d'apporter une aide à la reconstruction aux victimes du tremblement de terre.

La discrimination et les inégalités restent un grave problème dans la société népalaise. Des valeurs sociales profondément ancrées sont un obstacle important à l'égalité et nécessitent une approche à long terme qui suppose la participation politique de groupe marginalisés et vulnérables et leur accès aux services sociaux. Il est régulièrement fait état de violences domestiques, de crimes liés à la dot, de viols, de mariages d'enfants, de pratiques traditionnelles préjudiciables et d'autres violences à caractère sexiste. Des préjugés très anciens font obstacle à un réel accès à la justice. Certains groupes, par exemple les femmes dalits, les femmes handicapées et les défenseurs des droits de l'homme, sont particulièrement vulnérables. Les droits des victimes du conflit ne sont toujours pas respectés. Parmi les questions controversées figure celle du régime de la citoyenneté, qui est complexe et défavorable aux femmes, et qui pourrait aggraver le problème de l'apatridie au Népal.

La nouvelle constitution contient des dispositions visant à lutter contre l'absence historique de participation des femmes et des groupes marginalisés au processus politique. Elle réserve aux femmes 33% des postes dans l'ensemble des institutions de l'État népalais, y compris dans les instances du pouvoir législatif, conformément à l'article 84, paragraphe 8 (ce qui est le taux le plus élevé en Asie du Sud). En 2016, le Népal a désigné pour la première fois une femme à la tête de la Cour suprême, et trois des quatre fonctions les plus élevées de l'État, y compris celles de président et de porte-parole du Parlement, étaient occupées par des femmes.

Le Népal, qui figurait à la 105^{e} place sur 180 pays au classement mondial de la liberté de la presse, a été évalué comme un pays disposant de médias pluralistes en plein essor.

Dans le prolongement des conclusions de la 9^{e} commission mixte UE-Népal de novembre 2015, qui traite de la situation des droits de l'homme au Népal, l'UE a poursuivi le dialogue avec des représentants du gouvernement du pays, des fonctionnaires, des institutions de défense des droits de l'homme, en particulier la commission nationale des droits de l'homme, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes.

Lé délégation de l'UE a participé activement au groupe de travail des défenseurs des droits de l'homme, qui suit de près la situation des défenseurs des droits de l'homme dans le pays et apporte également une aide à travers des projets de la société civile.

L'UE a poursuivi ses travaux dans les domaines prioritaires, y compris l'égalité entre les sexes, la non-discrimination et la lutte contre l'impunité, à travers ses programmes de développement ainsi que des actions spécifiques en matière de droits de l'homme ciblant les populations les plus vulnérables. L'UE a continué de soutenir la mise en œuvre du plan d'action national sur les résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, ainsi que sur la violence à l'égard des femmes, en accordant un financement au Fonds d'affectation spéciale pour la paix au Népal.

Des projets thématiques financés au titre de l'IEDDH, le programme relatif aux acteurs non étatiques et aux autorités locales et l'instrument de stabilité (MRR) ont contribué à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels des communautés marginalisées, mettant ainsi fin aux discriminations à l'égard de ces communautés (en les incluant notamment dans l'arène sociale et politique) et à renforcer l'obligation de rendre compte ainsi que la transparence des institutions étatiques.

Les conclusions de l'examen périodique universel (EPU) de 2015 sont restées pour la délégation de l'UE un excellent point de départ pour suivre l'évolution des questions relatives à la démocratie et aux droits de l'homme. En 2016, la délégation de l'UE a financé un dialogue sur le suivi des recommandations de l'EPU avec différentes parties prenantes.

L'UE a participé au groupe restreint sur les droits de l'homme, qui a continué d'évaluer la situation des droits de l'homme et a assuré le suivi des actions menées sur diverses questions pertinentes, notamment les questions de justice transitionnelle. La communauté internationale a invité le gouvernement à garantir un processus de justice transitionnelle conforme au niveau international, en particulier en ce qui concerne les droits des victimes, la vérité et le droit à un recours effectif.

Le HCR continue de demander que des solutions durables soient trouvées pour le reste des réfugiés du Bhoutan qui se trouvent au Népal, après la conclusion du programme de réinstallation de groupe.

La mise en œuvre des dispositions de la Constitution de 2015 demeure pour le Népal le principal défi, notamment le renforcement des capacités des nouvelles institutions des droits de l'homme (commission nationale des droits de l'homme, commission nationale des femmes, etc.) ainsi que l'organisation d'élections démocratiques au niveau local, régional et fédéral.

République islamique du Pakistan

En dépit de quelques mesures institutionnelles et juridiques prises par le gouvernement en 2016, de vastes et graves inquiétudes quant à la situation des droits de l'homme au Pakistan persistent et sont exacerbés par la faiblesse du système de la justice pénale et l'extrémisme religieux et militant. Les problèmes de sécurité ont continué à ralentir les progrès en matière d'accès à la justice et d'État de droit.

En 2016, l'UE a continué d'avoir comme priorités la liberté d'expression, les droits des femmes et l'égalité des sexes, la liberté de religion et de conviction, l'État de droit et l'accès à la justice, et la peine de mort. L'UE a également activement participé à la protection des défenseurs des droits de l'homme.

L'autocensure et l'intimidation sont largement répandues dans le pays. Le Pakistan est considéré comme l'un des endroits les plus dangereux de la planète pour la profession de journaliste. Les critiques dirigées contre les forces armées et les forces de sécurité font l'objet de sévères restrictions. Les défenseurs des droits de l'homme, les avocats et les personnels de santé participant à la campagne de vaccination contre la poliomyélite continuent d'être la cible d'agressions violentes. Une nouvelle loi restrictive relative à la lutte contre la cybercriminalité a été adoptée et les ONG et les OING sont soumises à de fortes pressions, y compris en ce qui concerne leur enregistrement. Les discriminations et les violences envers les femmes demeurent largement répandues dans le pays. Au Pakistan, des différences considérables existent toujours entre la situation de la classe supérieure et celle de la classe inférieure, entre les femmes vivant en ville et celles qui vivent à la campagne. Le Pakistan reste l'un des pays les plus difficiles lorsqu'on est enfant (en raison du manque d'éducation, des mariages d'enfants et du travail des enfants). Les minorités religieuses du Pakistan continuent de vivre dans la crainte des persécutions et des violences. Des discriminations et des violences à l'encontre de la communauté Ahmadi ont de nouveau été signalées. On continue également de faire état d'exécutions extrajudiciaires, de torture et de détention illégale. Dans la plus grande partie du pays, l'État de droit demeure incertain et l'accès à la justice reste limité.
Le Pakistan a continué d'exécuter un nombre élevé de condamnés au cours de l'année, ce nombre étant toutefois largement inférieur à celui de l'année précédente. Parmi ces condamnés se trouvaient des jeunes et des personnes souffrant de maladies mentales, bien que trois exécutions (concernant des personnes souffrant de maladies mentales ou de handicap) aient été suspendues.

En février 2016, une mission de suivi électoral s'est rendue au Pakistan. En décembre, une commission parlementaire chargée de la réforme électorale a achevé la mise au point d'un projet de réformes, qui devrait être adopté dans les mois à venir et intègre un nombre important de recommandations de la mission d'observation électorale.

Une plus grande attention a été portée à l'émancipation des femmes (du moins sur le plan législatif avec les lois relatives aux crimes d'honneur et à la violence envers les femmes), aux droits des enfants (travail des enfants et travail forcé) et aux droits du travail, tandis que le pouvoir des extrémistes religieux était vaguement contenu. En février, le gouvernement a adopté un plan d'action national pour améliorer la situation des droits de l'homme au Pakistan; la mise en œuvre de ce plan d'action, qui est le premier du genre, demeure toutefois difficile. Au cours de l'année, la commission nationale des droits de l'homme a également acquis de nouvelles compétences.

L'UE est en contact permanent avec les défenseurs des droits de l'homme et suit étroitement l'évolution des menaces dont ils font l'objet. Les cas graves sont signalés au programme de l'UE ProtectDefenders. L'intervention en leur nom est entravée par le fait que l'aide est limitée par le temps et le manque de ressources, et par le fait que l'aide étrangère est souvent susceptible de se retourner contre eux. La délégation de l'UE et les missions ont suivi de près un nombre de cas individuels susceptibles d'impliquer des violations des droits de l'homme. L'UE a systématiquement fait part de ses préoccupations lors des dialogues sur les droits de l'homme qu'elle a menés avec le gouvernement pakistanais, et elle a invité le Pakistan à prendre des mesures concrètes. Le SPG+ a eu un certain impact sur le renforcement du processus de réforme. Le Pakistan s'est également montré plus ouvert à l'égard de l'examen périodique universel.

L'UE a mis à profit sa panoplie d'instruments pour le développement pour soutenir les institutions démocratiques, l'État de droit, les droits des femmes et des enfants et la liberté de religion ou de conviction. L'UE est un donateur et un acteur international majeur dans ce domaine. Un nouveau programme relatif au renforcement des assemblées provinciales a été lancé en novembre 2016. Au titre de l'IEDDH, l'UE soutient les organisations de la société civile dans ses domaines d'action prioritaires, en mettant l'accent en particulier sur l'égalité entre les femmes et les hommes et sur la liberté de religion et de conviction. En ce qui concerne l'accès à la justice, l'UE soutient des actions visant à améliorer la chaîne pénale dans la province du Khyber Pakhtunkhwa et dans celle du Pendjab. Le Pakistan est également l'un des bénéficiaires du projet financé par l'UE au titre de l'IEDDH sur le soutien apporté aux partenaires commerciaux, y compris les pays bénéficiaires du SPG+, afin de mettre effectivement en œuvre les normes de travail internationales et de respecter les obligations en matière de communication d'informations.

Le Pakistan a été membre du Conseil des droits de l'homme pour la période 2013-2015, mais n'a pas été réélu en 2016. Par ailleurs, le Pakistan n'a pas adressé d'invitation permanente aux titulaires d'un mandat au titre des procédures spéciales des Nations unies. De nombreuses demandes de visites de rapporteurs spéciaux sont toujours en instance. Le Pakistan a participé à la 72e session du Comité sur les droits de l'enfant (CRC) (mai 2016) et à la 90^{e} session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) (août 2016).

Le terrorisme et la lutte contre le terrorisme posent des défis supplémentaires et spécifiques en matière de droits de l'homme et nécessitent l'attention de la communauté internationale.

Le Pakistan a fait des efforts considérables pour participer au processus du SPG+ en s'attachant à démontrer qu'il mettait en œuvre de manière effective les 27 conventions et qu'il remédiait aux lacunes. À l'évidence, il subsiste des défis considérables sur le plan de la mise en œuvre, en partie en raison de l'attribution aux provinces de nombreux domaines de compétence. Il convient de réaliser des progrès supplémentaires sur le terrain en procédant à une mise en œuvre effective dans toutes les provinces et sur tout le territoire du Pakistan. Les institutions de défense des droits de l'homme doivent devenir autonomes et pleinement opérationnelles. Le rôle que la société civile, y compris les ONG et les OING, jouent dans le développement et l'aide humanitaire dans une société démocratique doit encore être renforcé.

République des Philippines

En 2016, les Philippines ont vu se succéder deux gouvernements différents: celui du président Aquino, qui a quitté ses fonctions le 30 juin et celui du président Duterte, qui lui a succédé. En dépit d'une évolution positive observée dans certains domaines, la situation des droits de l'homme au cours du second semestre s'est considérablement détériorée sous l'effet de la "guerre contre la drogue". Il convient toutefois de noter que certaines tendances et circonstances préjudiciables aux droits de l'homme, telles que les exécutions extrajudiciaires (y compris l'assassinat de défenseurs des droits de l'homme, d'autochtones et de journalistes) et le climat d'impunité existaient déjà sous les administrations précédentes.

À la suite de la publication du premier rapport SPG + sur les Philippines en janvier 2016, la priorité de l'UE a consisté à se pencher sur les défaillances du gouvernement Aquino mentionnées ci-dessus. Au cours du second semestre, les assassinats perpétrés au nom de la "guerre contre la drogue" ainsi que l'éventuelle réintroduction de la peine de mort étaient au centre de l'attention de l'UE.

Sous le gouvernement Aquino, le nombre d'exécutions extrajudiciaires a diminué et un mécanisme national de surveillance pour la prévention des exécutions extrajudiciaires a été mis en place par la commission nationale des droits de l'homme (CDH). Toutefois, divers problèmes subsistent - en particulier la culture de l'impunité et la torture - et une série de mesures législatives importantes n'ont pas été votées. Le second semestre de l'année a été marqué par une grave détérioration de la situation en ce qui concerne le droit à la vie, le droit à un procès équitable et l'État de droit. Selon les données de la police nationale des Philippines, telles que rapportées dans les médias, la "guerre contre la drogue" aurait entraîné la mort de quelque 6 000 personnes entre juillet et mi-décembre, un tiers des décès survenant dans le cadre d'une opération de police. En outre, plus de 40 000 personnes ont été arrêtées au cours de la même période. Les déclarations et les actions du président ont manifestement encouragé la police à adopter une approche agressive face aux consommateurs et aux pourvoyeurs de drogue et - selon les défenseurs des droits de l'homme - elles ont également encouragé les exécutions extrajudiciaires par les milices. La "guerre contre la drogue" continue de bénéficier d'un large soutien de la population. Le rétablissement de la peine de mort et l'abaissement de la responsabilité pénale des mineurs, de 15 à 12 ou 9 ans, constituent deux priorités législatives. Des projets de loi ont été soumis au Congrès en vue de leur adoption en 2017.

Parmi les évolutions positives observées sous le gouvernement Duterte, il convient de citer le nouvel élan insufflé au processus de paix à Mindanao, les négociations de paix avec le parti communiste des Philippines/la Nouvelle armée du peuple/le Front démocratique national et un programme socioéconomique visant à aider la population à sortir de la pauvreté.

L'accord de partenariat et de coopération signé en 2012 - aux termes duquel un dialogue institutionnalisé sur les droits de l'homme pourrait être établi - doit encore être ratifié par deux États membres ainsi que par les Philippines. L'UE et les État membres n'ont cessé de dialoguer avec le gouvernement et d'autres interlocuteurs sur la situation des droits de l'homme. L'exercice de contrôle du SPG+ est en cours. En septembre 2016, le Parlement européen a adopté une résolution sur l'évolution de la situation dans le pays qui a provoqué des réactions négatives de la part du président Duterte.

L'un des problèmes majeurs des Philippines reste la culture de l'impunité qui prévaut dans le pays, étant donné que des cas de graves violations des droits de l'homme, y compris l'assassinat de défenseurs des droits de l'homme et de personnes travaillant dans les médias, demeurent dans une large mesure non résolus. Selon les rapports établis par des organisations non gouvernementales spécialisées, 31 défenseurs des droits de l'homme ont été tués aux Philippines en 2016, dont l'un était bénéficiaire d'un projet financé par l'UE. Le comité pour la protection des journalistes a placé les Philippines à la 4e place mondiale de l'indice mondial de l'impunité en 2016. Depuis son élection, le président Duterte a fait des déclarations justifiant l'assassinat de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme "corrompus". D'un autre côté, il a promulgué un "décret" important "relatif à la liberté d'information" et a récemment créé une groupe spécial présidentiel sur les violences à l'encontre des travailleurs des médias.

L'UE a aidé les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme au moyen de subventions accordées au titre de l'instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde (IEDDH) et de l'instrument de financement de la coopération au développement, par des programmes de l'UE et par un dialogue mené avec les défenseurs des droits de l'homme.

Trois projets au titre de l'IEDDH, mis en œuvre par les organisations de la société civile, ont soutenu les activités des défenseurs des droits de l'homme et des droits fonciers, y compris en mettant à leur disposition un lieu pour se réfugier, une aide juridique et médicale et des formations. L'UE a également soutenu la réforme du secteur judiciaire ainsi que les efforts déployés pour lutter contre l'impunité en ce qui concerne les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées.

L'UE a lancé son programme de gouvernance dans le domaine de la justice (GOJUST, qui succède à EPJUST). Le principal objectif de l'une de ses quatre composantes vise à renforcer les institutions nationales et régionales de défense des droits de l'homme ainsi que les capacités de la société civile, afin de promouvoir l'obligation de rendre des comptes et la lutte contre l'impunité (mis en œuvre par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement).

L'un des éléments centraux du programme indicatif pluriannuel (2014-2020) est l'île de Mindanao, qui est en proie à un conflit et où l'UE œuvre en faveur de la paix et du développement.

L'UE demeure un partenaire essentiel pour la réforme du secteur de la santé. Signée en 2012, la loi sur la parenté responsable et la santé génésique a été considérée par les organisations de la société civile, en particulier par les défenseurs des droits des femmes, comme une évolution positive le cadre du combat - mené depuis des dizaines d'années - en faveur de l'égalité hommes-femmes dans le secteur de la santé. Cette loi permettrait aux hommes et femmes philippins d'avoir un meilleur accès à des services de santé génésique et d'information de qualité (y compris la planification familiale). Toutefois, la Cour suprême des Philippines, statuant à la suite d'une pétition, a imposé une ordonnance temporaire imposant certaines restrictions qui fait obstacle à la capacité du gouvernement d'acheter 70 % de contraceptifs d'ici 2019, ce qui risque de porter atteinte à la disponibilité des stocks dans les hôpitaux publics et les cliniques du pays. L'Union apporte son soutien à la mise en œuvre intégrale de la mesure dans le cadre d'un programme de coopération bilatérale sur les soins de santé universels mené avec le ministère de la santé philippin et de l'octroi d'une aide à des ONG.

L'aide au développement que l'UE a fournie à travers les canaux gouvernementaux a été complétée par le financement d'organisations de la société civile en vue de traiter des questions sociales et environnementales, et de promouvoir les droits des peuples autochtones ainsi que d'autres questions relatives aux droits de l'homme, à la consolidation de la paix et au développement social.

L'UE a apporté un soutien politique au processus de paix de Mindanao, elle a financé la composante civile de l'équipe internationale de Surveillance (EIS), financé les ONG qui demandent une législation protectrice et soutenu le respect des lois et normes internationales. L'UE a signé un contrat de subvention avec l'organisation Save the Children, qui porte sur le renforcement de la protection des enfants touchés par les conflits armés à Mindanao.

L'UE et certains États membres ont participé aux réunions du Groupe des Amis des enfants touchés par un conflit armé, basé à Manille et présidé par le Canada. Ce groupe est composé de l'UNICEF et d'autres agences des Nations unies, de pays partenaires et d'organisations.

En coopération avec l'OIT, l'UE finance un projet visant à renforcer la capacité des administrations publiques du pays à mettre en œuvre les conventions fondamentales sur le travail de l'OIT dans le cadre de l'obligation découlant du SPG +, ainsi qu'un projet visant à renforcer l'impact du commerce sur l'emploi, en améliorant les politiques et les programmes sectoriels, du commerce et de l'emploi, et en contribuant à des conditions de travail décentes et de bonnes perspectives d'emploi. Cette action peut contribuer à faire face à la situation que connaissent les Philippines en ce qui concerne la liberté d'association, dont le Comité de la liberté syndicale mis en place par l'OIT a estimé à deux reprises en 2016 qu'elle était extrêmement grave et urgente. Lorsque la Conférence internationale du travail a examiné en 2016 les lacunes dans la mise en œuvre de la convention de l'OIT sur la liberté syndicale, l'UE a également exprimé la préoccupation que lui inspirent les assassinats de syndicalistes et la conformité de la législation avec les normes internationales du travail.

Le gouvernement des Philippines et le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme n'ont jusqu'à présent pas été en mesure de se mettre d'accord sur les modalités d'une visite aux Philippines du Rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Le prochain examen périodique universel de la situation des droits de l'homme aux Philippines aura lieu au cours du premier semestre 2017.

Le 25 juillet 2016, le comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a publié ses observations finales concernant les 7^{e} et 8^{e} rapports périodiques relatifs à la mise en œuvre de la Convention CEDAW. Les Philippines se situent très haut (7^{e} place) dans le classement établi à l'issu de l'enquête de la Banque mondiale sur l'égalité des sexes.

Le gouvernement des Philippines doit veiller à ce que la lutte contre la criminalité liée à la drogue soit menée dans le respect du droit, notamment le droit à un procès équitable, qu'elle assure la sauvegarde des droits humains de base des citoyens philippins, notamment le droit à la vie, et qu'elle respecte le principe de proportionnalité. Cela inclut évidemment les droits des défenseurs des droits de l'homme. En sa qualité d'État partie au deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les Philippines sont tenues de respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international.

République de Singapour

En 2016, Singapour occupait la 154e place sur 180 pays du classement mondial de la liberté de la presse. La loi sur l'administration de la justice (protection) a été votée au Parlement en août 2016. Bien que l'intention générale de cette loi, à savoir définir et renforcer le droit relatif à l'outrage à la cour, ait été admise, les organisations de la société civile ont exprimé leurs préoccupations sur ce qui est perçu comme une menace à la liberté d'expression, en particulier l'inculpation pour "calomnie à la cour". Les spécialistes en la matière ont indiqué qu'ils attendaient pour se prononcer qu'une affaire soit portée devant la cour de justice et que la loi soit testée.

À Singapour, l'homosexualité est toujours considérée comme une infraction pénale en vertu de l'article 337A du code pénal. Bien que Singapour affirme ne pas discriminer les personnes LGBT, les organisations de la société civile démentent avec virulence ces affirmations et invoquent la censure dont font l'objet les contenus LGBT dans les médias ainsi que l'impossibilité pour ces personnes de bénéficier des droits liés à la vie familiale ainsi que d'une protection contre les discriminations sur le lieu de travail.

Les objectifs définis d'un commun accord pour la période 2016-2020 consistent pour Singapour à ratifier les principales conventions internationales sur les droits de l'homme auxquelles le pays n'est pas partie, à renforcer la liberté d'expression, la liberté des médias et la participation à la vie politique, à envisager l'application d'un moratoire sur la peine de mort et à communiquer des informations plus détaillés sur l'application de la peine de mort, en plus des données sur le nombre total annuel d'exécutions, à prendre des mesures plus adaptées pour protéger les migrants et faire respecter leurs droits, et à dépénaliser l'homosexualité (nouvel objectif pour la période 2016-2020).

La délégation de l'UE surveille la situation des condamnations à mort, des commutations de peine et des exécutions en s'appuyant sur des sources publiques et des contacts avec les organisations locales de la société civile. Ces informations sont toutefois souvent lacunaires et difficiles à obtenir.
En 2016, le nombre d'exécutions recensées s'élevait à quatre, comme en 2015.

La réforme de la présidence élue a été adoptée par le Parlement en novembre 2016 et le Premier ministre Lee a déclaré que le prochain président serait un candidat malais. La réforme a été critiquée, étant donné que les critères de sélection sont considérés comme discriminatoires à l'égard de certains candidats.

Le gouvernement a pris des mesures, certes limitées, en vue d'améliorer les droits des travailleurs migrants à Singapour. Les OSC ont milité pour que les travailleurs domestiques soient inclus dans le champ d'application de la loi sur l'emploi, ce qui a été accepté au cours de l'examen périodique universel.

Une feuille de route sur le handicap pour la période 2017-2020 a été présentée en décembre 2016. Un comité consultatif composé de 17 membres et présidé par le ministre d'État chargé de l'éducation, Janil Puthucheary, a été nommé en décembre 2016 pour étudier la mise en œuvre du principe d'éducation obligatoire pour les enfants ayant des besoins spécifiques.

En 2016, l'action de l'UE dans le domaine des droits de l'homme a consisté à mener des activités d'observation et d'établissement de rapports, à effectuer des démarches, à assurer une étroite coordination avec les États membres et à organiser des réunions, des sessions de dialogue et un certain nombre d'autres manifestations. En 2016, des projets établis de longue date ont été poursuivis et de nouvelles actions ont été menées, notamment la surveillance des procès et un partenariat avec le Comité pour ONU Femmes de Singapour.

Les organisations de la société civile ont été associées à l'élaboration des nouveaux objectifs et elles continuent d'être consultées régulièrement sur les meilleurs méthodes de mise en œuvre.

Pour célébrer la Journée européenne et la Journée mondiale contre la peine de mort, la délégation de l'UE a organisé une table ronde consacrée à cette question à Singapour. C'est la troisième fois qu'une manifestation de ce genre organisée à Singapour se tient en dehors des locaux de la délégation de l'UE, en l'occurrence à l'Université nationale de Singapour.

Cette année, la délégation a organisé son séminaire sur les droits de l'homme autour du thème de la "Liberté de religion ou de conviction et l'ASEAN". Ce séminaire comprenait trois panels concernant "La liberté de religion et de conviction à Singapour — une approche associant de multiples acteurs", "La promotion de la liberté de religion ou de conviction dans l'ASEAN", et "La liberté de religion et la liberté d'expression — Perspectives de l'Europe et du Sud-Est asiatique".

Les États membres de l'UE ont organisé une série d'événements, notamment sur la liberté d'expression et la liberté de la presse, la traite des êtres humains et les droits des personnes LGBT.

L'année 2016 a été marquée par le deuxième examen périodique universel de Singapour mené au sein des Nations unies. Même si le gouvernement singapourien a constamment rejeté la plupart des recommandations, les OSC continuent de considérer l'EPU comme un exercice utile pour obliger le gouvernement à se remettre en cause et à rendre des comptes.

Les recommandations comprenaient notamment un moratoire immédiat sur la peine de mort en vue de son abolition, la suppression de la pratique de la bastonnade, la réforme des lois autorisant la détention sans jugement (telle que la loi de sécurité intérieure (ISA)) et l'abrogation de l'article 377A du code pénal (pénalisation de l'homosexualité).

Au cours de l'EPU, plusieurs pays ont recommandé que Singapour ratifie les principales conventions auxquelles le pays n'est pas encore partie. Toutefois, Singapour affirme qu'il ne signera les conventions que lorsqu'il aura mis sa législation nationale en conformité avec les traités. Singapour assure être déjà en conformité avec un certain nombre de conventions principales des droits de l'homme auxquelles il n'est pas partie, ce qui a incité les organisations de la société civile à demander au gouvernement de procéder à la ratification.

Parmi les principales conventions devant encore être ratifiées figurent le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Par ailleurs, Singapour a en principe accepté d'adhérer à la Cour pénale internationale, mais n'a pas encore concrétisé son engagement; sur un plan plus positif, Singapour a accepté d'envisager la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Une recommandation, liée à cet objectif, a été formulée à plusieurs reprises au cours de l'EPU pour que Singapour mette en place une institution nationale des droits de l'homme chargée de superviser les normes relatives aux droits de l'homme auxquelles le pays a déjà adhéré conformément aux principes de Paris. Singapour n'a pas accepté cette recommandation et s'est contenté d'en "prendre note".

La manque de transparence et de données demeure un problème dans la plupart des domaines relatifs aux droits de l'homme. Dans l'ensemble, des progrès semblent avoir été réalisés en ce qui concerne les droits des travailleurs migrants et l'approbation éventuelle d'une nouvelle convention; toutefois, de nombreuses améliorations sont encore nécessaires pour les trois autres objectifs.

République socialiste démocratique de Sri Lanka

En 2016, la situation des droits de l'homme et de la démocratie dans le pays a globalement continué de s'améliorer, à un rythme toutefois plus lent que l'année précédente. Toutes les promesses attendues de la réforme de la gouvernance, de la justice transitionnelle et de la réforme économique doivent encore se concrétiser plus d'un an après la mise en place, en septembre 2015, d'un gouvernement d'union nationale.

La principale priorité de l'UE dans le pays demeure la pleine mise en œuvre de la résolution que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adoptée en 2015 à travers un soutien en matière de réinstallation, de justice transitionnelle, de non-répétition et de réforme constitutionnelle, et de promotion des droits politiques, économiques et civiques des femmes.

Sur un plan plus positif, le Sri Lanka a ratifié en 2016 la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et est en train d'élaborer une législation exhaustive afin que la convention puisse être mise en œuvre dans le droit national. Dans une décision qui fera date, le gouvernement a également approuvé une loi permettant la délivrance de certificats d'absence. En août, le Parlement a adopté à l'unanimité une loi portant création d'un Bureau des personnes disparues, chargé de traiter la question des dizaines de milliers de personnes ayant disparu à la suite du conflit civil et politique. Ce bureau n'a pas encore été mis en place.

En mai, la Commission des droits de l'homme au Sri Lanka a publié une liste complète de directives destinées à protéger les détenus contre les pouvoirs étendus dont disposent les forces de sécurité au titre de la loi sur la prévention du terrorisme (PTA). Le projet de loi destiné à remplacer la loi sur la prévention du terrorisme et à modifier la loi relative au code de procédure pénale (CCPA) pour les mettre en conformité avec les normes internationales applicables en matière de droits de l'homme est en cours d'examen.

En 2016, le gouvernement a réalisé des avancées importantes dans le processus de réforme constitutionnelle en mettant en place l'assemblée constitutionnelle et en présentant les rapports de six sous-comités en vue de leur examen début 2017. La décentralisation du pouvoir demeure un sujet sensible dans ce processus. Le gouvernement a pris d'importantes mesures symboliques en faveur de la réconciliation, mais s'est montré moins déterminé pour prendre des mesures contre les tentatives de certains groupes visant à attiser les tensions communales. Aux défis de la réconciliation vient s'ajouter la lenteur avec laquelle la vie se normalise dans les anciennes zones de conflit, où les avantages économiques du "dividende de la paix" ne se font pas encore pleinement sentir.

L'UE a continué d'aborder la thématique des droits de l'homme et de la démocratie avec le Sri Lanka dans divers cadres, y compris dans le cadre de la première réunion du groupe sur la gouvernance, l'État de droit et les droits de l'homme (janvier), le groupe sur les questions économiques et commerciales (mai) et la commission conjointe (juillet). Ces réunions ont été l'occasion de mener des discussions ouvertes, coparrainées par le Sri Lanka, sur une série de questions, dont la gouvernance, l'État de droit, la liberté d'expression et la liberté des médias, la torture, le renforcement de la société civile, les droits des femmes et des enfants, les droits des personnes appartenant à des minorités, les droits du travail, les migrations, la lutte contre la corruption et la mise en œuvre de la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

La visite en mars 2016 au Sri Lanka du commissaire de l'UE chargé de la coopération internationale et du développement a attiré l'attention sur les exigences en matière de droits de l'homme auxquelles le Sri Lanka devra satisfaire lorsqu'il se portera candidat pour obtenir des concessions commerciales de l'UE au titre du système de préférences généralisées (SPG+); le gouvernement a présenté sa demande en juillet. Le Sri Lanka a approuvé la proposition de révision de la stratégie de développement de l'UE à l'égard du pays jusqu'en 2020 en vue d'inclure une aide en matière de gouvernance et de réconciliation pour soutenir les efforts du gouvernement dans ces domaines.

La visite en novembre 2016 d'une délégation parlementaire de l'UE était axée sur la réconciliation nationale, l'émancipation des femmes et la candidature du Sri Lanka au SPG+. La délégation a vivement encouragé le gouvernement à respecter ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme, à remplacer la loi sur la prévention du terrorisme et à modifier la loi relative au code de procédure pénale.

La délégation de l'UE a également continué de coopérer avec les organisations de la société civile et avec d'autres acteurs dans le processus de réconciliation. Par ailleurs, des discussions thématiques ont également été menées sur des questions essentielles, telles que les droits de l'homme des personnes LGBTI, l'égalité des sexes et la participation, les droits fonciers et les droits fondamentaux. Des militants, des groupes de réflexion et des représentants ont également été invités à débattre des défis liés à la réconciliation lors de la visite du commissaire de l'UE chargé du développement. La délégation a également rencontré des fonctionnaires et des représentants de la société civile dans le nord du pays afin d'entendre leur point de vue sur les questions relatives à la mise en œuvre de la résolution du CDH.

À l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, les chefs de mission de l'UE et un nombre de pays partageant les mêmes valeurs ont fait une déclaration conjointe dans laquelle ils appelaient à reconnaître la chance historique qu'offrait le processus de réforme constitutionnelle pour mettre un terme à la discrimination et abroger les lois qui criminalisent l'homosexualité. Au cours de l'année, la délégation de l'UE a fait une série d'autres déclarations publiques sur des questions liées aux droits de l'homme, notamment sur la violence envers les femmes et sur les disparitions forcées.

En 2016, l'UE a continué de fournir une aide financière à des projets financés par l'intermédiaire de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix, de l'instrument de financement de la coopération au développement, de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et des programmes thématiques des organisations de la société civile et des pouvoirs locaux.

Une contribution a été accordée au plan prioritaire de consolidation de la paix du Sri Lanka au titre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix, afin d'apporter un soutien aux mesures précoces visant à instaurer la confiance, et une autre contribution a été accordée à des activités de réconciliation dans le cadre de l'instrument de financement de la coopération au développement.

À travers l'IEDDH et le programme en faveur des organisations de la société civile et des autorités locales, l'UE apporte un soutien financier à des organisations partenaires en vue de promouvoir le développement économique social et politique des communautés sri-lankaises les plus vulnérables. Certains de ces projets sont axés sur des questions telles que la lutte contre la violence domestique et l'émancipation des femmes, la formation des avocats, des juges et les médias, et le renforcement des capacités de la société civile et des autorités locales.

En 2016, le gouvernement du Sri Lanka a poursuivi le dialogue et coopéré avec les Nations unies et leurs mécanismes de protection des droits de l'homme. Le pays a notamment reçu la visite du Secrétaire général des Nations unies, du Haut commissaire aux droits de l'homme, du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de l'expert indépendant sur les droits des minorités. Dans les observations finales de son cinquième rapport périodique sur le Sri Lanka, le Comité des Nations unies contre la torture a exprimé des préoccupations quant aux droits des suspects et des détenus.

Il demeure essentiel d'accomplir des progrès significatifs afin de mettre pleinement en œuvre la résolution du Conseil des droits de l'homme, et de remplacer la loi sur la prévention du terrorisme par une loi qui soit conforme aux obligations internationales incombant au Sri Lanka.

Royaume de Thaïlande

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme est restée marquée par la régression qui a touché le pays à la suite du coup d'État militaire de mai 2014. L'évolution de la situation en 2016 est contrastée. Parmi les priorités de l'UE figure l'appui à la politique de la Thaïlande en matière de droit des travailleurs et de droits des migrants, qui connaît une évolution rapide.

Peu après le coup d'État militaire, il a été annoncé que des élections seraient tenues avant la fin de 2015. La date provisoire des élections n'a toutefois cessé d'être reportée.

L'action en faveur de l'abolition de la peine de mort n'avance que lentement. Au moins 63 délits sont sanctionnés par la peine capitale. Le nombre de délits passibles de la peine de mort continue à augmenter.

D'une manière générale, les libertés d'expression et de réunion restent limitées. Bien que certains événements aient été interdits, un plus grand nombre de débats et d'activités ont été autorisés dans l'ensemble. Toutefois, la présence des autorités lors de ces événements est intimidante (observation, participants photographiés ou filmés). Les rassemblements politiques de plus de cinq personnes restent interdits. En décembre, l'Assemblée nationale législative (ANL) désignée a adopté un amendement à la loi sur la criminalité informatique, qui permet aux autorités de restreindre davantage la liberté d'expression et qui facilite la surveillance et la censure. Il n'existe que des possibilités limitées de participer à la formulation des politiques. L'ANL approuve la législation dans le cadre d'une consultation publique limitée et les discussions publiques sont peu nombreuses.

Un nouveau projet de constitution a été approuvé par référendum le 7 août. Le Conseil national pour la paix et l'ordre (NCPO) a imposé des restrictions sévères durant la période précédant le référendum. De fait, toute campagne contre le projet a été rendue passible de peines de prison allant jusqu'à 10 ans. Les autorités thaïlandaises ont arrêté un certain nombre de personnages politiques, de militants et de journalistes qui avaient critiqué la Constitution proposée, annoncé publiquement qu'ils voteraient "non", encouragé les électeurs à rejeter le projet de constitution ou tenté de surveiller le vote.

L'annonce faite en décembre, à savoir qu'environ 150 000 prisonniers seraient soit libérés soit verraient leur peine réduite ou commuée à la suite d'une amnistie accordée par le nouveau roi, est une évolution positive et va bien au-delà des amnisties royales accordées antérieurement.

La traite des êtres humains et les pratiques de travail abusives dans l'industrie de la pêche et des produits de la mer ont attiré l'attention de la communauté internationale au cours des dernières années, en particulier la situation des travailleurs migrants. Le gouvernement thaïlandais a intensifié les mesures de lutte contre la traite des êtres humains en modifiant le cadre juridique et en renforçant les mesures de prévention et d'exécution. Dans le même temps, la protection des victimes de la traite des êtres humains a été améliorée. Le gouvernement a annoncé son intention de ratifier, en 2017, la convention nº 188 (travail dans la pêche) ainsi que le protocole relatif à la convention sur le travail forcé (protocole nº 29) de l'Organisation internationale du travail (OIT). Des progrès tangibles ont été accomplis sur les normes du travail à bord des navires de pêche et dans l'industrie des produits de la mer, ainsi qu'en ce qui concerne la situation des travailleurs migrants, mais l'application reste difficile et les efforts doivent se poursuivre à l'avenir.

L'UE a continué d'aborder la question des droits de l'homme et de la démocratie en Thaïlande, souvent conjointement avec les États membres de l'UE. Dans le cadre de déclarations, de discours, d'une tribune, de divers événements ainsi que de démarches formelles et informelles, l'UE n'a pas hésité à exprimer ses préoccupations afin d'encourager les autorités à veiller au respect absolu des droits de l'homme.

Des militants et des défenseurs des droits de l'homme ont été accusés de sédition, de diffamation, de violation des ordonnances du NCPO ainsi que d'infractions à la loi sur la criminalité informatique. Certains sont traduits devant des tribunaux militaires, une pratique qui est aujourd'hui progressivement éliminée et qui n'est plus applicable aux nouveaux cas, dans lesquels les infractions ont été commises après le 12 septembre 2016. La délégation de l'UE, souvent conjointement avec les États membres de l'UE, a effectué plusieurs visites sur le terrain et assisté à des audiences, et s'est également rendue dans des bureaux de police.

L'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets par l'intermédiaire de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). La mise en œuvre d'un nouveau projet majeur pour faire face aux difficultés relatives au travail à bord de navires de pêche et dans l'industrie des produits de la mer a commencé, avec la participation du gouvernement et de l'OIT. La Thaïlande est également l'un des bénéficiaires du projet financé par l'UE au titre de l'IEDDH sur le soutien apporté aux partenaires commerciaux, y compris les pays bénéficiaires du SPG+, afin de mettre effectivement en œuvre les normes de travail internationales et de respecter les obligations en matière de communication d'informations.

La Thaïlande n'est pas signataire de la convention des Nations unies de 1951 relative au statut des réfugiés. Le gouvernement ne dispose pas de législation nationale relative à la protection des réfugiés ou à des procédures d'asile fonctionnelles. La plupart des demandeurs d'asile arrivent en Thaïlande sur la base d'un visa touristique. Après l'expiration du visa, ils deviennent des immigrés en situation irrégulière, exposés à des risques de détention de durée indéterminée ou d'expulsion. Lors du sommet humanitaire mondial, en mai, le gouvernement thaïlandais a annoncé la possibilité de mettre en place, au niveau national, un processus de sélection des réfugiés applicable aux demandeurs d'asile vivant en zone urbaine.

En septembre 2016, le Conseil des droits de l'homme a adopté le résultat de l'examen périodique universel concernant la Thaïlande. Sur les 249 recommandations reçues, 187 ont été acceptées. Parmi les éléments positifs figurent l'engagement pris par la Thaïlande de ratifier le protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture, la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ainsi que le protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes. La Thaïlande s'est également engagée à éradiquer le travail des enfants, à lutter contre le travail forcé et la traite des êtres humains et à offrir une protection aux travailleurs migrants. Toutefois, les recommandations liées aux restrictions des libertés d'expression et de réunion, à l'utilisation croissante de l'article 44 de la Constitution provisoire et au harcèlement judiciaire des défenseurs des droits de l'homme, n'ont pas été acceptées.

En septembre également, la Thaïlande a adhéré au protocole facultatif se rapportant à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. La Thaïlande a également continué de se montrer à la hauteur de sa solide réputation de défenseur des droits de l'homme des personnes LGBTI.

République démocratique du Timor-Oriental

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays a connu de timides progrès par rapport à l'année précédente. Aucun changement législatif n'a été introduit.

Les priorités de l'UE sont la promotion d'un développement inclusif pour tous les wEst-timorais, le droit à l'éducation et à la santé, ainsi que la lutte contre la violence à caractère sexiste et la violence domestique.

Il existe un bon équilibre entre les sexes au sein du parlement du Timor-Oriental, mais le pays pourrait améliorer de manière significative la proportion de femmes membres du cabinet. La violence domestique et la violence à l'égard des femmes restent des sujets de préoccupation majeurs. Le nombre d'affaires portées devant les tribunaux reste très faible par rapport au nombre estimé de cas effectifs. En 2016, la presse et certaines ONG ont continué à exprimer des accusations de corruption, mais bien que le nombre de procédures judiciaires ait été limité à la fin de l'année, un ancien ministre des finances et un ancien ministre adjoint à la santé ont été condamnés à des peines de prison pour corruption. Il n'y a toujours que peu de dispositions concernant l'État de droit et l'obligation de rendre des comptes, ce qui s'explique en partie par l'attitude passive des citoyens, qui est elle-même compréhensible compte tenu de leur niveau d'éducation limité. Les procédures judiciaires sont lentes en raison du faible niveau de compétences et du nombre insuffisant de juges et de procureurs.

L'UE a continué de mener des discussions sur la question des droits de l'homme et de la démocratie avec le Timor-Oriental dans le cadre du dialogue politique.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés dans le cadre du Fonds européen de développement (FED) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

Un feuilleton télévisé (telenovela) sur les droits de l'homme (couvrant la violence domestique, la bonne gouvernance, la corruption et le népotisme, les questions LGBT, etc.), produit en coopération avec le médiateur, devrait être diffusé sur la chaîne nationale et dans le cadre de 13 diffusions mobiles dans les municipalités. Il vise à sensibiliser davantage les Est-timorais aux droits de l'homme. Les sous-titres portugais contribueront à ce que le feuilleton produise les mêmes effets dans les PALOP (pays africains de langue officielle portugaise).

Le Timor-Oriental est partie à un certain nombre de conventions internationales en matière de droits de l'homme, principalement par son adhésion, bien que deux de ces conventions n'aient été ni ratifiées ni même signées, à savoir la convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et la convention relative aux droits des personnes handicapées.

Le Timor-Oriental a fait l'objet de son deuxième examen par le groupe de travail du Conseil des droits de l'homme dans le cadre des examens périodiques universels (EPU) le 3 novembre 2016. Plus de 60 États membres des Nations unies ont participé à cet exercice et ont produit 154 recommandations. Celles-ci comprennent les nécessités suivantes: renforcer les institutions judiciaires et élargir le recours aux tribunaux mobiles; investir davantage dans l'éducation; mettre effectivement en œuvre la législation en matière de violences sexuelles et sexistes; renforcer la mise en œuvre des politiques de lutte contre la violence domestique; affecter des ressources suffisantes et prendre des mesures efficaces pour la définition plus détaillée et la mise en œuvre du plan d'action national contre la violence à caractère sexiste; lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des enfants et d'exploitation de ceux-ci; et poursuivre les efforts visant à renforcer les formations en matière de droits de l'homme destinées aux membres des forces de police et de défense.

Le gouvernement a transmis au parlement un projet de loi foncière pour approbation, mais un chapitre sur les expulsions, ayant été retiré du texte précédent qui avait été discuté publiquement il y a quelques années, devrait plutôt faire l'objet d'un arrêté ministériel d'application. Cette loi est un élément essentiel de la gestion territoriale et du développement économique du Timor-Oriental, mais son application sera particulièrement complexe, car il existe de nombreux chevauchements entre les droits de propriété/d'occupation accordés par les administrations portugaise, indonésienne, des Nations unies et Est-timoraise qui se sont succédées.

République socialiste du Viêt Nam

L'année 2016 a été marquée par quelques améliorations générales de la situation socioéconomique de la population dues à une croissance économique stable, mais les violations des droits civils et politiques ont continué. Les défenseurs des droits de l'homme ont été harcelés et arrêtés, certains ayant été condamnés à de longues peines d'emprisonnement. L'on peut considérer comme des évolutions encourageantes l'ouverture de l'espace politique par la participation du public à l'élaboration de certaines lois ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la convention des Nations unies contre la torture, conformément aux engagements pris par le Viêt Nam dans le cadre de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

La priorité de l'UE est de promouvoir la liberté d'expression et l'État de droit. L'UE joue également un rôle actif dans la protection des défenseurs des droits de l'homme et l'appui au développement des organisations de la société civile et de la démocratie participative.

Les libertés d'expression, de réunion, d'information et de la presse restent des sujets de préoccupation majeurs. Tout au long de l'année 2016, plusieurs blogueurs, journalistes et militants des droits de l'homme ont été arrêtés ou harcelés, et l'État a continué à contrôler les médias et à restreindre la liberté religieuse et les manifestations pacifiques. Certains détenus n'ont pas pu recevoir de visites, pas même de la part d'avocats, de personnel médical ou de membres de la famille. La violence à caractère sexiste et la corruption demeurent largement répandus malgré les campagnes menées par le gouvernement pour résoudre ces problèmes.

Le parti communiste du Viêt Nam est le seul parti politique reconnu et aucun autre parti n'est autorisé à exercer légalement ses activités. En 2016 a eu lieu le 12e congrès national du parti. La 14e Assemblée nationale a été élue le 22 mai 2016 pour un mandat de cinq ans. Tran Dai Quang et Nguyễn Xuân Phúc ont été nommés aux postes de président et de Premier ministre, respectivement.

Bien que le nombre de crimes passibles de la peine de mort soit passé de 22 à 15, et que les groupes vulnérables bénéficient désormais d'une protection plus élevée, le nombre de personnes condamnées à des peines d'emprisonnement et à la peine capitale, ainsi que le nombre de personnes exécutées, ont augmenté au cours des cinq dernières années (pour la période comprise entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2016, 681 personnes ont été condamnées à mort et entre 2013 et 2016, 429 personnes ont été exécutées). Le gouvernement redouble d'efforts dans la lutte contre la traite des êtres humains et est à la pointe dans la région en matière de promotion des droits de l'homme des personnes LGBTI.

Tout au long de l'année et en particulier à l'occasion du 6e dialogue UE-Viêt Nam sur les droits de l'homme, qui s'est tenu à Bruxelles en décembre, l'UE a fait part de ses préoccupations concernant des lois récemment approuvées ou en cours d'approbation relatives à la liberté d'expression, à la liberté de religion ou de conviction, à la liberté de réunion pacifique et d'association, aux droits des travailleurs, au respect du droit, aux détentions arbitraires, à la torture et à la peine de mort. La coopération dans les enceintes internationales et la mise en œuvre des recommandations émanant des organismes internationaux, en particulier celles qui ont été formulées lors de l'examen périodique universel, ont également été soulevées. L'UE a une nouvelle fois encouragé le gouvernement à adresser une invitation permanente aux procédures spéciales des Nations unies et, en particulier, au Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'expression et au Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

Dans des cadres tant formels qu'informels, et en coordination étroite avec des États membres de l'UE et des pays partageant les mêmes valeurs, l'UE a exprimé ses préoccupations face au harcèlement et à la détention actuels d'un nombre croissant de défenseurs des droits de l'homme et de militants pour ces droits. L'UE a réitéré son appel en faveur de la libération de toutes les personnes détenues pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression. En outre, l'UE a souligné qu'il importe que tous les détenus puissent recevoir des visites, conformément à la Constitution vietnamienne et aux dispositions internationales en matière de droits de l'homme. Toutes ces préoccupations ont également été soulignées par le Parlement européen dans sa résolution d'urgence du 9 juin 2016. La délégation de l'Union européenne participe de manière active à des actions en faveur des défenseurs des droits de l'homme; elle les rencontre régulièrement ainsi que leur famille, et soulève des cas individuels avec les autorités.

Par le biais de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), l'UE finance huit projets en cours, mis en œuvre par des ONG. Ces projets portent sur des questions liées à l'éducation bilingue des enfants appartenant à des minorités ethniques, à la liberté religieuse, au renforcement des droits des personnes LGBTI, à la participation des femmes issues de minorités ethniques et aux droits fonciers ainsi qu'à la gestion des ressources naturelles. Les projets financés au titre d'autres lignes budgétaires (OSC-AL et ENRTP) portent également sur la capacité des OSC à plaider pour un renforcement de l'obligation de rendre des comptes sur l'efficacité des services, l'accès à l'information, la transparence budgétaire, la gestion des forêts et une meilleure représentation par le biais des réseaux de la société civile et de la participation des citoyens à l'élaboration des politiques.

En juin 2016, l'UE a organisé à Hanoï le premier dialogue avec la société civile, avec des ONG bénéficiaires. L'UE a également encouragé le dialogue entre le gouvernement, les acteurs de la société civile et le grand public afin de mieux faire comprendre la contribution positive que la société civile peut apporter au développement du Viêt Nam.

Dans un proche avenir, des progrès supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme, améliorer le respect des mécanismes de notification des organes créés en vertu des traités et mettre en œuvre les recommandations de l'examen périodique universel.

VIII. OCEANIE

Commonwealth d'Australie

D'une manière générale, le bilan en matière de droits de l'homme de l'Australie continue à être positif au niveau national et le pays est très engagé dans la défense des droits de l'homme dans la région indo-pacifique ainsi que sur le plan international. Certaines lacunes ont été détectées (notamment au cours du processus de l'examen périodique universel) dans des domaines tels que la politique à l'égard des réfugiés, les droits des peuples autochtones ainsi que la ratification d'un certain nombre de conventions internationales.

L'UE a pour priorité de coopérer avec l'Australie sur la promotion des droits de l'homme dans la région indo-pacifique, sur la meilleure façon d'aborder la question de la violence domestique, sur la promotion des droits des peuples autochtones ainsi que sur les aspects relatifs aux droits de l'homme de la politique à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Le gouvernement fédéral et les gouvernements des États du pays ont identifié la violence domestique comme un sujet de préoccupation (une femme sur trois sera confrontée à la violence au cours de sa vie). Les indicateurs sociaux des peuples autochtones montrent que ces derniers sont en retard sur leurs homologues non autochtones. Les peuples autochtones continuent à être surreprésentés en termes d'emprisonnement et de décès en détention. Bien que l'Australie ait ratifié la convention des Nations unies relative au statut des réfugiés, sa politique à l'égard des arrivées irrégulières par navire a été critiquée. Certains aspects de la politique, comme le refoulement et la situation liée aux centres de détention extraterritoriaux situés en Papouasie - Nouvelle-Guinée et à Nauru, restent controversés tant sur le plan national qu'international.

L'UE n'est pas impliquée dans les processus nationaux australiens, mais encourage le pays à ratifier un certain nombre d'instruments juridiques internationaux en matière de droits de l'homme (par exemple le protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture, la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille).

L'Australie et l'Union européenne ont paraphé un accord-cadre et le signeront en 2017. Cet accord fait état d'un attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et à l'État de droit et intègre la coopération qui s'ensuit au sein du comité conjoint.

L'Australie et l'Union européenne plaident énergiquement en faveur des droits de l'homme dans la région indo-pacifique et, au niveau international, pour l'abolition mondiale de la peine de mort, la lutte contre les violences à caractère sexiste et la mise en œuvre des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Le deuxième examen périodique universel (EPU) a eu lieu en novembre 2015 en ce qui concerne l'Australie. Le gouvernement australien s'est engagé librement à améliorer le suivi des recommandations de l'EPU. La commission australienne des droits de l'homme est en train d'élaborer un site web, accessible au public, destiné à assurer le suivi des progrès réalisés sur les recommandations de l'EPU. Une structure interservices a également été mise en place afin de coordonner et de renforcer l'engagement global pris par le gouvernement australien de participer à l'évaluation du respect des droits de l'homme dans le cadre des Nations unies.

République des Fidji

En 2016, les Fidji ont accompli certains progrès en matière de consolidation de la démocratie, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir les droits de l'homme dans la pratique et renforcer le dialogue entre le gouvernement, l'opposition, la société civile, les médias, le secteur privé et les syndicats.

Le deuxième dialogue politique de haut niveau UE-Fidji au titre de l'article 8 de l'accord de partenariat ACP-UE depuis le retour des Fidji à la démocratie s'est tenu à Bruxelles en décembre 2016 et a été ouvert, pour la partie fidjienne, par le Premier ministre Josaia Voreqe Bainimarama. La réunion a inclus des discussions sur les questions en suspens relatives aux droits de l'homme et à la démocratie et sur les préparatifs pour les élections législatives de 2018.

Les Fidji ont pris des mesures pour surmonter les antagonismes entre les communautés et mettre en place une identité nationale commune, telle qu'elle est garantie par la Constitution. Le retour des Fidji à la démocratie a permis des dialogues et des partenariats renouvelés entre les syndicats, les organisations de la société civile (OSC) et les institutions gouvernementales, ce qui s'est notamment traduit par la signature d'un accord tripartite de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des consultations approfondies sur plusieurs projets de loi au sein des commissions permanentes du parlement. Une mission tripartite de l'OIT s'est rendue aux Fidji en janvier 2016, et la signature d'un rapport conjoint de mise en œuvre a permis au pays d'éviter une commission d'enquête sur les relations de travail et la liberté d'association. Les Fidji ont ratifié l'ensemble des 8 conventions fondamentales de l'OIT et 25 autres conventions.

Toutefois, un certain nombre de faiblesses démocratiques subsistent, principalement en raison de décrets restrictifs qui priment sur les dispositions de la Constitution et ont des conséquences, entre autres, pour la liberté de réunion et la liberté des médias. En septembre, plusieurs dirigeants de l'opposition et des syndicalistes de premier plan ont été arrêtés pour avoir participé à une réunion publique sur la Constitution de 2013, qui s'est tenue sans l'autorisation requise en vertu du décret sur l'ordre public (amendement 2012). À la suite de ces arrestations et détentions, la délégation de l'UE pour le Pacifique, conjointement avec les chefs de mission de l'UE dans les Fidji, a fait une déclaration locale sur la nécessité de respecter les libertés d'expression et de réunion.
Les prisonniers ont ensuite été libérés sans inculpation.

Deux députés de l'opposition ont également été suspendus jusqu'aux prochaines élections, qui se tiendront en 2018, en raison de certaines déclarations controversées. Toutefois, l'Union interparlementaire a considéré que leurs discours étaient couverts par le droit à la liberté d'expression et a demandé que leur suspension soit levée.

Dans le courant de l'année, la délégation de l'UE pour le Pacifique a entrepris des démarches et des activités de sensibilisation visant à inviter les Fidji à soutenir, au niveau des Nations unies, les initiatives et priorités de l'UE en matière de droits de l'homme.

Le Rapporteur spécial des Nations unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée s'est rendu aux Fidji en décembre 2016 et s'est dit inquiet que les espaces et les possibilités de discussion constructive sur les questions d'origine ethnique et de race au sein de la société soient limités.

Selon les Nations unies, 64 % des femmes fidjiennes ont au cours de leur vie été confrontées à la violence sous une forme ou une autre, et un certain nombre d'initiatives ont été prises pour s'attaquer au problème de la violence à caractère sexiste (campagnes de sensibilisation).

Une avancée majeure a été la ratification en mars 2016 de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, avec toutefois un certain nombre de réserves importantes. En octobre 2016, les Fidji ont organisé un atelier régional sur la ratification et la mise en œuvre de cette convention dans le Pacifique. Deux affaires liées à la torture, très médiatisées, ont été portées devant les tribunaux; dans l'une des affaires, huit policiers et un officier militaire ont été reconnus coupables et condamnés à des peines de prison comprises entre 7 et 9 ans.

En ce qui concerne l'engagement financier de l'UE, celle-ci a cofinancé, conjointement avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Japon, le projet de soutien du parlement fidjien, qui est mis en œuvre par le PNUD. Par ailleurs, le programme "Accès à la justice", financé au titre du 11e Fonds européen de développement (FED) et mis en œuvre par le PNUD, a visé à améliorer les systèmes de gouvernance, notamment en ce qui concerne la capacité institutionnelle de la commission pour l'aide juridictionnelle, tout en appuyant également les OSC. Le projet "Fidji en transition: vers une démocratie constitutionnelle durable", mis en œuvre par le Forum constitutionnel des citoyens, a visé à renforcer le rôle des OSC dans la promotion, l'application et le suivi des droits de l'homme.

Par ailleurs, le soutien de l'UE aux OSC a été axé sur la feuille de route 2014-2017 des Fidji relative au dialogue avec la société civile; sur l'atelier OSC, tenu en novembre pour débattre de la révision de la feuille de route; et sur l'initiative, financée par l'UE, intitulée "Renforcer l'engagement citoyen aux Fidji" (mise en œuvre par le PNUD), qui a impliqué plus de 40 OSC et groupes associatifs pour consolider la démocratie participative.

Petits États insulaires du Pacifique

République de Kiribati

La situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays s'est améliorée et il n'y existe pas de violation systématique des droits de l'homme. Le défi le plus important de Kiribati est le changement climatique. Le pays risque de devenir inhabitable d'ici la fin du siècle, ce qui entraînera des difficultés migratoires. La violence à caractère sexiste est profondément enracinée dans les normes comportementales traditionnelles.

Dans le cadre du dialogue mené avec le pays et au moyen de différents instruments financiers, l'UE s'est employée à promouvoir les droits de l'homme, l'égalité des sexes et une plus grande participation des femmes à la prise de décision. La sensibilisation et le soutien à la société civile et aux acteurs non étatiques ont constitué des éléments essentiels de la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour les organisations de la société civile (OSC) dans le Pacifique.

La discrimination fondée sur la race ou l'origine est interdite par la Constitution. Toutefois, seuls les kiribatiens autochtones peuvent posséder des terres. La discrimination fondée sur le sexe n'est interdite qu'en ce qui concerne l'emploi. La loi n'interdit pas la discrimination fondée sur le handicap, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou le statut social. Les relations sexuelles consenties entre hommes sont érigées en infraction mais aucune poursuite n'a été signalée.

Les violences sexuelles et sexistes sont encore largement répandues dans l'ensemble de Kiribati (68 % des femmes ont déclaré avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles). La violence à l'égard des enfants (qui représentent 42 % de la population) et la malnutrition infantile demeurent de graves sujets de préoccupation. Bien que les enfants fassent l'objet d'une protection juridique face à l'exploitation sexuelle depuis 2013, Kiribati continue d'être un pays d'origine de filles victimes de la traite sexuelle. Les poursuites à l'encontre des auteurs d'infractions liées à la traite demeurent problématiques, de même que les châtiments corporels infligés aux enfants. Sur une note plus positive, plus de 70 % des jeunes délinquants sont réorientés du système judiciaire vers les écoles ou sont condamnés à des travaux d'intérêt général.

Le gouvernement n'a pas établi de système formel pour l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié. Le principal agent de l'immigration dispose d'une large autorité discrétionnaire pour autoriser ou non les étrangers à séjourner dans le pays.

La participation des femmes à la vie politique est relativement faible. Après les élections de 2016, seuls trois des 46 membres du corps législatif national étaient des femmes, soit une de moins que sur la période précédente.

En 2016, les droits de l'homme ont été discutés dans le cadre du dialogue politique informel mené avec le nouveau gouvernement de Kiribati. Des réunions bilatérales à différents niveaux ont été utilisées comme tribune pour promouvoir le respect des droits de l'homme et l'égalité des sexes dans la région du Pacifique, y compris à Kiribati. Dans le courant de l'année, la délégation de l'UE pour le Pacifique a également entrepris des démarches et des activités de sensibilisation visant à inviter les États insulaires du Pacifique, y compris Kiribati, à soutenir les initiatives et priorités de l'UE en matière de droits de l'homme au niveau des Nations unies.

En septembre 2016, avec le soutien de projets financés par l'UE, les députés nouvellement élus ont participé à un dialogue sur les défis, les avancées, les réussites et les projets de Kiribati en matière de droits de l'homme. L'UE a collaboré étroitement avec le gouvernement, les organisations régionales, la société civile et d'autres donateurs. Au titre du programme indicatif national mis au point dans le cadre du 11e Fonds européen de développement, une enveloppe financière spécifique a été réservée aux OSC (0,5 million d'euros).

L'UE finance également le projet du secrétariat du Forum des îles du Pacifique (SFIP) et de l'équipe régionale de ressources sur les droits de l'homme (RRRT) de la Communauté du Pacifique visant à accroître le taux de ratification et de mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme par les îles du Pacifique. Le projet a consisté en des activités bilatérales et régionales. Par exemple, en avril 2016, un soutien a été apporté au forum régional sur les droits de l'homme et les médias, qui a adopté une déclaration sur une approche du journalisme fondée sur les droits de l'homme dans le Pacifique. Dans le cadre de ce projet, la consultation régionale de 2016 sur l'égalité des sexes et la loi a également été menée sur le thème de la mise en œuvre de la législation relative aux violences domestiques, et plusieurs dialogues sur les droits de l'homme ont été organisés avec des députés du pays, afin de promouvoir les droits de l'homme, la bonne gouvernance et le développement.

Le pays n'a pas adressé d'invitation permanente aux procédures spéciales des Nations unies, mais le Rapporteur spécial sur l'eau potable et l'assainissement a effectué une visite en juillet 2012.

Il est nécessaire de remédier aux lacunes législatives et en matière d'application des lois qui dérivent des normes culturelles, particulièrement en ce qui concerne la violence à caractère sexiste. L'application du droit à l'eau et à l'assainissement est désastreuse et cette situation a entraîné un grand nombre de morts de nourrissons et d'enfants, qui auraient pu être évitées. Il est également nécessaire de renforcer les capacités administratives en matière d'établissement de rapports.

États fédérés de Micronésie

Dans les États fédérés de Micronésie (EFM), la question de la violence à l'égard des femmes et les problèmes de traite des êtres humains sont particulièrement pressants.

Dans le cadre du dialogue mené avec le pays et au moyen de différents instruments financiers, l'UE s'est employée à promouvoir les droits de l'homme, l'égalité des sexes et une plus grande participation des femmes à la prise de décision. La sensibilisation et le soutien à la société civile et aux acteurs non étatiques ont constitué des éléments essentiels de la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour les organisations de la société civile (OSC) dans le Pacifique.

Les femmes sont bien représentées aux échelons inférieurs et moyens des autorités, tant au niveau fédéral qu'au niveau des États, mais sont plus rares dans les échelons supérieurs. Aucune candidate ne s'est présentée aux dernières élections, en 2015. Les quatorze membres du Congrès sont des hommes. Les EFM restent l'un des rares pays au monde dont le corps législatif ne comprend aucune femme.

Les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes au regard de la loi, y compris en ce qui concerne le droit de propriété et l'emploi. Les droits légaux des femmes sont protégés par la Constitution nationale des EFM et par les Constitutions des quatre États. Toutefois, les problèmes les plus répandus en matière de droits de l'homme continuent d'être les discriminations socioéconomiques et la violence à l'égard des femmes. Aucune loi nationale n'érige les agressions sexuelles en infraction, bien que chaque État dispose de l
sexuelles avec les filles de moins de 13 ans. Les cas de violence domestique ne sont souvent pas signalés. Les auteurs de tels actes sont rarement traduits en justice et sont généralement condamnés à des peines légères. Il n'existe pas de loi spécifique visant à lutter contre les violences domestiques, bien que les voies de faits constituent une infraction.

À la suite de leur rapport de 2015 au titre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), les EFM ont émis des réserves sur cette convention, qu'ils s'emploient actuellement à lever.

Les EFM sont un pays d'origine pour le travail forcé et la traite sexuelle. La loi de 2012 sur la traite des être humains a érigé en infraction pénale toutes les activités relatives à la traite. Les principales victimes de la traite sont les travailleurs migrants étrangers et les femmes et filles micronésiennes exerçant une activité de prostitution. De nombreux cas de traite sexuelle ne sont pas signalés. Les EFM déploient des efforts importants dans les quatre États afin de mettre en œuvre le plan d'action national visant à lutter contre la traite.

Il n'existe pas de syndicat de travailleurs dans le pays, bien qu'aucune loi n'interdise leur création. Aucune loi spécifique ne régit l'horaire de travail ou les normes en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail. Le droit de grève n'est pas reconnu par la loi.

L'UE finance le projet du secrétariat du Forum des îles du Pacifique et de l'équipe régionale de ressources sur les droits de l'homme de la Communauté du Pacifique visant à accroître le taux de ratification et de mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme par les îles du Pacifique. Le projet a réalisé diverses activités bilatérales et régionales. En avril 2016, un soutien a été apporté au forum régional sur les droits de l'homme et les médias, qui a adopté une déclaration sur une approche du journalisme fondée sur les droits de l'homme dans le Pacifique. Dans le cadre de ce projet, une consultation régionale sur l'égalité des sexes et la loi a également été menée sur le thème de la mise en œuvre de la législation relative aux violences domestiques. En tenant compte du fait que les députés de la région du Pacifique avaient adopté, en 2015, une déclaration reconnaissant le rôle vital que jouent les parlements et leurs membres dans le respect, la réalisation, la protection et la promotion des droits naturels de tous dans le Pacifique, le projet a organisé plusieurs dialogues sur les droits de l'homme avec des députés nationaux afin de promouvoir les droits de l'homme, la bonne gouvernance et le développement.

En décembre 2016, avec le soutien d'un projet financé par l'UE, les EFM ont ratifié la convention relative aux droits des personnes handicapées, et ils élaborent actuellement leur politique en matière de handicap.

L'UE a collaboré étroitement avec le gouvernement, les organisations régionales, la société civile et d'autres donateurs. Au titre du programme indicatif national des EFM mis au point dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED), une enveloppe financière spécifique a été réservée aux OSC (0,1 million d'euros).

Les EFM ont fait l'objet de leur deuxième examen périodique universel en novembre 2015. Des avancées ont été observées dans certains domaines, telles que la ratification par les EFM du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant et l'adoption de mesures visant à renforcer l'égalité des sexes, réduire la mortalité juvénile et atténuer l'impact des changements climatiques sur les droits de l'homme. Dans le même temps, les délégations ont souligné différents sujets de préoccupation, tels que la forte incidence de la traite des êtres humains; la question de la violence domestique; les réserves des EFM sur la CEDAW; et des difficultés liées à la discrimination à l'égard des personnes LGBTI. L'élaboration d'une politique nationale en matière d'égalité des sexes figure parmi les recommandations.

En octobre 2015, les EFM ont ratifié le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Toutefois, un grand nombre des principales conventions internationales en matière de droits de l'homme n'a pas encore été ratifié. Avec le soutien d'un projet financé par l'UE, les EFM ont organisé des consultations et élaboré un rapport sur la convention relative aux droits de l'enfant. Aucune visite n'a été effectuée par les procédures spéciales aux cours des années à l'examen et les EFM ne leur ont pas adressé d'invitation permanente. Les EFM n'ont pas adhéré au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Ils ne disposent pas d'une institution nationale des droits de l'homme.

Le pouvoir judiciaire est indépendant mais est insuffisamment financé, ce qui a des effets délétères sur le fonctionnement des tribunaux. La police nationale, de taille limitée, est chargée de l'application des lois au niveau local, tandis que les États-Unis assurent la défense nationale.

République de Nauru

Le bilan de Nauru en matière de démocratie, d'État de droit et de droits de l'homme est inégal. La situation générale ne s'est pas améliorée pour les réfugiés et les demandeurs d'asile se trouvant dans le centre de traitement extraterritorial régional, malgré une politique de la porte ouverte. En mai 2016, Nauru a modifié son code pénal, aboli la peine de mort et dépénalisé l'homosexualité.

Dans le cadre d'un projet qu'elle a financé, l'UE a promu les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

Les dernières élections législatives ont eu lieu en juillet 2016, après deux années de tourmente, au cours desquelles cinq des sept députés de l'opposition ont été suspendus du parlement. L'accès limité aux médias publics, l'absence de journalistes étrangers, les restrictions de la liberté d'expression ainsi que l'interdiction des médias sociaux ont entravé les campagnes des candidats de l'opposition. Les équipes internationales d'observation électorale ont relevé diverses défaillances mais ont conclu que les élections avaient été libres et régulières.

Le président de Nauru, Baron Waqa a été réélu; le parti au pouvoir a obtenu seize sièges sur dix-huit, consolidant ainsi sa position à Nauru (le parlement précédent comptait huit députés de l'opposition). Une seule des quatre candidates a été (ré)élue.

En août 2016, le gouvernement a décidé d'annuler les passeports de vingt personnes, dont un ancien président et d'anciens députés, en raison de leur participation alléguée à l'une des émeutes contre le gouvernement de 2015. Par la suite, le ministre de la protection des frontières s'est vu conférer des pouvoirs élargis pour annuler les documents de voyage et empêcher ainsi des personnes de quitter le pays.

En mars 2016, mille jours après l'ouverture du centre de traitement extraterritorial, 144 demandeurs d'asile ont manifesté durant plusieurs semaines pour protester contre leur détention dans le centre (tout en reconnaissant qu'ils étaient libres de quitter le camp) et ont exigé d'être reconnus comme réfugiés, nombre d'entre eux ayant attendu pendant plus de trois ans que leur demande d'asile soit évaluée. Les derniers épisodes de violences contre soi sont survenus en mai, lorsque plusieurs réfugiés se sont immolés par le feu et un autre est mort d'un surdosage de médicaments.

Nauru a longtemps répugné à ce que le centre de traitement extraterritorial soit soumis à un contrôle indépendant. Les journalistes étrangers, hormis certains reporters conciliants spécifiquement choisis, se voient même refuser l'autorisation de faire une demande de visa. En janvier 2014, Nauru avait fortement augmenté les droits des visas médiatiques et d'affaires, qui sont respectivement passés de 200 à 8 000 dollars australiens (non remboursables) et de 400 à 6 000 dollars australiens.

En février 2016, le pays a de nouveau durci les règles en matière de visa pour les Australiens et les Néo-Zélandais, qui doivent désormais disposer du parrainage/de la garantie d'un citoyen nauruan pour visiter l'île. Les parrains/garants nauruans sont passibles d'une peine maximale d'un an d'emprisonnement en cas de violation du régime de visa.

Dans le courant de l'année, la délégation de l'UE pour le Pacifique a entrepris des démarches et des activités de sensibilisation visant à inviter les États insulaires du Pacifique, y compris Nauru, à soutenir les initiatives et priorités de l'UE en matière de droits de l'homme au niveau des Nations unies.

En décembre 2016, avec le soutien d'un projet financé par l'UE, les députés nouvellement élus ont tenu un dialogue sur les droits de l'homme au cours duquel ils ont discuté des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et du développement durable. Un document final comportant une série de recommandations visant à promouvoir les droits de l'homme à Nauru a été transmis au conseil des ministres.

Le deuxième examen périodique universel (EPU) de Nauru a eu lieu en novembre 2015 et a été achevé en avril 2016. L'EPU a mis en évidence des défis concernant la liberté d'expression, l'accès des journalistes au pays, les conditions physiques des demandeurs d'asile et la ratification de certains instruments internationaux. Parmi les points positifs, Nauru a été félicitée pour les efforts qu'elle déploie en vue de renforcer les droits des femmes et des enfants et pour la ratification de la convention contre la torture et de la convention relative aux droits des personnes handicapées.

Le gouvernement a estimé qu'il avait déjà mis en œuvre 19 des 108 recommandations qui lui avaient été adressées. Nauru a accepté 60 recommandations et en a notées 29. Les recommandations acceptées consistaient notamment à ratifier les principales conventions relatives aux droits de l'homme, telles que la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'à établir une institution nationale des droits de l'homme (INDH). Les recommandations "notées" comprenaient notamment la dépénalisation des relations sexuelles entre personnes de même sexe, l'abolition la peine de mort, la défense de la liberté d'information, de la liberté de la presse et de la liberté d'expression dans le pays, ainsi que d'autres recommandations ayant trait aux demandeurs d'asile, aux réfugiés et aux migrants.

En mai 2016, Nauru a modifié son code pénal, aboli la peine de mort et dépénalisé l'homosexualité. En outre, avec le soutien d'un projet financé par l'UE, Nauru a présenté ses rapports en retard au titre de la convention relative aux droits de l'enfant et de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Ce projet a également fourni une assistance technique à Nauru sur la ratification des protocoles facultatifs à la convention relative aux droits de l'enfant, que le pays a signé en 2010.

Contrairement à plusieurs autres pays du Pacifique, Nauru a signé et ratifié plusieurs des principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Toutefois la protection juridique des droits de l'homme reste insuffisante. Ceci est principalement dû à la transposition incomplète des traités relatifs aux droits de l'homme dans le droit national et au manque de dispositions législatives nationales visant à garantir la protection des droits de l'homme. La capacité de Nauru à mettre en œuvre les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme est limitée par des considérations financières et par la charge que représente l'établissement de rapports. Le réexamen de la Constitution, qui a été fréquemment évoqué par les représentants nauruans au cours du précédent EPU, n'a pas été mené à bien.

L'établissement d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante constituerait une avancée importante pour la promotion et la protection des droits de l'homme à Nauru.

L'opposition dispose d'un espace politique restreint en raison de l'absence de médias indépendants, de restrictions imposées aux journalistes étrangers, de l'interdiction des médias sociaux et de mesures punitives adoptées par le gouvernement (par exemple, l'annulation de passeports).

La résolution des conflits est l'un des domaines dans lesquels une intervention de l'UE pourrait avoir les effets les plus importants en ce qui concerne la résolution des défaillances démocratiques à Nauru. Toutefois, en raison du soutien financier important que Nauru reçoit de l'Australie, l'UE manque de mesures d'incitation pour stimuler l'intérêt du gouvernement à tenir un dialogue sur les droits de l'homme et la démocratie.

République des Palaos

Bien que le gouvernement respecte, dans l'ensemble, les droits de l'homme de ses citoyens, des problèmes ont subsisté dans quelques domaines, notamment les violences domestiques, la traite des êtres humains ainsi que la discrimination et les abus à l'égard des travailleurs étrangers.

Dans le cadre du dialogue mené avec le pays et au moyen de différents instruments financiers, l'UE s'est employée à promouvoir les droits de l'homme, l'égalité des sexes et une plus grande participation des femmes à la prise de décision. La sensibilisation et le soutien à la société civile et aux acteurs non étatiques ont constitué des éléments essentiels de la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour les OSC dans le Pacifique.

En 2013, les Palaos ont ratifié la convention relative aux droits des **personnes handicapées** et ont achevé l'élaboration de leurs deuxième et troisième rapports combinés sur la convention relative aux **droits de l'enfant**. À la suite de la ratification, une série de consultations a été organisée en partenariat avec le Pacific Disability Forum et le secrétariat du Forum des îles du Pacifique, au cours desquelles une politique nationale sur le handicap a été élaborée. Toutefois, les Palaos doivent encore adopter une législation offrant une protection complète aux enfants et aux personnes handicapées.

Bien que la société palaosienne soit matriarcale et matrilinéaire, les **femmes** sont toujours sous-représentées au sein du Congrès national et du conseil des ministres, ainsi que dans les échelons supérieurs de la fonction publique. Depuis l'élection de 2016, quatre femmes siègent au Congrès national, qui compte vingt-neuf membres. Les femmes ont un statut quasi égal à celui des hommes en matière d'emploi dans les secteurs public et privé, d'éducation et de vie publique.
Le harcèlement sexuel et le viol, y compris le viol conjugal, sont illégaux. Les violences domestiques ne font l'objet d'aucun texte de loi spécifique et demeurent problématiques. Toutefois, le gouvernement a mené des activités de sensibilisation du public afin de lutter contre les violences à l'égard des femmes et des enfants. Les Palaos, qui n'ont pas encore ratifié la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), ont mis l'accent sur des programmes de sensibilisation et des consultations avec les principaux acteurs concernés, notamment les groupes de femmes traditionnels.

Les travailleurs étrangers sont exposés à un risque accru de servitude involontaire et de servitude pour dette par des règlementations qui font qu'il leur est extrêmement difficile de changer d'employeur une fois arrivés aux Palaos. Il en résulte que les travailleurs étrangers font l'objet de discriminations et sont les cibles de la petite délinquance et parfois de crimes violents, ainsi que d'autres actes dommageables à l'égard des personnes ou des biens.

La législation des Palaos ne prévoit pas l'octroi **de l'asile ou du statut de réfugié** et le gouvernement n'a pas établi de système formel visant à fournir une protection aux réfugiés. Dans la pratique, le gouvernement a toutefois prévu des protections contre l'expulsion ou le renvoi de réfugiés vers des pays où leur vie ou leur liberté seraient menacées.

L'UE finance le projet du secrétariat du Forum des îles du Pacifique et de l'équipe régionale de ressources sur les droits de l'homme de la Communauté du Pacifique visant à accroître le taux de ratification et de mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme par les îles du Pacifique. Le projet a réalisé diverses activités bilatérales et régionales. En avril 2016, un soutien a été apporté au forum régional sur les droits de l'homme et les médias, qui a adopté une déclaration sur une approche du journalisme fondée sur les droits de l'homme dans le Pacifique. Dans le cadre de ce projet, une consultation régionale sur l'égalité des sexes et la loi a également été menée sur le thème de la mise en œuvre de la législation relative aux violences domestiques. En tenant compte du fait que les députés de la région du Pacifique avaient adopté, en 2015, une déclaration reconnaissant le rôle vital que jouent les parlements et leurs membres dans le respect, la réalisation, la protection et la promotion des droits naturels de tous dans le Pacifique, le projet a organisé plusieurs dialogues sur les droits de l'homme avec des députés nationaux afin de promouvoir les droits de l'homme, la bonne gouvernance et le développement.

L'UE a collaboré étroitement avec le gouvernement, les organisations régionales, la société civile et d'autres donateurs. Au titre du programme indicatif national des Palaos mis au point dans le cadre du 11e FED, une enveloppe financière spécifique a été réservée aux OSC (0,2 million d'euros).

Les Palaos ne disposent pas d'une **institution nationale des droits de l'homme** mais le gouvernement a exprimé son intention d'en établir une et a indiqué, au cours de son deuxième examen périodique universel (EPU), que le pays solliciterait l'aide de ses partenaires pour acquérir les ressources spécialisées à cette fin. Le pays dispose d'un comité des rapports sur les conventions des Nations unies relatives aux droits de l'homme.

Le pays a fait l'objet de son deuxième **EPU** en janvier 2016. Les recommandations formulées à cette occasion consistaient notamment à ratifier les **principaux traités relatifs aux droits de l'homme** qui ont déjà été signés, notamment la CEDAW, le PIDCP, le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la convention contre la torture. Les Palaos n'ont pas adhéré au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

La question de la **violence à l'égard des femmes** a été mise en lumière dans une étude récente sur la santé et la sécurité dans la famille au Palaos. En outre, une politique de prise en compte des questions d'égalité des sexes est en cours d'élaboration. Elle visera essentiellement à intégrer ces questions dans les politiques et programmes gouvernementaux au niveau national et au niveau des États.

Il n'existe pas de loi traitant des questions d'**orientation sexuelle** et d'identité de genre. Les relations sexuelles entre personnes de même sexe ont été légalisées en 2014.

Des agents publics de haut rang (des membres de la chambre des représentants et l'ancien vice-président) ont été poursuivis pour **corruption** au cours des dernières années. En août 2016, le bureau du médiateur a demandé à disposer d'un mandat légal plus précis associé à une plus grande indépendance. En janvier 2016, les Nations unies ont tenu des consultations relatives à la lutte contre la corruption et visant à encourager les Palaos à dialoguer davantage avec la convention des Nations unies contre la corruption.

Les Palaos ont également adopté des dispositions juridiques et des stratégies répressives visant à lutter contre la traite des êtres humains. Ces lois prévoient des protections dans le domaine de l'emploi et contre la confiscation illégale de documents de voyage. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne l'application de la législation nationale; les Palaos demeurent, en effet, un pays de destination pour les femmes victimes d'exploitation sexuelle et pour les hommes et les femmes soumis au travail forcé.

Tuvalu

La situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays s'est améliorée et il n'y existe pas de violation systématique des droits de l'homme. La violence à caractère sexiste est enracinée dans les normes comportementales traditionnelles. Le défi le plus important des Tuvalu est le changement climatique. Le pays risque de devenir inhabitable d'ici la fin du siècle, ce qui entraînera des difficultés migratoires.

Le potentiel en matière de capacités administratives est limité en raison de la faible population (10 000 personnes), ce qui engendre des contraintes spécifiques en ce qui concerne la transmission de rapports réguliers au titre des instruments des Nations unies, en conséquence de quoi les données à disposition sont insuffisantes pour évaluer la situation.

Dans le cadre du dialogue mené avec le pays et au moyen de différents instruments financiers, l'UE s'est employée à promouvoir les droits de l'homme, l'égalité entre les femmes et les hommes et une plus grande participation des femmes à la prise de décision. La sensibilisation et le soutien à la société civile et aux acteurs non étatiques ont constitué des éléments essentiels de la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour les OSC dans le Pacifique.

En août 2015, avec le soutien d'un projet financé par l'UE, les députés nouvellement élus ont tenu un dialogue sur les droits de l'homme. À la suite de ces discussions, le gouvernement des Tuvalu a approuvé, en octobre 2016, le plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour la période 2016-2020, qui doit être lancé au début de 2017.

L'UE a également collaboré étroitement avec le gouvernement, les organisations régionales, la société civile et d'autres donateurs. Au titre des programmes indicatifs nationaux des Tuvalu mis au point dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED), une enveloppe financière spécifique a été réservée aux OSC (0,3 million d'euros).

L'UE finance également le projet du secrétariat du Forum des îles du Pacifique (SFIP) et de l'équipe régionale de ressources sur les droits de l'homme (RRRT) de la Communauté du Pacifique visant à accroître le taux de ratification et de mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme par les îles du Pacifique. Le projet a réalisé diverses activités bilatérales et régionales. En avril 2016, un soutien a été apporté au forum régional sur les droits de l'homme et les médias, qui a adopté une déclaration sur une approche du journalisme fondée sur les droits de l'homme dans le Pacifique. Dans le cadre de ce projet, une consultation régionale sur l'égalité des sexes et la loi a également été menée sur le thème de la mise en œuvre de la législation relative aux violences domestiques.

Les Tuvalu sont partie à trois des principales conventions relatives aux droits de l'homme: la CEDAW, la convention relative aux droits de l'enfant et la convention relative aux droits des personnes handicapées. Une politique en matière de handicap a été élaborée et fait l'objet de consultations nationales depuis mars 2016. Avec le soutien de l'UE, les Tuvalu s'emploient à établir une institution nationale des droits de l'homme. Jusqu'à présent, le parlement a permis à la commission du médiateur de travailler sur plusieurs types de plaintes. Les Tuvalu ont également créé plusieurs comités et groupes de travail chargés de contrôler la mise en œuvre des instruments internationaux et de les promouvoir. Il existe actuellement deux groupes de travail, qui ont été mis sur pied en vue de contrôler la conformité avec la CEDAW et de veiller au respect des obligations en matière d'établissement de rapports au titre de l'EPU.

État indépendant du Samoa

La **situation générale en matière de droits de l'homme** dans le pays s'est légèrement améliorée par rapport aux années précédentes. De manière générale, les droits de l'homme à Samoa sont protégés par la loi; toutefois, l'application et la mise en œuvre de ces protections tendent à être insuffisantes. La **violence à caractère sexiste** et la discrimination à l'encontre des femmes restent des sujets de préoccupation majeurs.

Dans le cadre du dialogue mené avec le pays et au moyen de différents instruments financiers, l'UE s'est employée à promouvoir les droits de l'homme, l'égalité des sexes et une plus grande participation des femmes à la prise de décision. La sensibilisation et le soutien à la société civile et aux acteurs non étatiques ont constitué des éléments essentiels en vue de la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour les OSC dans le Pacifique.

Lors des élections législatives du 4 mars 2016, le parti au pouvoir, le parti pour la protection des droits de l'homme (HRPP), a remporté 44 des 49 sièges au parlement. Cette victoire écrasante a suscité des préoccupations et a révélé qu'il était nécessaire qu'une société civile efficace mène davantage d'actions de sensibilisation auprès du gouvernement.

En 2013, le gouvernement samoan a adopté des amendements constitutionnels qui ont introduit un **quota** minimal de 10 % de **femmes au parlement**. Aux élections de mars 2016, seulement quatre femmes ont été élues au parlement. La femme qui a obtenu le deuxième plus grand nombre de voix, Faaulusau Rosa Duffy-Stowers, a ensuite été élue par le système de quotas, portant ainsi à cinq le nombre de femmes sur un total de 50 membres du parlement.

En 2016, Samoa a ratifié les trois protocoles facultatifs à la convention relative aux droits de l'enfant: le protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le protocole facultatif établissant une procédure de présentation de communications et le protocole facultatif concernant la participation d'enfants aux conflits armés.

La violence envers les enfants reste un problème et est généralement tolérée comme une forme de discipline; une discipline physique excessive est traditionnellement plus considérée comme le droit d'un parent que comme une préoccupation en matière de droits de l'homme. Une question connexe est celle des abus sexuels commis sur des enfants, en particulier au sein de la famille. Les enfants d'âge scolaire sont fréquemment recrutés en tant que vendeurs de rues, bien que ces dernières années le gouvernement ait pris plusieurs mesures pour protéger les enfants par la mise en place d'une législation nationale, l'établissement d'un groupe de travail et la ratification de toutes les conventions fondamentales de l'OIT.

Si la **liberté des médias** est généralement bien respectée à Samoa, des menaces isolées à l'encontre de journalistes ont été signalées à plusieurs reprises. En juillet 2016, le gouvernement a créé le conseil des médias samoans, qui a autorité sur l'ensemble des médias du pays, qu'ils soient membres du conseil ou non, ce qui fait craindre un contrôle gouvernemental excessif.

Des réunions bilatérales à différents niveaux ont été utilisées comme tribune pour promouvoir le respect des droits de l'homme et l'égalité des sexes dans la région du Pacifique, y compris à Samoa.

Le premier **dialogue politique renforcé entre l'UE et le Samoa** au titre de l'article 8 de l'accord de Cotonou s'est tenu à Apia le 4 octobre 2016. Des représentants de la société civile et du secteur privé ont participé au dialogue. L'UE a félicité le Samoa pour les progrès qu'il a accomplis récemment dans le domaine des droits de l'homme et les parties ont débattu des défis qui subsistent, y compris la ratification des traités internationaux susmentionnés relatifs aux droits de l'homme. L'UE a invité le Samoa à examiner la possibilité de dépénaliser l'homosexualité masculine.

L'UE fournit un financement à la **société civile** dans le cadre du programme d'appui à la société civile relevant du 11e Fonds européen de développement. L'un de ses objectifs est de renforcer la voix et le rôle de surveillance de la société civile à Samoa, afin de soutenir le respect des droits humains, et en particulier les droits des femmes, en mettant spécifiquement l'accent sur la réduction de la violence et de la discrimination à l'égard des femmes.

Le financement de l'UE a permis à l'UNICEF et à l'équipe régionale de ressources sur les droits de l'homme (RRRT) de la Communauté du Pacifique de dispenser des formations en 2016, en collaboration avec le gouvernement samoan, sur la communication d'informations concernant la convention relative aux droits de l'enfant et la ratification de ses protocoles facultatifs. Dans le cadre du dialogue mené avec les pays et au moyen de différents instruments financiers, l'UE s'est employée à promouvoir les droits de l'homme, l'égalité des sexes et une plus grande participation des femmes à la prise de décision. La sensibilisation et le soutien à la société civile et aux acteurs non étatiques ont constitué des éléments essentiels en vue de la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour les OSC dans le Pacifique. À cette fin, l'UE a également collaboré étroitement avec le gouvernement, des organisations régionales, la société civile et d'autres donateurs. Au titre des programmes indicatifs nationaux mis au point dans le cadre du 11e FED, une enveloppe financière spécifique a été réservée aux OSC à Samoa (2 millions d'euros).

Le Samoa a fait l'objet de son deuxième **examen périodique universel** (EPU) en mai 2016. Parmi les recommandations figurait la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées, de la convention contre la torture et du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. À la suite de son premier EPU (en 2011), le Samoa a chargé le bureau du médiateur de traiter les questions relatives aux droits de l'homme en 2013, respectant ainsi l'engagement qu'il a pris de créer une institution nationale des droits de l'homme. Le bureau du médiateur est considéré comme étant efficace et fonctionne sans subir d'ingérence du gouvernement ou des partis politiques, et en juillet 2016 l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme l'a accrédité "institution nationale des droits de l'homme de statut A", ce qui représente une avancée importante dans le contexte régional.

République des Îles Marshall

Les Îles Marshall continuent d'accomplir des progrès en matière de droits de l'homme et de gouvernance mais, comme la plupart des États insulaires du Pacifique, sont entravées par un manque de ressources humaines. Les changements climatiques et les catastrophes écologiques demeurent les menaces les plus fondamentales. Au rythme actuel de l'élévation du niveau de la mer, les Îles Marshall risquent de devenir inhabitables d'ici la fin du siècle. Le pays a été l'un des premiers à ratifier l'accord de Paris en février 2016.

Dans le cadre du dialogue mené avec le pays et au moyen de différents instruments financiers, l'UE s'est employée à promouvoir les droits de l'homme, l'égalité des sexes et une plus grande participation des femmes à la prise de décision. La sensibilisation et le soutien à la société civile et aux acteurs non étatiques ont constitué des éléments essentiels en vue de la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour les OSC dans le Pacifique.

Le 27 janvier 2016, M^{me} Hilda Heine est devenue la première femme présidente du pays (et la première femme élue chef d'État dans le Pacifique).

Les femmes sont toujours sous-représentées dans tous les domaines de la vie politique, mais à l'issue des élections législatives, le nombre de femmes députées est passé de une à trois. Des militants ont proposé de modifier la Constitution de sorte qu'elle prévoie que sept sièges soient réservés à des femmes. Toutefois, afin de modifier la Constitution, l'organisation d'un référendum et une majorité des deux tiers sont nécessaires.

La violence à l'égard des femmes reste un problème dans les Îles Marshall. Environ 22 % des femmes marshallaises ont déclaré avoir subi des violences physiques au cours des 12 mois précédents. Depuis lors, le parlement a adopté une loi sur la prévention de la violence domestique et la protection face à celle-ci.

Les châtiments corporels sont illégaux dans les écoles mais sont encore autorisés au sein du foyer. Il n'existe pas d'âge minimum d'admission à l'emploi pour les enfants. Seuls 80 % des élèves qui fréquentent l'école primaire achèvent le premier cycle de l'enseignement secondaire ("*8th grade*") et seulement 70 % à 75 % de ceux-ci entrent au lycée. Il existe peu de services de protection de l'enfance et le bureau des droits de l'homme au sein du ministère de l'intérieur n'est pas doté du personnel suffisant.

Dans le courant de l'année, la délégation de l'UE pour le Pacifique a entrepris des démarches et des activités de sensibilisation visant à inviter les États insulaires du Pacifique, y compris les Îles Marshall, à soutenir les initiatives et priorités de l'UE en matière de droits de l'homme au niveau des Nations unies.

Avec le soutien d'un projet financé par l'UE, les députés nouvellement élus ont tenu un dialogue sur les droits de l'homme en février 2016. Ils ont recommandé d'élaborer un plan d'action national en faveur des droits de l'homme et d'œuvrer à la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme. Au cours du dialogue, le gouvernement s'est engagé à affecter chaque année des ressources au mouvement national des femmes des Îles Marshall, afin de fournir des services aux rescapées de violences domestiques.

En mai 2016, les droits de l'homme ont été discutés dans le cadre d'un dialogue politique informel mené avec le nouveau gouvernement.

L'UE a collaboré étroitement avec le gouvernement, les organisations régionales, la société civile et d'autres donateurs. Au titre du programme indicatif national des Îles Marshall mis au point dans le cadre du 11e FED, une enveloppe financière spécifique a été réservée aux OSC (0,4 million d'euros).

L'UE finance également le projet du secrétariat du Forum des îles du Pacifique et de l'équipe régionale de ressources sur les droits de l'homme de la Communauté du Pacifique visant à accroître le taux de ratification et de mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme par les îles du Pacifique. Le projet a réalisé diverses activités bilatérales et régionales. En avril 2016, un soutien a été apporté au forum régional sur les droits de l'homme et les médias, qui a adopté une déclaration sur une approche du journalisme fondée sur les droits de l'homme dans le Pacifique. Dans le cadre de ce projet, la consultation régionale de 2016 sur l'égalité des sexes et la loi a également été menée sur le thème de la mise en œuvre de la législation relative aux violences domestiques. En tenant compte du fait que les députés de la région du Pacifique avaient adopté, en 2015, une déclaration reconnaissant le rôle vital que jouent les parlements et leurs membres dans le respect, la réalisation, la protection et la promotion des droits naturels de tous dans le Pacifique, le projet a organisé plusieurs dialogues des députés nationaux sur les droits de l'homme afin de promouvoir les droits de l'homme, la bonne gouvernance et le développement.

La traite des êtres humains reste un problème qui exige des efforts accrus pour protéger les victimes et améliorer l'application de la législation nationale.

Nouvelle-Zélande

En 2016, la **situation générale en matière de droits de l'homme** dans le pays est restée positive. Le gouvernement néo-zélandais dispose d'un solide cadre institutionnel pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Les préoccupations en matière de droits de l'homme en Nouvelle-Zélande restent en général relativement marginales, certaines situations problématiques de longue date devant être améliorées, telles que la pauvreté infantile, la violence familiale et les questions socioéconomiques liées aux communautés maori et pasifika.

La délégation de l'UE à Wellington a identifié deux questions prioritaires pour la période 2016-2020: la violence familiale, y compris la violence à l'égard des femmes, et la situation des Maori.

Les principales questions qui ont été examinées en 2016 ont été la violence familiale, la situation des Maori, les droits de l'enfant, les droits des personnes handicapées, les taux de suicide (taux le plus élevé de suicides d'adolescents), les personnes LGBTI, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, les femmes occupant des postes de direction (le nombre de femmes directrices d'entreprise est en baisse), l'exploitation des travailleurs (travailleurs migrants principalement dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie et de la restauration et dans le secteur laitier), les brutalités, le droit au respect de la vie privée (certaines réformes législatives étant nécessaires) et les citoyens néo-zélandais détenus injustement dans des centres de détention offshore australiens.

La délégation a rencontré la commission indépendante des droits de l'homme à trois reprises pour discuter de la situation générale en Nouvelle-Zélande et des outils opérationnels du pays. Le commissaire aux droits de l'homme de la Nouvelle-Zélande, David Rutherford, a été invité à la réunion des chefs de mission en juin 2016 et a fourni des informations détaillées sur la situation en Nouvelle-Zélande et les priorités futures de la commission, et a également reçu des questions. La délégation et la commission sont en contact permanent et leurs relations sont excellentes.

En s'appuyant sur les réformes mises en œuvre en 2015, le gouvernement néo-zélandais a apporté plus de 50 changements à la loi contre la violence domestique de 1995. Ces changements s'appliquent à la fois au droit civil et au droit pénal, y compris la promotion d'une intervention précoce et efficace et l'interdiction des mariages coercitifs ou forcés. Le gouvernement néo-zélandais a également mis en œuvre un ensemble de mesures, pour un montant de 790 millions de dollars néo-zélandais, relatives à la privation matérielle des enfants, en réaction à certains problèmes recensés par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies.

En octobre 2016, l'UE et la Nouvelle Zélande ont signé un accord de partenariat sur les relations et la coopération. Ce dernier volet inclut les droits de l'homme et les questions de l'égalité des sexes comme domaines de coopération. Conformément à la politique de l'UE, les questions de l'égalité des sexes (y compris les questions relatives aux droits de l'homme) ont également été abordées dans le cadre de consultations régulières à haut niveau, y compris lors de la consultation trilatérale entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'UE sur le Pacifique organisée en février 2016 et lors du dernier dialogue sur la sécurité entre l'UE et la Nouvelle-Zélande tenu en juin 2016.

L'UE ne mène pas de diplomatie publique active en Nouvelle-Zélande en matière de droits de l'homme étant donné que ces derniers sont respectés à des niveaux compatibles avec les normes des sociétés occidentales et les cadres juridiques internationaux applicables. Toutefois, des contacts réguliers sont établis avec les parties prenantes concernées dans le pays, y compris la commission des droits de l'homme de la Nouvelle-Zélande. Des activités de sensibilisation du public sont parfois organisées par la délégation de l'UE et les missions diplomatiques des États membres présents sur place sur des thèmes tels que l'égalité des sexes ou les droits des femmes.

Dans l'ensemble, le plus grand défi est le niveau parfois faible des ressources affectées à la mise en œuvre effective des réformes ou des plans d'action. La violence familiale et la situation des Maori resteront les principaux défis à relever dans les années à venir. Les Maori représentent plus de 50 % de la population carcérale de la Nouvelle-Zélande (60 % dans le cas des femmes).

État indépendant de Papouasie - Nouvelle-Guinée

La Papouasie - Nouvelle-Guinée traverse actuellement une phase de transformation dynamique de la société et s'emploie à relever un large éventail de défis en matière de droits de l'homme. Toutefois, les réponses et les actions de mise en œuvre adéquates des organismes gouvernementaux sont encore limitées et lentes. Malgré les efforts louables consentis ces dernières années en ce qui concerne l'élaboration des politiques, la mise en œuvre des politiques et les capacités institutionnelles peuvent être améliorées.

Il est nécessaire de réduire la violence à caractère sexiste, de soutenir la lutte contre la maltraitance des enfants et de mettre en œuvre les conventions internationales.

Les principales préoccupations en matière de droits de l'homme dans le pays sont la violence à caractère sexiste, la violence envers les enfants et les actes de torture et les assassinats liés à la sorcellerie. Le nombre de viols et d'actes de violence domestique est l'un des plus élevés au monde. De nombreux cas ne sont toujours pas signalés et très peu de cas parmi ceux signalés font l'objet d'un suivi adéquat.

Le document attendu depuis longtemps relatif à la stratégie nationale sur la violence à caractère sexiste, qui marque une étape décisive, a été approuvé par le conseil exécutif national le 13 décembre 2016. La mise en place d'une commission parlementaire spéciale sur la violence à caractère sexiste et d'un conseil national et d'un secrétariat sur la violence à caractère sexiste fait partie de la stratégie nationale qui sera lancée en février 2017.

En 2016, la communication des médias sur la violence à caractère sexiste et la sensibilisation à ce sujet se sont accrues et se sont intensifiées pendant la coupe du monde féminine U-20 de la FIFA en Papouasie - Nouvelle-Guinée en novembre et en décembre, qui a constitué une plateforme idéale pour sensibiliser l'opinion et promouvoir un changement de comportement.

Des raisons culturelles et religieuses empêchent la Papouasie - Nouvelle-Guinée de recourir à la peine de mort, bien que cette dernière soit maintenue dans la législation pour exercer un effet dissuasif (la dernière exécution a eu lieu en 1954). L'opinion publique reste divisée quant à son abolition. Introduites par la loi en 1902, trois infractions étaient passibles de la peine de mort au moment de l'indépendance de la Papouasie - Nouvelle-Guinée en 1975; cependant, depuis 2013, six infractions le sont (trahison, piraterie, tentative de piratage avec violence, assassinat lié à la sorcellerie, viol aggravé et vol aggravé). En février 2016, le Premier ministre a annoncé publiquement que le réexamen des modalités de mise en œuvre des exécutions avait été suspendu.

En ce qui concerne les poursuites à l'encontre des auteurs d'infractions, les décisions de justice ne sont pas toujours respectées ni exécutées par les services répressifs. Des cas de preuves "perdues" ou falsifiées, en particulier lorsqu'il s'agit d'affaires controversées ou très médiatisées, ont été signalés.

Le renforcement de la coopération du gouvernement avec les organisations de la société civile (OSC), en tant que partenaires dans le processus de développement du pays, et la nécessité d'une telle coopération dans les domaines spécifiques des soins de santé de base, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, de l'ordre public, de la politique et de la gouvernance, des droits de l'homme et de l'autonomisation économique amélioreront la participation des OSC à l'élaboration des politiques et aux réformes politiques, ainsi que leur capacité à accéder aux mécanismes gouvernementaux de financement.

La modification de la loi sur la gestion des finances publiques, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2017, est considérée comme une étape essentielle dans la lutte contre la corruption (et est liée au soutien que l'UE apporte à la réforme de la gestion des finances publiques).

Le dialogue politique s'est tenu le 22 novembre 2016. La Papouasie - Nouvelle-Guinée a été encouragée à faire progresser le processus de ratification de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; à envisager de ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale; et à réfléchir à l'abolition de la peine de mort (qui a été abolie par la plupart des autres États insulaires du Pacifique). L'UE a également souligné combien il importe de mettre en place une institution nationale des droits de l'homme qui puisse faire progresser la mise en œuvre des politiques en matière de droits de l'homme et des recommandations de l'EPU.

Au cours de l'année 2016, la délégation de l'UE a organisé plusieurs réunions bilatérales à tous les niveaux avec des acteurs étatiques, des missions diplomatiques, des organisations internationales et la société civile sur les droits de l'homme, a organisé conjointement le "Yumi Olgeta" en avril et a participé au septième festival des droits de l'homme de la Papouasie - Nouvelle-Guinée en octobre. L'UE a entrepris une démarche auprès du gouvernement relative au moratoire sur l'application de la peine de mort.

En décembre 2016, la délégation de l'UE a signé un contrat avec le conseil consultatif de mise en œuvre et de suivi, qui soutiendra une plateforme nationale pour le dialogue avec des acteurs non étatiques (ANE) et encouragera la participation active des acteurs non étatiques tant au niveau national qu'infranational, en mettant l'accent sur les dépenses publiques dans les districts, un partenariat entre le gouvernement provincial et la société civile, un gouvernement ouvert et une participation du public, la famille et la violence sexuelle, le VIH/sida et l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Dans le cadre d'un appel à propositions d'un montant de plus de 900 000 euros, des contrats ont été attribués à des projets visant à promouvoir les droits des femmes et des enfants, à lutter contre la maltraitance des enfants et la traite des êtres humains et à renforcer les efforts de poursuite.

D'autres projets sont en cours de mise en œuvre: "Papua New Guinea Leadership against Gender-Based Violence" (La Papouasie - Nouvelle-Guinée, fer de lance de la lutte contre la violence à caractère sexiste), qui vise à renforcer les capacités des décideurs au sein du gouvernement et de la société civile; "HOPE-A House for Protection and Empowerment" (Une maison pour la protection et l'autonomisation), qui vise à promouvoir le travail des défenseurs et des militants des droits de l'homme; et "Addressing Violence Against Women in Papua New Guinea" (Combattre la violence à l'égard des femmes en Papouasie-Nouvelle-Guinée), qui vise à sensibiliser les communautés rurales aux effets de la violence à caractère sexiste en utilisant un éventail de modes de communication.

La Papouasie - Nouvelle-Guinée a présenté le rapport de son deuxième examen périodique universel (EPU) au Conseil des droits de l'homme des Nations unies le 6 mai 2016. La Papouasie - Nouvelle-Guinée a accepté 101 des 161 recommandations et a simplement pris note des autres.

Parmi les recommandations figuraient la lutte contre la violence à caractère sexiste et la violence liée à la sorcellerie, le renforcement de l'équité entre les sexes, l'établissement d'une institution des droits de l'homme indépendante, la ratification des principales conventions internationales et le respect des obligations en matière de communication d'informations, l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux services de santé, la responsabilité des entreprises, la dépénalisation des personnes LGBTI, l'abolition de la peine de mort, les brutalités policières et le manque de services correctionnels dignes. Le dénominateur commun a été la lenteur des progrès dans la mise en œuvre des recommandations issues de l'examen précédent.

Le principal défi pour l'avenir consiste à montrer que des progrès tangibles sont accomplis dans la tenue des engagements pris dans le cadre de l'EPU, en particulier en ce qui concerne la lutte contre la violence à caractère sexiste et l'amélioration de l'ordre public et de l'accès à des services de base tels que l'éducation, la santé, le logement et des emplois décents. Des problèmes d'ordre public continuent d'ébranler la confiance des investisseurs et constituent l'obstacle majeur pour parvenir au développement économique et à la prospérité.

Îles Salomon

Comme c'est le cas pour d'autres pays du Pacifique, le changement climatique et les problèmes en matière de droits de l'homme qui y sont liés revêtent une importance particulière. En 2016, la situation générale des droits de l'homme s'est améliorée. Les inégalités entre les hommes et les femmes, y compris la violence à caractère sexiste et la violence envers les enfants, restent préoccupantes.

Il est nécessaire de promouvoir la réduction de la violence à caractère sexiste, de soutenir la lutte contre la maltraitance des enfants et de mettre en œuvre les conventions internationales.

Les Îles Salomon doivent encore adopter une politique globale en matière de droits de l'homme. Les règlements d'exécution de la loi sur la protection de la famille de 2014, attendus de longue date, ont été adoptés et officiellement lancés en avril 2016. La loi érige en infraction les violences domestiques, protège les survivants et habilite les tribunaux, la police et les professionnels de la santé à aider les survivants à accéder aux services, tels que l'attention médicale et la justice. Toutefois, il n'existe actuellement aucune législation interdisant légalement les châtiments corporels infligés aux enfants.

La violence domestique reste un sujet de préoccupation au niveau national. Selon des études, environ deux tiers des femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont eu une relation ont signalé avoir été victimes de violences physiques et/ou sexuelles exercées par leur partenaire.

L'aide juridictionnelle est officiellement disponible dans les affaires pénales, familiales et civiles par l'intermédiaire du bureau d'aide juridique; cependant, il a été constaté que le bureau est régulièrement surchargé et qu'il ne dispose pas de suffisamment de ressources. De nombreux efforts ont été consentis pour améliorer l'accès à la justice des femmes victimes de violence domestique, en particulier depuis le début de la mise en œuvre de la loi sur la protection de la famille (2014) en avril 2016.

Le projet de loi de 2015 visant à modifier le code pénal (en matière d'infraction sexuelle) a introduit de nouvelles catégories d'infractions sexuelles. Parmi celles-ci figurent l'abus sexuel persistant d'un enfant âgé de moins de 18 ans; l'abus sexuel d'un enfant âgé de plus de 15 ans mais de moins de 18 ans par une personne en position de confiance ou d'autorité par rapport à l'enfant ou dont l'enfant dépend; l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales; et la participation à des infractions sexuelles, ainsi que l'utilisation, la distribution et le stockage de contenus ayant trait à l'exploitation sexuelle des enfants (matériel visuel, audio, documents imprimés et données).

Le gouvernement a également approuvé la politique nationale de consolidation de la paix, lancée en 2015 dans le cadre de son initiative d'après-conflit pour parvenir à une paix durable et stable. Un plan d'action national contre la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains a été achevé et des lignes directrices opérationnelles pour l'application de la loi sur l'immigration sont en cours d'élaboration.

La participation et la contribution des femmes à la vie politique restent très faibles. La loi sur l'intégrité des partis politiques, dont la rédaction a été soutenue par l'UE, exige des partis politiques enregistrés qu'ils veillent à ce qu'au moins 10 % de leurs candidats soient des femmes. Pour faire face aux obstacles tels que les intérêts financiers et culturels ainsi que divers autres intérêts des membres du parlement, des mesures spéciales temporaires, y compris un nombre de sièges réservés aux femmes au parlement, ont été examinées et annoncées au plus haut niveau, avec le soutien de la délégation de l'UE, dans le cadre du dialogue politique et de déclarations publiques. Cependant, à ce jour, l'absence d'action spécifique a été décourageante.

Dans le cadre du dialogue politique tenu en juin 2016, l'UE a exhorté le gouvernement à signer et à ratifier des instruments importants en matière de droits de l'homme (y compris à ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale qui a été signé à la fin des années 1990). L'UE a invité le pays à protéger les droits de la communauté LGBTI.

Le pays a reconnu l'importance que revêt la mise en œuvre en temps utile des recommandations de la commission pour la vérité et la réconciliation (CVR). Il est prévu qu'une feuille de route de la CVR pour la mise en œuvre soit présentée au parlement national dans le courant de cette année.

La délégation de l'UE a poursuivi le dialogue sur la corruption avec les organisations de la société civile, telles que Transparency International aux Îles Salomon, et avec le médiateur sur les questions relatives aux droits de l'homme.

En juillet 2016, la délégation de l'UE aux Îles Salomon et au Vanuatu a participé activement à la semaine de la diplomatie climatique; elle a promu plusieurs publications et a instauré un dialogue avec des écoles et les médias. Dans la région du Pacifique, le changement climatique et les droits de l'homme sont très étroitement liés.

La délégation de l'UE a joué un rôle de premier plan depuis 2016 dans la tenue d'un dialogue sur une feuille de route pour les OSC, qui sera suivi par des lignes budgétaires thématiques (0,6 million d'euros provenant de l'IEDDH et 1,5 million d'euros provenant des organisations de la société civile et des autorités locales) dans le cadre d'appels à propositions en 2017. Soixante-huit organisations non gouvernementales (ONG) sont actuellement enregistrées auprès de l'association des organisations non gouvernementales des îles du Pacifique.

L'UE finance actuellement une action intitulée "Appui aux initiatives et aux actions pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels". L'UE a également financé des projets sur les droits des femmes, la violence à l'égard des femmes et l'autonomisation et la participation des femmes.

Les Îles Salomon ont confirmé avoir reçu 139 recommandations dans le cadre de leur examen périodique universel en janvier 2016, et en ont finalement accepté 89, y compris la ratification de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, les recommandations liées à la protection de l'enfance, aux châtiments corporels, à la traite des êtres humains, à l'éducation et à l'incrimination des violences sexuelles, ainsi que l'établissement d'une institution nationale des droits de l'homme. Le gouvernement s'engage à mettre en place un mécanisme national de contrôle, d'établissement de rapports et de suivi d'ici cinq ans.

Royaume des Tonga

La situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays est restée positive. Confronté à la possibilité d'un vote de défiance, le gouvernement n'a toutefois accompli aucun progrès en ce qui concerne la poursuite de la démocratisation ou la ratification de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La violence domestique reste un problème majeur, tout comme la participation insuffisante des femmes à la vie politique des Tonga.

L'UE soutient le renforcement des capacités des organisations de la société civile et en matière d'égalité des sexes.

Les femmes sont sous-représentées dans les processus de prise de décision; lors d'une élection partielle de juillet 2016, une femme a remporté un siège au parlement, ce qui fait d'elle la cinquième députée au parlement dans l'histoire des Tonga. Si la Constitution prévoit officiellement l'égalité, cela ne se traduit pas en pratique par l'égalité des sexes. En général, les hommes bénéficient d'un traitement préférentiel conformément à la culture traditionnelle des Tonga. Il existe des inégalités généralisées entre les femmes et les hommes dans la vie familiale, où le rôle prédominant est tenu par l'homme le plus âgé. Les femmes ne peuvent pas posséder de terres et continuent d'être confrontées à des difficultés en ce qui concerne le plein exercice des droits économiques.
La violence domestique constitue également un problème important.

En novembre 2016, le premier médiateur des Tonga a été nommé: il peut enquêter sur l'administration publique, soit sur la base d'une plainte qui lui a été adressée par une quelconque personne soit de sa propre initiative. Le projet de loi a été déposé au parlement, accompagné d'un projet de loi visant à enfin nommer un commissaire pour la lutte contre la corruption, dont le poste était vacant depuis 2007.

Malgré de nombreuses tentatives de la délégation de l'UE pour le Pacifique, aucun dialogue politique de haut niveau avec les Tonga n'a eu lieu en 2016.

Dans le courant de l'année, la délégation de l'UE pour le Pacifique a entrepris des démarches et des activités de sensibilisation visant à inviter les États insulaires du Pacifique, y compris les Tonga, à soutenir les initiatives et priorités de l'UE en matière de droits de l'homme au niveau des Nations unies. Lors de sa visite dans le pays, la Haute-Commissaire britannique aux Tonga a soulevé des questions relatives aux droits de l'homme et a souligné qu'une meilleure application des instruments des Nations unies en matière de droits de l'homme était nécessaire.

L'UE encourage un dialogue politique plus structuré et efficace entre le gouvernement, les autorités locales et les organisations de la société civile. Le programme indicatif national au titre du 11e Fonds européen de développement (signé en 2015) prévoit 0,6 million d'euros pour les organisations de la société civile aux Tonga.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route régionale pour les OSC dans le Pacifique, l'UE a soutenu, en mars 2016, une consultation nationale de trois jours sur la protection de l'enfance aux Tonga, qui a conduit à la création d'un groupe de travail consultatif ad hoc, composé de membres du gouvernement et d'ONG, sur les droits des enfants, qui est chargé d'exhorter le ministère de l'éducation à progresser dans l'établissement de rapports sur la convention relative aux droits de l'enfant et dans la mise en œuvre de celle-ci.

Le projet a également fonctionné grâce à la division "Femmes" du ministère des affaires intérieures, tant en termes d'aide technique concernant l'élaboration de plans stratégiques pour la mise en œuvre de la loi (de 2014) sur la protection de la famille et de la politique révisée d'égalité des sexes, que pour le lancement d'une série de consultations communautaires sur les protections et les recours offerts par la nouvelle loi.

Les Tonga ne participent pas de façon très active aux enceintes internationales des droits de l'homme et n'ont jusqu'à présent ratifié que deux des principales conventions des Nations unies relatives aux droits de l'homme (la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la convention relative aux droits de l'enfant). Toutefois, il est important de noter que le pays est devenu membre de l'Organisation internationale du travail en 2016.

République du Vanuatu

En 2016, de nouvelles mesures ont été prises pour promouvoir un système de gouvernance plus fort, plus transparent et responsable. Des progrès dans le respect des obligations en matière de droits de l'homme ont également été observés dans le cadre de l'examen du Vanuatu au sein du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

La priorité de l'UE est la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme à part entière conformément aux principes de Paris (pour garantir l'égalité des femmes et des filles ainsi que des personnes handicapées) et la ratification du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture.

Un certain nombre de problèmes doivent encore être traités, en particulier dans les domaines suivants: l'égalité des sexes, les violences à l'égard des femmes, les violences domestiques, le viol et les discriminations à l'égard des personnes LGBTI. Il existe également régulièrement des cas de corruption, y compris des allégations d'utilisation frauduleuse de fonds publics et/ou provenant de donateurs.

En 2016, le gouvernement s'est investi plus activement dans la **promotion de la participation des femmes dans la vie politique**. En novembre, le président Baldwin Lonsdale a participé à une réunion avec le conseil national des femmes et a réaffirmé son souhait de voir des femmes élues au parlement et également se présenter aux élections présidentielles. Dans ce contexte, le gouvernement a débattu de la mise en place de mesures spéciales temporaires au moyen d'amendements de la Constitution. Cela fait suite à la mise en œuvre réussie de mesures spéciales temporaires dans le cadre des élections municipales en 2014. Une délégation du conseil national des femmes a assisté à la cérémonie d'ouverture de la session parlementaire de décembre 2016.

La confirmation que le pouvoir judiciaire bénéficie d'un degré élevé d'indépendance constitue un autre point positif. En octobre 2015, la Cour suprême du Vanuatu avait reconnu quatorze députés coupables de corruption en vertu de la loi sur le code pénal, et les avait condamnés à des peines de trois ou quatre ans d'emprisonnement. Au stade du pourvoi, la cour d'appel a confirmé le jugement, prouvant ainsi l'indépendance du pouvoir judiciaire et sa position ferme contre la corruption.

L'ambassadeur de l'UE accrédité au Vanuatu est basé à Honiara (Îles Salomon) et maintient, avec l'aide de ses autres collègues, une présence opérationnelle et politique régulière et effective de l'UE au Vanuatu. Le quatrième dialogue politique renforcé au titre de l'article 8 de l'accord de Cotonou se tiendra à Bruxelles le 24 janvier 2017 et la situation en matière de droits de l'homme, d'égalité des sexes et de bonne gouvernance dans le pays figure à l'ordre du jour.

Le Vanuatu a soutenu la résolution relative à un moratoire sur l'application de la peine de mort à la fois au sein de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies et lors de la session plénière de cette dernière en décembre. Au sein de la Troisième Commission, en novembre, il a également voté en faveur d'autres résolutions thématiques ou par pays sur les droits de l'homme parrainées/soutenues par l'UE.

En 2016, l'UE a continué à apporter un soutien financier à des projets financés au titre du Fonds européen de développement (FED), mais l'accent a été mis sur le développement rural, étant donné que les activités agricoles peuvent jouer un rôle important pour stimuler la croissance, créer des emplois et améliorer les moyens de subsistance dans les zones rurales. Les activités agricoles peuvent contribuer à lutter contre la pauvreté au Vanuatu et à limiter l'exode rural et d'autres conséquences indésirables, telles que le chômage urbain, la consommation de drogue et la violence.

Le deuxième cycle d'examen périodique universel auquel le Conseil des droits de l'homme a soumis le Vanuatu a donné des résultats satisfaisants. Le Vanuatu a élaboré un cadre national qui permettra d'intégrer les recommandations dans les programmes publics de planification et de développement. Ces recommandations portent sur la protection des personnes les plus vulnérables - les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Le Vanuatu exécute actuellement le plan d'action national pour la mise en œuvre découlant des recommandations qui ont été acceptées en juin 2014.

Malgré ces progrès, des problèmes subsistent en ce qui concerne l'application des droits de l'homme, en particulier dans les îles isolées en périphérie. Parmi ces problèmes figurent l'accès à la justice, en particulier pour les groupes vulnérables, et le renforcement des garanties constitutionnelles et législatives.

IX. AMERIQUES

Antigua-et-Barbuda

Si plusieurs mesures visant à améliorer la protection des droits des femmes et des enfants ont pris effet en 2016, la lutte contre la violence domestique et la maltraitance des enfants reste un défi majeur.

Parmi les priorités de l'UE figurent également la non-discrimination à l'égard des personnes LGBTI, l'abolition de la peine de mort et d'autres améliorations dans le domaine de l'État de droit, en particulier la nécessité de traiter le problème de la surpopulation carcérale et l'arriéré judiciaire.

Une nouvelle loi sur la violence domestique, qui prévoit l'obligation d'enquêter sur tous les incidents signalés, a pris effet en 2016. Une formation sur la législation a été dispensée au personnel concerné. La traite des êtres humains reste un sujet de préoccupation majeur, en particulier eu égard aux femmes étrangères recrutées aux fins de la prostitution. La négligence et les abus physiques sont considérés comme la forme de maltraitance des enfants la plus fréquente. Une étude réalisée en mars 2016 a révélé l'existence de cas d'abus sexuels d'adolescents contre rémunération. Les châtiments corporels sont toujours infligés dans les écoles. La mise en œuvre du projet de loi exemplaire sur la justice pour mineurs (2015) a commencé en 2016. Cette loi vise à ce que les affaires concernées soient traitées dans le cadre de la justice réparatrice plutôt que devant des juridictions officielles, à ce que les châtiments corporels soient abolis en tant que peine possible et à ce que les enfants soient détenus dans des locaux sûrs plutôt qu'en prison. Une salle d'audience pour les familles a été créée pour traiter exclusivement des affaires concernant les mineurs.

Aucun progrès n'a été accompli sur les questions relatives aux personnes LGBTI; les relations sexuelles entre personnes consentantes de même sexe restent illégales et les homosexuels font l'objet de discriminations (par exemple, en matière d'emploi, de logement et d'accès à l'éducation et aux soins de santé), de harcèlement verbal et, bien que cela soit moins courant, de violence physique. Antigua-et-Barbuda conserve la peine de mort bien qu'aucune exécution n'ait eu lieu depuis 1991. La seule prison du pays est toujours en proie à une surpopulation carcérale extrême.

En 2016, l'UE a continué de soulever des questions essentielles liées aux droits de l'homme auprès des autorités. Des démarches formelles ont été menées dans le cadre de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies. Faisant partie de la sous-région des Caraïbes orientales, Antigua-et-Barbuda bénéficie de l'aide de l'UE au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme et du programme "Organisations de la société civile". Dans ce contexte, les projets en cours sont axés, entre autres, sur la lutte contre la violence domestique. Un autre projet spécifiquement consacré à Antigua-et-Barbuda a été sélectionné à la fin de l'année 2016 pour être mis en œuvre et vise à réduire la récidive en accroissant les possibilités d'emploi pour les jeunes à risque.

En mai 2016, Antigua-et-Barbuda a fait l'objet d'un examen périodique universel. Le rapport final a été adopté par le Conseil des droits de l'homme en septembre. Antigua-et-Barbuda a accepté 37 des 115 recommandations et a pris note des 78 autres. Le Conseil des droits de l'homme a salué la ratification de la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, en 2016, les progrès réalisés en ce qui concerne des mesures juridiques pour lutter contre la traite des êtres humains et l'adoption de lois relatives à la justice pour mineurs. Il a été recommandé qu'Antigua-et-Barbuda poursuive ses efforts visant à éradiquer la pauvreté, fasse progresser les services de soins de santé en augmentant l'allocation des ressources, continue à éliminer la violence à l'égard des femmes et prenne position en faveur de la non-discrimination à l'égard des personnes LGBTI.

République argentine

Globalement, la situation des droits de l'homme en Argentine est positive. Depuis le rétablissement de la démocratie en 1983, l'engagement en faveur des droits de l'homme est constant. Le pays est doté d'un corpus législatif ambitieux de lutte contre les discriminations qui comprend notamment des dispositions sur les droits de l'homme des personnes LGBTI, bien que des discriminations persistent au sein de la société. L'Argentine maintient des engagements en faveur des droits de l'homme sur la scène internationale, notamment en se déclarant disposée à accueillir des réfugiés syriens.

Les principales priorités de l'UE consistent à soutenir la participation de la société civile dans le processus d'élaboration des politiques et à apporter un appui aux organismes publics et organisations de la société civile concernés qui contribuent à protéger les droits de l'homme et à encourager l'émancipation des femmes. L'UE a également entrepris des activités consacrées à l'inclusion sociale et à la réduction de la pauvreté, à la lutte contre les violences à caractère sexiste et à la prévention de la violence institutionnelle.

Les principales préoccupations en matière de protection des droits de l'homme en Argentine concernent: la répartition inégale des revenus et les taux élevés de pauvreté qui en résultent; les violences à caractère sexiste; et une attitude indulgente envers la violence institutionnelle, due aux lacunes du système judiciaire et à la corruption au sein des forces de sécurité. Certaines situations préoccupantes en matière de droits de l'homme ont attiré l'attention de la communauté internationale en 2016, telles que l'affaire Milagro Sala (maintien en détention provisoire durant près d'un an d'une dirigeante autochtone étroitement liée à l'administration antérieure de la province de Jujuy et accusée de détournement de fonds, entre autres) et l'émergence d'un discours xénophobe et hostile aux immigrants au sein des grands partis politiques.

En outre, le taux élevé de pauvreté (32 %) a fourni un terrain propice à la violence liée aux stupéfiants ainsi qu'à la hausse de la délinquance, suscitant des demandes de durcissement de la répression pénale. Le système judiciaire et les forces de sécurité font l'objet d'une modernisation qui vise principalement à les rendre plus efficaces.

Par ailleurs, les violences à caractère sexiste et les féminicides restent fréquents malgré des avancées de la législation et la tenue de grandes manifestations réclamant des mesures pour protéger les femmes. De plus, la violence institutionnelle liée à la corruption et aux dysfonctionnements du système judiciaire reste préoccupante.

La loi relative à l'accès aux informations publiques et l'agence autonome créée pour en faciliter la mise en œuvre, ainsi que le projet visant à renforcer la transparence et l'obligation de rendre des comptes dans le système électoral, recèlent de larges possibilités d'améliorer la qualité de la gouvernance démocratique. En outre, le gouvernement mène des campagnes de sensibilisation à l'égalité des sexes, au problème de la violence à caractère sexiste et aux droits de l'homme des personnes LGBTI.

La participation de la société civile au processus décisionnel public est variable à travers le pays. Les couches les plus démunies de la population ont un faible accès au processus décisionnel et le clientélisme demeure largement répandu, en particulier dans les provinces. Les groupes comprenant les populations pauvres, immigrées et autochtones ont très peu accès aux organes décisionnels.

Le dialogue entre l'UE et l'Argentine sur les droits de l'homme aura lieu début 2017. Il sera précédé d'une consultation ouverte avec la société civile qui, avec le dialogue, servira de base à l'élaboration d'une stratégie en matière de droits de l'homme.

La délégation de l'UE en Argentine travaille aux côtés de diverses ONG argentines actives dans le domaine des droits de l'homme, qui peuvent mener librement leurs activités. De manière générale, les conditions d'exercice de la liberté d'expression sont positives. L'UE accorde une attention particulière à la situation des communautés autochtones dans les provinces du Nord, plus pauvres, dans le cadre de plusieurs programmes d'aide. L'aide apportée au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme est répartie entre cinq projets en cours, pour un montant cumulé de 3,2 millions d'euros, qui sont consacrés à l'inclusion sociale, à la lutte contre la pauvreté et la violence à caractère sexiste, à la participation de la société civile et au renforcement de ses capacités, à l'intensification de la coopération interinstitutionnelle, à la promotion de l'émancipation des femmes, et à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques. Ces cinq projets arriveront tous à leur terme en 2017.

La délégation de l'UE a participé à des séminaires sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes. Le chef de délégation a lancé le prix Emar Acosta pour un leadership durable dans les services publics, qui récompense la dévolution de responsabilités aux femmes dans la fonction publique et la classe politique.

L'UE et l'Argentine adoptent presque toujours les mêmes positions au sein des instances mondiales telles que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et l'Assemblée générale des Nations unies. Le prochain examen périodique universel (EPU) doit avoir lieu en novembre 2017.

Parmi les enjeux immédiats figure la meilleure mise en œuvre de la législation globale en matière de droits de l'homme. Il est nécessaire de remédier dans les mois prochains à l'absence de statistiques fiables, qui empêche d'effectuer un suivi et de mettre en place les jalons de cette mise en œuvre.

Commonwealth des Bahamas

Les questions relatives à l'égalité des sexes et au traitement des migrants ont été des sujets de préoccupation majeurs en 2016. Le rejet massif par référendum des évolutions proposées pour une plus grande égalité en termes de droits des enfants et de droits conjugaux a constitué une déception, et pourrait être considéré comme un recul dans la lutte contre les violations des droits de l'homme.

Les priorités stratégiques pour l'UE dans les Bahamas en 2016 ont été de promouvoir l'égalité des sexes, le respect dans le traitement des migrants et des questions de nationalité, l'amélioration des conditions carcérales et l'abolition de la peine de mort. Parmi les autres enjeux ont figuré la lenteur de la justice, les droits des enfants, et la ratification de tous les instruments pertinents des Nations unies.

Les Bahamas sont l'un des rares pays au monde qui autorisent toujours en droit les inégalités et les discriminations fondées sur le sexe. L'exemple le plus frappant dans la Constitution est l'inégalité au regard de la capacité à transmettre la nationalité bahamienne, et l'inégalité entre les enfants, ainsi qu'entre les personnes mariées et célibataires. Le 7 juin 2016 se sont tenus un référendum et un vote du parlement, nécessaires à l'adoption de quatre amendements constitutionnels relatifs à l'égalité des sexes. Malgré le soutien sans réserve du gouvernement, de l'opposition et des organisations internationales, les Bahamiens ont massivement rejeté les amendements proposés.

La mise en œuvre d'une politique d'immigration adoptée en novembre 2014 reste contentieuse en raison d'accusations de dérives de la police et d'autres violations des droits de l'homme. Il y a tout lieu de penser que les migrants haïtiens sont spécifiquement visés. Selon certaines estimations, entre 30 000 et 50 000 immigrants haïtiens et leurs enfants se sont vu refuser la citoyenneté bahamienne – bien que certains d'entre eux soient nés aux Bahamas – et n'ont pas non plus la nationalité haïtienne, si bien qu'ils sont apatrides.

Il n'existe qu'une prison aux Bahamas, qui comprend un centre de détention provisoire pour les détenus en attente de jugement, un secteur réservé aux femmes, et des installations de sécurité minimale et maximale, cette dernière comportant une unité destinée aux personnes condamnées pour homicide volontaire. Selon le gouvernement, des contraintes financières ont entraîné de graves problèmes de surpopulation, qui ont reçu une réponse partielle avec la construction d'un centre de détention pour immigrés en-dehors de l'établissement pénitentiaire et la construction d'un centre de détention provisoire de 80 cellules. Toutefois, des informations font toujours état de mauvaises conditions dans ce centre, avec un accès restreint aux produits de première nécessité et aux soins médicaux, ainsi que de fréquents actes de violence physique commis par des agents.

Les autorités bahamiennes maintiennent la peine capitale, bien qu'aucune exécution n'ait eu lieu depuis 2000; une personne se trouve encore dans le couloir de la mort. Le Conseil privé britannique demeure la juridiction de dernier recours pour les Bahamiens, ce qui équivaut à un moratoire de fait sur la peine de mort, dans la mesure où l'introduction d'un recours empêche l'exécution des condamnations.

L'UE continue d'aborder les questions liées aux droits de l'homme avec le gouvernement et d'autres parties prenantes, y compris en ce qui concerne l'égalité des sexes, et notamment la question des prochaines étapes qui permettraient de faire progresser cette égalité à la suite du rejet des quatre amendements constitutionnels par référendum, ainsi que celle du traitement des migrants, en particulier haïtiens. L'UE continuera de plaider pour l'abolition de la peine de mort aux Bahamas.

Les principales actions à mener pour l'avenir portent notamment sur les droits des femmes et des enfants, les droits des migrants et des autres groupes vulnérables, les conditions carcérales et l'abolition de la peine de mort.

Barbade

La situation générale présente des difficultés persistantes à l'égard des droits des femmes et des enfants, de la violence domestique, de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle, des prisons et de la justice. Des mesures législatives ont été prises en 2016 pour lutter contre la violence à caractère sexiste et renforcer la protection des femmes et des enfants, et d'autres mesures sont en cours d'élaboration.

L'UE soutient les efforts que déploie le gouvernement de la Barbade pour lutter contre la violence domestique, les maltraitances physiques et les abus sexuels sur les enfants, ainsi que pour renforcer l'État de droit. De plus, l'UE plaide avec insistance pour l'abolition de la peine de mort et contre les discriminations envers les personnes LGBTI.

L'absence d'informations spécifiques et les lacunes des mécanismes de collecte et d'évaluation des données sont considérées comme un lourd obstacle à la lutte contre les violences à caractère sexiste. La négligence est la forme la plus courante de maltraitance des enfants, suivie par la maltraitance physique. Les ressources sont insuffisantes par rapport au nombre de cas signalés, estimé à 700 par an. Le pouvoir judiciaire est affecté par une lenteur systémique, et doit faire face au grand nombre de personnes en détention provisoire dans l'attente d'un jugement. La communauté LGBTI continue à faire l'objet de stigmatisations, de discriminations et, bien que ce soit moins courant, de violences physiques. Toutefois, les médias sont toujours plus nombreux à s'exprimer en faveur des droits des personnes homosexuelles. Certaines personnalités politiques barbadiennes ont déclaré un soutien très appuyé aux droits de l'homme des personnes LGBTI – bien que des militants de la société civile accusent le gouvernement de n'adopter qu'une attitude de façade pour contenter la communauté internationale à cet égard. La Barbade conserve une condamnation obligatoire à la peine de mort, toutefois soumise à un moratoire de fait. Le débat sur l'abolition de la peine capitale obligatoire pour les crimes de trahison et de meurtre, lancé au sein du parlement en 2015, a été suspendu.

En janvier 2016, le parlement a adopté le projet de loi sur la prévention de la traite des êtres humains, qui donne effet au protocole des Nations unies visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Dans le même temps, le parlement a adopté un amendement à la loi sur les infractions sexuelles, afin d'y introduire une définition du viol conjugal. Le projet de loi sur la violence domestique de 2016 a été adopté en février 2016; il vise à renforcer la protection des victimes et à garantir que les auteurs de tels actes de violence en répondent devant la justice. Le projet de loi sur la justice des mineurs n'a pas encore été adopté.

Au niveau local, l'UE maintient un dialogue politique régulier ainsi que des discussions informelles avec le gouvernement, l'opposition, la société civile et d'autres acteurs concernés, et soulève de façon proactive des questions essentielles liées aux droits de l'homme. Des démarches formelles ont été menées dans le cadre de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies. Le dialogue sur la peine de mort s'est poursuivi et le gouvernement a pris des mesures pour modifier la loi sur les infractions contre les personnes en vue de supprimer la condamnation à mort comme sanction obligatoire pour les homicides.

La Barbade bénéficie de dotations régionales au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et du programme "Organisations de la société civile". Les projets en cours sont principalement axés sur la lutte contre la violence domestique et sur l'inclusion par l'emploi des personnes souffrant d'un handicap mental, au moyen de formations et de placements professionnels. Un nouveau projet a été approuvé en 2016, en vue de procurer des moyens de subsistance durables aux agriculteurs dans les régions rurales.

Belize

En 2016, les principales préoccupations ont notamment concerné la corruption, les droits des enfants et la discrimination à l'égard des groupes vulnérables. La décision par laquelle la Cour suprême a invalidé la loi du pays réprimant la sodomie constitue une avancée positive.

Les domaines prioritaires de l'UE au Belize sont notamment la promotion de la non-discrimination à l'égard des groupes vulnérables et des peuples autochtones, la protection des droits des enfants et des jeunes; la progression de l'égalité des sexes et la prévention de la violence à l'égard des femmes; et l'action en faveur de l'abolition de la peine de mort.

Il a été fait état de violations du processus d'acquisition de la nationalité et de délivrances de visas et passeports irréguliers, dans certains cas à des trafiquants d'êtres humains et à des personnes suspectées au niveau international de blanchir des capitaux. Des irrégularités et des abus concernant la répartition des terres, au détriment des populations démunies, ont également été signalés.
La confiance dans le gouvernement s'est érodée en raison des scandales susmentionnés relatifs à l'immigration et aux terres, ainsi que de l'affaiblissement de l'économie et de l'accroissement de la violence des gangs.

Dans le cadre des discussions en cours avec le gouvernement, l'UE plaide en faveur d'évolutions politiques et législatives afin d'améliorer la situation des enfants et de rendre les mécanismes de recours et de réparation accessibles aux enfants. En décembre, la délégation a tenu des discussions approfondies avec des organisations de la société civile pour les encourager à mieux répondre à l'appel par lequel l'IEDDH leur demandait de faire des propositions susceptibles de renforcer la sécurité des enfants et des jeunes, tout particulièrement en ce qui concerne les jeunes à risque issus des communautés pauvres.

Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), en 2010, le Belize présentait la deuxième plus forte incidence de violences sexuelles en Amérique centrale. Les femmes sont vulnérables aux abus et aux violences domestiques, font l'objet de discriminations, connaissent un taux de grossesses précoces élevé et ont des perspectives restreintes. En 2016, des discussions ont été menées avec l'envoyée spéciale pour les femmes et les enfants et première dame du Belize, Kim Simplis Barrow, sur la manière de collaborer dans le cadre d'initiatives pour faire progresser l'égalité des sexes et sensibiliser à la problématique de la violence à caractère sexiste au Belize. Des activités déployées à l'occasion de journées spéciales, notamment la journée internationale de la femme et les seize jours d'activisme contre la violence sexiste, seront lancées en 2017.

Les aspects relatifs aux droits de l'homme, notamment la sensibilisation aux questions d'égalité des sexes, sont intégrés aux programmes d'aide de l'UE au Belize. En 2016, un projet visant à créer un environnement favorable à la protection des enfants a été mis en œuvre par l'UNICEF avec des fonds mis à disposition par l'UE dans le cadre de l'IEDDH.

Les défis à venir consistent notamment à assurer la non-discrimination à l'égard des groupes vulnérables, à protéger et promouvoir les droits des enfants et des jeunes ainsi que l'égalité des sexes, à lutter contre les violences sexistes, à ratifier les conventions des Nations unies qui ne le sont pas encore, et à mettre en œuvre la législation.

État plurinational de Bolivie

De manière générale, la Bolivie dispose d'une bonne base officielle pour la protection des droits de l'homme. Au cours des dix dernières années, des évolutions positives sont intervenues en matière de droits de l'homme. La Constitution de 2009 garantit un nombre sans précédent de droits de l'homme, la pauvreté a reculé et la participation de la majorité autochtone au système politique s'est sensiblement améliorée.

Toutefois, en 2016, la difficulté restait de s'assurer que la législation soit mise en œuvre de manière systématique et efficace. En juin s'est tenu un sommet national pour la justice en vue d'orienter la réforme du secteur de la justice, mais le système judiciaire et les capacités institutionnelles doivent encore être renforcées. La garantie du plein respect des libertés fondamentales demeure un enjeu important. L'année 2016 a été marquée par des contestations sociales et des manifestations qui ont parfois entraîné des violences.

L'UE a pour priorités de renforcer l'État de droit, d'améliorer l'accès à la justice et de protéger les droits des peuples autochtones. L'UE agit également en faveur de l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des enfants ainsi que du renforcement des droits de la communauté LGBTI. La délégation de l'UE en Bolivie est l'une des délégations pilotes choisies pour accroître la cohérence et l'efficacité du soutien apporté par l'UE à la démocratie, conformément au programme d'action de l'UE pour le soutien à la démocratie.

En Bolivie, les préoccupations portent en particulier sur l'âge minimum d'admission à l'emploi (fixé à dix ans dans certains cas), qui constitue une violation de la convention n° 138 de l'OIT. Il y a par ailleurs un niveau élevé de violence à l'égard des femmes, ainsi qu'un recours excessif à la détention provisoire. Un mécanisme participatif de consultation des peuples autochtones fait défaut.
Le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association a estimé que la loi de 2013 relative à l'octroi de la personnalité juridique aux organisations de la société civile représentait une restriction de la liberté d'association.

En 2016, la Bolivie a pris un certain nombre de nouvelles mesures pour renforcer le cadre juridique en matière de droits de l'homme. La protection des droits des femmes a progressé avec l'adoption du règlement mettant en œuvre la loi de 2012 contre le harcèlement et la violence politique à caractère sexiste. Les droits de l'homme des personnes LGBTI ont été renforcés avec la loi de 2016 sur l'identité sexuelle, qui permet aux personnes transsexuelles et transgenres de faire modifier leur nom et leur sexe sur les documents d'identité officiels.

L'UE a continué de participer à des discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec la Bolivie dans divers cadres, notamment dans le contexte du suivi des engagements en matière de droits de l'homme au titre du système de préférences généralisées (SPG+). L'UE a également continué de coopérer avec les organisations de la société civile.

En 2016, l'UE a maintenu son soutien financier dans le cadre de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). En 2016, six contrats étaient en cours au titre de l'IEDDH (pour un total de 2,5 millions d'euros), portant sur les droits de l'homme des personnes LGBTI, les objectifs en matière de justice, ainsi que sur la lutte contre la traite des femmes et la violence à leur égard. En outre, l'UE a commencé à apporter un soutien au renforcement des capacités des députés, en vue d'améliorer la qualité de la législation.

Au niveau multilatéral, la Bolivie a ratifié toutes les principales conventions internationales et régionales relatives aux droits de l'homme. La Bolivie est membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour la période 2015-2017.

Les défis pour l'avenir consistent notamment à apporter la preuve d'avancées concrètes vers l'élimination du travail des enfants et de ses causes, dans le cadre d'un dialogue avec l'OIT. En outre, il est nécessaire que la Bolivie prenne des mesures supplémentaires pour éliminer la violence à l'égard des femmes et se dote d'une législation sur un mécanisme participatif permettant de consulter les peuples autochtones. Les capacités institutionnelles et le système judiciaire doivent encore être renforcés, notamment par des mesures concrètes visant à améliorer les conditions de détention et à mettre fin au recours excessif à la détention provisoire.

République fédérative du Brésil

Au cours de la dernière décennie, le Brésil a accompli des progrès considérables dans la protection des droits de l'homme; toutefois, de nombreux problèmes demeurent et le ralentissement économique actuel est susceptible de menacer certaines des avancées réalisées. Le Brésil a ratifié presque toutes les principales conventions relatives aux droits de l'homme et est un pionnier de la protection des droits civils en ligne.

Les priorités de l'UE au Brésil portent en particulier sur la liberté d'association, les défenseurs des droits de l'homme et notamment les dirigeants autochtones, la non-discrimination, les entreprises et les droits de l'homme, l'État de droit et la bonne gouvernance.

En 2016, des problèmes relatifs aux droits de l'homme au Brésil ont continué à être largement relayés, plus précisément en ce qui concerne des violences à l'égard des femmes; des actes d'intimidation et de violence, y compris des meurtres, perpétrés contre des journalistes, des dirigeants autochtones et des défenseurs des droits de l'homme; des conflits fonciers violents, souvent entre des groupes autochtones et des intérêts commerciaux; des expulsions forcées liées au développement de grands projets d'infrastructure tels que des barrages hydrauliques; ou, à l'occasion des Jeux olympiques, la surpopulation des prisons, dans lesquelles les droits de l'homme élémentaires et l'intégrité physique des détenus ne sont pas garantis; et des cas de recours excessif à la force par la police. Les États les plus pauvres accusent souvent un retard dans la garantie des droits de l'homme.

Durant l'année 2016, sur fond de récession économique, les tensions sur la scène politique ont été exacerbées et ont culminé avec la destitution de la présidente Dilma Rousseff pour violation de la loi de responsabilité budgétaire.

Des enquêtes menées sur les activités de Petrobras ont révélé une corruption de grande ampleur impliquant l'élite économique et politique. Un nombre important de responsables politiques sont visés par des enquêtes, notamment l'ancien président de la chambre des députés, qui a été suspendu de ses fonctions puis arrêté pour corruption. Plusieurs membres du gouvernement sont soupçonnés d'avoir profité du système de corruption. Le président Michel Temer et l'ancienne présidente Dilma Rousseff sont visés par des enquêtes du tribunal supérieur électoral sur des accusations de financement illégal de la campagne présidentielle de 2014.

Certaines propositions législatives controversées ont fait l'objet de vives critiques, en particulier le projet de loi de lutte contre la corruption, qui est considéré comme une tentative de porter atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire et de ralentir les enquêtes de lutte contre la corruption; et la proposition visant à modifier la Constitution et à transférer au Congrès la compétence en matière de démarcation des terres autochtones, qui est considérée comme une menace pour les droits des peuples autochtones compte tenu de la forte représentation du secteur agroindustriel au sein du Congrès.

L'UE a continué d'agir en faveur des droits de l'homme par l'intermédiaire de tous les instruments dont elle dispose dans le cadre de ses relations bilatérales avec le Brésil, notamment un dialogue politique, des projets de coopération, des ateliers et des visites. En outre, une session du dialogue sur les droits de l'homme est prévue pour 2017.

L'UE et ses États membres ont organisé plusieurs rencontres sur le terrain avec des défenseurs des droits de l'homme et des groupes autochtones, et ont également participé à des réunions du comité d'enquête, chargé d'instruire les différends entre les communautés autochtones et les propriétaires terriens. Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation des Guarani-Kaiowá dans l'État brésilien du Mato Grosso do Sul, et des députés européens ont également été à la rencontre de cette communauté. Par ailleurs, l'UE, en coordination avec certains de ses États membres, a mené plusieurs actions informelles pour sensibiliser les autorités nationales à une affaire judiciaire liée aux droits de l'homme.

L'UE a organisé une visite de membres du mécanisme national de prévention contre la torture du Brésil auprès d'instances de l'UE et du Conseil de l'Europe pour s'informer mutuellement de leurs expériences en matière de prévention de la torture dans les centres de détention.

L'UE a continué de dialoguer avec les organisations de la société civile et d'encourager le Brésil à leur accorder un espace ouvert; elle a organisé des activités pour favoriser l'égalité des sexes et sensibiliser aux droits de l'homme, promouvoir les droits des peuples autochtones et des défenseurs des droits de l'homme, améliorer la situation des personnes LGBTI et prévenir la violence à l'égard des enfants et des adolescents. L'UE a également poursuivi son action en matière de responsabilité sociale des entreprises ainsi qu'en ce qui concerne la question des entreprises et des droits de l'homme, et a facilité les échanges entre les entreprises brésiliennes et européennes en vue de partager les meilleures pratiques en matière d'entrepreneuriat responsable et de droits de l'homme.

En 2016, des accords portant sur 19 nouvelles subventions, pour un total de 19,7 millions d'euros, ont été signés avec des organisations de la société civile pour couvrir différentes priorités. Sur ce montant, 2,5 millions d'euros sont alloués à l'action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, et s'ajoutent aux projets en cours, qui s'élèvent à 2,4 millions d'euros; un montant de 0,8 million d'euros est destiné à aider les personnes d'ascendance africaine, en sus des projets en cours, totalisant 2,3 millions d'euros, qui apportent un appui aux communautés autochtones et d'ascendance africaine; une enveloppe de 0,9 million d'euros est dédiée au renforcement des droits de la communauté LGBTI; 8,3 millions d'euros sont alloués en faveur des droits des enfants et des adolescents; et une enveloppe de 0,5 million d'euros est dédiée à la défense des droits de l'homme dans les centres de détention.

L'UE mène une coopération positive avec le Brésil dans les instances internationales, notamment au sein du Conseil des droits de l'homme, où le Brésil est un acteur important. Le prochain examen périodique universel (EPU) aura lieu en mai 2017.

Pour le Brésil, l'un des principaux défis concerne les droits des peuples autochtones. Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, qui s'est rendu au Brésil en mars 2016, a conclu que, si le Brésil est doté d'un certain nombre de dispositions constitutionnelles exemplaires en faveur des droits des peuples autochtones, la protection de ces droits a régressé; le Rapporteur a appelé le gouvernement à assurer la sécurité physique des dirigeants autochtones, à enquêter sur toute attaque et tout homicide perpétrés à l'encontre des peuples autochtones, à traduire en justice les auteurs de ces actes, et à mener à bien le processus de démarcation des terres.

Canada

Le Canada reste pour l'UE un partenaire stratégique et attaché aux mêmes valeurs ainsi qu'un proche allié en matière de droits de l'homme, avec lequel elle coopère étroitement dans le cadre des Nations unies et au siège de l'Organisation. La signature de l'accord de partenariat stratégique UE-Canada, le 30 octobre 2016, a largement ouvert la voie à l'amélioration de la coopération entre l'UE et le Canada en vue de promouvoir les droits de l'homme dans les pays tiers ainsi que sur le plan interne.

Le Canada a depuis longtemps acquis une solide réputation de porte-parole et de défenseur des droits de l'homme dans le monde entier. Cette situation a été renforcée par l'élection, en octobre 2015, du Premier ministre libéral Justin Trudeau, qui se veut être un intercesseur de la cause des droits de l'homme.

Sur le plan intérieur, tandis que le nouveau gouvernement a adopté un programme inclusif et progressiste, la principale question en matière de droits de l'homme reste la situation de certains peuples autochtones. En dépit d'un cadre juridique complet au sein duquel plusieurs droits sont consacrés, un certain nombre de peuples autochtones du Canada demeurent confrontés à divers problèmes tels que de mauvaises conditions de vie, un accès moindre à l'éducation, de multiples formes de discrimination et une plus grande exposition aux actes de violence, notamment en ce qui concerne les femmes.

En 2016, le gouvernement a adopté deux mesures importantes relatives aux droits des peuples autochtones: 1) la levée des réserves émises par le Canada sur la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et le nouvel engagement à pleinement mettre en œuvre celle-ci; 2) le lancement d'une enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées – deux mesures visant à répondre à certaines critiques et recommandations adressées au Canada, en 2015, par le Comité des droits de l'homme des Nations unies.

Pour marquer sa volonté d'agir sur la question, le gouvernement fédéral, dans son budget de mars 2016, a affecté 8,4 milliards de dollars canadiens sur les cinq prochaines années à de nouvelles dépenses dans le cadre des programmes consacrés aux communautés autochtones, notamment des dotations pour l'éducation, l'eau dans les réserves et les services à l'enfance et à la famille. Toutefois, à ce jour, les "Premières Nations", tout en reconnaissant que la volonté réaffirmée par le gouvernement est un élément positif, ne sont pas optimistes quant à l'efficacité de mesures visant à "colmater" les problèmes sur le court terme. L'organisation s'est également dite préoccupée par le fait que la plupart des crédits affectés doivent être décaissés après 2019 (c'est-à-dire après les prochaines élections fédérales prévues), et risquent donc d'être annulés si les priorités politiques du nouveau gouvernement venaient à changer.

Cette question relève aussi de la compétence des provinces et des territoires (Commission canadienne des droits de la personne et Tribunal canadien des droits de la personne).

Les autres plaintes en matière de droits de l'homme proviennent essentiellement de différents groupes minoritaires. Selon la Commission canadienne des droits de la personne, qui est chargée d'appliquer la loi canadienne sur les droits de la personne et de veiller au respect de la loi sur l'équité en matière d'emploi, sur les 1 207 plaintes qu'elle a reçues en 2015, 58 % ont été déposées pour des discriminations liées au handicap et 16 % pour des discriminations fondées sur l'origine nationale ou ethnique.

Les questions d'égalité des sexes tiennent également une place centrale dans les politiques intérieures du Canada. Il y a particulièrement lieu de noter qu'un regain d'attention est porté aux violences à l'égard des femmes, notamment les femmes autochtones.

Aux niveaux international et multilatéral, les efforts du Canada en matière de droits de l'homme portent principalement sur les questions thématiques suivantes: l'égalité des sexes et les droits fondamentaux des femmes et des enfants; les enfants et les jeunes; les questions autochtones à l'échelle internationale; la liberté de religion ou de conviction; les droits fondamentaux des personnes LGBTI; les défenseurs des droits de l'homme; les réfugiés; les personnes handicapées; le changement climatique et les droits de l'homme; la liberté sur internet.

Il est dans la tradition du Canada d'être un leader mondial en matière de promotion et de protection des droits des femmes et de l'égalité des sexes. Pour le gouvernement, cette égalité relève des droits de l'homme et constitue une composante essentielle du développement durable, de la justice sociale, de la paix et de la sécurité. La dimension de l'égalité des sexes fait partie intégrante des politiques de développement international du Canada.

En mars 2016, le gouvernement a présenté au parlement son plan des niveaux d'immigration. Ce plan, qui met en œuvre les engagements électoraux des Libéraux, vise à augmenter les nombres de personnes accueillies au titre de la réunification familiale ou en tant que réfugiés, tout en réduisant légèrement l'immigration économique. Dans ce cadre, le gouvernement prévoit la réinstallation de 44 800 réfugiés, dont 25 000 réfugiés syriens. Fin février 2016, le gouvernement avait réussi à réinstaller les 25 000 Syriens; en décembre 2016, plus de 35 000 réfugiés avaient été réinstallés.

En octobre 2016, le gouvernement a présenté son plan des niveaux d'immigration pour 2017, qui renversait les priorités par rapport à celui de 2016 en prévoyant une hausse de l'immigration économique et une baisse importante de l'accueil de réfugiés: le plan pour 2017 table sur 25 000 réinstallations supplémentaires, par rapport aux 44 800 de l'année précédente (la baisse est particulièrement marquée pour les réfugiés pris en charge par le gouvernement).

En 2016, l'UE a régulièrement abordé les questions relatives aux droits de l'homme avec les interlocuteurs et parties prenantes lorsqu'il y avait lieu de le faire. Les principes de l'UE en termes de respect des droits de l'homme ont été mis en exergue par la délégation de l'UE dans toutes les activités de diplomatie publique, par exemple dans les discours, sur son site internet et les supports imprimés et dans les médias sociaux. Un dialogue régulier sur les droits de l'homme a été mis en place; sa dernière session s'est tenue le 28 juin 2016 à Toronto.

République du Chili

La situation générale concernant les droits de l'homme au Chili est bonne. Le Chili est un pays démocratique et il a ratifié les principales conventions internationales et régionales relatives aux droits de l'homme. La violence à l'égard des femmes demeure toutefois un problème, tout comme l'absence de procédures normalisées pour le traitement des personnes détenues.

Le gouvernement a lancé un processus de réforme de la Constitution s'appuyant sur des modalités participatives, qui pourrait viser à intégrer un catalogue exhaustif et équilibré de droits, de devoirs et de garanties, conformément aux droits établis dans les principes, déclarations et conventions relatifs aux droits de l'homme.

Pour l'année 2016, les priorités de l'UE portaient notamment sur l'égalité des sexes, les droits des peuples autochtones, les droits de l'homme des personnes LGBTI, les mesures visant à préserver la mémoire collective relative à la dictature militaire de 1973 à 1990, les entreprises et les droits de l'homme, et des questions transversales telles que le renforcement de la société civile et la coopération au sein des instances internationales.

L'accord d'association UE-Chili est mis en œuvre depuis 2003. L'accord repose sur le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme fondamentaux et de l'État de droit, qui constituent des éléments essentiels de ses dispositions. Dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord, un dialogue spécifique sur les droits de l'homme a été institué en 2009, et se tient régulièrement sur une base annuelle. En 2016 s'est tenue la première réunion du Comité consultatif paritaire UE-Chili pour veiller à ce que l'opinion de la société civile et des partenaires sociaux soit bien prise en compte dans la mise en œuvre de l'accord d'association.

Un dialogue et une coopération étroite avec le Chili sur les questions relatives aux droits de l'homme se sont poursuivis en 2016. Le septième dialogue UE-Chili sur les droits de l'homme a eu lieu le 12 décembre.

L'UE a fourni plus d'un million d'euros pour soutenir des projets dans des domaines relatifs aux droits de l'homme. Les phases de mise en œuvre des projets cofinancés au titre des lignes budgétaires "Acteurs non étatiques et autorités locales" (ANE-AL) et "Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme" (IEDDH) ont été conclues au cours de l'année 2016. De nouveaux appels à propositions, axés sur les nouvelles priorités exposées dans la stratégie UE-Chili en matière de droits de l'homme pour la période 2016-2020, doivent être lancés au cours de l'année 2017.

Le Chili coopère positivement avec les mécanismes des Nations unies, envoie des rapports périodiques aux organes des traités et au Conseil des droits de l'homme (examen périodique universel – le prochain examen aura lieu en janvier 2019) et établit des interactions avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.

République de Colombie

La situation générale en matière de droits de l'homme s'est améliorée depuis l'ouverture de négociations de paix, mais des difficultés importantes demeurent. Outre des problèmes structurels dus à la capacité limitée qu'a l'État d'assurer une protection effective dans certaines zones, il se peut que la mise en œuvre de l'accord de paix avec les FARC entraîne une dégradation de la situation en matière de droits de l'homme à court terme, notamment pour ce qui est de la situation des défenseurs de ces droits, dans la mesure où d'autres groupes s'efforcent d'occuper le vide laissé par les FARC.

Des problèmes importants continuent également de toucher les femmes et les enfants. En ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, les hauts niveaux de pauvreté freinent l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement. Les communautés afro-colombiennes et autochtones sont particulièrement vulnérables. L'OIT a continué d'examiner les lacunes dans la mise en œuvre des normes fondamentales du travail, en particulier la liberté d'association. Par ailleurs, les mécanismes de sortie du conflit devront faire face à des questions complexes telles que les droits des victimes, les exécutions extrajudiciaires, les déplacements forcés, la restitution des terres et la justice transitionnelle.

Sur le long cours, toutefois, il existe un large consensus quant au fait que l'accord de paix permettra d'étendre la présence de l'État et, à long terme, d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme dans le pays. Le gouvernement a déjà donné des signes encourageants indiquant que la protection des droits de l'homme sera au cœur des efforts de consolidation de la paix et sera intégrée à tous les projets de développement régional dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de paix, qui devrait également améliorer la reconnaissance des droits des victimes à la justice et à la réparation, et faciliter la restitution des terres aux personnes déplacées ainsi que la réinsertion des enfants soldats.

Si la Colombie dispose d'un large éventail d'institutions qui traitent des droits de l'homme, directement ou indirectement, beaucoup d'entre elles disposent de crédits et d'effectifs insuffisants et sont sous-représentées dans de nombreuses parties du pays.

Tandis que des progrès continuent d'être accomplis dans les réformes législatives ou réglementaires, la mise en œuvre et l'application effectives de ces réformes doivent être améliorées, notamment aux niveaux régional et local, et des problèmes demeurent. La corruption, la bureaucratie et le manque de moyens institutionnels dans de nombreuses zones du pays continuent d'entraver la prise de mesures appropriées face aux violations des droits de l'homme, ce qui donne lieu à de hauts niveaux d'impunité (notamment au préjudice des défenseurs des droits de l'homme, des syndicalistes et des personnes qui revendiquent des terres).

Les domaines prioritaires de l'UE concernent notamment les défenseurs des droits de l'homme, les droits des femmes, les enfants impliqués dans les conflits armés, l'impunité et les minorités (essentiellement les populations afro-colombiennes et les peuples autochtones). Les priorités de l'action à venir concerneront également les droits de l'homme et les entreprises, ainsi que la justice transitionnelle et les droits des victimes.

L'UE continue d'aborder la question de la protection des droits de l'homme avec les autorités colombiennes, en particulier dans le cadre des dialogues sur les droits de l'homme et de son soutien au processus de paix. La dixième session du dialogue annuel s'est tenue à Bruxelles le 13 juillet 2016. Nombre de questions essentielles ont été examinées, telles que la promotion et le respect des droits des femmes et des enfants, la protection des défenseurs des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, et les entreprises et les droits de l'homme.

Le soutien aux défenseurs des droits de l'homme, dont la situation reste critique, demeure l'un des principaux sujets de préoccupation pour l'UE. Les personnes qui revendiquent la propriété de terres, ainsi que les dirigeants autochtones et communautaires, sont des groupes particulièrement vulnérables de défenseurs des droits de l'homme. Le gouvernement a accru ses efforts de protection, en particulier après une hausse alarmante, en 2016, du nombre d'assassinats de défenseurs des droits de l'homme. L'UE a exprimé publiquement ses inquiétudes par l'intermédiaire de deux déclarations locales, faites le 17 mars et le 22 novembre 2016. Elle a également appelé les autorités compétentes à enquêter sur tous les assassinats et à traduire leurs responsables en justice, et a salué les mesures prises par le président de la République pour demander au bureau du procureur général d'accélérer les enquêtes et les procédures en cours.

En 2016, l'UE a continué de soutenir financièrement des projets visant à renforcer la protection des droits de l'homme, tout particulièrement en ce qui concerne les défenseurs de ces droits, les femmes et les enfants. Le soutien apporté par l'UE au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), qui s'élève en moyenne à un million d'euros par exercice budgétaire depuis 2014, a aidé à renforcer les organisations de la société civile et à appuyer la promotion et la protection des défenseurs des droits de l'homme ainsi que les droits collectifs et la restitution des terres. Deux appels à propositions lancés en 2016, aux niveaux national et international, visent à soutenir les activités destinées aux enfants dans les situations de conflit armé et d'après-conflit.

Dans le cadre du soutien de l'UE au processus de paix, l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) concourra également à la surveillance du respect des droits de l'homme par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) durant la phase d'après-conflit (1,5 millions d'euros). Cette action est essentielle, en particulier sur les territoires dans lesquels seront concentrés les membres des FARC-EP.

Le gouvernement de Colombie coopère pleinement avec les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme et est généralement un participant actif et efficace dans les négociations multilatérales au sein de la Troisième Commission des Nations unies. Plusieurs rapporteurs des Nations unies ont félicité la Colombie pour sa coopération. En 2016, la Colombie a accepté de proroger le mandat du HCDH, qui est présent dans le pays depuis 1996. La Colombie adresse une invitation permanente aux procédures spéciales des Nations unies depuis 2003.

La Colombie coopère également avec le système interaméricain des droits de l'homme. La Colombie a été partie à 27 affaires devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme et a été condamnée à seize reprises. Les décisions les plus récentes prises par cette juridiction contre la Colombie concernent les disparitions forcées du palais de justice de Bogotá en 1985 (décision de la Cour du 14 novembre 2014) et les droits de l'homme des personnes LGBTI (décision de la Cour du 26 février 2016). Six affaires dites de "faux positifs" sont actuellement examinées par la Cour.

Bien que le travail à accomplir reste colossal, le processus de paix ouvre un nouveau contexte prometteur et l'UE devrait se concentrer sur les domaines essentiels qui sont d'une importance particulière pour les trois ou quatre prochaines années et dans lesquels les efforts de l'UE peuvent se traduire par des actions, c'est-à-dire: les défenseurs des droits de l'homme; les femmes et l'égalité des sexes; les victimes et la justice transitionnelle; les entreprises et les droits de l'homme; les populations afro-colombiennes et les peuples autochtones et les autres groupes vulnérables.

République du Costa Rica

Le Costa Rica est une démocratie bien établie, qui présente des conditions sociales et politiques relativement bonnes ainsi qu'un bilan généralement solide en matière de droits de l'homme. Toutefois, des problèmes demeurent, concernant notamment les droits socioéconomiques, la sécurité des citoyens, la discrimination à l'égard des groupes vulnérables, les questions d'égalité des sexes et les conditions carcérales. Le Costa Rica est un partenaire constructif sur les questions multilatérales relatives aux droits de l'homme.

La Cour interaméricaine des droits de l'homme, l'Institut interaméricain des droits de l'homme et l'Université pour la paix des Nations unies ont tous leur siège au Costa Rica. Le Costa Rica prend une part active et constructive aux instances multilatérales et a ratifié toutes les conventions des Nations unies (à l'exception de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille). Le Costa Rica est un partenaire solide pour l'UE au sein de la Troisième Commission des Nations unies.

L'UE a notamment pour priorité de combattre la pauvreté et les inégalités, de renforcer la sécurité des citoyens (dans le cadre d'une approche fondée sur les droits de l'homme) et d'améliorer la situation carcérale en portant une attention particulière aux groupes vulnérables, de promouvoir la lutte contre la discrimination et une participation accrue des groupes vulnérables, de renforcer le rôle que joue le Costa Rica en tant que partenaire essentiel en matière de droits de l'homme dans les instances internationales, et faire progresser les questions d'égalité des sexes.

Le pays s'est engagé à encourager des politiques publiques dynamiques en la matière (notamment avec la réforme constitutionnelle de 2015 proclamant que le Costa Rica est un "État multiethnique et multiculturel"), mais demeure confronté à un certain nombre de difficultés, souvent associées à la mise en œuvre insuffisante d'une partie de la législation en vigueur ayant trait aux droits de l'homme. Les inquiétudes du public et de la classe politique quant à la situation en matière de sécurité se sont considérablement accrues ces dernières années, le Costa Rica connaissant une dégradation lente mais constante de la sécurité (en lien, notamment, avec le trafic de stupéfiants, la criminalité organisée et la disponibilité des armes légères). Assurer la sûreté et la sécurité et lutter contre l'impunité constituent des priorités sociales et politiques majeures.

Malgré les avancées que le pays a indiqué avoir réalisées en matière de renforcement institutionnel et de nouvelles politiques, il est essentiel de poursuivre et d'intensifier les efforts déployés pour remédier aux conditions qui portent atteinte aux droits fondamentaux des groupes vulnérables (par exemple, la population carcérale, les migrants, les peuples autochtones, les femmes victimes de violence et la communauté LGBTI). À cet égard, le sixième examen périodique universel (EPU), mené en 2016, signale que "les personnes appartenant aux peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine subissent toujours une discrimination structurelle qui entrave leur accès à l'enseignement, à l'emploi et au logement". Les personnes LGBTI sont considérées comme un groupe vulnérable, qui est confronté aux préjugés de la société et à la discrimination, notamment en ce qui concerne l'emploi, les violences policières, l'éducation et les soins de santé. Le HCDH a exprimé de nouvelles préoccupations quant à la stigmatisation des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, et a encouragé le Costa Rica à améliorer les dispositions relatives à l'élimination de la traite des êtres humains et à l'assistance aux victimes.

Bien que le Costa Rica soit l'un des États d'Amérique latine dont les valeurs sont les plus proches de celles de l'UE sur les questions d'égalité des sexes, et que le pays copréside le Groupe de réflexion de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes sous l'égide des Nations unies, l'écart entre les termes de la loi et la mise en œuvre de celle-ci demeure la principale difficulté sur la voie de l'égalité entre les femmes et les hommes. Les nombreuses violences faites aux femmes, leur accès insuffisant à des emplois décents, le large écart salarial et le taux de chômage féminin très élevé sont autant d'éléments qui perdurent. En ce qui concerne les droits reproductifs, la législation du Costa Rica n'autorise que l'avortement thérapeutique (lorsque la vie de la mère est en danger). Le pays enregistre un grand nombre de grossesses d'adolescentes, qui surviennent généralement dans un contexte d'appartenance à un groupe vulnérable et d'accès limité à l'éducation. Un décret présidentiel autorisant la FIV (fécondation in vitro) a été approuvé en décembre 2016 par la Cour interaméricaine des droits de l'homme et un accord de conciliation est intervenu dans un contentieux afférent. Une loi sanctionnant les relations sexuelles "inappropriées" a également été adoptée: elle punit toute relation sexuelle entre un adulte et un mineur de moins de 15 ans (si la différence d'âge est supérieure à cinq ans) et interdit le mariage avec un mineur ainsi qu'entre un enfant adopté et l'adoptant ou ses descendants. La loi prévoit le retrait de l'autorité parentale en cas d'abandon, de viol ou d'abus sexuel.

Parallèlement au dialogue régulier avec les autorités, l'UE promeut un dialogue structuré avec l'ensemble des parties prenantes concernées. La plateforme privilégiée est la "table ronde des donateurs", qui tient des réunions régulières avec la société civile et les défenseurs des droits de l'homme. Outre des actions spécifiques, l'UE et ses États membres ont participé à des événements publics et des activités d'information et de sensibilisation en matière de droits de l'homme. L'UE a continué de mettre en œuvre un nombre important de projets de coopération. Par exemple, le programme PROSEC de l'UE ("Soutien sectoriel à la réforme du secteur de la sécurité au Costa Rica") vient appuyer la formation et l'organisation des forces de police. PROEDUCA ("Stratégie globale visant à réduire les taux de décrochage scolaire dans l'enseignement secondaire public") renforce les capacités éducatives en vue de lutter contre le décrochage scolaire dans l'enseignement secondaire. Emprende ("Promouvoir les capacités entrepreneuriales des femmes pour renforcer leur indépendance économique") contribue à accroître l'indépendance économique des femmes vulnérables sur le plan économique. Les projets en cours financés par l'IEDDH visent à lutter contre la discrimination ciblant les personnes vulnérables privées de liberté, en accordant une attention spéciale aux doubles discriminations dont font l'objet les jeunes filles, les femmes, les migrants et les personnes LGBTI en détention.

Les défis à venir concernent notamment la pauvreté, les inégalités et les droits socioéconomiques; la sécurité des citoyens; la discrimination dont sont l'objet les groupes vulnérables, notamment les communautés autochtones, les femmes, les enfants, les personnes LGBTI et les migrants; les questions relatives à l'égalité des sexes; et les conditions carcérales. La mise en œuvre appropriée et efficace de la législation reste un défi dans tous les domaines.

République de Cuba

Cuba connaît des difficultés économiques dues au déclin des capacités de soutien de son allié vénézuélien. L'ouverture vis-à-vis des États-Unis et les incertitudes liées à la nouvelle administration américaine engendrent de grands espoirs autant que des craintes. Dans ce contexte, les détentions de courte durée de membres de l'opposition, de militants et de défenseurs des droits de l'homme se sont poursuivies et accrues en 2016.

À titre de priorité, l'UE s'efforce de contribuer à des réformes qui améliorent la liberté d'association et de réunion, de promouvoir l'égalité des chances (sans distinction liée au genre, à l'orientation sexuelle, à l'origine ethnique ou au handicap), de promouvoir les droits économiques, d'encourager les mesures visant à accroître la liberté des médias et l'accès à l'information, et de doter les défenseurs des droits de l'homme des moyens d'agir. En outre, l'UE suit activement les évolutions concernant le système de justice pénale.

Les principales problématiques à Cuba sont les restrictions qui pèsent sur la liberté de parole et d'expression ainsi que sur la liberté d'association et de réunion, et l'absence de presse indépendante. Les militants de la société civile et les opposants politiques sont harcelés, en particulier au moyen de détentions de courte durée, à l'occasion desquelles des traitements humiliants ou violents sont parfois rapportés. Cuba est une démocratie à parti unique; des élections y sont organisées aux niveaux municipal, provincial et national. Au niveau municipal, des candidats peuvent être proposés par les électeurs, puis des délégués sont choisis par l'ensemble des électeurs de la circonscription. Les nominations pour les postes de délégués aux niveaux provincial et national reçoivent l'aval d'une commission des candidatures, composée de représentants des organisations politiques et "de masse", et présidée par un représentant du parti. Les professions juridiques ne sont pas assez indépendantes des autorités politiques, de même que le système judiciaire. Le gouvernement prépare des propositions législatives en vue d'une nouvelle loi électorale et d'une modification de la loi sur les associations; toutefois, ces lois n'ont pas encore été soumises à l'Assemblée nationale. Le renouvellement au sein de la classe dirigeante cubaine constitue une autre perspective positive, dans la mesure où le président Castro s'est publiquement engagé à se retirer en 2018.

La participation au processus électoral est large, avec des élections aux niveaux local, régional et national, mais dans le cadre juridique électoral actuel les candidats qui ne représentent pas les positions du parti ou des organisations de masse ne peuvent pas accéder aux candidatures pour les postes de délégués provinciaux ou nationaux.

L'année 2016 a été marquée par l'intensification du rapprochement politique entre Cuba et les États-Unis ainsi que par la signature de l'accord de dialogue politique et de coopération UE-Cuba, ce qui manifeste la volonté politique de Cuba de nouer un dialogue. Par exemple, les premiers dialogues formels sur les droits de l'homme avec l'UE et les États-Unis se sont tenus sur l'île en 2016. En outre, le président Obama a effectué une visite historique à Cuba en mars 2016. Des progrès sont accomplis en matière d'accès à l'information, par une utilisation plus large d'internet, notamment avec la création de zones wifi publiques, et une baisse des prix liés à cette utilisation.

La signature de l'accord de dialogue politique et de coopération UE-Cuba, qui accorde une attention particulière au dialogue et à la coopération pour promouvoir les droits de l'homme, constitue une avancée majeure en termes d'interaction politique bilatérale. Le dialogue UE-Cuba sur les droits de l'homme a permis de discuter ouvertement de la liberté d'association, de l'égalité des sexes dans le contexte des objectifs de développement durable et du programme de développement durable à l'horizon 2030, du racisme et de la xénophobie, ainsi que du traitement des groupes vulnérables, notamment les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Le dialogue sur les droits de l'homme a également permis d'établir des contacts avec le système judiciaire (le ministère de la justice et l'union nationale des juristes). Il y a enfin lieu de noter la participation du bureau du procureur général au programme d'échange d'experts dans le cadre de la coopération bilatérale.

La délégation de l'UE à Cuba maintient des contacts systématiques avec tous les secteurs de la société civile indépendante. Une visite a été rendue à Guillermo Fariñas, dissident lauréat du prix Sakharov du Parlement européen, durant sa grève de la faim. L'UE a également exprimé sa préoccupation à plusieurs occasions auprès des autorités cubaines concernant la répression de manifestants pacifiques ou de militants, tels que Cubalex, un groupe de juristes défendant les victimes de violations des droits de l'homme.

À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, l'UE et la Suède ont organisé un évènement consacré à l'égalité des sexes et à la violence à l'égard des femmes. La délégation de l'UE et les Pays-Bas ont également organisé conjointement un séminaire pour les jeunes travailleurs indépendants en vue de leur donner les moyens d'agir et de soutenir leurs activités. L'UE a continué de financer des projets dans le domaine des droits de l'homme pour promouvoir l'éducation et l'autonomie des jeunes et aider les personnes âgées et handicapées.

Les défis pour l'avenir et les domaines dans lesquels des progrès supplémentaires doivent être accomplis concernent essentiellement la liberté d'association et de réunion, la liberté d'expression et des médias, et le fonctionnement du système judiciaire.

Commonwealth de Dominique

L'un des temps forts du programme pour 2016 en matière de droits de l'homme a été l'adoption d'une nouvelle loi sur les infractions sexuelles visant à lutter contre la violence à caractère sexiste qui, de même que la maltraitance des enfants, reste très préoccupante en Dominique. La nouvelle loi sur les infractions sexuelles est entrée en vigueur le 24 novembre 2016. Elle a introduit de profonds changements dans la législation préexistante, par exemple en prévoyant des peines plus sévères, notamment une peine de réclusion à perpétuité pour viol, ainsi qu'une définition du viol conjugal. Une étude a récemment mis en exergue la forte incidence des abus sexuels "transactionnels", qui touchent principalement les adolescents. Bien que les châtiments corporels demeurent légaux, le gouvernement promeut d'autres pratiques disciplinaires dans le cadre de son initiative "Child-Friendly Schools" ("Écoles amies des enfants"). À l'instar d'autres pays des Caraïbes orientales, les relations sexuelles entre personnes consentantes de même sexe sont illégales en Dominique. Bien que la dernière exécution connue ait eu lieu en 1986, l'abolition de la peine de mort semble peu probable dans un avenir proche.

L'UE soutient les efforts visant à lutter contre la violence à caractère sexiste ainsi que d'autres priorités en matière de droits de l'homme, en particulier l'abolition de la peine de mort, la non-discrimination à l'égard des personnes LGBTI et l'amélioration du fonctionnement du système judiciaire, qui souffre d'un arriéré judiciaire important.

La Dominique est le seul pays des Caraïbes orientales où vit le peuple autochtone des Kalinagos, pour une population estimée à 3 000 individus répartis sur le territoire Kalinago, d'environ 1 530 hectares. Leurs droits sont juridiquement protégés et les Kalinagos prennent une part active aux processus décisionnels qui concernent directement leur peuple, leurs terres et leurs ressources. Toutefois, les taux de pauvreté et de chômage sont particulièrement élevés sur leur territoire. De plus, les empiètements continus d'agriculteurs dans les zones où les frontières du territoire ne sont toujours pas clairement définies, ainsi que la question du statut de résident légal sur le territoire et l'appropriation de terres caraïbes par d'autres personnes que des Kalinagos, continuent de susciter des controverses.

En 2016, l'UE, par l'intermédiaire de sa délégation à la Barbade, a continué de dialoguer avec les autorités de la Dominique sur des questions essentielles en matière de droits de l'homme. Une démarche formelle a également été menée sous forme de résolutions relatives aux droits de l'homme dans le cadre de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies. Avec d'autres pays des Caraïbes orientales, la Dominique bénéficie de l'aide apportée par l'UE dans le cadre de lignes budgétaires thématiques (au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme et du programme "Organisations de la société civile"), notamment celle consacrée à la lutte contre la violence domestique.

République dominicaine

La République dominicaine, où les dernières élections ont été considérées comme globalement libres et régulières, est une démocratie représentative où s'appliquent les principes de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs. La loi garantit les libertés fondamentales. Les droits de l'homme sont officiellement respectés et la plupart des conventions pertinentes ont été ratifiées, à l'exception de celles sur les travailleurs migrants et leurs familles, sur la prévention de l'apatridie, et sur la protection des personnes contre les disparitions forcées.

Néanmoins, en pratique, des progrès peuvent encore être accomplis. L'apatridie et les violences contre les migrants; l'impunité et la faiblesse des dispositions relatives à l'État de droit; les exécutions extrajudiciaires commises par les forces de sécurité; la surpopulation carcérale et des conditions de détention dangereuses car ne satisfaisant pas aux normes, auxquelles s'ajoutent des détentions provisoires prolongées; la violence chronique à l'égard des femmes et des enfants; l'incrimination de l'avortement quelles que soient les circonstances; et la discrimination que subissent des personnes en raison de leur handicap ou de leur orientation sexuelle, demeurent des problèmes importants en matière de droits de l'homme. L'année 2016 a été marquée par une légère augmentation des incidents à caractère haineux et des attaques perpétrées contre les défenseurs des droits de l'homme, ce qui a conduit à une audience de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

La République dominicaine a fait certains efforts pour accroître la protection des droits de l'homme. Au sein du bureau du procureur général, une unité spécialement dédiée aux droits de l'homme exerce une surveillance et enquête sur les violations des droits de l'homme et les cas de discrimination, mais le manque de ressources ne lui permet pas de couvrir l'ensemble du pays. Une évolution positive est intervenue lorsque la République dominicaine a finalement élaboré un plan national sur les droits de l'homme pour la période 2015-2020, à l'issue d'un vaste processus consultatif mené par le ministère des affaires étrangères et par la commission interinstitutionnelle des droits de l'homme. Toutefois, les autorités n'ont pas encore lancé le plan, en raison, semble-t-il, des pressions exercées au niveau présidentiel par certains pouvoirs, à savoir l'Église catholique, qui s'oppose ouvertement à la protection des droits de l'homme des personnes LGBTI. De plus, de nombreux citoyens dominicains continuent d'être privés d'accès à la Cour interaméricaine des droits de l'homme: en effet, la Cour ayant jugé que l'arrêt du Tribunal constitutionnel dominicain de 2013 avait privé *de facto* des milliers de descendants de Haïtiens de la nationalité dominicaine qui leur revenait de droit et n'était pas conforme à la convention interaméricaine relative aux droits de l'homme, le Tribunal constitutionnel a réagi en rejetant la compétence de la Cour interaméricaine.

En contact étroit avec les autorités dominicaines et les défenseurs des droits de l'homme, l'UE a encouragé le gouvernement à accroître la protection des droits de l'homme et a continué de lui apporter son soutien par l'intermédiaire de ses projets et d'un appui politique. Dans le cadre de l'accord de Cotonou, l'UE et la République dominicaine entretiennent un dialogue politique régulier lors duquel la question des droits de l'homme est systématiquement abordée, en ce qu'elle constitue une priorité pour la coopération de l'UE dans ce domaine. Les relations sont également fluides avec de nombreuses grandes organisations actives dans le domaine des droits de l'homme, et un soutien a été apporté sous diverses formes à des organisations de défense des droits de l'homme de premier plan. L'UE continue d'apporter une contribution importante à la consolidation de l'État de droit et des institutions, à la lutte contre l'impunité et à la protection des groupes vulnérables de la population.

Les actions prioritaires devront notamment être les suivantes: veiller à la bonne conduite des forces de sécurité et à l'élimination de la torture et des mauvais traitements; améliorer les conditions carcérales et les modalités de détention provisoire; lutter contre la violence chronique à l'égard des femmes et des enfants et protéger les droits des minorités vulnérables, notamment les droits des migrants; lutter contre la traite des êtres humains; mettre fin à la discrimination (fondée sur le sexe, l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle); et lutter contre la corruption et l'impunité.

République de l'Équateur

Si l'Équateur a une Constitution parmi les plus progressistes et a réalisé de bonnes avancées en matière de droits sociaux et économiques ces dernières années, l'année 2016 n'a pas permis de voir progresser la situation des droits de l'homme en termes de droits civils et politiques. Les évolutions politiques et juridiques intervenues depuis 2014 portent particulièrement atteinte à la liberté d'expression et à la liberté d'association, et de nouvelles procédures ont été ouvertes en 2016 contre des organisations de la société civile. Les troubles sociaux et les confrontations avec les communautés autochtones et locales au sujet de concessions minières et pétrolières se sont intensifiés au cours de l'année.

Divers problèmes relatifs aux droits de l'homme ont attiré l'attention en 2016. Les plus importants concernent les libertés fondamentales, l'indépendance de la justice et le respect de la légalité, et le rétrécissement de l'espace dont disposent la société civile, les médias et les réseaux sociaux. La stratégie de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie a été révisée en juillet 2016. Dans ce contexte, les objectifs de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie consistent entre autres à promouvoir la légitimité du travail des défenseurs des droits de l'homme; à encourager et rendre visible la participation de la société civile aux politiques publiques; à soutenir la liberté d'expression; et à assurer une meilleure protection des groupes vulnérables, notamment les peuples autochtones et les minorités, les migrants, les femmes et les enfants.

Les relations entre l'UE et l'Équateur ont considérablement progressé avec la ratification, en décembre 2016, de l'adhésion de l'Équateur à l'accord commercial avec la Colombie et le Pérou. Dans ce contexte, l'UE développera un dialogue avec l'Équateur sur la mise en œuvre du chapitre relatif au développement durable et aux droits environnementaux et du travail.

L'UE et l'Équateur ont tenu leur troisième session de consultations à haut niveau le 24 novembre 2016 à Bruxelles. Les échanges ont notamment porté sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales. L'UE a fait part des préoccupations que lui inspirent l'augmentation des restrictions à la liberté d'expression et d'association, l'incrimination de la contestation sociale, la question de l'indépendance du système judiciaire et le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile.

À l'échelon local, la délégation de l'UE en Équateur a suivi l'évolution de la situation en matière de droits de l'homme et en a rendu compte tout au long de l'année. Des réunions ponctuelles ont été tenues avec des représentants du gouvernement, mais également avec des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile. Des démarches ont été effectuées pour promouvoir les positions de l'UE au niveau multilatéral. L'Équateur fera l'objet de son deuxième examen périodique universel (EPU) au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en mai 2017.

La feuille de route de l'UE pour la coopération avec la société civile, adoptée en 2014, continue de susciter l'intérêt des organisations de la société civile, qui participent activement à sa mise en œuvre. Bien que les fonds consacrés à la coopération bilatérale aient diminué ces dernières années, l'UE a continué de fournir un financement pour soutenir ses priorités en matière de droits de l'homme dans le pays: des projets sont en cours pour un montant de plus de 2,5 millions d'euros, tandis qu'une enveloppe supplémentaire de 5,48 millions d'euros a été affectée à de nouveaux projets en décembre 2016 et sera mise en œuvre pendant la période 2017-2018.

République d'El Salvador

En 2016, pour ce qui est de la situation générale en matière de droits de l'homme, les autorités salvadoriennes se sont montrées assez déterminées à mettre en œuvre les normes internationales, tandis que les difficultés rencontrées pour traiter les questions de sécurité liées à la violence endémique des gangs ont continué de susciter d'importantes préoccupations.

Parmi les priorités de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie pour El Salvador figurent les suivantes: appuyer les politiques publiques visant à améliorer la cohésion sociale et à prévenir la violence, dans le respect des droits de l'homme et de la protection des victimes; soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes, les enfants et les jeunes, le développement social et la participation au dialogue démocratique; et réduire la pauvreté tout en favorisant un accès universel aux services de base et la résilience face aux conséquences du changement climatique.

La situation d'El Salvador en matière de droits de l'homme a continué de s'améliorer dans un certain nombre de domaines en 2016, même si des problèmes graves liés à la sécurité des citoyens restent une source de préoccupation majeure. Le gouvernement s'est montré résolu à faire progresser les droits de l'homme tout en nouant un dialogue global avec la société civile et la communauté internationale, deux nouveaux conseils nationaux étant mis en place (le Conseil national de l'éducation et le Conseil national pour le développement durable), au sein desquels siègent des représentants de tous les secteurs de la société salvadorienne afin de relever les défis qui se posent au niveau national. En ce qui concerne les questions relatives à la sécurité, le Conseil national pour la sécurité et la coexistence des citoyens a célébré son deuxième anniversaire et le plan "El Salvador Seguro" (plan pour un El Salvador sûr), qui vise à s'attaquer aux causes profondes de la violence, a commencé à produire des résultats, une baisse substantielle du taux d'homicides ayant été constatée, même si le nombre des homicides reste extrêmement élevé. Pour ce qui est de la lutte contre l'impunité, le nouveau procureur général a fait preuve d'une grande détermination en promouvant la création d'un groupe spécial et en ouvrant une enquête de haut niveau contre d'anciens membres du gouvernement, y compris d'anciens présidents, ciblant pour la première fois le système financier des gangs et les attaquant ainsi d'une manière inédite. De la même manière, la chambre de la Haute Cour chargée des questions de probité a affiché une détermination renouvelée à lutter contre la corruption dans le système judiciaire, en ouvrant plusieurs enquêtes sur des actes administratifs présumés illicites commis par son personnel. Une autre évolution positive importante en 2016 a été l'adhésion d'El Salvador au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), qui est ainsi devenu le 124e État partie au Statut de Rome.

Toutefois, des défis majeurs doivent encore être relevés dans le pays. Malgré les évolutions positives observées en 2016, la violence généralisée et l'insécurité liée aux gangs ont continué d'avoir une incidence notable sur la situation en matière de droits de l'homme. La décision prise par le gouvernement de préférer des mesures répressives à court terme (par exemple, des mesures de sécurité exceptionnelles) à des programmes de prévention à long terme a suscité des préoccupations, en particulier compte tenu des conditions de détention extrêmement difficiles des prisonniers placés sous le régime de sécurité et du risque de généralisation des exécutions extrajudiciaires. Le lancement, en 2016, du mécanisme de contrôle interne des institutions chargées de la sécurité a constitué une étape positive en vue d'atténuer ce risque, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires. En ce qui concerne les droits des femmes, les autorités salvadoriennes ont fait preuve d'un engagement soutenu similaire, par exemple avec la signature, en mars 2016, d'un pacte pour l'égalité. Néanmoins, l'inégalité entre les sexes reste importante en termes d'accès aux droits fondamentaux.

La situation d'autres groupes vulnérables tels que les enfants, les peuples autochtones et les prisonniers n'a que modestement progressé. Pour ce qui est des droits de l'homme des personnes LGBTI, malgré une amélioration générale de la législation, la mise en œuvre demeure insuffisante, et les forces de sécurité sont toujours réticentes à considérer les assassinats de personnes LGBTI et les attaques dont celles-ci sont victimes comme des "crimes de haine". L'OIT a continué d'examiner les lacunes dans la mise en œuvre des normes fondamentales du travail, en particulier la liberté d'association et de négociation collective et les consultations tripartites, la Conférence internationale du travail considérant la liberté d'association en El Salvador comme l'un des deux cas les plus graves qu'elle a examinés en 2016 ("paragraphe spécial"). Parmi les autres défis majeurs qui se posent figurent l'accès limité à l'eau et l'accroissement des déplacements internes en raison de l'insécurité. Les migrations et le rapatriement forcé constituent des défis que le gouvernement tente de relever en renforçant sa coopération régionale, mais ils suscitent des préoccupations croissantes. L'incrimination de l'avortement, qui est souvent traité comme un meurtre par les tribunaux et parfois puni de peines d'emprisonnement de trente ans, est particulièrement difficile pour les femmes et les jeunes filles.

L'UE a réagi à l'évolution de la situation relative aux droits de l'homme en faisant des déclarations publiques et privées, en appuyant des initiatives visant à sensibiliser davantage la population, en coordination avec les agences des Nations unies et la société civile, et, pendant la semaine des droits de l'homme, en lançant une campagne visant à promouvoir l'égalité des sexes et à mettre à un terme à la violence à l'égard des femmes. Au sein de l'OIT, l'UE a appelé le gouvernement à traduire en justice les responsables de l'assassinat d'un dirigeant syndical et à mettre effectivement en œuvre la convention fondamentale de l'OIT sur la liberté d'association en respectant l'autonomie des organisations d'employeurs et de travailleurs. En août, l'UE a apporté un soutien politique et financier aux consultations régionales sur l'impunité organisées par le Rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Tout au long de l'année, l'UE a poursuivi son dialogue avec les organisations de la société civile, en tenant des sessions de consultation avant le lancement d'appels à propositions et en organisant des réunions régulières avec les défenseurs des droits de l'homme, le bureau du médiateur pour les droits de l'homme et d'autres interlocuteurs.

Dans le contexte de sa coopération bilatérale, en 2016, l'UE s'est surtout attachée à continuer de soutenir le développement du système de protection sociale universelle du pays. El Salvador a également bénéficié d'un financement par l'intermédiaire de l'IEDDH, dans le cadre de trois projets d'un montant de 1,5 million d'euros, et par l'intermédiaire de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix et de la ligne budgétaire thématique "Acteurs non étatiques et autorités locales". Un appel à propositions d'un montant de 2,6 millions d'euros a été lancé à la fin de 2016 au titre de cette ligne, pour le financement de cinq projets. Ses principales priorités consistent à promouvoir les droits économiques dans les régions rurales, l'accent étant mis sur les petites exploitations agricoles, à travailler avec les jeunes et les enfants vulnérables, à encourager l'entrepreneuriat et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes et à instaurer une culture de la paix.

Dans un contexte multilatéral, la participation d'El Salvador au Conseil des droits de l'homme des Nations unies et ses votes au sein de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies ont démontré que le pays était très attaché à la protection des droits de l'homme dans le monde entier, même si El Salvador s'est abstenu lors du vote concernant la résolution du Conseil des droits de l'homme sur la protection des défenseurs des droits économiques, sociaux et culturels adoptée en mars 2016. En 2016, El Salvador a reçu les visites du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, et du Rapporteur spécial sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement.

Parmi les défis à relever à l'avenir pour améliorer la situation en matière de droits de l'homme figurent les suivants: garantir des ressources suffisantes à long terme pour financer les politiques sociales; renforcer la lutte contre l'insécurité et la criminalité tout en respectant pleinement l'État de droit et les droits de l'homme; et améliorer la situation des groupes vulnérables, y compris les enfants et les femmes. La réalisation de progrès dans la lutte contre la corruption et l'impunité sera également associée à un engagement renouvelé en faveur de la séparation des pouvoirs, notamment depuis que la loi d'amnistie de 1993 a été déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême de justice en juin 2016.

Grenade

L'année 2016 a été marquée par la préparation du référendum constitutionnel qui s'est tenu le 24 novembre. Avec un taux de participation de 30 %, les Grenadins ont massivement rejeté l'ensemble des sept projets de loi destinés à modifier la Constitution de 1973, y compris le projet de loi portant modification de la Constitution en ce qui concerne les libertés. L'opposition, qui n'est pas représentée au sein de la chambre des représentants depuis les élections de 2013, a boycotté le processus, faisant valoir qu'il n'était pas ouvert à toutes les parties.

Le référendum constitutionnel, qui s'est soldé par un échec, visait notamment à fixer une durée maximale pour le mandat du Premier ministre, à mettre en place une commission électorale et de délimitation des frontières indépendante et à établir des dates fixes pour les élections. Le projet de loi portant modification de la Constitution en ce qui concerne les libertés visait à étendre les libertés et droits fondamentaux des personnes, y compris des personnes arrêtées; à protéger la propriété intellectuelle; à renforcer la protection des enfants; à garantir un enseignement public à toutes les personnes âgées de moins de 16 ans et à toutes les personnes handicapées âgées de moins de 18 ans; à garantir l'égalité des sexes; et à assurer la protection de l'environnement et des personnes handicapées. Le projet de loi a réuni 5 069 voix pour et 16 355 voix contre. Un débat sur la question de savoir si la clause relative à l'égalité des sexes pourrait conduire, à terme, à la légalisation des unions entre personnes de même sexe semble avoir influé sur le résultat négatif du vote.

Parmi les principales priorités de l'UE en matière de droits de l'homme figurent la lutte contre la violence domestique, la maltraitance des enfants et la discrimination à l'encontre des personnes LGBTI, l'abolition de la peine de mort, l'amélioration du système judiciaire ainsi que la garantie du droit à un procès équitable et à des conditions de détention dignes.

La violence domestique et la maltraitance des enfants, en particulier les violences physiques, continuent de poser de graves problèmes de société. Les châtiments corporels doivent encore être abolis. Le programme "Écoles amies des enfants" n'a pas encore été étendu à l'ensemble des établissements d'enseignement. Les relations consenties entre personnes de même sexe sont illégales et les personnes LGBTI de la Grenade s'exposent à des poursuites discriminatoires. Même si la dernière exécution remonte à 1978, la peine capitale reste inscrite dans la législation de la Grenade. La disposition du code pénal prévoyant la condamnation à mort comme sanction obligatoire pour tous les homicides est en contradiction avec l'arrêt rendu par la Cour suprême de la Caraïbe orientale, dans lequel celle-ci indique que l'application de la peine capitale doit se limiter à des "circonstances exceptionnelles et particulières", sous réserve d'un contrôle juridictionnel effectif. L'unique prison du pays continue de pâtir d'une surpopulation extrême, affichant l'un des taux d'occupation les plus élevés de la région et du monde.

Pour ce qui est des aspects positifs, la Grenade progresse sur la voie de la mise en place d'un bureau national des droits de l'homme, conformément aux principes de Paris. En décembre 2016, grâce à l'adoption de la nouvelle loi budgétaire, le pays a réservé les fonds nécessaires au lancement de consultations à cette fin.

En 2016, par l'intermédiaire de sa délégation à la Barbade, l'UE a poursuivi son dialogue avec les autorités locales sur les questions relatives aux droits de l'homme, y compris l'abolition de la peine de mort et le renforcement des mécanismes d'établissement de rapports liés aux conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Des démarches formelles de sensibilisation ont été menées dans le cadre de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le pays bénéficie directement de trois des projets financés au titre des lignes budgétaires thématiques de l'IEDDH et du programme relatif aux organisations de la société civile, dont deux ciblent la violence domestique tandis que le troisième, récemment approuvé, vise à renforcer les moyens de subsistance durables des agriculteurs vulnérables dans les régions rurales de la Grenade.

République du Guatemala

Les défenseurs des droits de l'homme, et en particulier les journalistes, les syndicalistes et le personnel de justice, ont subi davantage de violences en 2016 (quatorze militants tués en 2016, contre dix en 2015). La tendance à l'incrimination de l'action des défenseurs des droits de l'homme et du personnel de justice participant à des procès a constitué un autre sujet de préoccupation, le respect de la liberté d'association, les droits des peuples autochtones (60 % de la population) et les droits des femmes et des enfants constituant des questions majeures qui demeurent en suspens. La violence des gangs et la criminalité organisée restent deux causes majeures de la situation précaire du pays en matière de sécurité. Sur une note plus positive, des progrès ont été accomplis en 2016 dans la lutte contre la corruption.

Parmi les principales priorités de l'UE en matière de droits de l'homme au Guatemala figurent les suivantes: favoriser l'établissement d'un programme global en vue de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels; promouvoir la mise en œuvre intégrale des conventions internationales et la ratification des conventions en suspens; soutenir la mise en œuvre effective du cadre juridique existant visant à prévenir et à sanctionner les violences faites aux femmes et aux enfants; apporter un soutien ciblé au système judiciaire (qui connaît de graves problèmes liés à l'impunité, à l'accès à la justice, aux conditions de détention, etc.), y compris la justice transitionnelle; et apporter un soutien aux défenseurs des droits de l'homme.

Les menaces qui ont visé le procureur général, le commissaire de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) et les juges anticorruption, ainsi que la tendance croissante à incriminer l'action des défenseurs des droits de l'homme ont été des sources de préoccupation majeures en 2016. La plainte que des syndicalistes ont introduite en 2012 concernant le non-respect par le Guatemala de la liberté d'association a continué d'être examinée par l'Organisation internationale du travail, qui doit décider en 2017 de la création d'une commission d'enquête.
La situation des peuples autochtones, des femmes et des enfants, qui constituent les groupes les plus vulnérables au Guatemala, demeure un grave sujet de préoccupation en matière de droits de l'homme, et est liée à des problèmes de discrimination raciale, de féminicide, de prostitution et de traite des êtres humains. Le procès en cours de l'ancien dictateur, Ríos Montt, inculpé de génocide et de crimes contre l'humanité, a continué de subir d'importants retards, de même que d'autres affaires majeures dans le domaine de la justice transitionnelle, comme les affaires Creompaz et Diario Militar ainsi que l'affaire de la disparition forcée de Marco Antonio Molina Theissen.

Le Guatemala étant l'un des pays où le ratio impôts/PIB est le plus faible au monde (environ 10 %), le manque de ressources financières demeure un problème majeur pour ce qui est de garantir le respect des droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux dans le pays.

En 2016, le pays a affiché une détermination renouvelée à lutter contre la corruption, une série de décisions étant prises par le président Jimmy Morales, qui a prolongé le mandat de la CICIG jusqu'en 2019, par le Congrès, qui a approuvé une nouvelle législation sur la transparence budgétaire et le financement des partis politiques, et par le système judiciaire, à savoir le procureur général conjointement avec la CICIG et les juges anticorruption, qui ont annoncé et engagé des procédures judiciaires dans de nombreuses autres affaires de corruption. Une autre évolution positive importante en 2016 a été le lancement d'un dialogue national et d'un processus de consultation sur la réforme de la justice, dont les suites législatives seront discutées par le Congrès en 2017, une majorité qualifiée n'ayant pas pu être atteinte en 2016. Les décisions prises en 2016 de porter de nouvelles affaires en matière de justice transitionnelle devant les tribunaux, telles que l'affaire Creompaz, qui est réputée être la plus grande affaire de disparition forcée en Amérique latine, ont également constitué une avancée pour la justice au Guatemala. La législation visant à abolir la peine de mort (un moratoire de fait est actuellement appliqué) est encore en discussion au Congrès.

Le respect des droits de l'homme et de la démocratie a continué de figurer parmi les principales priorités de l'UE pour le Guatemala en 2016, et des dialogues politiques ont été régulièrement organisés avec l'ensemble des parties prenantes, y compris les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, ainsi que la société civile et les partenaires sociaux. L'UE a également abordé les questions relatives aux droits de l'homme dans des enceintes internationales telles que l'OIT et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), où elle a fait des déclarations pour rappeler que le Guatemala devait intensifier ses efforts pour respecter les normes internationales fondamentales dans le domaine des droits de l'homme, y compris les droits du travail.

En 2016, l'UE a poursuivi son action en faveur des défenseurs des droits de l'homme par l'intermédiaire du "groupe de filtrage" et d'une coopération avec ses États membres, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, la Suisse et la Norvège, pour débattre des cas les plus problématiques et alerter les autorités au plus haut niveau. L'UE a également réagi face à la recrudescence des assassinats de militants des droits de l'homme en faisant deux déclarations (une déclaration faite au niveau local par le "G13", le groupe des donateurs, et une déclaration de la porte-parole de la HR/VP) pour condamner ces actes et demander que la lutte contre l'impunité soit renforcée. Les visites que la sous-commission "droits de l'homme" du Parlement européen (DROI) et le représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme, M. Stavros Lambrinidis, ont effectuées au Guatemala, respectivement en février et en juin, ont montré l'importance que l'UE accorde aux droits de l'homme et ont permis de se pencher sur d'importantes lacunes, notamment la nécessité de disposer d'un cadre juridique pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et de respecter la liberté d'association et les droits des peuples autochtones, notamment le droit à une consultation préalable prévu par la convention n° 169 de l'OIT, ainsi que l'importance de garantir un dialogue structuré sur les droits de l'homme entre l'État et la société civile.

En 2016, par l'intermédiaire de l'instrument de financement de la coopération au développement, l'UE a renouvelé son aide financière à la CICIG et a apporté un soutien à la lutte contre la corruption (recensement des fonctionnaires) et à des programmes destinés à prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants. En outre, l'UE a continué de fournir une aide financière à des programmes destinés à élaborer, avec les organisations de la société civile et la commission présidentielle des droits de l'homme, une politique publique en matière de protection des défenseurs des droits de l'homme. Des fonds d'urgence ont également été mobilisés pour remédier à la situation des militants des droits de l'homme se trouvant en grave danger.

Il convient de s'attacher en priorité à protéger la vie et l'intégrité physique des défenseurs des droits de l'homme et à poursuivre les responsables des assassinats commis par le passé, notamment de syndicalistes. Le comportement de la police, les conditions carcérales et les allégations de torture doivent faire l'objet d'enquêtes.

République coopérative du Guyana

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme et de démocratie au Guyana a été marquée par la persistance de difficultés, associée à des progrès dans certains domaines. Aucun changement n'est intervenu en ce qui concerne la législation relative à la peine de mort, l'incrimination des relations homosexuelles entre hommes, les violences domestiques et sexuelles et les châtiments corporels. La peine capitale reste inscrite dans le droit national du Guyana. La dernière peine de mort a été prononcée en juillet 2016, mais un moratoire de fait est appliqué depuis 1997. Le président Granger a fait une déclaration publique dans laquelle il a indiqué qu'il n'approuverait aucune exécution pendant son mandat. Un autre événement positif a été la tenue d'élections locales le 18 mars 2016 (les dernières élections remontaient à 1994).

Parmi les priorités de l'action de l'UE en matière de droits de l'homme figurent l'abolition de la peine de mort et les discriminations, y compris les droits de l'homme des personnes LGBTI et les droits des femmes et des enfants.

À la suite des élections législatives de 2015, des évolutions positives ont été observées au niveau politique, telles que la fin de la prorogation de l'Assemblée nationale et la tenue d'élections locales. Néanmoins, en 2016, la situation du pays restait encore marquée par certaines difficultés liées à la fragilité du gouvernement de coalition, au manque de coopération entre le gouvernement et l'opposition et à une fréquence réduite des réunions.

Un événement négatif majeur a été le tragique incendie survenu dans une prison en mars 2016, qui a coûté la vie à dix-sept détenus. L'incident a commencé par un mouvement de protestation contre les durées de détention provisoire excessives, la surpopulation et d'autres aspects des conditions de détention dans cette prison. Des allégations ont été formulées selon lesquelles la police a enfermé des prisonniers ou les a empêché de fuir l'incendie. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a déploré ces décès et a instamment demandé l'ouverture d'une enquête en bonne et due forme et des garanties de non-répétition.

L'UE a poursuivi les discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec le Guyana dans divers cadres, notamment lors du quatrième cycle du dialogue politique UE-Guyana, mené au titre de l'article 8 de l'accord de Cotonou ACP-UE, qui s'est déroulé à Georgetown en juillet. Le dialogue entre l'UE et le Guyana sur les droits de l'homme s'est poursuivi et des discussions ont eu lieu sur la peine de mort, les questions relatives aux personnes LGBTI, la violence domestique et les droits des enfants. Par ailleurs, un colloque judiciaire sur l'abolition de la peine de mort s'est tenu au Guyana le 20 juillet 2016. Au niveau local, l'UE a mené de nombreuses actions de diplomatie publique en matière de droits de l'homme, notamment la publication de tribunes, de lettres à la rédaction et de communiqués de presse ainsi que des événements publics sur des questions telles que la peine de mort, le prix Sakharov, le sommet humanitaire mondial, la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des enfants et les seize jours d'activisme contre la violence à caractère sexiste, entre autres.

En 2016, l'UE a continué à soutenir financièrement des projets financés par l'intermédiaire de l'IEDDH, en particulier le projet HOPE d'aide aux victimes de violences domestiques dans la région de Sophia, les objectifs visés étant l'autonomisation des enfants en situation de difficulté, la modélisation de la violence domestique et l'octroi à la société civile de moyens de lutter contre la discrimination dans l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels.

En décembre 2016, le Guyana a soutenu une résolution des Nations unies visant à supprimer le mandat de l'expert indépendant des Nations unies sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation et l'identité sexuelles. Le ministre des affaires étrangères a ensuite déclaré que cette position s'expliquait par des préoccupations liées aux procédures plutôt qu'au mandat lui-même.

Parmi les défis à venir figurent les droits des femmes et des enfants, notamment la violence domestique, la maltraitance des enfants et les châtiments corporels; la discrimination (à l'égard des personnes LGBTI, des communautés autochtones et d'autres groupes vulnérables); les conditions carcérales, les mauvais traitements et la surpopulation; et la peine de mort.

République d'Haïti

En 2016, Haïti est resté en proie à de graves problèmes en lien avec les droits de l'homme, et la situation globale en la matière y est restée largement inchangée. La persistance de la crise politique, des dysfonctionnements et de la faiblesse institutionnelle a contribué à entraver toute avancée significative. En termes de démocratisation, 2016 a vu la tenue d'élections présidentielle et législatives longtemps retardées. Celles-ci ont fait l'objet d'une évaluation positive de la part des observateurs nationaux et internationaux, en ce sens qu'elles n'ont pas été entachées par des irrégularités et violences graves et qu'elles ont permis aux électeurs d'exprimer leurs choix, même si le taux de participation, toujours très faible, demeure une préoccupation importante et que l'absence presque totale de femmes parmi les représentants élus reste atterrante.

En 2016, sur le plan politique, l'UE s'est principalement intéressée aux élections. Elle a également poursuivi son action en faveur des droits des groupes particulièrement défavorisés en Haïti: elle a mené des projets relatifs aux droits des personnes handicapées, des personnes LGBTI et des enfants, et s'est attachée à renforcer la capacité des organisations de la société civile à demander des comptes aux autorités. L'UE s'intéresse de près à la question des migrations, notamment au sort des Haïtiens rapatriés depuis la République dominicaine, et mène une série de projets devant permettre de faire en sorte que leurs droits fondamentaux soient respectés.

Les principaux défis auxquels Haïti doit faire face trouvent leur origine dans ses problèmes et dans sa fragilité d'ordre institutionnel, politique et économique. Tout au long de 2016, les branches législative et exécutive du gouvernement n'ont pu fonctionner que partiellement, et elles n'ont pas été en mesure de se concentrer dans la pratique sur les questions structurelles à long terme auxquelles le pays est confronté, y compris en matière de droits de l'homme. L'extrême pauvreté, qui est généralisée, et les inégalités considérables constituent à la fois une cause à long terme et une conséquence des problèmes liés aux droits de l'homme qui frappent Haïti, avec une incidence particulière sur les droits économiques et sociaux, les indicateurs essentiels que sont l'espérance de vie, l'éducation et la santé y étant très décourageants.

Des catastrophes naturelles, dont le dernier exemple en date est l'ouragan Matthew, s'abattent régulièrement sur Haïti. Le secteur de la justice suscite de profondes inquiétudes en raison de son manque d'indépendance et de son inefficacité. Cette situation donne lieu à un secteur carcéral surchargé, sous-financé et source de violations des droits de l'homme, notamment du fait du pourcentage élevé de détenus se trouvant en détention provisoire, souvent pendant plusieurs années. La corruption généralisée, y compris la corruption à haut niveau, la collusion et l'impunité, complètent tristement ce tableau.

Outre la tenue d'élections, la principale amélioration à relever est la participation du pays à l'examen périodique universel (EPU), qui s'est déroulé en novembre 2016, dans le cadre duquel Haïti a présenté tous les rapports pertinents et a coopéré totalement, faisant montre d'un engagement à améliorer son bilan en matière de droits de l'homme malgré l'intérim politique.

En dépit de l'absence de dialogue politique formel durant la longue crise électorale, l'UE a pu continuer à exprimer ses inquiétudes au travers de discours et de déclarations à plusieurs occasions, notamment lors d'un événement organisé conjointement avec les Nations unies le 9 décembre, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme. Si les défenseurs des droits de l'homme ne constituaient pas un point d'attention particulier pour l'UE en 2016, l'UE a rapidement réagi à la fin de l'année afin d'offrir son aide à un éminent défenseur des droits de l'homme, qui avait reçu des courriers menaçants. Des discussions sont en cours à ce sujet.

En plus d'intégrer la question de l'égalité des sexes et la protection des femmes dans tous ses programmes (y compris au niveau des indicateurs pertinents), l'UE a apporté son concours financier à des projets financés au titre de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) et de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). Elle a également contribué à des projets menés dans le domaine des migrations et des droits de l'homme à l'intention d'Haïtiens rapatriés depuis la République dominicaine. L'IcSP a financé à hauteur de 0,75 million d'euros un projet axé sur la consolidation de la paix au niveau communautaire, prévoyant de renforcer le rôle des femmes.

L'UE a affecté une enveloppe totale de 0,9 million d'euros à sept projets qui soutiennent l'accès à la justice des victimes de crimes contre l'humanité commis dans le passé, les droits de l'homme des personnes LGBTI; défendent les droits des enfants en conflit avec la loi, soutiennent les droits des personnes handicapées, mettent en place un organisme de surveillance au sein de la société civile chargé de demander des comptes aux autorités, favorisent une meilleure organisation des groupes de la société civile dans les zones rurales, et soutiennent la cohésion sociale et la défense des questions en lien avec les droits de l'homme auprès des autorités locales.

Depuis son dernier EPU, en 2011, Haïti a quelque peu progressé dans la mise en œuvre des recommandations qu'il avait reçues, mais l'absence d'assemblée législative opérationnelle l'a empêchée de ratifier des instruments internationaux en 2016 (parmi lesquels la convention contre la torture et la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants, ainsi que les conventions interaméricaines contre le racisme et les discriminations).

L'EPU réalisé en novembre 2016 a vu l'adoption du rapport d'Haïti et l'acceptation immédiate par le gouvernement haïtien de 175 des 213 recommandations formulées, et la prise en considération de 33 autres. Haïti s'est engagé à répondre aux cinq dernières recommandations au plus tard en mars 2017, moment où le rapport sera adopté formellement.

La mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) prendra probablement fin en 2017, ce qui exacerbera les difficultés auxquelles le pays est confronté, notamment dans le secteur de la justice et de la détention, qui est particulièrement préoccupant.

République du Honduras

En 2016, la situation des droits de l'homme au Honduras a attiré l'attention internationale en raison de la multiplication des assassinats de défenseurs des droits de l'homme et de militants environnementaux, parmi lesquels celui de la célèbre militante écologiste Berta Cáceres. La détérioration de la situation a stimulé les efforts visant à faire avancer certaines politiques en faveur des droits de l'homme, telles que le mécanisme national de protection des défenseurs des droits de l'homme, les mesures conservatoires et la convention 169 de l'OIT. La mise en œuvre de politiques et mécanismes essentiels en matière de droits de l'homme reste toutefois limitée. Parmi les points positifs, il convient de relever l'ouverture officielle dans le pays d'une antenne du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, ainsi que l'adoption de réformes électorales importantes.

Parmi les points d'attention essentiels de l'UE au Honduras figurent la protection des défenseurs des droits de l'homme, laquelle passe notamment par le renforcement du système national de protection des droits de l'homme; la création de passerelles entre l'État et la société civile afin de favoriser la confiance et d'élargir l'espace dévolu à cette dernière; l'égalité des sexes, y compris les droits de l'homme des personnes LGBTI, le renforcement de l'État de droit et des structures démocratiques, y compris par la mise en œuvre des recommandations formulées par la mission d'observation électorale de l'UE de 2013; et le soutien apporté à la lutte contre la corruption et l'impunité.

La protection des défenseurs des droits de l'homme et des groupes vulnérables, tels que les peuples autochtones, les journalistes, les femmes et la communauté LGBTI, comptait au rang des défis majeurs. Les litiges relatifs au droit à la terre impliquant des peuples autochtones ont donné lieu à des conflits locaux dans de nombreuses régions du pays et ont conduit, dans des cas extrêmes, à l'assassinat de responsables locaux. D'autres problèmes en matière de droits de l'homme concernent les conditions en vigueur dans les centres de détention, où la surpopulation est notoire. Si des cadres juridiques et autres politiques en faveur des droits de l'homme sont théoriquement en place, leur mise en œuvre demeure limitée. Un tissu économique et social fragile, alimenté par la pauvreté et des inégalités substantielles, couplé à la corruption, à la violence omniprésente découlant du trafic de drogues et de la criminalité, et à l'impunité généralisée ont continué à ternir la situation en matière de droits de l'homme. Le comportement des forces de police, le recours à la torture et aux mauvais traitements, et la collusion sont autant de problèmes importants et alarmants. Toutefois, il convient de noter que le gouvernement a fait une tentative sérieuse de réforme de la police, dans le cadre de laquelle près de 4.000 policiers ont été congédiés et la formation des agents a été améliorée.

L'accord conclu en 2016 concernant le déploiement d'une mission de l'Organisation des États américains (OEA) en vue de soutenir la lutte contre la corruption et l'impunité au Honduras ("MACCIH" en espagnol) a offert l'occasion d'accentuer la lutte contre la corruption endémique qui sévit dans le pays. Parmi les avancées réalisées, il y a lieu de relever l'adoption de la loi régissant le financement des campagnes électorales, qui était l'une des recommandations essentielles formulées par la MOE 2013 de l'UE, la décision du gouvernement de permettre au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme de renforcer sa présence dans le pays, ce qui s'est concrétisé par l'ouverture d'une antenne en 2016, et l'adoption de la réglementation juridique applicable à la protection des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des communicants sociaux et du personnel de justice. Le mécanisme national de protection a produit certains résultats initiaux.

L'UE a poursuivi son dialogue avec le Honduras sur les droits de l'homme et la réforme électorale dans diverses enceintes, y compris au moyen de démarches formelles et dans le cadre de la plateforme locale de l'UE pour le dialogue avec la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, intitulée "*Grupo Enlace*". Parmi les questions abordées via cette plateforme figurent le sort de Berta Cáceres, la mise en œuvre de la convention 169 de l'OIT, l'élaboration d'un nouveau code pénal et le mécanisme national de protection des défenseurs des droits de l'homme. Le rôle joué par l'UE dans la promotion des droits de l'homme et des réformes électorales essentielles a été largement salué. En 2016, l'UE s'est vu décerner la plus haute distinction par la communauté LGBTI, à savoir le prix "Pergamino Rosa", en reconnaissance de son travail.

L'UE a maintenu tout au long de l'année une politique de porte ouverte vis-à-vis des personnes et des organisations qui défendent les droits de l'homme, et elle a à l'occasion fourni un financement d'urgence à des militants se trouvant dans une situation de danger grave. L'UE a également réagi publiquement à des cas de violation des droits de l'homme, au moyen de déclarations faites à l'échelle locale ou par l'intermédiaire de la porte-parole de la HR/VP, de communiqués de presse, de discours et d'entretiens, dans le but d'encourager le gouvernement à veiller au plein respect des droits de l'homme et à l'élimination de l'impunité. La visite du représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme, Stavros Lambrinidis, a mis en évidence l'importance que l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays revêt pour l'UE. Cette visite a été l'occasion d'exprimer au plus haut niveau, y compris au président du Honduras, le soutien politique de l'UE à la tenue d'une enquête internationale indépendante sur l'assassinat de Berta Cáceres (à la demande du gouvernement), et de rappeler la position de l'UE concernant la mise en œuvre urgente de la loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme et la mise en place d'un mécanisme de consultation, comme le prévoit la convention 169 de l'OIT. Par ailleurs, l'UE, en étroite coordination avec certains de ses États membres, a mené des initiatives de sensibilisation auprès des autorités concernant différentes affaires judiciaires liées aux droits de l'homme. Il s'agissait notamment du limogeage de juges et de magistrats au lendemain du coup d'État de 2009, et de destitutions que la Cour interaméricaine des droits de l'homme a estimées ne pas être conformes à la convention américaine des droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué à soutenir financièrement des projets financés au titre de l'IEDDH, ainsi que dans le cadre de vastes programmes bilatéraux financés par l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD). Le programme de soutien aux droits de l'homme au Honduras (PADH, 5,5 millions d'euros) a continué de renforcer le mécanisme national de protection des droits de l'homme, lequel est devenu opérationnel en 2016 et a déjà produit des premiers résultats positifs. L'accès à un système judiciaire équitable et transparent a également été encouragé dans le cadre du programme EuroJusticia (31 millions d'euros). Les négociations en vue d'un accord de partenariat volontaire entre l'UE et le Honduras dans le secteur forestier ont contribué à établir les mesures législatives nécessaires à la protection des droits des peuples autochtones, conformément à la convention 169 de l'OIT.

Mettre un terme aux assassinats de militants et traduire les responsables en justice devraient constituer des priorités explicites de premier ordre, en lien étroit avec la lutte contre la corruption, la collusion et l'impunité. Parmi les défis à relever figure la mise en œuvre de la loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des communicants sociaux et du personnel de justice, accompagnée des ressources financières et humaines et de l'appui politique nécessaires. Il conviendra également que le Honduras apporte son soutien à la mission MACCIH pour que celle-ci puisse s'acquitter de son mandat en matière de lutte contre l'impunité et la corruption. Parmi les autres domaines essentiels dans lesquels il importe d'avancer figurent la mise en place d'un mécanisme efficace pour la tenue de consultations destinées à obtenir au préalable un consentement donné librement et en toute connaissance de cause, comme le prévoit la convention 169 de l'OIT, et une meilleure application des mesures conservatoires.

Jamaïque

En 2016, le recours excessif à la force par la police et les piètres conditions carcérales sont restés des préoccupations majeures pour le pays. La commission d'enquête mise en place pour faire la lumière sur les agissements des forces de sécurité en 2010 à Kingston-Ouest a suscité des attentes élevées. Les résultats auxquels elle a abouti et les recommandations qu'elle a formulées représentent des étapes positives dans la défense des droits des citoyens et la reconnaissance de leurs droits fondamentaux. Parmi les autres problèmes en rapport avec les droits de l'homme figurent les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle, le handicap et la classe sociale. Si la loi antisodomie, désuète, incrimine le sexe anal en général, dans la pratique, son application cible principalement les hommes. La Jamaïque conserve la peine de mort dans sa législation, bien que la dernière exécution remonte à 1988. L'arriéré judiciaire et la traite des êtres humains constituent d'autres sujets de préoccupation.

En Jamaïque, l'UE entend en priorité contribuer à endiguer la hausse de la criminalité et de la violence, notamment les exécutions extrajudiciaires perpétrées par les forces de sécurité, en particulier la police, et faire en sorte que les institutions publiques rendent des comptes. Il y a également lieu d'améliorer l'accès à la justice et de moderniser celle-ci, de lutter contre les discriminations à l'encontre des groupes vulnérables, dont les personnes LGBTI, de juguler la violence à l'égard des femmes et des filles, et d'œuvrer à l'abolition de la peine de mort.

La criminalité et la violence constituent toujours une menace grave pour la Jamaïque. Selon les chiffres officiels, 1 325 personnes ont été assassinées l'année dernière, soit 11 % de plus qu'en 2015, et il y a eu une nette augmentation des violences à l'encontre des femmes et des filles. Le degré élevé d'impunité et d'acceptation des violences à caractère sexiste est particulièrement préoccupant dans certaines régions. Le fait que la police soit sous pression et que le système judiciaire soit surchargé et connaisse une pénurie de ressources entrave l'accès à la justice, en particulier pour les personnes pauvres et vulnérables. Le gouvernement a fait de la réforme du secteur de la justice une priorité nationale, à laquelle l'UE apporte son soutien.

En février 2016, le parti travailliste jamaïcain, dirigé par Andrew Holness, a remporté de peu les élections législatives, avec une majorité d'un siège. Bien que la semaine précédant le scrutin ait été émaillée de violences ayant entraîné des pertes humaines, les élections ont été jugées largement libres et régulières par les observateurs de l'Organisation des États américains.

L'UE et certains de ses États membres ont fait part au gouvernement de leurs préoccupations en matière de droits de l'homme, y compris formellement, dans le cadre du dialogue politique annuel mené au titre de l'article 8, de la diplomatie publique (à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, par exemple) et des programmes de coopération de l'UE. L'UE a soutenu des initiatives publiques destinées à sensibiliser les personnes à la lutte contre les discriminations et à faire changer les comportements, telles que la campagne HeForShe, des activités menées pour célébrer la Journée internationale de la femme et la campagne des seize jours d'activisme, et elle a apporté un soutien financier au secteur de la justice. L'UE a poursuivi son travail de diplomatie publique destiné à lutter contre la peine de mort et à promouvoir la réhabilitation et la réinsertion effectives des détenus, qui devrait à terme réduire le nombre de partisans de la peine de mort.

L'UE a en outre continué à exprimer ses préoccupations en matière de droits de l'homme au travers de discours, déclarations et interventions dans les médias sociaux, y compris à l'occasion de journées thématiques et d'événements spéciaux, ainsi que dans le cadre de campagnes conjointes. Elle apporte son soutien à J-FLAG, une organisation de défense des droits de l'homme, afin qu'elle puisse continuer à œuvrer à la défense des droits de l'homme des personnes LGBTI en Jamaïque.

Des projets ont bénéficié d'une aide au titre du Fonds européen de développement (FED) et de l'IEDDH. L'UE a continué de soutenir la commission d'enquête indépendante (INDECOM), l'organisme de contrôle chargé d'enquêter sur les excès et les abus commis par les agents de l'État. Amnesty International fait état d'une baisse du nombre de meurtres liés à la police et attribue cette avancée à l'INDECOM, tout en continuant à mettre l'accent sur la nécessité, de manière générale, de procéder à une réforme en profondeur de la police. L'UE apporte un soutien significatif dans le cadre du projet "Justice, sécurité, responsabilité et transparence" (JSAT), ainsi que du programme d'appui budgétaire signé en 2016, d'un montant de 24 millions d'euros, qui contribuera à la réforme du secteur de la justice, et plus spécifiquement à l'amélioration de l'accès à la justice des groupes vulnérables et à la poursuite de la mise en œuvre du programme visant à appliquer aux enfants soupçonnés de faits délictueux ou condamnés pour de tels faits des mesures autres que des mesures purement judiciaires. La réforme améliorera également le traitement réservé aux enfants en conflit avec la loi, et intégrera pleinement la justice réparatrice dans le système de justice pénale. Des moyens seront prévus pour moderniser et améliorer les infrastructures du secteur de la justice, y compris les tribunaux et les centres de détention provisoire. Dans le cadre de son programme d'éradication de la pauvreté, l'UE vient en aide aux communautés vulnérables grâce au développement des infrastructures, notamment en construisant et en rénovant des écoles et des centres communautaires et en améliorant les systèmes d'approvisionnement en eau, le réseau routier et les installations d'assainissement, ces démarches s'inscrivant dans une stratégie globale d'amélioration des conditions de vie.

Dans le cadre de l'IEDDH, une aide a été fournie en vue de l'instruction des détenus et du développement des moyens de subsistance, de la réhabilitation et de la réinsertion des jeunes actuellement placés dans des établissements pénitentiaires, de la protection des droits des enfants placés dans des établissements pénitentiaires et des centres de détention provisoire, et de la formation de fonctionnaires et de membres de la communauté à la prévention de la corruption.

La Jamaïque a ratifié plusieurs conventions et instruments internationaux importants en matière de droits de l'homme. Le gouvernement s'est engagé à mettre en place l'institut national des droits de l'homme, promis de longue date, au cours du premier trimestre 2017. Il a également fait part de son intention d'envisager d'adhérer à la convention contre la torture.

Les défis futurs concernent notamment les conditions de détention, la persistance de l'arriéré judiciaire, la maltraitance des enfants, la violence et les inégalités fondées sur le sexe, les discriminations à l'encontre des groupes vulnérables (dont les personnes LGBTI) et la traite des êtres humains, ainsi que la réforme policière et judiciaire et la fiabilité des rapports portant sur les exécutions extrajudiciaires, le recours illicite à la force et les mauvais traitements. La ratification et la mise en œuvre de la législation internationale et nationale demeurent des défis transversaux.

États-Unis mexicains

Au cours de la période considérée, et malgré les efforts déployés par les acteurs de nombreux secteurs, le Mexique a été de plus en plus en proie à des problèmes graves en lien avec les droits de l'homme, ce qui inclut les exécutions extrajudiciaires, la torture et les disparitions forcées, l'implication alléguée de policiers et de militaires dans ces abus, les violences à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme (au moins 15 journalistes ont trouvé la mort), et les violences liées à la criminalité organisée, la corruption, la collusion et l'impunité. Des cas de détentions arbitraires, de piètres conditions carcérales, de mauvais traitements à l'encontre de migrants ou encore de violences domestiques ont été rapportés. Les actions de protestation menées par des associations d'enseignants dans les États de Oaxaca, de Chiapas et de Guerrero ont été entachées de violences, coûtant la vie à plusieurs personnes.

Par ailleurs, sur le plan multilatéral, le Mexique a continué à jouer un rôle proactif dans les enceintes internationales des droits de l'homme, faisant progresser des thèmes présentant un intérêt commun pour l'UE et le Mexique, notamment les entreprises et les droits de l'homme, la lutte contre le terrorisme, l'abolition de la peine de mort, la lutte contre le harcèlement et le programme à l'horizon 2030.

Des ONG bien établies ont publié des rapports critiques sur le recours à la torture et les abus sexuels, sur la situation précaire des migrants et sur les allégations de crimes contre l'humanité commis dans le cadre de la guerre contre la drogue. La commission nationale des droits de l'homme a en outre publié un rapport critique relatif à une affaire d'exécutions extrajudiciaires perpétrées dans l'État de Michoacán.

En décembre 2016, la commission nationale des droits de l'homme a effectué, avec l'antenne locale du HCDH, un voyage d'étude conjoint dans l'État de Guerrero, au terme duquel elles ont exigé que les autorités nationales et fédérales prennent des mesures claires et coordonnées afin de mettre un terme à l'impunité.

À la suite d'une visite effectuée en 2015 par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), un rapport sur la situation des droits de l'homme au Mexique a été publié le 2 mars 2016. Tout en saluant les importantes avancées réalisées dans le domaine législatif et institutionnel, le rapport de la CIDH attirait également l'attention sur l'impunité pratiquement universelle (98 %), la violence généralisée (souvent liée à la présence de forces militaires dans les zones davantage touchées par la criminalité organisée, le trafic de drogues et les conflits) et les disparitions forcées dans de nombreuses régions du Mexique.

Les enquêtes et procédures judiciaires concernant certaines affaires à grand retentissement (Iguala, Tlatlaya, etc.) sont largement considérées comme ne répondant pas aux attentes, des rapports ayant jeté le doute sur la version des événements donnée par les autorités et mis en question les procédures judiciaires.

Dans ce contexte, les autorités mexicaines sont apparues de plus en plus irritées par la publication de rapports critiques émanant d'organisations internationales de défense des droits de l'homme, car elles estimaient que l'examen de la situation auquel il avait été procédé ne rendait pas suffisamment compte des réformes et des initiatives engagées par le gouvernement dans le but d'améliorer le bilan en matière de droits de l'homme.

Le 24 avril 2016, le rapport final du groupe interdisciplinaire d'experts indépendants sur le dossier d'Iguala a écarté la thèse officielle sur le sort des 43 étudiants disparus d'Ayotzinapa et a formulé des recommandations. Dans une déclaration ultérieure, la porte-parole de la HR/VP a pris note du travail minutieux réalisé par le groupe d'experts indépendants, ne doutant pas que les autorités mexicaines tiendraient compte des recommandations formulées et qu'un dispositif de suivi solide serait mis en place en concertation avec la CIDH. Les modalités de la participation de la CIDH à l'enquête sur le dossier d'Iguala ont été arrêtées le 9 septembre 2016. Une première visite a eu lieu au Mexique en novembre 2016 dans le cadre du nouveau mécanisme, coordonné par le rapporteur de la CIDH pour le Mexique, le commissaire Enrique Gil Botero. Le lancement du mécanisme de suivi, financé en intégralité par le Mexique, peut être perçu comme une avancée, bien que sa portée reste quelque peu limitée.

En ce qui concerne la législation nationale, plusieurs points positifs sont à relever, dont l'entrée en vigueur du nouveau système de justice pénale, la loi nationale relative au système global de justice pénale pour les adolescents, et la loi nationale sur l'exécution des peines. Le système national de lutte contre la corruption a en outre été adopté. Ces mesures sont destinées à répondre aux principales inquiétudes relatives à la sécurité publique et à la nécessité de lutter contre la criminalité organisée, l'impunité et la corruption, ainsi qu'à faire face aux défis en matière de droits de l'homme.

Dans ce contexte, l'UE a redoublé d'efforts et a pu entretenir une dynamique fructueuse aussi bien avec les autorités mexicaines qu'avec les organisations de la société civile. Les priorités de l'UE en matière de droits de l'homme incluent la lutte contre les disparitions forcées et la torture, la protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, les droits des femmes et les groupes vulnérables, les priorités économiques, sociales, culturelles et environnementales, y compris la question des entreprises et des droits de l'homme, et l'élargissement de l'espace dévolu à la société civile.

La HR/VP a abordé des questions en lien avec les droits de l'homme lors de la visite qu'elle a effectuée à Mexico les 24 et 25 mai 2016, ainsi qu'à l'occasion de l'ouverture du deuxième cycle du dialogue de haut niveau entre l'UE et le Mexique dans le domaine de la sécurité et de la justice, qui s'est penché sur des questions relatives à la sécurité et à l'État de droit au sens large, la lutte contre la criminalité organisée et la réforme de la justice pénale. Le sixième dialogue à haut niveau sur les droits de l'homme entre l'UE et le Mexique, coprésidé par M. Lambrinidis, représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme, et M. Ruiz Cabañas, vice-ministre mexicain chargé des affaires multilatérales, s'est déroulé à Bruxelles en juin 2016. Ouverts, francs et productifs, les échanges ont abordé des questions en lien avec la torture, les disparitions, l'utilisation illégitime de la force et la protection des défenseurs des droits de l'homme.

Ce dialogue à haut niveau faisait suite au quatrième séminaire UE-Mexique de la société civile, lequel a permis de mener un dialogue interactif sur quatre thèmes: le renforcement de l'État de droit, les groupes vulnérables (migrants et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays), les entreprises et les droits de l'homme, et la protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes. Les participants ont tiré un certain nombre de conclusions et rédigé des recommandations, qui ont été présentées au début du dialogue à haut niveau. Les deux parties sont convenues d'assurer un suivi au niveau technique.

La délégation de l'UE au Mexique a renforcé ses contacts avec les organisations non gouvernementales, y compris sur des questions telles que les détentions arbitraires, les disparitions forcées, la torture et la protection des journalistes/défenseurs des droits de l'homme. Suivant les lignes directrices locales à ce sujet, la délégation de l'UE et les missions des États membres ont poursuivi leur dialogue régulier avec les défenseurs des droits de l'homme. Des réunions ont par ailleurs permis de rencontrer des représentants de haut niveau des autorités fédérales, qu'il s'agisse du ministère des affaires étrangères ou de celui de l'intérieur.

L'affaire Jyri Jaakkola, un citoyen finlandais tué dans l'État d'Oaxaca en 2010 qui aidait les défenseurs locaux des droits de l'homme, a été abordée par la délégation de l'UE en coopération avec l'ambassade de Finlande. La délégation de l'UE et des États membres de l'UE ont publié deux déclarations au niveau local, la première en février, pour condamner le meurtre de la journaliste Anabel Flores, et la seconde en décembre, pour condamner celui du journaliste Jesús Adrián Rodríguez Samaniego, tout en déplorant la mort de 14 autres journalistes tués au cours de l'année. Un séminaire consacré à la liberté d'expression et à la protection des journalistes a été organisé par l'ambassade de Suède, en collaboration avec la délégation de l'UE et les pays nordiques.

Plusieurs articles et autres déclarations ont été publiés dans la presse et les médias sociaux à l'occasion de grands événements, tels que la Journée des droits de l'homme et la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

La protection et la promotion des droits de l'homme demeurent également une priorité de la coopération thématique UE-Mexique. Dans le cadre du dialogue à haut niveau sur les droits de l'homme, l'UE et le Mexique sont convenus de renforcer leur collaboration dans cinq domaines: la prévention et la lutte contre la torture (habilitation et certification d'experts pour l'application du protocole d'Istanbul), les disparitions forcées (extension des bases de données), la protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes (renforcement du mécanisme existant), les droits des enfants et des adolescents, et la question des droits de l'homme et des entreprises. La délégation de l'UE coopère avec des organisations de la société civile dans ces cinq domaines, au moyen de divers appels à propositions et dans le cadre du laboratoire de cohésion sociale II.

Parmi les domaines dans lesquels des progrès doivent être accomplis figurent la protection des défenseurs des droits de l'homme et des citoyens contre les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, la torture et les mauvais traitements, la lutte contre les activités criminelles et les poursuites pénales effectives à l'encontre des responsables. La lutte contre la corruption, la collusion et l'impunité, la conduite des forces de sécurité et des fonctionnaires, le processus judiciaire, les violations des droits des femmes et des enfants, la traite des êtres humains et les droits des minorités vulnérables constituent autant d'autres défis. Il demeure essentiel et urgent d'élaborer et, surtout, de mettre en œuvre une législation appropriée.

République du Nicaragua

En 2016, les réels progrès réalisés dans un certain nombre de domaines, dont les droits socioéconomiques et la sécurité des citoyens, ont été ternis par des lacunes dans l'organisation des élections présidentielle et législatives. L'absence d'observateurs électoraux internationaux et les décisions judiciaires qui ont empêché certains groupes politiques de participer aux élections ont été critiquées. En revanche, la réforme électorale exigeant que la moitié des candidats de chaque parti aux élections législatives soient des femmes a constitué une évolution positive vers l'égalité des sexes. De même, l'ouverture d'un dialogue entre l'Organisation des États américains et le gouvernement du Nicaragua concernant le renforcement des institutions démocratiques, intervenue après les élections, a été accueillie favorablement.

Les priorités de l'UE concernant les droits de l'homme et la démocratie au Nicaragua consistent à soutenir les efforts visant à améliorer encore l'État de droit (transparence, efficacité et obligation de rendre des comptes), à promouvoir l'égalité des sexes et les droits de l'homme des personnes LGBTI, ainsi qu'à lutter contre la violence et la discrimination à caractère sexiste, à encourager activement la société civile à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, ainsi qu'à participer aux discussions politiques sur le programme de développement national, à promouvoir davantage encore, par la coopération au développement, les droits sociaux et en matière d'éducation et de santé des groupes les plus vulnérables, et à soutenir les initiatives visant à renforcer les capacités et les actions de sensibilisation sociale auprès des jeunes, ainsi qu'à protéger les droits de l'enfant.

Les restrictions présumées en matière de liberté d'expression ont été dénoncées par certaines organisations de la société civile (OSC), qui se sont également plaintes d'une concentration accrue des médias et d'un prétendu recours excessif à la force par les forces de sécurité lors de manifestations. Les droits des peuples autochtones sont restés un sujet de préoccupation pour ce qui est de la situation des communautés Miskito, qui, en 2016, se sont vu accorder des mesures de protection supplémentaires par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Le bureau du nouveau procureur national pour les droits de l'homme a organisé d'importantes activités contribuant au dialogue, à la compréhension et à la prévention de nouveaux incidents. L'impact de projets d'infrastructure sur les terres agricoles constitue une source de préoccupation pour plusieurs OSC et communautés rurales. Les violences à caractère sexiste continuent de poser problème.

La sécurité des citoyens continue d'être assurée avec succès grâce à un système de proximité fondé sur la prévention et le dialogue. Les efforts déployés par les autorités pour contenir la criminalité dans la région se sont avérés très efficaces, en particulier par rapport aux pays voisins. Des progrès significatifs ont aussi été enregistrés en ce qui concerne plusieurs droits socioéconomiques fondamentaux, notamment en matière de santé et d'éducation.

L'UE a continué de recourir à tous les canaux possibles pour contribuer aux dialogues sur les droits de l'homme et la démocratie au Nicaragua. Pour ce qui est des décisions judiciaires affectant le processus électoral, la porte-parole de la HR/VP a fait une déclaration publique insistant sur l'importance que revêtent l'État de droit, le pluralisme démocratique et la liberté d'expression[86].Une autre déclaration a été faite en ce qui concerne les résultats définitifs des élections, dans laquelle l'UE a dit regretter que le processus électoral n'ait pas permis une pleine participation de toutes les forces politiques du Nicaragua, et a critiqué l'absence de missions d'observation électorale[87].

Un soutien a été apporté aux défenseurs des droits de l'homme au travers de contacts réguliers avec des militants au Nicaragua et à Bruxelles.

En 2016, l'UE a continué de soutenir financièrement des projets au titre de l'IEDDH et du programme thématique "Acteurs non étatiques et autorités locales" relevant de l'instrument de financement de la coopération au développement. Trois appels à propositions ont été publiés en vue de la sélection de projets portant sur le développement durable au niveau local et sur la lutte contre la violence et la discrimination. Quarante-cinq projets au total sont en cours sur les thèmes suivants: la participation citoyenne, la justice restauratrice pour mineurs, les droits des personnes handicapées, la promotion des droits de l'homme axée sur la région côtière des Caraïbes, les droits des femmes et les droits humains des personnes LGBTI, ainsi que les droits de l'enfant.

Le Nicaragua a adhéré à la plupart des instruments juridiques internationaux sur les droits de l'homme, et, d'une manière générale, il soutient les efforts multilatéraux en faveur de ces droits. Toutefois, le fait qu'il n'ait pas mis en œuvre les mesures de protection accordées par la CIDH et qu'il n'ait pas été représenté au niveau gouvernemental lors des audiences de cette instance en 2016 illustre ses réserves vis-à-vis de celle-ci. Le Nicaragua n'a pas adhéré au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), qu'il n'a ni signé ni ratifié.

---

86 Service européen pour l'action extérieure, déclaration de la porte-parole sur la récente décision judiciaire prise au Nicaragua, 16 août 2016.

87 Service européen pour l'action extérieure, déclaration de la porte-parole sur les résultats définitifs des élections au Nicaragua, 19 novembre 2016.

Pour réaliser de nouvelles avancées, le Nicaragua doit notamment encore améliorer le cadre démocratique de manière à permettre la libre participation de toutes les forces politiques aux processus électoraux, en particulier en vue des élections municipales de 2017, accroître le soutien institutionnel aux victimes de violences à caractère sexiste, œuvrer en faveur des droits de l'enfant et préserver le respect de la liberté d'expression et du droit de manifester pacifiquement.

République du Panama

Les droits de l'homme sont généralement respectés, même s'il subsiste d'importants problèmes. Le Panama est une démocratie à part entière et solide comptant une société civile active. Des élections jugées libres et régulières s'y tiennent périodiquement. Le cadre constitutionnel et juridique en matière de protection des droits de l'homme est globalement satisfaisant. Le pays rejoint l'UE sur ces sujets. Néanmoins, il continue de présenter de graves lacunes, notamment en ce qui concerne les droits des groupes vulnérables, les droits socioéconomiques, la corruption, les lenteurs de la justice et la situation carcérale.

La situation carcérale et les conditions de détention y sont particulièrement problématiques. Selon l'ONUDC, 70 % des personnes privées de liberté au Panama n'ont pas fait l'objet d'une condamnation, essentiellement en raison des lenteurs de la justice et d'un recours important à la détention provisoire, qui, dans certains cas, est plus longue que la détention maximale prévue pour le fait reproché; de plus, il est urgent et nécessaire de réduire la surpopulation (le nombre d'adultes en détention dans le pays dépasse largement la capacité d'accueil des prisons) et d'améliorer les conditions de détention. Les plaintes concernent surtout l'assistance médicale, l'hygiène, les mauvais traitements infligés par le personnel carcéral et l'absence de possibilités de réinsertion sociale. Les conditions de travail du personnel carcéral doivent également être améliorées.

Cela étant, des efforts ont été entrepris pour améliorer la situation. Le système accusatoire de justice pénale, principale nouveauté du système de droit pénal du Panama, a déjà permis de remédier dans une certaine mesure aux lenteurs de la justice. Une réforme du système carcéral et des droits de détention fondée sur le respect, la sûreté et la réinsertion est en cours. Un programme d'action a été approuvé, et une mise en œuvre rapide et effective sera nécessaire.

L'UE soutient ces efforts. Au nombre des priorités figurent l'amélioration de la situation carcérale et des conditions de détention, l'accent étant mis en particulier sur la détention provisoire, les droits fondamentaux des mineurs délinquants, la réadaptation et la réinsertion, l'égalité des sexes et la lutte contre la violence et la discrimination, la lutte contre la discrimination à l'égard des groupes vulnérables, et le respect des normes internationales du travail au niveau public et dans le secteur privé (responsabilité sociale des entreprises). Financé par l'UE, le projet "Coopération en matière de sécurité au Panama (SECOPA)", doté d'un budget de 28 millions d'euros, renforcera les capacités de réadaptation et de réinsertion, améliorera le système de formation du personnel carcéral et facilitera la mise en place d'un parcours professionnel; il financera l'achèvement d'un centre innovant pour la réadaptation des mineurs délinquants et permettra de mettre au point un système moderne de recensement de la population carcérale.

Deux autres projets financés au titre de l'IEDDH ont été lancés en décembre 2016: le premier porte sur la protection et la promotion des droits de l'homme, ainsi que sur la réadaptation et la réinsertion des mineurs, tandis que le second met l'accent sur les droits et la réadaptation des mineurs délinquants issus de communautés autochtones. Le Panama est également l'un des bénéficiaires du projet financé par l'UE au titre de l'IEDDH sur le soutien apporté aux partenaires commerciaux, y compris les pays bénéficiaires du SPG+, afin de mettre effectivement en œuvre les normes de travail internationales et de respecter les obligations en matière de communication d'informations.

L'afflux accru de migrants et la décision du Costa Rica de ne pas laisser ceux-ci entrer sur son territoire ont également posé problème; tout en appelant à un soutien plus important de la communauté internationale, le président du Panama s'est engagé à ce que les migrants bénéficient d'un traitement humain.

Environ 10 % des Panaméens appartiennent à des communautés autochtones. Si des politiques et une législation ont été mises en place afin de protéger ces communautés, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer leurs conditions de vie, faciliter leur accès aux services publics et leur assurer une égalité de traitement, en particulier dans le secteur de la santé et en ce qui concerne le régime foncier. Plusieurs programmes spécifiques sont en cours de mise en œuvre. L'UE finance le projet bilatéral "Apoyo a la Cohesión Social' (COHESAL - budget de 10 millions d'euros), qui prévoit différentes actions en faveur des peuples et organisations autochtones, et vise indirectement à protéger les droits économiques et sociaux de ces populations dans les régions les plus pauvres du pays, par la décentralisation et le financement de projets locaux.

L'OIT a continué d'examiner attentivement les lacunes en matière de liberté d'association au sein des instances de contrôle de l'application des normes et a souligné en novembre 2016 qu'elles étaient extrêmement graves et qu'il fallait y remédier d'urgence.

Parmi les défis à relever et les domaines dans lesquels réaliser de nouveaux progrès figurent la lutte contre la corruption, l'amélioration de la situation carcérale et de la détention provisoire, les droits socioéconomiques et le respect des droits des minorités vulnérables, des peuples autochtones, des femmes et des enfants.

République du Paraguay

Le Paraguay dispose dans l'ensemble d'une bonne base formelle pour la protection des droits de l'homme. Ces dernières années, le cadre juridique pour l'accès à l'information et la transparence dans la gestion des affaires publiques s'est amélioré. Toutefois, le plan national en faveur des droits de l'homme tarde à être mis en œuvre, ce qui limite le nécessaire renforcement des institutions. La difficulté reste de s'assurer que la législation relative aux droits de l'homme soit mise en œuvre de manière systématique et effective.

En 2016, l'UE a mis l'accent sur le renforcement de l'information et de la sensibilisation, l'amélioration de la protection des groupes vulnérables, la recherche de solutions concernant les problèmes d'égalité des sexes et la discrimination, et le soutien de la consolidation de la démocratie, notamment par l'amélioration des processus électoraux. Les autres priorités de l'UE sont la promotion de l'institutionnalisation des droits de l'homme, la réforme du système judiciaire, la prévention de la torture, l'amélioration du système pénitentiaire, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, et la poursuite du renforcement de la transparence. La délégation de l'UE auprès du Paraguay est l'une des délégations pilotes choisies pour accroître la cohérence et l'efficacité du soutien de l'UE à la démocratie, conformément au programme d'action de l'UE pour le soutien à la démocratie.

Au nombre des problèmes qui se posent en matière de droits de l'homme au Paraguay figurent, en particulier, la violence et la discrimination envers les femmes, le travail des enfants, le travail forcé et le mauvais fonctionnement de la justice, y compris la piètre situation carcérale et la détention provisoire. La protection des droits de la minorité autochtone doit également être renforcée. La corruption généralisée reste préoccupante.

En 2016, le Paraguay a pris plusieurs mesures visant à améliorer encore la situation en matière de droits de l'homme. Après d'importants retards, le parlement a élu un nouveau médiateur en novembre et, en décembre, il a adopté une législation sur la protection des femmes contre la violence.

L'UE a continué de participer à des discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec le Paraguay dans divers cadres, notamment dans le contexte du suivi des engagements en matière de droits de l'homme pris par celui-ci dans le cadre du système de préférences généralisées (SPG+). Par l'intermédiaire de ses partenaires de la société civile, la délégation de l'UE a également diffusé les lignes directrices de l'UE sur les défenseurs des droits de l'homme et d'autres informations pertinentes concernant le soutien de l'UE.

L'UE a continué de coopérer avec les organisations de la société civile. En août, elle a publié un appel à propositions visant à soutenir les initiatives des OSC destinées à améliorer la participation au processus politique, l'accent étant mis en particulier sur le renforcement de la participation et de la représentation des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des personnes handicapées.

En 2016, l'UE a continué d'apporter un soutien financier dans le cadre de l'instrument de financement de la coopération au développement et de l'IEDDH. Un appel à propositions a été lancé en juillet au titre de l'IEDDH pour un projet d'un montant de 0,9 million d'euros axé sur les questions d'égalité des sexes, en particulier la violence domestique et la participation des femmes à la vie politique. En octobre, l'UE a apporté un soutien au ministère des affaires féminines, sous la forme de deux études consacrées à l'évaluation de l'impact des services de prise en charge nationaux et régionaux pour les femmes qui sont victimes de violences. La démocratie, la participation et le renforcement des institutions figurent également parmi les domaines prioritaires de l'aide bilatérale de l'UE au développement du Paraguay pour la période 2014-2020. Dans ce contexte, un projet a été lancé en juillet en vue de renforcer les capacités de l'administration électorale ainsi que la participation et la représentation des groupes vulnérables (femmes, jeunes, peuples autochtones et personnes handicapées).

Le Paraguay est l'un des bénéficiaires du projet financé par l'UE au titre de l'IEDDH sur le soutien apporté aux partenaires commerciaux, y compris les pays bénéficiaires du SPG+, afin de mettre effectivement en œuvre les normes de travail internationales et de respecter les obligations en matière de communication d'informations.

Au niveau multilatéral, le Paraguay a ratifié toutes les grandes conventions internationales et régionales relatives aux droits de l'homme. Il a coopéré étroitement dans le cadre de l'examen périodique universel de janvier 2016 et a souscrit à la quasi-totalité des 140 recommandations. Le Paraguay est membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour la période 2015-2017.

Les défis à venir comprennent notamment la mise en place d'un mécanisme participatif pour la consultation des peuples autochtones et la poursuite de la restitution de terres à ces derniers conformément aux trois décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Le Paraguay doit aussi réduire la proportion élevée de personnes en détention provisoire et améliorer la piètre situation carcérale. D'autres mesures sont par ailleurs nécessaires pour renforcer les droits des femmes et des enfants, éliminer le travail forcé et le travail des enfants, notamment le travail domestique non rémunéré des enfants (*criadazgo*), s'attaquer au taux élevé de grossesses chez les adolescentes et renforcer la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation en général.

République du Pérou

En 2016, le Pérou a connu un renouveau démocratique avec la tenue d'élections présidentielle et législatives. L'UE a soutenu le processus électoral par l'envoi d'une mission d'observation électorale (MOE), qui s'est acquittée avec succès de son mandat. Ce processus a suscité un débat animé au sein de la population et dans les médias, mais les résultats ont été acceptés démocratiquement. La MOE de l'UE est parvenue à la conclusion générale que le Pérou avait franchi avec succès une étape démocratique importante en menant à bien ses quatrièmes élections démocratiques consécutives, ce à quoi il n'était jamais parvenu jusque-là, mais qu'une réforme politico-électorale en profondeur et s'inscrivant dans la durée était nécessaire pour renforcer la gouvernance démocratique et les partis politiques, ainsi que pour consolider la confiance à l'égard du travail des institutions électorales.

Les priorités de l'UE concernant les droits de l'homme au Pérou sont restées les droits économiques et sociaux, compte tenu de la persistance d'importantes disparités régionales et sociales dans le pays, la prévention des conflits sociaux, la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes et des minorités, en particulier les peuples autochtones et les personnes LGBTI, l'accès à la justice et les défenseurs des droits de l'homme, dont certains font l'objet d'intimidations, de menaces et d'autres formes de violence, ainsi que la lutte contre la traite des êtres humains et le travail des enfants. L'OIT a continué d'examiner les lacunes dans la mise en œuvre des normes fondamentales du travail, en particulier la liberté d'association.

Le dialogue mené au niveau technique avec le Pérou s'est poursuivi en 2016, la troisième réunion consécutive sur les droits de l'homme s'étant tenue en octobre avec le nouveau gouvernement. Il a notamment été question du processus de réforme post-électoral, du programme de travail du nouveau gouvernement concernant les droits de l'homme, y compris l'élaboration d'un nouveau plan d'action sur cette question, de l'activité économique et des droits de l'homme, ainsi que du soutien de l'UE à l'élaboration d'un plan d'action national concernant la responsabilité sociale des entreprises, de la poursuite de l'échange sur la violence à caractère sexiste, de la situation des réfugiés et des questions de migration, et de sujets inscrits à l'ordre du jour multilatéral. Les travaux se sont également poursuivis en vue d'institutionnaliser le dialogue en 2017, avec l'adoption d'un mandat formel.

Au niveau local, la délégation de l'UE est restée en contact étroit avec les organisations de la société civile, le bureau du médiateur et les autorités en ce qui concerne les questions liées à la situation des droits de l'homme, les défenseurs des droits de l'homme et les peuples autochtones. Elle a maintenu un canal de communication permanent pour suivre des dossiers individuels.

Le financement assuré par l'UE au titre de l'IEDDH en 2016 s'est élevé à 1,2 million d'euros et a porté sur quatre nouveaux projets consacrés aux droits de l'homme au Pérou, l'accent étant mis sur les défenseurs des droits de l'homme et la violence à caractère sexiste.

Le Pérou est resté un partenaire fiable dans les enceintes internationales, ses votes étant proches des positions de l'UE. Son prochain examen périodique universel (EPU) aura lieu en novembre 2017.

Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès

Saint-Christophe-et-Niévès connaît de graves problèmes en matière de sécurité publique, en particulier de la criminalité organisée, un taux d'homicides assez élevé et un nombre relativement important de viols et d'infractions mineures. Des mesures ont été prises en 2016 pour renforcer la protection des enfants et remédier à la piètre situation carcérale, y compris la surpopulation, qui reste problématique. Parmi les autres problèmes majeurs qui se posent en matière de droits de l'homme à Saint-Christophe-et-Niévès figurent la violence envers les femmes, la maltraitance des enfants, la discrimination à l'égard des personnes LGBTI et le fait que la peine de mort reste légale. Des améliorations doivent être apportées au fonctionnement de la justice afin de résorber l'important arriéré judiciaire.

Le gouvernement a poursuivi ses efforts pour renforcer les systèmes de protection des enfants en rétablissant le Conseil de probation et de protection des enfants. Il a également poursuivi ses programmes annuels, comme le subventionnement de la St Christopher's Children's Home, le programme relatif aux foyers d'accueil et la semaine de la prévention de la maltraitance des enfants. Un projet de protocole en faveur des enfants est à l'étude auprès du ministre de la justice. Le recours au châtiment corporel dans les écoles est toujours légal.

Le ministère de la santé a élaboré un protocole sur la maltraitance domestique avec le concours de l'Organisation panaméricaine de la santé. Le département chargé des questions d'égalité des sexes a également travaillé sur un protocole national relatif à la violence domestique. Ce protocole a été examiné par le ministre de la justice et sera présenté pour approbation au conseil des ministres en 2017. Il doit servir de document de référence et définit le rôle et la responsabilité de tous les acteurs concernés, en l'occurrence la police, le département chargé des questions d'égalité des sexes, les établissements de santé, les services sociaux, l'aide juridique, le bureau du médiateur, les ONG et la justice.

En mars 2016, le Premier ministre Harris a indiqué qu'un site avait été trouvé pour la construction d'une nouvelle prison, qui devrait permettre de remédier à la surpopulation et aux piètres conditions régnant dans l'actuelle prison du pays. Bien que le nombre de détenus ait diminué, la prison reste surpeuplée. Environ la moitié de la population carcérale est en détention provisoire du fait que le pays connaît un arriéré considérable en matière de justice pénale. La peine de mort reste légale, mais il n'y a eu aucune exécution depuis 2008.

L'UE a continué de dialoguer avec les autorités de Saint-Christophe-et-Niévès en ce qui concerne les questions fondamentales relatives aux droits de l'homme. Des contacts formels ont eu lieu dans le cadre de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies. Les projets de l'UE financés au titre de lignes budgétaires thématiques comme le programme IEDDH et le programme relatif aux organisations de la société civile dans les Caraïbes orientales ne visent pas spécifiquement Saint-Christophe-et-Niévès pour l'heure, mais le pays est susceptible de tirer indirectement parti d'actions d'information et de bonnes pratiques établies dans le cadre de projets mis en œuvre dans la région, en particulier dans le domaine de la violence domestique (par exemple, actions sous forme de jeux de persuasion à caractère éducatif dans l'ensemble de la région pour faciliter le changement d'attitude et de comportement, résultats d'études, lignes directrices pour des dispositions législatives et/ou des plans d'action concernant la violence domestique et protocoles harmonisés pour la communication d'informations aux principaux acteurs concernés, et matériels et programmes de formation pour professionnels).

Sainte-Lucie

En 2016, Sainte-Lucie a connu un changement de gouvernement à la suite des élections tenues le 6 juin. La question des exécutions extrajudiciaires dont la police se serait rendue coupable dans les années 2010 et 2011 a fait grand bruit à l'approche du scrutin. Veiller à ce que cette allégation fasse l'objet d'une enquête et d'un suivi est resté une priorité majeure de l'UE concernant les droits de l'homme à Sainte-Lucie en 2016. Parmi les autres problèmes figurent la violence faite aux femmes, la discrimination à l'égard des personnes LGBTI, la maltraitance mentale, physique et sexuelle des enfants, et les lenteurs de la justice. La peine de mort est toujours légale. La conduite de la police reste aussi un sujet de préoccupation.

La situation dans le secteur de la justice est affectée par l'arriéré judiciaire et l'absence d'enquêtes sur les exécutions extrajudiciaires présumées. Le Premier ministre Chastanet nouvellement élu (en juin 2016) a fait part de son intention de mettre en place un "tribunal" composé de trois membres pour définir des moyens juridiquement solides de gérer cette situation. Il a fait pourvoir deux postes majeurs dans le secteur judiciaire, à savoir ceux de procureur général et de procureur général adjoint. La surpopulation demeure préoccupante au centre correctionnel de Bordelais, où environ la moitié des détenus attendent d'être jugés. Sainte-Lucie connaît un moratoire de fait sur la peine de mort depuis 1995 mais rien ne laisse présager son abolition.

La violence domestique, la maltraitance des enfants et la violence à l'égard des personnes LGBTI restent des sujets de vive préoccupation sur le plan sociétal. Les victimes hésitent souvent à déposer plainte par crainte de réprobation, de représailles ou de nouvelles violences. Une unité distincte pour adolescents a été mise en place au centre national pour enfants atteints de troubles psychiatriques. Le châtiment corporel reste légal; des réponses doivent être apportées à ce problème, ainsi qu'à d'autres préoccupations relatives aux enfants et aux jeunes recensées dans le cadre de l'examen périodique universel réalisé en 2015 par les Nations unies.

En janvier et en avril, le chef de la délégation de l'UE, accompagné d'ambassadeurs de plusieurs États membres de l'UE, a rencontré l'ancien Premier ministre Anthony pour faire valoir le respect du droit concernant les exécutions extrajudiciaires présumées. L'UE a fait part de ses doléances en la matière au nouveau gouvernement. Par ailleurs, une démarche formelle concernant les droits de l'homme a été entreprise dans le cadre de la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies. Sainte-Lucie figure parmi les pays qui bénéficient de projets en cours financés par l'UE au titre de l'IEDDH qui ont pour objectif de lutter contre la violence domestique.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Bien qu'il existe une loi sur les violences domestiques depuis 2015, beaucoup reste à faire pour lutter efficacement contre la violence à caractère sexiste, qui, à l'instar de la maltraitance des enfants, demeure un problème de société généralisé. Des lignes directrices complètes pour la mise en œuvre doivent encore être adoptées. Bien que les dispositions correspondantes ne soient pas appliquées strictement, les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe restent illégales. Le pays observe un moratoire de fait sur la peine de mort, la dernière exécution remontant à 1995. Un prisonnier se trouve actuellement dans le couloir de la mort. Les prisons connaissent un large éventail de problèmes: violence, manque de personnel, gardiens sous-payés, présence incontrôlée d'armes et de stupéfiants, augmentation des cas de VIH/sida et mauvaises conditions d'hygiène. Les mineurs délinquants sont incarcérés aux côtés de condamnés adultes.

Les principales priorités de l'UE en matière de droits de l'homme concernent la violence domestique; les maltraitances psychologiques, physiques et sexuelles dont sont victimes les enfants; les discriminations et les violences à l'encontre des personnes LGBTI; et des problèmes liés à l'État de droit, notamment le maintien de la légalité de la peine de mort, l'arriéré judiciaire et les mauvaises conditions de détention.

En 2016, l'UE a continué à débattre de questions importantes en matière de droits de l'homme avec les autorités au niveau local. Des démarches ont été entreprises en ce qui concerne l'abrogation de la peine de mort et le renforcement des mécanismes de communication d'informations pour ce qui est des conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Des projets en cours, financés par l'UE au titre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme et du programme d'appui aux OSC dans les Caraïbes orientales, visent à lutter contre la violence domestique et à faciliter l'inclusion des personnes présentant une déficience intellectuelle. Bien que Saint-Vincent-et-les-Grenadines ne soit pas directement concernée par ces projets, elle peut bénéficier indirectement des actions de sensibilisation menées au niveau régional ainsi que des bonnes pratiques mises au point. Par ailleurs, un nouveau projet a été approuvé en 2016, qui sera directement mis en œuvre dans le pays, en vue d'assurer des moyens de subsistance durables aux agriculteurs dans les régions rurales.

En mai 2016, Saint-Vincent-et-les-Grenadines a fait l'objet du deuxième cycle de l'examen périodique universel (EPU). Le pays a accepté soixante-quinze des cent vingt-huit recommandations formulées et a pris note des cinquante-trois autres. Les États chargés de l'EPU ont salué les progrès accomplis, en particulier dans le domaine des droits des femmes et des enfants, mais ont fait part de leurs inquiétudes en ce qui concerne la légalité de la peine de mort, les châtiments corporels infligés aux enfants, l'incrimination de l'homosexualité, les violences et les discriminations à l'encontre de la communauté LGBTI, les violences et les discriminations dont sont victimes les femmes et les conditions de détention. Lors de l'adoption des résultats de l'EPU au sein du Conseil des droits de l'homme en septembre, les intervenants ont pris note de la mise en place d'un mécanisme national de communication d'informations et de suivi des rapports des organes des Nations unies créés en vertu des traités sur les droits de l'homme.

République du Suriname

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme et de démocratie au Suriname a été caractérisée par un ensemble de progrès et de reculs. S'il y a eu certaines avancées, qui ont été reconnues dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU) effectué par les Nations unies, des évolutions négatives ont également été enregistrées.

L'année 2016 a été marquée par la suspension du procès relatif aux exécutions extrajudiciaires de quinze opposants en 1982, à la suite de l'invocation de l'article 148 de la Constitution du Suriname, qui prévoit que le gouvernement peut, dans certains cas particuliers, donner des instructions au procureur général dans le cadre de poursuites liées à l'intérêt de la sécurité de l'État. Mais, d'autre part, le 10 décembre 2016, le Suriname a inauguré une institution des droits de l'homme. Cette évolution positive a cependant été remise en cause, en raison de doutes sur l'indépendance de cette institution par rapport au ministère de la justice et à la police.

Parmi les priorités de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie dans le cadre de ses relations avec le Suriname figurent notamment: les questions juridiques, les violences domestiques et sexuelles, l'égalité des sexes, y compris les droits de l'homme des personnes LGBTI. Les conditions dans les prisons et les centres de détention, la corruption généralisée dans le secteur public, les cas d'intimidation de la presse, les discriminations à l'égard des femmes, des Marrons, des Amérindiens et d'autres minorités ainsi que le travail des enfants constituent également des sources d'inquiétude.

L'UE a continué de mener des discussions sur les droits de l'homme et la démocratie avec le Suriname dans divers cadres, notamment lors du quatrième cycle du dialogue politique UE-Suriname mené au titre de l'article 8, qui s'est déroulé à Paramaribo le 29 juin 2016. L'UE et le Suriname ont abordé de nombreuses questions relatives aux droits de l'homme, procédant entre autres à des échanges de vues sur les questions juridiques, les questions relatives aux personnes LGBTI, la violence domestique, les droits de l'enfant et la traite des êtres humains.

Après la suspension du procès relatif aux exécutions extrajudiciaires de 1982, l'UE a fait part de ses préoccupations, notamment par l'intermédiaire de déclarations de la porte-parole de la HR/VP et de la délégation de l'UE[88], rappelant que l'accord de Cotonou prévoit la protection et la promotion des droits de l'homme ainsi que le respect des principes démocratiques et de l'État de droit, et demandant instamment au gouvernement de respecter l'État de droit et la séparation des pouvoirs. La délégation de l'UE a également mené des actions de diplomatie publique dans le domaine des droits de l'homme, y compris en publiant des communiqués de presse sur des questions telles que la violence à caractère sexiste, le prix Sakharov ou la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie et en entretenant des contacts réguliers avec des ONG de défense des droits de l'homme.

L'UE a continué à apporter un soutien financier à deux programmes financés dans le cadre de l'IEDDH: "Faire connaître et défendre les droits des peuples autochtones au Suriname" et "Renforcer les responsabilités de la société civile du Suriname dans le domaine des droits de l'homme et de la bonne gouvernance". Ces projets ont bénéficié d'un financement de 95 000 et de 125 000 euros respectivement.

[88] Service européen pour l'action extérieure, déclaration de la porte-parole sur le Suriname, 30 juin 2016.

Le 2 mai 2016, le Suriname a fait l'objet de son deuxième examen périodique universel (EPU). Cet examen a mis en lumière des réalisations positives depuis le premier examen, par exemple la suppression de la peine de mort du code pénal, la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme, des réformes et des programmes en faveur des femmes et des enfants, la suppression des frais de scolarité dans l'enseignement primaire, des lois visant à réduire la pauvreté, des mesures visant à lutter contre la traite des êtres humains, la modification de la loi relative à la nationalité et à la résidence et l'organisation d'élections transparentes et démocratiques en 2015. Néanmoins, les États chargés de l'examen ont souligné que des progrès devaient encore être accomplis et ils ont formulé des recommandations concernant la nécessité de supprimer la peine de mort du code pénal militaire, de ratifier le deuxième protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques, d'améliorer le système judiciaire et de veiller à ce que les auteurs des exécutions extrajudiciaires de 1982 et du massacre de 1986 soient poursuivis, de signer et ratifier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de veiller à ce que l'institution nationale des droits de l'homme respecte les principes de Paris, de garantir l'égalité des droits et la protection des personnes LGBTI, et de poursuivre les efforts déployés pour promouvoir et protéger les droits des femmes et des enfants et lutter contre la traite des êtres humains.

En 2016, le Conseil des droits de l'homme a publié un rapport sur ses conclusions concernant la situation en matière de droits de l'homme au Suriname, où il exprime notamment les préoccupations que lui inspirent les informations faisant état de détentions arbitraires et de mauvais traitements de personnes LGBTI, notamment de femmes transgenres, de la part de membres des forces de sécurité. Dans ce rapport, le Conseil des droits de l'homme recommandait que le gouvernement du Suriname garantisse une protection et une indemnisation appropriées, y compris une réadaptation et la mise en place de centres d'accueil pour les victimes de la traite des êtres humains.

République de Trinidad-et-Tobago

En 2016, la situation générale en matière de droits de l'homme dans le pays s'est quelque peu améliorée dans le domaine des droits des femmes et des enfants, les progrès ayant été moins importants pour ce qui est des prisonniers et de la communauté LGBTI. En ce qui concerne la peine de mort, même si certaines autorités ont fait part de leur intention de recommencer à l'appliquer après un moratoire de fait depuis 1999, la situation est restée inchangée.

L'UE accorde la priorité aux questions suivantes: promotion et sauvegarde des droits des femmes et des enfants; abolition de la peine de mort; amélioration des conditions de détention et respect des droits des prisonniers; et lutte contre la discrimination à l'égard des personnes LGBTI.

Tout au long de l'année, l'UE a poursuivi son dialogue avec les principales parties prenantes sur les questions relatives aux droits de l'homme. La délégation de l'UE a également entretenu des relations étroites avec les organisations de la société civile (OSC). L'UE a fourni une assistance aux OSC non seulement par l'intermédiaire de subventions financées par l'IEDDH, mais également au titre du 11e Fonds européen de développement (FED) et des lignes budgétaires thématiques relatives aux OSC et aux autorités locales, qui visent à renforcer la contribution des OSC au processus de gouvernance et de développement à Trinité-et-Tobago.

À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, la délégation de l'UE a fait signer une tribune à tous les ambassadeurs de l'UE en poste sur place, qui a ensuite été publiée dans les trois grands journaux du pays. La réception donnée en l'honneur du nouveau chef de la délégation de l'UE a été organisée conjointement avec la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Elle a fait l'objet d'une large couverture médiatique et a été précédée de la publication d'une tribune dans la presse nationale.

En 2016, la délégation de l'UE a continué d'œuvrer à la concrétisation de ses priorités par l'intermédiaire de deux projets en cours, financés au titre de l'IEDDH, à l'appui d'activités visant à promouvoir l'égalité des sexes et à renforcer les capacités institutionnelles afin d'améliorer la protection des droits de l'homme. Parmi les actions particulièrement marquantes qui ont été menées au titre de ces projets figurent une session de sensibilisation à la question de la peine de mort à l'intention du parlement, le lancement d'une clinique de droit international des droits de l'homme, une table ronde sur les violences à caractère sexiste et un atelier de formation consacré aux droits de l'homme des personnes LGBTI. Compte tenu du caractère généralisé de la violence domestique dans le pays et de l'absence de progrès pour ce qui est de garantir les droits de l'homme des personnes LGBTI, un nouvel appel à propositions a été lancé en 2016 dans le cadre de l'IEDDH, portant sur des activités visant à traiter la question de l'égalité des sexes et les droits de l'homme des personnes LGBTI. Deux nouveaux contrats ont ensuite été signés en décembre, dont la mise en œuvre doit débuter en 2017.

Trinité-et-Tobago a fait l'objet de son deuxième examen périodique universel (EPU) le 10 mai 2016. Cet examen a mis en lumière les réalisations positives intervenues depuis le premier examen, par exemple la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées, l'adoption de la loi relative à la traite des êtres humains, l'adoption de la loi sur les enfants et des réformes législatives visant à promouvoir et à protéger les droits des femmes. La plupart des recommandations ont été axées sur la nécessité de poursuivre les travaux en cours sur les droits des femmes et la violence à caractère sexiste, d'abroger les lois à l'encontre des personnes LGBTI, d'abroger la peine de mort, de renforcer la lutte contre la traite des êtres humains et de ratifier différentes conventions internationales, dont la convention contre la torture et les protocoles facultatifs à la convention relative aux droits de l'enfant. Parmi les autres grands défis à relever à l'avenir figurent les conditions de détention effroyables et la surpopulation carcérale, ainsi que la protection des enfants contre les violences et les mauvais traitements.

États-Unis d'Amérique

Les États-Unis sont un partenaire stratégique de l'Union européenne dans le cadre des efforts que celle-ci déploie pour faire progresser les droits de l'homme à l'échelle mondiale. L'UE et les États-Unis travaillent en étroite collaboration dans les enceintes internationales, en particulier au sein des Nations unies et du Conseil des droits de l'homme. Le dialogue régulier qu'ils mènent sur des questions géographiques et thématiques d'intérêt commun permet de créer des synergies en vue de faire avancer, partout dans le monde, les objectifs en matière de droits de l'homme, et renforce l'efficacité de l'action de sensibilisation des parties concernées sur le terrain, lorsque cela est nécessaire.

Parmi les principales préoccupations qui se sont posées à l'égard des États-Unis en 2016 figurent la peine de mort, le transfert de prisonniers depuis la prison de Guantanamo, les droits des femmes et les droits humains des personnes LGBTI. Des évolutions positives ont été constatées en ce qui concerne le nombre de condamnations à mort et d'exécutions aux États-Unis, ainsi que le nombre de prisonniers encore détenus à Guantanamo.

En 2015, les jurys ont prononcé quarante-neuf condamnations à mort, soit le nombre le plus faible enregistré au cours de l'histoire moderne de la peine de mort. Le nombre des nouvelles condamnations à mort, s'élevant à trente, a reculé encore davantage cette année. Le nombre d'exécutions a également baissé par rapport aux chiffres peu élevés de l'année dernière, s'établissant à vingt, soit le nombre le plus faible depuis 1991. La Cour suprême des États-Unis a jugé, dans l'affaire *Hurst c. Floride*, que le statut relatif à la peine de mort de l'État de Floride était inconstitutionnel. Dans le prolongement de cette affaire, la Cour suprême du Delaware a jugé inconstitutionnel le statut relatif à la peine de mort de son propre État, estimant que le jury doit établir à l'unanimité chaque fait qui est une condition préalable à l'application de la peine de mort. Plus récemment, après que le pouvoir législatif de Floride a adopté un nouveau statut ne requérant pas l'unanimité au-delà des facteurs aggravants, la Cour suprême de Floride a de nouveau jugé le statut inconstitutionnel.

En 2016, les avocats plaidant contre l'application de la peine de mort ont remporté plusieurs autres victoires importantes devant la Cour suprême des États-Unis, notamment dans les affaires *Foster c. Chatman*, *Williams c. Pennsylvanie* et *Wearry c. Cain*. Dans les tribunaux des États, des équipes d'avocats ont obtenu de nombreuses annulations et suspensions d'exécutions, y compris dans les États qui prononcent le plus de condamnations à mort, comme l'Alabama et le Texas. Dans tout le pays, les affaires relatives aux exécutions par injection létale ont continué de contribuer largement au nombre d'exécutions historiquement bas, des moratoires de fait ayant continué d'être appliqués toute l'année en Arizona, en Arkansas, en Californie, en Ohio et en Oklahoma, et contribuant à la suspension de plusieurs exécutions dans d'autres États.

L'interdiction d'exportation de médicaments utilisés pour les exécutions qui a été décidée par l'UE a continué d'avoir une incidence majeure sur les discussions relatives à la peine de mort. Ainsi qu'il a été mentionné lors de réunions tenues avec d'importantes organisations de la communauté abolitionniste, l'interdiction décidée par l'UE a considérablement fait évoluer le débat public sur les exécutions au cours de ces quatre dernières années.

Les efforts déployés par l'administration Obama pour fermer le centre de détention militaire de Guantanamo et transférer les derniers détenus ont continué dans une large mesure d'être bloqués par le Congrès. Le plan présenté par l'administration américaine en février 2016 n'a pas permis de concilier la volonté du président Barack Obama de fermer Guantanamo pendant la dernière année de son mandat et les restrictions juridiques imposées par les Républicains au Congrès qui empêchent l'administration de transférer les derniers détenus aux États-Unis.

Certaines avancées ont toutefois eu lieu en 2016 en ce qui concerne le transfert de détenus vers des pays tiers. Sur les quelque 780 personnes qui étaient détenues à Guantanamo, 729 ont été transférées et 42 étaient encore emprisonnées (à la fin de décembre 2016). Parmi ces 42 personnes, 32 ne peuvent pas faire l'objet d'un transfert et n'ont été accusées d'aucun crime, 7 ont été accusées de crimes jugés par des commissions militaires et 3 ont déjà été condamnées par des commissions militaires. À ce jour, les États membres de l'UE ont accepté d'accueillir 40 anciens détenus de Guantanamo au total.

En juin 2016, lors de la tuerie de masse qui a visé la communauté LGBTI dans une discothèque gay d'Orlando, le tireur, inspiré par l'EIIL/Daech, a tué 49 personnes. Cet événement a mis en lumière les problèmes, y compris les crimes de haine, auxquels sont actuellement confrontées les personnes LGBTI.

De nouveaux progrès ont été réalisés en 2016 dans le renforcement des contacts entre la délégation de l'UE et les principales parties prenantes en ce qui concerne les questions relatives aux droits de l'homme, à savoir l'administration (Département d'État et Conseil national de sécurité), le Congrès et la société civile.

La délégation de l'UE, conjointement avec certains États membres, a poursuivi son dialogue avec les États-Unis en ce qui concerne l'autonomisation économique et politique des femmes par l'intermédiaire de l'initiative "Equal Futures Partnership" (EFP, Partenariat pour un avenir égal), conduite par le Département d'État et la Maison blanche. Les membres de cette initiative (trente-deux États et l'UE) prennent des engagements ambitieux aux niveaux national et de l'UE, liés à des priorités très précises concernant la politique en matière d'égalité des sexes, et partagent ensuite les connaissances et les expériences acquises dans ce contexte au moyen d'initiatives de jumelage ou d'autres projets et échanges multilatéraux. La page web consacrée à l'initiative "Equal Futures Partnership" (www.equal-futures.org), créée en juin 2016, servira à promouvoir les activités des membres et à faciliter une coopération plus étroite entre eux.

Les échanges réguliers entre les États-Unis, l'UE, les États membres et les ONG ont continué d'offrir des occasions de partager des informations sur les efforts déployés pour faire progresser les droits de l'homme des personnes LGBTI et de débattre de possibilités en matière de coordination, y compris d'actions multilatérales, et d'assistance ainsi que des situations spécifiques de certains pays. Ces réunions ont permis de procéder à des échanges occasionnels sur les questions relatives aux personnes LGBTI et d'accomplir des progrès au sein des enceintes multilatérales.

En 2016, l'UE a fait quatre déclarations à la suite d'exécutions qui ont eu lieu aux États-Unis, et la délégation de l'UE a entrepris quatre démarches au nom de personnes condamnées à être exécutées. Tout au long de l'année 2016, la délégation de l'UE a à maintes reprises demandé la fermeture du centre de détention de Guantanamo et a régulièrement abordé la question de la situation des droits de l'homme à Guantanamo avec l'administration américaine.

Le représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme, M. Stavros Lambrinidis, a effectué une visite officielle aux États-Unis du 18 au 22 avril 2016. Au cours de cette visite, un accent particulier a été mis sur la diplomatie publique.

République orientale de l'Uruguay

D'une manière générale, la situation relative aux droits de l'homme en Uruguay reste positive et stable, même si elle est marquée par certaines insuffisances notables dans les domaines de la violence sexiste, de la discrimination à l'encontre des personnes d'ascendance africaine et de la communauté LGBTI, de la traite des êtres humains et du recours à des détentions provisoires de longue durée. Une autre source de préoccupation est la situation dans les centres de détention pour mineurs, caractérisés par de mauvaises conditions de vie et un manque d'initiatives de réadaptation et de réinsertion.

Les priorités de l'UE sont la réforme et la modernisation du système de justice pénale et du système pénitentiaire, le renforcement des droits des femmes et des enfants et l'amélioration des politiques de lutte contre les discriminations et de la sécurité des citoyens.

L'Uruguay est doté d'un cadre juridique solide. Néanmoins, la mise en œuvre a pris beaucoup de retard dans plusieurs domaines. En dépit des nombreuses mesures destinées à lutter contre les violences domestiques, le nombre de cas signalés a augmenté en 2016. Le plan d'action national 2016-2019 du gouvernement en faveur d'une vie exempte de violences sexistes vise à lutter contre la violence à caractère sexiste. L'Uruguay accuse également un retard en ce qui concerne la participation des femmes aux processus politiques. La discrimination raciale constitue un autre problème, car elle influe sur les chances qu'ont les personnes d'ascendance africaine de réussir dans la vie, dès leur entrée à l'école.

Le gouvernement uruguayen entreprend différents types d'actions pour améliorer la situation. Il travaille notamment à un projet de loi visant à lutter contre la violence sexiste, contenant des orientations et des dispositions en matière d'intervention d'urgence et d'aide aux victimes, ainsi qu'à la mise en place de tribunaux spécialisés. Un débat a été lancé en vue de fixer un quota minimal pour les listes de candidats en vue des élections futures. Le plan 2015-2020 pour l'égalité raciale en faveur des personnes d'ascendance africaine fera l'objet d'une révision annuelle. Une loi générale visant à lutter contre l'exploitation et la traite des êtres humains a été transmise au parlement. Afin de lutter plus efficacement contre la traite des êtres humains, une formation est actuellement dispensée aux agents consulaires, aux organisations de la société civile et aux agents dans les régions frontalières. Une réforme du code de procédure pénale du pays, qui est obsolète, visant essentiellement à améliorer la situation en matière de détention provisoire et à s'attaquer au problème de la surpopulation carcérale, a été approuvée et devrait entrer en vigueur en 2017.

L'UE continue à collaborer avec les autorités et les organisations de la société civile (OSC) dans le cadre d'actions bilatérales et ouvertes. Parallèlement, des réunions ad hoc sur des thèmes pertinents sont organisées avec les autorités, les OSC et d'autres acteurs concernés. Les défenseurs des droits de l'homme sont en mesure d'exercer leurs activités dans un environnement stable et les OSC peuvent mener leurs travaux librement. Néanmoins, ils sont financièrement dépendants de l'État, ce qui entraîne une perte d'autonomie et d'esprit critique.

En 2016, l'UE a octroyé des fonds à des projets au titre de l'IEDDH et du programme relevant de l'instrument de financement de la coopération au développement à l'appui de la réforme des systèmes pénitentiaire et de justice pénale uruguayens. À la mi-2016, la délégation de l'UE a lancé un nouvel appel à propositions concernant des projets relatifs aux droits de l'homme et à la société civile, conformément à ses dernières priorités. Sept projets consacrés à la sécurité des citoyens, aux droits des femmes et des enfants et à la cohésion sociale étaient encore en cours.

Dans un contexte multilatéral, en janvier 2016, l'Uruguay a été élu membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et a déclaré qu'il s'efforcerait de mettre les aspects relatifs aux droits de l'homme à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Dans la perspective de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies de 2016, l'Uruguay a demandé la tenue d'un débat sur les politiques futures en matière de drogues et s'est déclaré favorable à une politique fondée sur la santé, les droits de l'homme, l'égalité des sexes et une justice proportionnée.

Le cadre juridique de l'Uruguay garantit une protection effective des droits de l'homme et une mise en œuvre rigoureuse des principes démocratiques. Lorsque des lacunes subsistent, les autorités s'efforcent de les combler. Le défi à relever à l'avenir consistera à mieux traduire dans la réalité quotidienne les normes et les différents plans d'action.

République bolivarienne du Venezuela

En 2016, la situation politique, sociale, économique et en matière de sécurité au Venezuela a eu une incidence négative sur l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales par ses citoyens.

Les priorités de l'UE pour le pays consistent à contribuer à la démocratie, à l'État de droit et aux libertés fondamentales, à la protection de l'espace dévolu à la société civile et des défenseurs des droits de l'homme, ainsi qu'à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et aux droits de l'enfant.

En février 2016, le Venezuela a adopté un plan national en faveur des droits de l'homme pour la période 2016-2019 en vue de protéger et de garantir les droits fondamentaux des citoyens.
En novembre 2016, le pays a également fait l'objet de son deuxième examen périodique universel (EPU) mené dans le cadre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en participant activement au processus. Deux cent soixante-quatorze recommandations ont été formulées, portant sur une série de questions, dont la liberté d'expression, les prisonniers politiques, l'indépendance des autorités publiques, la sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé et les exécutions extrajudiciaires.

Dans le domaine des droits civils et politiques, il a été fait état de cas de stigmatisation publique des défenseurs des droits de l'homme, d'attaques contre des journalistes, d'une érosion de l'indépendance des institutions chargées de faire respecter l'État de droit et de niveaux élevés d'impunité.
La problématique des opposants politiques emprisonnés et de leurs droits à un procès équitable et à une procédure judiciaire régulière a continué de susciter des préoccupations. L'UE a suivi l'appel interjeté par le dirigeant de l'opposition Leopoldo López, mais n'a pas été autorisée à assister aux audiences. Les instances de contrôle de l'application des normes de l'OIT ont examiné la liberté d'association au Venezuela quatre fois en 2016 et ont estimé que certains cas concernant le traitement des représentants des employeurs revêtaient un caractère extrêmement grave et urgent. Au sein du conseil d'administration de l'OIT, l'UE a apporté son soutien à un dialogue social constructif dans le pays.

Le contexte économique difficile, caractérisé par une grave pénurie de produits de base et de médicaments et par une hyperinflation, a eu une incidence négative sur les droits économiques et sociaux de la population, en particulier les droits à l'alimentation, à la santé et à la sécurité sociale.

L'UE n'entretient pas de dialogue politique formel et structuré avec le gouvernement vénézuélien, mais des discussions ad hoc sur les droits de l'homme ont eu lieu entre la délégation de l'UE, les ambassades des États membres et les autorités vénézuéliennes. Des réunions bilatérales à haut niveau se sont également tenues. Une réunion de consultation annuelle a en outre été organisée avec les défenseurs des droits de l'homme.

En 2016, l'UE a continué à soutenir financièrement des projets essentiellement financés dans le cadre de l'IEDDH. L'UE a axé ses activités de coopération sur le soutien au renforcement des capacités démocratiques (assistance technique apportée à l'Assemblée nationale, renforcement des capacités institutionnelles dans les municipalités), la promotion de la non-violence et du dialogue démocratique, les droits des femmes et leur autonomisation, l'égalité des sexes, les droits des peuples autochtones, les défenseurs des droits de l'homme, la liberté d'information et les réfugiés. Les évènements organisés au titre de la diplomatie publique ont essentiellement visé à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et la non-violence ("Faire baisser le niveau des violences, vivre ensemble dans la paix").

L'UE s'emploie également à aider le pays à parvenir à un règlement pacifique et démocratique de la crise et soutient les efforts de dialogue actuellement déployés.

LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES

ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
AGNU	Assemblée générale des Nations unies
AL	Autorités locales
ANE	Acteur non étatique
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASEM	Dialogue Europe-Asie
BIDDH	Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CdE	Conseil de l'Europe
CDH	Conseil des droits de l'homme des Nations unies
CDPH	Convention relative aux droits des personnes handicapées
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDH	Convention européenne des droits de l'homme
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIDH	Commission interaméricaine des droits de l'homme
COPS	Comité politique et de sécurité (COPS) du Conseil de l'Union européenne
CPI	Cour pénale internationale
CSNU	Conseil de sécurité des Nations unies
DIH	Droit international humanitaire

ECOSOC	Conseil économique et social des Nations unies
EUAM Ukraine	Mission de conseil de l'UE en Ukraine
EUNAVFOR MED	Force navale de l'Union européenne - Méditerranée
FARC	Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (Forces armées révolutionnaires de Colombie)
FED	Fonds européen de développement
FEDEM	Fonds européen pour la démocratie
GRULAC	Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
HR/VP	Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne (Federica Mogherini)
IAP	Instrument d'aide de préadhésion
ICD	Instrument de financement de la coopération au développement
IcSP	Instrument contribuant à la stabilité et à la paix
IEDDH	Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme
IEV	Instrument européen de voisinage
IEVP	Instrument européen de voisinage et de partenariat
INDH	Institutions nationales des droits de l'homme
LGBTI	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués
MOE	Mission d'observation électorale

OCI	Organisation de la coopération islamique
OEA	Organisation des États américains
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
OSC	Organisation de la société civile
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PDI	.
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
RSUE	Représentant spécial de l'UE
SEAE	Service européen pour l'action extérieure
SPG	Système de préférences généralisées
SPG +	Système de préférences généralisées (SPG) de l'UE pour les pays en développement
TCA	Traité sur le commerce des armes
TPIY	Tribunal pénal international de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie
UA	Union africaine
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNOCA	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale